HISTOIRE

DE

L'UNITÉ ITALIENNE

1814-1871.

OUVRAGES DE M. YVES GUYOT

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT

HISTOIRE

DE

L'UNITÉ ITALIENNE

HISTOIRE POLITIQUE DE L'ITALIE

DE 1814 A 1871

PAR

BOLTON KING, M. A.

INTRODUCTION PAR YVES GUYOT

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR ÉMILE MACQUART

TOME PREMIER

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE & Cie
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1901

INTRODUCTION

I

L'ŒUVRE ET L'AUTEUR

L'*Histoire de l'Unité italienne* (1814-1871), dont nous donnons aujourd'hui la traduction, parut vers le milieu de 1899. Je me la procurai aussitôt, espérant y trouver une histoire sincère et documentée des événements dramatiques qui se sont déroulés pendant cette période. Non seulement mon attente ne fut pas déçue, mais, au fur et à mesure que je la lisais, je devenais de plus en plus convaincu de l'utilité qu'il y avait, à la fois pour les Italiens et pour les Français, d'avoir à leur disposition un ouvrage de ce caractère. Ma conviction fut encore fortifiée par le voyage que je fis en Italie en octobre 1899. On ne peut juger l'Italie actuelle si on ne la compare à l'état dans lequel elle se trouvait avant d'avoir réalisé son unité. Il ne me manquait plus qu'un traducteur et un éditeur. M. Émile Macquart voulut bien se charger de la longue, minutieuse et difficile besogne de traduire cet important ouvrage et M. Alcan de le publier.

Quand j'ai parlé de ce livre, qui, à ma grande stupéfaction, est encore presque ignoré en Italie, des amis italiens m'ont dit : — Est-il pour Garibaldi ou pour Cavour ? Je leur ai répondu que je ne pensais pas que M. Bolton King se fût jamais posé cette question. Il s'est placé à un point de vue exclusivement objectif. Il a cherché à dégager, des nombreux documents plus ou moins obscurs et contradictoires qu'il a

consultés, la réalité la plus précise possible. Plein de sympathie pour l'émancipation de l'Italie, il constate avec une égale franchise les qualités et les défauts des Italiens des différentes provinces et des différentes couches sociales. Il ne présente point les grands acteurs de l'indépendance italienne éclairés sous un seul jour. Il sait que les hommes sont complexes, ont tous des qualités et des défauts, et il tâche de tracer leur portrait exact, qu'il s'agisse de Charles-Albert ou de Victor-Emmanuel, de Cavour ou de Garibaldi, de Ricasoli ou de Mazzini.

M. Bolton King est un Anglais placé dans les meilleures conditions d'impartialité. Élève de Balliot College à Oxford, il prit un diplôme de première classe dans l'école d'histoire moderne, puis il vécut huit années à Toynbee Hall. On connaît cet établissement, fondé en 1885 dans la Commercial street de Whitechapel, le quartier le plus pauvre de Londres. C'est à la fois un collège et un club, où des membres des Universités d'Oxford et de Cambridge s'inspirent de la mémoire d'Arnold Toynbee en partageant leur vie de la manière suivante : une partie est consacrée à l'étude de la science économique sous des aspects sociaux ; l'autre à la propagande, à l'éducation, aux divertissements populaires et à la recherche des moyens d'augmenter le bien-être chez les ouvriers des grandes villes.

M. Bolton King a, en collaboration avec sir Alfred Milner et le professeur Ashley, rédigé l'*Industrial Revolution,* reproduction des conférences faites à Oxford par Arnold Toynbee en 1881-1882 sur l'histoire économique de l'Angleterre.

Ardemment dévoué à ces recherches, il essaya, il y a quinze ans, de constituer sur sa propriété une coopération agricole. Il échoua, principalement parce que les laboureurs ne s'y intéressèrent pas. Depuis, il s'est occupé de l'administration locale du comté de Warwick et surtout de l'instruction technique.

En bon Anglais qui travaille par amour du travail, pour dépenser le temps et l'énergie que lui laissent ses occupations professionnelles, il commença vers 1888 l'*Histoire de l'Unité italienne.* Il y était bien préparé : il avait écrit une introduction à la traduction anglaise de quelques essais de Mazzini.

M. Bolton King est donc complètement désintéressé dans les questions de passion et de parti qui peuvent altérer la vérité. Il a mis plus de dix ans à écrire son ouvrage. On verra à chaque page la critique qu'il a apportée dans le choix des documents et la conscience qu'il a mise dans la recherche de la vérité.

II

LE RÔLE DE L'HISTOIRE

En corrigeant les épreuves de ce livre, je me suis, à certains moments, demandé si, par la publication de cette traduction, je n'allais pas encourir des reproches et du côté des Italiens et du côté des Français.

Je sais par expérience que si, l'on veut rester en bons rapports avec un pays, il ne faut pas en parler. C'est un proverbe de peintre qu'il ne faut jamais faire le portrait de ses amis. Le modèle s'est constitué un type, une physionomie qui lui convient. Tout ce qui vient déranger cette convention lui est désagréable. Si un pays connaît ses défauts, il n'aime pas que les autres les connaissent. Si les hommes qu'il estime ont subi des défaillances, ont commis des actes de mauvaise foi, il trouve que tout étranger qui les signale et en perpétue le souvenir commet une sorte de sacrilège.

A certains moments, il faut bien le dire, les hommes d'État français et les hommes d'État italiens ont joué les uns et les autres des rôles dépourvus de franchise. Il y a eu de part et d'autre de mauvais procédés. M. Bolton King les a signalés avec netteté. Nous avons traduit fidèlement, sans essayer d'estomper la force de ses jugements.

D'abord c'était notre devoir de traducteurs fidèles ; de plus, ce n'est pas en dissimulant les fautes commises qu'on peut rendre service aux hommes d'État et aux peuples.

L'histoire n'est utile que si elle est envisagée comme l'application de la méthode expérimentale à l'évolution de l'humanité. La définition qu'en a donnée Thucydide reste toujours vraie : « Connaître la vérité sur le passé, afin de prévoir l'avenir. » Non seulement l'historien expose le passé, mais il prépare l'histoire de demain. Selon la manière dont il a présenté les faits et leur enchaînement, dont il a exposé l'influence de telle ou de telle mesure ou de tel ou tel homme, il donne des exemples qui, formant la trame intellectuelle des hommes d'action et l'opinion sur laquelle ils agissent, dirigeront la postérité dans un sens ou dans un autre.

Ce serait maintenant un truisme que d'insister sur l'importance de l'exactitude historique ; on est revenu de l'histoire-roman, qui avait pour but de montrer, non ce que les hommes avaient fait, mais ce qu'ils auraient dû faire.

L'*Histoire de l'Unité italienne* n'est-elle pas trop récente ? Elle se termine en 1871. Elle a donc le recul de près d'un tiers de siècle ; je regrette qu'elle s'arrête si tôt ; car il est bon que les peuples con-

naissent les expériences récentes qu'ils ont subies, afin d'en juger l'effet utile et de savoir celles dont ils doivent redouter le retour et celles dont ils doivent continuer l'application.

III

DE MENTANA A SEDAN

On verra, par exemple, dans les pages qui vont suivre que la plupart des fautes commises viennent de la timidité des hommes d'État et de leur désir d'éviter les difficultés. La force de Cavour a été d'avoir une politique proportionnée à la force du Piémont et d'avoir résolument voulu l'appliquer. Il a donné un grand exemple des qualités de l'homme d'État qui sait exactement ce qu'il veut et qui sait exécuter ce qu'il a conçu. Entre Napoléon III et lui, le contraste est frappant. Napoléon III avait des conceptions grandioses, mais nébuleuses; quand venait le moment d'agir, il cherchait le moyen de se dérober aux engagements qu'il avait pris; et cet autocrate à l'intérieur de la France essayait de mettre sa responsabilité à l'abri derrière un Parlement international, qu'il appelait congrès ou conférence et dont, à chaque difficulté, il proposait la réunion pour se faire couvrir, sans même paraître se rendre compte du ridicule que lui donnait un pareil procédé. Il poursuivait des résultats contradictoires. Quand il partait pour l'Italie, il s'écriait : « L'Italie libre des Alpes à l'Adriatique », et il s'arrêtait à Villafranca, en laissant une œuvre commencée qui devait s'achever malgré lui et, dans une certaine mesure, contre lui.

Il avait des sympathies pour l'Italie et son unité; mais il resta l'homme de l'Expédition de Rome. Il n'osa se dégager de la pression cléricale, qui en avait fait le protecteur du Pape. Le protégé et le protecteur se détestaient : et cependant Napoléon III fut conduit jusqu'à livrer, pour la défense du pape, cette bataille de Mentana dans laquelle « les chassepots ont fait merveille » : contre qui? contre des Italiens qui avaient combattu avec nous à Magenta et à Solférino.

En 1870, la France pouvait obtenir l'alliance de l'Italie et de l'Autriche, mais il fallait sacrifier le pouvoir temporel du Pape. M. de Beust, le ministre de la catholique Autriche, n'hésitait pas : « Mieux vaut le gouvernement italien à Rome que les Garibaldiens », disait-il. Emile Ollivier, le 23 juillet, neuf jours après la déclaration de guerre, refusait encore d'y consentir. L'Impératrice disait : « Mieux vaut les Prussiens à Paris que les Piémontais à Rome ». Quand, le 3 août, l'agent de Victor-Emmanuel vit l'Empereur à Metz, il se

heurta à la même obstination. Il fallut les défaites de Wœrth et de Gravelotte pour triompher de cette absurde résistance. Le 19 août, il envoya le prince Napoléon à Florence ; mais il était trop tard. Rattazzi lui dit : « Le sang de Mentana crie vengeance », et, ajoute M. Bolton King, « la chaîne qui lie Mentana à Sedan était forgée ».

IV

LE PAPE ET LE SEIZE MAI

Au lendemain de la guerre de 1870, la majorité réactionnaire de l'Assemblée élue le 8 février 1871 et le clergé pensèrent que la meilleure manière de réparer de la perte de l'Alsace et de la Lorraine était de rétablir le Pouvoir temporel du Pape. On répandit la légende du prisonnier du Vatican. La plupart des évêques ne cessaient de développer dans leurs mandements et leurs instructions pastorales les principes du *Syllabus*. Leurs attaques redoublèrent après le vote des lois constitutionnelles, que l'évêque de Versailles nommait « le chaos actuel ». Dupanloup en appelait tous les jours, dans la *Défense*, à un coup de force. La crise, célèbre sous le nom de *Seize Mai*, est l'œuvre du Pape.

En janvier 1877, la Chambre italienne vota une loi sur *les abus du clergé* présentée par le ministre de la justice, M. Mancini. Elle avait pour but d'atténuer les excès auxquels se livrait le clergé italien à l'abri de la Loi des garanties. Elle semblait inspirée par les articles 401-408 du Code Pénal français. Elle frappait d'amende et de prison les ministres des cultes qui, abusant de leur ministère pour offenser les institutions et les lois de l'État, troublaient la conscience publique ou la paix des familles. L'article 2 visait les discours prononcés ou lus en réunion publique, les écrits publiés autrement, contenant des censures expresses ou des outrages aux institutions, lois de l'État, décret royal ou tout autre acte de l'autorité publique. La pénalité était au maximum de trois mois de prison ; mais le dernier paragraphe disait : « Sont punis des mêmes peines ceux qui publient ou répandent les écrits susdits, de quelque autorité ecclésiastique et de quelque lieu qu'ils proviennent. »

Cet article permettait donc de poursuivre les journaux qui reproduisaient les outrages du Pape adressés au gouvernement italien.

Le 12 mars, le Pape faisait une ordination de cardinaux parmi lesquels M. Caverot, archevêque de Lyon. Il y répéta toutes les dénonciations formulées déjà dans le *Syllabus* contre les gouverne-

ments en général qui admettaient la sécularisation de l'enseignement, etc., mais il visa directement le gouvernement italien. Il n'admettait pas que celui-ci donnât toute liberté aux cultes protestant et israëlite, laissât aux professeurs italiens la liberté intellectuelle ; enfin il termina par cette provocation directe :

« Nous ne désirons rien plus ardemment que de voir les pasteurs sacrés, qui nous ont donné tant de preuves de leur admirable concorde, soit dans la défense des droits sacrés de l'Église, soit dans leur obéissance et leur affection pour le Saint-Siège, s'efforcer d'exciter leurs fidèles à agir dans leurs pays respectifs, pour obtenir qu'on donne un regard à la situation du chef de l'Église catholique ou que l'on pourvoie, d'une façon efficace, à écarter les obstacles qui s'opposent à sa pleine et réelle indépendance. »

Le cardinal Simeoni, quelques jours plus tard, dans une circulaire aux nonces, renouvelait cet appel à l'intervention des puissances, tout en disant hypocritement qu'il ne s'agissait que de l'autorité spirituelle du Pape, et non d'un intérêt politique.

Le gouvernement italien voulut prouver sa longanimité en laissant circuler librement en Italie l'allocution du Pape du 12 mars. Les catholiques de tous les pays adressèrent des pétitions à leurs gouvernements et firent des manifestations. En Belgique, le gouvernement répondit qu'il ne donnerait pas suite aux pétitions catholiques. Leurs signataires pouvaient se montrer d'autant plus ardents qu'ils savaient qu'il ne ferait pas d' « expédition de Rome » ; mais si la Belgique, pays neutre, était à l'abri de ce danger, il n'en était pas de même de la France. Le ministre des affaires étrangères, le duc Decazes, répondit, le 20 mars, à une députation de députés et de délégués de la Droite, par des phrases vagues dans lesquelles il assurait à la fois « le Pontife auguste d'une sollicitude sympathique et filiale » et le gouvernement italien du désir « des relations pacifiques et amicales que commandent les intérêts de la France ».

Les catholiques, ainsi éconduits par le ministre des affaires étrangères, s'adressèrent au Président de la République, le maréchal de Mac-Mahon. « Le souverain Pontife, disait cette pétition, privé de son Pouvoir temporel, voit tous les jours s'élever de nouveaux obstacles au gouvernement de l'Eglise universelle. » Elle se terminait ainsi : « Ils vous demandent d'employer tous les moyens qui sont en votre pouvoir pour faire respecter l'indépendance du Saint-Siège, sauvegarder son administration et assurer aux catholiques de France l'indispensable jouissance d'une liberté plus chère que toutes les autres : celle de leur conscience et de leur foi. »

Des évêques exhalaient leurs lamentations dans des mandements qu'ils avaient soin de faire parvenir au gouvernement. L'évêque de Nîmes proclamait que « le Pouvoir temporel du Pape revivrait après quelques secousses profondes où s'engloutiraient peut-être bien des armées et bien des couronnes ».

L'évêque de Nevers adressa une lettre directe au maréchal Mac-Mahon, dans laquelle il lui disait entre autres : « Déclarez nettement que vous n'acceptez aucune solidarité avec la révolution italienne. Vous avez rallié autour de vous tout ce que le monde catholique compte de fidèles dispersés ; vous avez renoué la chaîne des traditions de notre France et repris la place de fils aîné de l'Église. »

L'archevêque de Paris affirmait que « la tranquillité de l'ordre, la stabilité des pouvoirs ne sauraient renaître et s'affermir tant que l'autorité de la sainte religion sera méprisée et que le chef suprême de l'Église verra sa liberté enchaînée et son ministère paralysé ».

Le journal de l'archevêque de Cambrai disait : « Sommes-nous donc tombés si bas, depuis que nous sommes en République, que nous reculions pour la première fois dans notre histoire devant une armée italienne ? Mieux vaudrait avoir la guerre aujourd'hui que plus tard, car la guerre serait une guerre religieuse entre catholiques et anticatholiques. » Un autre journal catholique clamait : « Au lendemain du cri d'alarme lancé par Pie IX la guerre est nécessaire, car sans elle il n'y a pas de délivrance. » Le mouvement devenait si grave que l'*Union*, qui pensait avant tout aux intérêts du comte de Chambord, nia que « les catholiques voulussent déclarer la guerre au royaume d'Italie pour le contraindre à restituer au Pape sa souveraineté temporelle ». Alors que demandaient-ils ? Quand une nation adresse une réclamation à une autre, elle doit envisager que, si elle se heurte à un refus, elle n'a qu'une manière de faire prévaloir ses réclamations : la guerre.

Les prêtres faisaient une agitation auprès des maires. Ils introduisaient la pétition dans les écoles et l'y faisaient signer. M. Jules Simon, par une circulaire adressée le 23 avril aux préfets, en interdit la circulation. Il rapporta l'arrêté du 4 avril 1874 qui autorisait à Paris la constitution d'une association intitulée « Comité catholique ».

Le parti républicain chargea M. Leblond d'interpeller sur ces agissements. La discussion eut lieu le 3 mai.

M. Jules Simon n'eut pas de peine à montrer « qu'en France le clergé était aussi libre en droit qu'autrefois et qu'en fait il usait d'une liberté qu'il n'avait jamais eue ». Il exposa la loi des garanties et conclut : « Cette captivité du Saint-Père dont on parle dans les pétitions, j'ai le droit de dire que c'est une allégation mensongère ».

Quant au projet Mancini, M. Jules Simon déclarait qu'il ne restreignait en rien les libertés assurées par la Loi des garanties ; qu'il ne s'appliquait qu'aux rapports entre les évêques et l'État, qu'il était une loi d'ordre intérieur. M. Jules Simon s'efforça de rassurer l'opinion en Italie et en France en disant que « ces manifestations émanaient d'une infime minorité du clergé ». M. Gambetta répondit que « c'était l'unanimité de l'épiscopat français qui parlait comme l'évêque de Nevers et l'évêque de Nîmes ». Ce fut dans ce discours que, reprenant le mot de Peyrat, il prononça le fameux : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Cet ennemi n'est pas seulement un ennemi intérieur, c'est un ennemi extérieur, comme le prouve l'histoire des rapports de la France avec le Vatican. La Chambre, par 346 voix contre 114, adopta un ordre du jour dans lequel étaient visées « les manifestations ultramontaines, dont la recrudescence pourrait compromettre la sécurité intérieure et extérieure du pays ». Il était voté le 4 mai.

Mais la veille de l'interpellation, le journal de M. Dupanloup, la *Défense*, mettait en demeure M. Jules Simon « de venir à la politique de protection religieuse et sociale à laquelle il a fait défaut jusqu'ici ». Cependant c'était à M. Dupanloup qu'on avait attribué ce mot vraisemblable : « M. Jules Simon sera cardinal avant moi ».

Le 16 mai, la menace était mise à exécution.

M. Zévort a pu résumer ainsi les faits[1] : « Pie IX avait parlé le 12 mars ; le 20 la droite avait fait la manifestation auprès du duc Decazes ; le 8 avril la pétition du Pape avait été lancée ; le 2 mai la *Défense* avait indiqué à quelles conditions M. Jules Simon serait toléré au pouvoir ; le 4 mai M. Jules Simon avait enfreint ces conditions ; son sort avait été décidé ce jour-là, et surtout celui de la majorité républicaine ». Le 16 Mai ne fut pas seulement un acte de politique intérieure : il eut pour origine une injonction partie du Vatican.

Partout l'acte du 16 Mai fut si bien considéré comme en étant le résultat, que le gouvernement éprouva le besoin de faire publier une note anonyme dans l'Agence Havas, déclarant « que le gouvernement avait la ferme intention de conserver la politique de paix avec toutes les puissances et de réprimer, avec la plus grande fermeté, les menées ultramontaines ». Mais le lendemain l'*Univers* déclara que le gouvernement en répudiait la responsabilité : et le gouvernement ne la revendiqua pas.

Chose admirable ! la loi Mancini, point de départ de la politique

1. *Histoire de la Troisième République*, t. I, p. 327.

qui aboutit en France au Seize Mai, fut repoussée à une petite majorité par le Sénat italien.

V

LE PAPE, LA FRANCE ET L'ITALIE

Si le Seize Mai avait réussi, il est impossible de prévoir à quelles aventures extérieures il aurait conduit la France.

Chaque fois que le parti clérical reprend en France quelque influence, l'Italie se considère comme menacée.

La politique jésuite, antisémite, cléricale a sa répercussion sur les rapports de la France et de l'Italie. Elle a abouti à deux résultats : elle a jeté l'Italie dans la Triple alliance et l'a fait attacher sa destinée à celle de l'Angleterre.

Nous en arrivons à ce résultat bizarre que la catholique Autriche, dont le dévot empereur François-Joseph sert une rente annuelle d'un million au Pape, devient un des garants de l'occupation de Rome par l'Italie, tandis que la France voltairienne et républicaine semble une menace contre elle.

Nous entretenons auprès du Saint-Siège un ambassadeur qui baise respectueusement la mule du Pape. Spuller a raconté devant moi que M. Lefebvre de Béhaine, ayant voulu se dérober à cette humiliante formalité, fut sommé de s'y soumettre par les cardinaux et les prélats présents avec de tels cris d'indignation et de menace qu'il dut s'y résigner. Notre ambassadeur assiste à des dîners de pèlerins conduits par M. Harmel, qui vont chercher auprès du Vatican des forces contre la République parlementaire, libérale et laïque.

Ce que fait notre ambassadeur auprès du Saint-Siège est si mystérieux, que, quoique ayant pris part, pendant trois ans, à des conseils de ministres, je n'ai jamais pu le savoir.

Les arguments que les divers ministres ont l'habitude de donner pour le maintenir sont si vagues, qu'il serait nécessaire de les compléter par la publication d'un Livre Jaune.

VI

LE VATICAN ET L'ITALIE

Nous nous plaignons en France, et avec raison, de la domination

du Pape. Quelle est donc la situation de l'Italie ? Le 20 septembre 1870, l'armée italienne a occupé Rome. Avec un esprit de tolérance tout à fait remarquable, le gouvernement italien a donné, en mai 1871, au Pape « la Loi des garanties ». Il a constitué le Vatican, le Latran, la villa de Castel-Gandolfo en territoires indépendants où des crimes pourraient être commis sans que la justice italienne pût les réprimer. Les séminaires, à Rome et dans les six sièges suburbicaires, ne dépendent que du Saint-Siège. Le Pape profite de ces avantages, sauf de la pension de 3 225 000 lire qu'il a toujours refusé de toucher, pour ne pas reconnaître le gouvernement italien. Il continue à se présenter au monde comme le prisonnier du Vatican et Léon XIII est aussi irréductible que Pie IX.

Au mois d'août 1900, après l'assassinat du roi Humbert, le Vatican a montré toutes ses bizarres, hypocrites et haineuses manières d'agir à l'égard de la famille royale. D'abord, il y eut des visites de cardinaux à la reine mère ; on permit la récitation de la prière de la reine Marguerite dans les églises ; les prélats purent célébrer des messes solennelles pour le repos de l'âme du roi et même donner l'absoute sur son corps ; mais des rumeurs sourdes agitaient l'Église : bientôt l'*Osservatore cattolico* de Milan commença à dénoncer la prière de la reine Marguerite. La *Voce della Verità,* l'organe officiel des Jésuites, insinua que l'assassinat du roi Humbert, la panique momentanée qui se produisit pendant les funérailles, l'accident de chemin de fer qui eut lieu près de Castel-Giubileo, étaient les effets funestes « de la *Jettatura,* de la malédiction qui frappe les envahisseurs de la Rome papale ». La presse cléricale française obéit à ce mot d'ordre. M. Charles Goyan, le factotum du Pape à Paris, dénonça « des actes publics de religion contraires à la discipline chrétienne ». L'*Osservatore romano,* l'organe officiel du Vatican, publia un communiqué disant que « les autorités ecclésiastiques ont autorisé les funérailles du roi non seulement comme protestation contre le crime exécrable commis contre lui, mais encore plus à cause de la situation personnelle du défunt, qui, spécialement pendant la dernière période de sa vie, avait donné des signes non douteux de ses sentiments religieux, au point même, a-t-on dit, de désirer se réconcilier avec Dieu en recevant les sacrements pendant la sainte année (l'année du jubilé). On a dit et il est présumable que, durant les derniers moments de sa vie, il a imploré l'infinie pitié de Dieu et que, s'il l'avait pu, il se serait réconcilié avec lui. C'est une loi de l'Église, souvent affirmée par la Sacrée Pénitencerie, que dans de tels cas l'enterrement à l'église peut avoir lieu pour ceux qui, autrement, n'auraient pu en être jugés dignes, mais

en modérant la pompe extérieure, selon la catégorie des personnes en question. A l'égard de la prière bien connue, composée dans un moment de suprême et compréhensible angoisse, elle n'a jamais pu et n'a jamais été approuvée par l'autorité ecclésiastique suprême, car elle n'est pas conforme aux lois de la Sainte Liturgie ».

Or, le cardinal Bonomelli, à qui la reine l'avait envoyée, avait répondu que « CHI » (qui est la désignation habituelle du Pape) avait donné une réponse favorable. On le désavouait ensuite. Cela n'a rien de contraire aux usages de la Cour romaine. En 1887, le Pape condamna la brochure *La Conciliazione,* signée du Père Tosti, dont il avait corrigé lui-même les épreuves.

VII

L'EXCOMMUNICATION DE LA MAISON DE SAVOIE

C'est un phénomène bien curieux que de voir une reine excommuniée composer une prière catholique, demander l'agrément du Pape, le recevoir d'abord, et un roi excommunié avoir à ses obsèques 300 prêtres, plusieurs *Monsignori* et un archevêque !

Mais l'excommunication des chefs de la Maison de Savoie est entourée de toutes sortes d'atténuations. Quand Victor-Emmanuel prit possession du Quirinal, il lui fut défendu d'entendre la messe dans la chapelle privée dont se servait précédemment Pie IX. A la suite de négociations entre le chapelain royal, Mgr Anzino, et le Vatican, une nouvelle chapelle privée fut consacrée, dans laquelle la famille royale pourrait entendre la messe et recevoir les sacrements. Cette concession était due à un bref accordé plusieurs siècles auparavant à la Maison de Savoie, en vertu duquel le chapelain royal devient, *de jure,* prêtre paroissial partout et à tout moment où réside la famille royale. Les choses sont restées dans l'état. A Pâques, le curé de Saint-Vincent-et-Athanase, paroisse du Quirinal, bénit, selon la coutume italienne, tous les appartements du palais, sauf ceux qui sont occupés par la famille royale. Ceux-ci sont réservés à la bénédiction du chapelain royal. En 1899, des journaux ayant dit que les appartements royaux avaient été bénits, l'*Osservatore romano* démentit immédiatement, mais se garda bien de préciser le véritable état de choses. Telles sont les ruses employées par le Vatican pour jouer ce double jeu : maintenir l'excommunication et ne pas l'appliquer.

Mais Léon XIII n'abandonne rien de la politique de Pie IX. Dans une conversation avec M. Scala, le directeur de l'*Italia Reale,* journal catholique de Turin, il confirmait le communiqué de l'*Osservatore*

romano : « Rome doit être au Pape, ajouta le Pape avec une intonation énergique et un regard décidé ; j'ai été obligé aujourd'hui d'insérer dans l'*Osservatore romano* quelques lignes dirigées contre certaines manifestations excessives (la récitation de la prière de la reine Marguerite dans les églises) qui pourraient, surtout au dehors, faire croire que le Saint-Siège adhère aux actes accomplis à son détriment et renonce à ses droits sacrés. »

Le parti papal reste un parti révolutionnaire et anticonstitutionnel. S'il vote dans les élections locales, il s'abstient dans les élections législatives, afin de ne pas reconnaître le royaume d'Italie. C'est une forme de loyalisme qui débarrasse la Chambre des députés d'un parti inconstitutionnel, mais maintient dans le pays un parti de conspirateurs. Aux élections de 1900, un journal conservateur ayant demandé au Vatican de permettre aux catholiques de s'unir aux conservateurs, l'*Osservatore romano* répondit sévèrement : « Pour que cet appel pût être entendu, une considération préalable serait nécessaire : la complète et effective reconnaissance des droits de l'Église. »

Quoique les Jésuites n'aient pas encore pu faire proclamer comme dogme le Pouvoir temporel du Pape, il sert de criterium pour déterminer le catholicisme des fidèles. M. Ireland, l'archevêque de Saint-Paul, s'est fait pardonner ses libertés américaines en le proclamant ; et, sans doute sur la recommandation de notre ambassadeur au Vatican, comme pour le remercier de ce manifeste, le gouvernement français a commis la faute de lui donner la Légion d'honneur.

Si presque tous les Italiens sont catholiques, ils ne sont point fanatiques comme les Espagnols. Ils ont vu de trop près les hommes et les choses d'église pour ne point justifier le dicton : « irrévérencieux comme un sacristain et sceptique comme un cardinal ». Ils aiment la pompe des églises, qui est certainement adaptée à leur tempérament, puisque ce sont eux qui l'ont inventée. Ils l'aiment encore, surtout à Rome, parce qu'elle attire des pèlerins et des étrangers qui sont pour eux ce que les alpinistes sont pour les Suisses. En échange de quelques pièces d'or qu'ils jettent dans les hôtels et chez quelques marchands, la population leur passe dédaigneusement leurs manifestations papalines et anti-italiennes ; mais elles fortifient, chez les Italiens, l'impression que l'Italie est toujours exposée, de la part de la France en particulier, à une nouvelle Expédition de Rome, et elles redoublent le fanatisme des pèlerins.

Malgré les avantages matériels que peut fournir à Rome la clientèle des pèlerins, qui en moyenne, ne monte guère qu'à une vingtaine de mille par an, c'est un malheur pour le monde et pour l'Italie que le

Pape n'ait pas quitté Rome. Sur les 300 millions de francs que les étrangers importent en Italie, selon Bodio, elle aurait tout profit à ne garder que la part qu'y laissent les pèlerins de ses antiquités et de ses arts.

VIII

LE CATHOLICISME ET LES CONGRÉGATIONS EN ITALIE

L'article Ier du Statut fondamental de 1848 porte que « la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'État ». Les autres cultes existants ne sont que tolérés; mais la loi du 19 juin 1848 spécifie que « la différence de culte n'entraîne aucune distinction quant à la jouissance des droits civils et politiques et quant à l'admissibilité aux emplois civils et militaires ». Le recensement de 1881 a été laïque, il ne s'est pas appliqué aux cultes.

Cavour avait proclamé « l'Église libre dans l'État libre ». La formule peut être bonne, à la condition que les « Églises » soient au pluriel comme aux États-Unis et qu'elles ne demandent rien à l'État. Il en est tout autrement en Italie, où il n'y a qu'une Église, qui n'est point une association religieuse, mais qui est un corps politique. L'État n'intervient point dans la nomination de ses prélats ni de ses prêtres, et tant qu'ils ne commettent pas de délits de droit commun, ils ont toute liberté de tout dire et de tout écrire, même contre le gouvernement qui leur donne 22 millions par an. Cette somme représente l'intérêt des propriétés ecclésiastiques confisquées par les lois de 1866 et de 1867. Les mêmes lois ont été étendues à la province de Rome en 1873; mais la loi des garanties, qui accorde une immunité territoriale au Pape, fait une réserve expresse en faveur des généralats des ordres religieux, sauf celui des Jésuites.

Il y a suppression légale des ordres religieux; les moines ne peuvent plus posséder à titre collectif ni constituer des biens de mainmorte, mais ils peuvent encore vivre en commun, et on voit des capucins traîner leurs sandales dans les rues de Gênes, faire la quête assis sur des ânes dans les environs de Naples et des bénédictins vous montrer, à Venise, San-Giorgio-Maggiore.

En fait, les maisons religieuses continuent à exister, surtout celles des ordres qui dirigent des établissements d'enseignement, comme les Barnabites, les Scolopi et les Jésuites eux-mêmes, qui cependant ont été expulsés. On a éludé la loi de suppression par des déclarations inexactes et en mettant les propriétés et les établissements au nom d'un des membres de la congrégation.

IX

LA TUNISIE ET LA TRIPLE ALLIANCE

Le triomphe des républicains, en 1877, contre la tentative du 16 Mai dut rassurer le gouvernement italien contre toute tentative de restauration du Pouvoir temporel du Pape de la part de la France : mais une autre question, soulevée en 1878 à propos de la concession de l'Enfida, faite à un Français en Tunisie, et qui aboutit au protectorat de 1881, provoqua un fort mouvement d'opinion contre la France.

M. Jules Ferry voulait donner un dérivatif à l'opinion publique en la dirigeant vers des questions extérieures sur d'autres continents que l'Europe. Il considéra que l'annexion de la Tunisie, déjà préparée par la garantie d'intérêts donnée au chemin de fer Bône-Guelma, était une occasion magnifique d'augmenter le domaine colonial de la France. On prit comme prétexte des excursions de Kroumirs. Les opérations militaires commencèrent le 30 mars 1881, et le 12 mai le général Bréart força le bey Mohamed-es-Sadock à signer le traité du Bardo avec cette restriction : « puisqu'il ne peut pas faire autrement ». Ensuite on bombarda Sfax, on occupa Kairouan. Le gouvernement français fut soupçonné de vouloir annexer la Tripolitaine après Tunis, ce qui ne paraît pas exact.

Il y avait de nombreux Italiens en Tunisie, l'Italie considérait que la Tunisie devait lui revenir. Tout en désapprouvant cet acte politique de la France, je disais alors que l'Italie avait bien tort de croire ses intérêts compromis par l'occupation française ; que nous assumions toutes les difficultés et tous les risques de l'administration et de la sécurité en Tunisie, et que forcément ce seraient les Italiens qui auraient la plus grande partie des bénéfices du nouvel état de choses ; que ce ne serait pas à « l'expansion de la race française » en Tunisie que le gouvernement travaillait, mais à celle de la race italienne, pour me servir des mots à la mode. On y comptait alors 25 000 catholiques, presque tous Italiens ou Maltais : actuellement on compte en Tunisie 64 000 Italiens, 13 000 Maltais et, en dehors des 10 000 hommes du corps d'occupation, 16 000 Français. Au point de vue économique, l'occupation de la Tunisie par la France n'a point été nuisible à l'Italie ; et cependant nous ne pratiquons pas la politique de la porte ouverte.

Avec la politique de la porte ouverte, il importe peu qu'un pays soit occupé par tel ou tel groupe ethnique, pourvu qu'il garantisse à chacun la liberté et la sécurité des personnes et des choses. Cette

garantie devient une charge pour les possédants et un bénéfice pour ceux qui en profitent.

La propriété immobilière se transforme en propriété mobilière : de même la politique territoriale doit se transformer en politique mobilière. Chaque nation doit compter, pour son développement, non sur la rigidité de sa structure et l'imperméabilité de ses frontières, mais sur sa facilité d'absorption et d'expansion. La vie n'est qu'une série de phénomènes d'endosmose et d'exosmose.

Les hommes d'État italiens, pas plus que les hommes d'État français, du reste, n'en sont encore à cette conception. La France occupa la Tunisie et donna l'Italie à l'Allemagne. Restée isolée jusqu'au congrès de Berlin de 1878, l'Italie entra de fait dans la Triple alliance en 1882. Le traité définitif fut signé le 13 mars 1887 ; le marquis di Rudini le renouvela en 1891, un an avant qu'il ne fût expiré, pour jusqu'au mois de mai 1902.

Les vieilles rivalités de l'Autriche et de l'Italie disparurent. Les irrédentistes, qui avaient espéré le Tyrol italien et Trieste en échange de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, se calmèrent et ne réclamèrent plus que Nice.

X

L'ANGLETERRE ET L'ITALIE

Mais ce n'est pas seulement sur la Triple alliance que s'appuie l'Italie. Elle considère que l'Angleterre est la meilleure garantie pour elle contre les entreprises du Pape. Tandis que l'*Osservatore romano* et la *Voce della Verità* ne cessent de déchaîner l'anglophobie dans le monde catholique, le gouvernement italien reste fidèle à l'Angleterre. Au mois de février 1900, le ministre des affaires étrangères italien, M. Visconti-Venosta, n'hésita pas à exprimer toute la sympathie du gouvernement pour l'Angleterre dans le conflit sud-africain et, au milieu des applaudissements, il affirma « les relations de traditionnelle amitié » qui unissent les deux pays. Il ne faut pas nous faire d'illusion : en cas de guerre, nous trouverions contre nous, dans la Méditerranée, les escadres de l'Angleterre et de l'Italie.

Avec une autre politique, nous eussions pu les trouver avec nous. Ce serait inutile d'essayer de dissimuler la faute capitale commise par la politique extérieure de la France depuis 1871 ; et malheureusement nous y persistons.

XI

L'ÉRYTHRÉE

Le gouvernement italien fut piqué de la tarentule coloniale. Il devait renoncer à occuper la Tunisie. Avec un enfantin sentiment de revanche, il voulut transformer en colonie un petit dépôt de charbon que la compagnie Rubattino avait établi dans la baie d'Assab, sur la mer Rouge, et qu'elle avait cédé en 1870 au gouvernement italien. En 1885, il envoya des troupes occuper Massouah, peut-être afin d'aider l'Angleterre dans son expédition du Soudan.

Il entretint des relations amicales avec Jean, le Négus du Soudan, dans le but d'attirer vers Massouah le commerce de l'intérieur. Mais un des chefsAbyssins, le Ras Alula, surprit près de Dogali une troupe de cinq cents Italiens qu'il massacra (26 janvier 1887).

Les Italiens s'allièrent alors à Ménélik, roi du Choa, qui s'était révolté contre le Négus. Celui-ci mourut des suites d'une blessure en mars 1889. Ménélik, pour triompher de ses adversaires, fit les plus généreuses promesses à Crispi. Celui-ci donna à la colonie italienne le nom d'Érythrée et établit le protectorat italien sur les vastes territoires des Somalis. L'Italie put croire qu'elle allait fonder un grand empire en Afrique.

Mais dès que Ménélik fut devenu le souverain de l'Abyssinie, il déclara qu'il n'avait pas le moindre désir de subir le protectorat de l'Italie. Un déficit de 200 millions de lire en 1889 renversa, en 1891, Crispi du pouvoir. Les derviches attaquèrent le fort d'Agordat en 1893, mais furent repoussés. Crispi revint au pouvoir en 1893 et le général Baratieri fut envoyé pour engager une action contre l'Abyssinie. En juillet 1894, il expulsa les Derviches de Kassala et garantit de ce côté la sécurité de l'Érythrée. Mais le Ras Mangascia, dans le Tigré, ayant une attitude suspecte, le général Baratieri crut qu'il devait prévenir son hostilité par marches forcées ; il le surprit à Coatit et à Senafeh, en janvier 1895, et occupa le Tigré.

Ménélik vint au secours du Ras Mangascia et, dès que la saison fut favorable, il déborda avec une armée de cent mille hommes, auxquels le gouvernement de l'Érythrée ne pouvait opposer que quelques milliers d'hommes. Les ministres italiens, pleins d'illusions, avaient voulu faire une politique d'expansion sans en montrer les conséquences au Parlement et sans lui demander les ressources nécessaires pour y faire face. C'était la négation du gouvernement parlementaire, qui est un gouvernement de discussion et de publicité.

Le 7 décembre 1895, le major Toselli avec deux mille hommes était écrasé et tué à Amba-Alagi ; le 26 juin 1896, la ville de Makaleh, après une héroïque résistance, était obligée de capituler ; Baratieri, poussé par les ministres, qui entendaient subordonner les opérations stratégiques aux nécessités de la tactique parlementaire, engagea une bataille, le 1er mars 1896, à Adoua, contre les retranchements des Abyssins. Elle coûta à l'armée italienne 7 000 morts, plus 2 000 indigènes, et 1 500 Italiens allèrent, comme prisonniers, orner le triomphe de Ménélik. La nouvelle de ce désastre provoqua la chute de Crispi. Le marquis di Rudini, qui lui succéda, abandonna nettement cette politique coloniale, obtint de Ménélik la restitution des prisonniers, renonça au Tigré, fixa les limites du territoire italien à la ligne Mareb-Belesa-Muna, et les Italiens cédèrent Kassala aux Anglais.

Cet échec fut sensible aux Italiens ; mais cependant la majorité n'avait jamais partagé les ambitions de Crispi. Beaucoup disaient qu'avant d'aller coloniser l'Afrique, l'Italie avait sur son territoire de vastes espaces où pouvait s'employer l'activité colonisatrice de ceux qui préconisaient la politique d'expansion. L'Erythrée a coûté 369 millions de lire aux Italiens ; il faut y ajouter 175 millions résultant des pertes de matériel militaire et d'approvisionnements.

Cependant cette expérience n'a pas suffi. L'Italie a dépensé 3 millions pour la Crète, à laquelle, en plus, elle a prêté un million.

Elle veut jouer un rôle en Chine, où, une seule année, 1895, ses exportations ont dépassé un million de lire !

XII

LA POLITIQUE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE L'ITALIE

L'Italie a poursuivi l'ombre, alors qu'elle aurait dû commencer par constituer solidement son gouvernement et se faire de bonnes finances.

Or, M. Canovai[1] estime le total des impôts à 1 259 millions de lire, soit 40,64 par habitant, tandis que le Français paie 75,18 francs et l'Anglais 53,70.

Mais si on compare l'impôt à la richesse privée, qui serait de 54 milliards en Italie, il s'élèverait à 2,33 pour 100, chiffre supérieur à celui de toutes les autres nations européennes. D'après le même calcul, les

1. Tito Canovai, *L'Italia presente*, 1898.

dépenses militaires, montant à 374 millions de lire, représenteraient 0,70 pour 100 de la richesse privée, tandis qu'elles ne représenteraient que 40 et quelques centimes pour les autres grandes nations de l'Europe.

La dette publique est de 13 milliards de lire : elle représente 24,07 pour 100 de la richesse privée; un intérêt de 703 millions, soit 1,30 net pour 100 du revenu de la richesse privée. Le pays qui vient après l'Italie, c'est l'Autriche-Hongrie avec ses 13 972 millions; mais ils ne représentent que 16,25 de la richesse et comme intérêt 0,76.

Sur les revenus nets des habitants, l'impôt compterait pour 17,31 pour 100, dont 5,14 pour les dépenses militaires et 9,67 pour 100 pour le service de la dette. Il n'y a qu'un pays qui dépasse le premier chiffre, c'est l'Espagne.

Le coût des chemins de fer italiens, y compris le matériel, est de 4 600 millions, auxquels il y a lieu d'ajouter 3 milliards pour les chemins de fer appartenant à l'État. Le revenu net de tous les chemins de fer italiens est de 1,99 pour 100. Or, les chemins de fer italiens, ceux de l'État et ceux des Sociétés privées, ayant un intérêt garanti de 5 pour 100, l'État paie la différence, soit 90 millions. Il paie en plus 230 millions pour subventions, etc. (total 320). Comme le rendement net des chemins de fer est de 82 millions, c'est donc, annuellement une somme de 240 millions qui vient peser sur le budget de l'État.

Les dépenses d'exploitation sont de 67,8 pour 100, chiffre supérieur à celui de tous les autres pays. Si les tarifs sont chers, le nombre des billets avec réduction de tarifs a dépassé 1 200 000 pour 1893, d'après un document paru en 1899. On a même prétendu qu'ils augmentaient en période électorale. On va commencer 18 nouvelles lignes qui coûteront 21 millions et on en propose de nouvelles; en attendant, on manque constamment de wagons pour desservir le port de Gênes.

Le budget de 1898-1899 s'est réglé par 1 754 millions de recettes effectives et 1 770 millions de dépenses[1]; déficit, 15 830 000 lire. Sur les chiffres du budget de 1899-1900, le budget de la guerre compte pour 266 millions, celui de la marine pour 120; mais le ministre de la guerre demande en plus 393 millions à reporter sur vingt-cinq années. On dit qu'une grande partie est destinée à pourvoir les magasins militaires d'armes, provisions, etc., dégarnis lors de la guerre d'Afrique, et que c'est là une des conditions du renouvellement de la Triple

1. Voir, dans le *Marché financier* publié par A. Raffalovich, les remarquables études de M. Vilfredo Pareto sur les finances de l'Italie.

alliance. Le ministre de la marine demande aussi un budget extraordinaire de dépenses pour mettre en chantier deux cuirassés qui coûteront 42 millions et seront construits dans les ateliers de l'État, où le kilo de membrure revient à 0 fr. 57, tandis qu'il ne revient qu'à 0 fr. 25 dans l'industrie privée ; mais le ministre doit donner de l'ouvrage aux 17 800 ouvriers des arsenaux, dont il promet, du reste, la réduction graduelle.

En 1866, en raison des besoins urgents de la guerre, on décréta le cours forcé, d'abord des billets de la Banca Nazionale, puis de ceux des deux Banques toscanes (Banca Nazionale toscana et Banca di Credito), puis des Banques de Naples et de Sicile ; il a été modifié et réglementé ensuite ; mais accorder le privilège d'émettre des billets à l'État et à trois Banques en même temps (qui jouissent d'un crédit différent) est une erreur économique qui ne peut s'excuser en partie que par ce fait que l'Italie fut constituée d'un coup par l'agrégation de sept États différents ayant des systèmes divers. Cependant les ministres des finances ont fait de louables efforts pour retirer de la circulation une certaine quantité de papier. A la fin de l'exercice 1898-1899, les émissions garanties se montaient à 280 millions sur 600.

Le change a été en 1899 de 6 à 7 pour 100 au détriment de l'Italie.

On se débat au milieu de difficultés fiscales dans lesquelles reparaissent les oppositions des diverses parties de l'Italie. D'après M. Vidari[1], l'Italie du Nord possède 48 pour 100 de la richesse nationale et elle ne paye que 40 pour 100 des impôts ; le reste du pays, qui ne possède que 52 pour 100, paye 60 pour 100. L'Italie centrale possède 25 pour 100 de la richesse nationale et paye 28 pour 100 des impôts ; l'Italie méridionale, qui possède 27 pour 100 de la richesse nationale, paye 32 pour 100 des impôts.

L'impôt sur les revenus mobiliers est arrivé à ce résultat constaté par le ministère des finances en 1894 : il n'y a que 35 médecins, 66 avocats, 16 notaires et 11 ingénieurs et architectes taxés pour un revenu excédant 10 000 lire par an. Les mauvaises langues prétendent que les revenus des amis du gouvernement sont toujours diminués en apparence et sont ainsi augmentés réellement du dégrèvement de l'impôt auquel ils auraient dû être soumis. Comme dans presque tous les pays, l'impôt est progressif à rebours. Le sel paye 400 fois sa valeur : aussi des boulangers vendent du pain non salé avec une différence de prix !

1. Ercole Vidari, *La presente Vita Italiana politica e sociale*, 1899.

En 1898 (pour ne pas parler des années précédentes) la législation sur les grains a changé sept fois. En 1897, on avait récolté en Italie 30 millions d'hectolitres de blé; en 1898, on en récolte près de 47 millions d'hectolitres : le prix du pain n'a pas bougé.

M. G. Fioretti a donné le détail des impôts qui grèvent un quintal métrique de grain en Italie. Il suppose que le prix du blé est de 25 lire, le change de 6 pour 100. Le droit d'entrée est de 7,60, l'octroi sur les farines de 2,50. Il arrive à 15 lire d'impôts et de frais pour 100 kilogrammes de pain.

L'Italie ne produit que 10 hectolitres de blé par hectare, dans ces dernières années un peu plus d'un hectolitre par habitant. L'Italien mange du maïs, qui lui donne la pellagre et souvent, dans les provinces du sud, il est réduit, comme l'Espagnol, à humer le soleil.

En même temps, on provoque, en donnant 39 lire de prime à la fabrication, la production du sucre ; de plus, le fabricant ne paye qu'au moyen de lettres de change à six mois sans intérêt, et il bénéficie de réductions de tarifs de chemins de fer pour le transport du sucre et de la betterave.

La protection est de 87 pour 100 de la valeur du sucre étranger, si bien que le prix du sucre est trois fois plus élevé qu'en Suisse ; et la consommation est de 2 kilogrammes et demi par tête d'habitant, tandis qu'en Angleterre elle est de 42 !

Les primes sur les constructions navales montent à 19 500 000 lire ; on veut en changer le système, mais les maintenir. Cependant ces primes, comme en France, n'ont abouti qu'à faire payer plus cher des constructions qu'on aurait pu acheter à l'étranger.

Elles ont servi à constituer le syndicat métallurgique de Terni, fondé en 1896 par les producteurs de fer et d'acier.

La guerre de tarifs que se sont faite la France et l'Italie et qui est une honte pour deux peuples qui se prétendent les plus avancés en évolution, avait produit des résultats : en 1880 la France exportait en Italie 305 millions de lire ; l'Italie en France 503. En 1888, après la rupture, les exportations de la France tombèrent à 155 et celles de l'Italie à 170. Elles continuèrent de diminuer. Le 21 novembre 1898, un nouvel accord bien insuffisant a eu lieu : en 1899 les exportations de France en Italie sont de 152 millions et celles de l'Italie en france sont remontées à 201 ; elles n'ont pas encore repris même leur chiffre de 1888.

M. Tito Canovai estime que l'Italien épargne 3,50 pour 100 par rapport à la richesse du pays, l'Anglais 1,52 et le Français 1,85. Mais il se plaint que l'Italien, au lieu d'employer ses capitaux, les laisse

dormir. En 1897, les caisses d'épargne ordinaires contenaient 1 343 millions de lire, les caisses postales, 536, les banques d'émission 175 millions de dépôt. On arrivait à un total de dépôts de 3,024 millions. C'est la preuve qu'il y a des ressources en Italie et qu'il ne s'agit que de les mettre en œuvre[1].

XIII

LE SOCIALISME ET LES ÉMEUTES DU PAIN

Les gouvernants italiens sont étonnés, comme ceux de beaucoup d'autres peuples, du développement du socialisme. Cependant ils font du protectionnisme, tout naturellement, croyant qu'ils servent les intérêts dits de la bourgeoisie. Ils ne réfléchissent pas qu'ils établissent artificiellement des foyers de socialisme, en drainant de la campagne des populations d'hommes et de femmes vers la fabrique, l'usine et la ville. Ils savent, ces salariés, que ces industries ne vivent que parce que l'État protège le travail national ; ils disent, ils proclament que le travail national, c'est eux, et que les profits doivent leur appartenir.

Une pareille politique n'est que l'organisation des crises sociales ; et le jour où elles éclatent, ceux qui devraient en supporter la responsabilité sont ceux qui les ont systématiquement et aveuglément préparées. En général, ce sont les mêmes hommes d'État qui sont chargés de les réprimer ; et ils font expier leurs propres erreurs à leurs victimes.

En mai 1898, les émeutes du pain éclatèrent en dix jours à Bari, Faenza, Foggia, Monza, Pise, Naples, Trévise, Genzano près de Rome. Les autorités, avec leur faiblesse habituelle, leur ignorance économique, devant les sommations des émeutiers promirent l'abaissement du prix du pain. Le droit de 7 fr. 50 fut aboli pendant un mois ; le gouvernement permettait aux socialistes de dire, dans leur manifeste du 14 mai, qu'ils « en avaient demandé l'abrogation avant l'élévation du prix du pain ».

A Milan, dans la nuit du dimanche 8 mai, 300 personnes furent blessées, 82 tuées.

Le général Bava avait été impuissant ; il fallut amener la moitié d'un corps d'armée.

1. Voir, dans le *Dictionnaire du commerce, de l'industrie* et de *la Banque*, publié sous la direction de MM. Yves Guyot et A. Raffalovich, les articles *Italie*, *Gênes*, *Milan*, etc., par M. Henry Blanc, secrétaire de la Chambre de commerce française de Milan.

Le 23 juin 1898, le conseil de guerre de Milan condamna des journalistes, comme M. Chiesi, directeur de l'*Italia del Popolo*, à six ans de prison cellulaire ; M. Romussi, directeur du *Secolo*, à quatre ans ; M. Albertario, directeur de l'*Osservatore cattolico*, à trois ans ; et M[lle] Kuliscieff à deux ans. D'autres aussi furent condamnés à des emprisonnements variant de trois ans à trois mois. Au mois d'août, les députés Turati et de Andreis furent condamnés chacun à douze ans de prison cellulaire.

XIV

L'INSTRUCTION EN ITALIE

Une des plaies de l'Italie est encore l'ignorance d'une partie de ses habitants.

L'Italie dépense pour l'Instruction publique 1 lire et 90 centimes par habitant ; la Prusse en dépense 9,60 et les États-Unis 11,60. Voici la proportion des illettrés à l'entrée au service militaire : Italie 39,43 pour 100, France 6,7 pour 100, Allemagne 0,38 pour 100, Autriche 18,80 pour 100, Hongrie 27,2 pour 100, Belgique 17,72 pour 100. On voit que l'Italie en compte le plus grand nombre. Dans la province de Bénévent, cette proportion s'élève jusqu'à 69,78 pour 100.

Il n'y a pas moins de 17 Universités gouvernementales, et il faut encore en compter un plus grand nombre de libres.

En 1895-1896, le nombre des étudiants inscrits dans toutes les Universités, y compris les Ecoles supérieures, était de 23 518. Il est pour l'année scolaire 1896-1897 de 24 684 et dépasse 26 000 pour 1897-98. La seule Université de Pavie, qui compte environ 1 350 étudiants (97-98) en a diplômé 286 (droit, médecine, etc., etc.). — Tous ces jeunes gens ont un but, être « docteurs » en quelque chose ou employés du gouvernement.

Les députés ne sont pas payés, mais ils ont le parcours gratuit en chemin de fer. Pour devenir député, il faut être riche ou avocat. Les avocats trouvent une rémunération dans leur titre et dans leur facilité de déplacement.

XV

LE SYSTÈME ÉLECTORAL

L'Italie n'a pas le régime du suffrage universel. En 1879, le nombre

des électeurs n'était que de 621 000. La réforme de 1882 l'éleva à 2 017 000 et il atteignit le chiffre de 2 934 000 en 1892.

Est électeur tout Italien sachant lire et écrire, payant 20 lire de contributions directes et âgé de 21 ans. Il n'est éligible qu'à l'âge de 30 ans. La Chambre est élue pour cinq ans et peut comprendre 40 fonctionnaires.

Il résulte de ces conditions que le nombre des électeurs est inférieur au cinquième de celui des électeurs français, tandis que la population est égale aux quatre cinquièmes.

Même parmi les électeurs actuels, beaucoup n'ont pas la conscience de leur droit. En 1876, il y avait 59,22 votants sur 100 ; en 1879, 59,44 ; en 1882, après l'extension du droit de vote, la proportion s'élève à 60,65, puis elle retombe à 58,50 en 1883, à 53,66 en 1890, à 55,86 en 1892, pour remonter à 59,02 en 1895 et à 58,54 en 1894. Aux élections du 3 juin 1900, elle a été de 58,28 [1].

On a en Italie entouré le scrutin de précautions qui rappellent celles prises en Belgique. L'électeur reçoit un bulletin sur lequel il doit écrire à l'abri d'un paravent le nom de son candidat. On est parvenu à tourner la difficulté par plusieurs moyens, comme on y arrivera toujours quand il y aura des électeurs à vendre et des candidats disposés à les acheter.

Après 1892, M. Crispi voulut restreindre les suffrages en s'attaquant surtout aux capacités, et il fit biffer des listes plus de 800 000 électeurs, parmi lesquels se trouvaient un sénateur, des magistrats, des journalistes, etc. Le chiffre était ramené en 1897 à 2 159 000 électeurs. En 1900, il était de 2 248 000, soit 7,08 par 100 habitants. On voit la faiblesse du lien qui existe entre la Chambre des députés et la population. Quant au Sénat, ses membres sont choisis par le gouvernement dans certaines catégories de personnes. Cavour avait prévu qu'il ne pourrait jamais avoir d'influence : « L'opinion publique, disait-il, cette vraie maîtresse de la Société moderne, considérera les membres appelés à le composer comme les délégués du gouvernement ; et leurs délibérations ne seront jamais considérées comme tout à fait indépendantes et n'auront pas une grande autorité ». Cette prévision s'est réalisée, d'autant plus que la plupart du temps les sénateurs présents aux délibérations ne sont que de hauts fonctionnaires résidant à Rome.

1. *Statistica delle elezioni generali politiche*. Méreu, Les Élections italiennes, *Revue bleue*, 28 juillet.

XVI

LA CONSTITUTION ET LA LOI

Des journaux ont paru surpris que le nouveau roi d'Italie, aussitôt après l'assassinat de son père, ait déclaré qu'il serait fidèle à la Constitution ; ce respect de la Constitution est une tradition de son grand-père et, comme l'a montré M. Bolton King, c'est ce respect qui a donné l'Italie à la Maison de Savoie.

L'Italie est toujours régie par la Constitution qui fut octroyée par Charles-Albert, malgré toutes ses préventions, le 4 mars 1848. Après la défaite de Novare et son abdication, l'Autriche, qui considérait une Constitution comme une œuvre détestable et révolutionnaire, somma Victor-Emmanuel II de la briser. Celui-ci répondit que plutôt que la détruire, il résisterait par la force à cette injonction, et dès lors il devint l'espoir, non seulement de tous les libéraux italiens, écrasés sous la réaction dans la Lombardie, à Parme, à Modène, en Toscane, dans les États du Pape, à Naples et en Sicile, mais aussi des républicains.

Depuis 1848, la France a subi le coup d'État de 1851, la Constitution de 1852 avec l'empire dictatorial ; elle a passé par l'Empire libéral, qui a duré huit mois, par le Gouvernement du 4 septembre, par la Présidence de M. Thiers, par le Septennat du maréchal Mac-Mahon ; sa Constitution ne fonctionne que depuis 1876. La Constitution italienne est vieille de plus d'un demi-siècle, n'ayant été modifiée que par la coutume ; et elle a fait l'Italie.

Elle contient une Déclaration des droits. Il est vrai que les Piémontais ont commis la même faute que les constituants de 1789. Ils ont cru que les droits pouvaient se défendre par eux-mêmes, et ils n'ont point chargé, comme les constituants des États-Unis, le pouvoir judiciaire de les faire respecter, si le pouvoir exécutif ou le pouvoir législatif les viole.

Le Roi a un droit de veto. Il n'en a jamais usé. En revanche, malgré l'article 6, qui spécifie que « le Roi fait les décrets et règle-« ments nécessaires pour l'exécution des lois, sans en suspendre « l'observation ni en dispenser », le roi Humbert et ses ministres ont inventé, en 1891, le cadenas. Ils ont commencé par établir des tarifs de douanes et ont demandé la ratification parlementaire ensuite. C'est une violation de la Constitution qu'a importée et autorisée en France la loi du 13 décembre 1893. C'est une abdication du Parlement. Les Chambres italiennes ont donné ce détestable exemple et ont accepté la diminution de leur rôle quand elles ont autorisé

le ministère à compléter la rédaction du Code pénal, dont le texte définitif ne leur fut jamais soumis. Les tribunaux pourraient refuser d'appliquer une loi faite dans ces conditions. Mais en Italie beaucoup d'hommes qui sont chargés d'appliquer la loi considèrent comme lois des mesures qui sont la violation même de la loi fondamentale. Tout le monde est complice : on en a usé pour la loi électorale de 1882, pour la loi sur le conseil d'État, pour la loi sur l'administration provinciale, comme pour le Code pénal. En France, quand nous établissons quelques principes vagues dans un texte de loi et que nous ajoutons que l'application en sera déterminée par un règlement d'administration publique, nous substituons aussi à la législation par le Parlement la législation par les bureaux. Cette série d'empiètements a abouti en Italie à des violations formelles de la Constitution. En 1895, Crispi prorogea le Parlement, perçut des impôts qui n'avaient pas été votés. Et aux élections, la majorité ratifia sa conduite.

A la suite des troubles de mai 1898, le gouvernement fit voter une législation de sûreté publique provisoire qui devait prendre fin le 30 juin 1899. Pour la remplacer, le ministère Pelloux déposa au mois de février des projets de loi sur les réunions et associations, sur la presse et sur les grèves dans les services publics. Le 4 mars on vota le passage à une seconde lecture, le général Pelloux ayant déclaré qu'il considérait ce vote comme une approbation de l'esprit général des projets. Ils furent renvoyés à une commission qui y apporta quelques modifications de détail. Le 1er juin s'ouvrit la discussion sur le texte de la commission. La Chambre repoussa par 218 voix contre 73 la question préalable réclamée par l'extrême gauche. Alors les socialistes eurent recours à des moyens d'obstruction qui poussèrent le ministère à saisir, le 21 juin, la Chambre d'un décret royal. Le général Pelloux déclara que si la Chambre le renvoyait à une commission, il considérerait ce vote comme un bill d'indemnité impliquant le droit pour le gouvernement de l'appliquer à partir du 20 juillet et lui donnant force de loi. Il obtint une majorité de 208 voix contre 138. Le général Pelloux désirait cependant un vote de la Chambre qui l'approuvât ; mais le 30 juin la Chambre fut le théâtre de scènes de violence déshonorantes. Les socialistes se précipitèrent sur les urnes. M. Bissolati frappait d'un violent coup de poing le baron Sonnino, leader de la majorité; M. De Felice frappait M. Torraca et un autre député conservateur; MM. Santini et Bertolini tombaient à coups de poing sur les socialistes. La séance fut suspendue, mais à sa réouverture les socialistes culbutèrent les urnes, les emportèrent sous le bras au milieu du

tumulte. Le soir un décret prononça la clôture de la session et, le 20 juillet, les décrets Pelloux entrèrent en vigueur en dépit de la Constitution.

Les décrets Pelloux donnent le droit à la police d'interdire les rassemblements et les réunions publiques. Ils frappent d'un mois de prison le port d'emblèmes séditieux. Le ministre de l'intérieur peut dissoudre les associations qui tendent à bouleverser par des voies de fait les institutions sociales ou la Constitution de l'État. Les associations dissoutes peuvent recourir au conseil d'État.

Si trois ou plus de trois des employés, agents ou ouvriers des chemins de fer, des postes et télégraphes ou de l'éclairage public au gaz ou à l'électricité, se concertent pour se mettre en grève, ils seront punis d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de 1 000 francs au plus. Les promoteurs et les chefs seront punis d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende de 3 000 francs au plus.

Les lois sur la presse sont applicables aux gérants, aux autres coopérateurs des publications incriminées et toujours aux imprimeurs.

XVII

DÉFAUT DE GARANTIES JURIDIQUES

Le gouvernement a proclamé l'état de siège lors des troubles de Sicile, de Carrare, de Milan.

M. Laurence Lowell fait remarquer que, lors des émeutes des anarchistes de Chicago en 1894, non seulement jamais les autorités militaires ne furent placées au-dessus des autorités judiciaires, mais que les troupes nationales n'entrèrent en action que sur la réquisition des Cours des États-Unis [1].

Les Italiens sont des légistes et des jurisconsultes de premier ordre; mais ils ont le très grave défaut d'avoir peu de respect pour la loi qu'ils font et qu'ils interprètent. Nous savons par des expériences récentes que ce défaut existe aussi en France de la part d'hommes qui, par faiblesse, n'osent pas appliquer les lois existantes à des criminels de certaines catégories ; qui, pour écraser un innocent et sauver des coupables, n'ont pas craint de proposer et de faire voter une loi comme la loi de dessaisissement.

L'Italie a cinq Cours de cassation, dont les jurisprudences diverses rappellent celles de nos vieux Parlements.

1. *Governments and parties in continental Europe.*

Les juges sont inamovibles après trois ans de service, mais ils peuvent être déplacés par le gouvernement et, par conséquent, ne sont pas indépendants du pouvoir exécutif.

Mais les juges n'ont pas seulement à se défendre contre le pouvoir exécutif : ils ont à se défendre contre les influences locales, les relations de famille et du monde. La véritable manière d'assurer l'indépendance du juge, c'est l'institution anglaise des magistrats « de circuit », qui apportent avec eux l'impartialité d'étrangers. La garantie de la loi est la qualité du juge. A quoi servent des lois inscrites sur le papier, si elles sont faussées dans la pratique?

L'organisation d'un pouvoir judiciaire indépendant, fort et éclairé, est la première condition d'un gouvernement libre ; et l'Italie, pas plus que la France, n'a su encore l'organiser.

XVIII

PAS DE PARTIS POLITIQUES

Quand, en 1861, se constitua le premier Parlement italien, Cavour comptait 407 partisans contre 34 radicaux et deux cléricaux. C'était le Parlement de l'unité de l'Italie s'incarnant dans l'homme qui l'avait faite. Après sa mort, survenue l'année même, cette majorité se divisa en droite et en gauche ; le but était le même ; il n'y avait qu'une différence de tempérament et de méthode. Les premiers voulaient aller lentement, les seconds voulaient brusquer les choses. Rattazzi représentait la gauche ; et en 1862 et en 1867, quand il arriva au pouvoir, Garibaldi envahit les États du Pape ; Napoléon intervint alors, força le gouvernement italien de l'arrêter à Aspromonte et engagea lui-même les troupes françaises à Mentana. La peur de Napoléon III remit chaque fois la droite au pouvoir. Mais elle avait le même but que la gauche, et, quand elle jugea l'occasion favorable, elle n'hésita pas, le 20 septembre 1870, à occuper Rome.

Le pouvoir lui fut maintenu jusqu'en 1876, date où il passa à la gauche ; mais durant ses quinze années de gouvernement presque continu, elle n'avait pu constituer un parti : ses deux chefs, Sella et Minghetti, étaient si mal ensemble, qu'ils n'avaient jamais fait partie du même ministère.

En revanche, Depretis, qui forma le premier cabinet de gauche en 1876, avait fait partie d'un ministère de droite en 1867.

Quand Cairoli forma son ministère radical en 1878, il donna trois portefeuilles aux membres de la droite.

Zanardelli, défenseur de la liberté individuelle et de la loi, put faire

partie d'un cabinet où se trouvait Nicotera, qui en était peu respectueux. Cairoli et Depretis, qui avaient combattu l'un contre l'autre, formèrent ensemble un ministère.

Dans le ministère du 27 juin 1898, on retrouva côte à côte Giolitti et Crispi, et c'était Giolitti qui, en décembre 1894, avait produit des papiers compromettants pour Crispi dans l'affaire de la Banque romaine.

Aux élections du 3 juin 1900, les voix se sont réparties de la manière suivante entre les candidats élus ou non élus:

Les candidats de l'opposition de l'extrême gauche ont obtenu 445 694 voix, ainsi réparties : radicaux, 110 208 ; républicains, 119,645 ; socialistes, 215 841. — En 1895, les socialistes n'avaient eu que 76 359 voix et 134 502 en 1897.

Les candidats de l'opposition constitutionnelle ont obtenu 303 891 voix.

Les candidats ministériels en ont réuni 611 425.

La Chambre des députés se compose de 508 membres. La Chambre précédente comptait 67 membres de l'extrême gauche, dont 19 socialistes ; la Chambre actuelle en compte 94, dont 32 socialistes, 29 républicains, 33 radicaux.

Une Chambre composée de cette manière rend le gouvernement parlementaire difficile, puisqu'elle comprend des hommes qui ne se servent de la Constitution que pour la combattre. La condition première du gouvernement parlementaire, c'est le loyalisme : et c'est parce qu'on ne la comprend pas suffisamment dans les pays du Continent, que le régime parlementaire donne lieu à des crises et à des difficultés qui rejouissent à la fois les absolutistes et les anarchistes.

Il n'y a pas de partis définis, ayant un programme déterminé. Il y a des groupes qui vont et viennent selon des attractions et des répulsions de diverses sortes, plus souvent provenant de sympathies ou d'antipathies personnelles, d'intérêts locaux et privés plutôt que de questions d'intérêt général.

Le gouvernement parlementaire étant la concurrence des partis, quand il n'y a pas de partis constitués le gouvernement parlementaire n'est pas une réalité. Tel est le cas de l'Italie comme de la France.

Les Italiens ont pris une précaution contre les votes de surprise : une interpellation n'est pas suivie immédiatement d'un vote. Les députés ont vingt-quatre heures pour reprendre leur sang-froid et examiner s'ils doivent ou non culbuter le cabinet.

De la mort de Cavour (juin 1861) à août 1900, il y a eu trente-six ministères, dont la durée moyenne a été d'un peu plus de treize mois : celle des ministères français n'a guère été que de huit à neuf mois,

XIX

LE RIMPASTO ET LE TRANSFORMISMO

Ce système de confusion parlementaire est complété en Italie par le « Rimpasto », qui a été si largement appliqué en Espagne par M. Sagasta, et qui, en France, porte le nom de replâtrage.

En 1877, le ministre de l'Intérieur, M. Nicotera, dans son ardeur à détruire la Camorra et la Mafia et à supprimer le brigandage, ayant commis des illégalités, est mis en minorité ; le cabinet donne sa démission. M. Depretis remplace Nicotera par Crispi ; et le ministère est reconstitué.

Pendant six ans, de 1881 à 1887, date de sa mort, M. Depretis garda le pouvoir par ce système. En mai 1881, Cairoli, ministre des Affaires étrangères, est violemment attaqué parce que la France a occupé la Tunisie. Cairoli est sacrifié. M. Depretis reste au pouvoir.

Au « *Rimpasto* » M. Depretis ajoute en 1883 le « *Transformismo* », en amenant à son ministère un membre de droite. Cinq leaders de la gauche, Cairoli, Crispi, Nicotera, Zanardelli, Baccarini, formèrent alors la « Pentarchie ». Depretis changea encore deux fois son ministère en y gardant toujours un membre de la droite : puis, sentant qu'il n'y avait plus rien à faire de ce côté, il se retourna vers la Pentarchie en avril 1887 et y prit deux ministres, Crispi et Zanardelli. Il meurt trois mois après. Crispi lui succède et essaie de suivre le même système, qui a maintenu au ministère des Finances M. Magliani pendant neuf ans.

Après les élections de 1897, qui augmentent le nombre des radicaux, des républicains et des socialistes, le marquis di Rudini, en décembre 1897, installe, dans son ministère, Zanardelli et deux autres radicaux. En mai 1898, après les troubles de Rome, le marquis di Rudini reforme son cabinet. Il est battu. Le général Pelloux lui succède le 29 juin 1898 avec un ministère de gauche, comprenant Giolitti, Zanardelli et Crispi. En mai 1899, il est battu. Le général Pelloux complète le « Rimpasto » par le « Transformismo » en faisant un nouveau ministère de droite.

C'est le remplacement du gouvernement de cabinet par l'institution d'un gouvernement de personnes ayant de la méfiance les unes à l'égard des autres et poursuivant chacune de son côté la politique qui lui semble la plus avantageuse. Tandis que, dans le vrai gouvernement parlementaire, c'est le Roi qui choisit le Président du Conseil responsable de son cabinet, ici le Président du Conseil devient irrespon-

sable de son cabinet et double de sa propre irresponsabilité l'irresponsabilité du Roi [1].

XX

CONCLUSION

L'Italie se débat au milieu de difficultés contraires. Les Italiens sont décentralisateurs jusqu'à la fédération. Ils sont encore Piémontais, Lombards, Vénitiens, Toscans, Napolitains, Siciliens, et les différences de dialectes contribuent à maintenir ces divisions d'origine. L'unité de l'Italie ne peut être maintenue que par la centralisation, et son territoire a été découpé en départements, comme celui de la France, avec des préfets à leur tête.

Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'un pays centralisé soit revenu à l'état fédératif ; s'il y revient, c'est le démembrement. L'avenir de l'Italie est donc dans une unité de plus en plus solide.

Seulement, l'unité ne signifie pas l'absorption de toutes les activités par l'État. Au contraire, il doit limiter ses attributions: faire peu et bien. Or, l'État italien n'est pas le seul gouvernement qui ait une tendance à faire beaucoup et mal. M. Edoardo Giretti a fait, dans le *Journal des Économistes*, une amusante énumération des nombreuses attributions du gouvernement italien. Elle pourrait s'appliquer à presque tous les pays de l'Europe.

La plupart de ces pages étaient écrites quand le roi Humbert a été assassiné le 29 juillet 1900.

On n'a pas manqué de dire à ce propos que l'Italie avait le monopole des assassinats politiques.

Cependant, en 1881, ni les assassins de l'empereur Alexandre II, ni l'assassin du président Garfield n'étaient des Italiens. Maclean, qui commit une tentative de meurtre contre la reine d'Angleterre le 2 mars 1882, était un Irlandais, comme les assassins de lord Cavendish et Burke, dans Phœnix Park. Ce ne furent point des Italiens qui tuèrent en 1896 Stambouloff et le shah de Perse ; et malgré son nom à désinence italienne, Sipido, qui tenta de tuer le prince de Galles à Bruxelles, est un Belge.

Mais le 16 juin 1894, Crispi échappe à un assassin italien à Rome ;

1. Voir la constatation de semblables faits en Espagne dans l'*Evolution politique et sociale de l'Espagne*, par Yves Guyot, p. 250.

le 24 juin, Carnot succombe sous le couteau d'un Italien, Caserio; en 1897, Canovas del Castillo est tué par un Italien; en 1898, l'impératrice d'Autriche est tuée par un Italien, Luccheni: le roi d'Italie Humbert avait échappé à deux tentatives d'assassinat, avant de succomber sous la balle de Bresci.

L'assassinat du roi Humbert a fortifié la monarchie et l'avenir de la Maison de Savoie.

Quelques mois auparavant, le républicain Pantano semblait le maître de la Chambre des députés, où il insultait impunément le gouvernement et la majorité. Le 6 août, il fut réduit au silence.

Républicain, je ne me fais aucune illusion sur la sympathie que peuvent avoir les souverains de l'Europe pour un peuple qui donne aux autres un aussi mauvais exemple que la France.

Le roi Humbert avait pris pour règle de politique la méfiance de la France. Ce ne sont point les antisémites et les nationalistes qui réconcilieront le nouveau Roi avec elle. Cependant, je ne souhaite pas en ce moment à l'Italie le renversement de la dynastie de Savoie. Dans un pays où hommes et femmes ont encore en majorité l'habitude d'incarner leurs idées, leurs aspirations dans une entité, le Roi est l'écrou qui maintient l'unité italienne. J'aurais peur que, lui disparu, la foule ne vît plus que le Pape.

L'Italie doit se garder d'essayer de transformer en réalité les rêves de Gioberti et de Mazzini, qui la considéraient comme « la sœur aînée » des nations, destinée à prendre leur direction. Malgré les prodiges qu'a pu accomplir un homme comme Garibaldi, chacun doit se rappeler l'appui que lui donna Cavour. Il représente le grand et véritable homme d'État; il sut vouloir et agir; mais il sut ne faire que la politique qu'il avait la force de faire. L'Italie n'a été jetée dans de si grands embarras que parce que le roi Humbert et Crispi ont sacrifié ce principe à des aspirations mégalomanes.

Il y a une vingtaine d'années, me trouvant à Naples, dans le salon de Mme Meuricoffre, dont les fenêtres dominaient la ville et la rade, elle me dit : — Vous devez trouver ma maison bien mal tenue.

Comme je lui répondais qu'en sa qualité d'Anglaise elle était trop exigeante, elle me répliqua par cette observation aussi profonde qu'humoristique : — Que voulez-vous? je n'ai ici que des domestiques napolitains. Quand je leur montre la poussière sur les meubles, ils regardent le ciel bleu.

Yves Guyot.

Décembre 1900.

PRÉFACE

Ce livre, comme l'indique son titre, n'est qu'une histoire politique ; il ne traite de la vie sociale et religieuse, de la littérature, des arts, de la science, que lorsqu'ils touchent au champ de la politique. Quelque incomplet que puisse être un ouvrage de cette nature, cette spécialisation était nécessaire avant qu'une œuvre plus générale pût peindre en son entier la vie nationale.

Pour écrire l'histoire d'un pays qui n'est pas le sien un étranger est à la fois bien et mal placé. Il ne peut saisir parfaitement l'essence subtile qui fait l'esprit de la vie et des institutions de ce pays, il ne peut pénétrer ces « à côté » qui souvent ont une signification plus grande que les faits patents ou comprendre chaque inflexion délicate de la voix de la nation. Mais ce qu'il perd en intimité et en coloration, il peut le regagner en perspective et en impartialité. Il est mieux placé pour voir les problèmes sous leur vrai jour et négliger les vaines controverses du moment en faveur d'événements plus durables. Son absence de partialité le défend contre toutes préventions ; et, bien que le monde soit petit et que ses divisions soient à peu près partout les mêmes, il lui est plus facile qu'à un critique national de rester équitable.

J'ai fait de mon mieux pour être juste en tout et partout, tout en n'essayant pas de tenir secrètes mes sympathies. Je n'ai pas à m'excuser si je me suis exprimé sévèrement au

sujet de la papauté. En ce qui concerne le catholicisme, je crois l'avoir toujours considéré respectueusement en tant que religion ; mais la papauté, en tant qu'institution politique, est sujette à la critique politique, et j'ai plutôt diminué qu'amplifié la réalité.

J'ai eu un double but en écrivant ce livre. J'ai voulu tout d'abord donner un exposé impartial d'un chapitre de l'histoire moderne, qui, aussi bien ici qu'ailleurs, n'a jamais été traité que d'une façon tout à fait incomplète. Si l'on en excepte quelques études restreintes, à peine s'est-il trouvé un écrivain anglais, ou même français, pour traiter de l'histoire de l'Italie pendant ce siècle, avec une certaine prétention à l'exactitude et à la documentation. Quelque considérables que soient les ouvrages publiés en Italie, les historiens italiens n'ont pu réussir à en faire une œuvre bien proportionnée et supportant la lecture. Mon second but a été de mieux faire comprendre la renaissance d'une noble nation amie dans un pays qui connaît peu l'Italie réelle. On a tout dit sur les connaissances des Anglais au sujet de la Révolution de l'Italie, après avoir exposé qu'ils savent qu'elle a quelques rapports avec Garibaldi et les chemises rouges. Un des grands journaux de Londres exhortait dernièrement les Italiens, et d'une façon très sérieuse, à marcher vers l' « Église libre » de Cavour, oubliant que ceci a été fait il y a un quart de siècle ; et plus d'un commentaire sur les derniers troubles n'aurait pas résisté à une connaissance rudimentaire de leur histoire pendant ces derniers quarante ans. Le lien qui unissait si intimement les Anglais et les Italiens de la dernière génération semble détendu, et une connaissance mutuelle plus complète est nécessaire pour cimenter à nouveau leur sympathie.

Pour composer cet ouvrage, j'ai eu recours à presque toutes les publications de quelque importance (environ 900), en en exceptant par principe les journaux de l'époque et les œuvres littéraires manuscrites qu'on ne peut se procurer en Angleterre. J'espère que ces pages ne souffriront pas sérieusement de ces omissions. Si peu que je connaisse de la presse italienne de la Révolution, elle m'est apparue sans grande valeur ; et c'est là un fait remarquable combien une œuvre telle que la *Storia della rivoluzione italiana* de M. Gori, basée sur une étude approfondie des journaux de l'époque,

ajoute peu à ce que nous connaissons. La seconde omission est due à mon impossibilité de consulter aucune collection de livres en dehors de l'Angleterre. La splendide collection de livres italiens modernes du British Museum a peu de lacunes, mais elle en a, et elle pèche particulièrement en ce qui concerne les publications officielles du royaume d'Italie.

Je n'ai donc pu étudier les actes du Parlement après 1859 que dans des collections détachées de discours, et je n'ai pas vu tous les « livres verts » dont la publication date de 1865. Il est facile, à vrai dire, d'exagérer la valeur des publications officielles. Les ministères d'Affaires étrangères ont si soigneusement accumulé leurs « livres » — bleus, verts, jaunes, — que l'historien n'y retrouve généralement pas ce qu'il désire savoir. Ce ne sont, suivant M. Bonghi « que des objets d'étalage »; et il ajoute que « ce sont dans les indiscrétions que l'on trouve les vrais matériaux » ; et, c'est dans les mémoires, les lettres, les rapports de conversations, que l'écrivain peut se reposer avec le plus de confiance pour découvrir les ressorts de la diplomatie.

A partir de 1860, l'abondance de ces publications suffoque littéralement l'historien de l'Italie. La passion des Italiens de tout publier, quelque insignifiant que ce pût être, concernant la Révolution, touche de près à la monomanie littéraire. Mais l'homme studieux, qui se donne la peine d'examiner sérieusement cet épouvantable marécage de publications, peut y trouver des choses précieuses. Elles ne sont pas rares en documents dont, au surplus, les vertus talismaniques rencontrent chez moi quelque chose comme un scepticisme hétérodoxe. Les historiens doivent beaucoup à la Révolution pour avoir publié les archives des gouvernements qu'elle a renversés en 1848 et en 1859. Des hommes d'État italiens ont autorisé la publication de pièces qui, d'après les règles diplomatiques, auraient été enfouies dans les recoins les plus cachés du ministère des Affaires étrangères, ajoutant ainsi à ce chef-d'œuvre d' « indiscrétion » de La Marmora : *Un po'più di luce.* Même les archives, au moins jusqu'en 1860, ont été, jusqu'à un certain point, ouvertes à quelques historiens tels que N. Bianchi, Nisco, Sansone. Il n'en est pas moins vrai que toute l'histoire moderne restera plus ou moins sujette à caution, tant que les tiroirs des bureaux du gouvernement n'auront pas livré leurs secrets, et que les lettres et

les mémoires, aujourd'hui encore cachés, n'auront pas vu la lumière du jour. Ceci s'applique à l'histoire de l'Italie, spécialement depuis 1860. Nous avons bien la grande collection des documents de Ricasoli et beaucoup d'autres pièces d'une importance moindre et pourtant considérable, mais les documents de Minghetti, de Rattazzi, de Crispi et de Visconti-Venosta, manquent à l'historien pour parler en toute connaissance de cause. Cependant, malgré tout ceci, je doute que les recherches futures puissent modifier sérieusement les conclusions qui peuvent être tirées des matériaux existants.

Personne ne peut être plus conscient que l'auteur des défauts de ce livre. En dépit des meilleurs soins, il a sans doute ses erreurs et ses inexactitudes. Je serai reconnaissant à ceux dont les critiques me permettraient de les corriger.

En terminant, je dois remercier, pour l'aide précieuse qu'ils ont bien voulu me prêter, mon ami M. Okey, les directeurs du British Museum, M. Pierre Arminjon, M. Claparède, ainsi que MM. Dent, pour m'avoir autorisé à reproduire une partie de l'introduction que j'avais faite pour la traduction de Mazzini de M. Okey.

BOLTON KING.

Gaydon, Warwick,
Novembre 1898.

HISTOIRE DE L'UNITÉ ITALIENNE

CHAPITRE PREMIER

NAPOLÉON

1814-1815.

L'Italie au XVIIIe siècle. — NAPOLÉON ET L'ITALIE. Les résultats de l'occupation française. Eugène Beauharnais ; les partis à Milan ; les Autrichiens occupent la Lombardie. Napoléon à l'île d'Elbe. — MURAT; sa campagne et sa mort. — Le CONGRÈS DE VIENNE et le Pape ; le Piémont et l'Autriche ; annexion de Gênes. La situation de l'Autriche en Italie. L'opposition nationale.

Au commencement du XIXe siècle, le sentiment d'une existence nationale était faible en Italie. Certes, la mémoire des jours où Rome dictait ses lois au monde de l'Occident n'avait jamais été perdue. La politique des Guelfes était, au fond, une lutte à moitié consciente pour délivrer l'Italie du joug de l'étranger. Mais même, lorsqu'au XVIIIe siècle, la domination de l'Espagne fut détruite en fait, l'Autriche arrêtée au nord, tandis que le Piémont allait toujours de sa marche lente et patiente, les Italiens continuèrent à se contenter de l'union flottante d'États sans importance, qui remplaçait la nation. La deuxième moitié du siècle fut une période de paix et de réforme, les temps de Joseph II, de Léopold Ier, de Tannucci et de Beccaria. Ils laissèrent une Italie nettement prospère, franchement avancée en législation sociale, mais dont la vie résidait dans ses souvenirs et ses arts, la belle patrie de la poésie, chantée, caressée, choyée, mais privée de liberté et d'indépendance. La Révolution française éclata brutalement au milieu de la douce somptuosité, de l'élégante immoralité et des étalages de religion. Les invasions de 1796 et de 1801 firent s'écrouler les principautés, et la création des républiques et des royaumes napoléoniens balaya brusquement à jamais les vieilles formules politiques et sociales.

L'Italie est le seul pays où, intentionnellement, Napoléon encouragea le développement de l'esprit de nationalité. Tout en méprisant les hommes qui l'aidaient à gagner ses batailles et à remplir son trésor, il prévoyait que l'unité de mœurs, de langage et de littérature ferait tôt ou tard de l'Italie une seule nation [1]. La fierté qu'il avait de son origine italienne, sa sympathie pour le berceau historique du césarisme, la politique traditionnelle de la France qui l'incitait à élever des barrières contre l'Autriche, lui rendirent chers ses desseins à l'égard de l'Italie. En un mot, Napoléon fut le fondateur de l'Italie moderne. Matériellement et socialement, elle gagna beaucoup à l'occupation française. Celle-ci abolit la féodalité là où elle régnait encore, elle lui donna ses lois uniformes et éclairées, ouvrit les carrières au talent et donna à l'industrie un nouvel essor. La dissolution des monastères aida à racheter la dette nationale et révolutionna le système du cadastre. Des écoles primaires couvrirent la Lombardie et Naples. Les soldats italiens rapportèrent de leurs campagnes sous Napoléon un renom de bravoure et d'endurance, et toute la nation en conçut une vie plus ardente. Politiquement, les résultats du système de Napoléon furent des plus étendus. Le prestige des princes fut ébranlé à jamais. Les dix états de la Péninsule n'existèrent plus ; le Piémont oriental, les duchés de Gênes, de Parme, de Toscane, et les États de l'Église jusqu'aux Apennins avaient été annexés à la France ; les duchés de Lombardie, de Vénétie, de Modène, la Romagne et les Marches formèrent le royaume d'Italie avec Eugène Beauharnais, beau-fils de l'empereur, comme vice-roi, et Naples forma un royaume dépendant avec Murat.

Les trois Etats avaient beaucoup de liens mutuels et même, quelque peu, une administration commune. La pensée et la parole, bien que non encore libres, n'étaient plus étouffées comme sous l'ancien régime. Les classes moyennes et les artisans avaient une part du pouvoir, et, s'il est vrai que, dans les provinces annexées, tous les postes administratifs étaient occupés par des Français, dans le royaume d'Italie, tous les fonctionnaires, le vice-roi excepté, étaient indigènes.

Mais Napoléon tomba et avec lui ce qu'il avait fait de l'Italie.

1. *Mémoires de Napoléon*, III, 118, 119 ; Louis Napoléon, *Idées napoléoniennes*, 150.

Son œuvre, en dépit de tout ce qu'elle avait de bon, avait trop froissé le sentiment national et les préjugés. Plus de 60 000 Italiens avaient péri en Espagne et en Russie pour une cause qui n'était pas la leur ; les charges financières étaient lourdes. La police et la censure politiques avaient montré que l'Empire et la liberté ne pouvaient pas exister simultanément ; les cités restaient irritées du pillage de leurs musées ; les affronts que Napoléon fit subir au Pape avaient offensé la religion et le patriotisme de la masse des Italiens. Mais son œuvre survécut à sa domination, et le sentiment de patriotisme qu'il avait provoqué resta ancré dans la mémoire du royaume d'Italie comme un idéal glorieux, et sa tyrannie et son joug étant oubliés, comme un augure et un encouragement vers de grandes choses. Ses ennemis étaient forcés de reconnaître qu'il y avait créé la vie nationale, et, lors de la dernière coalition qui se forma contre lui, ce fut en parlant de l'indépendance de l'Italie que les Alliés tentèrent de soulever le pays.

En 1814, l'œuvre de Napoléon croulait, en Italie et partout. Quand, à l'automne précédent, l'Empereur dut se replier en arrière du Rhin, il ordonna à Eugène d'évacuer l'Italie et de venir le rejoindre avec ses troupes. Le vice-roi refusa ; il n'était pas absolument déloyal et repoussa avec indignation de coopérer à la trahison que préparait Murat ; mais il s'était attaché à sa patrie d'adoption et comptait sur l'écroulement imminent de l'Empire pour assurer sur sa tête la couronne de l'Italie septentrionale. Garder sa destinée indépendante de celle de Napoléon était en effet sa seule chance de succès, car la domination française, depuis les désastres de la campagne de Russie qui avait poussé ses fautes au noir, était exécrée. L'armée et un grand nombre de fonctionnaires lui restaient fidèles ; quelques autres, qui voyaient en lui leur meilleure espérance vers l'indépendance de l'Italie, lui donnaient un appui modéré. Mais il faisait trop partie du régime qui s'en allait ; tout en étant un bon patriote italien, il n'en restait pas moins Français ; l'immoralité de sa Cour, la malhonnêteté de plusieurs d'entre ses officiers, son refus de se retourner contre l'Empereur, tout concourut à détruire ses derniers vestiges de popularité. A Milan, l'opinion était divisée entre les partisans de l'Autriche et ce qu'on appelait le parti italien. Tous ceux qui ne se préoccupaient que de conserver la paix et considéraient la France comme un danger, tous ceux qui, suivant

l'expression de Foscolo, « étaient prêts à se soumettre à l'Étranger qui leur promettrait la millième partie de ce qu'il leur aurait dérobé », préparaient le terrain pour un retour de l'Autriche. Ils se souvenaient de la douce demi-indépendance des règnes de Marie-Thérèse et de Joseph; au cours de l'année précédente, les hommes d'État viennois s'étaient répandus en promesses de respect concernant la liberté et la nationalité, et il y avait d'honnêtes patriotes qui pensaient obtenir d'eux leur autonomie et une sorte de liberté constitutionnelle. Mais la majorité des nobles milanais était également opposée à l'Autriche et à Eugène, et, sous la conduite de Federigo Confalonieri, ils constituèrent le « Parti Libéral Italien ». Leur politique fut celle de leur titre : du moment qu'ils assuraient l'indépendance du royaume d'Italie alors existant, ils se souciaient peu que ce fût sous un prince autrichien, anglais ou italien. Il s'en trouvait peu qui eussent une conception plus large de la vie nationale. Peut-être Confalonieri eut-il personnellement la conception d'une unité italienne sous la maison de Savoie[1]; mais la majorité ne pensait guère qu'à conserver à Milan son rang de capitale et sa Cour et à reconquérir pour les nobles de la Lombardie les privilèges abolis par les Français; aucun n'aurait voulu accepter le seul homme qui aurait pu sauver la liberté de l'Italie; Eugène, abandonné par les nobles, vit que le seul espoir qui lui restait était de convoquer les collèges électoraux (l'élément pseudo-représentatif dans la constitution de Napoléon) et d'en appeler au peuple. Mais il se refusa à cette mesure qui semblait le rendre traître à Napoléon. Il prit donc une lâche demi-mesure, et demanda au Sénat milanais d'assumer la responsabilité qu'il déclinait, et sollicita des Alliés sa couronne. Mais le Sénat se borna à prononcer un pâle éloge du vice-roi, ne montrant que trop combien il en était fatigué. Il était lui-même, à vrai dire, à peine plus populaire que le vice-roi, et les partis rivaux du dehors se coalisèrent pour renverser en même temps et le Sénat et le vice-roi. Dès qu'arriva la nouvelle de l'abdication de Napoléon, le Parti Italien s'empara de l'arme qu'avait refusée Eugène et demanda la convo-

1. Casati, *Confalonieri*, I, 84, 261 ; Bonfadini, *Mezzosecolo*, 78, 157 ; Bianchi, *Diplomazia*, I, 79, 448 ; Botta, *Storia*, IV, 531-32. — Pour les titres complets des ouvrages auxquels se réfèrent ces renvois, voir la Bibliographie, vol. II.

cation des collèges électoraux ; la populace fut mise en mouvement pour forcer le Sénat à l'obéissance (20 avril 1814) et le Sénat une fois conquis, il se hâta de choisir une victime, qui fut Prina, l'exécré ministre des finances. Après l'avoir à moitié assommé, ils le traînèrent encore vivant par les rues, jusqu'à ce qu'il fût en lambeaux méconnaissables. Sur qui retombe la responsabilité de ce crime, est un problème qui n'a pas encore été éclairci. Il est hors de doute que certains membres du Parti Autrichien étaient désireux de provoquer un prétexte à l'occupation ; Confalonieri était chargé d'y jouer un rôle plus ou moins conscient, et il est probable qu'il aida à soulever une tempête qui échappa à son contrôle et conduisit à des excès qu'il n'avait pas prévus [1]. Pino, le commandant de la garnison, espérant peut-être, ainsi que précédemment l'avaient fait ses collègues les généraux Bernadotte et Murat, gagner une couronne, avait négligé d'envoyer des troupes qui auraient pu sauver la vie de Prina. Mais de quelque responsabilité dont soient chargés l'un et l'autre partis, l'avantage resta aux amis de l'Autriche. Certes, l'armée d'Eugène était impatiente de marcher sur Milan pour venger le meurtre de Prina, mais le vice-roi recula devant la guerre civile. Le Sénat disparut sans agitation et le conseil municipal institua une régence provisoire composée à peu près exclusivement d'hommes dont les intérêts étaient contraires à l'ancien duché de Milan et qui ne demandaient pas mieux que le voir séparé des destinées de l'Italie et sous la domination autrichienne. Les collèges électoraux furent convoqués, mais seulement ceux de cette petite fraction du royaume « où l'on parlait le pur dialecte lombard. » Pour satisfaire l'opinion publique, la régence envoya Confalonieri aux Alliés pour leur demander l'indépendance et une constitution ; mais, consciemment ou inconsciemment, ils faisaient le jeu de l'Autriche. Quand Confalonieri arriva à Paris, le sort de la Lombardie était décidé, Eugène s'était déjà rendu, sans résistance, au général autrichien Bellegarde, et avait abdiqué (26 avril) ; et Bellegarde, tout en faisant de belles promesses, arriva à Milan vers la fin du mois de mai, où il jeta bas le masque et proclama

1. Casati, *op. cit.*, I, 81-85, 267-270 ; Botta, *op. cit.*, IV, 533 ; Maroncelli, *Addizioni*, II ; Bonfadini, *op. cit.*, 113, 147 ; Gualterio, *Rivolgimenti*, I, 385-386 ; Lezat de Pons, *Études*, 63-64 ; d'Ancona, *Confalonieri*, 210-21.

l'annexion de la Lombardie à l'empire autrichien. Mais sa situation n'était toujours pas sûre. Un édit dissolvant les loges maçonniques montra combien il craignait les sociétés secrètes que les Français avaient laissées derrière eux. L'armée était prête à soutenir Murat, mais la lâcheté de ses généraux et la trahison de Pino retardèrent la conjuration, jusqu'à ce que Bellegarde pût prendre ses précautions et envoyer les généraux dans les prisons du Spielberg.

Et pourtant, les patriotes italiens ne désespérèrent pas. Tant que Napoléon était à l'île d'Elbe, il se pouvait qu'il reconquît le pouvoir, et le triomphe de la réaction avait identifié sa cause avec celle du peuple. Des négociations sérieuses eurent lieu entre lui et les patriotes qui gardaient l'espoir qu'il pourrait conduire les Italiens à la victoire et faire, pour dernière grande œuvre, leur unité nationale[1]. Un autre homme essaya d'attirer à lui les partis nationaliste et napoléonien. De l'origine la plus humble, Joachim Murat était arrivé à être un des plus grands généraux de Napoléon, en même temps que son beau-frère, et roi de Naples; c'était un soldat sans reproche, un législateur avisé, mais luxurieux, capricieux, dépourvu de principes et pénétré d'une confiance exagérée dans ses qualités d'homme d'État. Sa situation avait été longtemps périlleuse. Sa politique indépendante lui avait valu l'animosité de Napoléon, et l'Empereur se préparait à le sacrifier aux Bourbons de Naples s'ils voulaient servir ses desseins. D'autre part, si Napoléon succombait, il était certain que les Alliés ne ménageraient pas son lieutenant. Entre ces deux périls il pensa que ce qu'il avait de mieux à faire était de gagner l'affection des Italiens. Déjà en 1811 il avait été sur le point de se poser comme champion de l'Italie à l'égard de la France; mais il était également disposé à passer aux Alliés; il avait eu des pourparlers avec eux en 1813 avant d'aller à Dresde prendre le commandement de la cavalerie de Napoléon, et, l'année précédente (11 janvier) il avait conclu un traité secret avec l'Autriche (où l'Angleterre était également engagée) par lequel elle lui promettait Naples et une partie des

1. Bianchi, *op. cit.*, I, 78, cité de la *Vérité sur les Cent jours;* Cantù, *Cronistoria*, II, 33, 35; Castlereagh, *Correspondence*, 3e série, II, 211. Voir les curieuses remarques de Napoléon sur Wellington, *Supp. Despatches*, IX, 269. Lorsqu'il s'échappa de l'île d'Elbe, la pensée de Talleyrand fut qu'il allait se rendre en Italie et y déployer le drapeau de l'indépendance italienne.

États de l'Église, pourvu qu'il reconnût ses droits sur la Lombardie[1]. Mais aucun des deux n'était sincère : l'Autriche intriguait pour le renverser ; quant à lui, il était en négociations avec Eugène, en vue d'une défense commune de l'Italie. La loyauté relative d'Eugène à l'égard de Napoléon l'empêcha d'arriver à une entente avec l'homme qu'il considérait comme un traître ; et, avec la chute de l'Empereur et l'invasion autrichienne en Lombardie, la situation de Murat devint de jour en jour plus critique. Les Alliés avaient pour maxime, partout où cela ne s'opposait pas à leurs ambitions, de restaurer le gouvernement « légitime », et, à leurs yeux, Murat ne pouvait être qu'un usurpateur. Pourtant, ils lui auraient probablement laissé le pouvoir, car ils n'avaient à ce moment aucune preuve de sa duplicité, et, ces preuves manquant, Lord Liverpool considérait que l'honneur et la prudence interdisaient de faire quoi que ce fût contre lui[2]. Mais, tout en plaidant sa cause devant les Alliés, et tout en protestant de son dévouement particulier pour l'Autriche, Murat correspondait avec Napoléon et faisait à nouveau des ouvertures aux patriotes italiens. Il précipita, à Naples, des réformes depuis longtemps ajournées. Les acquéreurs de biens ecclésiastiques, craignant qu'une restauration ne les dépossédât de leurs propriétés, étaient unanimes à le soutenir, et ses généraux qui, en réalité, détenaient le pouvoir, étaient prêts à accomplir ses desseins, s'il voulait accorder une constitution.

L'évasion de Napoléon de l'île d'Elbe le décida à faire un acte audacieux en faveur de l'Italie. Eludant les demandes de ses généraux, il marcha avec son armée vers le nord, et, poussant le cri de l'indépendance italienne, il déclara la guerre à l'Autriche (30 mai 1815). Bien qu'il eût manifesté ses sympathies à l'égard du Pape[3], celui-ci s'enfuit de Rome, et Murat envahit les Marches et l'Ombrie. Ayant battu les Autrichiens à Cesène, il s'avança vers Bologne[4] et Modène ; et s'il s'était dirigé carrément sur Milan, il aurait peut-être rallié à son drapeau les vétérans du Piémont et de la

1. Pepe, *Mémoires*, I, 316 ; Colletta, *Storia*, II, 181 ; *contra* Poggi, *Storia*, I, 18.
2. Wellington, *op. cit.*, IX, 212, 399, 486-492, 496-497 ; Castlereagh, *op. cit.*, I, 432 ; II, 3, 243 ; Bianchi, *op. cit.*, I, 4-5.
3. Maroncelli, *op. cit.*, 18.
4. Où Rossini composa pour lui un « Hymne de l'Indépendance ».

Lombardie et, pour le moment tout au moins, écrasé les Autrichiens. Mais les perfides conseils de Lord William Bentinck[1] l'en dissuadèrent; et lorsqu'il reconnut que les protestations d'amitié de l'Angleterre n'étaient qu'un masque, et lorsque, passé Bologne, sa cause ne rencontra que peu d'enthousiasme, il succomba lentement, par degrés. Il fut encore victorieux dans quelques escarmouches, et le résultat de la bataille rangée de Macérata (3 mai) fut incertain. Mais la même nuit, la nouvelle arriva que les Autrichiens s'étaient emparés d'Aquila et coupaient sa retraite. La fidélité de ses généraux était douteuse et les troupes étaient plus ou moins démoralisées. Il espéra encore soulever les Napolitains en leur accordant une constitution et continuer sa défense derrière le Volturno. Mais sa flotte se rendit aux Anglais; les forces anglo-siciliennes s'avançaient du Sud; quant aux Napolitains, la panique les paralysait; et Murat, voyant qu'il était perdu, remit son épée entre les mains de l'amiral anglais. Le dernier espoir de la liberté italienne disparaissait donc; mais cet homme indomptable tenta une fois encore de ressaisir le pouvoir. Obligé, après Waterloo, de s'enfuir devant la Terreur blanche qui sévissait en Provence, il se retira en Corse où la gloire attachée au nom de Napoléon lui rendit confiance en sa force. Encouragé à tenter ce que pourrait faire son prestige en Italie[2], il s'embarqua en septembre pour la côte napolitaine. Mais ses navires furent brisés par la tempête, et il aborda avec quelques hommes à Pizzo en Calabre. Ses appels au peuple ne trouvèrent pas d'écho et il fut facilement capturé. En vain les Anglais tentèrent de lui sauver la vie; en vain il réclama d'être jugé par ses pairs, les souverains d'Europe. Les Bourbons avaient décidé de son sort, et l'énergique aventurier qui, pour quelques motifs que ce fût, avait été le premier champion de l'indépendance italienne, subit un semblant de jugement puis fut fusillé de sang-froid.

Napoléon écrasé, les alliés s'empressèrent d'oublier leurs engagements. Le congrès de Vienne avait déjà décidé du sort de l'Italie. L'Angleterre et l'Autriche répudiaient avec peu

1. Bianchi, *op. cit.*, I, 169; voir Wellington, *op. cit.*, IX, 593.

2. Les bruits d'après lesquels il aurait été pris au piège préparé par les Bourbons ne semblent pas fondés. Voir *Riv. stor. del risorg.*, I, 987, et de Sassenay, *Les derniers mois de Murat*.

de componction les promesses que leurs généraux avaient faites en leur nom. Les souverains s'étaient servis du sentiment national, et n'en tinrent plus compte lorsqu'il réclama son dû; tous, sauf le czar Alexandre, jetèrent bas leur masque de libéralisme, et Castlereagh répondit aux députés Lombards que les constitutions étaient des « expériences coûteuses. » Pour les hommes d'État réunis à Vienne, la question de l'Italie n'était guère qu'une question d'équilibre politique, et c'est en vain que De Maistre protesta, disant que « les nations comptaient pour quelque chose dans le monde[1]. » D'autre part, l'Italie était une dépouille commode où l'on pouvait faire des portions à tous les importuns aspirants aux trônes. Mais, bien que les Alliés ignorâssent également les aspirations de l'Italie, chacun avait sa méthode quant à sa répartition. L'Angleterre et la Russie ne pouvaient permettre que la péninsule devînt un fief de l'Autriche; ils y auraient peut-être préféré son exclusion totale. Mais la Russie était avide d'acquérir de nouveaux territoires en Pologne et, pour rendre aisé l'accomplissement de ce plan, il lui fallut être accommodante sur la question de l'Italie. La possession de la Lombardie fut ratifiée pour l'Autriche qui reçut également la Vénétie (qu'elle avait déjà occupée pendant 8 ans, entre Campo-Formio et Presbourg) et la Valteline. Mais la proposition de Metternich, d'abolir en sa faveur[2] le pouvoir temporel, n'eut pas plus de succès auprès des Alliés que son modeste effort en vue de lui faire allouer une partie de la Romagne. Cependant, durant les premières séances du congrès, il n'avait pas été question de rendre au Pape les provinces du Nord; la Prusse les convoitait pour le roi de Saxe; Alexandre, pour son nouveau protégé Eugène Beauharnais, et François de Modène, pour lui-même. Même lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, alors qu'il demandait au Pape son appui, s'engageant en échange à lui conserver l'intégralité de ses possessions, la diplomatie rusée du Cardinal Consalvi ne put reconquérir la Romagne. Même à ce moment les Alliés désiraient leur conférer l'autonomie[3],

1. De Maistre, *Correspondance*, II, 8; *La Maison de Savoie*, 21; voir Cantù, *op. cit.*, II, 89-90. — De Maistre était à ce moment ambassadeur du Piémont à Saint-Pétersbourg.
2. Bianchi, *op. cit.*, I, 7.
3. Il est ici question du projet de « home rule » d'Aldini; voir le vol. II.

et il fallut toute la souplesse de Consalvi pour conserver à son maître tous ses droits de souveraineté.

Ayant échoué, en ce qui concerne l'Italie centrale, l'Autriche, en compensation, tourna ses regards vers le Nord et rencontra au Piémont plus d'antagonisme encore. Chaque État reconnut qu'il n'y avait pas place pour deux en Italie. Au commencement du Congrès, le Piémont revendiqua la Lombardie; mais bien que, cinq ans auparavant, les Alliés eussent décidé de la lui donner, il ne fut pas fait droit à sa demande[1]. L'Autriche réussit après de longs et persistants efforts à se faire accorder le Novarrais supérieur, par lequel elle commanda le Simplon. Mais, bien que les puissances fussent disposées à lui laisser prendre la Lombardie, elles ne voulurent pas, d'autre part, la voir devenir trop forte, et malgré l'appui de l'Angleterre, elle dut se limiter à la frontière du Tessin. Tout d'abord, il était dans les vues du Congrès de donner la Savoie à la France ; mais, les Piémontais leur ayant été d'un grand secours pendant les Cent jours, les Alliés, désireux, après Waterloo, d'affaiblir la France de n'importe quelle façon, s'empressèrent, en dépit des protestations de l'Autriche, de reconstituer en faveur des Piémontais l'ancien domaine de leurs rois. L'Autriche, ainsi frustrée, dut probablement intriguer pour exclure de la succession la branche Carignane de la maison de Savoie, et, comme le roi Victor-Emmanuel n'avait pas d'enfants, assurer ainsi le trône du Piémont, par la ligne femmes, au duc autrichien de Modène. Mais Victor-Emmanuel n'entendait pas recevoir d'ordres des Autrichiens; et, comme ils ne semblaient pas disposés à retirer leurs troupes d'Alexandrie, le roi se prépara à combattre, plutôt que souffrir plus longtemps leur présence sur son territoire. C'est en vain que l'Autriche lui fit des offres d'alliance, en lui soumettant le plan d'une Ligue Italienne qu'elle présiderait. Pour échapper à sa tutelle il se montrait prêt, suivant les conseils de De Maistre, à se joindre à la Sainte-Alliance.

Ce ne fut pas de bonne grâce que le Piémont obtint du Congrès un accroissement de territoire. Les Alliés avaient fixé le sort de Gênes. Ainsi que le répondit le Czar aux députés gênois, « les républiques étaient passées de mode » ;

1. Bianchi, *op. cit.*, I, 108-114.

le Congrès, toujours inquiet d'une agression possible de la France, désirait voir un État militaire en possession de la Riviera, et Castlereagh, qui pensait moins à l'honneur des Anglais qu'à blesser la France, se hâta de répudier les engagements de Bentinck à l'égard des Génois, engagements suivant lesquels leur indépendance devait être respectée[1]. Leur patrie tomba aux mains de son vieux rival, le Piémont. En vain ils protestèrent contre la « domination étrangère ». En vain ils s'offrirent à faire des sacrifices afin de conserver leur indépendance ou tout au moins leur autonomie. Leurs plaintes ne furent pas entendues, et Gênes reçut pour toute consolation quelques bribes de gouvernement local. A ce moment, du reste, il était douteux que l'annexion dût accroître la puissance du Piémont. La vieille inimitié qui régnait entre les deux États, l'incompatibilité d'un despotisme semi-féodal avec une démocratie commerçante faisait désespérer d'une fusion réelle. Mais l'influence d'un despotisme et d'intérêts commerciaux communs fut plus forte que les vieilles rancunes, et le déplacement de la frontière aida à l'unité italienne.

Mais tandis que seul parmi les États italiens, le Piémont sortait du Congrès plus fort qu'auparavant, l'Autriche, en dépit des rebuffades, était parvenue à s'assurer une grande autorité sur l'Italie. Indirectement, sa puissance s'étendait bien au delà des frontières de ses provinces. Des princes autrichiens régnaient en Toscane, à Modène, à Parme ; par traité, elle continuait à avoir des garnisons à Piacenza, à Ferrare, à Comacchio ; elle espérait s'adjoindre un jour toute la Romagne[2]. Elle avait un contrôle presque illimité sur les duchés de la vallée du Pô. La Toscane, bien qu'elle fût en dehors de ses prétentions à la suzeraineté, s'engagea à ne conclure ni la guerre ni la paix sans son consentement. Ferdinand de Naples avait signé un traité secret par lequel il s'engageait à ne pas entrer dans d'autres alliances et à ne

1. Il est difficile de dire si Bentinck avait fait ces promesses avec l'autorisation du gouvernement anglais ; Castlereagh le nie ; Wellington, *op. cit.*, IX. 64 ; Castlereagh, *op. cit.*, I, 434 ; mais de *ib.*, II, 18, 221, il ressortirait que Bentinck avait fait ces promesses à la connaissance de Castlereagh.

2. Bianchi, *op. cit.*, I, 222 ; Gualterio, *op. cit.*, III, 338 ; *Gouvernement temporel* 109 ; *contra* Metternich, *Mémoires*, III, 82 ; voir *Riv. stor. del risorg.*, I, 340.

pas accorder à ses sujets de libertés plus grandes que celles des Lombards et des Vénitiens.

Mais la puissance de l'Autriche provoqua dans presque chaque Cour italienne une défiance plus ou moins accentuée. Le Piémont, que bornaient les frontières ininterrompues de l'Empire, du Tessin aux Carpathes, craignit pour sa propre existence. Le Pape, qui savait que les desseins de l'Autriche concernant les ambassades n'étaient que momentanément abandonnés, ne pouvait que suspecter chacun de ses actes. La Toscane était gouvernée par des hommes d'État patriotes qui luttèrent longtemps et avec succès pour l'affranchir de sa tutelle. Déjà, on constatait des signes d'opposition ouverte ; le Piémont avait détruit les plans d'une ligue autrichienne ; Rome refusa avec froideur l'Alliance que lui proposait Metternich, « comme la meilleure protection contre les portes de l'enfer », et les deux États se joignirent à la Toscane pour rejeter des propositions qui lui auraient donné le contrôle des communications postales dans toute la péninsule. Les princes pouvaient lui revenir à la suite de luttes contre leurs sujets, mais ils ne voulaient pas, de bonne volonté, devenir ses vassaux. Le sentiment de l'indépendance italienne s'était emparé même des Cours.

Si vague et si désordonné qu'il fût, le sentiment d'une nationalité commune faisait parmi le peuple de rapides progrès ; sans doute Gênes était tout aussi irréconciliable à l'égard de Turin ; les Milanais avaient tenté de disjoindre leur destinée de celle de l'Italie septentrionale ; Venise désirait recouvrer son antique indépendance ; des inimitiés profondes existaient entre la Sicile et Naples. Mais, malgré tout, la communauté des souvenirs et des maux consolidait le sentiment national, et le contraste de la restauration avec les lumières de la domination française, créa un mouvement hostile à la fois à l'oppression indigène et à la domination autrichienne. Durant un moment les patriotes avaient espéré que Murat affranchirait et, peut-être, unirait toute l'Italie[1]. Maintenant, ils commençaient à considérer la maison de Savoie comme « la seule maison royale d'Italie », et bien que le Piémont se montrât récalcitrant à être fondu dans un plus grand État, la Lombardie et la Romagne attendaient le jour

1. *Gouvernement temporel*, 97.

où ils s'épanouiraient dans un royaume de l'Italie septentrionale. Et, bien qu'ils fussent encore peu à oser espérer en une Italie unifiée, il y avait déjà parmi les penseurs de nombreux plans en vue, destinés à réorganiser la péninsule en une fédération de trois États constitutionnels, excluant ainsi le gouvernement, soit papal, soit autrichien.

CHAPITRE II

LES CARBONARI

1815-1824.

La Restauration au Piémont, en Lombardie-Vénétie, en Toscane, dans les États de l'Église, à Naples, en Sicile. Son caractère ; François de Modène. Mécontentement. — Les Carbonari. Le *Conciliatore*. — La Révolution a Naples : Naples, 1815-1820 ; la révolution éclate ; une constitution est accordée ; Murattistes et Carbonari ; la Sicile, 1815-1820 ; la révolution à Palerme ; Naples et la Sicile ; Florestano Pepe attaque Palerme ; l'Autriche et Naples ; le Parlement répudie le traité de Fl. Pepe ; le roi part pour Laybach ; l'invasion autrichienne. — La Révolution au Piémont : Les Carbonari au Piémont ; Charles-Albert ; l'armée se soulève ; Charles-Albert régent ; la révolution prend fin ; mouvements en Modène et en Romagne ; caractère de la révolution ; la faiblesse du sentiment d'Unité ; vengeance et mort de Ferdinand ; Charles-Félix.

Le Congrès de Vienne divisa l'Italie en huit États. Le Piémont et les provinces autrichiennes se partagèrent le nord ; les États de l'Église, la Toscane, et les duchés de Modène, de Parme et de Lucca occupèrent le centre ; le royaume de Naples s'étendit sur les territoires du sud et la Sicile. Parme fut donné à la princesse autrichienne Marie-Louise qui avait été l'épouse de Napoléon ; Lucca, à une autre Marie-Louise, des Bourbons d'Espagne qui régnaient à Parme avant la révolution. Tous les autres États, excepté les Républiques supprimées de Venise et de Gênes, firent retour à leurs anciens possesseurs. De même qu'en Espagne et en Allemagne, le retour des princes fut bien accueilli, non seulement par les partisans de l'ancien état de choses, mais aussi par la masse du peuple qui les considérait comme une protestation nationale contre l'absorption française. Il n'est pas jusqu'au tyran Ferdinand de Naples qui ne reçût le même chaleureux accueil que les meilleurs princes. En sécurité sur leurs trônes, ils

furent à même de détruire la Révolution. Il était impossible sans doute d'ignorer la plupart des réformes accomplies par les Français ; mais, n'importe où l'esprit du nouveau régime s'était conservé, la Restauration tenta de l'anéantir.

Victor Emmanuel, à son retour au Piémont, fut salué de chaleureuses acclamations. Il possédait les qualités de sa race ; il était bienveillant et bien intentionné. Mais il exécrait toute innovation ; toute réforme lui faisait l'effet d'une révolution ; et, comme il avait, du moins le croyait-il, « la révolution sous ses pieds », il s'employa à en détruire jusqu'aux derniers vestiges. Il menaça de ne reconnaître aucune loi faite pendant son exil, de ne conserver aucun fontionnaire ne figurant pas sur les états de l'année où les Français l'avaient chassé. Les anachronismes de l'ancien état de choses revinrent, les abus légaux, les privilèges féodaux, les Cours ecclésiastiques et monacales, la mise hors la loi des juifs et des protestants. On craignit à ce moment que les mariages civils contractés sous la loi française ne fussent pas reconnus et que les acquéreurs de biens ecclésiastiques ne fussent obligés de les restituer. Mais la Restauration ne put aller jusqu'à ces déplorables excès. Victor Emmanuel se vit obligé de compter avec la résistance passive de son peuple. Le Directoire de 1798 fut complètement abandonné ; des conseils provinciaux furent institués et il fut fait moins usage de la prérogative de transgresser la loi. Des fonctionnaires du temps des Français purent pénétrer dans le ministère, et l'arrivée aux affaires de Prospero Balbo (1817), leur administrateur le plus distingué, sembla être le présage de nouvelles réformes. Mais, bien que quelques progrès réels furent faits, les jésuites rentrèrent sans bruit et des plaintes s'élevèrent parce que le gouvernement continuait à réunir et les défauts de l'ancien état de choses et ceux de la domination française, — l'obscurantisme du premier et la police politique et la centralisation du second.

La majorité des Lombards et des Vénitiens se réjouit lorsque les Autrichiens, dès leur prise de possession, érigèrent ces provinces en royaume et instituèrent les « congrégations centrales » qui, on l'espérait, se transformeraient un jour en chambres représentatives. La nouvelle loi, suivant les promesses de Metternich, devait être « conforme au caractère et aux coutumes italiennes » et il semblait que les

droits de nationalité allaient obtenir d'être reconnus, même du gouvernement autrichien. Le désappointement des Lombards fut donc d'autant plus grand lorsqu'ils virent qu'il ne s'était agi là que de phrases creuses. La loi autrichienne fut mise en vigueur ; contrairement aux assertions de Metternich, les postes élevés de l'administration furent dévolus aux Autrichiens et aux Tyroliens ; les enrôlements furent augmentés, en dépit des promesses de 1814. L'Empereur fit savoir « qu'il ne désirait pas des hommes instruits, mais des sujets loyaux et soumis » ; et les brutalités et l'insolence de la soldatesque autrichienne montrèrent aux Italiens comment leurs nouveaux gouvernants les considéraient.

En Toscane, la réaction fut moins accentuée. En fait, aucune tentative ne fut faite pour restaurer les institutions libérales locales que Napoléon avait sacrifiées à sa centralisation. Mais, bien qu'une grande partie du code Napoléon fût rejetée, le code de Léopold, qui fut réinstitué, était à certains égards aussi avancé. Les hommes d'État toscans de la Restauration se rendaient compte de l'évolution du monde ; le grand duc, a-t-on dit, aurait été disposé à admettre un Parlement représentatif, mais sous la restriction du *Veto* de Vienne[1]. Le système de la police, exécrable en théorie, était supportable en pratique ; après de vifs débats avec Rome, les moines furent remis en possession d'une part, seulement, de leurs biens, mais, comme en Lombardie, les jésuites furent rigoureusement proscrits.

Grâce à Consalvi, Rome échappa aux excès extrêmes de la réaction. Beaucoup d'ecclésiastiques auraient salué avec joie une destruction radicale des réformes françaises, et les désirs de la haute noblesse romaine d'un gouvernement laïque furent brutalement repoussés ; Pie VII, le Pape bénévole et aimable que Napoléon avait jeté en prison, aurait pu facilement être acquis aux bigots. Mais Consalvi revint triomphant de Vienne, et ses succès au Congrès en firent le maître du gouvernement. Il espéra rendre puissant, par la centralisation et des réformes modérées, l'État qu'il avait sauvé. Il avait appris, avec les autres hommes d'État de l'Europe, tout ce qui, dans la puissance de la France, était dû à l'unité de son administration. Ce n'était pas un réactionnaire aveugle,

1. Tivaroni, *Dominio austriaco*, II, 5.

et, quoique bien loin d'être un libéral, il était sensible à l'opinion de l'Europe, et désirait voir les États du Pape bien gouvernés et leurs habitants prospères. Même la Papauté, disait-il, doit reconnaître « les nouvelles coutumes, les nouvelles opinions, les nouvelles lumières que l'économie politique a établies et répandues ». Son rêve était de créer une administration puissante, dépendant directement du Pape, et libre à la fois du contrôle des cardinaux et du contrôle du peuple. Il fit sentir aux gouverneurs qui commandaient les provinces qu'ils n'étaient plus les souverains d'autrefois. Mais, bien que Consalvi s'employât à modérer les excès de la Restauration, il ne put, bien qu'il dût le désirer vivement, empêcher le retour des anciens abus, des privilèges féodaux, de l'administration surannée et des lois compliquées et vagues. Les territoires ecclésiastiques furent réinstitués et leurs acquéreurs mal indemnisés ; les jésuites furent solennellement reconnus. Et, quand le grand cardinal essaya de réformer la loi et d'encourager l'instruction, il se heurta à l'opposition grandissante ; il avait l'appui des nobles et de la bourgeoisie éclairée, mais il avait contre lui les prêtres et le peuple et les timides scrupules de Pie VII. Il se découragea des réformes, et occupa ses dernières années à l'embellissement de Rome.

A Naples, Ferdinand, obligé de surenchérir sur Murat, avait préparé une proclamation promettant une nouvelle constitution[1] (1er mai 1815), qu'il s'empressa de supprimer lorsqu'il apprit la chute rapide de son rival. Le gouvernement garda la haute main sur les émigrés et le clergé, qui revenaient, impatients de revanche. Mais, bien que les acquéreurs de biens ecclésiastiques eussent été reconnus, les émigrés rentrèrent en possession de leurs propriétés, et l'amnistie promise ne fut observée que d'une façon très limitée. La Sicile, où le roi exilé avait trouvé abri, en fut récompensée par une ingratitude toute bourbonnienne. L'ancienne Constitution avait été conservée intacte jusqu'en 1812, mais, à ce moment, une tentative du roi de lever des impôts sans le consentement du Parlement provoqua une querelle entre la couronne et les barons ; et, sous l'influence de Lord

1. Sansone, *Rivoluzione*, 274 ; Colletta, *Storia*, II, 410 ; Gualterio, *Rivolgimenti*, II, 169 ; Pepe, *Narrative*, 86.

William Bentinck qui commandait la garnison anglaise, le parti populaire élabora une Constitution qui était en quelque sorte une copie de la Constitution anglaise. Les libertés auxquelles le roi avait prêté serment tandis que l'Angleterre leur donnait sa garantie morale, semblaient devoir être maintenues, malgré la réaction triomphante. Mais la cour de Naples eut peur de la contagion devant un gouvernement parlementaire installé à ses portes ; et Ferdinand, par son traité avec l'Autriche[1], s'était implicitement engagé à abolir la Constitution. Le gouvernement anglais, après quelque hésitation[2], fut poussé à abandonner les Siciliens, et A. Court, l'ambassadeur anglais à Naples, se laissa aller à détruire l'œuvre de Bentinck, parjurant ainsi son pays aux yeux des Siciliens. L'ancienne autonomie de la Sicile fut détruite par un Acte d'Union (décembre 1816) qui incorpora l'île à Naples, et abolit l'armée et l'étendard siciliens. Bien qu'elle conservât quelques privilèges illusoires, la Sicile avait perdu son indépendance ; on se rendit compte qu'elle avait perdu également sa Constitution, et que, bien que le Parlement fût théoriquement reconnu, il ne lui serait plus, désormais, fait jamais appel. Ferdinand et Castlereagh, au mépris de tout droit légal et de la parole donnée, avaient réduit cet antique et fier Etat au rang d'un fief de Naples[3].

Si réactionnaire que fut la Restauration, elle ne fut cependant pas cruelle. Les nobles et le clergé, durant un certain temps, rêvèrent de proscriptions, mais, à l'exception de Ferdinand, les princes qui revinrent étaient des hommes honnêtes et de desseins élevés. Bien qu'incapables de comprendre l'esprit de ces temps nouveaux, ils avaient à cœur le bonheur du peuple, et leur gouvernement, entre 1814 et 1820, fut de plus en plus bienveillant. Mais, pour les hommes de la Restauration, la loi française restait la ruine des sauvegardes morales sur lesquelles était basée la société. Elle avait, pensaient-ils, et non sans raison, affaibli la religion et l'idée de famille. Ils insistèrent pour le rétablissement de l'autorité

1. Traité auquel il a été fait allusion plus haut, p. 11.

2. Metternich, *Mémoires*, III, 80 ; Castlereagh, *op. cit.*, III, 287-289.

3. *British and Foreign State papers*, 1816-17, 552-564 ; débats parlementaires, Chambre des Communes, 21 juin 1821 ; *De la Sicile*, *Sicily and England* ; Palmieri, *Saggio* ; Fyffe, *Modern Europe*, II, 88 *n*. Les Siciliens appelaient Bentinck « Guillaume le Bon » et A. Court « Guillaume le Mauvais ».

paternelle, ainsi que pour l'abrogation du mariage civil et de la loi du divorce de Napoléon. L'enseignement fut remis aux mains du clergé, des mesures furent prises en vue de l'instruction obligatoire dans la religion catholique ; les Universités furent mises en suspicion et surveillées par la police. Ils trouvèrent leur meilleur appui dans le duc François de Modène. Ce prince qui a été dépeint, à juste titre peut-être, comme le plus odieux tyran de l'Italie moderne, était dans sa vie privée, un homme doux, courtois, bienveillant, un père et un époux dévoué, un gouverneur actif et capable. Il s'intéressait réellement à son peuple. Il désirait voir la justice prompte, les impôts légers et réguliers ; il aida de prêts faciles les paysans besoigneux de son Etat ; en temps de famine, sa générosité était royale. Il tenta d'élever le niveau de la moralité publique par une loi sur les bâtards et la réhabilitation des déchus. Mais sa compétence ne dépassait pas ces rudiments de moralité et de bien-être matériel. Il redoutait les conséquences politiques de l'instruction, tout en étant un généreux protecteur des arts et de tout ce qui ne touchait pas à la politique. Le professeur qui enseignait à ses élèves les doctrines libérales était pour lui le plus grand des pécheurs. Il considérait comme l'un des devoirs sacrés qu'un prince devait faire observer, quoi qu'il pût en coûter à lui-même et à ses sujets, le devoir de sauver la société du Libéralisme et de ses doctrines dissolvantes. Pour ces raisons, il donna son appui aux nobles et aux prêtres, restaura les monastères abolis, répandit les distinctions à pleines mains, car, disait-il, « les riches propriétaires sont toujours reconnaissants envers celui qui leur donne des titres ». Et plus encore que sur l'appui des barons et l'enseignement des prêtres, il se reposait sur « l'épée » de la magistrature. Dans ces temps « d'épidémie de dénigrement et d'insubordination, qui conduisent à la perte du salut éternel et de la tranquillité ici-bas », il était « d'une fausse philanthropie », pensait-il, de punir légèrement. — « Les libéraux », disait-il, « sont des pécheurs, prions pour qu'ils se repentent, mais punissons les impénitents[1] ».

1. Galvani, *Francesco IV*, III, 126-140, 194 ; Bianchi, *Ducati*, I, 74, 75 ; Cantù, *Cronistoria*, II, 140-142. Je suis d'avis de discréditer la légende de ses spéculations commerciales ; voir à ce sujet Tivaroni, *op. cit.*, I, 611, 624.

Mais, si mesurée que fût la réaction, elle devait venir en conflit avec tous les progressistes de la nation. La haute bourgeoisie, qui avait appris à connaître sa puissance sous la domination française, vit son commerce paralysé par les droits de douane établis d'État à État, et par les principes surannés d'après lesquels avaient été établies les lois ; elle avait vu avec amertume le retour des privilèges, des lois arbitraires, de la domination cléricale et de la stagnation intellectuelle. Les armées, pénétrées du sentiment démocratique qui, même aux jours les plus néfastes, fit toujours partie du système de Napoléon, s'irritèrent de la perte des libertés sociales, des promotions d'officiers émigrés, et de la domination des Autrichiens qu'elles avaient si souvent battus. Les théories de liberté constitutionnelle se propagèrent sur ce terrain. Les agents de la Russie, durant la brève explosion de libéralisme dont fit montre Alexandre, les encouragèrent vigoureusement. Des voyageurs anglais apportèrent avec eux l'atmosphère d'une vie plus libre ; les actes des Parlements anglais et français et les mouvements de l' « Hetairia » grecque furent suivis attentivement. Une vie intellectuelle plus ardente s'éveillait dans le nord et dans le centre, et toute la jeune génération lisait Alfieri et Foscolo ainsi que des traductions venant d'Allemagne et d'Angleterre. Partout, et autant que le toléraient la police et la censure, les hommes rêvaient et discutaient de leurs espoirs, en grande partie indéfinis, de régénération nationale. Les libéraux désappointés, les fonctionnaires qui avaient perdu leurs emplois, les officiers cassés, ainsi que les soldats de la Grande Armée, tous attendaient avec impatience la venue des jours plus libres dont Napoléon avait annoncé l'aurore. Pour la première fois depuis les Guelfes, quelque chose comme un parti national se créa sous les auspices des Carbonari.

Ceux-ci constituaient en quelque sorte une branche de la franc-maçonnerie italienne, avec des règles et un rituel similaires [1], mais avec un but politique plus précis. Les francs-maçons avaient longtemps été nombreux et influents dans le sud de l'Italie, et la nouvelle Société fut fondée par des proscrits républicains, cherchant dans les Abruzzes et en Calabre à échapper aux lois de Joseph Bonaparte. Ils furent

1. Saint-Edme, *Carbonari*, 7-8.

rejoints par d'autres dont le seul point de sympathie avec eux était une haine commune de la domination française, de sorte qu'il fut impossible tout d'abord de dire s'ils devaient être considérés comme républicains ou comme royalistes. Mais, comme ils leur servirent fréquemment d'alliés contre les Français, Ferdinand et Bentinck les encouragèrent. Murat, au cours des dernières années de son règne, voulut les gagner, mais en vain, et leur opposition précipita sa chute. Après sa restauration, Ferdinand persécuta, naturellement, les hommes qui l'avaient aidé à reprendre son trône, et son ministre Canosa patrona les *Calderari*, société rivale qui terrorisait les Libéraux, jusqu'à ce que l'Autriche, désireuse de conserver un gouvernement tolérable, fit révoquer Canosa par Ferdinand, et dissoudre cette société. Persécutés ou protégés, les Carbonari se propagèrent par toute l'Italie méridionale. Leurs doctrines démocratiques et communistes, leur phraséologie chrétienne firent des convertis dans différents partis ; leur pouvoir mystérieux attirait ceux qui recherchaient l'autorité dans un État où le gouvernement officiel ne commandait pas le respect ; leur symbolisme étrange séduisait le peuple, peu éclairé, et qui, traditionnellement, était porté vers l'isotérisme et le mystérieux. Ils partaient d'un idéal élevé ; leurs chefs voulaient régénérer la société, répandre les doctrines d'un socialisme mal défini, procédant à la fois du mysticisme chrétien et de la philosophie du XVIIIe siècle. Leurs prophéties énigmatiques étaient inspirées par le mysticisme chrétien : « Le Christ », disaient-ils, « a été la première victime des tyrans » ; et un crucifix trônait dans toutes les loges des Carbonari[1]. Ils étaient même dévoués aux ordres religieux et au Pape, et, à un moment donné, rêvèrent d'une église catholique réformée dont il aurait la direction. Leurs règles respiraient la moralité la plus austère ; de sévères pénalités étaient édictées contre les membres de conduite immorale ou malhonnête, et les personnes de mauvaise réputation furent strictement exclues des loges jusqu'au jour où l'énorme quantité de demandes d'admission eut pour effet de relâcher la rigidité du scrutin.

1 Frost, *Secret Societies*, I, 214, 222 ; Cantù, *op. cit.*, II, 130 ; Leopardi, *Narrazioni*, 10 ; Saint-Edme, *op. cit.*, 15, 97 ; Crétineau-Joly, l'*Église romaine* ; bien que les documents de ces derniers soient d'une authenticité douteuse.

Il est plus difficile de dire quelle était leur foi politique. Elle n'était connue que des initiés de haut grade, et les membres ordinaires se contentaient de formules vagues de liberté et de résistance aux tyrans[1]. Les doctrines les mieux définies des hauts dignitaires semblent avoir été un mélange bizarre de l'impérialisme romain et du semi-socialisme démocratique de l'école de Rousseau. Parfois, ils aspiraient à un gouvernement fédéral sous la présidence du Pape ; d'autres fois à une Italie unifiée ayant Rome pour capitale[2] ; mais les constitutions fantastiques qu'ils aimaient à élaborer réunissaient des théories républicaines et de monarchie démocratique, bien que l'idée de l'Italie indépendante y figurât toujours. Un grand nombre d'entre eux étaient plus ou moins républicains ; mais l'organisation décousue de la société, dont les seuls liens étaient personnels ou hiérarchiques, empêcha toute unité réelle de principes. Les écheveaux de cette organisation compliquée étaient tenus par une Loge suprême dont le siège était à Rome ; ils avaient toute une administration judiciaire avec Cours et Jurys et des peines d'interdit, ou, rarement, de mort ; et leurs lois indépendantes et leurs sentences étaient acceptées par le peuple, comme plus dignes de confiance que celles d'un gouvernement où régnait la cruauté en même temps que la trahison.

De Naples, ils s'étendirent vers le Nord. Les Carbonari, les chevaliers Guelfes, les « Adelfi » du Piémont et de Parme, les Fédérés lombards, formaient des sections à peine distinctes de la grande conspiration qui prépara la révolution de 1820-1821. Les premiers symptômes publics du nouvel état des esprits apparurent en Lombardie, où ils prirent une forme sociale et littéraire. En même temps que venait la désillusion au sujet du gouvernement « paternel » de l'Empereur, le mécontentement grandissait parmi les provinces soumises à l'Autriche. Mais les instincts politiques trop faibles des Lombards ne leur permettaient guère autre chose qu'un mécontentement passif. Le parti de l'action se limitait aux nobles et aux bourgeois, spécialement de Milan et de

1. Le serment concernant les hauts dignitaires, et par lequel ils s'engageaient à exterminer les rois, n'était qu'une simple formalité ; Pepe, *Mémoires*, II, 277.

2. Saint-Edme, *op. cit.*, 38-40, 112-157 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 560-562 ; *Carte segrete*, I, 143 ; Cantù, *op. cit.*, II, 125 ; Heckethorne, *Secret Societies*, 108 ; *Del governo austriaco*, 117.

Brescia. Leur chef était Confalonieri ; mais ses attaches aristocratiques qui cadraient mal avec le sentiment plus populaire de l'armée de Napoléon, son scepticisme voltairien qui n'avait rien de commun avec le nouveau libéralisme religieux, son désir de stabilité et sa délicatesse faisaient de lui un mauvais chef pour un parti réformiste. Lui et ses partisans furent les introducteurs des bateaux à vapeur, des machines à tisser, du gaz ; ils rendirent populaires les méthodes d'éducation de Lancaster. Dans les salons de Milan, ils se rencontrèrent avec les Libéraux de France et d'Angleterre — Madame de Staël, Byron, Hobhouse, Brougham. La littérature romantique commençait à pénétrer en Italie ; et le nouveau parti fonda la revue *Conciliatore*, sous la direction de Silvio Pellico, le poète aimable et irrésolu, afin d'affranchir leurs concitoyens du pédantisme et des erreurs de l'école classique. Pour commencer, le gouvernement se contenta de lancer un périodique, soudoyant des écrivains de la vieille école pour décrier le patriotisme des penseurs dont les inspirations provenaient de l'Allemagne et de l'Angleterre. Mais les Autrichiens se rendirent bientôt compte des dangers de ce mouvement ; le nouveau périodique « fondu au feu du charbon des *Carbonari* », attaqué et harcelé jusqu'à ce qu'il n'existât plus que de nom, disparut après une année d'existence (octobre 1819) ; et le parti se précipita dans la conspiration, tandis que mûrissaient les projets révolutionnaires des Carbonari.

C'est dans le sud que ces projets mûrirent le plus tôt. Après le premier souffle de la Restauration, la domination de Ferdinand avait été plus corrompue que tyrannique. Les lois furent faites sur le modèle du code français ; il y avait peu de différence entre l'esprit et la lettre ; des conseils provinciaux et cantonaux formaient comme un squelette d'administration locale, estimable en théorie. Mais personne n'avait confiance dans le gouvernement ; Ferdinand avait trop souvent manqué à sa parole, et la terreur royaliste de 1799 ne pouvait être oubliée. Les paysans gémissaient sous la tyrannie des seigneurs, la dure loi des domaines et le rétablissement de la conscription. L'orgueil national était blessé par la présence, jusqu'en 1817, d'une armée d'occupation autrichienne et par

l'humiliation de voir, l'année suivante, le roi, anxieux de sauver son âme, résilier l'indépendance traditionnelle de Rome. Le gouvernement était gâté et embarrassé ; les nouveaux corps locaux étaient maintenus en étroites lisières ; la justice ne servait que les intérêts des riches. Une grande misère ajouta au mécontentement. Les industries du coton et de l'alcool baissèrent dès que la paix ouvrit les ports de l'Europe ; le commerce des céréales et de l'huile se trouva paralysé par suite de l'intervention du gouvernement. Des famines et des épidémies terribles, considérées par la populace comme un châtiment divin pour la mort de Murat, laissèrent derrière elles une traînée de malédictions.

Une pareille domination, faible, indigne, corrompue, ouvrait largement les portes à la conspiration. Les Carbonari étaient en train de devenir les véritables maîtres du pays. Les mécontents de toute classe se joignirent à eux, — petits propriétaires accablés de surtaxes, fonctionnaires subalternes, quémandeurs d'emplois non satisfaits, et une grande partie du bas clergé. L'armée, indisciplinée et blessée par la réduction de ses privilèges et la partialité témoignée aux émigrés, leur était affiliée en grand nombre ; les magistrats s'y joignirent par force. Dès lors, plus de scrutin sévère à l'égard des nouveaux venus ; toutes les classes et toutes les catégories furent admises, et, au prix de sacrifices sur le niveau moral de la société, elle put compter ses membres par dizaines de mille. La milice provinciale, qui comptait plus de cinquante mille hommes, tomba entre ses mains. La milice avait été organisée en vue de protéger le pays contre les brigands, par Guglielmo Pepe, un jeune officier calabrais ; Carbonaro lui-même, il se prépara à la mettre au service de vues politiques, et un complot pour s'emparer du roi avec l'empereur d'Autriche et Metternich ne manqua que par hasard[1]. Pepe s'employait à mettre à point la conspiration, quand il fut prévenu par une révolte militaire.

La révolution non sanglante d'Espagne incita deux jeunes officiers de cavalerie, Morelli et Salvati, à imiter ce modèle de démocratie militaire. Désertant avec un régiment de cavalerie de leur dépôt à Nola, ils marchèrent sur Avellino,

1. Pepe, *Mémoires*, II, 182-183.

demandant un roi et une constitution (2 juillet 1820[1]). Tout personnel qu'était ce mouvement, son succès montra combien le pays était mûr pour la révolte. En quarante-huit heures, la révolution s'était étendue jusqu'en Capitanata et Basilicata; le lendemain, elle atteignait d'un côté la Terra di Lavoro et de l'autre l'Apulie, et plusieurs régiments avaient passé avec Pepe dans les rangs insurgés. Il y avait à ce moment au moins 12.000 « constitutionnalistes » armés à Avellino, et Pepe se préparait à prendre l'offensive, quand, dans la nuit du 5 juillet, le roi, « volontairement », accorda une constitution, mais, sans en définir les termes. Doutant de la sincérité du roi, les Carbonari demandèrent la constitution espagnole de 1812[2], dans laquelle un Parlement, composé d'une seule chambre, contrôlait en détail le pouvoir exécutif. C'était un chef-d'œuvre de « doctrinarisme », compliqué et impraticable; la plupart d'entre eux n'en savaient qu'une chose, c'est qu'il était ultra-démocratique; mais il réunit les acclamations du peuple, et le fils aîné du roi, François, qui avait été nommé régent, fut emporté par le courant et proclama son adoption. L'armée et le peuple la saluèrent avec un enthousiasme ignorant; le régent jura de la défendre au prix de son sang; le roi se déclara heureux d'avoir vécu assez pour l'accorder et jura sur les Évangiles de lui être fidèle.

Les ministres furent révoqués et leurs places prises par des hommes d'État du temps de Murat. En comparaison des Bourbons, ils étaient, dans un sens, libéraux ; mais ils avaient été élevés à une école où le sentiment populaire tenait peu de place, et ils considérèrent avec méfiance les Carbonari dont les sentiments étaient plus démocratiques que les leurs. Seul parmi eux, Pepe représentait le parti qui avait fait la révolution; il était inévitable qu'ils arriveraient en conflit avec l'organisation des Carbonari ; non pas qu'il y eût, comme ils se l'imaginaient, un danger réel de désordres; avoir des craintes au sujet des lois agraires ou d'attaques contre l'Église était absurde, étant donné que la puissance des Carbonari s'étendait sur les propriétaires terriens, et que la constitution espagnole ne tolérait d'autre religion que le catholicisme. Mais ils n'en constituaient pas moins un État

1. La révolution napolitaine inspira à Shelley ses Odes à Naples et à la Liberté.
2. Texte dans La Farina, *Storia*, V, 169.

dans l'État; ils avaient un contrôle sur la milice et les corps locaux, et les tribunaux n'osaient poursuivre un de leurs membres. Pepe lui-même eut un instant l'idée de les dissoudre violemment[1].

La situation déjà difficile se compliqua d'une révolution en Sicile. Les Siciliens étaient exaspérés de la perte de leur indépendance, de l'ingratitude du roi, de leur odieux asservissement à l'Autriche. L'ancien gouvernement local avait été aboli, et les obstacles que le nouveau système mettait à la tyrannie seigneuriale étaient chèrement payés par l'asservissement à une administration corrompue. Le départ de la garnison anglaise, à la conclusion de la paix, avait été suivi d'une raréfaction de l'argent et d'un abaissement des prix, en échange desquels le paysan ne put obtenir une réduction correspondante d'impôt. La misère, due principalement aux circonstances économiques, fut mise au compte de la perte de l'indépendance. La haine de la domination de Naples était si forte, qu'elle cacha les divisions profondes qui, dans la majeure partie de l'île, séparaient les bourgeois de la populace. Pour les nobles, l'indépendance signifiait la restauration de la féodalité, l'immunité devant les lois, la possibilité de monopoliser le sol, et de dominer les vassaux. Pour les masses des cités, ce mot contenait des espoirs de pillage, ou, mieux, de « décrets agraires ». Seuls, les quelques héritiers des Libéraux de 1812 virent dans le retour d'un gouvernement parlementaire un pas vers le progrès et vers les réformes.

La nouvelle de la Révolution de Naples fut connue à Palerme le jour de la fête de sa patronne, sainte Rosalie, le grand jour de fête de la ville (14 juillet). La constitution espagnole fut saluée avec enthousiasme, et il sembla que, pour l'instant, Siciliens et Napolitains allaient oublier leurs rancunes, dans le triomphe libéral commun. Mais les nobles s'en inquiétèrent, car la constitution espagnole ne pouvait être que fatale à leur puissance; certains Libéraux, même, s'unirent à eux pour demander la séparation ou l'autonomie; et la réclamation de l'indépendance et de la constitution sicilienne de 1812 effacèrent les premières marques de réconciliation[2].

1. Carrascosa, *Mémoires*, 135.
2. Sansone, *Rivoluzione*, 28 et suiv.; Famin, *Révolution*, 21; Colletta, *Storia*, II, 378; Palmieri, *Saggio*, 323; Afan di Riviera, *Sicilia*, 24.

La foule fit diversion en mettant à sac la demeure de l'exécré général Church, et en démolissant les bureaux des percepteurs. Mais elle ne fut, en général, qu'un outil aveugle entre les mains des nobles, et c'est pour servir leurs desseins que les nobles persuadèrent le vice-roi de lui permettre de s'armer elle-même dans les magasins du gouvernement. Tout d'abord, les troupes avaient été sur le point de fraterniser, mais la tournure des événements inquiéta les généraux, et, le 17, les soldats, ayant attaqué la populace, furent ignominieusement battus. Mais les nobles avaient obtenu un outil à deux tranchants. Les prisons furent ouvertes et les condamnés mis en liberté vinrent grossir les rangs de la foule, plus prête que jamais à tous les méfaits. Deux des grands pairs furent assassinés férocement; le pillage et le meurtre terrorisèrent la cité, et une alliance des nobles avec les « consuls » des ouvriers d'arts tenta vainement d'enrayer le désordre. L'ordre ne fut rétabli que lorsqu'ils eurent pris à leur solde et enrégimenté dans leurs escadrons les condamnés et les oisifs.

Les excès compromirent, dès les premiers jours, le succès de l'insurrection. Le pouvoir était passé aux mains d'une coalition féodalo-anarchiste. Les Libéraux craignirent que la Sicile indépendante ne fît le jeu des puissances étrangères ou que son Parlement ne fût sous le contrôle des barons; et bien que, si l'union subsistait, les députés siciliens ne pouvaient être à Naples qu'une minorité, ils espérèrent obtenir d'un gouvernement libre les réformes qu'un roi leur avait refusées. Messine et la plus grande partie de l'est de l'île restaient fidèles à Naples. Au centre et à l'ouest, les fonctionnaires et la bourgeoisie suivaient les Libéraux de la capitale, et l'île était ravagée par des luttes sauvages entre les partisans de la constitution espagnole et les masses dont la haine des seigneurs et leur sympathie pour le peuple de Palerme faisaient d'ardents défenseurs de la constitution de 1812. Les habitants de Palerme envoyèrent les « squadre » de la capitale au secours de leurs amis. Les « squadre », que l'on voit figurer dans chaque crise de l'histoire de la Sicile, étaient des bandes irrégulières, parfois de paysans armés et équipés par leurs seigneurs, d'autres fois de prolétaires plus ou moins tarés de la ville, capables par moments d'actes d'héroïsme, mais faciles à démoraliser; en somme, de peu de valeur militaire, et souvent un effroi pour la population

qu'ils étaient chargés de défendre. Ils mirent à feu et à sang les cantons qui refusèrent fidélité à la capitale; Caltasinetta fut pillée puis incendiée, et l'opposition s'affaissa dans les deux tiers de l'île. Mais des deux côtés régnait une certaine intimidation, et il est impossible de ne pas signaler que, parmi les grandes agglomérations de Siciliens de l'ouest et du centre, le seul motif déterminant fût leur désir passionné d'indépendance[1].

Ces nouvelles provoquèrent à Naples du trouble et de l'indignation; des racontars amplifiant les atrocités commises exaspérèrent le peuple, les Libéraux considérèrent le mouvement comme féodal et réactionnaire, et le refus d'accepter la constitution espagnole leur sembla n'être que l'œuvre d'une faction. La Calabre exceptée, tous furent unanimes à demander de sévères représailles. Mais le gouvernement hésitait. Le roi, dans l'intention, peut-être, de semer la discorde, avait promis aux Siciliens la constitution de 1812[2] et lui et le régent leurrèrent les barons de l'espoir de l'autonomie. A la fin du mois d'août (31 août), le régent, avec le consentement des ministres, leur fit l'offre d'un Parlement distinct pourvu que l'île fût unanime à le désirer; mais, en même temps, Florestano Pepe, le frère du ministre, était envoyé avec 7 000 hommes pour effrayer les « autonomistes » et permettre ainsi au gouvernement d'éluder ses promesses[3]. S'étant avancé avec ses troupes sur Palerme, Pepe trouva la « Junta » prête à transiger. La bourgeoisie, dans son épouvante de l'anarchie, était disposée à accepter n'importe quelle solution. Elle avait organisé une « garde nationale » qui avait des escarmouches quotidiennes avec les bandes insurgées et commençait à prendre la haute main sur la capitale. La « Junta » accepta les propositions de Pepe au sujet de l'amnistie et s'en référa à la décision à prendre, relativement à l'union ou à l'autonomie, à une assemblée des représentants de l'île (22 septembre). Mais la populace, craignant pour sa propre sûreté (car les délits et crimes de droit commun avaient été spécialement exclus de l'amnistie), et poussée par sa passion sauvage de patriotisme, se retourna

1. Sansone, *op. cit.*, 76-77, 84-89, 101; Famin, *op. cit.*, 86, 132-133; Pepe, *Mémoires*, II, 334; Palmieri, *op. cit.*, 365 et suiv.
2. Sansone, *op. cit.*, 23, 58, 59.
3. *Ib.*, 112-114, 306; Pantaleone e Lumia, *Mémoires*, 216-218.

contre la « Junta » comme complice de Pepe, et attaqua la « garde nationale ». De nouveau les partisans, supérieurs en nombre et en courage, furent facilement victorieux; de nouveau les prisons furent ouvertes et les palais mis à sac, tandis que Pepe les attaquait par terre et par mer. Dix jours durant, ils luttèrent avec une énergie désespérée, et de degré en degré le repoussèrent jusqu'à ce qu'enfin sa position devînt critique. Mais la réaction grandissait à Palerme. Tout le monde, sauf la populace, était las de l'anarchie, des scènes de pillage et de sauvagerie; les « squadre » avaient éprouvé des pertes considérables pendant leurs dix jours de lutte, et chaque jour le nombre s'augmentait de ceux qui étaient fatigués de combattre. Le 5 octobre, un des nobles décida ce peuple invaincu à se rendre. Les conditions offertes et acceptées n'étaient que la reproduction des propositions antérieures de Pepe, sauf qu'elles stipulaient qu'en tout cas la Sicile resterait à la couronne de Naples et qu'elle recevrait la constitution espagnole[1].

La Sicile était donc conquise; mais un danger plus formidable poignait à l'horizon. La révolution avait troublé, comme un coup de tonnerre, la tranquillité de Metternich; c'était son orgueil d'avoir édifié un système à l'abri de tout désordre révolutionnaire, et le soulèvement napolitain « dépassait toutes ses prévisions ». Déjà, de Vienne, des menaces étaient proférées, et il devenait plus que probable que l'Autriche tenterait d'étrangler la constitution nouveau-née. Mais les Napolitains étaient trop à la joie de leur délivrance pour penser au danger. Ils payèrent leurs taxes avant l'échéance, et les plus enflammés s'enrôlèrent dans la milice. Le Parlement se réunit le 1er octobre, et de nouveau le roi promit de respecter la constitution. Il y avait eu pression, même intimidation, lors des élections; mais la majorité des députés étaient des hommes modérés, pris presque exclusivement dans la bourgeosie et dans les carrières libérales; c'étaient des « amateurs » bien intentionnés, dont les cerveaux abondaient en projets de réformes, mais dépourvus d'expérience, et préférant la rhétorique à la législation. Malgré les apparences de paix et d'harmonie, l'avenir était gros de difficultés. Rien n'avait été fait pour préparer le pays contre une inva-

1. Famin, *op. cit.*, 141-187; Colletta, *op. cit.*, 395, 396.

sion. Les Carbonari semblaient résolus à intimider ou à remplacer le Parlement. Le parti réactionnaire se remettait de son premier saisissement, et, d'autre part, on ne pouvait ajouter foi à la parole d'un Bourbon. Il n'y avait que trop de raisons de penser que la trahison minait le palais et que les ministres faibles se faisaient ses instruments.

L'ouverture du Parlement fut marquée par une fatale bévue. Le traité de Florestano Pepe, qui réglait les conditions de la paix avec la Sicile, mentionnait que les Siciliens avaient offert 10 000 hommes pour la défense commune. Aveuglée par sa prévention à l'égard des Siciliens, la Chambre répudia le traité (15 octobre), et les ministres ne se trouvèrent que trop heureux d'échapper ainsi à leurs engagements. C'était là un acte à la fois peu honorable et sot, contre lequel Pepe protesta en vain. Le général Colletta fut envoyé pour le remplacer et la sévère discipline du gouverneur produisit un semblant d'ordre. Mais les Siciliens ne faisaient que se contenir. Excepté dans les provinces de l'est, les députés au Parlement de Naples n'avaient été élus que par pression ou par des votes officiels. Les carbonari siciliens employèrent l'hiver à fomenter une conspiration générale, et les Napolitains, non seulement perdirent le contingent sicilien, mais durent en outre immobiliser 6 000 de leurs meilleurs hommes de troupe pour tenir l'île en respect.

Le Parlement se mit alors à attaquer le ministère. Les hommes qui le composaient n'avaient ni l'envergure, ni les capacités qu'exigeaient les circonstances. Ils avaient peur des forces populaires ; ils sentaient combien ils étaient étrangers à tout mouvement démocratique ; ils connaissaient la puissance de l'Autriche ; et leur politique, autant qu'ils en avaient une, consista à temporiser, à éviter la révolution, à satisfaire le roi et Metternich, et, de cette façon, si la chance leur était favorable, à sauver le pays d'une invasion. Mais ils furent les dupes du roi. Ferdinand savait que l'Autriche ne sanctionnerait jamais la constitution, et lorsque les souverains alliés l'invitèrent à venir à Troppau où devait avoir lieu la réunion ajournée de Laybach, il demanda au Parlement l'autorisation de s'y rendre (6 décembre) avec l'intention d'employer la force pour le dissoudre, s'il refusait[1]. Deux politiques se

1. La Cecilia, *Mémoires*, 26 ; Carrascosa, *Mémoires*, 237.

présentaient devant les députés. Ils pouvaient, avec de grandes chances de succès, demander l'appui de la France et apaiser les Alliés en consentant à la création d'une Chambre des Pairs et à une grande augmentation de la puissance de la couronne [1]. Ou bien, en déposant Ferdinand au profit de son fils, et en jetant le gant à l'Autriche, ils pouvaient soulever le pays, faire une courageuse défense, et porter la révolution au delà des frontières du Pape. Ils ne suivirent ni l'une ni l'autre. Seul Guglielmo Pepe s'était prononcé, et en faveur de la seconde alternative. Les Carbonari doctrinaires ne voulurent pas consentir à ce qu'il fût modifié un iota de la constitution; mais, désireux de ne fournir aucun prétexte à l'invasion et espérant peut-être pouvoir se débarrasser ainsi du roi, ils résolurent de lui accorder l'autorisation demandée.

De Laybach, le roi, aimablement, écrivit pour avoir des nouvelles de ses lévriers. Puis, jetant le masque, il avertit les députés que les Alliés étaient décidés à abolir la constitution et, brièvement, leur annonça qu'il adhérait à ce projet. Malgré la méfiance des Puissances, Metternich obtint d'elles l'envoi d'une armée autrichienne pour le remettre en possession du pouvoir absolu [2]. Rien ne fut épargné à ce moment pour organiser une courageuse défense. Mais il n'y avait que peu de chances de succès. Le gouvernement pouvait mettre en ligne 40 000 réguliers et au moins autant de miliciens. Dans le cas où l'armée serait repoussée jusqu'à la côte, le Parlement pouvait se retirer en Calabre et organiser dans les Apennins une défense qui harasserait l'envahisseur. Le Piémont, bien que les Napolitains n'en sussent rien, était à la veille de se soulever; la révolution fermentait en Romagne et dans les Marches, et une résistance prolongée aurait pu provoquer ici et là un mouvement, coupant aux Autrichiens leurs communications. Le peuple voulait la guerre [3], il ne lui manquait plus qu'une vigoureuse impulsion. Mais elle ne se produisit pas; le Régent jouait un jeu à double face; l'incurable optimisme du gouvernement faisait la partie belle aux réaction-

1. Palma, *Nápoli*, 237, 238; le comte D..., *Précis*, 41; Carrascosa, *op. cit.*, 230, 231; Bianchi, *Diplomazia*, II, 37; Wellington, *Supp. Despatches*, N. S., I, 401.

2. Castlereagh, *op. cit.*, IV, 312-317; 350, 372.

3. Pepe, *Narrative*, 31, 33, 38. *Id.*, *Mémoires*, III, 108, 128, 135; *Voce del Popolo*, 119; Colletta, *op. cit.*, II, 434.

naires ; le Parlement s'entêtait à croire que, sa cause étant « innocente », personne ne l'attaquerait. L'armée n'avait pas foi en ses officiers ; il n'y avait aucun plan de défense d'établi, et ce ne fut qu'au tout dernier moment que la milice fut appelée.

Les Autrichiens franchirent le Pô à la fin de janvier et marchèrent lentement vers le sud. Les Napolitains, qui comptaient 40 à 50000 hommes, dont moitié de miliciens, avaient divisé leurs forces en deux parties ; la première, sous le commandement de Carrascosa, défendait la ligne du Garigliano ; la seconde, sous le commandement de Pepe, occupait les passes des Abruzzes. Il aurait peut-être été d'une sage stratégie de rester sur la défensive. Mais Carrascosa et Colletta, qui était alors ministre de la guerre, étaient disposés à traiter avec l'ennemi[1] ; et il est fort possible que c'est pour l'avoir appris que Pepe, qui avait devant lui toute l'armée autrichienne, franchit la frontière, et l'attaqua à Rieti (7 mars). La milice, étant donné les hommes peu exercés dont elle se composait, combattit très bien, et se replia en bon ordre après un combat de sept heures. Mais la défaite lui fit perdre confiance ; des proclamations du roi, menaçant de mort et de confiscation tous ceux qui résisteraient, effrayèrent la population, et l'armée se débanda au milieu des montagnes. A Naples, les gardes se déclarèrent pour le roi, et le Parlement, abandonnant la partie, fit appel à sa clémence. Les Autrichiens entrèrent ainsi à Naples sans coup férir (23 mars).

Trois jours après la défaite de Pepe à Rieti, la révolution éclatait en Piémont. Toutes les forces des conservateurs piémontais s'étaient réunies pour annihiler les efforts de Prospero Balbo vers la réforme, et le mécontentement devint d'autant plus aigu que l'espoir avait été plus grand. Le constitutionnalisme devint à la mode parmi la jeune noblesse, et l'armée tomba sous la direction d'hommes qui avaient combattu à Austerlitz, pour lesquels l'Autriche était toujours l'ennemie, et qui pensaient que le Piémont devait « choisir entre sa domination et la couronne italienne ». Les Carbonari associèrent tous les mécontentements. Mais, quoiqu'il en fût autre part, au Piémont le carbonarisme n'était pas républicain.

1. Carrascosa, *op. cit.*, 330 331 ; Colletta, *op. cit.*, II, 435 ; Pepe, *Mémoires*, III, 143-144.

L'animosité de Victor-Emmanuel à l'égard des « sangsues blanches » de l'Autriche couvait toujours et De Maistre intriguait à Saint-Pétersbourg pour un royaume de l'Italie septentrionale sous le protectorat de la Russie[1]. Les Carbonari ne bâtissaient pas entièrement sur le sable en pensant au roi pour se mettre à leur tête, et réunir autour de son drapeau les nationalistes de toute l'Italie[2]. Mais, avant que vînt la guerre de l'indépendance, les conspirateurs désiraient assurer chez eux leurs réformes, et la majorité décida de réclamer la constitution espagnole. Même dans cet ordre d'idées, ils espéraient que le roi consentirait à leurs demandes, et, pour les seconder, ils pensèrent à la connivence de Charles-Albert, le jeune prince de Carignano, héritier présomptif de la couronne.

Il appartenait à la branche cadette de la maison de Savoie. Aux temps des guerres de la révolution, son père avait copié, en miniature, Philippe-Égalité. Lui-même avait été élevé à Paris comme un citoyen français, avait tenu un certain rang dans l'armée de Napoléon et était comte de l'Empire. Il avait alors vingt-deux ans, était grand, d'aspect viril, passionné des armes, brave et fier, mais dépourvu de toute énergie, et d'une sensibilité morbide d'adolescent en ce qui concernait sa liberté personnelle. Les libéraux l'avaient longtemps considéré comme le seul prince digne de leur sympathie. Monti avait chanté ses hauts faits, et le prince n'avait pas caché ses espoirs de réforme et d'indépendance. Bien qu'il pût trouver opportun, à la Cour, d'affecter une horreur orthodoxe de l'esprit moderne, il encourageait ouvertement les libéraux et était en relations avec les Carbonari, bien qu'il ne fût probablement jamais affilié à leur Société[3]. La révolution napolitaine développa en lui l'ambition de diriger les nationalistes, de chasser les Autrichiens de l'Italie, et de reculer les frontières du Piémont.

Le plan des conspirateurs était d'obtenir coûte que coûte la constitution espagnole, puis de transporter rapidement l'armée au delà du Tessin, de réunir leurs forces à celles des conspirateurs que Confalonieri préparait à la révolte à Milan et à

1. Bianchi, *Diplomazia*, I, 454.
2. *Id.*, *Santa Rosa*, 110; *Santa Rosa*, *Memorie*, 31.
3. Cantù, *Conciliatore*, 164-165.

Brescia, d'écraser les garnisons affaiblies[1], et de couper aux Autrichiens leur retraite de Naples. Ils tenaient pour certain que les troupes piémontaises remporteraient une victoire facile, et les Lombards promirent de convoquer une assemblée de représentants pour voter sur la question d'une fusion avec le Piémont. Une rixe qui se produisit accidentellement à Turin entre les étudiants et l'armée (janvier 1821) mit le comble à l'exaspération contre le gouvernement, et durant deux mois la Cour et le peuple se bravèrent réciproquement. Au commencement de mars, la découverte, réelle ou supposée, du complot, décida les libéraux à se soulever brusquement. Ils n'attendaient plus que de voir Charles-Albert engagé dans la révolution, et une entrevue eut lieu entre le prince et plusieurs des chefs de la conspiration. De ce qui s'y passa, nous avons des rapports se contredisant absolument; mais il est probable que le prince promit son adhésion, après l'assurance qu'aucune hostilité ne serait tentée contre le roi[2]. Mais le lendemain, effrayé et contrit, anxieux, par-dessus tout, de ne point prendre part à la subornation de l'armée, il révéla le secret au gouvernement. Apprenant sa défection, les conspirateurs de Turin tentèrent de différer le soulèvement; mais leurs complices de la garnison d'Alexandrie, soit par ignorance de la trahison du prince, soit par impatience d'agir, proclamèrent la révolution et la constitution espagnole, et saluèrent Victor-Emmanuel comme roi de l'Italie (10 mars). Dans la capitale, les étudiants manifestèrent en faveur de la constitution et la garnison commença à chanceler (12 mars). Les officiers refusèrent de marcher contre les insurgés, et le mouvement semblait avoir des partisans au sein même du gouvernement. Au Conseil, la reine fut seule à s'opposer à toute concession. Le roi s'était peut-être engagé à Laybach, envers les Puissances, à ne rien abdiquer de son autorité absolue; mais il recula devant une résistance qui comportait la guerre civile, et, lorsque la garnison menaça de bombarder la ville jusqu'à ce que la constitution fût accordée, il résolut le dilemme en abdiquant. Ce fut un coup fatal pour les conspirateurs qui n'avaient pas manqué de proclamer leur fidélité

1. 13 000 hommes de troupes autrichiennes avaient été laissés dans le Nord; Castlereagh, *op. cit.*, IV, 375, 378; Casati, *op. cit.*, I, 118; *Carte segrete*, II, 195.

2. Vol. II. Appendice A.

envers lui et de déclarer avec ostentation que le roi était prêt à « suivre les inspirations de son cœur d'Italien ». Avant son abdication, il avait nommé Charles-Albert régent, en attendant l'arrivée du nouveau roi Charles-Félix, son frère. Le jeune prince, laissé seul et sans conseils (car les ministres avaient donné leur démission), eut à remplir une tâche trop lourde pour son âge. Il était fidèle à la famille royale, mais, enchaîné par ses relations avec les insurgés ; il avait à sauver la capitale de l'anarchie et le pays de l'occupation étrangère. Il savait probablement combien peu l'armée était prête à lutter contre les Autrichiens. A une députation qui insistait pour l'immédiate adoption de la constitution, il répondit qu'il était prêt à mourir pour la cause royale qu'il représentait ; mais, le jour suivant, comme la garnison devenait plus menaçante et que les Notables qu'il consulta lui conseillèrent de céder, il accorda la constitution espagnole, « forcé par les circonstances, et afin de conserver l'État au nouveau roi ». Pour un moment, il sembla retourner à ses premiers enthousiasmes, il parla de l'union avec Naples et de la gloire nationale, ne dissimulant pas ses sympathies nationalistes aux envoyés lombards que lui avait dépêchés Confalonieri, pour le pousser à marcher sur Milan[1]. Mais il fut derechef effrayé par un manifeste énergique par lequel Charles-Félix déclarait ne reconnaître aucune concession ; et, lorsqu'il reçut du nouveau roi l'ordre péremptoire de se rendre à Novarre, il s'enfuit en secret avec une partie de la garnison.

Il n'y avait plus guère d'espoir pour la révolution, Confalonieri joua un rôle ambigu et irrésolu, et les Lombards ne voulurent pas passer aux actes tant que les Piémontais n'auraient pas franchi la frontière. Les Génois, il est vrai, se soulevèrent avec emportement, lorsqu'ils prirent connaissance du manifeste de Charles-Félix ; les réserves vinrent se joindre à eux, et la Révolution fut acceptée avec empressement dans un grand nombre de villes. Mais la capitale restait immobile ; les nobles voyaient d'un mauvais œil la constitution espagnole et, après la défection de Charles-Albert, les hommes modérés per-

1. Leopardi, *op. cit.*, 253 ; Poggi, *Storia*, I, 346 ; Bollati, *Fasti*, I, 13 ; Pallavicino, *Memorie*, I, 22-23 ; Arrivabene, *Intorno*, 118 ; Mario, *Mazzini*, 32 ; *contra* Martini, *Storia*, IV, 210 *n* ; Brofferio, *Miei Tempi*, XII, 20. Devant les assertions de Pallavicino et d'Arrivabene, il est impossible d'ajouter foi aux démentis de Confalonieri, dans Casati, *op. cit.*, I, 30, 45. 108-112.

dirent tout espoir et allèrent à la dérive. Les nouveaux ministres auraient pu faire quelque chose pour soulever le pays, mais ils n'étaient pas capables d'un acte énergique. Santa-Rosa, qui était peut-être le seul homme ardent parmi eux, tenta, alors qu'il était trop tard, de revivifier la Révolution par une attaque sur la Lombarbie. « Oubliez vos divisions intestines et courez vers le Tessin ; la Lombardie vous attend, et la France s'agite! » C'était là la seule chance de succès. Mais les soldats avaient perdu leur enthousiasme, et, de plus en plus, les troupes passaient au camp loyaliste à Novarre. Les rapports de Rieti assombrirent encore la situation, et, au désespoir, les ministres de Turin, Santa-Rosa dissident, acceptèrent la médiation de la Russie dans l'espérance d'écarter ainsi une invasion de l'Autriche. Mais Charles-Félix d'une part, et la Junta d'Alexandrie, d'autre part, n'admirent aucun compromis. Les Autrichiens franchirent le Tessin et les troupes constitutionnelles s'avancèrent sur Novarre. Jusqu'à la fin, ils se refusèrent à croire que les régiments loyalistes combattraient aux côtés de l'Autriche. Mais le patriotisme de l'armée avait de faibles racines, et les 9 000 constitutionnels se trouvèrent en face de forces piémontaises équivalentes et d'un grand contingent d'Autrichiens. Une bataille, près de Novarre (8 avril), finit par leur défaite. Les Autrichiens occupèrent Alexandrie, et Gênes, après avoir assuré la fuite des survivants, se rendit docilement.

La Révolution avait fini dans une complète déconfiture. Elle n'avait jamais eu en elle d'éléments de succès. Sa chute soudaine dans le sud indiquait quelque défaut profond, car les soldats napolitains avaient prouvé leur valeur, et contre Masséna, et au cours des campagnes de Napoléon. Elle avait, il est vrai, devant elle, de sérieux obstacles. L'extraordinaire bévue commise à l'égard de la Sicile, la trahison du roi et du régent, la coalition européenne ne rendaient le succès, en aucun cas, facile ; mais les forces autrichiennes n'étaient pas accablantes, et la Révolution aurait peut-être pu finir par triompher, n'eussent été ses propres fautes. Elle tomba entre les mains d'hommes éprouvant pour elle peu de sympathie ; et, si elle prouva l'abnégation des Carbonari, elle démontra leur grande inexpérience, par cela même qu'ils donnèrent le gouvernement à des hommes dont toute la conduite, qui aurait dû leur faire mettre en suspicion le mouvement Libéral,

consista à temporiser et à transiger et à attendre les événements. Aucune harmonie ne pouvait régner dans de semblables conditions, et la rivalité de Pepe et de Carrascosa est un exemple typique des divisions qui séparaient les Carbonari et les Murattistes. Ouvertement, ils travaillaient ensemble, mais le manque de confiance réciproque incitait les Carbonari à instituer un pouvoir extra-légal qui paralysait le pouvoir exécutif. Le manque de stabilité du peuple était un défaut encore plus grave que la tiédeur des Murattistes et la méfiance des Carbonari. Les Napolitains, alors comme toujours, s'engagèrent franchement dans la Révolution, puis s'en retirèrent de même. Ils la saluèrent, l'acclamèrent, disposés, pour elle, à partir en guerre, mais la première défaite les découragea, et il n'y avait pas en eux assez d'énergie pour une défense longue et désespérée. S'ils avaient eu quelque chose de l'indomptable bravoure de la populace de Palerme, peut-être auraient-ils pu être victorieux ; mais la légèreté des Napolitains ne contrastait que trop avec la fermeté des Siciliens; et Naples laissa s'évanouir ainsi l'occasion qui s'était présentée à elle de réaliser l'hégémonie de l'Italie. A ce moment, portant avec elle la mémoire de Murat, la maison de Savoie n'ayant fait encore que peu de progrès dans les esprits italiens, Naples, maîtresse d'un tiers de la péninsule, aurait pu prendre le commandement des destinées de l'Italie et changer le cours de l'histoire italienne. Ce fut un jour heureux pour l'Italie lorsque les Bourbons et leurs inconstants sujets laissèrent passer cette occasion qui ne devait pas, il est vrai, être la dernière.

Dans le Nord, les chances de succès furent encore moindres. A Naples, en tout cas, la Révolution avait été démocratique ; ici, elle n'intéressa même pas les masses. La jeune noblesse, anglo-maniaque, voulait avoir une Chambre des Pairs, et les seigneurs lombards espéraient dans les Piémontais pour rétablir les anciens privilèges que l'Autriche refusait de leur rendre. L'armée avait appris, dans les guerres de France, à se considérer comme l'arbitre de la politique de la nation, et se souciait peu de consulter le peuple, pour compte de qui elle affectait d'agir. Si la Révolution avait triomphé, elle aurait laissé le pays sous une aristocratie parlementaire aussi exclusive que les « Whigs » anglais. Mais, bien que moins populaire, la Révolution du Piémont eut une signification plus

haute que celle de Naples ; ce ne fut pas seulement la révolte du mécontentement, la protestation, libre de toute entrave, des droits et des ambitions personnelles. Ce fut la révolte de la pensée qu'avaient inspirée Alfieri et Foscolo, et qui regardait, vaguement, en avant, vers l'avenir doré d'une grande Italie indépendante. Mais les hommes honnêtes et bien intentionnés qui la dirigèrent étaient des sentimentaux, qui prenaient des mots pour des actes, qui étaient enthousiastes de liberté et d'indépendance, mais dont les visées manquaient de précision. S'enivrant d'illusions, ignorants du sentiment du pays, ils négligèrent cette sérieuse préparation qui assure le succès, et se découragèrent vite lorsque, au lieu d'effets dramatiques et sensationnels, il fallut se livrer à un effort persévérant. Ils n'essayèrent pas de convoquer le Parlement; les leaders d'Alexandrie prirent d'eux-mêmes le titre de « Junta » de la Fédération italienne ; mais leurs vues politiques se bornèrent à un royaume de l'Italie septentrionale. Ils étaient pénétrés de l'idée, qui avait survécu à la domination napoléonienne, de la prépondérance d'un homme et pensaient que le succès devait être assuré s'ils obtenaient le patronage d'un prince. Ils portaient peu d'intérêt à l'éducation professionnelle et sociale des masses. A part une réduction du prix du sel, le gouvernement provisoire ne fit aucun acte de législation sociale. Ils eurent une politique de caserne et de salon, mais non de place publique. Parmi eux, Santa Rosa préémina ; mais, tout intègre et désintéressé qu'il fût, il était dépourvu d'esprit virilement démocratique. Nourri de Rousseau et de Foscolo, il possédait toutes les vertus passives, mais son naturel rêveur et peu pratique ne pouvait servir à rien en face de l'apathie populaire et du glaive de l'Autriche.

Les deux Révolutions concoururent à prouver combien faible était le sentiment de l'Unité. Quelques hommes comme Santa Rosa, espérèrent allier les forces nationales du nord et du sud ; Manzoni avait une ode toute prête pour l'Italie « une, de corps, de paroles, de lois, de cœur ». Mais les conspirateurs Piémontais laissèrent les Napolitains dans l'ignorance de leurs plans, retardant l'heure de leur soulèvement jusqu'à ce que le mouvement napolitain se fût presque apaisé. Le Piémont, la Lombardie, la Romagne, Naples, la Sicile avaient chacun leur politique, non seulement étrangère l'une à l'autre, mais comportant des vues réciproquement divergentes

et même hostiles. Les Piémontais et les Lombards discutaient déjà au sujet de savoir qui, de Turin ou de Milan, serait la capitale future[1]. Les Siciliens étaient tellement imprégnés de leur haine contre Naples qu'après la répudiation du traité de Florestano Pepe, beaucoup d'entre eux souhaitèrent la bienvenue aux Autrichiens et se réjouirent de leurs succès. Les Napolitains préférèrent sacrifier la cause nationale plutôt qu'accorder l'autonomie à la Sicile et repoussèrent l'appel que leur faisaient les nationalistes des Marches, de porter la Révolution dans les États du Pape[2]. Il était clair que l'œuvre des Carbonari s'était poursuivie sur des voies fausses, ou était incomplète. Le mouvement libéral devait maintenant devenir populaire et national.

La Révolution eut de faibles échos dans la vallée du Pô. A Modène, François, engagé dans ses machinations avec le Pape contre l'Autriche, avait eu peur d'écraser une révolte naissante. La conspiration s'agitait en Romagne, où les « chasseurs américains » faisaient l'exercice dans la forêt de Ravenne, tandis que Byron approvisionnait sa demeure d'armes, en vue d'un soulèvement qui n'eut pas lieu[3]. Maintenant le pays entier était écrasé et à la merci des vainqueurs. Les hommes d'État de Laybach avaient été prompts à réprimer la révolution, mais ils étaient anxieux de ne pas exaspérer le pays par une sévérité excessive. L'Autriche, cependant, s'offrit le luxe d'une persécution, infâme même parmi ses procès habituels d'État, et envoya Confalonieri (qui dut sa vie à l'héroïque dévouement de sa femme[4]) avec beaucoup de ses camarades

1. *Archivio Triennale*, I, 72, 73.
2. Martini, *op. cit.*, III, 255.
3. Moore, *Byron*, 441, 468 ; *Carte segrete*, I, 205, 208, 303, 407 ; Del Cerro, *Polizia*, 134-140. Il pensait que les conspirateurs avaient « manqué de règle de conduite ».
4. Lire, en ce qui concerne Teresa Confalonieri, ces vers de MM. Browning :

« Spielberg's grate
At which the Lombard woman hung the rose
Of her sweet soul by its own dewy weight,
To feel the dungeon round her sunshine close,
And pining so, died early, yet too late
For what she suffered. »

Relativement à la tentative de Metternich de décider Confalonieri à accuser Charles-Albert (ce dont je ne vois aucune raison de douter), voir Gualterio, *Rivolgamenti*, I, 63, 66, 67 ; Tabarrini, *Capponi*, 168 ; Andryane, *Mémoires*, II, 59, 62 ; Cantù, *Conciliatore*, 152, 192.

dans les forteresses-prisons moraviennes du Spielberg, où l'empereur François joua avec ses victimes comme un chat avec des oiseaux mutilés, et dont Pellico a décrit les horreurs comme un symbole de la cruauté autrichienne. Metternich permit à François de Modène d'exercer sa vengeance sauvage[1]. Mais, néanmoins, il pensa qu'il serait prudent de jeter un voile sur le passé. Il insista pour que Ferdinand fît au Libéralisme une petite concession, en augmentant le pouvoir des Conseils provinciaux, en accordant à la Sicile une administration indépendante avec un Conseil spécial et pourtant subordonné au vice-roi. Mais le Bourbon était altéré de vengeance et aucun conseil et aucune considération n'étaient capables de l'en détourner. Les excès des massacres dépassèrent ce que pouvait tolérer l'époque; mais ils réussirent à annuler le veto que les Alliés avaient mis à la persécution. L'administration, l'armée, le clergé bénéficiaire furent purgés de tous ceux qui avaient des sympathies libérales. Des arrestations eurent lieu avec plus de rapidité que ne pouvaient mettre les Cours à juger; des châtiments publics frappèrent Naples d'horreur; et bien que les Autrichiens s'entremirent pour sauver de la mort les officiers révolutionnaires (excepté Salvati et Morelli), trente d'entre eux furent envoyés dans une île transformée en bagne, où ils n'eurent d'autre couche que le sol nu et où ils moururent. Ferdinand rappela Canosa et les jésuites pour compléter cette œuvre. On fit des holocaustes de livres suspects, et un catéchisme, fondé sur Bossuet, fut brûlé parce que certains de ses passages avaient trait à l'amour du pays. De lourds droits de douane empêchèrent l'introduction d'œuvres étrangères ou italiennes, le ministre Medici avouant que son but était de laisser le peuple croupir dans l'ignorance. Sans relâche, le gouvernement exerça contre les Carbonari une persécution sauvage. Aucun Libéral n'était en sûreté, et, dans la crainte de la proscription, beaucoup d'entre eux s'enfuirent dans les montagnes, ou errèrent à l'aventure, en bandes armées, à travers le pays. Des deux côtés, l'assassinat montra la violence des opinions politiques; et lorsque se produisit l'éruption du Vésuve, et que l'inhospitalière Pizzo fut submergée par un raz de marée, la population,

1. Parmi ceux qui s'enfuirent, fut Antonio Panizzi, une des gloires du British Museum.

superstitieuse, se rappela la mort de Murat, et considéra cet événement comme de mauvais augure pour les Bourbons.

Et, même lorsque la vengeance de Ferdinand fut satisfaite, l'épouvantable oppression chronique, la corruption sans bornes, les charges de l'occupation autrichienne qui, jusqu'à leur départ, en 1827, coûta au pays trois années de ses revenus, augmentèrent la misère du pays. Et, bien qu'après une crise financière en 1824 le gouvernement fît quelques réformes fiscales, ses appréhensions tracassières continuèrent à entraver le commerce. Medici refusa de sanctionner des sociétés ayant pour objet le perfectionnement de la culture du mûrier ou l'éclairage des villes par le gaz ; « les associations, disait-il, sont préjudiciables à l'État, car elles éclairent le peuple et répandent des idées libérales ». Au milieu du mécontentement et de cette mauvaise administration, Ferdinand mourut, finissant son long règne de soixante-cinq ans dans le déshonneur (4 janvier 1825). L'autorité, qui avait commencé par les réformes de Tannucci, avait passé, des idées de la Révolution française, à une tyrannie sauvage et cruelle ; elle avait encouragé Fra Diavolo et ses bandes à faire ruisseler de sang les rues de Naples ; elle avait été un tissu éhonté de parjures, de vengeances atroces et d'inqualifiables corruptions. Un tyran bestial, ignorant et superstitieux, Ferdinand, avait à jamais, dans le pays, rendu exécré le nom des Bourbons.

Au Piémont, Charles-Félix rivalisa avec son royal parent en dureté dans la réaction ; mais les traditions piémontaises le sauvèrent du dérèglement et de l'indécence du gouvernement de Ferdinand. Charles-Félix n'était pas cruel de nature, mais il considérait la révolution comme la chose la plus abominable et voulait l'anéantir. Fils d'une Infante, beau-frère de Ferdinand de Naples, Charles-Félix était un absolutiste dans le sens le plus étroit du mot. Il suspectait jusqu'à ses propres ministres de tendresse pour la Révolution, et il professait le plus profond mépris pour les jeunes novateurs. « Un roi, aimait-il à dire, est la seule personne à qui Dieu ait donné le pouvoir de juger des meilleurs moyens à employer pour faire le bonheur de ses sujets, et c'est le premier devoir d'un sujet loyal de ne point se plaindre. » Mais il n'était pas qualifié pour jouer au grand monarque. Seul d'entre les princes de Savoie, il n'était pas soldat. Ce « n'était pas un roi à se laisser ennuyer », et il détestait également les

affaires de l'état et le cérémonial de la cour. De peu de prestance, superstitieux, irritable, il comptait peu d'amis, et ses chroniqueurs l'ont traité durement.

Cependant le Piémont Libéral gisait étourdi. Douze mille Autrichiens continuaient à intimider le pays. Les exilés se dispersèrent en Espagne, en France, en Angleterre[1], en Égypte, dans l'Amérique du Sud; Santa Rosa enseigna les langues à Nottingham jusqu'à ce qu'il allât mourir en héros à Sphacteria. Cependant quelques progrès furent faits; certains projets de réformes judiciaires de Balbo furent mis à exécution; la science agricole fut enseignée, le théâtre encouragé, la littérature protégée et soutenue. Et, peu à peu, Charles-Félix s'éloigna jusqu'à un certain point de ses amis autrichiens et romains. Il eut des difficultés avec le Pape au sujet des taxes ecclésiastiques. Après ses premiers transports de gratitude envers l'Autriche, il se rappela sa première animosité. Il protesta contre l'insolence de Metternich et la continuation de l'occupation d'Alexandrie; et, bien qu'il encourageât l'Autriche à rester à Naples, il rejeta ses propositions au sujet d'une action commune contre les Libéraux, et ne perdit aucune occasion de faire parade de sa souveraine indépendance.

1. Un Comité dont faisaient partie Hume et Whitbread fut formé pour venir en aide aux réfugiés.

CHAPITRE III

LES CONDITIONS SOCIALES DE L'ITALIE

Le Piémont, son agrandissement et ses caractères ; la maison de Savoie ; le gouvernement ; les nobles ; le clergé ; l'armée ; le système des classes ; la justice ; l'enseignement ; le commerce ; Gênes ; les paysans ; l'hégémonie piémontaise.

La Lombardie-Vénétie : la domination autrichienne ; Milan sous le royaume d'Italie ; la bureaucratie ; les impôts ; la justice ; le clergé ; l'enseignement ; la censure ; le gouvernement local ; les Assemblées ; les procès politiques ; la police ; le caractère lombard ; les nobles ; la bourgeoisie ; les paysans ; le sentiment nationaliste.

LE PIÉMONT

Le royaume du Piémont était la création de plusieurs siècles de politique patiente. De seigneurs de quelques fiefs de Bourgogne, les comtes de Savoie étaient arrivés à posséder le second en superficie des États de l'Italie, et tenaient un rang élevé parmi les puissances secondaires de l'Europe. Ce n'avait pas été une œuvre facile. Situé entre la France et l'Autriche, le petit état, qui fut le champ de bataille de chaque guerre entre les deux grands ennemis héréditaires, était continuellement en danger d'être anéanti. Mais la maison de Savoie vendait son appui au plus offrant et se trouvait généralement du côté du vainqueur. Au xviie siècle, ce fut le seul état d'Italie qui se maintînt contre la domination espagnole. Au commencement du siècle suivant, il s'accrut d'Alexandrie et de la Lomellina, comme prix de son appui envers l'Autriche et l'Angleterre. Vingt-cinq ans après, une alliance française lui assurait Novarre. Durant la guerre de la Succession d'Autriche, il se retourna du côté de l'Alliance avec Vienne, et y gagna le pays s'étendant jusqu'au Tessin. Il n'y eut guère de traité qui ne lui valût quelque accroissement de territoire, et, lorsque éclata la Révolution française, le royaume de Sardaigne, comme l'appelaient les diplomates, comprenait toute la partie nord-

ouest de l'Italie, jusqu'aux Apennins, la Sardaigne, Nice et la Savoie. Ce n'était pas là une politique des plus nobles; et comme l'a fait observer un diplomate belge, « sa situation géographique permettait difficilement aux rois du Piémont d'être honnêtes ». C'était la seule alternative qui pût les sauver d'une destruction, et, si l'on en juge d'après les résultats, les princes de Savoie et leurs hommes d'État firent preuve de capacités et de persévérance remarquables. « La politique de la Cour de Turin, écrivait Horace Walpole, a la subtilité de l'air qu'elle respire », et Chesterfield a donné ses diplomates en exemple à sa génération.

L'histoire de ce petit état est modelée sur son caractère. Les habitants du royaume « sub-alpin », étaient, de même que leurs princes, têtus, belliqueux, sensés, et doués d'un orgueil militaire et d'une suite dans les idées rares en Italie. A peine Italiens, parlant, soit le français, soit leur dialecte semi-provençal[1], faisant bon marché de leurs attaches avec le passé de l'Italie, ils méprisaient la littérature et les arts, se trouvant heureux dans le méphitique engourdissement qui étouffait les étrangers passant à Turin. Plus adroite qu'ingénieuse, leur agriculture était en retard, et leur industrie existait à peine. La majorité du peuple ne se souciait aucunement de libertés politiques ou religieuses.

A partir de ce moment, ils acceptèrent avec une loyauté incontestable l'absolutisme militaire paternel de la maison de Savoie. Ses princes furent des hommes de haute habileté et ayant le sentiment de leurs devoirs. S'étant mêlés à leurs sujets durant leur longue lutte pour l'existence, ils étaient arrivés à s'identifier avec la nation. La Cour était sévère, active, simple; le gouvernement était une bureaucratie honnête, stationnaire et pointilleuse; son administration financière, l'une des plus régulières de l'Europe; ce gouvernement avait quelque analogie avec celui de la Prusse et était en partie modelé sur lui. Il favorisa le commerce, encouragea les industries naissantes par le patronage royal et un système protectif très rigide. Il protégea les masses contre les abus trop oppressifs, fit des lois bienveillantes pour le soulagement des pauvres, intervint pour

1. Alfieri, « La langue italienne est de contrebande, à Turin. » Et même, lorsque, beaucoup plus tard, les Piémontais eurent appris à écrire l'italien, ils restèrent imprégnés d'idiomes français.

soustraire les fermiers à des baux léonins, légiféra pour donner des garanties aux locataires, leva des emprunts forcés sur les riches pour se procurer du blé en temps de famine[1], jusqu'à ce que les Français eussent popularisé la nouvelle économie du « laissez faire » et rendît vains tous les efforts faits en vue de revenir aux traditions du gouvernement paternel et restrictif. Mais, ni le prince ni le peuple ne se souciaient de droits politiques ou de progrès social. Comme partout en Italie, les personnes, leurs propriétés, leur honneur, étaient à la merci de la police, bien qu'en temps ordinaire elle sommeillât ; et, quand il n'était pas en proie à l'épouvante, le gouvernement était trop lié par les précédents pour être capricieusement tyrannique. Le droit d'édicter des lois, qui appartenait au Sénat ou Cour Suprême, à l'instar des Parlements français, était de peu de valeur réelle, car ses membres étaient nommés par la Cour et non, comme en France, possesseurs héréditaires de leurs fonctions. Les magistrats, qui formaient le seul élément véritable de l'opposition, furent graduellement amoindris. Les communes eurent leurs propres Conseils avec des franchises considérables, et Turin et Gênes leurs municipalités ; mais bien qu'il existât un squelette de gouvernement local, les provinces étaient sous la domination de gouverneurs militaires, et les villes, de commandants de garnison. Un noble piémontais donnait de ce régime la définition suivante : « un roi qui commande, une noblesse qui le soutient et un peuple qui obéit. »

Les nobles qui étaient, de même que leur roi, bornés, économes et orgueilleux, formaient une caste militaire ; de nouveaux anoblissements y introduisirent un certain élément de libéralisme, mais les anciens pairs, attachés à leurs prérogatives féodales, vivaient d'une vie d'une simplicité patriarcale, et, bien qu'ils fussent souvent bons et généreux envers leurs vassaux, ils les gouvernaient d'une main rude. Les fils cadets, déshérités par les lois sévères sur les transmissions d'héritages,

1. Bianchi, *Monarchia*, I, 192-196, 211-213 ; Avvocato milanese, *Opuscoli*, I, 129-147 ; Sclopis, *Legislazione italiana*, III, 222. Par une loi de 1762, abolie par les Français, mais apparemment rétablie en 1814, tout propriétaire louant, à Turin, une maison, suivant un contrat écrit, devait, sur le désir du locataire, prolonger son bail. Il pouvait augmenter le loyer, mais d'une façon raisonnable, et le locataire pouvait en appeler à un arbitre muni de pleins pouvoirs. Le Sénat de Turin tenta de réduire à son minimum l'exercice de cette loi, comme « contraire aux principes de liberté ».

monopolisaient les postes élevés de l'armée et de l'administration ; mais ils travaillaient activement et s'efforçaient de vivre sur un pied digne de leurs familles et de leur patrie. Le clergé était maintenu dans un asservissement relatif à l'égard de l'État. Les propriétés ecclésiastiques payaient leur part d'impôts, et c'était de politique traditionnelle, chez les Cours de Justice, de restreindre la juridiction cléricale. L'Église piémontaise était Gallicane, encore que la Restauration vît sa décadence graduelle. Les évêques étaient nommés par la Couronne, et, en Savoie, les décrets de Trente n'avaient jamais été reconnus. Même Charles-Félix et Charles-Albert, tout dévoués qu'ils fussent à la Papauté, ne souffrirent aucune altération de leurs prérogatives. Mais le joug clérical pesait lourdement sur le pays. Les Jésuites revinrent en 1818 ; Charles-Félix ne les aimait pas et Charles-Albert les protégea ; mais, également sous les deux règnes, ils surent accroître leur puissance et conquérir une influence prépondérante grâce à leurs écoles où étaient élevés un grand nombre d'enfants des classes riches. La « Société de l'Amitié Catholique » dont le but semble avoir été de défendre l'Église à la fois contre les Libéraux et le gouvernement, était extrêmement puissante dans l'aristocratie, et, par son prosélytisme et ses campagnes attira à elle une grande partie de l'armée et des pauvres. Les religions autres que la religion catholique romaine n'étaient que tolérées ; même jusqu'en 1845, aucune chapelle protestante ne fut autorisée à Turin sauf à l'intérieur des ambassades. Les protestants vaudois, malgré l'ancienne protection de l'Angleterre, ne pouvaient célébrer leurs offices ou envoyer leurs enfants à l'école, en dehors de leurs vallées. Les mariages entre personnes de confessions différentes n'étaient pas reconnus par l'Etat, et jusqu'en 1838, les enfants issus de ces mariages, et illégitimes aux yeux de la loi, purent être enlevés à leurs mères et baptisés de force suivant le rite catholique[1]. Les Juifs étaient exclus des emplois publics et des universités. L'Église pesait d'un lourd poids sur toute la vie nationale. Tout Piémontais devait communier à Pâques ; les magasins étaient obligatoirement fermés à chaque fête religieuse ; les ministres d'État devaient, sous peine d'être

1. Boggio, *Chiesa e Stato*, 153-155 ; Bert, *Valdesi*, 278, 284-285 ; v. Raumer, *Italy*, I. 247-248.

révoqués, observer les jours de jeûne; deux fois par an les cours des Universités étaient suspendus pendant une semaine pour l'accomplissement de pratiques religieuses. Il y avait plus de 300 monastères et couvents sur le continent, et plus de 100 en Sardaigne[1], dont plusieurs d'une réputation scandaleuse. Les Cours ecclésiastiques, malgré l'opposition des magistrats, se réservaient toutes les causes dans lesquelles figurait un eclésiastique, ou qui concernaient les droits conjugaux, la dîme, les blasphèmes, l'hérésie. Mais l'Église se contentait d'une adhésion extérieure. Le clergé même se comportait souvent avec une certaine indifférence. Parmi les classes riches, la religion n'était qu'une observation mondaine, et bien qu'elles ne manifestassent aucun scepticisme déclaré, elles avaient peu de ferveur, et beaucoup d'hypocrisie. Malgré les cérémonies fréquentes et splendides de ses églises, Turin était peut-être la ville la plus immorale de l'Italie du nord.

Plus encore que le clergé et les nobles, le pivot du système piémontais était l'armée. Des traditions héréditaires, les nécessités de la situation, des ambitions plus ou moins définies d'expansion en Italie, firent maintenir aux rois du Piémont une force disproportionnée à la grandeur de leur État. Les trois quarts des impôts allaient à l'armée et à la marine, et ce petit pays pouvait mobiliser 70 000 hommes. A vrai dire, les généraux n'avaient la plupart du temps d'autres qualités que leur naissance; ils étaient sévères à la caserne, et affolés sur le champ de bataille. L'avancement était très restreint pour les officiers de la classe bourgeoise, et les récompenses des services rendus allaient aux cadets de familles nobles, épais et ignorants, car c'était une maxime, au ministère de la guerre, que « les livres font désapprendre son métier au soldat ». Mais les officiers étaient braves, et les soldats, bien que détestant le service, dociles et persévérants; et, en ces temps d'organisation militaire inférieure, l'armée piémontaise n'était pas une force négligeable.

Les nobles, le clergé, l'armée constituaient tous les différentes parties d'un mécanisme destiné à assurer la fidélité du peuple à une seule croyance religieuse et monarchique, et

1. Serristori, *Statistica*, 4-5; cette estimation est probablement insuffisante; on en comptait en tout 604 en 1854.

à faire respecter le Piémont par ses voisins entreprenants. Toute la vie sociale du pays était imprégnée de la discipline et de l'étroitesse de l'esprit militaire. Les princes étaient, « par nécessité et par goût, des sergents instructeurs ». Les jeunes gens étaient sous la domination de leur père d'une façon absolue jusqu'à l'âge de 25 ans, et elle continuait à s'exercer pendant l'âge mûr. Le pays était, suivant l'expression d'Alfieri, « une noble prison ». Turin, avec ses rues tirées au cordeau, ainsi qu'un camp romain, était « moitié casernes, moitié couvents ». Des corporations fermées, composées de maîtres et d'artisans, faisaient régner dans l'industrie une organisation rigide. Les distinctions de classes étaient sévèrement maintenues. Les nobles formaient l'aristocratie la plus exclusive, peut-être, de l'Italie[1]; tout enfant qui se mésalliait était déshérité, et ceux qui, comme par exemple Massimo D'Azeglio, violaient les lois rigides des castes, étaient bannis. La bourgeoisie elle-même était divisée par de minutieuses distinctions d'étiquette. Les employés subalternes de l'administration et les magistrats formaient en quelque sorte des castes héréditaires. Ce fut en vain que Charles-Albert tenta, au cours de ses dernières années, de réunir les différentes sections de la noblesse et de la bourgeoisie. Aucune classe n'échappait à l'atmosphère d'ignorance et de préjugés. Même les artisans, comme le démontrèrent leurs vicissitudes ultérieures, n'avaient pas l'esprit alerte de leurs frères lombards.

La domination française qui dura, avec une brève interruption, de 1798 à 1814, y provoqua des progrès considérables. Lentement et à regret, Victor-Emmanuel et son frère furent obligés de faire des concessions à l'esprit nouveau qu'ils trouvèrent à leur retour. Pour toutes ces raisons, les institutions du Piémont étaient de beaucoup en arrière de celles de l'Europe occidentale. La législation piémontaise était un mélange de droit romain et de droit canon, de décrets royaux, de coutumes locales, d'arrêts de cours, sans qu'on eût essayé de les codifier. Les Génois avaient les Codes civil et de commerce français; le duché d'Aoste avait une législation spéciale; même des petites villes avaient des coutumes et des privilèges spéciaux. Les lois criminelles étaient, du moins à

1. Martini, *Storia*, IV, 334-339.

la lettre, dignes du moyen âge. Les faussaires pouvaient être pendus publiquement, et leurs cadavres brûlés ; la peine de mort était applicable au sacrilège, à certains vols des moins importants, à la provocation en duel. Si les faits n'étaient pas suffisamment prouvés pour établir la conviction des juges, une peine inférieure pouvait être appliquée. En général, les juges étaient honnêtes et capables, mais, malgré les efforts de De Maistre et de Prospero Balbo, ils étaient encore amovibles, et, jusqu'en 1822, reçurent leurs honoraires, du moins en partie, des mains des plaideurs. Et la justice n'était pas possible devant les prérogatives du roi qui lui permettaient de ne point tenir compte des décisions des tribunaux, et d'user de son « équité paternelle » pour mettre au-dessus des lois quelque favori de Cour. Même lorsque les réformes de 1822 eurent balayé quelques-uns d'entre les plus détestables abus, il n'y eut toujours point de publicité de la justice, point d'interrogatoires contradictoires, et point de règles de procédure[1].

En ce qui concerne l'enseignement, le pays était également en retard. En 1822, Charles-Félix ordonna la création d'écoles de garçons dans chaque commune ; mais il n'en fut pas fondé de nouvelles avant 1846, et les communes pauvres ne firent aucun cas de la loi. En 1845, à peine la moitié d'entre elles avaient des écoles[2], et la grande majorité des ouvriers et des paysans était illettrée[3]. Ce n'est qu'en 1846 que l'enseignement public élémentaire fut étendu aux filles ; les dépenses furent mises à charge des conseils provinciaux ; il y avait plus d'écoles secondaires, auxquelles l'État donnait son appui ; mais l'on n'y enseignait, d'une façon satisfaisante, que le latin et le grec ; l'histoire et les langues modernes n'y étaient pas enseignées, et les sciences, très peu. Les prêtres étaient à peu près les seuls maîtres d'écoles et professeurs, et sous leur férule les élèves étaient rompus à l'obéis-

1. Avvocato milanese, *op. cit.*, IV, 29 et suiv. ; Dal Pozzo, *Observations* ; Sclopis, *op. cit.*, III, 218, 248.

2. Pareto, *Genova*, II, 428-430, en lequel j'ai plus confiance qu'en Serristori, *op. cit.*, 27-28, et Mittermeier, *Condizioni*, 203. Cependant, en 1848, les quatre cinquièmes avaient des écoles.

3. *Riv. stor. del risorg.*, I, 911-912 ; Eandi, *Saluzzo*, I, 316, 317 ; Sacchi, *Istruzione*, 29 ; Brofferio, *Parlamento*, V, 307. En Sardaigne, une récompense, très appréciée, accordée aux élèves, était de fouetter leurs camarades.

sance passive, et les plus intelligents poussés à la révolte ou au désespoir. Prospero Balbo tenta de créer des instituteurs laïques en fondant des écoles normales (1817); mais ses projets furent emportés par la réaction de 1821, jusqu'à ce que, avec l'autorisation de Charles-Albert, Cesare Alfieri pût, trente-trois ans plus tard, les reprendre. Les Universités de Turin et de Gênes étaient dans des conditions à peu près aussi mauvaises. Après 1821, les Jésuites s'en étaient emparés; la théologie janséniste traditionnelle de Turin fut honnie, et aucun étudiant ne fut désormais inscrit, s'il ne pouvait présenter des certificats de confession et de communion. Les professeurs ainsi que les élèves étaient en butte à l'espionnage, et la moindre manifestation d'indépendance était suivie de leur expulsion, avec ses conséquences d'exclusion des fonctions publiques et des professions libérales. Si l'instruction, dans le Piémont, survécut malgré les entraves, elle ne produisit que des œuvres de Cour dépourvues de vigueur. La double censure, civile et ecclésiastique, était peut-être la plus sévère de l'Italie; et, jusqu'à ce que les réformes des « quarante » vinssent aplanir le chemin, l'enseignement resta parsemé de tous les obstacles que pouvaient accumuler la crainte et les préjugés.

Le commerce était mieux traité. De même qu'en Prusse, il était de toute importance, pour les desseins du gouvernement, que le peuple fût prospère ; les nobles et les princes rivalisaient à qui aiderait à la production. Les soies brutes de la vallée du Pô, l'huile d'olive du comté de Gênes, les vins d'Asti et de Voghera, commencèrent à acquérir une grande réputation. Mais le gouvernement défit ce qu'il avait fait, et au delà, par les restrictions avec lesquelles il entrava l'industrie. Le protectionnisme découragea les initiatives ; des droits considérables détruisirent à peu près tout le trafic de Gênes et développèrent tout le long de la frontière une active contrebande. Des droits de douane de province à province détruisirent toutes relations entre le Piémont et la Savoie et Gênes. Il n'existait pratiquement pas de maisons de banque. Jusqu'à 1838 les lettres n'étaient distribuées, dans la capitale, que trois fois par semaine. Dans ces conditions, l'industrie pouvait difficilement soutenir la concurrence des produits de Lombardie et de Toscane, et à plus forte raison, de ceux des pays occidentaux ; aussi le commerce extérieur ne se chiffrait-

il annuellement que par 175 millions de francs. Pourtant le pays prospérait. La population, bien qu'elle s'accrût lentement, était devenue aussi dense que celle de la Lombardie, et plus dense que celle de la Grande-Bretagne d'alors. En 1820, Turin et Gênes comptaient chacune près de 100 000 habitants.

Cependant l'activité commerciale était faible en Piémont ; à Gênes, au contraire, elle faisait partie inhérente de la vie du peuple. Les marchands de Gênes avaient hérité des traditions commerciales de plusieurs siècles ; mais, simples, prudents, parcimonieux comme ils l'étaient, ils n'avaient pas l'énergie nécessaire pour combattre les révolutions commerciales qui avaient conduit leur cité à la décadence. Le commerce de l'Inde passait rapidement aux mains des Anglais ; Trieste était pour eux une rivale dangereuse ; une guerre de tarifs entravait toutes affaires avec Marseille ; des tarifs protecteurs institués au profit de l'agriculture anéantissaient le commerce d'importation en vins et céréales. Lorsque le gouvernement vint au secours de Gênes en augmentant les droits sur les navires étrangers, il ne fit qu'éloigner ceux-ci, sans que la navigation nationale en bénéficiât. Les libre-échangistes exposèrent que, par une réduction générale des droits, Gênes pourrait regagner sa situation de centre commercial. Mais l'opposition des armateurs fit remettre cette réforme jusqu'en 1842, et jusque-là, l'état stagnant du commerce fut une cause de misère pour la population industrielle dense de la cité.

Les ouvriers génois étaient sérieux et actifs, économes lorsqu'ils le pouvaient, et très sobres. Leur caractère était absolument l'opposé de celui des ouvriers de Turin ; ces derniers étaient agités, indociles, toujours prêts à revendiquer leurs droits contre leurs patrons ; ils étaient de mauvais soldats, mais de meilleurs citoyens. L'antipathie entre Gênois et Piémontais était en quelque sorte le reflet de leur vieil antagonisme politique. Ce n'est guère que dans la bourgeoisie raisonnante qu'on put constater quelque tendance à se rapprocher des Piémontais ; les pauvres et les patriciens étaient également jaloux de leur antique indépendance, et pendant un moment, ils haïrent le Piémont plus encore que l'Autriche. Lorsqu'ils durent abandonner leurs rêves d'indépendance, lorsque Gênes réunit ses espoirs à ceux de l'Italie, leurs affinités se montrèrent plutôt dirigées vers Milan que vers Turin, et, quelle que pût être leur fidélité

envers la Maison de Savoie, leur influence se montra toujours opposée à toute suzeraineté du Piémont.

En dehors de Gênes, l'occupation presque exclusive du peuple était l'agriculture. Les propriétaires formaient un cinquième de la population [1], et, dans les vallées des Alpes et des Apennins, et dans les pays à olives de la Riviera, il y avait beaucoup de paysans-propriétaires, parfois prospères, parfois aussi extrêmement misérables. La plupart des pays de plaines appartenaient à des seigneurs, n'y résidant généralement pas, et parfois en mauvais termes avec leurs tenanciers. Les fermiers *mezzaiuoli* [2] qui, en certains districts, occupaient tout le pays, par portions de dix à soixante acres, étaient comparativement prospères et indépendants. Partout ailleurs les fermiers n'osaient cultiver trop bien dans la crainte de voir leurs redevances augmentées. Il devenait chez les seigneurs, d'une pratique de plus en plus courante de reprendre leurs fermes sous leur direction propre. Les fermiers ainsi dépossédés devenaient des cultivateurs sans terres, opprimés par les baillis, et misérablement nourris et logés [3]. Le gouvernement essaya de protéger les fermiers en donnant aux tribunaux le droit de réduire leurs redevances par les temps de disette, à la fois pour les tenanciers à l'année et les fermiers ordinaires ; il tenta de mettre obstacle aux dépossessions par des lois sur l'accroissement des petites propriétés ; mais cette politique semblait être trop en opposition avec les doctrines économiques de l'époque pour avoir beaucoup de succès [4]. Quoi que pût faire le gouvernement, la stagnation endémique infecta l'agriculture, et, les pâtures et les champs de riz fertiles des plaines exceptés, les méthodes employées restèrent inférieures à celles de la Lombardie et des duchés. Ici et là, il se trouva ultérieurement des seigneurs animés de l'esprit de progrès, et les théories agricoles purent s'améliorer. Les prairies et les mûriers de la Lombellina furent cultivés avec intensité et un soin de plus en plus grand. Mais en règle géné-

1. V. Raumer, *op. cit.*, I, 264. De même aussi en 1871. Beauclerk, *Rural Italy*, 119.
2. Voir plus loin, chapitre IV.
3. Eandi, *op. cit.*, II, 63 ; *Avvocato milanese*, *op. cit.*, V, 418, 419 ; Pareto, *Genova*, 114 ; et, plus tard, Beauclerk, *op. cit.*, 124-126. Pour le paupérisme qui suivit, voir Mittermeier, *op. cit.*, 167.
4. V. Raumer, *op cit.*, I, 304 ; *Avvocato milanese*, *op. cit.*, V, 291-292 ; 312-394 ; Eandi, *op. cit.*, II, 66.

rale, tout perfectionnement se buta dans la pratique, contre le conservatisme des paysans et les contrats des tenanciers qui s'opposaient à toute modification dans les méthodes habituelles de fermage.

Pris en bloc, les Piémontais formaient un peuple lourd et patient, d'idéal étroit, mais d'une grande puissance de persévérance et de volonté. Le gouvernement, quoique imbécile et retardataire, était actif et patriote ; tout inférieur qu'il fût, sous bien des points, à celui de la Lombardie, il était de beaucoup plus populaire, justement parce qu'il était national. Instinctivement, on sentait que l'hégémonie de l'Italie passait au royaume Sub-Alpin. Sa population excédait à peine de moitié celle de Naples et de la Sicile ; en richesses et en intelligences, il était inférieur à la Lombardie ; sa fusion avec les Génois était imparfaite et un cinquième de ses sujets étaient d'une race d'au delà des Alpes et parlaient une langue différente. Mais les qualités solides du peuple compensaient son infériorité en nombre et en richesses. Si la Maison de Savoie l'avait maintenu en tutelle, soumis et docile en matière politique, elle l'avait doué d'un caractère viril et martial, rare en Italie. Ces paysans béotiens indifférents étaient capables de lutter et de souffrir sans se laisser abattre, ils étaient susceptibles de fidélité et de sacrifice. Les traditions du gouvernement les dirigeaient vers une politique en avant vers l'est. Milan ! tel avait été pendant des siècles le mot d'ordre de ses princes. La Lombardie était toujours pour eux « l'excellent artichaut » qui devait être enlevé, feuille par feuille, aux Autrichiens. Puis, la vieille politique d'accroissement territorial s'éleva à une plus noble conception. De Maistre fut le prophète de la nouvelle école qui visait à la couronne d'Italie et priait Victor-Emmanuel « d'oublier le trône du Piémont et de penser à celui de l'Italie [1] ». Les nobles pouvaient continuer à s'enorgueillir de leur origine provençale et mépriser le sang italien pur ; la bureaucratie pouvait considérer l'Italie comme « une annexe du Piémont ». Mais la conception plus large du Piémont conduisant l'Italie vers une guerre de rédemption nationale, s'imposa de plus en plus aux esprits après 1814. Même dans leurs plus mauvais jours, l'Autriche, pour Victor-

1. *La maison de Savoie*, II ; Bianchi, *Diplomazia*, I, 46 ; pour une doctrine similaire en 1791, voir *Id.*, *Monarchia*, III, 452-453.

Emmanuel, aussi bien que pour Charles-Félix, resta l'ennemie, et c'est seulement la crainte d'une révolution qui les empêcha de rompre avec elle. Tôt ou tard un combat pour la vie ou la mort devait avoir lieu. Et c'était du prince et du peuple du Piémont que les patriotes de l'Italie entière attendaient la lumière et la direction.

LA LOMBARDIE-VÉNÉTIE.

Bien que l'émancipation de la Lombardie et de la Vénétie fût le rêve de tout Italien patriote, les Napolitains, les Romains, les Piémontais pouvaient à juste titre envier les institutions sous lesquelles vivaient leurs habitants. L'empire autrichien était trop fort, trop complètement en évidence pour condescendre à l'indécente corruption d'une tyrannie mesquine. Son administration avait ses traditions bien établies de capacité et de méthode ; et bien que le temps fût passé de l'esprit de progrès du règne de Joseph II, ses réformes restaient. L'administration germanique pouvait être lente et peu sympathique ; les susceptibilités et les coutumes nationales pouvaient être sacrifiées aux intérêts de l'Autriche et à la centralisation ; la position équivoque du gouvernement pouvait donner lieu à d'inévitables abus de police et à de rares périodes de despotisme impitoyable. Mais il y régnait une régularité et une force, une égalité devant la loi, une liberté sociale qui, si l'on excepte Parme et la Toscane, étaient sans parallèle en Italie.

La Lombardie étant graduellement passée aux mains de l'Autriche pendant la première moitié du dix-huitième siècle, avait profité des réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II. Après les premières conquêtes de Napoléon, Milan était devenue la capitale de la République cisalpine et, ensuite, du royaume d'Italie. Le territoire de la République de Venise qui, en 1797, avait été sacrifié par la stratégie politique de Napoléon, fut admis en 1806 à faire partie du nouveau royaume. Milan devint une capitale européenne, le siège d'une Cour brillante, la première cité d'Italie en littérature, en industrie, et en entreprises sociales. Des ingénieurs lombards exécutèrent la passe du Simplon, des architectes lombards terminèrent la cathédrale de Milan, des soldats

lombards eurent leur part des gloires des campagnes de Napoléon. Monti et Foscolo firent connaître par toute l'Europe la littérature lombarde.

Si, après la Restauration, l'Autriche leur avait accordé généreusement l'autonomie, elle aurait pu, probablement, gagner à sa cause les provinces. Malheureusement la parole donnée et les engagements pris ne tinrent pas devant la mauvaise leçon de centralisation que les puissances européennes avaient prise de Napoléon. La direction des mouvements nationalistes des six dernières années fut laissée entre les mains d'hommes qui pensaient pouvoir faire du flottant empire autrichien un tout compact comme la France. Allemands, Slaves, Italiens, tout devait être accommodé à la même sauce ; « les Lombards, disait Metternich, doivent oublier qu'ils sont Italiens ». En son entier, la législation autrichienne, criminelle et civile, fut réinstituée sans tenir compte des habitudes et des coutumes nationales. Presque tout vestige d'administration indépendante disparut. Le vice-roi, tout archiduc impérial qu'il fût, n'était qu'un simple pantin dont les ministres auliques tenaient les ficelles. Des difficultés survenues entre le vice-roi et le gouverneur provincial ou entre celui-ci et le préfet de police rendirent plus facile à l'administration de Vienne de conserver entre ses mains les rênes du pouvoir. Malgré le désir qu'avait Metternich de faire quelques concessions à l'opinion italienne, des Allemands ou des Tyroliens remplirent tous les postes élevés de l'administration et de la magistrature. Des manuels autrichiens furent employés dans les écoles primaires ; on enseignit aux Universités les lois et l'histoire autrichiennes, à l'exclusion de celles d'Italie ; les pharmaciens furent forcés de se servir de la pharmacopée autrichienne. On ne put construire une route, creuser un fossé sans en référer à Vienne ; les manuscrits durent souvent être soumis à la censure de Vienne avant de pouvoir être publiés. Le gouvernement avait toutes les vertus et tous les défauts caractéristiques d'une bureaucratie ; il comportait tous les maux de l'irresponsabilité : la corruption, l'apathie, le défaut d'initiative. L'intelligence prompte des Lombards, habituée au caractère entreprenant de la domination de Beauharnais, se réjouit aux dépens de la stupidité allemande, expliquant que le poste d'ingénieur municipal à Milan avait été aboli

« parce que des siècles durant la cité avait subsisté sans pourtant en avoir », racontant comment des brodequins de soldats avaient été envoyés de Venise à Vienne pour être ressemelés... Pourtant, l'autorité autrichienne, si lente, inintelligente et timide qu'elle pût être, n'en montra pas moins une certaine bonne volonté à résoudre les problèmes qui se posaient devant elle, et à favoriser la prospérité nationale.

A une date ultérieure, le gouvernement se vit aux prises avec de sérieuses difficultés en raison de ses charges financières. Les provinces autrichiennes de l'Italie furent mises à contribution pour une part dépassant de beaucoup celle qui aurait dû équitablement leur incomber. Il est exact que des « centimes additionnels », se montant parfois à moitié du total des impôts, furent levés pour les dépenses du gouvernement impérial, il est également exact que, étant donnée leur population, la Lombardie et la Vénétie payèrent des taxes doubles de celles qui devaient en être exigées. Mais la riche Lombardie ne pouvait être mise sur le même pied que la pauvre Carinthie ; elle payait moins, par rapport à sa richesse, que les provinces de la Basse-Autriche qui étaient les plus favorisées de l'empire, et il est probable que, en prenant comme base la richesse du pays, elle ne paya pas plus que son quantum[1]. Quoi qu'il en soit, les impôts étaient lourds. Sur le pied de paix, ils atteignaient le niveau de ceux de la domination française en temps de guerre ; les taxes foncières dépassèrent bientôt le maximum de 20 pour 100 des revenus nets qu'on leur avait fixé, pour s'établir entre un tiers et moitié[2]. Le monopole des gabelles fit monter le sel jusqu'à onze fois sa valeur réelle. Mais les reproches qu'on faisait aux lourds accroissements d'impôts étaient, si l'on en excepte les taxes foncières, infondés[3] ; et, à part quelques tentatives pour ne point payer les dettes dues à certains corps locaux et des machinations au sujet des caisses

1. *British and Foreign Review*, XXVIII, 570-573 et table ; Tegoborski, *Finances*, II, 362 ; Bonghi, *Pasini*, 689 *et alibi* ; Valentini, *Perequazione* ; Meneghini, *Condizione*, 97-99 ; Cantù, *Milano*, I, 165-166 ; Jacini, *Proprietà*, 110-111 ; Bianchi-Giovini, *Gravami*, 5 ; *Lettere ad A. Pazzini*, 116, 127 ; *Raccolta dei decreti*, II, 75 ; Correspondance-Italie (1847-49), IV, 99.

2. Voir volume II.

3. Zajotti, *Verità*, 312-313, 327 ; Jacini, *op. cit.*, 108 ; *Venezia e le sue lagune*, II, 368-369 ; *contra* Misley, *L'Italie*, 111, 207.

de secours, les finances semblent avoir été, en somme, dirigées honnêtement.

De même, sauf en ce qui concerne les délits politiques, la justice autrichienne n'était pas facilement attaquable.

Elle avait beaucoup des défauts communs aux codes italiens de l'époque ; le public n'était pas admis aux jugements ; l'inculpé n'était pas autorisé à avoir l'assistance d'un conseil, et ne pouvait faire qu'un examen rapide des accusations portées contre lui ; il n'existait aucun jury, et, trop souvent, on pouvait suspecter l'influence de la police. Mais son principal défaut était plutôt de ne pas être conforme aux coutumes italiennes et d'avoir des magistrats, en grande partie, étrangers au pays[1]. L'égalité devant la loi était absolue ; il n'y avait pas de tribunaux spéciaux, excepté pour les procès politiques ; en règle générale, les ecclésiastiques étaient traduits devant les tribunaux ordinaires. Le code civil, qui datait de 1814, était, sur divers points, en avance sur le code Napoléon, et les paysans l'aimaient pour la protection qu'il leur donnait contre leurs seigneurs.

Pour les questions de religion, le gouvernement était le plus avancé d'Italie. Les traditions du temps de Joseph II étaient toujours vivaces ; on considérait les prêtres comme des fonctionnaires publics et celui qui refusait de coopérer à l'enseignement public ou au relèvement des pauvres pouvait être puni[2]. Bien que la police aidât les évêques à empêcher la vente des bibles de Diodati, les protestants et les orthodoxes jouissaient d'une entière liberté religieuse, et, à part les fonctions publiques qui, leur étaient fermées, les Juifs n'étaient guère en butte aux vexations[3]. En raison peut-être du contrôle de l'État, le clergé était le plus instruit et le plus libéral de l'Italie. Dans les deux provinces il n'y avait que 1 000 moines, et, bien qu'en 1843 les jésuites eussent été autorisés à rentrer à Venise, ils ne purent jamais prendre pied à Milan, où l'archevêque allemand Gaysruck « avait assez à faire avec ses prêtres ».

Quant à l'enseignement, la Lombardie était également

1. Les données quant à leur nombre sont contradictoires. Comparer Zajotti, *op. cit.*, 63, avec Pallavicino, *Memorie*, I, 55, et Bianchi-Giovini, *op. cit.*, 11.

2. Lorenzoni, *Istituzioni*, II, 21.

3. Je ne puis mettre d'accord les *Carte segrete*, II, 363, avec Cantù, *op. cit.*, I, 187.

beaucoup plus avancée que le reste de l'Italie, Parme et Lucca exceptés, et peut-être même au niveau de n'importe quel pays d'Europe de l'époque. L'instruction primaire était, tout au moins théoriquement, obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à douze ans ; depuis 1786 des restrictions avaient été apportées au travail des enfants ; toutes les communes, jusqu'aux moindres, étaient tenues d'avoir leur école. En Lombardie, en 1834, 6 820 des garçons et 4 220 des filles en âge d'aller à l'école suivaient des cours[1], bien qu'en Vénétie l'instruction des filles fût un peu négligée et que dans les districts ruraux les enfants suivissent l'école plus ou moins régulièrement. Des écoles maternelles du modèle de celles de Robert Owen furent instituées en 1829 et, seul des gouvernements d'Italie, le gouvernement, ici, les patrona. Une gradation bien comprise faisait franchir à l'écolier tous les degrés de l'instruction primaire ; toute ville importante avait une « école primaire supérieure » où l'on enseignait aux élèves la grammaire, le latin et quelque peu les sciences. L'instruction secondaire commençait aux « Gymnases » dont on comptait au moins un dans chaque ville, et se complétait dans douze lycées plus avancés. Il y avait des Universités à Padoue et à Pavie, avec chacune environ 1 500 étudiants, dont le Libéralisme bruyant faisait la terreur de la police ; et bien que les professeurs fussent trop souvent des étrangers, objets de risée pour les étudiants, et parfois agents du gouvernement, ces Universités n'étaient inférieures qu'à celles de Bologne et de Naples[2].

La censure était peut-être la moins lourde de toute l'Italie. Sans doute, la loi de 1815, autorisant explicitement toute critique politique, était lettre morte ; aucun journal politique ne pouvait être publié sans l'autorisation du censeur en chef de Vienne ; après 1821, tous les livres étrangers durent d'abord lui être soumis. Les romans « sans mérite scientifique », les publications « offensant les règles du style et la pureté du langage » furent proscrits ; Balzac et Bentham, Victor Hugo et Machiavel, Hallam et Rabelais furent ainsi inscrits sur les

1. Sacchi, *Istruzione*, 11 ; Lorenzoni, *op. cit.*, II, 59. Dans la province de Bergame, 90 pour 100 des enfants des deux sexes allaient à l'école.

2. En ce qui concerne l'instruction générale, voir Sacchi, *op. cit.* ; Lorenzoni, *op. cit.*, II, 49 et suiv. ; Cantù, *op. cit.*, I, 228-241 ; Mittermeier, *op. cit.*, 192-198.

listes des œuvres littéraires prohibées[1]. Mais en temps ordinaire ces ouvrages étaient vendus presque ouvertement. La censure se proposait, dans une très bonne intention, de supprimer tout ouvrage malpropre ; les œuvres scientifiques et non politiques, et quelquefois même les ouvrages théologiques, jouissaient d'une liberté appréciable ; et il y avait alors à Milan une liberté et une franchise de pensée, à tous égards, non égalée en Italie[2]. Un tiers des journaux de la péninsule, et, en 1842, près de moitié de ses publications littéraires, voyaient le jour dans les deux provinces[3].

En ce qui concerne le gouvernement local, seules, de toute l'Italie, elles étaient en possession d'un système effectif. Tous les propriétaires, y compris les femmes, jouissaient de la franchise, et le grand morcellement des propriétés foncières donnait un suffrage à presque chaque famille. Dans les petites communes comptant moins de 300 propriétaires, les électeurs se rassemblaient deux fois par an pour décider des affaires importantes, un comité exécutif de trois d'entre eux étant chargé d'expédier, dans l'intervalle, les affaires courantes de la commune. Dans les communes plus importantes, ces réunions n'avaient pas lieu[4], et un conseil de trente à soixante membres était chargé de toute l'administration. Dans les principales villes, le pouvoir exécutif était donné à un *podestà* et à ses assesseurs adjoints, le consentement du conseil étant nécessaire pour toute décision nouvelle. Les communes avaient à leur charge les écoles, la police locale, les chemins vicinaux et, occasionnellement, leurs prêtres ; elles avaient le contrôle de l'hygiène communale, de la police, des charités paroissiales et pouvaient, sur l'approbation de l'autorité centrale, entreprendre des travaux publics ; les réunions ou les conseils nommaient l'instituteur, le docteur et la sage-femme publics, qui, comme partout en Italie, étaient payés

1. Ainsi que Dante, en Vénétie, suivant *Riv. stor. del risorg.*, I, 489.
2. D'Azeglio, *Ricordi*, 450, 453 ; G. Torelli, *Ricordi*, 14 ; Chiala, *Dina*, I, 17.
3. Voir, pour détails concernant la censure, *Riv. stor. del risorg.*, I, 489, 521. La distribution d'une pièce ne pouvait comporter de mauvais roi, à moins qu'il n'y figurât également un bon roi. L'*Histoire* de Humes pouvait circuler à Venise, non à Milan.
4. Les Conseils tendaient à remplacer les réunions. Sur les 809 communes de la Vénétie, 450 avaient des Conseils en 1809, et 583 en 1853 ; 117 avaient des « *uffizio proprio* » qui les rendaient plus indépendantes des centres officiels. Morpurgo, *Saggi*, 120.

par chaque commune pour soigner gratuitement les indigents. Somme toute, l'autorité centrale usait peu de ses prérogatives de contrôle, et le sentiment de gouvernement local était puissant et reconnu.

Mais, à mesure que le « self-government » se rapprochait d'une représentation nationale, les craintes de l'autocratie l'affaiblissaient. Chacune des dix-sept provinces était le siège d'une Assemblée provinciale dans laquelle les nobles, les propriétaires non titrés et les dix-neuf cités royales avaient leurs représentants respectifs. Ses pouvoirs étaient limités ; elle avait la direction des finances de la province, la haute main sur celles des communes, et un certain contrôle sur les routes, les rivières et les institutions de charité ; mais elle jouait un rôle restreint dans la vie publique du pays. Les Assemblées centrales de la Lombardie et de la Vénétie réalisèrent encore moins l'espérance qu'elles deviendraient des pouvoirs politiques actifs. « Une constitution, disait l'empereur François, détruirait la confiance qui doit exister entre un prince et son peuple ». Toutefois il devint nécessaire, en 1814, pour pacifier ses provinces italiennes qu'il leur donnât une apparence de gouvernement représentatif, et les assemblées furent autorisées à présenter les vœux des Lombards et des Vénétiens. Mais elles furent expressément évincées de toutes fonctions législatives ; les candidats à l'élection eurent à justifier de titres importants de propriété et furent soumis au *veto* du gouvernement. Leurs fonctions n'étaient que celles de corps locaux ; leur seul pouvoir effectif, le droit de pétition, fut rarement employé par ces hommes qui ne représentaient qu'une fraction du peuple et qui, à quelques exceptions près, ne comprenaient que des personnes agréées par le gouvernement. En 1825, elles firent un effort au sujet de réformes légales et fiscales et de l'exclusion des étrangers des services publics. Mais aucune réponse ne fut faite à leur vœu, et la pétition qu'ils firent en 1838, pour demander que le nombre des Italiens faisant partie de la garde impériale fût augmenté, ne fit que les rendre ridicules. Le peuple, qui les considérait comme

> « chèrement payés
> pour s'engraisser dans l'administration des hôpitaux[1] ».

les dédaigna, eux et leurs travaux.

1. Giusti.

Partout où les craintes politiques du gouvernement entraient en jeu, la valeur réelle et raisonnable de l'administration ordinaire était détruite. Dans ses moments de franchise, le gouvernement avouait qu'il n'avait derrière lui aucune force morale, et le sentiment d'être ainsi dépourvu « d'une soupape de sûreté à l'usage du mécontentement », le maintenait dans la perpétuelle terreur d'une conspiration. La loi, comparativement douce et sage en toutes choses, était en matière politique systématiquement et cyniquement inique; les châtiments corporels, la privation de nourriture, la belladone étaient employés pour extorquer des aveux[1]. Lorsqu'un inculpé dans un procès politique comparaissait enfin devant la Cour, c'était sans l'assistance d'un avocat, sans avoir pu prendre connaissance des charges portées contre lui, sans la protection de la publicité des débats, et il se trouvait en face d'un tribunal préparé de juges autrichiens et tyroliens. Une simple expression de mécontentement politique était tenue à crime et entraînait une mort lente au Spielberg. En temps de mouvements populaires ou dans le cas de crime commun à plusieurs personnes, le *giudizio statario* permettait aux autorités de négliger toutes formalités et de juger sans appel.

La police politique[2] n'était probablement ni meilleure ni pire qu'au Piémont ou qu'à Rome; elle intervenait moins par rapport à la liberté personnelle, mais il y avait plus d'espionnage, plus de surveillance cachée de la vie privée. Elle affectionnait tout particulièrement de rassembler jusqu'aux plus infimes détails concernant l'existence des suspects — masse d'informations très probablement plus utiles à l'historien qu'elles ne le furent jamais au gouvernement. L'empereur François, officier rude et borné, terrifié jusqu'à la monomanie par l'assassinat de Kotzebue, mit son idéal de gouvernement dans l'espionnage de la police. Les *sbirri* eurent à leurs gages des hommes de toutes situations, du cardinal au seigneur ou au dilettante écrivant des odes en l'honneur de son maître, jusqu'à l'espion de bas étage, écume de la po-

1. Misley, *op. cit.*, 23 ; Casati, *Confalonieri*, I, 52-65.
2. Il faut se rappeler que les *sbirri* étaient plus employés à servir des desseins politiques qu'à maintenir la loi et l'ordre ; de là, l'aversion qu'ils inspiraient.

pulation, qui gagnait ses deux francs par jour à récolter les plus ou moins invraisemblables commérages courant la rue ou le café. Les correspondances de tout le monde en général furent ouvertes « avec d'intéressants résultats ». Les bureaux de la police vécurent dans l'état normal d'agitation que leur causaient leurs extraordinaires suspicions ; leurs verbeux rapports étaient remplis de complots fomentés par Bonaparte ou d'intrigues menées par des Anglais ou des Russes. Des voyageurs anglais et d'inoffensifs artistes, tels que Rossini et Vernet, furent « mis à l'ombre. » L'habitant était menacé d'un sort plus grave ; il ne pouvait émigrer ou partir pour un voyage à l'étranger sans autorisation ; des influences secrètes pouvaient l'empêcher d'obtenir une fonction. Un professeur fut révoqué parce qu'il avait cité ce cri du pape Jules « A la porte l'étranger ! » On ne pouvait donner un bal privé sans la permission de la police.

Dans tout le gouvernement se rencontrait ce mélange de bonne administration et de tyrannie politique. Mais, somme toute, les Lombards, rusés, gais, tenaces, n'étaient que trop disposés à accepter une domination qui assurait leurs intérêts matériels et leurs plaisirs, quelque fatale qu'elle dût être, sous des considérations plus élevées, à leur vie civile. Milan, bien que déchue de son haut rang, restait active, brillante, sceptique, dissolue. A Venise, à part certains brefs intervalles où se réveillaient quelques hauts sentiments, toute dignité avait disparu, et les nobles et les plébéiens « ne pensaient ni ne sentaient. » Son aristocratie courtisait servilement l'Autriche ; sa bourgeoisie n'avait plus ni volonté ni influence ; les deux cinquièmes de sa population vivaient d'aumônes. Les Autrichiens surent tirer parti de cette démoralisation ; ils subventionnèrent largement l'opéra ; en cas d'excitation politique, ils avaient, comme panacée toujours prête, une augmentation de splendeur du carnaval. Les haines qui divisaient alors Milan de Brescia ou de Venise furent soigneusement entretenues ; le noble qui portait intérêt aux affaires publiques s'attirait la disgrâce du gouvernement.

Ce n'est que par de lents degrés que chaque classe sut s'élever au-dessus de ces mauvaises tentations. Chaque cité avait son groupe de familles nobles pour la plupart préoccupées de trouver de l'argent ou de s'amuser. Mais à Brescia et à Milan régnait un meilleur esprit. Les puissants et riches

nobles milanais reconnurent à temps qu'ils ne pourraient reconquérir leurs anciens privilèges, et leur nature exclusive se transforma à l'égard de la bourgeoisie en une sorte de cordialité contrastant singulièrement avec l'esprit de caste de leurs égaux à Turin. Confalonieri avait gagné à sa cause beaucoup d'entre eux, et ils n'oublièrent ni ne pardonnèrent jamais l'insulte faite à leur caste par sa cruelle condamnation. Le lourd impôt foncier aidait les esprits les plus généreux à conserver vivace une certaine flamme de patriotisme, et leurs fils et leurs filles étaient élevés à considérer les Autrichiens comme des étrangers à peine tolérés, et qu'il fallait mépriser et mettre en quarantaine au théâtre ou au bal.

Mais les nobles étaient d'une importance comparativement faible. La Lombardie était à beaucoup près un pays de bourgeois ; ceux-ci en possédaient la plus grande partie ; ils étaient entreprenants et heureux dans leur commerce. La sagacité et les facultés artistiques des Lombards faisaient, malgré toutes les entraves, fleurir leur industrie, et, à l'exception de la Belgique, la population de leur pays était devenue la plus dense de l'Europe. Le commerce de la soie progressait par sauts et par bonds et donnait du travail à un grand nombre de filateurs des pays de montagnes. Les fromages de Lodi et de Crema étaient renommés ; l'industrie cotonnière s'étendait et des raffineries de sucre avaient été construites. La première société d'assurances fut fondée en 1827 ; Milan fut éclairée au gaz dès 1843. Mais, de quelque aide que pût être au commerce cette longue période de paix, les industriels lombards devaient payer la faveur d'appartenir à l'empire autrichien. Des tarifs énormes et compliqués entravèrent le commerce et encouragèrent la contrebande[1] ; et, jusqu'en 1822, des barrières douanières, le long du Mincio, constituèrent un motif d'irritation continuel. Le commerce de Venise, jusqu'à ce que cette ville fût déclarée port franc, fut sacrifié aux intérêts de sa rivale, Trieste. Vérone fut ruinée par la concurrence allemande ; Brescia se vit forcée de fermer ses fabriques d'armes, le ministère de la guerre envoyant ses commandes à l'Allemagne.

1. Les marchandises anglaises frappées à l'entrée d'un droit de 60 pour 100 *ad valorem* étaient vendues à 15 pour 100 de prime sur la valeur non taxée ; Witt, *Sociétés secrètes*.

Comme partout en Italie, la masse de la population était agricole. Les propriétaires en formaient un huitième, et leur nombre augmentait toujours[1]. Dans les pays de montagnes, tout paysan était propriétaire; et, bien que ses maigres propriétés fussent lourdement hypothéquées, ses droits limités par des mesures de réglementation, et sa demeure et sa nourriture de qualité misérable, il préférait, au bien-être, son indépendance. Dans les pays de collines et de plaines non irriguées, la propriété était à peu de chose près aussi morcelée, mais était cultivée, d'une façon générale en ce qui concerne la Vénétie, suivant des fermages d'exaction, et, en Lombardie, par des tenanciers sous des formes diverses de *mezzedria*, ou par loyers perpétuels à rentes fixes, durant souvent depuis des siècles. La population était très dense, les redevances très élevées, et les revenus de chaque famille étaient presque invariablement complétés par le filage de la soie qui s'effectuait à la maison : c'est ici (en tous cas en Lombardie, car la Vénétie resta toujours en arrière de sa sœur plus prospère) que le paysan vivait le mieux; il était pauvre, mais moins que le paysan français ; sa nourriture était des plus simples, mais son logement et ses vêtements relativement bons. Ces conditions étaient absolument renversées dans les plaines irriguées qui s'étendent entre le Tessin et l'Adda. Là, l'agriculture, au lieu d'être portée vers la vigne et le mûrier, l'était vers les rizières et les champs de maïs, ainsi que vers ces riches pâturages où l'on fabriquait des fromages renommés[2]. De grandes fermes de 200 à 700 acres étaient entre les mains de fermiers riches et instruits dont les baux étaient du type anglais, à brève échéance.

Le paysan n'avait aucun droit sur le sol excepté dans les conditions précaires d'un partage. Sa nourriture ne semble pas avoir été inférieure à celle des paysans des pays de collines, la *pollagra* n'était pas alors la mauvaise chose qu'elle est devenue depuis ; mais, moralement, le laboureur des plaines était très inférieur. Peu instruit, nomade, lo-

1. Ainsi Cantù, *op. cit.*; v. Raumer, *op. cit.*, I, 155-156, donne le chiffre de un sur onze ; dans la province de Bergame, il y avait un propriétaire par cinq habitants ; Rosa, *Bergamo*, 44.

2. Les travaux d'irrigation coûtaient en moyenne 700 francs l'acre (40 ares); les redevances oscillaient entre 50 et 275 francs l'acre ; les meilleures prairies rendaient de 25 à 30 tonnes de fourrage à l'acre, on nourrissait soixante vaches par cinquante acres ; Beauclerk, *op. cit.*, 183-188.

geant dans des huttes faites de branchages et de boue, haïssant son maître et son seigneur, parfois poussé au désespoir par la misère[1], il formait dans l'État un élément dangereux. Même dans les bas-plateaux situés à l'est de l'Adda, où les fermes étaient plus petites et la condition du paysan meilleure, il existait peu de l'indépendance qui caractérisait le paysan des collines. Et, également en ce qui concerne les pays de plaines et les pays de collines, le paysan trouvait souvent dans le gouvernement autrichien un défenseur contre l'exaction seigneuriale. N'avaient été les huit dures années de service militaire, il aurait eu peu de raisons matérielles de se plaindre de la domination étrangère[2].

Mais, même pour les apathiques lombards et vénitiens, la paix et des affaires prospères n'étaient pas suffisantes. Pour les esprits les plus avisés d'entre eux, l'administration autrichienne, parce qu'elle était autrichienne, était plus odieuse que les tyrannies les plus criantes de Rome et de Naples. Des fonctionnaires civils, des soldats, et quelques riches conservateurs pouvaient, en vérité, faire abstraction de leur nationalité[3] ; des fermiers et leurs laboureurs pouvaient s'inquiéter davantage de questions agricoles que de politique nationale ; la prospérité matérielle pouvait parfois engourdir le patriotisme des industriels et des artisans ; Venise pouvait être tombée en léthargie. Mais Venise elle-même, en songeant aux gloires passées de la République, était capable, à un moment donné, de se soulever contre la malveillante domination étrangère ; et à Milan et dans toutes les villes lombardes, et partout au travers des vallées des Alpes, une haine violente de l'Autrichien s'empara graduellement des esprits les mieux organisés de chaque caste. Pour les nobles, pour les marchands, pour les ouvriers, les leçons de Mazzini s'étant infiltrées dans toutes les classes, l'uniforme blanc du soldat autrichien représentait une tyrannie ne devant être supportée qu'aussi longtemps qu'ils y seraient contraints par la force.

1. Leur salaire, en 1845, était de 1 fr. 25 par jour. Cantù, *op. cit.*, I, 166 ; en 1882, il paraît être tombé à 0 fr. 75 par jour ; Beauclerk, *op. cit.*, 191.

2. Jacini, *Proprietà, passim*, Bowring, *Report*, 94-99 ; Cantù, *op. cit.*, I, 184-185 ; II, 150-160 ; Beauclerk, *op. cit.*, 169-233 ; *Carte segrete*, I, 256-257 ; Morpurgo, *Saggi* ; Visconti-Venosta, *Valtellina*.

3. Un catéchisme, en usage dans les écoles primaires, enseignait que « Dieu punit de la damnation éternelle les soldats qui abandonnent leur souverain ».

CHAPITRE IV

LES CONDITIONS SOCIALES DE L'ITALIE

(SUITE)

MODÈNE, PARME, LUCCA, LA TOSCANE : Fossombroni; Léopold II; le gouvernement toscan; les Toscans; les Georgofils; le clergé; l'enseignement; les paysans; la vie en Toscane. — LES ÉTATS DE L'ÉGLISE : la théocratie; la *Curie;* l'administration; le commerce; le gouvernement local; la loi; la justice; la police; l'Inquisition; les Juifs; l'enseignement; la religion et la morale; la condition du peuple; la Romagne et les Marches; mouvement séparatiste en Romagne; l'Ombrie; *Agro Romano*; Rome.

MODÈNE.

Au sud du Pô, entre la Lombardie et la Toscane, se trouvaient les petits duchés de Modène et de Parme. La Modène, qui s'étendait du Pô inférieur par-dessus les Apennins jusqu'à un lambeau de côte à Massa et Carrare, avec un demi-million d'habitants, avait été modelée conformément à l'idéal de souveraineté du duc François. En théorie, l'État abondait en dispositions bienveillantes à l'égard du peuple, mais les faits d'un despotisme personnel contrecarraient fatalement l'idéal. Les impôts étaient lourds; les lois, tant civiles que criminelles, mauvaises, arbitraires, mystérieuses. Des décrets royaux pouvaient transgresser la loi; les suspects politiques, contre lesquels il n'y avait aucunes preuves, pouvaient être maintenus en prison « jusqu'à ce que la vérité se manifestât ». La domination française y avait apporté de l'activité et de l'initiative et Modène avait été rendue célèbre par son école d'administrateurs. Mais tout fut anéanti sous le poids mortel des suspicions de François. Le libre gouvernement communal fut d'abord affaibli, puis détruit.

L'enseignement primaire n'exista plus sauf dans quelques rares cités ; les écoles secondaires devinrent presque le monopole des jésuites ; l'Université fut délabrée par la nouvelle réglementation que le duc y introduisit après 1821. La censure tomba entre les mains de fanatiques qui interdirent jusqu'aux œuvres du Dante[1] et ne permirent à aucun ouvrage qu'ils n'avaient pas sanctionné d'entrer dans le pays. Les affaires étaient rares ; le gouvernement « protégeait les yeux de ses sujets » en prohibant l'usage des allumettes[2], et les tarifs élevés rendaient le commerce impossible. Les seuls marchands qu'il y eût étaient des Juifs et des Suisses, et les premiers avaient à souffrir de toutes les vexations que pouvaient imaginer les suspicions de François. La seule industrie de quelque importance était celle des marbres de Carrare. La plus grande partie de la population se composait de paysans, presque tous propriétaires, travailleurs persévérants du sol ingrat des montagnes, souvent écrasés par les agents du gouvernement, frôlant souvent de très près la misère, mais dévoués au gouvernement et, en cas de besoin, pourvoyant François de volontaires « Sanfédistes ».

PARME.

Le duché voisin de Parme présentait un contraste frappant avec la sévère domination de François. Cet État, d'une population dense, de 450 000 habitants, avait le gouvernement le plus éclairé de toute l'Italie. La veuve de Napoléon, toute indolente et dissolue qu'elle pût être, était une souveraine généreuse et bien intentionnée, et ses ministres secondaient ses penchants vers l'indulgence et un mode de gouvernement comparativement libéral. La loi française avait été conservée et même améliorée, particulièrement en ce qui concerne l'égalité qu'elle prescrit entre les héritiers des deux sexes. Il n'y avait aucun privilège devant la loi ; les procès étaient publics, les juges indépendants. Un conseil d'État était consulté sur tous les projets législatifs. La police était relativement sans danger, et la conservation du Concordat français tenait le clergé en respect. Parme était le

1. Valery, *Voyages*, 211.
2. Giusti, *Epistolario*, 134.

seul État d'Italie où les Juifs eussent accès aux fonctions publiques. La loi protégeait soigneusement le tenancier *mezzaiuolo*[1]. Le pays était, pour l'enseignement, à la tête de toute l'Italie. La plupart des communes avaient des écoles de garçons et 20 pour 100 de la population se rendaient dans ces écoles ou bien dans les écoles privées de filles.

LUCCA.

Le plus petit d'entre les petits États dont les destinées étaient étroitement unies à celles de la Toscane était le minuscule duché de Lucca, situé au milieu des Apennins et le long de la côte entre Carrare et Pise. Sa superficie n'était que d'environ 850 kilomètres carrés, et sa population, très dense, de 150 000 habitants. Le Congrès de Vienne lui avait donné l'assurance que sa Constitution de 1805, qui était jusqu'à un certain point représentative, lui serait maintenue ; mais cette promesse fut oubliée, et il n'est pas jusqu'à son indépendance ecclésiastique qui ne fût graduellement abolie. Mais le gouvernement n'était ni intolérant, ni cruel ; la duchesse, bien que « bigote », était généreuse, et sut gagner suffisamment la confiance des Libéraux d'Italie pour qu'ils pensassent, en 1831, à son fils Charles-Louis, comme chef possible de la Révolution. Mais Charles-Louis devint bientôt un objet de risée pour l'Italie ; il se fit protestant, apparemment par caprice, puis revint ensuite à l'Église romaine ; il fit d'un groom du Yorkshire, Thomas Ward, son premier ministre ; ses extravagances et ses mœurs dissolues lui valurent de la part de Giusti le titre de « Don Juan protestant ». Le pays était relativement prospère, retirant de ses fameux parcs d'oliviers, de gros profits pourtant insuffisants à sa dense population qui émigrait en grand nombre. Il y régnait une certaine dose de libre-échange, et il avait une industrie considérable en soie, laine et coton. Il possédait de nombreuses écoles et bien qu'à peine la moitié d'entre elles fussent gratuites, elles étaient suivies avec assiduité. Les écoles secondaires étaient bonnes, et l'Université comptait 25 professeurs et 180 étudiants.

1. V. Raumer, *Italy*, I, 307, 308.

TOSCANE.

Le gouvernement toscan était le seul qui, à part le Piémont et Parme, fût accepté de bonne volonté par ses sujets. Mais, en principes et en méthodes, les gouvernements de Florence et de Turin montrèrent un contraste bien tranché. Il y avait une certaine dose de vérité dans l'assertion de Mazzini que le gant de velours cachait une main de fer ; mais comparé aux autres gouvernements de l'Italie, le gouvernement toscan était doux, tolérant, éclairé. Les réformes bienveillantes étaient de tradition chez les descendants de Léopold I, le premier grand-duc autrichien, un de ces Libéraux comme on en compte de temps en temps dans l'arbre généalogique des Habsbourg. Fossombroni, le premier ministre, était un homme rassis, aimant la tranquillité et qui appliqua au gouvernement sa devise : « le monde marche de lui-même ». Il pensait que la stagnation achetait au meilleur compte l'absence de crises. Peu soucieux des principes, capable d'énergie et indulgent pour lui-même, il était poussé à faire le bonheur du peuple et par politique et par inclination. Les individus médiocres dont il remplit l'administration avaient pour instructions de ne pas faire d'excès de zèle, et de se contenter de gagner leurs salaires. Mais il avait servi sous Napoléon et désirait avoir une renommée de tolérance et de progrès. A plusieurs reprises il donna abri aux réfugiés de la Romagne et de Naples ; il permit aux Florentins d'envoyer des secours aux insurgés grecs ; il encouragea les prétentions de Charles-Albert au trône du Piémont. Il est très vraisemblable qu'en ses dernières années il favorisa les institutions représentatives et obtint de son maître un acquiescement sans résultat[1]. Léopold II, le prince au nom de qui il gouverna après 1824, était un bourgeois respectable et actif, mais qui aimait surtout à surveiller les travaux de drainage et à visiter ses fermes expérimentales, en chapeau de paille et en guêtres. Giusti le qualifiait de « Morphée toscan » dont

> « le prurit de gloire le porte à dessécher
> Les marais et les poches. »

1. Zobi, *Storia*, IV. *Documents*, 208 ; Gualterio, *Rivolgimenti*, I, 246.

Mais, de même que son premier ministre, il désirait avoir une réputation de tolérance, et il avait un naturel trop bon et d'autre part il était trop patriote pour être oppresseur. Malheureusement il était prince de la maison de Habsbourg, et bien que, spontanément, il accueillît mal les conseils de Vienne, et que les remarquables qualités d'homme d'État de Fossombroni empêchèrent la Toscane de devenir un simple fief de l'Autriche, Léopold ne pouvait que très difficilement ne pas subir de subtiles influences de famille.

En dehors de la haute politique, sa mollesse toscane reprenait le dessus. La loi ordinaire était aussi douce que le peuple qui vivait sous elle. Le code criminel de Léopold I avait été, en son temps, un modèle pour l'Europe, et il fut amélioré lorsque, après 1832, plusieurs principes de la loi française y furent introduits. Les procès devinrent publics, la mise en liberté sous caution autorisée, et la peine de mort rarement infligée[1]. Même la police fut pénétrée de la nonchalance universelle, et s'attira les reproches indignés de Metternich. Mais, bien que rarement cruelle, elle était, à tout instant, vexatoire. Beaucoup d'infimes délits étaient portés devant elle au moyen d'une procédure secrète à la fois pour l'inculpé et pour le public ; l'espionnage était actif. Nulle part ailleurs les secrets de la poste n'étaient plus violés ; et la police toscane était si habile en cet art que le gouvernement milanais lui demanda ses réactifs pour rendre apparente l'encre invisible des correspondances de trahison. Elle irritait ou amusait le public par ses fantaisies cruelles d'officialisme bruyant ; et lorsque le portrait de Dante par Giotto fut découvert dans le Bargello, les couleurs en furent altérées lors de sa remise en état, de façon à faire deviner les trois couleurs révolutionnaires[2]. La censure admettait peu les critiques dirigées contre le gouvernement ; mais les livres interdits étaient souvent vendus ouvertement dans les librairies ; les ouvrages étrangers pouvaient entrer librement, en général, sauf quelques interdictions passagères et périodiques, et la librairie de Vieusseux, à Florence, était le seul endroit de

1. Après une sentence capitale, en 1829, la foule lyncha presque le bourreau, et il n'y eut apparemment plus d'exécutions après celle-là. Mittermeier, *Condizioni*, 114.

2. Horner, *Giusti*, 90 ; voir Guerrazzi, *Memorie*, 80.

l'Italie où l'on pût librement se rencontrer pour discuter les questions politiques ou lire les principaux journaux européens. Florence était la seule ville où les pièces de Niccolini et d'Alfieri pouvaient être mises à la scène.

Les impôts étaient légers et équitables. Il n'existait pas de monopoles ou privilèges entravant le commerce ; les droits d'importation étaient les plus bas de l'Europe, et la Toscane était la Mecque des libre-échangistes[1] ; l'attachement à la complète liberté de l'industrie était si grand, qu'en son nom on refusa à Florence de fixer un tarif pour les courses en voiture[2]. L'initiative gouvernementale fut suffisante sous beaucoup de rapports. Une grande partie de la Maremma fut drainée, le cadastre complété, le port de Livourne ranimé. Le chemin de fer inauguré en 1844 entre Livourne et Pise fut l'un des premiers d'Italie. Mais ces réformes ne furent dues qu'à la passion de Fossombroni et du grand-duc pour les constructions mécaniques. Là où ils n'étaient pas également intéressés, l'administration resta paralysée par sa propre léthargie. L'armée fut négligée et méprisée ; on la conserva, d'une part à cause des obligations des traités, et d'autre part à cause des musiques militaires. Les officiers, à de rares exceptions près, étaient les fruits secs des classes riches ; les soldats étaient recrutés parmi l'écume du peuple, et les condamnés relégués dans ce qu'on appelait des régiments de pénitence. Les juges eurent leur part de la corruption générale, et la décadence s'accentua jusqu'au moment où la justice toscane fut notoirement corrompue et douteuse. Les administrations, qui savaient que le gouvernement n'aimait pas qu'on fît du zèle, fermèrent les yeux devant les malversations ; les ministres avaient peu de contrôle sur leurs départements, et le système de Fossombroni sombra dans la corruption générale. Bien que les franchises locales fussent restées populaires, les municipalités avaient perdu tout pouvoir réel et n'étaient plus que des instruments à recueillir les impôts. — La Toscane était, historiquement, « un assemblage de communes plus démocratiques que les États-Unis », mais qui n'étaient cependant pas même autorisées à lever leurs impôts

1. Consulter le livre bleu rédigé par sir John Bowring en 1837 ; cependant son analyse du système fiscal toscan est incomplète. Pour l'effet adoucissant du libre-échange en temps de crises commerciales, voir Poggi, *Storia*, I, 482.

2. Jusqu'en 1859.

locaux. Leurs fonctionnaires étaient nommés par le gouvernement central, et se courbaient servilement devant leur véritable maître : la police.

Le gouvernement reflétait le caractère du peuple dans son facile matérialisme, son aversion de l'effort, « le cadeau empoisonné » d'une tolérance provenant moins de convictions que d'un manque de gravité. Les manières étaient meilleures que le moral qui ne semblait pas avoir l'étoffe des grandes actions. Des critiques ont montré la galanterie sans passion, l'esprit sans décorum, la tolérance sans dignité de la société florentine. L'idéal des classes riches était une sinécure dans l'administration. Les querelles de danseurs de l'opéra, les rivalités de Donizetti et de Verdi, l'excitation causée par les cérémonies religieuses, absorbaient leurs faibles énergies. L'efféminement, fatal héritage des Médicis, s'alimentait de l'élégant scepticisme de l'aristocratie et de la prévalence d'un bien-être quelque peu malpropre. La Toscane était peut-être l'État le plus prospère de l'Italie ; mais, ainsi que s'en plaignait Gino Capponi, « c'était un jardin du paradis, dépourvu de l'arbre de la science et de l'arbre de vie ». On y vivait, suivant l'expression de Giusti, avec « de la bonne humeur au sommet et de la bonne humeur à la base », une vie douce et médiocre, sans grand'chose de mauvais et moins encore de bon.

Il n'y avait, dans les nobles Florentins, rien des patriciens. Descendants des banquiers et des princes-marchands de la Florence moyen-âgeuse, ils restaient toujours commerçants et agriculteurs. Les meilleurs furent de zélés réformateurs sociaux, et la société des Georgofils, à l'exemple des écrivains du *Conciliatore*, encouragea les études économiques, les écoles, les caisses d'épargne, qui, lentement, mais sûrement, firent leur chemin. Raffaello Lambruschini et Enrico Mayer devinrent les apôtres de l'enseignement primaire et secondaire ; des propriétaires fonciers libéraux tels que Ridolfi, Capponi et Bettino Ricasoli, se dévouèrent à l'amélioration de l'agriculture et à l'instruction des paysans, instituant des Comices agricoles, des fermes d'essai, des classes du soir dans les villages, faisant de leur mieux pour boucher les trous qu'avait laissé subsister l'indifférence du gouvernement. C'étaient des gentilshommes campagnards philan-

1. Ricasoli, *Lettere*, I, 39.

thropes et de valeur, mais trop attachés à leurs manoirs et à leurs vignobles pour se risquer dans les hasards d'une révolution. Beaucoup d'entre eux pensaient avec Vieusseux que « la politique ne signifie rien, et les coutumes sociales, tout » et c'est à eux qu'est dû principalement tout ce qu'il y eut de doctrinaire, de mou et d'impraticable dans le mouvement de réformes qui suivit.

L'Église, en Toscane, était à peu près aussi dépendante qu'en Lombardie. Le gouvernement refusa de tolérer les jésuites et d'adoucir les lois de mainmorte. L'Église formait une partie de l'organisation destinée à faire régner partout le calme ; dans le plan de Fossombroni, il n'y avait pas place pour un clergé zélé. Les 6000 moines et frères avaient une influence corruptrice sur les districts ruraux; les 9000 membres du clergé séculier, souvent ordonnés sans une préparation suffisante, n'étaient remarquables ni par leur moralité, ni par leur savoir[1]. Mais, jusqu'en 1846, jamais le gouvernement n'oublia les traditions érastiennes du siècle précédent, et il sauva la Toscane de la tyrannie ecclésiastique qui asservissait le Piémont et désolait la Romagne.

Avec une administration déshonorée et un clergé ignorant, l'enseignement était sous de mauvais auspices. Le gouvernement patronait les Universités de Pise et de Sienne; mais on y enseignait peu de chose en dehors du droit et de la médecine, et même pour ces branches l'instruction était d'un degré secondaire, et les effets en étaient affaiblis par le manque, à la base, d'une solide instruction primaire. Il y avait peu d'écoles secondaires et, à Pistoia seulement, elles étaient sous le contrôle public. Il existait des écoles primaires pour garçons, en général gratuites, dans presque chaque commune; mais bien que, dans les villes, quelques-unes d'entre elles fussent vraiment bonnes, les écoles des campagnes étaient quelconques, et les enfants y inscrits ne formaient que le dixième de ceux en âge de s'y rendre[2]. Il n'existait en fait aucun enseignement pour les filles. Les Georgofils tentèrent de suppléer aux déficits et de parer aux difficultés causées par l'isolement des fermiers *mezzaiuoli* et leur éloignement de la vie des

1. Zobi, *op. cit.*, IV, 308; Del Cerro, *Polizia*, 153.
2. Bowring, *Report*, 57-60 ; Ricasoli, *op. cit.*, I, 131 ; Serristori, *Statistica*, 149, 150 ; *contra* Sacchi, *Istruzione*, 45.

villages. Mais le gouvernement se montra, par intermittences, hostile au système des professeurs d'enfants, qui fut cependant institué, mais, presque en cachette, et avec un rayon d'action limité. Et, lorsque, plus tard, la partie avancée du ministère élabora un projet national d'écoles primaires, elle n'était pas animée d'une ferveur suffisante pour empêcher les intrigues de Rome d'en détruire les plans.

La non-intervention du gouvernement, qui fut fatale aux écoles, aurait été secourable à l'industrie. Mais il n'y avait pas dans le pays d'énergie suffisante pour lui donner la prospérité de la Lombardie. Bien qu'il y eût quelques manufactures florissantes de soie, de laine, de chapeaux de paille, et un nombre appréciable de petites mines de fer près de la côte, le chiffre total des industries était petit, et Florence et Livourne étaient les seules villes comptant plus de 50 000 habitants. La grande majorité de la population était agricole. Près de la moitié était composée de propriétaires [1], un tiers de fermiers, la plupart cultivant sous le système de *mezzedria* qui, malgré toutes ses améliorations, n'assurait au tenancier qu'un confort minime [2]. Le pays était en majeure partie formé de montagnes ou de marécages, cependant des juges compétents déclarent l'agriculture du Valdarno supérieure à celle des Lothiens [3]. En vérité, le sens économique des paysans n'était pas élevé, mais leur table était comparativement bonne, et leur situation sûre. Parmi la classe grandissante des ouvriers agricoles, il régna, par moments, une extrême misère, et, bien que la mendicité fût interdite à Florence, elle y fut pratiquée sur une grande échelle. Prise en bloc, la population rurale, habile et sagace, mais peu instruite et nonchalante, vivait dans une sécurité sordide, mais assez confortable. Le morcellement général de la propriété, combiné avec le manque d'instruction et de vie politique, rendait les masses conservatrices et hostiles au changement.

1. Bowring, *Report*, 11. Cini, *Della tassa*, 28, dit qu'en 1835, il y avait 132 000 propriétaires, ce qui dépasserait le tiers des chefs de famille.

2. Sous le système de *mezzedria*, le propriétaire avançait tout ou partie du capital, et recevait, en compensation, pour prix du fermage et l'intérêt de son argent, une certaine proportion des produits, généralement d'un tiers à moitié. Les tenanciers *mezzaiuoli* avaient souvent une sorte de fixité de tenure réglée par l'usage. Voir Capponi, *Scritti*, I, 389 et suiv. (traduit dans Bowring, *Report*, 40, 46) ; *Id.*, *Lettere*, III, 151-161.

3. Laing, *Notes*, 460. Cobbett, *Tour*.

L'animosité de classes n'existait pour ainsi dire pas. Le voyageur, voyant la prospérité et l'état de contentement du pays, considérait la Toscane comme l'une des contrées les plus favorisées du monde. Mais ce joli édifice était bâti sur du sable. A la fois, dans les circonstances les meilleures et les pires de la vie toscane, se révélaient le même manque d'énergie morale, le même défaut de qualités supérieures. Sous le brillant de Florence et le contentement des paysans, les éléments civils de la nation n'existaient point. La monotonie et la tranquillité de la vie privée, le défaut de gouvernement et le chaos administratif de la vie publique, l'absence presque complète de gouvernement local et d'instruction, un désir de confortable à la fois trop fort et trop faible pour exciter la stimulation, tout cela constituait une école de progrès pire encore que la discipline du Piémont ou l'intolérable tyrannie de Rome ou de Naples. Ce n'était que dans la population rude et maritime de la turbulente Livourne et parmi les étudiants de Pise et de Sienne qu'il y avait des germes de vie réelle et féconde.

ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Les États de l'Église s'étendaient de la côte latine, pardessus la Campagne et la vallée du Tibre, les hauts plateaux de l'Ombrie et les Apennins du centre, jusqu'aux Marches de Fermo et Ancône; puis, se tournant vers le nord le long d'un petit ruban de territoire entre les Apennins toscans et la mer, ils comprenaient les plaines fertiles de la Romagne et étaient bornés par le Pô. En 1827, le recensement constatait une population de deux millions et demi d'habitants.

La note dominante du pays, qui le distinguait de tous les autres États d'Europe, était son gouvernement de prêtres. Le monde catholique considérait comme essentiel, pour l'honneur et le prestige du pape, qu'il possédât les prérogatives d'un prince. La diplomatie croyait qu'il était ainsi moins susceptible de devenir la chose de l'une des grandes puissances, « Dieu a confié un trône à son vicaire sur la terre, écrivait le cardinal Bernetti, pour faciliter l'exercice de la suprématie pontificale dans le monde entier ». Cette théorie nécessitait un État indépendant ayant le pape pour souverain.

Mais la Cour de Rome n'était pas satisfaite d'une domination dont le seul caractère différent résidait en ce que ses princes étaient des ecclésiastiques. Longtemps après la création de la domination pontificale, les papes avaient transformé leur pouvoir temporel en un gouvernement théocratique, et l'État devint un apanage du clergé romain. C'était la théorie de l'Église que seuls des ecclésiastiques étaient à même d'administrer un gouvernement de droit divin ; ils firent les lois, gouvernèrent les provinces, siégèrent dans les tribunaux et dirigèrent l'enseignement et la police.

Le collège sacré des cardinaux, qui élisait le pape, était en proie aux factions et dévoré d'intrigues françaises et autrichiennes. « Les flatteries, les promesses, les complots, écrivait un ambassadeur piémontais, sont les symptômes chroniques qui réapparaissent à chaque conclave[1]. » Chacune des quatre grandes puissances catholiques avait droit de veto, et souvent les suffrages se portaient sur un homme faible, incolore, qui montait au trône chargé d'ans, et avec le poids d'engagements pris envers le parti qui l'avait élu. « Le vice radical du gouvernement romain, a dit Chateaubriand, est que des vieillards nomment un homme vieux comme eux, qui, en revanche, ne nomme cardinaux que des vieillards[2]. » Le chef du parti devenait secrétaire d'État, et sa première tâche consistait à aller à l'encontre des traditions de son prédécesseur. « Le gouvernement de chaque pape, disait un proverbe romain, est l'ennemi de celui de son prédécesseur » ; et les nouveaux dignitaires qui montaient au pouvoir avec chaque nouveau pontife, se hâtaient de faire fortune avant d'être remplacés[3]. Les hauts fonctionnaires et chefs de bureaux étaient les plus riches et les plus puissants de la hiérarchie romaine et gouvernaient à leur guise. Les prélats ou *monsignori*, qui n'étaient pas nécessairement des prêtres et qui occupaient un grand nombre des principaux postes du gouvernement, étaient souvent d'obscurs aventuriers qui trouvaient que la prélature était un chemin facile vers la fortune ou le chapeau de cardinal. Faux dévots, craintifs, luxurieux, parfois vicieux,

1. Bianchi, *Diplomazia*, III, 34. Voir Salvagni, *Corte romana*, III, 122 et suiv., 178 et suiv.
2. Chateaubriand, *Mémoires*, IV, 451, 465. Il ajoute que les ambassadeurs, par une subornation bien entendue, pouvaient dicter le choix du Pape. *Ib.*, 470.
3. Galeotti, *Sovranità*, 144, 253. D'Azeglio, *Lettere inedite*, II, 194, 195.

ils constituaient une oligarchie exclusive et tyrannique [1] qui ne différait de l'aristocratie féodale qu'en ce qu'un grand nombre de ses membres étaient des parvenus. Quelques lettrés, un petit nombre d'hommes d'État ecclésiastiques doués d'habileté, quelques vieillards simplement pieux, ne faisaient que faire ressortir davantage le caractère général de mondanité et de frivolité de la Cour romaine [2].

Au dehors de Rome, le gouvernement était encore entre les mains de hauts ecclésiastiques. Des cardinaux régnaient sur les quatre légations de Romagne-Bologne, Ferrare, Ravenne et Forli [3], et des prélats sur les départements moins importants des autres provinces. Ce n'est qu'entre 1831 et 1836, et, d'une façon très restreinte après 1849, que des laïques furent admis à remplir ces fonctions. Bien que nominalement responsable vis-à-vis du secrétaire d'État, tout légat ou délégué, en dépit des efforts de Consalvi pour les contenir, était un prince presque indépendant. « Un cardinal, disait Pellegrino Rossi, est un prince à Rome et un pacha dans les provinces. » Ils revendiquaient le droit de fixer les impôts à leur discrétion ; ils négligeaient ou dénaturaient les ordres de Rome. Un cardinal fit déchirer par sa police les édits de Consalvi ; un autre institua une catégorie de fautes capitales inconnues dans la loi. Parfois tyrans ou bien exploiteurs de sinécures, leur domination, à quelques exceptions près, n'était qu'un long désordre. « La vanité, l'argent, la peur, disait un prélat, dominent ce pays depuis plusieurs siècles [4]. » A l'opposé des administrations actives du Piémont et de la Lombardie, et de la tolérance de la Toscane, l'administration pontificale était caractérisée par une bigoterie féroce et une corruption effrontée. Pour ces roitelets ecclésiastiques, tout ce qui illustrait le XIXe siècle, les chemins de fer, le télégraphe, le libre-échange, la découverte du vaccin, la littéra-

1. D'Azeglio, *Scritti postumi*, 159 ; Bianchi, *op. cit.*, 167-168, 397 ; *Carte segrete*, I, 303, 344-345, 377 ; d'Ideville, *Journal*, II, 124. En 1848, le salaire moyen des ecclésiastiques fonctionnaires publics était de 782 écus ; celui des laïques de 234 écus. Voir vol. II.

2. Liverani, *Il papato*, 81-86 ; Galeotti, *op. cit.*, 143 ; *Carte segrete*, I, 375 ; Farini, *Roman State*, I, 142 ; Bianchi, *op. cit.*, III, 403, 405 ; D'Azeglio, l'*Italie*, 141 ; Pantaleoni, *Idea italiana*, 58-59, 108 ; Mamiani, *Scritti*, 492 ; Gaiani, *Roman Exile*, 59 ; Perfetti, *Ricordi*, 14.

3. En 1832, Urbino-Pesaro et Velletri furent constitués en légations.

4. *Gouvernement temporel*, 102.

ture moderne, était l'œuvre d'un esprit ennemi de l'Église. Leurs finances, spécialement à une date ultérieure, étaient dans la plus extraordinaire confusion. Consalvi et Léon XII, il est vrai, surent faire à peu près balancer leurs revenus et leurs dépenses; mais sous Grégoire XVI toute apparence d'ordre disparut. Le trésorier était irresponsable; de 1835 à 1844 aucune situation de comptes ne fut publiée; à partir de 1837, il n'exista plus de comptabilité ni de contrôle. En temps de paix, la dette publique ne faisait pas trop de bonds, mais les emprunts étaient faits avec une telle insouciance qu'une avance des Rothschild fut acceptée avec une déduction d'escompte de 35 pour 100[1].

Les impôts, toutefois, n'étaient pas lourds[2], mais le commerce était affecté par les barrières de douanes, le manque de chemins de fer et de bonnes routes, et par les tripotages et l'officialisme du gouvernement. Le chanvre de la Romagne et la laine de l'*Agro romano* auraient pu alimenter un commerce florissant. Les communications étaient rares avec l'autre côté des Apennins; les voyageurs ne pouvaient se servir que de voies de communication des plus défectueuses; malgré les efforts de Consalvi et de Léon, des brigands infestaient certaines parties du pays, notamment les environs de la frontière napolitaine, et on avait fini par juger nécessaire d'abattre les arbres environnant les routes, ainsi qu'en Angleterre au XIII[e] siècle[3]. Chaque province avait son système particulier de poids et mesures; l'usage du gaz était illégal; des chartes furent accordées, mais rarement et à contre-cœur, à des Chambres de commerce[4]. Il n'existait que peu d'industries à part celles de la laine et de la soie; il n'y avait aucune marine et aucun commerce extérieur, excepté à Ancône. Des

1. Spada, *Rivoluzione*, I, 160. Spada, qui était un employé de banque pieux, fait observer que les Rothschild « étant juifs, n'étaient pas forcés de croire aux promesses divines faites par Jésus-Christ au sujet de la stabilité de l'Église catholique ». Voir Gennarelli, *Governo pontificio*, II, 581.

2. Suivant Pujos, *Législation*, 104, Rossi mit, en 1848, l'impôt, par tête d'habitant, à un tiers de celui de la France ou de l'Angleterre, mais la pauvreté comparative était probablement dans la même proportion. Voir Bianchi, *op. cit.*, III, 394.

3. V. Raumer, *op. cit.*, II, 52; Gavazzi, *Four last popes*, 68. Les brigands, un jour, enlevèrent tout un séminaire, professeurs et élèves. Dans une autre occasion, 9 000 soldats gardèrent les routes afin de préserver le roi de Prusse d'un enlèvement.

4. Dans une charte, cinq articles étaient relatifs à la définition des attributions du concierge.

droits protecteurs et des primes écrasaient la production, bien qu'à un moment donné il fût officiellement interdit aux membres du clergé et aux fonctionnaires de porter des étoffes fabriquées avec de la laine étrangère[1]. Les droits élevés donnèrent naissance à une contrebande organisée, avec tout le mécanisme commercial d'employés et d'assurances[2]. Les connaissances économiques étaient moyen-âgeuses ou non existantes. Un prélat occupant dans la Trésorerie des fonctions importantes refusa d'étudier l'économie politique sous prétexte que les livres qui en traitaient étaient « pernicieux et mis à l'index ». Quand les prix des aliments étaient élevés, les communes étaient forcées, l'opinion publique consentante, à acheter des approvisionnements et à les vendre à un prix de bon marché artificiel. Et, pour maintenir à Rome des prix bas, le blé pouvait être affranchi des droits communaux, mais seulement lorsqu'il devait être dirigé sur la capitale.

De plus, il n'existait aucunes libertés locales pour parer au désordre. L'ancienne et vigoureuse existence municipale avait été anéantie par les Français, et Consalvi détruisit le peu qui pouvait en rester. Il existait bien, en vérité, un squelette de gouvernement communal. Le gouverneur qui régnait sur chaque district avait la haute direction de la police, administrait sommairement la justice, tyrannisait les communes, libre de toute dépendance tant qu'il observait l'obséquiosité due à son supérieur ecclésiastique. Et si son despotisme pouvait être quelque peu affaibli dans les villes, les villages étaient à sa merci. Pour gagner les puissances, Bernetti, à une date ultérieure, élabora un plan de conseils provinciaux. Superficiellement, ce fut peut-être là la loi de ce genre la plus libérale de l'Italie. Chaque conseil devait être élu, indirectement, par les communes de la province ; mais les propriétaires terriens étaient seuls éligibles ; les conseils ne se réunissaient qu'une fois par an, et leurs délibérations étaient secrètes. Les opinions diffèrent quant à leur œuvre ; en tout cas, que ce fût de leur faute ou non, ils portaient la muselière gouvernementale et, après leurs premières années, il fut rare que des hommes d'une certaine situation en fissent partie.

1. *Miscellaneous Edicts*, n° 27 ; voir Galli, *Cenni*, 258, et Bowring, *Report*, 82-84, au sujet d'opinions divergentes concernant les primes.
2. Farini, *op. cit.*, I, 147.

Les lois étaient analogues au reste du gouvernement. Avant 1831, on ne fit aucune tentative sérieuse de les coordonner et elles étaient un composé monstrueux d'édits de toutes les époques, surannés et sans corrélation[1]. Pour des hommes ayant apprécié la simplicité et l'équité du Code Napoléon, la loi pontificale semblait un plongeon en arrière en plein moyen âge. Consalvi, en vérité, avait conservé le Code de commerce français, détruit une grande partie des Cours de barons et aboli les droits prélevés sur tous solliciteurs. Mais ses promesses de Code ne furent que très peu mises à exécution, et, sous Léon, les réformes modestes qu'il avait faites disparurent presque en leur entier. Même le Code civil, introduit par Bernetti en 1831, bien qu'il fût basé sur le Code Napoléon, conservait beaucoup des abus de l'ancienne loi; il comportait des sanctions spéciales à la substitution des biens, interdisait le divorce en toutes circonstances, rendait les femmes incapables d'hériter *ab intestat,* annulait les dispositions testamentaires ne comportant pas de legs pour l'Église. Tout le système judiciaire était extraordinairement compliqué. Jusqu'en 1831, il y eut à Rome cinquante juridictions diverses à côté des tribunaux privés des barons et des corporations religieuses; et le « Très saint Conseiller » du Pape pouvait annuler la procédure ou le verdict de tout tribunal. Les réformes de Bernetti firent disparaître un grand nombre de ces abus; la charge de Conseiller du Pape fut abolie et un système perfectionné fut inauguré dans les provinces. Mais à Rome presque tout l'ancien mécanisme subsista, et le plus grand de tous les abus, la juridiction des Cours ecclésiastiques, resta intact. Le droit canon formait la base des principes du gouvernement et donnait au prêtre un caractère sacré. Il s'ensuivait que toute affaire où figurait un prêtre était soumise à la juridiction d'hommes de son ordre, et les peines qu'on lui infligeait, établies d'après une échelle inférieure à celle applicable aux laïques[2]. Sous des prétextes variés, les Cours ecclésiastiques empiétaient sans cesse sur la loi ordinaire. Les veuves, les orphelins, les domestiques des prélats étaient placés sous leur juridiction; ils connaissaient de toutes causes relatives aux propriétés et œuvres charitables ecclésiastiques, ainsi que de

1. Sauzet. *Rome*, 198-202; Pianciani, *Rome des Papes*, III, 243 et suiv.
2. Voir Minghetti, l'*État*, 5.

celles d'immoralité sexuelle et de blasphème. Tandis que les ecclésiastiques ne pouvaient être jugés que par des ecclésiastiques, les prélats monopolisaient les tribunaux de juridiction supérieure auxquels étaient soumis à la fois les ecclésiastiques et les laïques. Ils siégeaient dans la *Segnatura*, la *Rota*, la *Sagra Consulta*; ils étaient en majorité dans la Cour trésoriale et dans la Cour criminelle *Auditor cameræ*. Les jeunes prélats à qui l'on donnait un siège de juge comme place d'attente à de plus hautes fonctions étaient vénaux et incapables. Le travail effectif était fait par des assesseurs laïques, les « auditeurs » qui, irresponsables et non payés, étaient les instruments du gouvernement ou du plaideur le plus fortuné. Les juges provinciaux, quoique laïques, avaient une réputation semblable; ils étaient tous amovibles, et, pour la plupart, misérablement rémunérés. C'était souvent des jeunes gens inexpérimentés, devant leurs fonctions à de puissantes recommandations, ignorants, corruptibles, et trop dépendants de l'administration pour être impartiaux. Le gouvernement n'intervenait que dans des cas particulièrement scandaleux; et l'on cite un juge faussaire qui obtint une pension en fait de punition[1]. La procédure des Cours était également souvent entachée de discrédit. Les plaidoiries devant la *Rota* et la *Segnatura* se faisaient en latin, et, avant 1831, la même règle s'appliquait à un grand nombre de Cours inférieures. Sous le prétexte d'éviter que les témoins fussent intimidés, le public était exclu des procès criminels les plus importants. On encourageait de toutes façons les donneurs d'informations; la mise en liberté sous caution n'était pas autorisée. Avant les réformes de Bernetti, aucun inculpé en matière criminelle ne pouvait être entendu contradictoirement; et bien qu'après 1831 il pût, nominalement, choisir son défenseur, tout avocat présentant sa défense sincèrement était susceptible d'être puni. La procédure était encore plus inique en cas de trahison ou de sédition. Même après 1831 l'audition contradictoire resta interdite; les inculpés étaient condamnés sans savoir quels étaient leurs accusateurs; leur avocat était nommé par la Cour, et souvent abondait dans le sens de l'accusation[2]. Avoir assisté à une réu-

1. Farini, *op. cit.*, I, 158.
2. Whiteside, *Italy*, II, 292; Pianciani, *op. cit.*, III, 244, 266, 286-288; Galletti, *Memorie*, 7.

nion d'une société secrète était considéré comme une trahison, punissable de la mort et de la confiscation des biens; les galères à vie étaient le châtiment applicable pour avoir eu connaissance de l'évasion d'un affilié (à moins que ce ne fût un parent) ou pour avoir fait du prosélytisme. Le sacrilège, quoique absolument étranger à toute considération politique, était considéré comme trahison et punissable de mort. Les condamnés politiques étaient déportés dans des « localités malsaines », enfermés avec des criminels « contrairement à la loi des nations », ou enchaînés pour leur vie entière aux murs de leur cellule[1].

La police était tout particulièrement vexatoire. « Elle peut, écrivait un pamphlétaire en 1846, jeter un homme en prison, le bannir, exercer sur lui une surveillance, lui refuser un passeport, lui assigner un lieu de résidence, le priver de ses droits civils, lui faire perdre son emploi, lui interdire de porter des armes ou de sortir de chez lui la nuit. Elle ouvre ses lettres à la poste, sans même s'en cacher; elle peut faire invasion dans son domicile, saisir ses papiers; elle peut fermer les magasins, les cafés, les hôtels, et nous infliger des amendes, selon son bon plaisir ». L'espionnage était général; la police avait à sa solde de nombreux auxiliaires, et des hommes étaient arrêtés sur le simple avis du curé de la paroisse. Il y eut à un moment donné 3 000 suspects politiques à Rome, prisonniers dans leur maison depuis le coucher jusqu'au lever du soleil et obligés d'aller à confesse une fois par mois. On surveillait spécialement, suivant un document de police, la « classe dite des penseurs ». Trop occupés pour perdre leur temps à protéger les personnes et les propriétés, les policiers semblèrent parfois être ligués avec les criminels de toute espèce contre les classes possédantes[2]. Ils trouvèrent des alliés précieux dans le Saint-Office de l'Inquisition. Tandis que la police mettait au pillage la vie de chaque jour du peuple entier, l'Inquisition rassemblait les secrets du

1. Orsini, *Mémoires*, 31 ; Pianciani, *op. cit.*, III, 343 ; D'Azeglio, *Ultimi Casi*, 399. Pour l'administration légale en général, voir *Raccolta delle Leggi*, VII ; Pujos, *op. cit.* ; Guizot, *Mémoires*, II, 439, 442 ; Vesi, *Rivoluzione*, 78-86 ; Farini, *op. cit.*, I, 158-161 ; Pantaleoni, *op. cit.*, 13-14.

2. Un Galantuomo, *Indirizzo*, 41-42 ; Gaiani, *op. cit.*, 207, 259-260 ; *Carte segrete*, II, 32-33 ; About, *Question romaine*, 170 ; Orsini, *op. cit.*, 248 ; *Raccolta delle Leggi*, V, 680.

confessionnal[1], et faisait tomber ses foudres sur l'impénitent. Il existe un édit rédigé par l'inquisiteur général de Pesaro en 1841, enjoignant à tout le peuple de dénoncer les hérétiques, les juifs, et les sorciers, tous ceux qui font obstacle au Saint-Office ou composent des satires contre le pape ou le clergé. Un inquisiteur menaça d'excommunication tous ceux qui, le sachant, ne dénonceraient pas ceux « qui portent le démon dans leur cœur[2] ». D'épouvantables histoires furent racontées, plus tard, au sujet des squelettes et des instruments de torture trouvés dans ses donjons, à Rome[3]. Ses plus malheureuses victimes furent les juifs. Bien que le commerce de la Romagne et d'Ancône dépendît des capitaux juifs, bien que ce fussent des financiers juifs qui servissent de banquiers au Saint-Siège, ils furent astreints à porter une marque distinctive et il leur fut interdit d'acquérir des terrains. Léon leur défendit de voyager sans autorisation et les confina dans les ghettos aussitôt la tombée de la nuit. Sous le chaos gouvernemental des Lambruschini, leur sort empira encore; il fut interdit aux juifs d'Ancône et de Sinigaglia « d'avoir des relations amicales avec les chrétiens » et d'ensevelir leurs morts avec accompagnement de cérémonies funèbres; une tentative fut faite de les chasser de la province par un ordre, sans doute éludé, de vendre leurs propriétés mobilières et immobilières.

Tandis que l'Inquisition obligeait le peuple à une conformité extérieure, le gouvernement essayait d'anéantir l'hétérodoxie et la sédition en paralysant l'enseignement. Ses critiques disent que sa maxime fut « de tolérer le vice et de proscrire la pensée ». « Un peuple ignorant, disait un monsignor à D'Azeglio, est plus facile à gouverner ». Les institutions d'enseignement, cependant, ne manquaient pas; les traditions des temps où l'Église avait protégé l'enseignement et où l'Italie avait solidement organisé ses Universités, n'avaient pas été complètement oubliées. Mais l'enseignement était monopolisé par les cléricaux et débilité par une réglementa-

1. Niccolini, *Pontificate*, 106-107; *Carte segrete*, I, 136, 369; Orsini, *op. cit.*, 232.

2. Gennarelli, *Lutti*, 155-159; *Miscellaneous Documents*, n° 14.

3. Je donne ceci sous les plus grandes réserves. Des squelettes et instruments de torture ont bien été trouvés, mais il y a quelque doute au sujet de savoir s'ils n'y auraient pas été placés après que l'Inquisition eut été expulsée. Voir vol II, Appendice E.

tion sévère et absurde. Personne ne pouvait enseigner sans l'autorisation de l'évêque; en dépit des dominicains, du clergé paroissial et des autorités locales, les Jésuites s'emparèrent de l'enseignement secondaire. Les frères ignorantins, impopulaires à cause de leur pédagogie et de leur moralité douteuses, remplacèrent le corps enseignant d'un grand nombre d'écoles primaires; même dans les Universités, la majorité des professeurs fut composée d'ecclésiastiques. L'Église ne dirigea pas mieux l'enseignement que la loi ou les finances. L'enseignement primaire, tel qu'il était, ne fut pas répandu suffisamment parmi le peuple. Les écoles de garçons étaient entretenues par la commune dans la grande majorité des villes et villages, mais l'enseignement était de qualité inférieure et les paysans s'en servaient peu. Il n'existait pratiquement pas d'enseignement primaire pour les filles, les écoles mixtes étant strictement prohibées, et l'opinion publique opposée, même, à ce qu'on instruisît les filles. On estime que 2 pour 100 seulement de la population fréquentait les écoles, et, à Rome, cette proportion n'était que de un pour dix[1]. Dans les écoles secondaires, les élèves étaient figés dans la lugubre étude de la grammaire latine et de la métaphysique scolastique. Il y avait excès d'enseignement supérieur. Il existait deux grandes Universités à Rome et à Bologne; de moins importantes à Pérouse, Ferrare, Camerino, Macerata, Fermo. Bologne conservait quelque chose de son ancien prestige, et Rome possédait une grande renommée. Mais les professeurs étaient recrutés par voie de concours et susceptibles d'une révocation sommaire ; la littérature moderne et l'économie politique étaient exclues de l'enseignement. Jusqu'en 1835 à Bologne, et probablement plus tard encore partout ailleurs, le latin fut la seule langue, obligatoirement employée pour les leçons de théologie, de droit, de métaphysique et même jusqu'à un certain point, de médecine[2]. Le gouvernement était continuellement tourmenté par l'effroi de voir les Universités devenir des foyers de libéralisme. Pour s'y faire inscrire, il était nécessaire de produire

1. Bowring, *op. cit.*, 85, 89 ; Tournon, *Études*, 87 ; Serristori, *op. cit.*, 229 ; Mittermeier, *op. cit.*, 210-211 ; Sacchi, *op. cit.*, 63.

2. « Où une convenable décence le nécessite », sec. 83 de la Bulle de Léon. Voir About, *op. cit.*, 71. Il était dit que tout professeur de médecine-vétérinaire devait faire ses cours en latin ; Pianciani, *op. cit.*, III, 145.

des certificats « de bonne conduite religieuse, morale et politique[1] », délivrés par le gouverneur et l'évêque; et nul n'était admis « qui avait donné quelques raisons d'être suspecté de tendances révolutionnaires ». Les Jésuites interdirent dans leurs écoles l'étude du Dante; des cercles particuliers, institués pour la lecture des ouvrages économiques, furent prohibés; un censeur interdit des vers où il était question du mouvement de la terre[2]. Il était donc impossible qu'aucune littérature nationale de valeur pût fleurir; et, excepté là où on pouvait les obtenir subrepticement, ou en achetant des connivences[3], les publications italiennes et étrangères étaient en presque totalité exclues. Un grand nombre d'ouvrages modernes de haute réputation et la plupart des journaux étaient mis à l'Index[4]. Les gouvernants espéraient, par ces moyens, conserver intacte l'orthodoxie; et c'est peut-être surtout à cause d'eux que la libre pensée se répandit parmi les classes cultivées, et sapa l'autorité du Siège pontifical.

Il était impossible qu'il en fût autrement; les lois morales si strictes contrastaient monstrueusement avec le relâchement moral de ceux qui les administraient. Tandis que la fréquentation des églises et la communion à Pâques étaient obligatoires, le trafic quotidien des choses sacrées et les jongleries sur le salut éternel étaient aussi éhontés qu'aux temps de Luther. Alors que l'on refusait les secours d'un médecin à tout homme n'acceptant pas les sacrements[5], une libre pensée dissimulée régnait dans la hiérarchie romaine. La censure gardait les théâtres purs, mais laissait les églises être des centres d'intrigues ; des enfants qui, à l'école, étaient astreints à la stricte observation des devoirs religieux, entendaient faire, à la chaire, l'éloge de quelques bandits dévots que les saints protégaient des galères. Les nécessités fiscales laissaient les loteries ouvertes le dimanche, alors que les magasins et les cafés devaient fermer. Il existait sans doute

1. *Raccolta delle Leggi*, II, 8.
2. Campanella et Niccolini, *op. cit.*, 149; Gaiani, *op. cit.*, 105; Minghetti, *Ricordi*, I, 47, 223.
3. Curci, *Vaticano regio*, 168.
4. Parmi les journaux anglais, le *Times* était « suspect » ; le *Standard*, le *Morning Chronicle*, l'*Examiner*, et « en général tous les journaux protestants et *tories* », étaient des « adversaires de la religion » ; le *Globe* et l'*Observer* étaient « impartiaux ». Orsini, *Mémoires*, 257.
5. Farini, *op. cit.*, I, 137.

une fraction plus pure de la hiérarchie, visant un idéal de gouvernement pieux, mais la juridiction vexatoire des ecclésiastiques étroits ne pouvait qu'être préjudiciable à la cause de la moralité. Les enfants naturels étaient exclus des Universités; la confession était refusée à ceux qui ne dénonçaient pas le blasphème et la fornication; un archevêque de Sinigaglia ordonna que les fiançailles, auxquelles le prêtre de la paroisse refuserait sa sanction, fussent annulées, et interdit aux jeunes gens et aux jeunes filles de se rendre réciproquement plus de trois visites dans leurs demeures respectives. Ces braves gens, qui voulaient rendre la vertu obligatoire, se trompaient bien plus dans leurs méthodes que dans leurs vues; et, en considération de la vie que menaient certains de leurs semblables, cela ressemblait à une véritable organisation de l'hypocrisie [1].

Telle était la désorganisation existant dans les domaines temporels du Pape, et comportant de la stagnation et du mécontentement, souvent de l'anarchie, et une profonde misère pour résultat. Un juge irlandais, qui avait beaucoup voyagé, déclarait que les sujets du Pape étaient le seul peuple d'Europe qui fût plus misérable que ses compatriotes; et bien que le sentiment populaire de leur situation arriérée et de leur malheur ne tînt pas un compte exact de la vigueur des Romagnols, il n'était pas trop exagéré. L'extrême aversion provoquée par l'hypocrisie du gouvernement fut peut-être la sauvegarde du peuple; mais aucune industrie et aucuns talents ne pouvaient rendre un État prospère, avec une administration corrompue et un système économique qui étranglait le commerce. Plus on se rapprochait de Rome, plus lamentable était la décadence du pays et des habitants. Dans la partie orientale de l'État, le gouvernement n'avait pas eu le temps de faire disparaître toute trace de prospérité. La Romagne et les Marches avaient vécu, jusqu'à l'occupation française inclusivement, dans une situation très largement indépendante, et étaient en conséquence relativement prospères et avancées. Dans la plupart des villes il y avait une bourgeoisie vigoureuse, et

1. Bianchi, *op. cit.*, III, 411-414; *Raccolta delle Leggi*, II, 3, 8, 11; *Carte segrete*, I, 369; Gennarelli, *Lutti*, 160-161; *Id.*, *Governo pontificio*, I, 324; *Miscellaneous Edicts*, nº 18.

l'artisan de la Romagne était peut-être le plus beau spécimen de l'ouvrier italien. Bologne était le centre manufacturier le plus important de l'État; Ancône était le seul port pouvant s'enorgueillir de son commerce. Il n'est pas jusqu'aux paysans, fermiers du système de *mezzedria* qui ne fussent comparativement prospères. L'industrie du chanvre de la plaine romagnole se développait, et le long des provinces avoisinant la côte, jusqu'à Fermo, la culture du sol était très bonne. Mais les exactions des brigands et des Centurions[1] venaient, par moments, réduire à la misère les fermiers prospères, et les *Sanfédistes* trouvaient parmi les « sans-travail » de zélés défenseurs de la foi.

Leur prospérité et leur intelligence comparatives étaient probablement la cause principale de la perpétuelle agitation dans laquelle vivaient les provinces transapennines. Les querelles héréditaires du moyen âge s'étaient transformées en luttes féroces et sanglantes entre Libéraux et Sanfédistes. La Romagne était toujours le berceau des conspirations ; et parmi les Légations il y avait tout un vaste réseau de correspondance secrète qui n'avait jamais été découvert. La majorité des Libéraux était séparatiste. Il n'y avait aucune homogénéité entre les districts est et ouest de l'État; la barrière des Apennins séparait les Légations et les Marches de Rome, et leurs affinités allaient vers les provinces qui avaient formé le royaume d'Italie. Les villes de la Romagne ne pouvaient oublier leurs libertés perdues, reconnues par d'antiques traités, mais que Napoléon avait abolies et que Consalvi s'était refusé à réinstituer. Elles considéraient le gouvernement pontifical comme ayant forfait à ses engagements, et la presque totalité de la population de Bologne, fière de son histoire, de son université, de son commerce, déguisait mal la haine qu'elle nourrissait à l'égard de sa rivale, Rome, siège de la bureaucratie vénale qui dépouillait l'Etat. « Plutôt les Turcs que le Pape », était un proverbe courant en Romagne ; et un grand nombre d'entre eux auraient accepté, même la domination autrichienne si elle avait dû les affranchir de sa tyrannie[2]. Déjà des hommes politiques comme Rossi et Bernetti considéraient que l'autonomie était le seul moyen

1. Voir *supra*.
2. *Carte segrete*, I, 354, 360-361, 454 ; Cantù, *Cronistoria*, II, 282 ; III, 127 *n* ; Gualterio, *op. cit.*, I, 143 ; d'Azeglio, *Ultimi Casi*, 52.

de conserver à Rome[1] ses provinces de l'Adriatique ; et le sentiment séparatiste s'imposa de plus en plus à chaque crise de l'histoire de l'État.

Les provinces intérieures du versant occidental des Apennins accusaient une décadence croissante. Les districts montagneux de l'Ombrie n'étaient pas loin derrière la Romagne, en prospérité. Mais on y constatait moins de virilité et de confiance en soi-même, plus d'attachement sentimental à l'égard de Rome, et les Libéraux n'y étaient puissants que dans quelques villes. Au sud et à l'ouest de l'Ombrie, dans la Comarca, toutes traces de prospérité, sauf pour le petit district vallonné de Frosinone, disparaissaient rapidement. Les grandes propriétés non aliénables et de mainmorte commençaient à couvrir le pays, et le voyageur qui approchait de Rome voyait la population de plus en plus plongée dans l'ignorance et dans une malpropreté abrutie. Le summum en était atteint dans les solitudes désolées et en proie à la malaria, de l'*Agro romano*, qui s'étendait, le long de la côte, vers le Sud, à partir de Civita-Vecchia. Là se trouvaient les immenses domaines des grandes familles romaines[2], dont les Italiens considéraient la puissance territoriale comme sinistre. La terre, naturellement fertile, mais rendue presque sans valeur par suite de la négligence avec laquelle elle était travaillée, était louée, à de bas prix, par portions immenses d'une moyenne de 1 500 acres, et atteignant, en un certain cas, plus de cent kilomètres carrés. Ce qui avait été autrefois le centre de la civilisation romaine n'était plus habité que par quelques rares bergers en guenilles et fiévreux. A l'automne, des ouvriers agricoles s'y rendaient en masses, le haut prix des salaires l'emportant sur la crainte de la malaria qui décimait leurs rangs et faisait de leur tâche une sorte de loterie. Malgré sa richesse naturelle, sa production n'était que le tiers de celle de la Romagne, et la population de la province de Civita-Vecchia était de 18 habitants par kilomètre carré[3].

1. Guizot, *Mémoires*, II, 451-452 ; Chateaubriand, *Mémoires*, IV, 379 ; Poggi, *Storia*, I, 151.
2. Le prince Borghèse y possédait 100 000 acres.
3. Tournon, *Etudes*, I, 310 ; Galli, *Cenni*, 182, 207 et suiv. ; suivant *Ib.*, 205, la production était de deux boisseaux et demi (91 litres) par acre. Une taxe spéciale fut imposée en 1832 pour la mise à mort des loups : *Raccolta*

Rome, naturellement, était dans une situation particulière. La ville n'était en sorte que le faubourg de la cour pontificale. La vénération dont était entouré le centre de la chrétienté catholique, la pompe des cardinaux et des nobles, les processions quotidiennes et les cérémonies mystiques attachaient les Romains au Pape par des liens puissants qui n'existaient pas dans le reste de l'État. L'aristocratie indigène était parasite et exclusive d'une façon peu connue en Italie, jalouse du pouvoir ecclésiastique, mais dévouée, par tradition, à la Papauté. Les classes commerciales et professionnelles étaient libérales, mais comprenaient peu de membres, et étaient dépourvues d'une autorité municipale à même d'exprimer leurs vœux. Le peuple de Rome était brave, alerte, comparativement cultivé ; mais l'orgueil d'une prétendue descendance classique et la démoralisation que provoquaient chez lui des charités extravagantes[1], le rendaient paresseux et querelleur, et la populace vivait dans un état de dégradation sans bornes.

En fait, Rome était, suivant l'expression de Metternich, un théâtre magnifique avec de mauvais acteurs[2]. Ses églises étaient « pleines d'ornements, mais vides de monde ». Superficiellement, c'était la plus morale des villes de l'Europe ; réellement, la plus dissolue[3]. Elle avait peu d'industrie ; ses rues débordaient de mendiants. Un grand nombre de ses pauvres étaient les parasites des maisons des prélats et des nobles, et avaient appris à se courber sous le bât de la servitude. D'après Sismondi, tous les Romains portaient la tonsure, la livrée, ou des guenilles. La populace professait à l'égard du pape une vénération sans bornes ; elle s'intéressait à la pompe de la prélature et même aux banalités ecclésiastiques ; mais elle n'avait pas la moindre foi en leurs vertus, et avait un goût particulier pour les satires où les abus du gouvernement et les vices des grands étaient stigmatisés.

delle Leggi, VI, 21. Voir également About, *op. cit.*, 274-276 *et alibi* ; Chateauvieux, *Voyages* ; Didier, *Campagne*, et, pour sa situation en 1882, Beauclerk, *Rural Italy*, 72-81, 86, 87, 104.

1. Le 1er janvier 1848, le Sénat distribua plus de 50 000 kilogrammes de pain et de 12 000 kilogrammes de viande.

2. Metternich, *Mémoires*, III, 201. Il ajoute : « Je ne puis pas comprendre comment, à Rome, un protestant pourrait devenir catholique. »

3. Liverani, *op. cit.*, 124-125, 251 ; Gregorovius, *Diari romani*, 129 ; Dicey, *Rome*, 35 ; About, *op. cit.*, 48-50.

Pourtant elle avait peu de sympathie pour le Libéralisme ; enfant gâtée de l'État, elle méprisait la bourgeoisie avancée. Un changement ne se produisit chez elle que sous le règne de Grégoire, dont la vie et le caractère étaient peu faits pour stimuler sa fidélité. La Jeune-Italie faisait beaucoup de convertis, et on dit que les *Paroles d'un croyant* de Lamennais produisirent une impression profonde sur les esprits les plus réfléchis. Bien que la vieille fidélité sentimentale subsistât en grande partie, les hommes que les Transtévérins reconnurent pour chefs vers 1840 furent des démocrates convaincus, animés de peu d'affection à l'égard du pape, à moins qu'il ne consentît à lier sa destinée à la leur. Cependant, sauf pendant les premières années du règne de Pie IX et sous la République de Mazzini, Rome resta toujours la moins italienne, peut-être, de toutes les villes de l'Italie. L'influence du pape était toujours puissante ; les résidents et visiteurs étrangers distrayaient leurs clients de la politique. Et bien que la majorité fût probablement toujours passivement nationaliste après 1846, bien qu'elle détestât et méprisât le gouvernement pontifical, elle aida si peu aux efforts faits pour l'affranchir qu'elle donna quelque consistance à cette allégation que Rome n'était pas italienne, mais cosmopolite.

CHAPITRE V

LES CONDITIONS SOCIALES DE L'ITALIE

(SUITE)

NAPLES : le nouveau système foncier; théorie et pratique; la justice; gouvernement local; l'enseignement; la corruption du gouvernement; la noblesse; le clergé; les classes cultivées; le commerce; la ville de Naples; les paysans; l'indifférence politique. — LA SICILE : caractères; « Home rule »; le système foncier; les paysans; *malendrinaggio*; le défaut d'instruction. LES ÉLÉMENTS DE LA NATION ITALIENNE : l'église; la noblesse; la bourgeoisie; les universités; les artisans et ouvriers des villes; les paysans. L'oppression; l'absence de vie politique; l'apparition du patriotisme.

Au sud de la péninsule, couvrant les trois-huitièmes de sa surface, s'étendait le royaume de Naples et de Sicile, des « Deux-Siciles », en langage diplomatique. Son caractère, sa situation géographique, la haine violente qui existait entre les Napolitains et les Siciliens, en faisaient le plus distinct et le plus isolé des États d'Italie. Les deux pays, qui étaient réunis surtout par la commune oppression du gouvernement, différaient de traditions et d'aspirations; leurs caractères et leur vie sociale étaient absolument dissemblables. Naples prit part au mouvement réformiste du XVIIIe siècle. Charles III réduisit les privilèges des nobles; Acton, dans ses premières années de pouvoir, tenta l'abolition graduelle de la féodalité. Mais la Révolution française effraya le gouvernement et le poussa dans les excès de la réaction. La Cour des Bourbons, rejetée en Sicile par les Français, revint en 1799 pour prendre sa revanche; Fra Diavolo et ses bandes ensanglantèrent Naples de guerres civiles, et Nelson dénonça un traité afin d'envoyer plus de victimes à l'échafaud[1]. Sept ans plus

1. En ce qui concerne son horrible façon d'agir, voir Hervey Saint-Denis, *Histoire*, 236-253; Villari, *Nuova Antologia* (16 fév. 1899); Badham, *English Historical Review* (1898); Mahau, *Life of Nelson*.

tard, les succès des Français forcèrent la Cour à se réfugier de nouveau en Sicile, sous la protection des armes anglaises, et, pendant neuf ans, Naples tomba sous la domination française, d'abord avec Joseph Bonaparte, ensuite avec Murat. La féodalité fut abolie ; les monastères furent en grande majorité dissous et leurs immenses propriétés vendues ou louées avec baux perpétuels. Les substitutions furent déclarées illégales, et beaucoup des grandes propriétés féodales passèrent aux mains des créanciers ; les territoires communaux furent divisés en petites parcelles qui furent louées aux plus pauvres habitants. Le système foncier fut révolutionné d'un seul coup, et de grandes étendues de terrains furent achetées par les petits propriétaires. Il y eut alors près d'un million de propriétaires fonciers, soit un par cinq habitants. Il est vrai que beaucoup de propriétés étaient trop petites pour rendre indépendants leurs possesseurs, que d'autres furent achetées par des spéculateurs, et que, jusqu'à un certain point, ces changements ne firent qu'accroître le nombre des petits tyrans de la bourgeoisie, qui possédaient à la fois des terres et des capitaux [1]. Néanmoins la législation française contribua beaucoup à démocratiser la nation. Murat laissa Naples affranchie du système féodal, avec des lois réformées, des finances en ordre et un système foncier plus stable. Les neuf années de la domination française avaient avancé de quatre siècles les institutions civiles. Et bien que la Restauration replaçât bien des choses dans l'état antérieur, elle laissa la loi, l'église, la terre, au moins théoriquement, en harmonie avec les conditions modernes. Aucun autre État d'Italie ne pouvait s'enorgueillir d'institutions aussi avancées : par contre, aucun autre gouvernement, excepté celui du Pape, n'était en fait aussi dégradé que celui dont furent affligés Naples et la Sicile sous la domination des Bourbons.

C'était toujours la même corruption dans chaque branche de l'administration. Naples avait le code de justice le plus éclairé de l'Italie. Les tribunaux étaient généralement ouverts au public; il existait un système amendé de mise en liberté sous caution ; un inculpé pouvait lui-même choisir son avo-

1. Bianchini, *Napoli*, 551-552 ; M. L. R., *Saggio*, 54, 298 ; Franchetti, *Provincie napolitane*, 125-126 ; Chateauvieux, *Lettres*, I, 28. La division des territoires communaux resta presque lettre morte jusqu'en 1860.

cat, et être entendu contradictoirement. En pratique, l'arbitraire était trop souvent l'unique loi. Des ordres secrets en chambre des délibérations transgressaient les codes; la couronne intervenait pour protéger les partisans des Bourbons ou persécuter les libéraux; la police avait le pouvoir de juger les suspects suivant sa procédure secrète et illégale, de mettre en liberté les condamnés ou de maintenir en prison ceux que les tribunaux avaient acquittés. Les prisonniers étaient fouettés; la torture était tolérée et même encouragée [1]; les prisons, bien que les réglementations officielles fussent bonnes, étaient des « abîmes de l'enfer. » Une corruption presque universelle complétait la faillite de la justice. Des assassinats commis en plein jour restaient impunis si le criminel avait des amis puissants, et, partout, il existait des sociétés secrètes avec des fonds de corruption communs pour payer l'acquittement de leurs amis ou la condamnation de leurs ennemis. En ce qui concerne également le gouvernement local, si la loi était bonne, ses applications étaient vicieuses. Chacune des quinze provinces de l'intérieur avait son conseil nommé par le gouvernement, ayant le pouvoir de lever les impôts, d'exécuter les travaux publics, de contrôler les grand-routes et les sociétés publiques, de censurer les fonctionnaires, de proposer toutes réformes administratives et de discuter les questions d'intérêt général pour l'État. Les Conseils communaux avaient la surveillance des chemins vicinaux, des écoles primaires, de la vaccination et de la subsistance des enfants trouvés. Mais l'édifice, si libéral en principe, était ravagé par la corruption du gouvernement et la tyrannie des petits potentats locaux. Le vote public, par lequel était élu le conseil communal, n'exprimait souvent que les ordres de l'ancien seigneur féodal, dont les créatures pillaient, dans son intérêt, les biens de la commune et dévastaient ses forêts, avec la complicité des fonctionnaires [2]. En ce qui concerne l'enseignement, il y avait un abîme entre la théorie et la pratique. Par une loi de 1810, toute commune, sauf les extrêmement petites, était tenue d'avoir une école primaire, et chaque province une

1. Nisco, *Francesco I*, 37; *Carlo Poerio, etc.*, 38-39; Settembrini, *Protesta*, 28. Voir aussi Correspondance-Naples (1848), 95.

2. Franchetti, *op. cit.*, *passim*; *Bianco di Saint-Jorioz*, *Brigantaggio*, 48-49; Gualterio, *Rivolgimenti*, II, 246.

école secondaire. Mais rien ne fut fait pour que les enfants les fréquentassent. Même à Naples, il n'existait que quatre écoles publiques gratuites et, sur trois enfants en âge de s'instruire, un seulement les fréquentait. Il n'y avait pratiquement aucune mesure à l'égard des petites filles. Dans les provinces, c'était encore pis. Les évêques faisaient de leur mieux pour aller à l'encontre des efforts du ministère de l'Instruction tendant à ouvrir des écoles. Il y avait des communes entières sans un paysan lettré, et l'état profond d'ignorance est démontré par la loi, qui exigeait qu'un tiers des membres d'un conseil municipal sussent lire et écrire. Les écoles secondaires, avec quelques exceptions appréciables pour Naples, souffraient du même « grécisme », dont était affligé l'enseignement intermédiaire de toute l'Italie. L'Université était renommée, ses cours très suivis, et les professeurs conservaient, jusqu'à un certain point, leur indépendance ; mais la vie indolente et l'atmosphère énervante de la capitale démoralisaient trop souvent les jeunes provinciaux.

Tout — la loi, le gouvernement local, l'enseignement —, portait la marque de la corruption qui rongeait l'administration. Le gouvernement était « une pyramide ayant les prêtres et la police pour base, et le roi pour sommet », et, de la base au sommet, régnait la même indifférence à l'égard du bien-être des intérêts publics. La Cour des Bourbons réunissait tous les vices de la famille. Sous François, les courtisans y faisaient la loi ; sous Ferdinand II, les prêtres. Un des frères de Ferdinand fit dévorer un sien créancier par ses chiens ; les « bravi » d'un de ses autres frères emmenèrent dans son harem les femmes et les filles de ses voisins. La corruption trouva à cette Cour un terrain propice. Sous le règne de François, « la justice, les titres, les hautes fonctions, étaient mis aux enchères ». « L'homme qui paie pour avoir une fonction, disait le roi, désire la conserver, et est fidèle[1]. » Le Jésuite, confesseur de Ferdinand, vendait ouvertement les places ; le Ministère de l'Intérieur était un marché de tripotages ; à Palerme, des places dans l'administration se vendaient en public ; de hauts fonctionnaires de l'État manipulaient les droits sur le blé de façon à servir leurs propres spéculations, et le ministre de l'Intérieur s'empara, pour ses collections privées,

1. Nisco, *Francesco I*, 6, 22.

des plus belles découvertes de Pompéi. Ses subordonnés suivaient son exemple ; aucun fonctionnaire ne pouvait être poursuivi sans l'approbation royale, et ils faisaient grand usage de cette immunité. « Chaque fonctionnaire, disait un rapport officiel, fait tout ce qu'il peut en dehors de son service. » De connivence avec les fournisseurs, ils gaspillaient les finances publiques ; la police faisait passer les correspondances au cabinet noir et se livrait à la contrebande ; elle avertissait les brigands calabrais quand un danger les menaçait, et les abritait alors qu'ils étaient ostensiblement pourchassés.

La corruption avait beau jeu, car il n'y avait pas d'éléments puissants d'opposition. Les nobles, en majorité, étaient satisfaits d'un système par lequel une grande partie du pillage leur revenait. D'autres avaient été attirés vers Naples et ruinés par son luxe et ses vices. Les grands seigneurs de la Calabre étaient moins souvent absents de chez eux qu'il n'était coutume partout ailleurs en Italie, et leur influence en fut proportionnellement plus étendue ; mais ils aimaient le désordre, et leur habitude de ne permettre le mariage qu'à un seul fils de la famille, démoralisait le pays. L'Église était aussi muette que les nobles. Elle avait toujours été la subordonnée du gouvernement ; et quand elle essaya, après la restauration, d'affirmer son indépendance, elle s'aperçut que la puissance de la couronne n'avait pas diminué. Bien que le Concordat de 1818 lui accordât quelques privilèges, et marquât une soumission envers Rome jusqu'alors inconnue à Naples, il ne fit que lier plus étroitement le clergé aux intérêts de l'absolutisme. Les prêtres, au nombre de 26 000, et les moines et nonnes, au nombre de 20 000[1], formaient le treizième de la population. Mais le mauvais renom des évêques et des prêtres, leur tyrannie mesquine et leur injustice, le fait que beaucoup d'entre eux étaient les espions du gouvernement, leur retiraient toute influence morale. En outre, tout élément intellectuel sérieux manquait. Il restait bien quelque chose, cependant, au moins à Naples et en Calabre, des anciennes traditions, mais peu de chose qui fût digne du pays qui avait produit Pythagore et Thomas d'Aquin, Bruno, Campanella et Vico. Le pays était en grande partie un terri-

1. Suivant Serristori, *Due Sicilie*. A une date ultérieure, Crispi (*Scritti*, 186) estime leur nombre total à 70 000.

toire rude et oublié, avec quelques oasis de civilisation parmi de grands déserts de superstition et d'ignorance. Des droits presque prohibitifs en interdisaient l'entrée aux livres étrangers, et bien qu'une certaine latitude fût laissée aux discussions économiques et que de vives controverses fussent soutenues au sujet du libre-échange et des impôts fonciers, les écrits purement politiques n'étaient pas autorisés. La classe cultivée était petite — quelques magistrats, quelques littérateurs de haut savoir —, et elle manquait de la force vitale et du patriotisme qui caractérisaient celle de l'Italie du Nord et du Centre. Les écrits qui y étaient publiés, ainsi que la pensée, n'avaient presque rien de commun avec le reste de la péninsule. Ce ne fut que lorsque l'étude du Dante fut entreprise et répandue, et que le renouveau qui suivit l'avènement au trône de Ferdinand II vint stimuler la littérature, que des efforts sérieux furent faits en vue d'y mettre la parole et la pensée au même niveau que dans l'Italie supérieure[1].

La classe commerçante, également, était petite et peu importante. Tant que dura le système continental, elle avait eu une certaine prospérité fictive dans la production du coton et de l'alcool; mais ces deux industries sombrèrent avec la paix, et l'influence des Physiocrates contribua à consolider les préjugés à l'égard des manufactures. Après la crise de 1824, le gouvernement tenta d'encourager l'industrie en prodiguant les primes et droits protecteurs, et en abolissant les corporations. Mais la protection eut une action peu stimulante, et ce ne fut que lorsque le gouvernement eut pu acquérir une confiance passagère, de 1831 à 1834, que des progrès sérieux furent faits. Pourtant les importations restèrent faibles ; la principale exportation était celle de l'huile d'olive ; les exportations en produits manufacturés étaient insignifiantes et consistaient principalement en spiritueux, en soie de première qualité et en gants. Les intrigues et les confusions du gouvernement continuaient à entraver toutes les entreprises ; et le roi assujettit les banques à certaines restrictions, et supprima les sociétés d'assurances, parce qu'elles demandaient un intérêt de leur capital[2].

1. Settembrini, *Ricordanze*, I, 56, 57.
2. Gualterio, *op. cit.*, II, 273 ; La Farina, *Storia*, II, 168.

En contraste avec la condition semi-barbare de presque tout le pays, Naples s'étalait, avec son vernis de luxe civilisé, ses insondables profondeurs de dégradation, avec tous les vices et peu des vertus d'une métropole. A ce moment, c'était à beaucoup près la plus grande ville d'Italie ; elle comptait plus de 300 000 habitants. La capitale était l'enfant gâtée du gouvernement. Tandis que les paysans mouraient de faim, il subventionnait largement le théâtre San Carlo ; elle avait des institutions charitables considérables, et, après 1830, le gouvernement fit à ses pauvres de larges aumônes. Il était traditionnellement entendu que les Bourbons devaient laisser les pauvres à leur paresse et à leurs crimes, s'ils servaient, en cas de besoin, à intimider la classe respectable et avancée. On comptait au moins 40 000 *lazzaroni*[1], formant une tourbe démoralisée et paresseuse, endurcie par la souffrance, abrutie par la superstition, avec les instincts anarchiques de parias autorisés, prêts, au premier appel, à massacrer artisans et marchands, et à tout mettre au pillage, dans l'intérêt du trône et de l'autel. Déjà la *camorra* existait, avec son organisation secrète redoutée, pour protéger le crime et prélever la taxe noire[2]. Le manque d'initiative et de virilité pesait sur toute la ville. Les classes cultivées, toute pénétrantes et investigatrices qu'elles fussent, ne faisaient pas d'efforts soutenus en faveur de leurs principes ; le gouvernement municipal était corrompu comme partout ailleurs ; la garde civique était une faction armée aux ordres de la police ; les lois draconiennes contre les mendiants étaient lettre morte et, dans l'asile des enfants trouvés, neuf enfants sur dix mouraient d'inanition.

Mais le joyeux, insouciant et expansif Napolitain ne représentait pas le type de la masse de la population. Les cinq sixièmes des ouvriers étaient employés à la campagne. Des montagnes des Abruzzes au nord, le pays comprenait la fertile Terra di Lavoro, jusqu'à Naples et Sorrente à l'ouest ; à l'est, les districts plats des pâturages de la Capitanata sur l'Adriatique, la Basilicata autour du golfe de Tarente, et l'Apulie, avec ses riches vignobles et plantations d'oliviers, dans le talon de l'Italie, tandis que les Apennins for-

1. Lady Morgan, *Italy*, II, 393.
2. Monnier, *La Camorre* ; et plus loin, vol. II.

maient, au centre, une épine dorsale continue, au travers des *Principati* jusqu'à la Calabre, à l'orteil. Une grande partie du pays était d'une fertilité naturelle extraordinaire ; mais la négligence et le mauvais gouvernement en avaient rendu de larges bandes presque inutiles. D'immenses et riches terres d'alluvion qui n'avaient besoin que de drainage, étaient abandonnées à la malaria. Le lac Fucino, qui avait été drainé sous Claudius, avait fini par rendre pestilentielle la vallée qui l'entourait; le district montagneux de La Sila, en Calabre, était déserté, sauf par les bandits et quelques bergers. La vaste « Tavoliere » de l'Apulie, qui s'étendait sur plus de cent kilomètres le long de l'Adriatique était, malgré les protestations des économistes, maintenue dans l'état de pâturage naturel dans lequel elle était depuis le xve siècle. Dans toute la partie sud du pays, le manque de voies de communication paralysait l'agriculture. Les routes carrossables, le long desquelles des diligences se traînaient, à raison de quatre-vingts kilomètres par jour, étaient très peu nombreuses ; dans certains districts de l'intérieur, il était à peu près impossible de voyager à cheval l'hiver ; même cinquante ans plus tard, dans la province d'Aquila, un tiers des communes ne possédaient pas de routes carrossables convenables. Il est donc peu étonnant que l'agriculture montrât peu de signes de progrès, et que la masse des grains, des vins, des huiles, fût de qualité inférieure. Ce n'était que dans la Terra di Lavoro, autour de Bari et dans les plantations d'oliviers de Gallipoli, qu'il existait une culture meilleure.

Malgré la législation française, une grande proportion des cultivateurs louaient leurs fermes, souvent à des conditions onéreuses, et payaient des intérêts exorbitants au seigneur-usurier ou au prêteur d'argent. Parfois, de même que dans la Basilicata, une grande partie des terres étaient louées avec des baux très courts, le seigneur fournissant tout, et, à fin de bail, reprenant les terres et les récoltes avec peu et même sans compensation. Dans les provinces occidentales, le système des tenures variait, les fermes de *mezzedria* alternant avec les baux à l'année et les locations à longue échéance de vastes superficies. Mais, presque partout, les paysans étaient, de fait, les serfs de leurs seigneurs, pieds et mains liés par leurs dettes, obligés par leur pauvreté et la vive concurrence au sujet des terrains, d'accepter les contrats cruels

qui leur étaient imposés[1]. Le collecteur des impôts prenait ce qu'avait laissé le propriétaire. L'écrasant impôt foncier était rigoureusement exigé de ces paysans affamés, et, pour payer l'odieuse taxe de mouture, leurs instruments aratoires et leurs maisons étaient souvent saisis. Le sel, qui était un monopole du gouvernement, coûtait si cher que le peuple, parfois, ne pouvait en acheter. Bien qu'il y eût des districts où la malpropreté des paysans avait disparu, leur condition générale restait, plus ou moins, celle d'une pauvreté dégradée et sauvage. Les petits propriétaires, qui possédaient suffisamment de terres, étaient dans une situation à peine meilleure. Les ouvriers agricoles, bien que leurs gages fussent, parfois, comparativement élevés, n'en étaient pas moins dans une situation précaire. Le système foncier, tout admirable qu'il semblât d'après les statistiques, apparaît à l'examen aussi vermoulu que le reste de l'édifice social. Dans quelques districts, comme en Calabre, il y avait entre pauvres et riches une ligne de démarcation rare en Italie. Les *gentiluomini* maintenaient les paysans et ouvriers agricoles dans un état de servage, les réduisant à une pauvreté abjecte, corrompant l'honneur de leur famille. Leur condition misérable, leur superstition, plus païenne que chrétienne, leur ignorance abrutie semblent avoir parfois tué en eux tout sens moral. « Le vol, écrivait quelqu'un qui les connaissait, est chez eux une seconde nature, presque une nécessité » ; et parfois un village entier, saisi d'une passion commune pour le crime, laissait là ses charrues pour aller piller et assassiner. Le brigandage, depuis plusieurs générations, était endémique dans certains des districts de montagnes ; sous la domination française, il avait pris une couleur politique ; quand les Bourbons revinrent, il devint franchement criminel. Par moments, il fallait faire garder par des factionnaires toute la route qui va de Capoue à la frontière pontificale. Les Calabrais ne sortaient qu'armés jusqu'aux dents ; et les *banditti* nomades se

1. Franchetti, *op. cit.*, *passim;* de Augustinis, *Condizione*, 156 ; C. D. V., *Cenni*, 34, 38 ; Della Valle, *Considerazioni* ; Bianco di Saint-Jorioz, *op. cit.*, 18, 124-125 ; Villari, *Lettere meridionali*, 55-59 ; Laing, *Notes*, 396 ; Beauclerk, *Rural Italy*, 43-46. Déjà, en 1835, les fermiers ressentaient les effets de la concurrence étrangère, « même de l'Amérique ». Les communes tentèrent parfois d'instituer quelque remède contre l'usure. v. Raumer, *Italy*, II, 251. La récente et rapide extension des Banques foncières, il faut l'espérer, tuera l'usurier.

recrutaient parmi les assassins qui « allaient à l'intérieur du pays » pendant que les traces de leurs actes de sauvagerie étaient fraîches.

On ne pouvait attendre d'un pareil peuple aucune activité politique ferme. Il y avait toutefois une classe considérable d'individus au-dessus du niveau de la pauvreté, — les propriétaires de condition, les marchands des villes, les négociants qui s'étaient retirés dans leurs petites propriétés. C'est d'eux, sans doute, que les Carbonari de 1820 tirèrent leur puissance. Mais ils ne formaient qu'une minorité, et, trop souvent, une minorité corrompue et sans énergie. La masse du peuple était plongée dans une ignorance et une misère qui ne laissaient place à aucun espoir de progrès. L'état arriéré de la civilisation et l'antagonisme des intérêts semblaient devoir, pour plusieurs générations, empêcher Naples de marcher en ligne avec le reste de l'Italie.

La Sicile.

La Sicile et Naples faisaient partie d'un seul État; mais ils étaient divisés par une animosité aussi intense que celle qui séparait l'Irlande de l'Angleterre. Les différences de race, d'histoire, de caractère rendaient impossible toute fusion de l'île avec le continent. Le large mélange de sang normand, sarazzinois et berbère en Sicile, le climat semi-tropical, les longues traditions parlementaires y avaient produit un caractère qui n'avait rien de commun avec celui du continent. Au contraire des Napolitains gais, vifs et légers, les habitants de Palerme étaient réfléchis, laconiques et braves. Bien que le Sicilien manquât d'initiative et de persévérance et bien que son sang méridional et son défaut de civilisation le rendissent sujet à de violentes explosions de passion sexuelle et de vengeance sauvage, il était cependant généreux et chevaleresque, viril et doué d'une fidélité brutale. Rarement un Sicilien trahissait quelqu'un. Tandis que le Napolitain était, de nature, courtisan, il était rude et indépendant, et Ferdinand Ier l'avait trouvé insensible aux faveurs des Cours. Grâce à ses sept siècles d'histoire parlementaire, il prenait plus d'intérêt aux affaires publiques et avait un patriotisme d'autant plus intense qu'il était étroit. Malgré le manque de lois à Palerme

et dans ses environs, et bien qu'on y comptât quatre fois plus d'assassinats que dans le Piémont et que le vol y fût largement organisé, on n'y trouvait pas la profondeur de corruption qu'on rencontrait sur la grande terre[1].

L'Histoire s'ajoutait à la différence de caractère pour séparer les deux peuples. Depuis les Vêpres siciliennes jusqu'en 1735, la Sicile avait été indépendante de Naples. Même réunie sous la même couronne, elle avait conservé son drapeau particulier, son Parlement et son administration distincts. La lutte entre la couronne et les nobles, en 1812, n'avait fait que confirmer les Siciliens dans leurs droits ; et lorsque, quatre ans plus tard, les Bourbons leur ravirent leurs libertés, leur libre passé exerça sur eux une fascination d'autant plus vive. Les Féodaux et les Libéraux auraient pu, par leurs querelles, mettre en danger la cause commune, mais le même amour intense d'indépendance les gouvernait tous. Même le clergé et les moines se faisaient pardonner leur ignorance et leurs biens par leur fervent patriotisme. L'oppression des Bourbons pesait à toutes les classes. « Les Siciliens sont des barbares et nous venons pour les civiliser », criaient haut les fonctionnaires napolitains; et ils traitaient l'île « au delà du Faro » en province conquise. Les Siciliens le leur rendaient en une haine qui englobait à la fois la Cour et le peuple de la race qui les dominait. Il y avait peu de sympathie entre les Libéraux de Palerme et de Naples, et encore moins de respect ou de fidélité envers la couronne. Il s'ensuivait que la Sicile n'avait aucune part à la vie commune de l'Italie, et qu'en raison de sa violente haine contre Naples, elle se serait volontiers tournée vers l'Angleterre, la Russie, la France, vers n'importe quelle puissance qui lui aurait assuré son indépendance. Ce n'est qu'à une date ultérieure qu'elle fut pénétrée du sentiment italien, qu'elle apprit à faire appel à l'Italie contre Naples, et chercha la liberté en s'engloutissant dans une patrie plus grande, dont Naples et la Sicile seraient deux provinces égales et indépendantes.

La nature de la domination napolitaine suffisait pour provoquer la répulsion. Il est vrai que les Siciliens et les Napo-

1. Palmieri de' Micciché, *Pensées*, I, 258, 263; Famin, *Révolution*, 4; Nisco, *Ferdinando II*, 34; Pasqualino, *Lettres*, 8, 9; La Masa, *Documenti*, I, 41.

litains étaient frères dans la souffrance, et que le gouvernement de l'île n'était pas beaucoup plus corrompu et plus tyrannique que celui du continent. Mais la domination de Naples avait surtout cela de haïssable, qu'elle était étrangère. Sur certains points, en vérité, les lois de Naples étaient plus avancées que les leurs, et les Libéraux napolitains pouvaient considérer leur domination comme un bienfait pour la cause du progrès. Mais tandis qu'ils provoquaient l'incessante hostilité des nobles, ils étaient trop opposés aux traditions nationales pour pouvoir être acceptés, même par la populace. Ceci apparut spécialement lors de leurs tentatives de réformer l'impôt foncier indigène. La féodalité avait été nominalement abolie en 1812, mais d'une façon atténuée qui contrastait avec les réformes « de la racine aux branches » que les Français avaient faites à Naples. Un nombre considérable de questions de détail avaient été laissées à la décision des tribunaux (beaucoup étaient encore pendantes en 1838); et pendant un certain temps, la jurisprudence favorisa les propriétaires. En dépit des lois pour faciliter la vente des biens importants, il n'y existait pas un large morcellement des propriétés comme à Naples. Une ligue de *latifondisti* protégeait les intérêts des grands propriétaires, et les quelques commerçants qui acquéraient des terrains se rangeaient de leur côté. Ici et là, les biens communaux étaient divisés en petites parcelles; mais la grande majorité du peuple n'était pas propriétaire, et ce n'est guère que dans la riche Conca d'Oro, près de Palerme, et dans le voisinage de Messine et de Marsala qu'on trouvait de petites propriétés. Les neuf-dixièmes du sol appartenaient aux nobles et aux prélats, et l'un des domaines princiers d'un noble s'étendait sur 50 kilomètres. L'insécurité et l'insalubrité des champs poussaient le peuple à vivre presque entièrement dans les villes; dans trois des grandes provinces, deux pour cent, seulement, de la population, vivaient à la campagne; et de grandes étendues de pâturages naturels, sans villages, sans arbres, pour la plupart infestés par la malaria, ne produisant guère que la nourriture des troupeaux épars, remplaçaient ce qui avait été le grenier de l'Italie. Les fermes se louaient à court terme, et à des loyers d'exaction; les fermiers ordinaires, possédant des capitaux insuffisants pour leurs vastes propriétés (beaucoup atteignaient de 2 000 à 5 000 acres) sous-louaient les terres à céréales, par petites

parcelles, à des paysans qui leur en payaient le loyer en nature et auxquels ils avançaient les graines nécessaires aux semailles, prêtaient les bœufs pour la charrue, s'arrogeant parfois, en retour, jusqu'aux trois quarts des produits. Le paysan était d'autant plus à leur merci que sa petite parcelle de terrain, une fois qu'il avait payé le loyer et les intérêts, lui laissait à peine de quoi subvenir à ses besoins. Mais il pouvait légalement réclamer des aliments en quantité suffisante pour ne pas mourir de faim ; aussi, les emplois étant très incertains, préférait-il avoir à un taux d'exaction une petite terre, plutôt que de travailler à gages[1].

Sous un pareil régime, la culture était nécessairement rudimentaire[2]. Les instruments aratoires étaient de fabrication antique, et, jusqu'à 1860, le battage s'effectua par dépiquage. Ce n'est que dans le voisinage des grandes villes, où le pays était entre les mains de petits propriétaires, qu'on put constater quelques tentatives d'amélioration. Les vignobles de Marsala et les jardins d'orangers et de citronniers de la Conca d'Oro montraient seuls de quoi la terre était capable. Mais, là où l'on tentait des améliorations, le gouvernement faisait tout ce qu'il pouvait pour les décourager. Jusqu'en 1819, tous les blés destinés à l'exportation durent être déposés dans des entrepôts (*caricatoi*) où les droits d'exportation étaient perçus. Quand ils furent abolis, l'absence de routes continua à entraver pratiquement le commerce des grains. Les moyens de communication manquaient encore plus que sur le continent ; ce n'est qu'à partir de 1828 que des voitures purent faire le trajet de Messine à Palerme, et, pendant de longues années ensuite, l'intérieur continua à leur être inaccessible. Des voleurs infestaient les mauvais sentiers qui constituaient les seules voies de communication de la plus grande partie de l'île.

La situation arriérée de l'agriculture était d'autant plus grave que la Sicile avait peu de commerce. Les seules industries étaient les vins de Marsala et les mines de soufre des environs de Caltanisetta et de Girgenti, qui étaient exploitées

1. Franchetti, *Sicilia*, *passim* ; Balsamo, *Memorie* ; Palmeri, *Saggio* ; Gregorio, *Discorsi*, I, 168-172 ; Afan di Rivera, *Sicilia*, 34 ; Cordova *Discorsi*, I, 31 ; II, 289-306 ; Villari, *op. cit.*, 31-36.

2. Suivant Senior, *Journals*, II, 36, le produit par acre était le même qu'au temps de Verrus.

par des entreprises et des capitaux étrangers. Jusqu'en 1824, la liberté des échanges n'existait même pas avec Naples, et la protection anéantit tous les efforts faits en vue d'y créer un commerce[1]. La condition du peuple était véritablement misérable. Les ouvriers des mines de soufre vivaient dans un état de dégradation à peine atteint par les esclaves blancs des premiers temps industriels de l'Angleterre. Les ouvriers agricoles, qui avaient à faire de longs trajets pour aller de leurs lamentables demeures des villes au lieu de leur travail, ne gagnaient que de six à neuf francs par semaine. Les paysans, tout sobres et travailleurs qu'ils fussent, étaient accablés par l'usure, dévalisés par les exactions de la taxe de mouture et de l'impôt foncier ; afin d'y échapper, ils allaient parfois jusqu'à abandonner leurs terres et entreprendre le métier plus profitable de brigand. Tous étaient les esclaves de la corruption et de la tyrannie des Intendants et de leurs subordonnés ; esclaves, également, des nobles, dont les partisans armés les terrorisaient, et dont les dîmes et la juridiction féodales, abolies par la loi, restaient dans les coutumes, et contre lesquelles ils n'osaient se révolter. De bas en haut, personne ne respectait la loi. Le gouvernement n'hésitait jamais à la violer ; les fonctionnaires la faisaient servir à leurs vues particulières ; les nobles employaient leurs partisans à faire assassiner leurs ennemis. Il est peu étonnant que le crime fût ainsi organisé sur une échelle à peine imaginable en Europe occidentale. Les vastes domesticités des nobles, les bandes criminelles de Palerme, les planteurs d'orangers de la *Conca d'Oro* (descendants des anciens bravi des barons), les bourgeois de l'intérieur de l'île, formaient une grande conspiration secrète contre laquelle la justice était impuissante et le gouvernement paralysé[2]. C'était là le *malendrinaggio* ou *maffia* qui a fait d'une partie de la Sicile le désespoir du gouvernement constitutionnel, après avoir fait celui du gouvernement despotique.

Mais alors que, pour toutes ces raisons, une répression sévère, presque cruelle, était nécessaire, la malheureuse île avait besoin du travail patient d'une génération pour la

1. V. Raumer, *op. cit.*, II, 308, 309 ; Perez, *Centrallizzazione*, 142 ; Mortillaro, *Reminiscenze*, 164 ; *contra* Bracci, *Memorie*, 48.
2. Villari, *op. cit.*, 34, 35 ; Ciotti, *Palermo*, 6, 7.

guérir de son ignorance, de sa pauvreté, de sa superstition; et elle ne l'eut pas. Il n'y existait, comme du reste encore longtemps après, à peu près aucun enseignement; même les enfants des nobles étaient souvent à peine lettrés. Bien qu'il y eût un enseignement rudimentaire et quelques hommes de savoir réel, Palerme dépensait dix fois plus pour ses enfants trouvés que pour ses écoles, et les professeurs de l'Université de Messine touchaient moins que le salaire d'un gendarme. La religion du peuple consistait en une superstition payenne. L'Église était, sans doute, extrêmement puissante; les moines abondaient et leurs biens, laissés intacts par la Révolution, dépassaient en valeur ceux de tous les autres monastères d'Italie; mais « leur ignorance était à la hauteur de leur malpropreté et de leur richesse ». Sainte Rosalie venait, pour les habitants de Palerme, avant le Rédempteur; et les ouvriers des mines de soufre de Girgenti brisèrent, après une explosion, l'image de la Madonna, et en réclamèrent une nouvelle qui fût plus tutélaire. Malgré le luxe poli de Palerme, ce n'était là qu'un peuple déréglé et semi-barbare, élevé à l'école de la violence et de la force, une nation de nobles et de prolétaires, sans bourgeoisie, pourvue de peu d'institutions locales, et ne possédant rien pour les tenir unis, sauf leur tradition féodale et leur orgueil de race intense et commun. Mais, tandis que la Sicile a été et reste un des plus grands problèmes de l'Italie, tandis que l'établissement d'un gouvernement normal semble encore y être un rêve, son peuple a une force et une indépendance, une dignité semi-orientale, un feu latent, qui en a toujours fait l'espoir des patriotes avancés de l'Italie.

Ceux qui ne croient pas en une nationalité italienne signalent la grande diversité de caractère qui sépare les habitants des différents États. Il semble n'y avoir que bien peu de points communs entre le lourd et laborieux Piémontais et le prolétaire léger, paresseux et dissolu de Venise ou de Naples, entre l'intelligent et aimable Toscan et le Sicilien passionné et brutal, entre l'activité et l'esprit d'entreprise de Gênes ou de la Lombardie et la stagnation agonisante de la Comarca. Il n'y avait pas de fonds italien commun; le sang allemand prédominait dans le nord, le sang grec dans la Basilicata et l'Apulie; les Arabes, les Normands et les Espagnols avaient

laissé leurs traces en Sicile, tandis que les vieux sangs italien et étrusque restaient, peut-être avec quelque mélange, en Toscane, dans l'Ombrie, et dans les Abruzzes. Des gouvernements différents les avaient formés à des coutumes sociales variées, à des systèmes fonciers extrêmement dissemblables, avaient poussé à l'activité ou à la stagnation de l'industrie, ou à un degré élevé, ou très bas, l'enseignement. Les coutumes féodales étaient toujours puissantes en Piémont, à Naples et en Sicile, tandis qu'en Lombardie et en Toscane elles n'étaient plus que des souvenirs à moitié oubliés. Mais les États existants n'eurent même pas le mérite de reconnaître les plus petites affinités de leurs populations. La Romagne était attirée vers les États du bassin du Pô; les Abruzzes et les Principati avaient plus d'affinité pour les États romains limitrophes que pour la Calabre. La Sicile était moins séparée de n'importe quel État italien que de Naples; et il existait entre des villes d'un même État des rivalités municipales des plus aiguës. A côté de ces différences, se constataient des ressemblances communes. L'éloignement des Piémontais et des Napolitains n'était pas plus grand que celui qui exista entre les Normands et les Provençaux, les Prussiens et les Bavarois, les Anglais et les Irlandais; et le grand mélange des races assurait la constitution d'un fonds de virilité et une communauté d'idées. En dépit des dialectes, l'Italie possédait une langue commune, un nom commun, un commun souvenir des temps où elle avait dominé le monde, et chaque district conservait les traditions des grands hommes et des hauts faits de Rome. Elle avait une littérature commune et s'enorgueillissait également de Dante, de l'Arioste et de Machiavel. La grande barrière des Alpes était plus qu'une expression géographique, et les besoins du commerce s'opposaient chaque jour à un morcellement de la péninsule. Malgré les jalousies réciproques du Piémont et de Gênes, de Naples et de la Sicile, de la Romagne et de Rome, malgré les intérêts qui militaient en faveur de chaque petite métropole, malgré les grandes différences qui séparaient le Nord et le Sud, il était clair, pour des penseurs tels que Napoléon, Alfieri et Mazzini, que le sentiment ainsi que la notion de leur avantage pousseraient également les différentes fractions à se fondre en une grande Italie unifiée.

Le monopole de généraliser, en ce qui touche le caractère

italien, appartient au voyageur rapide; l'historien doit agir plus délicatement, même lorsqu'il ne traite que de sections ou de districts particuliers. Des diverses classes formant le peuple italien, les 150 000 ecclésiastiques étaient, sans aucun doute, les plus puissants. Plus l'on se rapprochait de Rome, plus les abus de l'Église devenaient criants; mais néanmoins, l'existence de Rome donnait à ses maîtres une puissance unique sur les esprits italiens; et son souple réseau d'influence qui s'étendait à chaque commune, à chaque hameau du pays, la pompe de son pouvoir, l'appui, quoique prêté à contre-cœur, de la force civile, son contrôle sur les écoles, son autorité sur la célébration des mariages, sa faculté d'ouvrir et de fermer les portes du ciel, lui donnaient une influence sans bornes sur un peuple religieux et imaginatif et même souvent superstitieux. Car les Italiens n'étaient pas, d'essence, seulement religieux, mais catholiques. Une petite dose de rationalisme s'était infiltrée en eux au cours du siècle précédent; il régnait une sorte de scepticisme élégant à Florence et à Milan; l'hypocrisie, souvent, tenait le premier rang à l'Église et à la Cour. Mais le peuple, en grande majorité, même s'il n'acceptait pas toute la doctrine catholique, même s'il avait en horreur la Cour de Rome et critiquait le clergé, faisait volontairement adhésion à la foi et au rituel catholiques, et ressentait une sorte d'orgueil sentimental à la pensée qu'il possédait la Papauté. Les attaques des gouvernements contre l'Église, au cours du siècle précédent, s'étaient déjà modifiées en une alliance, peu cordiale du reste, entre elle et l'État. Les tentatives faites ultérieurement, en vue de réformer la discipline ecclésiastique, visèrent toujours à la réformer dans les limites du giron de l'Église catholique [1]. L'abolition des abus ecclésiastiques, qui suivit l'installation d'un gouvernement constitutionnel, était bien faite pour désarmer toute hostilité [2]. A ce moment, il ne semblait pas impossible que l'Église se rangeât du côté de la nation. Bien que la Restauration leur eût été avantageuse, plus d'un prêtre paroissial, plus d'un moine étaient patriotes, et, dans un certain sens, libéraux. Chaque révolution amenait sa fournée de prêtres-martyrs. Spécialement en Lombardie et en Sicile, le

1. Voir vol. II.
2. Voir chap. XXII et vol. II.

feu du patriotisme embrasait largement les sacristies et les monastères. En grande partie issus du peuple, ils en partageaient la pauvreté et les espoirs[1] ; et les premières années du règne de Pie IX prouvèrent combien le clergé aurait pu être facilement gagné à la cause nationale, si Rome avait montré le chemin. Mais l'écroulement du bref Libéralisme de Pie montra que la curie romaine ne pourrait jamais devenir nationaliste et que, à moins de modifications radicales dans son organisation, cette Cour, à la fois la plus détestable et la plus ignorante, n'accepterait jamais de réformes, et que le pouvoir temporel restait et devait rester toujours un obstacle entre les revendications du pape et les droits des Italiens.

On a dit souvent que l'Italie ne possédait pas d'aristocratie territoriale ; ceci est vrai dans ce sens qu'il n'y avait que peu de nobles possédant des propriétés, et que ceux-ci, si peu qu'ils fussent, et excepté peut-être en Sicile et en Calabre et plus tard en Piémont, étaient toujours absents et demeuraient dans les villes, n'ayant en conséquence que peu de l'influence des Pairs anglais propriétaires-fonciers. Le nombre incommensurable des comtes du nord et du centre, des ducs et des princes du sud, amoindrissait le prestige du titre. A Naples, à Venise, à Rome, les nobles étaient corrompus et dégénérés. Parmi toutes les vicissitudes politiques du siècle, la création d'une seconde chambre héréditaire n'entra jamais dans l'esprit de n'importe quel homme politique italien. Cependant leur puissance était grande et souvent fondée. En Sicile, ils étaient omnipotents, à la fois à cause de leur richesse et parce qu'ils partageaient la grande passion politique du peuple. La brillante aristocratie de Milan faisait sentir dans toute la Lombardie sa fortune et sa puissance. Les meilleurs d'entre les nobles de Florence descendaient des grandes familles de marchands de la république, et la domination des Médicis les avait identifiés avec tout ce qu'il y avait de plus avancé et de plus perfectionné en Toscane. La noblesse militaire du Piémont, toute grossière et surannée qu'elle fût, gardait beaucoup de son prestige féodal et de sa tradition de patriotisme solide et simple. Elle menait une vie sans prétention dans ses grands palais sans confort où elle préfé-

1. En 1867, le traitement moyen d'un prêtre paroissial était de 795 *lire*. Frigyesi, l'*Italia*, 355.

rait avoir le chef-d'œuvre d'un grand peintre plutôt qu'un fauteuil ou qu'un bon calorifère. Somme toute, sauf pour le Piémont et Rome, la noblesse italienne n'était pas exclusive. En Toscane et, partiellement, en Lombardie, elle était issue de la bourgeoisie, et, partout, des anoblissements nouveaux et constants la pénétraient d'un sang nouveau. Les Universités, la libre existence sociale des villes, le défaut relatif de grandes fortunes la mêlaient plus ou moins à la classe inférieure. Sa courtoisie à l'égard de toutes les classes émerveillait les observateurs allemands. Bien qu'un grand nombre de ses membres fussent dénués de valeur et discrédités, chaque État en conservait une fraction de grand renom, qui s'identifiait avec les plus belles espérances de la nation. Tout mouvement libéral et même révolutionnaire pouvait voir les nobles à sa tête; et, si la bourgeoisie peut revendiquer Mazzini et Manin, Gioberti, Farini, et Ratazzi, les nobles peuvent s'enorgueillir de Santa Rosa et de Pallaviccino, de D'Azeglio, de Cavour, de Ricasoli ; les Bandieras et les Pisacane sortaient de leurs rangs.

Mais la vie la meilleure de la nation résidait dans les classes moyennes. Elles avaient senti leur puissance sous la domination française ; Modène avait eu ses écoles renommées de fonctionnaires civils ; comme ingénieurs, comme savants, comme écrivains, les hommes intelligents y avaient trouvé la fortune. Aucune classe, donc, ne souffrit davantage du despotisme auquel les condamna la Restauration. Les fonctions civiles ne leur offrirent plus que peu d'attrait, car elles signifiaient: vendre son concours aux oppresseurs, et elles comportaient peu d'espoir d'avancement : les Autrichiens en Lombardie, les nobles en Piémont, les *monsignori* dans les États de l'Église monopolisaient les postes élevés. La littérature était une voie épineuse, avec les censeurs toujours embusqués à chaque coin pour réprimer toute originalité ou interdire les incursions les plus anodines dans le domaine de la politique. Cependant l'Italie était très riche en écrivains : elle avait en Galluppi, Rosmini et Romagnosi ses philosophes, en Leopardi et Niccolini ses poètes, en Mai et Mezzofanti ses savants, en Manzoni son romancier. Mais Rossetti et Berchet avaient été exilés, et, non seulement toutes les œuvres politiques et sociales et même presque tous les ouvrages économiques étaient interdits, mais le coût, les délais nécessaires pour obtenir l'*impri-*

matur des censeurs, et l'incertitude qu'on avait de pouvoir l'obtenir, entravaient toutes espèces de publications. Souvent les ouvrages ne passaient que difficilement d'État à État. Le nombre total d'œuvres et d'éditions nouvelles publiées en Italie en 1835 se montait à 2811, dont la majorité sans doute n'était que des réimpressions ; en 1833, on y comptait moins de 100 périodiques, principalement scientifiques ou commerciaux[1]. Les journaux officiels, a-t-on dit, parlaient davantage des affaires des Indes et du Japon que de celles de l'Europe, et n'avaient aucune notion de la politique contemporaine. L'*Antologia* était le seul périodique qui pût prendre place parmi les grandes revues européennes. Le journalisme proprement dit n'existait pas. Le commerce avait à peine plus de débouchés. Des droits protecteurs et des barrières douanières, l'absence de monnaies, de poids et mesures uniformes, les entraves officielles auxquelles les banques étaient sujettes, étaient absolument contraires à toute vie industrielle ou commerciale vigoureuse. Excepté dans quelques villes de la Lombardie et à Gênes et à Livourne, on savait à peine ce que c'était que des entreprises commerciales. A part les filatures de soie de la Lombardie et du Piémont, il n'existait aucune industrie importante, il n'existait non plus aucune denrée d'exportation, sauf la soie brute du nord[2], l'huile d'olive de Gênes, Lucca et Naples, et le soufre de la Sicile. Le commerce total d'exportation du pays n'atteignait probablement pas 450 millions de francs. Ainsi, ayant peu d'avenir dans les fonctions civiles, la littérature ou le commerce, les jeunes gens sortant des Universités se portaient en foule vers les professions judiciaires ou vers la médecine, venant accroître l'armée des déclassés, souffrant amèrement de l'oppression sociale qui étouffait leurs ambitions et les plongeait dans une existence oisive et sans profits.

C'était dans les Universités que vivaient avec le plus d'intensité les classes moyennes. Le pays en comptait vingt-quatre avec environ 14 000 étudiants. Celles de Bologne et de Naples étaient très renommées ; Turin, Rome, Pavie, Padoue étaient à juste titre fières des leurs. Il n'est pas facile, pour un Anglais,

1. Cantù, *Milano*, I, 73 ; *Id.*, *Cronistoria*, II, 387.
2. Estimée en 1835 à 300 millions francs ; le commerce de l'huile d'olives atteignait peut-être de 50 à 75 millions de francs.

de déterminer le rôle que les Universités italiennes jouèrent dans la vie du pays ; toujours en tête de tout mouvement nationaliste, détruisant les barrières sociales par leur libre vie démocratique, exerçant par le grand nombre de leurs étudiants une influence prédominante sur les classes cultivées, ce ne fut pas sans raison que les gouvernements les suspectèrent et les harcelèrent. Ce furent les Universités qui fournirent l'aliment intellectuel du mouvement nationaliste auquel elles donnèrent leurs penseurs, leurs écrivains et parfois leurs combattants. Ce furent les professeurs de Bologne qui dirigèrent la révolution de 1831, les professeurs et les étudiants de Pise, de Pavie et de Gênes qui furent l'âme des volontaires de 1848 et qui formèrent la plus grande partie des « Mille » garibaldiens. Les étudiants pouvaient être parfois capricieux, sentimentaux, susceptibles ; mais il régnait parmi eux une pureté vive, une religion pour l'idéal, une promptitude à vibrer avec la vie nationale, à agir plutôt qu'à critiquer, à suivre leurs héros, soit sur les champs de bataille ou dans les prisons, qui faisaient d'eux le levain de la société italienne.

Les mêmes causes qui étouffaient la vie de la bourgeoisie, déprimaient les ouvriers. Leur condition matérielle était en fait comparativement tolérable ; bien qu'ils fussent souvent à un niveau au-dessous du confortable pour la nourriture et le logement, la facilité de la vie sous un climat chaud et la stabilité d'un commerce dépourvu de toute élasticité les gardaient du besoin. Il semble y avoir eu peu d'ambitions de classe. L'Industrie italienne était, en grande partie, organisée sur un pied de domesticité, et l'on a peu de témoignages de difficultés ayant pu survenir entre patrons et ouvriers. D'autre part, au Piémont, le fait de se mettre en grève était, en tout cas, considéré comme un crime, à moins que les tribunaux ne décidassent qu'il provenait de justes causes[1]. Même en 1848, l'idée socialiste n'existait pour ainsi dire pas. Dans un pays où ils n'excédaient probablement pas 15 pour 100 de la population, les ouvriers, en vérité, constituaient un facteur trop faible pour jouer un grand rôle dans la vie nationale. Mais ils étaient vifs, intelligents, parfois très cultivés et très adroits dans quelques industries peu importantes. Il y avait à Venise des gondoliers et des contremaîtres, certes, très instruits ; le père

1. *Economic Journal*, décembre 1893.

de Guerrazzi, un ouvrier de Livourne, connaissait parfaitement les classiques et Dante. Bien que les ouvriers, en tant que corps, ne prissent que peu ou prou part aux premières révolutions, la Jeune-Italie les instruisit dans la politique et ils devinrent le soutien des libéraux lors du dernier mouvement nationaliste. Les Cinq-Jours de Milan, la défense de Venise et de Bologne montra leur énergie et leur patriotisme. Leur mentalité variait beaucoup suivant les différentes villes. A Gênes, Livourne et Palerme il y avait une quantité d'ouvriers agricoles rudes et gourds, de sentiments vigoureux et virils, mais possédés de passions sauvages qui les jetaient dans chaque révolution que, la plupart du temps, ils souillaient par des crimes. Rome avait une populace de fiers Transtévérins, paresseux, démoralisés par les aumônes, mais généreux et braves et qui, après avoir été les soutiens fidèles du pape, devinrent plus tard ses ennemis les plus acharnés. Naples avait 40 000 *lazzaroni*; Venise, sa foule d'indigents oisifs, constituant un danger pour l'État à la fois en raison de leur malpropreté et de leur superstition, bien que par moment le caractère du Vénitien sût s'élever jusqu'à un patriotisme vigoureux, tandis que celui du Napolitain semblait incurable.

Mais l'Italie était essentiellement un pays non industriel. Six villes seulement, Naples, Rome, Milan, Venise, Palerme, Turin, comptaient plus de 100 000 habitants[1]. Les capitales des huit États avaient un ensemble de population n'atteignant pas un million. Au moins 60 pour 100 du peuple se livraient à l'agriculture[2], ceci, de même qu'en Sicile, ne comportant pas nécessairement qu'ils vivaient à la campagne. Et, en vérité, l'état de l'agriculture en Italie était misérable. De grandes parties de ce sol, le plus riche d'Europe, étaient abandonnées à la malaria. Avec la destruction incessante des forêts qui eut lieu au cours des premiers lustres du siècle, les rivières dont les eaux n'étaient plus maintenues avaient causé des dégâts de plus en plus considérables; et, excepté les riches pâtures et

1. En 1830, Naples dépassait 300 000; les autres allaient de 100 à 200 000; Gênes et Florence avaient plus de 90 000, et Bologne et Livourne à peu près 70 000 habitants.

2. En 1882, 32 pour 100 se livraient aux travaux agricoles, parmi lesquels les hommes entraient pour les deux tiers. Serristori, *Due Sicilie*, estime que, pour Naples et la Sicile, 1 824 000 hommes, sur une population de 6 millions, s'occupaient d'agriculture; Calindri, *Saggio*, donne pour les États de l'Église le chiffre de 1 176 000 agriculteurs sur une population de 2 592 000.

plantations de riz de certaines parties de la Lombardie et du Piémont, ou les petites cultures du Valdarno, ou encore, les plantations améliorées d'oliviers, de vignes, d'orangers, dans quelques districts plus favorisés ou plus avancés, la terre ne donnait qu'un rendement misérable. Le rendement du blé était de douze boisseaux à l'acre[1]; la plupart des vignes étaient cultivées sans soin, et le vin fabriqué d'une façon très primitive. Les Sociétés agricoles et les grands propriétaires fonciers n'existaient encore qu'à peine, et, même au cours des vingt-cinq années suivantes, leurs tentatives d'améliorer les méthodes, les outils, les instruments firent peu d'impression sur la bêtise obstinée des paysans. La condition des classes agricoles était sur le même pied. Les statistiques sur l'immense morcellement de la propriété sont quelque peu illusoires; une grande partie des petits domaines possédés à titre de fiefs simples appartenaient à des commerçants, et les autres étaient trop infimes pour produire de quoi nourrir leurs propriétaires[2]. Toutefois, dans les districts où les paysans étaient propriétaires, ou dans ceux où les tenures de *mezzedria* étaient générales, les fermiers, bien que vivant péniblement et misérablement logés, avaient une stabilité de tenure et une certaine sécurité contre la misère qui rendaient l'existence tolérable à ce peuple sobre. Les paysans jouissaient largement et enfantinement du présent; au point de vue de la moralité sexuelle et de la sobriété, ils étaient peut-être sans rivaux en Europe[3]. Mais, au-dessous d'eux, presque oubliée des gouvernements et des révolutions, et conservant sa réserve de souffrance pour l'avenir, se trouvait la foule douloureuse et meurtrie des indigents ruraux de l'Italie. N'ayant d'autres soulagements à leur misère que les charités des princes[4] et les célèbres hôpitaux et orphelinats (qui, dans le sud, n'existaient pas), les ouvriers agricoles de la Sicile et des plaines de la Lombardie, les paysans opprimés par les

1. Ce fut le rendement de 1882, Beauclerk, *op. cit.* Il ne doit pas avoir été sensiblement plus élevé dans la première moitié du siècle.

2. En 1886, le nombre des propriétaires (la Vénétie et la Comarca exclues) était de 2 871 439, soit 13,13 de la population, avec une propriété de contenance moyenne de 7 hectares et demi. La superficie des propriétés était plus petite en Lombardie, à Naples et au Piémont; plus grande en Toscane, en Romagne, dans les Marches et l'Ombrie; Galeotti, *Prima legislatura*, 142.

3. Mittermeier, *Condizioni*, 127-145; voir vol. II.

4. *Ibid.*, 150-154; Gori, *Rivoluzione*, 278.

exactions des districts de la Comarca et de la Campagna, les moissonneurs nomades que leur pauvreté chassa des Abruzzes et qui couvrirent la Marenne de leurs ossements, vivaient dans un état de misère désespérée, à côté duquel celui des esclaves industriels anglais et des paysans irlandais était superbe.

Mais la misère matérielle de la population rurale attira comparativement peu l'attention des Libéraux. Il était fatal qu'un mouvement dont la force résidait dans les classes moyennes et dont les doctrines étaient celles de la vieille école libérale, s'occupât davantage des abus du gouvernement que de la condition sociale des misérables. A travers toute l'Italie, le despotisme, contre lequel ils se révoltaient, ne variait que par degrés. En vérité, la domination autrichienne comportait des compensations, par son système judiciaire noble et digne et ses écoles admirables ; le gouvernement de la Toscane, par ses lois criminelles éclairées et son libre-échange ; celui du Piémont, par son administration honorable et stricte. Les impôts, bien que lourds en considération de la pauvreté du pays, n'étaient écrasants que dans le sud[3]. Mais, en dehors de la Lombardie-Vénétie et de Parme, il n'existait aucun système sérieux d'éducation nationale. Dans le Piémont, dans les États de l'Église, à Modène, la loi était embrouillée, surannée et sévère à un tel point qu'elle discréditait la justice ; ce n'est que dans les États du nord que les tribunaux rencontraient quelque considération. Des tribunaux d'exception protégeaient le clergé dans le Piémont et dans les États de l'Église ; les procès devant un jury et la mise en liberté sous caution n'existaient nulle part, sauf à Naples et en Toscane ; les procès criminels n'étaient publics qu'en Toscane et à Parme, et, d'une façon limitée, à Rome et à Naples. Toute la prévention de la procédure judiciaire était contre l'inculpé en cas de crime de droit commun, et bien davantage encore lorsque le gouvernement était en jeu ; et, aux époques de mouvements publics, les moyens les plus infâmes étaient bons pour établir une culpabilité. Chaque État avait ses tribunaux secrets pour surveiller tout réveil de complot politique, avec,

1. En 1834, 11 lire par tête dans les États de l'Église et de Naples ; 13 en Toscane ; 19 au Piémont. A la même époque, 45 en France ; M. L. R., *Saggio*, 261.

pour lui venir en aide, les tortures morales et parfois physiques. Derrière le tribunal secret, se tenait, responsable seulement envers lui-même et parfois à moitié indépendant du gouvernement, l'effrayant pouvoir des *Sbirri*. Leurs espions se trouvaient dans les cafés, les théâtres, parmi la domesticité des ménages ; le confessionnal, l'école, la poste, leur dévoilaient leurs secrets, et l'homme qui tombait sous leur suspicion était perdu. Ils pouvaient mettre un terme à sa carrière, dans l'Université, l'administration, le commerce ; ils pouvaient lui interdire de voyager ou d'envoyer ses enfants en classe en dehors du pays. Et, bien que les hauts fonctionnaires n'agirent sans doute que rarement pour des motifs autres que des motifs politiques, le *Sbirro* commun usa souvent de son pouvoir pour écraser ses ennemis personnels. C'est cette mesquine persécution des individus, ce cynique déni de justice, cette intolérable intervention dans la vie privée qui affolèrent les Italiens et les poussèrent à une protestation désespérée et à la conspiration.

C'était, en comparaison, un mal moins grand que la non-existence de la vie politique de la nation. Mais les Italiens ne pouvaient se déclarer satisfaits, car toutes réunions publiques ou associations étaient interdites, les sociétés, même agricoles et scientifiques n'étaient que tolérées et souvent mal vues, la liberté de parler ou d'écrire était restreinte et les critiques à l'égard du gouvernement n'étaient tolérées que sur les questions purement économiques. La France, l'Espagne, le Portugal avaient leurs Parlements, mais les Italiens n'avaient aucun contrôle sur les impôts, aucun pouvoir exécutif responsable et même pas voix consultative en matière de législation. Le gouvernement local lui-même avait peu de chances de vitalité, car Napoléon avait fait beaucoup pour détruire la vigoureuse vie municipale de l'Italie et la Restauration n'avait aucun désir de la revivifier. En vérité, les communes rurales possédaient des pouvoirs beaucoup plus étendus que ceux d'un village anglais actuel, mais au point de vue du continent, leurs libertés n'étaient pas très larges et elles étaient soumises à l'intervention mesquine et tracassière du gouvernement central. Les municipalités des grandes villes étaient pratiquement dans la même situation. Des conseils provinciaux existaient en Lombardie-Vénétie, dans le Piémont, à Naples, et, après 1832, dans les États de l'Église,

mais nulle part, excepté dans les provinces autrichiennes, ils ne jouissaient d'une vie vigoureuse ou d'indépendance. Les Assemblées centrales des provinces autrichiennes étaient en théorie un genre d'institutions représentatives; mais les craintes du gouvernement les faisaient maintenir en lisières et il fallut le grand mouvement national de 1847 pour leur donner le droit de vote.

On ne saurait blâmer sévèrement les Italiens d'alors d'avoir été dépourvus des vertus ordinaires d'un citoyen, de n'avoir mis leurs convictions qu'en théories et en programmes, et d'avoir manqué de persévérance et de capacité pratique. C'étaient là les inévitables conséquences d'un système qui ne permettait ni éducation ni responsabilité politiques. Mais les reproches de Lamartine et de Niebuhr, qui appelèrent l'Italie la terre des morts, n'étaient qu'une expression de mauvaise humeur ou d'ignorance étrangère. Le ferment qui produisit trois révolutions en dix ans, et la renaissance incessante de petites conspirations, le patriotisme qu'aucune défaite ne laissa découragé et qui envoya les hommes de l'Italie sur l'échafaud, et, des femmes fit des veuves qui, pendant trente ans, s'épuisèrent et souffrirent avec une foi jamais éteinte, témoignent de sa vitalité.

CHAPITRE VI

LES DERNIERS CARBONARI

1823-1832.

Le Romantisme : en Italie; Manzoni; l'*Antologia;* Mazzini. — Les derniers Carbonari. La situation de l'Autriche; le *Concistorio;* les États de l'Église, 1823-1830; Léon XII; les cardinaux *Zelanti;* les libéraux en Romagne. — La Révolution dans l'Italie centrale : les intrigues de François IV; la révolution à Bologne; le Pouvoir temporel; la non-intervention; avortement de la première révolution; l' « ère nouvelle »; le Memorandum des Puissances; la deuxième révolution en Romagne; les Français à Ancône; caractère de la révolution.

Cependant, le mouvement révolutionnaire ne faisait que sommeiller. Bien qu'il semblât anéanti, par suite de l'insuccès des révolutions napolitaine et piémontaise et la destruction des conspirateurs lombards, il était, en réalité, entré dans une nouvelle phase. Le *Conciliatore* commença la transformation de la révolte aveugle contre le despotisme en un mouvement d'interprétation plus réfléchie, se souciant plus du progrès intellectuel et moral que du changement politique en lui-même. Les mouvements de 1820-21 constituèrent en Italie la fin du drame qui avait commencé avec la Révolution française, les dernières convulsions de l'idée semi-démocratique et semi-militaire qui avait régné à l'époque de Napoléon. De nouvelles forces, constituées d'une part par le développement de cette idée, d'autre part par la réaction contraire, entrèrent en jeu.

Le mouvement romantique fut bien plus qu'une phase de développement littéraire. L'École classique, contre laquelle il constituait une protestation, était un phénomène autant politique et social que littéraire, et c'est comme telle que Napoléon se l'était appropriée et l'avait dirigée vers ses vues. Son

caractère s'harmonisait bien avec un système basé sur une conception de vie positive et banale et dépourvu de tout élément progressif et idéal d'existence nationale. Sa structure, modelée sur les mythes et l'histoire de la Rome Impériale, était un instrument pour quiconque avait pris comme modèle les Césars. Son paganisme séduisait une génération nourrie du scepticisme de la Révolution. Il était donc inévitable que la réaction contre l'organisation napoléonienne cherchât une nouvelle forme d'expression littéraire. Les Allemands revinrent à leurs traditions nationales et découvrirent que les peuples de l'Europe moderne avaient une histoire, des légendes, une vie populaire, dignes de poèmes épiques et lyriques. Mais, tandis que la nouvelle école amoncelait des matériaux pour la guerre de l'Indépendance, inspirait leurs poèmes et emplissait les Allemands de foi en la grande Patrie, l'esprit qui suivit, de par ces sources moyennâgeuses, en fit l'instrument de la réaction, et ses dernières conséquences, en Allemagne, furent conservatrices et cléricales. Même avant la Restauration, ce mouvement avait gagné la France. Les personnes lasses d'un système constitué exclusivement de choses évidentes et positives, se réfugièrent dans le royaume des songes et s'adonnèrent au fantastique et au merveilleux. La logique de la Révolution avait eu pour points de départ tant de prémisses erronées, que le bon sens commun lui-même tomba en discrédit. La Révolution avait, en apparence, avorté; et les hommes revinrent au Passé, avec lequel elle avait si brutalement rompu, au Passé de la monarchie et du catholicisme. La grande réaction religieuse que dirigèrent De Maistre et Chateaubriand trouva dans la littérature romantique un style et des matériaux exactement adéquats à ses vues. Elle en fit une révolte de l'art contre la science, de l'esprit contre la matière, de la moralité conventionnelle contre le sensualisme, de la société artificielle contre l'égalité humaine. En France, donc, de même qu'en Allemagne, le romantisme, au moins à ses débuts, aida la réaction. Mais par cela même qu'il corrigeait la partialité de la Révolution, et du fait qu'il était, de par son essence même, une protestation contre le présent, il devint inévitablement, au cours de sa carrière, une force révolutionnaire.

Lorsqu'il gagna l'Italie, plus par l'Allemagne et l'Angleterre que par la France (il comptait parmi ses maîtres Byron

et Macpherson[1], Schiller et Gœthe) il porta, dès le commencement, une empreinte libérale. En Italie, le Catholicisme n'avait été nullement atteint en fait par la Révolution, et il n'y avait donc aucun champ libre pour une réaction religieuse. La littérature romantique renvoya les Italiens, comme elle avait fait pour les Allemands, vers leur Passé ; mais leurs traditions, que Sismondi avait récemment rendu populaires, étaient des traditions de république, de vie civile vigoureuse et de victoires démocratiques sur la féodalité allemande. Quelques-uns, comme Monti, restèrent attachés aux traditions classiques et attaquèrent la nouvelle école comme un « article d'importation étrangère » ; elle fut considérée par la grande majorité des gens cultivés comme un progrès littéraire. « Romantique, disait Pellico, est synonyme de Libéral. » La société passionnément littéraire de Milan, pénétrée de sympathies humanitaires, protesta contre la stérile littérature classique dont, suivant Manzoni, « les conceptions étaient impuissantes, pour le bien comme pour le mal, et dont l'enseignement ne concernait ni le devoir, ni l'espérance, ni la gloire, ni la sagesse ». Le Romantisme inspira les chants de Berchet sur « l'inépuisable malheur » de l'Italie. Foscolo s'était trouvé, jusqu'à un certain point, sous son influence, et son *Jacopo Ortis* était imprégné de la désespérance de l'école allemande, inévitable là où la tyrannie fermait aux efforts tous les débouchés ; et sa pureté de passion et de renoncement, son culte envers Pétrarque et Dante, son patriotisme désespéré mais fervent, en firent une puissance parmi la jeune génération. Le grand-prêtre du Romantisme italien fut Manzoni. C'était un petit-fils de Beccaria, un Milanais bienveillant et sensible, généreux et tolérant, de cœur, toutefois, ardemment catholique, et dont les « Hymnes sacrées » sont empreintes d'un profond sentiment religieux. Ses tragédies contenaient des enseignements politiques dissimulés, et leurs chœurs devinrent plus tard les chansons de marche des Volontaires. En 1827, il publia les *Promessi Sposi*, et le célèbre roman se prêta facilement à l'allégorie, voulue par son auteur[2], d'une Italie que la domination étran-

1. *Ossian* était extrêmement populaire.
2. Cantù, *Manzoni*, 183-190 ; voir Settembrini, *Litteratura*, III, 320-324 ; Bersezio, *Regno*, III, 167.

gère et la tyrannie sociale privaient de toute paix. Manzoni prit dans le peuple ses études de caractères ; il repoussait les romans de chevalerie autant que les poèmes mythologiques, et son œuvre est conçue dans un esprit profondément démocratique. Mais, quelles que fussent les leçons politiques qu'il voulait enseigner, Manzoni restait convaincu que les temps n'étaient pas mûrs pour la Révolution. Son pays avait besoin d'être guéri moralement avant de pouvoir être, politiquement, régénéré. Le christianisme pratique, la justice, le renoncement personnel, étaient la seule route vers la liberté ; et ainsi, il prêcha un calme patient et digne, ayant plus de rapports avec la morale qu'avec la politique.

En relations étroites avec Manzoni et son école, Vieusseux, le libraire florentin, et le noble libéral, Capponi, fondèrent en 1820 l'*Antologia,* sur le modèle de l'*Edinburgh Review*. Bien qu'elle n'eût qu'une circulation restreinte[1], son influence était grande ; les principaux écrivains italiens de l'époque, Carlo Troya, Tommaseo, Leopardi, Colletta, Mazzini, y collaboraient. Son objet était de « représenter la Société italienne et ses besoins moraux et littéraires, d'aider l'Italie à se connaître elle-même, et de dresser devant les Italiens un idéal, non point municipal, mais national ». Elle était donc plus politique que l'œuvre de Manzoni ; elle prit davantage part au mouvement des réformes sociales, et, sous beaucoup de rapports, fut le précurseur direct des Nationaux Modérés. Autour de l'*Antologia* se rassembla un groupe passionné d'admirateurs du Dante, suivant les traces de Foscolo et de Gabriel Rossetti, et une école d'historiens que le romantisme tournait vers les gloires passées de l'Italie. Carlo Troya à Naples, Cesare Balbo, le fils de Prospero, à Turin, Capponi à Florence, firent connaître le moyen âge à leurs compatriotes ; et, dans leur exil, Rossetti et Berchet composèrent des chants patriotiques et de fières philippiques contre le Pape et contre les princes[2].

Mais l'histoire et le roman ne faisaient qu'irriter des

1. Après huit ans d'existence, elle comptait 530 abonnés, la plupart en Toscane.

2 Avant 1800, on comptait en Italie 68 éditions du Dante ; entre 1800 et 1864, il y en eut 238 ; Vannucci, *Niccolini*, I, 44. Pour les conséquences politiques de l'étude du Dante, voir Mazzini, *Opere*, IV, 299. Marc Monnier fait cette remarque que « les Italiens considèrent la Divine Comédie comme une sorte de Pentateuque ».

hommes dont la brutale tyrannie avait exaspéré les âmes. Tout sensibles et mâles que fussent les enseignements de Manzoni, son respect envers les prêtres, son acceptation de tout le dogme catholique ne pouvaient satisfaire ceux qui haïssaient les premiers et doutaient du second. « Manzoni grommelait là où Alfieri grinçait des dents », et un évangile prêchant le calme et le pardon universel sonnait faux aux oreilles d'hommes qui bouillonnaient sous les maux politiques du moment. Le premier signe d'opposition vint d'un jeune avocat de Livourne, Guerrazi (1827). De même que les Romantiques, il tirait ses scènes des grandes époques moyennâgeuses de l'Italie. Ses écrits, amers, misanthropiques, désespérés, étaient la protestation d'une âme généreuse contre l'oppression, et avaient des notes de clairon sonnant l'heure de la révolte et du combat ; mais son mépris des convenances sociales aida à déconsidérer son œuvre, et Mazzini protesta vigoureusement contre les défauts du romantisme italien. Il s'était imprégné de mécontentement dans Byron et Foscolo, mais avait acquis un sens plus viril par la Bible, Dante, et l'histoire romaine. Le Romantisme, exposait-il dans une critique brillante sinon tout à fait juste (1828), relève de l'École de l'Individualisme ; il n'a pas le sentiment d'une mission personnelle ou nationale, et ne peut donc, en conséquence, établir une littérature. Il faut qu'il devienne pratique, politique et didactique, et se consacre au relèvement de la vie nationale. Jusqu'à un certain point, Mazzini lui-même était un romantique ; mais, avec lui, l'École devenait intensivement patriotique et radicale. Suivant Manzoni, les réformes politiques devaient provenir de la réforme de l'individu ; suivant Mazzini, au contraire, la réforme de l'individu devait être une conséquence des réformes politiques [1]. Il faisait du romantisme un champ de bataille pour la liberté et l'indépendance. « Le romantisme a pour objet, disait-il, de donner à l'Italie une littérature nationale originale pour plaider éloquemment en faveur des idées et des nécessités du mouvement social [2] ».

Le Romantisme fut le point de départ des écoles modernes de politique de l'Italie. Dans la sphère des idées, il marqua

1. Pesenti, *Romanticismo.*
2. Mazzini, *Opere*, II, 60, 138.

la fin de la période des Carbonari; il fut le précurseur direct, à la fois de la Jeune-Italie et des Modérés. Mais jusqu'alors, son influence ne fut qu'imparfaitement ressentie dans l'action politique; le système de réforme morale de Manzoni demandait du temps ; Mazzini n'était pas encore connu comme homme politique; la politique était toujours dans un état de transition, conservant beaucoup de la vieille école libérale purement négative, mais avec de nouvelles idées de persévérance et de ferveur et quelque chose de plus social et de plus logique. Les Carbonari avaient encore en mains les rênes du mouvement réformateur. Après l'écroulement de la révolution napolitaine, ils avaient transporté leur Loge Suprême à Paris, la Mecque de la démocratie européenne. La Société cessa alors d'être purement italienne ; ses chefs, Lafayette, Pepe et Louis-Philippe, projetèrent une ligue des nations latines pour contre-balancer la Sainte-Alliance [1]. Mais, en devenant cosmopolite, elle perdit ses premiers enthousiasmes. Ses visées religieuses et morales disparurent, et elle devint l'instrument inconscient d'hommes dont les idées, bien qu'ils fussent libéraux, étaient animées de peu de sentiment démocratique. Son manque de doctrine logique, son éloignement de la masse du peuple, firent mal augurer de toute révolution entreprise sous ses auspices.

Malgré le peu de leurs points communs, les Carbonari et les Romantiques se trouvaient réunis dans leur haine de l'Autriche. Il tardait à plus d'un Jeune-Italien de lui sauter à la gorge, sans souci des conséquences. Les révolutions de 1820-21 lui avaient permis de renouveler ses prétentions à contrôler la politique intérieure de la péninsule. Elle craignait ou semblait craindre le triomphe de l'unité républicaine, et, après les Congrès de Laybach et de Vérone, elle se posa ouvertement en mandataire des Puissances pour préserver les trônes de l'Italie de la révolution [2]. Alexandre était passé au camp réactionnaire ; la France, qui lui était plutôt hostile, n'était pas disposée à agir contre elle; le nouvel esprit dont Canning avait animé l'influence anglaise, était loin encore d'être partagé en Europe. Rassurée contre toute intervention extérieure, l'Autriche s'appliqua à consolider sa po-

1. Frost, *Secret Societies*, II, 1-9; Cantù, *Cronistoria*, II, 129.
2. Bianchi, *Diplomazia*, IV, 243.

sition. Elle eut des corps d'occupation à Naples et à Ancône; elle prétendit s'annexer la Toscane, si la lignée de Lorraine s'éteignait; elle eut peut-être certains desseins sur la Romagne. Ses agents et ses espions — cardinaux, officiers, jurisconsultes — s'étaient mis à l'œuvre dans chaque État[1]. Suivant l'expression de Giusti, les Italiens « mangeaient de l'Autriche jusque dans leur pain ». Mais son trop grand déploiement de forces sapa son influence. Malgré l'empressement des princes à avoir recours à son appui en temps de révolution, leur orgueil se révolta contre ses prétentions arrogantes à les dominer. Le Piémont et Rome avaient de nouveau frustré ses tentatives pour former une ligue postale; Charles-Félix et François I de Naples intriguaient avec succès afin de faire retirer les armées d'occupation; Léon XII avait été élu pape malgré elle, et une animosité grandissante naquit entre le Siège pontifical et le grand Empire érastien.

La défiance commune provoqua une sorte d'alliance active. Les détails du *Concistorio* ne sont connus qu'imparfaitement, mais son existence ne fait aucun doute. L'infatigable duc de Modène avait établi de nouveaux plans pour agrandir ses domaines, cette fois aux dépens de l'Autriche, et il trouva dans l'Église une alliée. Depuis la réaction de 1799, la Société des « Sanfédistes » (qui suivent la Sainte-Foi), ces « Don Quichottes du catholicisme militant » était restée en étroits rapports, si même elle n'avait pas fusionné avec les *Calderari* de Naples et la « Société Catholique » du Piémont. Les réactionnaires et les ultramontains, tout intolérants qu'ils fussent, avaient un caractère de sentiment national qui leur faisaient considérer l'Autriche avec des yeux malveillants, comme héritière des attaques des Gibelins contre la Papauté. Nous ne pouvons que conjecturer jusqu'à quel point les Sanfédistes se fondirent dans le *Concistorio* et quelle part celui-ci prit au complot général. En tout cas, François avait conclu une sorte d'entente avec les *Zelanti* de la Cour pontificale, et peut-être aussi avec les rois du Piémont et de Naples, en vue d'un partage nouveau de l'Italie, aux dépens de l'Autriche et de la maison de Lorraine. Dans ce but, il était disposé à se rapprocher des Carbonari, ou tout au moins de la section de ce

1. Poggi, *Storia*, I, 250; Gualterio, *Rivolgimenti*, I, 463; Manno, *Informazioni*, 18-20.

parti qui, sous le nom de Guelfes, restait attachée à la Papauté, et d'en faire le point de ralliement du mouvement national. Il y eut probablement de nombreuses intrigues cachées dans le but d'établir un compromis sur une politique nationaliste commune [1].

Cependant, sous les menées des Carbonari et du Concistorio, le mécontentement populaire devait rendre une explosion tôt ou tard inévitable. La Romagne était devenue le foyer vers lequel convergeait toute conspiration. Jusqu'alors, la douceur comparative du gouvernement de Consalvi et l'absence d'une armée acquise aux idées des Carbonari avaient sauvé les États de l'Église de la révolution. Mais, chaque année, la mauvaise administration devenait de plus en plus intolérable. Consalvi n'avait été capable que d'ajourner la réaction. Il vécut assez pour assister à son triomphe et voir son ennemi, Della Genga, élu pape (août 1823). Malgré son âge et son état maladif, Léon XII était un monarque vif et actif. Son désir principal était d'établir la théocratie dans sa forme la plus stricte, de réinstituer l'état de choses existant avant la Révolution et d'exterminer les derniers vestiges du Libéralisme. Sa « Congrégation d'État » fit des cardinaux les maîtres suprêmes du gouvernement. Il rendit aux nobles beaucoup de leurs privilèges et mit l'enseignement et les œuvres de charité sous la griffe exclusive du clergé ; il interdit aux juifs le droit de posséder et les contraignit à assister aux sermons. Son plan comportait également que la hiérarchie de l'État devait être absolument affranchie de toute intrusion étrangère, et Léon se prépara donc à jeter le gant à l'Autriche, qui considéra comme une perspective peu agréable le sentiment agressif de l'ultramontanisme. Son nationalisme, tel qu'il était, n'était pas le seul chapitre bien entendu de sa politique. Si obscurantiste et impraticable qu'elle ait pu être, il avait, sans aucun doute, la conception d'un État où prédo-

1. Une opinion sur le *Concistorio* dépend largement de la créance que l'on accorde à ce que dit Didier dans *La Rome souterraine*, notamment I, 146, 153, et dont la première édition date de 1833. Voir aussi Witt, *Sociétés secrètes*, 26-33 ; Saint-Edme, *Carbonari*, 207 212 ; Cantù, *Cronistoria*, II, 137, 138 ; III, 411-412 ; *Carte segrete*, II, 56, 67, 83, 90, 334 ; III, 50-60, 96-99 ; Bianchi, *Ducati*, I, 318-319 ; Gualterio, *op. cit.*, I, 42-43 ; Poggi. *Storia*, I, 546-549, 558 ; Casati, *Confalonieri*, I, 94.

mineraient la piété et l'orthodoxie et dans lequel, bien que les Libéraux fussent cruellement persécutés, les principales vertus morales fleuriraient, tandis que le gouvernement s'efforcerait de faire le bonheur d'un peuple soumis. Des efforts furent faits pour réformer les mœurs romaines si drastiques qu'ils provoquèrent l'exode des pécheurs de qualité vers la Toscane plus tolérante. Les édits de Léon témoignent de quelque sollicitude à l'égard des pauvres de Rome, et sa bulle sur l'enseignement, d'un effort bien intentionné pour abolir les abus scolastiques. Mais, tandis qu'il tentait de façonner son peuple à la vertu, ses réformes laissaient intacts les vices de la Cour romaine. Des hommes pouvaient être conduits, de force, à l'église et, pendant le carême, l'abstinence était obligatoire ; mais, étant donné que les cardinaux pillaient le Trésor et que la police traquait les indigents, l'obtuse religiosité du gouvernement ne pouvait provoquer que du mépris [1].

A la mort de Léon, en 1829, la lutte au sein du Conclave entre les partisans de l'Autriche et les cardinaux *Zelanti* qui désiraient un Pape indépendant et ultramontain, recommença. La Cour pontificale était le champ de bataille traditionnel des diplomaties autrichienne et française, les Zelanti recherchant naturellement le patronage de la France. Cependant, Albani, le chef des cardinaux favorables à l'Autriche, sut manœuvrer de façon à assurer l'élection de leur candidat. Le cardinal Castiglioni fut nommé pape sous le nom de Pie VIII, et Albani, homme riche et irréligieux, qui avait trempé dans des spéculations commerciales, devint son Secrétaire d'État. Le court règne de vingt mois de Pie ne présente rien de saillant, et sa mort, en novembre 1830, fut l'occasion d'un recommencement d'intrigues. Les Zelanti prirent leur revanche; Mauro Cappellari fut élu pape sous le nom de Grégoire XVI et le secrétaire de Léon, Bernetti, revint au pouvoir.

Grégoire arrivait à une époque trouble. C'était l'année de la Révolution, et la question pontificale dépassait le duel diplomatique de la France et de l'Autriche. Les provinces transapennines étaient tout imprégnées de carbonarisme, et les fonctionnaires, et jusqu'à la police étaient affiliés à des sociétés secrètes. Cinq ans auparavant, Léon avait envoyé le cardinal Rivarola pour les anéantir (1825), mais sa hideuse

1. *Carte segrete*, I, 341 ; Salvagni, *Corte Romana*, III, 67.

sévérité avait manqué son but, et une série d'attentats contre sa vie l'avaient fait repartir apeuré pour Rome. La révolution était, dans certaines villes, presque ouvertement déclarée, et, même avant la mort de Léon, Bernetti avait prédit que les jours du Pouvoir temporel étaient comptés. La Révolution de Juillet porta l'agitation à son comble. Les Carbonari parisiens avaient très ingénieusement réuni les fils de l'insurrection dans l'Italie du nord et du centre. Avant la Révolution et dans les premiers temps de la monarchie orléaniste, le complot se propagea rapidement sous le patronage de Louis-Philippe. Le duc François était prêt à partir en guerre contre l'Autriche, ou à faire procéder à un partage des domaines du Pape, pourvu que la France lui assurât son appui. Affirmant qu'il était « un véritable Italien », il entama des négociations avec Menotti et Misley, les chefs des Libéraux de Modène, et les crédules patriotes de l'Italie du nord furent bientôt disposés à le considérer comme un chef royal possible. En rapports étroits avec Menotti, les loges de Carbonari de Bologne et de Rome préparaient l'insurrection et en avaient fixé l'explosion aux premiers jours de février. Mais François trouva qu'il s'était embarqué dans une entreprise trop hasardeuse. Il avait des preuves plus décisives que les autres conspirateurs que Louis-Philippe, « cet abîme de fourberie », complotait une trahison et peut-être l'avait déjà trahi à l'égard de l'Autriche. Il règne un grand mystère au sujet des relations du duc avec Menotti et Misley[1] ; mais, quelles que fussent les promesses qu'il leur avait faites, il se prépara à les répudier et à reconquérir par un coup d'audace la faveur de l'Autriche. Un soulèvement prématuré à Rome, alors que le conclave procédait à l'élection de Grégoire, avait été facilement réprimé. La nouvelle de cet avortement décida François à agir. Dans la nuit du 3 février (1831), ses troupes cernèrent la demeure de Menotti et, lorsque les conspirateurs qui s'y trouvaient assemblés eurent été faits prisonniers, il envoya un exprès pour mander le bourreau. Mais il était trop tard. Le lendemain matin, Bologne se soulevait et beaucoup de ceux qui ne ressentaient à l'égard des Carbonari qu'une tiède sympathie, se joignirent à ce

1. On en trouve la preuve dans Tivaroni, *Dominio Austriaco*, I, 625-627 ; voir Poggi, *op. cit.*, I, 557-561 ; II, 56.

mouvement qui leur promettait l'affranchissement de la domination pontificale. Les soldats fraternisèrent ou se retirèrent; effrayé, le Pro-Légat nomma un gouvernement provisoire et s'enfuit; dès que ces nouvelles parvinrent à Modène, François prit la fuite, emmenant ses prisonniers; la duchesse de Parme fit de même, et, de Bologne à Piacenza, le pays fut entre les mains des Libéraux. La Révolution s'étendit rapidement à travers la Romagne ; trois jours après que la province de Bologne se fût révoltée, Forli, Rimini, Ravenne, Ferrare se soulevèrent; le 9, la révolte avait gagné Pesaro, Ancône et Pérouse. Le reste de l'Ombrie et les Marches du sud y adhérèrent quinze jours plus tard, lorsque l'armée libérale, sous le commandement de Sercognagni, les traversa. En moins de trois semaines, toute la Romagne, les Marches et l'Ombrie jusqu'à Terni et Marni, avaient jeté bas le joug du Pape. Il n'y eut pas d'opposition; l'armée, les fonctionnaires municipaux et les employés de l'État avaient tranquillement adhéré au mouvement. Même les prêtres, en grande majorité, et ici et là, un évêque, se soumirent avec une apparente bonne volonté[1]. Jamais une révolution ne s'était effectuée avec un calme et une unanimité aussi parfaits.

Le Gouvernement provisoire déclara le Pouvoir temporel aboli dans la province de Bologne et ordonna des élections en vue d'une Assemblée nationale. Des délégués vinrent de toutes les villes des Légations et des Marches et de l'Ombrie jusqu'à Pérouse et Spoleto, et, aussitôt qu'ils furent réunis, ils marquèrent le caractère national du mouvement en s'intitulant « Assemblée des députés des provinces libres de l'Italie », et en donnant aux districts révoltés le nom de « Provinces italiennes unies »[2]. Le 19 février, Sercognani, avec leur armée, campa à Otricoli, à quinze lieues de Rome. Là, il fut arrêté par le gouvernement de Bologne qui doutait de la façon dont il allait être accueilli à Rome, mais le jeune Louis Bonaparte, auquel on avait pensé comme l'un des chefs de file de la Révolution, après avoir écrit au Pape, avec une impudence enfantine, qu'il eût à abandonner le Pouvoir temporel, prépara, pour son propre compte, une extravagante attaque

1. Zanolini, *Rivoluzione*, 10, 13, 25.
2. *Miscellaneous Documents*, n° 4; *Rivista Europea*, XIX, 461-462.

de la ville[1]. Le gouvernement romain était dans la consternation. Il ne possédait aucune force réelle de résistance. Bernetti avait fait appel à la fidélité des paysans et des Romains, mais deux tentatives de soulèvement s'étaient produites dans la capitale et seulement quelques indigents du quartier transtévérin avaient répondu à son appel. Le Pape était probablement sur le point de s'enfuir et Bernetti disposé à traiter à toutes conditions[2].

Mais l'Autriche était déjà en route pour sauver le pouvoir pontifical de sa ruine imminente. Le gouvernement révolutionnaire avait tablé, de prime abord, sur ce que la France le protégerait de toute attaque étrangère. C'était une des formules de la Révolution de Juillet qu'aucun État ne pouvait intervenir dans les événements intérieurs d'un autre. Les ministres français avaient déclaré solennellement qu'ils ne permettraient pas que le principe de non-intervention fût violé; ils avaient aidé les exilés italiens à rentrer en Romagne et avaient promis que, si l'Autriche intervenait, la France prendrait les armes[3]. Mais ils envoyèrent à Metternich des messages privés pour lui dire que ces phrases pompeuses ne signifiaient rien[4], et, le vieil homme d'État, rassuré, ne répondit que par le dédain aux bravades de la France. Lorsque Casimir-Périer, dont l'entrée au ministère avait marqué la séparation définitive du roi et de la révolution, eut déclaré que « le sang des Français n'appartenait qu'à la France », il sut qu'il pouvait agir. Les Autrichiens envahirent sans peine Parme et Modène (du 25 février au 6 mars) et le duc, revenant avec son escorte autrichienne, envoya Menotti à l'échafaud. Zucchi, un ancien général de l'armée de Napoléon, qui commandait les insurgés de Modène, se replia avec ses troupes sur les frontières de la Romagne; mais le gouvernement de Bologne, se conformant pédantesquement à la formule de non-intervention, et espérant toujours, contre toute évidence, que la France insisterait pour qu'elle fût ob-

1. Vicini, *Rivoluzione*, 172; *Carte segrete*, II, 408; *Reine Hortense*, 56; Nisco, *Francesco I*, 53.
2. Vesi, *Rivoluzione*, 31.
3. Bianchi, *op. cit.*, III, 45; Gualterio, *op. cit.*, I, 28-31, 80 *n*; Palmieri de Micciché, *Le duc d'Orléans*, 30; Louis Blanc, *Dix Ans*, II, 204; *Gouvernement de Juillet*, 11-34; Pepe, *Mémoires*, III, 290-301; Vimercati, *Histoire*, I, 60.
4. Bianchi, *op. cit.*, III, 58, 345; Fyffe, *Modern Europe*, II, 401, 402.

servée, traita les hommes de Zucchi comme des belligérants pénétrant en territoire neutre, et les désarma. « Personne d'entre nous, exposa-t-il, ne doit prendre parti dans les querelles de nos voisins. » Leur façon d'agir fut un démenti donné à leurs phrases pompeuses d'unité et de nationalité. Ils furent sans courage en face du danger. Ils n'avaient, il est vrai, que 7 000 hommes, enthousiastes mais mal disciplinés et dont la plupart se trouvaient en Ombrie avec Sercognani. Mais une défense passionnée eût soulevé tout le pays, et les événements qui se passèrent dix-sept ans plus tard témoignèrent de quelle force de résistance étaient capables les Bolognais. S'ils avaient, pendant quelques semaines, tenu tête aux Autrichiens, il se peut que l'agitation populaire en France eût forcé le gouvernement à agir. Mais ils se retirèrent craintivement d'Ancône, et les Autrichiens entrèrent à Bologne sans coup férir (21 mars). S'avançant sur la Voie Émilienne, ils rencontrèrent à Rimini la petite armée de Zucchi et furent repoussés avec pertes. Mais Zucchi se retira pour prendre de meilleures positions à Ancône et y arriva juste pour constater que le gouvernement provisoire avait capitulé devant les agents du Pape, sur la simple promesse qu'une amnistie serait accordée (27 mars). L'un des membres, Mamiani, avait refusé de signer, et les esprits les plus chauds s'étaient prononcés en faveur d'un assaut sur Rome avec les troupes de Sercognani. Mais leurs collègues continuèrent à craindre et l'irritation des Romains et une intervention possible de la France pour défendre la Papauté[1]. Cet avis timoré prévalut, et, avec le licenciement des hommes de Zucchi et de Sercognani, finit honteusement cette révolution qui avait duré trois semaines.

Elle s'écroula, semble-t-il, avec autant de facilité qu'elle s'était faite. Les Autrichiens mirent aux pieds du Pape les provinces conquises. Bernetti annonça une « nouvelle ère » de gouvernement bienveillant[2], et l'inaugura en répudiant l'armistice et en autorisant ses troupes à fusiller de sang-froid les citoyens de Rimini. Mais ce n'était pas là une victoirecomplète. L'avortement de la Révolution ne fit que transférer la question romaine aux mains des diplomates. Casimir-Périer lui-même était irrité de la promptitude avec la-

1. Zanolini, *op. cit.*, 30; Vannucci, *Martiri*, 347-348.

2. Il fut interdit aux seigneurs romains, pour une année, d'exiger des redevances de leurs fermiers. *Miscellaneous Edicts*, n° 72.

quelle Metternich avait agi, et l'opinion publique en France n'aurait pas permis qu'il laissât l'Autriche se poser seule en champion de la Papauté. Sa politique consista à faire partir les Autrichiens de la Romagne et à obtenir du Pape des réformes suffisantes pour permettre au pays de se tranquilliser. De son côté, Metternich désirait l'assister contre l'opposition libérale et était disposé, au moins partiellement, à retirer le corps d'occupation. Mais les autres Puissances ne pouvaient permettre que la question se transformât en une lutte de préséance entre l'Autriche et la France. Le gouvernement du Pape constituait un scandale trop criant, un danger trop permanent pour le maintien de la paix en Europe. Les représentants des grandes Puissances se réunirent à Rome pour discuter le retrait des troupes autrichiennes et les remèdes à apporter au mauvais gouvernement. L'Angleterre, la France, la Prusse demandèrent l'urgence pour de larges réformes ; l'Autriche et la Russie s'y opposèrent. Mais, nominalement, ces dernières cédèrent, et un Mémorandum fut présenté au Pape (10 mai) demandant l'admission des laïques à tous les services civils et aux Cours de justice, les réformes générales commençant par une réorganisation municipale. Cependant l'Angleterre était seule de bonne foi, et Bernetti savait qu'il n'avait pas besoin de prendre au sérieux les admonestations de la Conférence. Il menaça de soulever les catholiques et les légitimistes français, et Casimir-Périer se contenta de voir les Autrichiens quitter la Romagne et d'obtenir quelques concessions nominales pour satisfaire l'opinion publique en France. L'Autriche et la Russie intriguèrent secrètement contre le Mémorandum, et Bernetti reconnut qu'il lui suffirait de promettre l'institution de Conseils provinciaux et l'admission, dans le gouvernement, d'un plus grand nombre de laïques. La Conférence prit fin en juillet, les délégués anglais protestant qu'aucune de ses recommandations n'eût été adoptée complètement. Quelques jours après, les Autrichiens se retiraient des territoires pontificaux.

Leur départ laissait le gouvernement aussi impuissant qu'auparavant. Les vagues promesses de réformes n'avaient contenté personne, et à peine les Autrichiens s'étaient-ils retirés, que de nouveau la révolte éclatait à peu près dans toute la Romagne. Les trois couleurs furent arborées, Rome ne

reçut aucun impôt et un gouvernement pratiquement indépendant régit les légations de Bologne, Ravenne et Forli. Mais les Romagnols étaient cependant disposés à abandonner leurs idées de séparation et même d'autonomie pourvu que Rome voulût bien accepter leur modeste programme de réformes, retirât ses troupes et leur permît d'armer une garde civique. Bernetti temporisa, et les Romagnols étaient disposés à se mettre d'accord avec lui sur des demi-mesures, lorsque tout espoir de conciliation fut soudainement anéanti par des édits de Rome ordonnant la fermeture des Universités pour un an et augmentant l'impôt foncier (octobre). Une assemblée de Délégués convoqués à Bologne ordonna que la garde civique répudiât l'uniforme pontifical. Ceci fut considéré comme une menace de rébellion, et la publication du Code de Bernetti, malgré ses concessions, ne fit que provoquer une opposition contre ses imperfections. Une agitation fomentée par le barreau de Bologne força les autorités à en suspendre l'introduction ; et, le jour de Noël, les délégués convoquèrent un Parlement pour les trois légations. C'était un acte de rébellion ouverte, et Bernetti refusa d'attendre plus longtemps. Les quatre Puissances (l'Angleterre étant dissidente), l'encouragèrent à demander une soumission sans conditions. La France, anxieuse par-dessus tout d'empêcher toute nouvelle occupation autrichienne, insista pour que la révolte fût réprimée par les troupes pontificales ou piémontaises, et Bernetti, également désireux de ne pas faire appel aux Autrichiens, y envoya Albani avec une forte armée. Deux mille volontaires combattirent bravement mais sans succès à Cesena (20 janvier 1832) et les troupes pontificales mirent la ville, y compris les églises[1], à sac, puis, sans autre résistance, procédèrent au pillage de Forli. Bologne aurait encore pu se défendre, mais l'approche des forces autrichiennes anéantit toute espérance, et la ville fut heureuse de se mettre à l'abri des excès des troupes pontificales en accueillant une garnison autrichienne.

La France rentra alors en scène. L'Autriche avait fait un mouvement furtif, et le gouvernement avait à calmer l'irritation du pays. Il envoya une armée pour occuper Ancône (22 février), et les Libéraux français saluèrent cet acte comme

1. Gennarelli, *Governo Pontificio*, II, 582, 668 ; Saffi, *Scritti*, I, 35.

le prélude de la guerre pour l'indépendance. Les *Débats* parlèrent d'un « conflit inévitable » et Galloy, le commandant de l'expédition, jeta bas les armoiries pontificales et mit en liberté les prisonniers politiques, tandis que ses hommes chantaient la Marseillaise. Galloy outrepassa probablement ses instructions [1], et lorsque Bernetti menaça de rompre toutes relations diplomatiques [2] et que la Russie parla d'une guerre, le gouvernement changea brusquement de politique et mordit la poussière. La France et l'Autriche se réconcilièrent sur le tombeau des espérances libérales et Palmerston ne put faire qu'une protestation stérile.

La Révolution de la Romagne a été un avortement. L'irrésolution et l'incapacité de ses chefs, leur foi pédantesque en des formules, leur inhabileté à commander, ne permettent pas d'en faire l'apologie. Les juristes et les professeurs qui la dirigèrent avaient peu d'expérience de la vie publique ; ils essayèrent de soulever les hommes au moyen de maximes académiques et méprisèrent les forces morales les plus vitales d'une révolution. Ils étaient dépourvus de sentiment populaire. Vicini, le président, était vieux et faible [3] ; Zucchi se méfiait des volontaires; Armandi, un autre général, parlait de l'Unité italienne comme d'une utopie. Et ainsi le peuple, qui avait salué avec enthousiasme la révolution à son éveil, tomba bientôt dans l'indifférence, sans apprendre jamais et sa responsabilité personnelle et sa place dans la nouvelle organisation. Des hommes qui, bien commandés, auraient pu lutter et peut-être vaincre, se trouvèrent isolés et paralysés et se résignèrent à ne combattre qu'à peine la vieille et exécrée domination. Et cependant, il y avait là un progrès sur les révolutions antérieures. A divers points de vue, le sentiment populaire avait même été devancé, car la révolution, si scrupuleusement respectueuse qu'elle se fût montrée des sentiments religieux, avait, en abolissant le pouvoir temporel, scandalisé les populations des villages et des petites villes [4]. Malgré le désarmement des hommes de

1. *Gouvernement de Juillet*, 34.
2. Bianchi, *op. cit.*, III, 111. Je n'ajoute pas foi à Poggi, *Storia*, II, 47.
3. L'accusation portée contre lui d'avoir tenté de réinstituer l'ancien Sénat oligarchique de Bologne est dénuée de fondement. *Riv. stor. del risorg.*, I, 336.
4. Pepe, *Mémoires*, III, 362.

du Zucchi, c'était là une proclamation, bien qu'incertaine, côté national et propagandiste du mouvement démocratique. Dix ans auparavant, les aspirations nationales des Piémontais apparaissaient timidement entre les ambitions provinciales de l'État subalpin. La Romagne ne réclamait pas l'hégémonie ; elle était disposée à admettre toutes les provinces libres sur le même pied. Le titre de son gouvernement, l'ambition de faire de Rome la capitale du nouvel État montraient combien étaient profondément nationales les visées d'au moins quelques-uns d'entre les insurgés[1]. Le Libéralisme italien, également, s'était élargi au point de vue social. La démocratie ne paradait plus en uniforme militaire ; de l'armée et des juristes, elle était passée aux ouvriers et aux marchands. Elle était devenue l'apanage de la bourgeoisie, n'était plus pompeuse, et, si elle manquait de capacités et d'enthousiasmes, elle avait acquis une certaine stabilité. Il y avait dans le mouvement un désintéressement et une probité qui caractérisaient cet esprit nouveau, et les réformes sociales, qui avaient été oubliées par les révolutions de 1820-21, venaient en tête d'une longue liste d'améliorations pratiques dans la loi, les impôts et la liberté sociale.

1. Bianchi, *Zucchi*, 106-107 ; Vicini, *op. cit.*, 113, 167, 171.

CHAPITRE VII

LA JEUNE ITALIE

1831-1844

La réaction contre les Carbonari; MAZZINI; LA JEUNE ITALIE. Le Piémont, 1824-1830. CHARLES-ALBERT; son avènement; la conspiration de Mazzini; l'expédition de Savoie; Naples, 1824-1834; François I; Ferdinand II; la Toscane, 1830-1840; la Modène, 1831-1840; les États de l'Église, 1832-1840; Grégoire XVI; Bernetti et les Centurions; Lambruschini. L'affaissement, 1833-37; la renaissance littéraire; Giusti. Mouvements révolutionnaires; le soulèvement sicilien de 1837; le soulèvement des *Muratori*; les *Bandieras*.

Néanmoins, un sentiment amer d'insuccès resta dans l'esprit des jeunes Libéraux. Ils furent humiliés de ce que quelques milliers d'Autrichiens avaient suffi pour écraser un soulèvement national, de l'apathie qu'avaient témoignée les masses, et aussi de ce que leurs chefs se fussent montrés aussi inférieurs à leur tâche. Deux fois les Carbonari avaient été à la tête d'un soulèvement populaire, deux fois ils n'avaient pas réussi; une nouvelle organisation possédant plus de vitalité et plus de force était nécessaire. Le mouvement trouva son chef en Giuseppe Mazzini, le jeune critique des romantiques. Il il était né à Gênes en 1805 et n'était guère qu'un adolescent quand il collaborait à l'*Antologia*. Lorsqu'il vit son avenir littéraire ruiné par les suspicions du gouvernement piémontais, il se jeta dans l'agitation politique et, à vingt-cinq ans, il était déjà en prison. Dans la forteresse de Savone, le jeune conspirateur élabora son plan révolutionnaire. Les révolutions des Carbonari, pensait-il, n'ont pas réussi parce que leurs chefs étaient des hommes de capacité et d'initiative restreintes, choisis plus à cause de leur âge et de leur position que pour d'autres et de meilleures raisons. Ils n'avaient aucun pro-

gramme au delà du renversement des gouvernements absolus, aucune visée sociale en dehors de la liberté industrielle et d'un système présentable de législation et d'enseignement. Ils auraient pu avoir du succès sous un gouvernement libre, mais la tyrannie ne pouvait être anéantie que par une révolution, qui réclamait des chefs animés d'une foi et d'une énergie qu'ils n'avaient pas eues. L'heure était venue pour des idées nouvelles et des hommes nouveaux. « Place aux jeunes », disait-il, « à la tête de la révolution ; faites-leur sentir qu'ils ont un noble rôle à jouer, enflammez-les d'éloges, donnez-leur l'affirmation de leur puissance, puis précipitez-les sur les Autrichiens »[1]. La « Jeune Italie », ainsi qu'il appelait son association, doit être, comme les Carbonari, une société secrète ; autrement, elle serait anéantie. Mais elle devait être bien plus qu'une conspiration ; ses membres ne devaient pas agir par obéissance aveugle, mais d'après leurs convictions personnelles ; sa politique devait regarder au delà de l'affranchissement de l'Italie, vers l'éducation intellectuelle et sociale de la masse du peuple. Ainsi, la Jeune Italie devenait une puissance morale, avec la foi et la fraternité d'une religion. Il y avait bien dans ce tableau de l'extravagant et du fantastique, mais c'était là une conception noble et hardie. Mazzini était jeune et pauvre, à peine connu en dehors de Gênes ; mais lorsqu'en février 1831, il put « troquer » sa prison contre l'exil et que, de ses presses de Marseille, ses écrits circulèrent à travers l'Italie, la nouvelle école supplanta rapidement le carbonarisme, et ses doctrines larges et nébuleuses, sa vision de rédemption sociale et de gloire nationale, et le dogmatisme intolérant et passionné du jeune révolutionnaire lui-même, surexcitèrent la vague impatience des Italiens qui pensaient et qui cherchaient un chef.

Mazzini se séparait à la fois de la critique impuissante de Guerrazzi et de l'idéal inverse de Manzoni concentré sur les petits devoirs de l'existence. La vie lui semblait bien autre chose que la culture des vertus passives. A l'armée sans cesse grandissante de ses disciples, il prêchait l'action, l'ardeur, l'union, une préparation plus complète à la révolution, et plus de vigueur lorsqu'elle éclaterait, un programme en harmonie avec « l'idéal social de l'époque pro-

1. Mazzini, *Opere*, I, 205-206.

chaine ». Sans les masses, la révolution ne pouvait être victorieuse, et, « par suite de tristes expériences, les masses étaient arrivées à considérer les révolutions comme un leurre. » Les Libéraux devaient tenir haut leurs visées sociales. « Dites au peuple que vous voulez l'affranchir de la tyrannie des princes, des insultes des fonctionnaires, de l'oppression des privilégiés et des riches; alors, et seulement lorsque les masses commenceront à se soulever, tournez-vous vers la Lombardie et prêchez la guerre contre les Autrichiens. » Et, en même temps, la Jeune Italie, fidèle à son caractère religieux, devait satisfaire une ambition plus noble. Il n'y avait pas que les Autrichiens à combattre, mais aussi « les querelles, les vices, l'impatience et le manque d'espoir, occasionnés par la servitude ». Mazzini fit passionnément appel aux écrivains pour qu'ils s'adonnassent à une œuvre pratique, à faire pénétrer la littérature dans le peuple, à lui parler de son histoire, dans des livres, des almanachs ou des pamphlets. « Émancipez les cerveaux ! Au nom de la patrie et de votre propre gloire, en avant ! » Et, pour les inspirer, il montrait la vision de l'Italie nouvelle, état démocratique sagement organisé, libre de toutes complications diplomatiques, et gouverné, d'après des données nouvelles et audacieuses, dans l'intérêt du peuple. La foi en une mission nationale était la base de sa politique. De même qu'après lui Gioberti, la dépression actuelle de sa patrie le jetait dans l'hyperbole, et il peignait une Italie introduisant parmi les nations une vie nouvelle, Rome, pour la troisième fois, maîtresse du monde, réconciliant la justice romaine et l'altruisme chrétien dans le nouvel évangile social[1].

Cette Italie nouvelle devait être républicaine et indivisible. Il admettait que les royalistes du Piémont et peut-être des autres États se joignissent à la lutte contre l'Autriche ; les avantages d'avoir un chef royal étaient manifestes — l'armée stable, le trésor, l'absence relative de difficultés diplomatiques. Mais elles devaient être plus que neutralisées par les jalousies qui leur aliéneraient certainement les autres princes. Les conditions de l'Italie, toutes ses traditions, tous ses grands souvenirs tendaient vers le républicanisme. Une

1. *Ib.*, I, 40, 73, 82 ; III, 307 ; V, 73, 250-252. Il parla de la « suprématie morale » de l'Italie, dix ans avant Gioberti. Mario, *Mazzini*, 207.

guerre d'indépendance royale, même avec une constitution en perspective, laisserait sans amélioration l'édifice social. Et Mazzini voyait dans la République le régime idéal où tous les privilèges seraient abolis, où les pauvres feraient l'objet des premières préoccupations de l'État, où l'association des idées et l'enseignement ouvriraient au progrès des horizons infinis[1]. Il s'était persuadé que le peuple, avec une semblable vision devant les yeux, se soulèverait en masse pour chasser les Autrichiens. Il avait toujours devant lui l'exemple de la guerre de libération de l'Espagne. Les troupes permanentes pouvaient être acquises au mouvement, mais il fallait que l'élan fût donné par les volontaires. L'Italie, en majeure partie, se prêtait admirablement à une guerre de guérillas : les Alpes, les Apennins, la plaine lombarde avec son réseau de canaux. Il pensait que l'Autriche ne pourrait pas résister à l'assaut de vingt-cinq millions d'hommes, quelque indisciplinés qu'ils fussent.

L'Unité italienne était encore plus chère à Mazzini que la République. Jusqu'alors, fort peu de personnes croyaient à sa possibilité. La vie provinciale, en dépit de l'œuvre de centralisation de Napoléon, était toujours vigoureuse; les animosités de province à province, bien qu'à leur déclin, étaient trop profondément enracinées pour pouvoir disparaître au cours d'une génération. Chaque capitale s'enorgueillissait d'une petite Cour et tenait jalousement à son prestige métropolitain. Chaque armée était attachée à son prince et ne s'intéressait pas à l'Italie. La Papauté restait irréconciliablement hostile à la création d'un grand État italien. La maison de Savoie, quoiqu'elle eût les yeux fixés sur un royaume de l'Italie septentrionale, n'avait aucune idée de fusion avec le centre ou le sud. Ce fut la foi de Mazzini qui rendit possible une Italie unie, qui conduisit les hommes par-dessus les faits existants, par-dessus les plans d'une fédération qui avait jusqu'alors constitué la suprême espérance nationale, vers quelque chose qui apparaissait comme une utopie impossible, mais qui, par l'apostolat de Mazzini, devint l'évangile de la nation. Il croyait et fit croire que l'Italie ne pouvait devenir forte et démocratique que par l'unité, et que seulement lorsque Rome serait devenue sa capitale, elle reprendrait son

1. Mazzini, *Opere*, III, 212-224 ; 235-247 ; Mario, *op. cit.*, 206, 207.

rang parmi les nations d'Europe et pourrait professer un idéal plus noble de gouvernement[1].

Avec de telles visées, l'instrument de la révolution ne pouvait être qu'une société secrète. Il était facile aux critiques d'attaquer les « sectes », de dire avec Foscolo que « tandis que les Italiens aspiraient à la liberté, ils conspiraient dans la servitude. » Les défauts des sociétés secrètes étaient manifestes, leur côté mystérieux et leur rituel avaient un caractère de sentimentalisme faible qui constituait une mauvaise école pour l'action; les chefs avaient un pouvoir excluant tout contrôle et toute responsabilité, qui pouvait conduire la société par petits bonds dans de mauvais sentiers ; leur constitution, leur organisation annihilaient presque tout effort commun. Mazzini ne put mettre la Jeune-Italie à l'abri des policiers et des agents provocateurs ; il eut même recours à l'influence occulte et à une attitude dictatoriale que ses ennemis lui reprochèrent assez acrimonieusement. Mais il n'y avait pas d'autre alternative. Dans un pays où la moindre critique à l'adresse du gouvernement était punie, où il n'y avait même pas un germe d'institutions représentatives, une organisation secrète et une presse secrète étaient les seules ressources qui restaient au réformateur. Plus tard, lorsque les princes eurent été eux-mêmes atteints par l'esprit national, il fut facile à D'Azeglio de prêcher « la conspiration à la lumière du jour. » Mais, alors, une agitation ouverte comportait l'application de la loi militaire et la prison d'État.

Les espoirs de Mazzini ne se réalisèrent qu'en partie. Les sociétés secrètes se sont généralement trouvées impuissantes devant l'or et l'acier d'un gouvernement omniprésent ; elles furent néanmoins de puissantes propagatrices d'idées. L'œuvre de Mazzini, depuis la clarté de son aurore jusqu'à sa fin obscure et sombre, se brisa sans effet contre les obstacles que doit rencontrer tout pur révolutionnaire — les forces d'inertie, qui sont légion en faveur du gouvernement établi ; l'impossibilité de mettre en ligne, en face de baïonnettes et de canons, une population mal armée et indisciplinée, et enfin, si le succès est tout d'abord venu, l'ignorance de toute administration et des affaires, qui paralyse l'homme d'État amateur, à moins qu'il n'ait entraîné à sa suite des administrateurs. Et

1. Mazzini, *Opere*, I, 112, 118, 314; III, 210-233.

Mazzini, avec toute son énergie et tout son enthousiasme, ne sut faire marcher les choses. Il ne sut jamais apprécier à leur valeur les obstacles qu'il avait en face de lui. C'était, même sans tenir compte de son état d'irritation qu'excusaient ses infortunes, un homme de rapports difficiles. Vieux, il devint, comme tendent à le devenir beaucoup de conspirateurs, un brandon de discorde. Il n'eut pas plus de succès en voulant mouler le pays sur son propre idéal. La République, la réorganisation sociale avaient prouvé n'être qu'un rêve. La première n'était peut-être ni possible, ni désirable, et Mazzini lui-même, par instants, excepté dans des moments de déraison obstinée, arrivait à reconnaître que l'Italie était trop conservatrice, trop monarchiste, peut-être trop engourdie pour ses plans titaniques. Néanmoins, il fit l'Italie. Ses fautes dans l'action ont été, et bien au delà, contrebalancées par son influence puissante et féconde. Ce n'est pas seulement qu'il créa pratiquement la foi en l'Unité italienne, qu'il donna un nouvel élan à la croisade contre l'Autriche ; il éleva le mouvement national au-dessus du degré inférieur des Carbonari et du Concistorio, et en fit, ainsi qu'il l'avait conçu, une religion. Il l'imprégna de sa ferveur morale personnelle et lui donna une force qui survécut à la longue attente et aux désappointements, jusqu'à la lutte victorieuse. Il avait eu le génie de s'apercevoir qu'il faut des motifs désintéressés pour soulever les hommes vers de grandes actions, qu'ils ne peuvent jamais s'élever au-dessus d'eux-mêmes que pour une grande et bonne cause, qu'il faut une idée sainte pénétrant jusqu'à l'âme des hommes pour les pousser à une action qui comporte l'abstraction complète de leurs amours, de leur foyer, de leur vie.

Il aurait fallu une nature de tempérament plus pur pour exécuter ce plan. La conception populaire de Mazzini tyrannicide, qui fit sombrer l'homme dans le conspirateur, est aussi erronée que le sont généralement les portraits de ce genre. Il était, par instinct et par éducation, un étudiant ; les tendances premières de son esprit avaient été littéraires. Il était d'une amabilité et d'une pureté féminines, et, bien que sa mélancolie devînt morbide sous les désillusions et les privations de l'exil, sa sincérité, la noblesse de ses sentiments, son désintéressement absolu, lui valurent la dévotion, presque l'adoration de tous les hommes et de toutes les femmes qu'il compta

parmi ses amis. C'était le sentiment du devoir à accomplir qui l'avait jeté dans la politique. Bien que la structure de son esprit fût en grande partie catholique, c'était un puritain, par sa délicatesse de conscience, un puritain également, par son incapacité à voir l'autre côté d'une question. Ses croyances politiques étaient pour lui des articles de foi qui n'admettaient pas la discussion ; pour lui, les erreurs politiques étaient des immoralités ; il était dogmatique, intolérant, trop porté à imposer la croyance que lui seul, à l'exclusion de tout autre, était le véritable prophète ; et si, plus tard, il consentit quelquefois à des compromis, ce fut toujours à contre-cœur, et avec une demi-sensation de mal agir. Néanmoins, il tient le premier rang parmi les créateurs de l'Italie. Comme homme d'action, il échoua ; comme philosophe, c'était un penseur trop flottant pour être l'édificateur heureux d'un système ; mais, comme moraliste, comme inspirateur, il s'est élevé à une hauteur où il est sans rival ; il fut prophète, et pour l'Italie et pour le monde.

Le résultat immédiat de l'apostolat de Mazzini fut de ranimer les cendres de la nationalité italienne. Mettant de côté les questions d'union ou de fédération, de monarchie ou de république, il fit converger la politique italienne sur le point vital de l'indépendance. Tous les souvenirs de la grandeur de Rome, l'étude renaissante du Dante, la tradition de la lutte du moyen âge avec les « barbares » de la ligne lombarde et de la Pontida, le nouveau sentiment de nationalité qui avait conquis Napoléon et que Mazzini venait de formuler en un article de foi démocratique, tout cela aidait à rendre plus intolérable encore la domination étrangère et ajoutait aux espoirs d'indépendance italienne la passion d'un sentiment religieux. Mazzini, comme beaucoup de Carbonari, considérait le Piémont comme devant être le point de départ du mouvement national. Ferdinand II avait oublié son inclination passagère vers le libéralisme et avait détruit à jamais l'éventualité de l'hégémonie napolitaine. La Romagne était discréditée par son dernier insuccès. En dépit de certains caractères peu engageants du Piémont, les patriotes les plus clairvoyants partageaient la conviction sans cesse grandissante qu'il était le berceau des espérances de l'Italie. La résistance opiniâtre

de la maison de Savoie aux efforts de l'Autriche pour l'attacher à son cortège, la puissance militaire du petit royaume, l'ardent libéralisme de Gênes, le voisinage de Milan et de la frontière autrichienne, la foi toujours vivace en Charles-Albert, tout conspirait à faire du Piémont le phare des ambitions italiennes.

Cependant, en apparence, il sembla peu répondre à ces espérances. La lourdeur de sa marche en avant et sa prospérité relative étaient peu faites pour stimuler le libéralisme apathique et sans direction du moment. Pourtant il existait des signes de progrès qui se trouvèrent encouragés par les révolutions espagnoles et grecques et qui avaient des rapports avec le nouveau Carbonarisme. En 1830, un complot ébauché par Brofferio et Giacomo Durando pour obtenir une constitution, compta des partisans dans l'armée et le barreau. De nouveau, les conspirateurs pensèrent au patronage de Charles-Albert; mais leurs espoirs étaient bâtis sur du sable, et leurs plans mal conçus restèrent en suspens jusqu'à ce que le gouvernement les découvrît et les détruisit. A ce moment, Charles-Félix mourut, et Charles-Albert monta sur le trône (avril 1831). Ce n'est pas sans difficulté qu'il avait pu faire prévaloir ses droits à la couronne. Son cousin s'était rendu au congrès de Vérone (1822) afin de persuader aux alliés qu'ils devaient l'évincer de l'hérédité présomptive. Si la loi salique eût été abrogée en Piémont, François de Modène aurait été nommé en raison des droits de sa femme, fille de Victor-Emmanuel. Mais Fossombroni réussit à mettre la France et la Russie du côté de Charles-Albert, et Talleyrand menaça de prendre les armes plutôt que de voir maître du Piémont et de la Savoie un prince en réalité autrichien. Quels que fussent ses désirs secrets, Metternich n'osa pas appuyer une cause si contraire aux principes de la légitimité; et Charles-Félix, ne trouvant d'appui nulle part, abandonna pour le moment ses prétentions. Mais il semble que, malgré la protestation de Wellington, il persuada le Congrès d'exiger du jeune prince l'engagement de maintenir la constitution monarchique établie[1]. Il espérait encore, probablement, pouvoir le supplanter;

1. Wellington, *Despatches*, *N. S.*, I, 300, 308, 411, 427-429, 611; Metternich, *Mémoires*, III, 526-527; Bianchi, *Diplomazia*, I, 109; II, 114, 120, 169-170; Gualterio, *Rivolgimenti*, III, 25-38; Vayra, *Carlo-Alberto*,

il le garda à Florence, dans une sorte d'exil, et ce ne fut qu'après des demandes réitérées qu'il lui permit de prouver sa fidélité à la cause de la monarchie en combattant dans l'armée française contre les Libéraux espagnols. Lorsque le prince revint, avec un renom de brillant courage, on lui pardonna froidement, surtout à cause de Metternich[1]; mais le roi était tellement effrayé du libéralisme latent, qu'il fit promettre au prince qu'une fois monté sur le trône, il gouvernerait d'après les avis d'un conseil réactionnaire et « maintiendrait la forme organique de la monarchie[2] ».

La persécution laissa des empreintes profondes sur le caractère de Charles-Albert. En 1821, il s'était persuadé lui-même de sa fidélité; il craignait d'être mal vu de l'Europe monarchique et respectable, et bien qu'il ne pût jamais oublier le mal qu'à son sens lui avait fait l'Autriche, il demanda humblement les conseils de l'Empereur et se courba jusqu'à terre devant Charles-Félix. Les Libéraux, bien qu'il semble leur avoir fait comprendre que ses opinions avancées n'étaient pas mortes[3], l'exécraient; Berchet écrivait de lui que

> « Sous chaque climat, la malédiction d'un exilé, »
> « T'accuse, traître ! »

Mais, pour toutes ces raisons, le roi et la cour se défiaient de lui. Il s'irrita de ce malentendu, il prit une autre conduite qui fut acceptée au palais et qui, somme toute, était plus sincère que celle qu'il avait adoptée pour mettre sa conscience en repos. Le brillant et cynique jeune homme devint morbide et faux[4] ; il mêla la galanterie à la religion; il porta un cilice et jeûna; l'esprit religieux s'empara de lui; il devint dévot, facilement joué par un confesseur ou un jésuite, avec le scrupule craintif de se montrer bon fils de l'Église et d'obtenir pour ses actes la sanction pontificale. Il était consciencieux, mais sa conscience ballottait entre le Dieu de justice et le

141, 148, 151-152, 209-211. En ce qui concerne le rôle joué par François de Modène, voir Galvani, *Francesco IV*, II, 57; Poggi, *Storia*, 554-560; II, 7.

1. Metternich, *Mémoires*, IV, 264-266; Bianchi, dans *Curiosità e ricerche*, XVIII, 330-336. Je suis d'accord avec Tivaroni pour croire Metternich.
2. Berti, *Alfieri*, 77.
3. Cibrario, *Notizie*, 41; Nisco, *Storia*, II, 274.
4. Bianchi, *Carlo-Alberto*, 8; Manno, *Per Nozze*, 23.

Dieu des jésuites. Il tergiversait avec la vérité, pour se justifier à ses propres yeux ; son malheureux esprit renfermé le portait à méditer sur l'injustice des autres plutôt qu'à reconnaître sa propre faiblesse ; ses sentiments étaient nobles, mais il n'avait pas le courage de les mettre en pratique. Il avait des enthousiasmes silencieux ; il était affectueux avec ses intimes, sinon avec sa famille ; il avait un sentiment élevé du devoir royal et se montra plus tard roi sage et réformateur. Mais toute sa vie, il joua à cache-cache avec le libéralisme ; il était, de cœur, et encore bien plus, de profession, un absolutiste, un monarque orgueilleux de son trône historique, qui « ne transigerait jamais avec la Révolution ». Il abhorrait les constitutions sous prétexte qu'elles conduisent à des guerres de parti et portent la discorde dans l'harmonie nationale[1]. Il méprisait la monarchie de Juillet et son origine populaire ; il repoussa le jeune Camille Cavour « qui voulait jouer au jacobin ». Mais, tandis qu'en théorie, c'était un despote bienveillant, il pliait devant tout ministre résolu. Toute sa vie, il s'ingénia à éviter de prendre une décision, et la postérité le surnomma l'Indécis[2]. Brave et chevaleresque sur le champ de bataille, « moitié moine et moitié chevalier » il était lâche en chambre du Conseil, déjouant l'opposition par des ajournements, et s'arrangeant de façon à retirer leurs fonctions aux ministres avec lesquels il craignait d'entrer en discussion ; passionnément épris de popularité, mais se complaisant dans les mystères d'une intrigue et détestant la publicité, c'était un étrange composé de l'esprit mondain et de l'esprit de martyre ; non point un héros, mais un homme perplexe, accablé de scrupules, victime d'une fatale indécision entre l'autorité de convention et les élans plus nobles de son cœur.

Ce fut le destin de sa vie d'être considéré comme le chef d'une cause qu'il détestait. Lors de son avènement, les Libéraux espérèrent de grandes et bienveillantes réformes. Dal Pozzo écrivait de Paris : « Chacun attend de Charles-Albert une constitution. » Le roi avait sans doute un programme de réformes plus ou moins défini ; à ce moment, comme en 1821, il désirait rendre l'administration indépendante des

1. Manno, *Spicelegio*, 222-225 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 90 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 571.
2. *Rè Tentenna.*

classes, réformer l'armée, et encourager l'industrie dans une voie de liberté sociale plus grande. S'il avait pu compter sur l'appui de la France, il aurait peut-être, malgré ses préjugés, accordé une sorte de constitution ; mais Louis-Philippe était trop occupé chez lui, et Charles-Albert savait que, à moins qu'il n'eût la France derrière lui, l'Autriche déclarerait la guerre plutôt que de voir au Piémont des institutions libérales[1]. D'autre part, il était lié par son serment envers les alliés, timide et circonspect comme toujours, et anxieux de ne point prendre trop parti ou de s'aliéner l'un ou l'autre. Il réinstalla dans leurs fonctions les ministres réactionnaires de son cousin, mais plaça à côté d'eux le jurisconsulte libéral Barbaroux. Il promit de grandes réformes dans l'enseignement et la loi ; il nomma un conseil d'État, institution qui avait toujours existé dans la théorie constitutionnelle, mais réduisit ses prérogatives à d'insignifiantes proportions.

Cependant, le pays vit peu de choses s'accomplir et un ministère réactionnaire. Ce fut une cuisante désillusion des premières espérances. Mazzini publia une lettre adressée au roi, lui faisant appel, pour se mettre à la tête des nationaux. Tout républicain qu'il était, il n'en pouvait pas moins échapper à la fascination qu'exerçait Charles-Albert sur les libéraux. Mais cet appel n'était qu'à moitié sincère[2], et il comptait sur son insuccès pour détacher les Italiens de la confiance qui les liait à la personne royale. Lorsque la lettre reçut pour réponse une sentence sévère à l'égard de son auteur, Mazzini se jeta dans l'insurrection. En proie à l'illusion de l'exil, il s'imagina que le pays était à la veille d'une révolution et qu'il suffirait du clairon de la Jeune-Italie pour lever des bataillons de rebelles tout prêts ; que l'armée piémontaise se rangerait sous l'étendard révolutionnaire et envahirait la Lombardie, offrant à Charles-Albert le choix ou de se mettre à leur tête ou d'être déposé. Le gouvernement découvrit vite ce complot insensé et établit un régime de sauvagerie. Des cours martiales, la torture, douze exécutions noyèrent la conspiration dans le sang (avril 1833). Le roi pressait les juges de frapper dur,

1. Leopardi, *Narrazioni*, 254 ; Brofferio, *Piemonte*, III, 13 ; *contra* d'Haussonville, *Politique extérieure*, I, 34, 248 ; voir Bosio, *Villamarina*, 25.

2. Mazzini, *Opere*, I, 52 ; III, 315 ; IX, 243.

et les décorait tandis que l'Europe était pétrifiée d'horreur devant de pareilles cruautés. Soit par fanatisme ou par peur, Charles-Albert reste le véritable auteur criminel d'une des pages les plus sombres de l'histoire du Piémont. A la fois pour se venger du roi et pour rendre courage à son parti, Mazzini prépara une seconde tentative de révolution. Quelque 700 exilés de tous pays se réunirent en Suisse, dans le but de faire irruption en Savoie; les conspirateurs prirent pour chef un général savoyard exilé, Ramorino; et un jeune marin de la Riviera, Giuseppe Garibaldi, entreprit la tâche impossible de révolutionner la flotte. Mais Ramorino n'avait pas de cœur à l'ouvrage et, peut-être, était-il payé par le gouvernement français pour faire avorter l'expédition[1]. Ses lenteurs et son insuffisance en détruisirent les quelques chances, et, après quelques combats sans méthode, l'armée se débanda (février 1834)[2].

Le mouvement libéral de 1830 trouva de l'écho dans chacun des États de l'Italie. Le fait que, dans quatre États, les Libéraux pensèrent à demander au trône de se mettre à leur tête, prouve combien peu les convictions républicaines de Mazzini représentaient le sentiment du pays. Il n'y eut pas de signes distinctifs caractérisant ces mouvements; ils portaient l'empreinte d'une époque de transition où la politique était toujours en grande partie sous l'influence du vieil idéal bourgeois et provincial, bien que les espoirs beaucoup plus nationaux et démocratiques de la Jeune-Italie commençassent à se faire sentir d'une manière appréciable. C'était visiblement le cas à Naples, où la mort de Ferdinand, survenue en 1825, avait été suivie par le règne de cinq ans de son fils François I. Comme régent en Sicile en 1812, à Naples en 1820, François avait simulé des opinions libérales et avait été le complice des trahisons de son père. C'était un débauché vulgaire et cruel qui abandonna le gouvernement à ses favoris et vécut parmi ses maîtresses, entouré de gardes et dans l'épouvante insensée d'un assassinat. Tandis qu'en Sicile le vice-roi Della Favare couvrait l'île de ses espions jusqu'à ce que tous les théâtres et cafés fussent désertés, la révolte éclatait sur le

1. Bianchi, *Diplomazia*, IV, 41.
2. Pour la tentative d'assassinat commise sur le roi par Gallenga, voir le vol. II, appendice B.

continent à Cilento (juin 1828). Delcarotto, un officier qui avait pris part à la révolution de 1820 mais qui, comme tant d'autres, avait fait la paix avec l'oppresseur, écrasa le soulèvement par le fer et par le feu, faisant décapiter les chefs et suspendre leurs têtes au portail de leurs maisons. Et cependant, malgré sa désillusion et la longue série de tyrannies et de parjures, le faible peuple continuait à espérer des réformes de la couronne. Lorsque le fils de François, Ferdinand II, monta sur le trône en 1830, et, publiquement, critiqua le règne de son père, l'espoir brilla comme dix ans auparavant. Ferdinand était jeune, sympathique, de parole populaire ; il avait pris l'habitude des allocutions patriotiques ; sa sollicitude envers l'armée et son amour des parades militaires le faisaient chérir par les soldats ; ses manières libres et vulgaires lui avaient conquis l'affection des lazzaroni. Son peuple ne savait pas encore qu'il était un vrai Bourbon « cruel, grossier et orgueilleux » mal élevé, superstitieux, un tyran d'instinct. Ce n'était point un débauché comme son père et son grand-père ; des prêtres firent la loi au palais, à la place des courtisanes ; pour ménager la pudeur publique, il fit draper la Vénus de Praxitèle, et la plume royale prescrivit elle-même la longueur que devaient avoir les jupes des danseuses de ballet. Mais sa brutalité grossière tua sa femme, la douce Christine de Savoie, et envers ses amis ou ses subordonnés il était de mauvaise foi. « Le monde, aurait-il dit, demande à être dupe, et le roi doit être le premier à lui donner satisfaction. » Cependant, durant ses premières années, humilié peut-être par la corruption criante du règne de son père, il fit quelques essais en vue d'un bon gouvernement. La plupart des ministres de son père furent révoqués ; les favoris s'enfuirent de la Cour ; le frère du roi, le populaire comte de Syracuse, fut envoyé comme gouverneur en Sicile. Ferdinand s'intéressa aux chemins de fer, les finances furent réorganisées et le commerce suivit la confiance grandissante. Les Libéraux espéraient que c'était là un prélude à des réformes plus radicales. Du pays même et de Bologne, il fut fait appel au roi pour qu'il se plaçât à la tête du mouvement national[1], et, pendant un moment, il semble avoir hésité à donner une ré-

1. Nisco, *Ferdinando II*, 27 ; Settembrini, *Ricordanze*, I, 42-43 ; Leopardi, *op. cit.*, 27-28 ; Bianchi, *op. cit.*, III, 255 ; Poggi, *op. cit.*, II, 331.

ponse. On allait même jusqu'à espérer une constitution, et le ministre Intonti, désirant faire la paix avec le nouveau parti, proposa une sorte d'Assemblée représentative. Louis-Philippe, dit-on, la lui conseilla, mais le jeune roi, âgé alors de vingt ans, lui répondit que son « peuple n'était pas comme les Français, et qu'il se chargeait de penser pour lui. » Quoiqu'il refusât de prendre des mesures d'accord avec le Pape contre les sociétés secrètes, il proposa une alliance aux gouvernements italiens pour combattre la révolution. S'il avait agi autrement, s'il s'était tourné vers son peuple, vers une alliance française, et eût accordé une constitution, il aurait conquis à son profit et au profit de son Royaume l'hégémonie de l'Italie. Mais, comme ils l'avaient déjà fait en 1820, les Bourbons repoussèrent la faculté qu'ils avaient de faire le bien ou le mal. C'est tant mieux, somme toute, pour l'Italie, qu'ils agirent ainsi, car bien qu'ils eussent épargné au sud une génération de réaction ainsi qu'un long et pénible effort pour regagner le terrain perdu, ils auraient mis les destinées de l'Italie entre les mains d'hommes dépourvus d'énergie, et rendu impossible pour le siècle présent l'Unité italienne.

Les Libéraux furent récompensés comme ils le méritaitent de leur foi insensée en un Bourbon. En fait, Ferdinand était absolument tout le contraire d'un libéral, et son système, tel qu'il le développa graduellement, consistait en un mode de gouvernement purement personnel. Les maîtres d'école devaient enseigner aux enfants que la révolte était pire que le meurtre, et que l'engagement d'un prince de limiter sa souveraineté était nul et non avenu. Les ministres n'étaient guère que ses fonctionnaires exécutifs et il encourageait leurs rivalités mutuelles de façon à les rendre plus dépendants de lui-même. Bien que son intervention fût intermittente, il s'était réservé des questions de détail qui le rendaient maître de chaque branche de l'administration. Le Trésor, bien qu'il fût administré adroitement et économiquement, était traité comme sa bourse personnelle et privée. Néanmoins, sa domination avait un certain caractère de patriotisme ; tyran de son propre peuple, il n'admettait aucune influence étrangère, vînt-elle de l'Angleterre, de la France ou de l'Autriche, et, bien que bigot, il fit sentir au clergé le poids de sa main. Il trouva son instrument en Delcarotto. Le nouveau ministre

était peut-être en théorie un libéral : il haïssait l'Autriche, il était franc et honnête et mourut pauvre[1]. Mais il était insensible et inflexible, et, dans l'opinion publique, il finit par symboliser la tyrannie exécrable. Sa nomination compléta la désillusion des Libéraux. Les complots recommencèrent et la conspiration et la répression se suivirent mutuellement, dans une lamentable alternance. Mais les conspirations avaient le même manque de liaison et de coordination qui caractérisait l'œuvre entière des derniers Carbonari. L'esprit nouveau n'avait pas atteint l'Italie du Sud.

La Toscane fut à peine affectée par les mouvements de 1831, mais lorsque l'âge de Fossombroni détendit son pouvoir et que la police abandonna ses traditions de douceur, le mécontentement se fit jour dans une guerre d'épigrammes, jusqu'à ce que Neri Corsini, l'ami et l'élève de Fossombroni, eut contraint la police à mettre un frein à sa nouvelle activité (août 1832). Cependant, l'antique et douce discipline ne revint jamais complètement, et la dernière opposition de Fossombroni réussit à peine à faire échouer une proposition de réintroduire les troupes autrichiennes. L'*Antologia* que l'excitation contemporaine avait jetée dans la politique, fut supprimée sous la pression de l'Autriche et de la Russie (mars 1833). Heureusement, Léopold fut plus soucieux de revendiquer la Maremme et le Val di-Chiana que de harceler la Jeune-Italie ; mais Corsini n'eut ni l'habileté, ni la fermeté de son maître, et les influences sinistres qui se concentraient autour de la grande duchesse bourbonienne noyèrent la tolérance toscane sous un esprit de bigoterie sans cesse grandissant.

A Modène, la réaction persistait. Les victimes de François fourmillaient, soit en prison, soit en exil, et le célèbre Canosa fut appelé à diriger l'État. Une petite faction surpassa le duc en despotisme jusqu'à ce que leurs mutuelles querelles eurent conduit à la chute de Canosa (1837). Cette faction avait comme organe la *Voce della Verità* dont les colonnes prêchaient la pure doctrine sanfédiste. « Dieu a fait l'enfer,

1. Leopardi, *op. cit.*, 31-32 ; Nisco, *op. cit.*, 19, 22.

disait-elle, et le prince le plus pieux est celui qui a pour premier ministre le bourreau. » Les Libéraux devaient être mis à mort comme ennemis de la société, ou, si le Czar le permettait, relégués en masse dans la Sibérie. La démocratie, de par son programme même, impliquait l'immoralité, et, en opposition au « sens commun » et mobile du peuple, le gouvernement devait être basé sur des principes fixes et immuables. Ces principes furent mis en pratique durant les longues années de la tyrannie de François. Il laissa la police atteindre un degré de sauvagerie rare même en Italie. Des arrestations arbitraires, des visites domiciliaires, l'intervention dans les conditions journalières de la vie privée, maintinrent ses sujets dans une perpétuelle terreur. Des lettres d'amoureux étaient confisquées dans les bureaux de poste, des mariages arbitrairement interdits ou bien obligatoirement conclus entre des personnes non consentantes; la moindre expression d'opinion libérale suffisait pour ruiner une existence. Les apologistes du duc montrent ses riches collections de livres, de médailles et de monnaies, les approvisionnements de denrées alimentaires qu'il fit faire en prévision de la famine, insistent sur le fait que huit prisonniers politiques seulement furent exécutés au cours de son long règne. Mais, quoiqu'il fût personnellement exempt d'avidité et d'instincts sordides, et qu'il fût un gouvernant bien intentionné, à son propre point de vue, son règne n'en reste pas moins une des phases les plus sombres de la sombre époque de la tyrannie italienne.

Dans les États de l'Église, l'« ère nouvelle » avait été une abomination de désordre des plus noires. Grégoire XVI n'était pas fait pour rehausser le prestige de la Papauté. Les histoires que l'on conte sur son immoralité sont probablement exagérées, mais sa personnalité et ses manières indignes, sa gloutonnerie, son tempérament craintif et irascible, détruisirent tout respect. Il fit du trône une sinécure; il avait passé une grande partie de sa vie dans un monastère de Camaldules, et il détestait les affaires publiques. « Je suis trop âgé pour réformer l'État, aurait-il dit, et le monde ira bien tel quel » et il s'absorba en de vils intérêts, tandis que le pays gémissait sous la tyrannie et que son ancien barbier et

favori amassait une fortune princière[1]. C'était un obscurantiste de l'espèce la plus vulgaire ; il s'opposa personnellement à tout congrès scientifique ; il défendit l'installation de chemins de fer dans ses États, d'une part, dit-on, parce qu'ils « feraient tort à la religion », et d'autre part, de peur qu'ils ne vinssent à provoquer des députations de provinciaux mécontents. Il acquit un mauvais renom dans l'Europe libérale par les conseils d'obéissance passive qu'il donna aux Polonais en 1833, mais qu'il racheta plus tard envers eux par la seule action courageuse de son existence, sa déclaration solennelle et publique au Czar Nicolas.

Son règne commença en pleine révolution. L'Autriche lui reconquit les provinces révoltées, mais Bernetti avait décidé de rester indépendant des puissances étrangères. Lui et son maître considéraient avec suspicion le patronage de l'Empire érastien qu'ils supposaient toujours, et peut-être alors non sans raison d'avoir des vues sur les plaines fertiles de la Romagne[2]. Afin d'échapper à cet appui dangereux, il était nécessaire d'avoir sous la main des forces indigènes capables d'écraser toute révolte. Bernetti augmenta l'armée, mais il vit dans la faction fanatique de la population les matériaux nécessaires pour constituer une arme plus effective. Il encouragea la formation de bandes de volontaires irréguliers sous le nom de Centurions (1832) et ces nouveaux corps se chiffrèrent bientôt par milliers. Le mouvement libéral de l'année précédente avait été en apparence, si unanimement accepté, qu'il est difficile de conjecturer où ils recrutèrent leurs hommes. La révolution, n'avait probablement jamais été que supportée par les paysans et les ouvriers des champs, superstitieux, ignorants et dominés par les prêtres ; on ne peut également douter qu'un conservatisme latent, méconnu en 1831, ne subsistât dans les villes ; et la haine héréditaire des Papistes contre les Libéraux réunit, avec la masse de vagabonds semi-criminels, beaucoup d'hommes autour d'un drapeau qui promettait la réconciliation avec le gouvernement et des possibilités illimitées de revanche et de pillage. Unis aux Jésuites, ils forcèrent les Libéraux au silence, prirent en

1. Salvagni, *Corte Romana*, III, 197-199. « Gaetanino » Moroni, l'ancien barbier, écrivit un dictionnaire ecclésiastique, dont chaque commune fut contrainte d'acheter un exemplaire. Farini, *Stato Romano*, I, 141.

2. Gualterio, *op. cit.*, I, 134, 139 ; voir Bianchi, *op. cit.*, III, 139, 394.

mains le gouvernement municipal et renforcèrent l'étalage de soumission religieuse. Une Terreur Blanche régna dans la Romagne et les Marches. Les paysans Centurions refusèrent de payer leurs baux et les ouvriers Centurions menacèrent leurs patrons. Les Centurions et les Libéraux rivalisèrent de cruauté dans l'assassinat, et il fallut que l'Autriche intervînt pour que le Pape mît un frein, inefficace, à l'ardeur de ses sauvages alliés [1].

Bernetti lui-même fut bientôt victime de l'influence autrichienne. Son tempérament « volcanique » lui avait fait beaucoup d'ennemis. Les favoris de Grégoire se tournèrent contre lui, et, en 1836, il fut révoqué de ses fonctions. Son successeur fut le génois Lambruschini, un véritable homme d'État ecclésiastique, personnellement pur et incorruptible, mais bigot, inflexible et impitoyable. Sous son ministère, toute apparence de gouvernement décent disparut. Tout l'édifice de l'État fut rongé par la corruption et l'incapacité [2]; les Sanfédistes vendirent leur concours pour l'autorisation de rapines sans bornes, et sous l'influence toute-puissante des Jésuites, le désordre et l'anarchie vinrent à leur comble. Pendant un certain temps, le sentiment d'abandon qui suivit la succession des revers infligés aux Libéraux, empêcha toute protestation de se faire jour. L'Europe laissa à leur sort les malheureux sujets du Pape ; en 1838, l'Autriche et la France évacuèrent toutes deux les États de l'Église. Mais, dans l'ombre, les sociétés secrètes se développèrent sous la persécution [3]. « Si vous demandez à un jeune homme de Romagne s'il a été en prison, écrivait D'Azeglio, il vous répond : je suis à peine un homme, sans cela j'y aurais déjà été. » Les Romains, même, bien que toujours hésitants dans leur libéralisme, finissaient par être fatigués de ce gouvernement. « Avec des prêtres,

1. Gualterio, *op. cit.*, III, 105 ; IV, 455 ; Vesi, *Rivoluzione*, 214-215 ; Bianchi, *Diplomazia*, III, 150-151, 408, 410 ; *Id.*, *Matteucci*, 37-38 ; Orsini, *Mémoires*, II ; Campanella et Niccolini, *Gavazzi*, 244 ; Farini, *op. cit.*, I, 73, 78.

2. Consulter les rapports des ambassadeurs piémontais dans Bianchi, *Diplomazia*, III, *passim* ; O'Reilly, *Leo XIII*, 104-105 ; Gualterio, *op. cit.*, I, 190 ; *contra* Perfetti, *Ricordi*, 65.

3. Il est curieux qu'en dépit de la croyance générale que des deux côtés un grand nombre d'assassinats furent commis, un apologiste du gouvernement n'ait pu en indiquer que trois à l'actif des libéraux ; brochure du *British Museum*, Catalogue n° 898.e.2, p. 8 *n*. Voir *Carte segrete*, II, 423.

toute transaction est impossible » devint un proverbe populaire. Sans les troupes suisses, le gouvernement n'aurait pas vécu un mois de plus[1], et lorsque le Pape fit parade de sympathie envers le Sonderbund, eux-mêmes (car beaucoup étaient protestants) laissèrent voir que leur fidélité chancelait. Il devint de plus en plus clair qu'il n'y avait plus d'espoir pour l'État romain si le gouvernement restait entre les mains du clergé. « Il n'y a pas d'autre remède, disait l'ambassadeur piémontais en 1837, que de réduire Rome à l'état de simple principauté ecclésiastique, avec seulement l'ombre de Pouvoir temporel. » Même Capponi, tout conservateur qu'il fût, et Galeotti, le défenseur acharné du Pouvoir temporel ne voyaient d'autre solution qu'un Pape qui règnerait mais ne gouvernerait pas[2].

Cependant, pour le moment, soit à Rome, à Naples ou en Piémont, le pays passait par une période de dépression trop lourde pour permettre une révolution. Le Libéralisme était écrasé en Italie, en France, en Allemagne, en Pologne. Mazzini s'était réfugié, d'abord en Suisse puis en Angleterre[3], insolant, malheureux, intolérant, mais noble par son idéal et son invincible dévouement. Des officiers démocrates, les généraux des guerres futures, les Durando et Cialdini, Medici et Fanti, combattaient pour les Libéraux en Espagne et en Portugal ; d'autres, comme Garibaldi, s'embarquaient vers les établissements italiens du sud de l'Amérique ou partaient pour Paris, Bruxelles et Londres, dépensant à l'étranger des énergies, qui, sous une meilleure étoile, auraient enrichi leur pays. Pendant plusieurs années, la politique italienne donna peu de signes de vie. Les Carbonari, bien qu'on en parlât encore ici et là, avaient en fait disparu à jamais[4]. Mazzini se

1. Guizot, *Mémoires*, II, 451 ; Gennarelli, *Governo Pontificio*, I, 41-42, 66, 70 ; Bianchi, *op. cit.*, III, 403.

2. Bianchi, *op. cit.*, III, 157 ; Capponi, *Motti di Rimini* ; Galeotti, *Sovranità*, 190, 209.

3. En ce qui concerne sa vie en Angleterre, sa « seconde patrie », voir son *Opere* V ; pour l'amitié qui l'unit à Carlyle, voir Carlyle, *Reminiscences*, II, 182 ; J.-W. Howe, *Margaret Fuller*, 144, 145 ; suivant Mario, *Mazzini*, 304, *n* ; Carlyle a dit plus tard : « Et cependant, cet idéaliste fut un conquérant ; il a transformé son utopie en une réalité patente et puissante. »

4. Il y eut quelques loges à Rome et dans l'Ombrie jusqu'en 1867 ; Mazzini, *Opere* XV, lix.

retira pour un moment de la direction de la Jeune-Italie[1] et son organisation fut à peu près détruite. A Naples, en tout cas, plus d'un ancien révolutionnaire était assez disposé à servir la cause du despotisme; en Lombardie, la société se montrait résignée et satisfaite, dorant ses plaisirs matériels d'aspirations vagues vers une vie plus noble et plus libre. Des hommes circonspects, comme Dal Pozzo, disaient que ce qu'il y avait de mieux à faire était d'accepter la domination autrichienne et d'en retirer le plus d'avantages possibles. Quelque chose de l'esprit misanthropique et pessimiste de Leopardi semblait être tombé sur le pays. Et à la même époque où la famine, en Irlande, y arrêta un mouvement national, le choléra qui sévit en Italie, de 1835 à 1837, y déprima le moral et la vitalité de la nation, et partout, excepté dans le sud, détourna les esprits des préoccupations politiques pour les absorber dans les soucis personnels. L'Italie put alors apparaître à l'observateur superficiel comme « la terre des morts »; il fallait la foi d'un Lamennais pour admettre que ce qui y régnait, c'était « la paix du berceau et non pas de la tombe. »

Mais la renaissance vint bientôt, annoncée par la littérature. Le Livre de Silvio Pellico, *Mes prisons,* bien qu'il fût en intention, un manuel de quiétisme, enflamma les cœurs de ses lecteurs à la description des martyres du Spielberg. Berchet avait écrit son chœur fameux

« Aux armes, Italie, aux armes ; ton jour est venu »

les romans de Guerrazzi parlaient d'une grandeur italienne susceptible de renaître, et son *Assedio di Firenze* (1835) fut « écrit parce qu'il ne pouvait pas se battre[2]. » L'*Ettore Fieramosca* de D'Azeglio fit entendre une note virile qui contribua à faire oublier à la jeune génération italienne les danseuses de ballet pour des préoccupations patriotiques. Colletta et Botta publièrent leurs histoires sur les luttes récentes de l'Italie. Les comédies de Gustave Modena répandirent les idées italiennes et anti-papistes aussi hardiment que le permit la censure. Les opéras de Verdi et de Rossini avaient pour thèmes des livrets où il était question d'effort national. Les

1. Mazzini, *Duecento lettere*, 14-15.
2. Guerrazzi, *Memorie*, 95.

tragédies de Niccolini éveillaient du fond de l'histoire du moyen âge des souvenirs qui rappelaient vivement au peuple sa vieille démocratie, et son *Arnaldo da Brescia* (1843) était un hymne de liberté, fustigeant fièrement les Allemands et les Papistes, et montrant comment l'Empereur et le Pape s'unissaient pour opprimer le pays. Les satires de Giusti circulaient par centaines d'exemplaires manuscrits (1835) où les princes, la police, les courtisans, étaient criblés d'épigrammes qui s'enfonçaient dans la mémoire du peuple. Il écrivait tantôt « en blouse » en un nerveux Toscan national, ayant le rythme dur et sonore des chants populaires, tantôt, avec une dignité épique qui rappelait les grandes époques de la littérature italienne. Il cravachait les princes qui « rançonnent de seconde main », les « Piémontais à conscience trouble », les « faibles Paladins-lazzaroni » de Naples, le « Morphée toscan, couronné de laitue et de pavots » ; il fouaillait les gens de police, « ces sauterelles de l'État », les prêtres qui prêchent la résignation et un humanitarisme lâche, les politiciens-girouettes, les fonctionnaires « habiles dans l'art de ne rien faire. » Il enjoignait au Pape « d'arracher le masque, d'abord de son propre visage, ensuite de celui du tyran ». Mais il était aussi impitoyable pour les démagogues que pour les fonctionnaires ; il raillait les « partisans du roi-soliveau », la « vertu mince et cachée » de Florence, les exilés « dont la montre est toujours en retard ». Son patriotisme était profond et sérieux ; il riait des hommes qui disaient que « l'idée cosmopolite élargit les cerveaux », et il répondait fièrement aux étrangers sentimentaux qui parlaient de l'Italie comme d'un pays mort :

> « Oh ! un cimetière aussi noble pourrait faire envie aux vivants. »

Cependant les pamphlets passionnés de Mazzini, transmis clandestinement de mains en mains, insufflaient une énergie nouvelle aux classes cultivées, et les versions populaires qu'en fit Modena durent frapper sérieusement les masses. Ici et là, des branches de la Jeune-Italie s'insinuèrent, et, graduellement, malgré le découragement, le réseau de la conspiration s'étendit de Palerme et de Naples vers Bologne, Florence et Milan. D'Angleterre et de France, d'Espagne et de Corse, du canton du Tessin, de Malte, des iles Ioniennes, les exilés furent en correspondance suivie avec leurs amis restés dans le pays. La Sicile était devenue le foyer de l'insurrection.

La vitalité de la population, la haine du gouvernement qui se faisait jour dans des révoltes presque annuelles, l'éloignement de la garnison autrichienne, tout signalait l'île comme devant être le point de départ d'une révolution ; même le gouvernement piémontais cherchait à y avoir un pied[1]. La longue lutte entre les partisans d'une centralisation complète et ceux qui essayaient de constituer des Lieutenances comme un moyen d'arriver à un « gouvernement autonome » modifié, s'était terminée par la défaite définitive de ces derniers, lorsque Ferdinand révoqua par jalousie le comte de Syracuse[2]. Le gouvernement intolérable qui suivit éteignit toutes divisions entre Libéraux ; Palerme et Messine se réconcilièrent ouvertement ; le vieux parti séparatiste se joignit à la jeune école qui voulait fondre l'île dans une république italienne. En 1837, des députés de toutes les sociétés secrètes de l'île se réunirent à Palerme pour se concerter en vue d'une insurrection. Un ou deux mois plus tard, la fureur populaire qui accompagna le choléra précipita le soulèvement. La terrible épidémie qui plongea le Nord dans le désespoir, fut au Midi le signal d'une explosion aveugle de panique et de frénésie. La population fut décimée ; 22 000 personnes périrent à Naples, et plus de 40 000 à Palerme. Affolé, le peuple prêta une oreille attentive aux vieilles superstitions disant que le fléau était dû au poison, et le gouvernement était tellement discrédité qu'il se trouva même des hommes cultivés pour croire que ses agents avaient empoisonné le pain et contaminé les sources. Des désordres formidables eurent lieu dans les Abruzzes et en Sicile. Les Libéraux profitèrent de la panique. Ils renforcèrent autant qu'ils le purent la croyance à un empoisonnement[3] et prêchèrent la révolte à la population affolée. Palerme était anéantie par le fléau, mais Messine, Catane et Syracuse se soulevèrent ; dans ces deux dernières villes, l'étendard jaune de l'indépendance sicilienne fut arboré ; à Syracuse, la foule massacra la police et les gens suspects d'être des empoisonneurs, et pendant trois semaines, la ville fut gouvernée par la foule. Ces victimes durent leur mort à l'épouvante du choléra. A Catane, où le

1. Bianchi, *Diplomazia*, III, 279.
2. Bracci, *Memorie*, 55-58, 168-170.
3. Sansone, *Avvenimenti*, 103.

mouvement avait été plus politique, il n'y eut pas d'effusion de sang; mais les meurtriers avaient donné au gouvernement un prétexte pour se venger. Delcarotto y fut dépêché pour organiser le terrorisme et prononça plus de cent condamnations à mort. Quand cette sauvagerie eut pris fin, les derniers vestiges d'indépendance étaient détruits. L'administration fusionna avec la napolitaine; la vice-royauté devint une sinécure; des gendarmes organisés à l'exemple de Naples remplacèrent la vieille police locale. De tous leurs anciens privilèges, les Siciliens ne gardèrent que leur exemption de la conscription, car le gouvernement s'effraya à la pensée d'instruire dans le métier des armes un puissant peuple de rebelles.

Le soulèvement sicilien n'était qu'un mouvement isolé, mais il aida à montrer que le désespoir tournait à l'exaspération. Lorsque la Jeune-Italie, de nouveau, releva la tête, les plans d'insurrection prirent une forme plus organisée et mieux définie. Dans l'été de 1843, les comités révolutionnaires projetèrent un soulèvement général à Naples, en Romagne, en Toscane; mais chaque province attendit qu'une autre donnât le signal, et la rébellion fut mort-née. Le complot avait été découvert, cependant, à Bologne et à Ravenne, et quelques conspirateurs, pour échapper à la vengeance du Légat, se réunirent, sous la conduite des frères Muratori, dans les Apennins où ils organisèrent une guerre de guérillas absolument décousue. Mais les montagnards ne leur donnèrent aucune aide; la petite bande fatiguée d'une vie hors la loi s'enfuit vers la Toscane ou vers des cachettes secrètes des montagnes, tandis que le cardinal Spinola envoyait leurs complices en prison ou à l'échafaud. Des critiques raillèrent les jeunes gens de Romagne qui s'imaginaient que « si Forli ou Faenza se soulevaient, toute l'Europe serait en flammes », et Mazzini, d'accord avec les plus sages d'entre les conspirateurs, finit par reconnaître la futilité de mouvements de ce genre. Tandis que les exilés à Paris tentaient de réunir les constitutionnales et les républicains sur un simple programme d'Unité italienne, il aurait préféré, quant à lui, attendre un peu. Ce fut justement à cette époque qu'eurent lieu les plus considérables de ces petits mouvements. Attilio et Emilio Bandiera étaient de jeunes nobles Vénitiens, officiers dans la marine autrichienne. Saturés de la littérature de la Jeune-Italie, ils

étaient arrivés à se convaincre que ce qui manquait à leur pays, c'était un exemple d'action brave et vigoureuse. Ils voulurent donner cet exemple en organisant une guérilla dans les Apennins du sud. Mazzini et d'autres firent ce qu'ils purent pour les en dissuader; mais, sourds à leurs raisonnements, sourds aux craintes de leur père, sourds aux prières de la jeune femme d'Attilio, ils décidèrent d'effectuer une descente en Calabre où la rumeur publique avait fait d'un soulèvement insignifiant une véritable insurrection. Désertant leurs navires, ils se réfugièrent à Corfou (mai 1844) et de là, avec quelques hommes, firent voile pour l'Italie. Ils avaient, dans leur correspondance avec Mazzini, dévoilé tout le détail de leur plan, confiants dans la « discrétion bien connue de la poste anglaise » ; mais leurs lettres furent ouvertes dans les bureaux de poste anglais et lord Aberdeen mit le gouvernement napolitain sur ses gardes[1]. Quand la petite troupe atterrit (17 juin) elle fut vite attirée dans une embuscade et capturée ; ils furent condamnés à être fusillés. Dans un moment de faiblesse, ils essayèrent de sauver leurs existences en prétendant que le mouvement était monarchiste et en appelant Ferdinand pour se mettre à leur tête : « Un roi de Naples, lui dirent-ils, est le seul roi d'Italie possible[2] ». Ce fut le seul acte indigne qui ternit leur honneur. Ils furent fusillés en criant : Vive l'Italie ! Leurs sentiments chevaleresques, leur mort cruelle, leurs proclamations au nom de l'Indépendance et de l'Unité italienne firent une sensation profonde. Gioberti leur reprocha, avec son invective impétueuse, d'avoir « détruit de nobles existences pour un rêve ». Mais ils avaient atteint leur but. Ils « avaient prouvé que des Italiens savaient mourir » ; ils secouèrent le pays de sa torpeur. Cependant, l'expédition porta un coup fatal à la Jeune-Italie. Il était plausible, quoique faux, de représenter Mazzini poussant, du lieu où il se trouvait en sûreté, les Bandieras vers une entreprise sans espoir ; et l'odieux qui en retomba sur lui donna une grande impulsion à une nouvelle école qui commençait à lui contester la direction de la Révolution.

1. Voir vol. II. Appendice c.
2. Ricciardi e Lattari, *Bandiera*, 160.

CHAPITRE VIII

LES MODÉRÉS

1843-1846

La réaction contre la Jeune-Italie. Les réformateurs sociaux : Congrès scientifiques ; chemins de fer. Les modérés : I. Les nouveaux Guelfes ; le *Primato* de Gioberti ; II. L'École Piémontaise ; les *Speranze d'Italia* de Balbo ; d'Azeglio ; ses *Ultimi Casi di Romagna* ; les Albertistes ; le règne de Charles-Albert ; ses réformes ; les plans de chemins de fer ; le Roi et l'Autriche ; le développement du libéralisme ; guerre de tarifs avec l'Autriche ; le Roi et les modérés.

Depuis la déconsidération des Carbonari, le mouvement démocratique et plus ou moins républicain qui se faisait autour de la Jeune-Italie avait inspiré le patriotisme actif du pays. Bien que, par intermittences, les démocrates eussent été à peu près seuls pendant les douze dernières années à brandir l'étendard de l'indépendance italienne, ils se trouvaient maintenant en face d'un grand mouvement national-conservateur qui balayait tout le pays. Jusqu'à un certain point, sans doute, l'école modérée procédait du premier libéralisme de la période des Carbonari, conservant et développant sa politique nationale, et, par crainte du programme démocratique de la Jeune-Italie, se retournant vers la pensée plus conservatrice et plus circonspecte qui avait inspiré et détruit les mouvements de 1821 et 1831. Il régnait contre les petits complots une répulsion farouche, à cause des existences qu'ils gaspillaient et des représailles cruelles qu'ils provoquaient. « Il est difficile, écrivait Gioberti après l'expédition de Savoie, de rester calme lorsqu'on réfléchit qu'une bande de jeunes gens inexpérimentés, quelque bonnes que puissent être leurs intentions, peuvent mettre en péril l'avenir de l'Italie. » Les Modérés portaient l'empreinte de l'école interprétative-didactique du *Conciliatore*, de l'*Antologia* et de Manzoni. On était généralement convaincu que tout mouve-

ment politique en avant était hors de saison, et que, pour le moment, mieux valait diriger les énergies de la nation vers l'enseignement et les réformes sociales. Des hommes tels que les Georgofils en Toscane et Cattaneo à Milan ou les réformateurs agricoles du Piémont, crurent que la propagation des écoles, des perfectionnements agricoles, l'installation de chemins de fer, la création de journaux littéraires et de sociétés scientifiques, devaient, pour leur génération, passer avant tout mouvement politique, bien que beaucoup d'entre eux s'ingéniassent à créer une atmosphère où le despotisme ne pourrait plus exister. Ils attaquèrent les dialectes et réussirent à rendre plus général l'usage de l'italien classique; ils créèrent des fermes-écoles; ils établirent des écoles maternelles et des caisses d'épargne. Ils fondèrent, sous la direction de Charles Bonaparte et de sir John Bowring, les congrès scientifiques qui se tinrent tout d'abord à Pise et à Turin en 1839 et 1840[1]. Les congrès furent d'abord d'incolores mais de très pratiques réunions de naturalistes et de savants qui s'assemblaient sous le patronage du gouvernement; mais il était impossible à des Italiens, faisant partie d'États différents, de se réunir sans donner à leurs assemblées quelque chose d'un caractère national. Les questions économiques suggéraient l'idée d'une ligue douanière, les problèmes sociaux conduisaient à la politique, la géographie à une conversation libre sur l'Italie. Les congrès scientifiques font partie des forces qui créèrent le nouveau nationalisme; et le Pape et le duc de Modène furent sages, à leur point de vue, en interdisant à leurs sujets d'y assister. Ce fut la même école qui donna aux chemins de fer la première impulsion sérieuse. Les nécessités militaires et les convenances royales, à défaut de considérations plus élevées, forcèrent aussi les gouvernements, exception faite pour les États de l'Église, à les favoriser. Une courte ligne, de Naples à Portici, fut la première inaugurée, en 1839; une autre ligne, également pour le plus grand confort d'une Cour, fut établie l'année suivante entre Milan et Monza. C'étaient là les préludes d'un grand réseau. La ligne de Milan à Venise fut commencée en 1840, et la première

1. Les autres Congrès se tinrent, en 1841 à Florence, en 1842 à Padoue, en 1843 à Lucques, en 1844 à Milan, en 1845 à Naples, en 1846 à Gênes, en 1847 à Venise.

section, de Padoue à Mestre, ouverte en 1842. Une ligne de Livourne à Pise, premier tronçon d'un chemin de fer pour Florence, fut mise en service en 1844. Ce ne fut qu'un peu plus tard que fut commencé le réseau piémontais, et déjà en 1845, Cesare Balbo fit campagne en faveur d'un tunnel sous les Alpes. Même dans le sud, on parlait d'une ligne pour Brindisi[1]. Mais, bien que le gouvernement aidât à l'installation des voies ferrées, les nationalistes furent seuls à se rendre compte de leur véritable importance. Ce n'est pas seulement que les chemins de fer promettaient de développer le commerce; les patriotes pensaient qu'ils constitueraient le plus puissant des intérêts matériels pour relier la péninsule. Comme le disait D'Azeglio, « ils coudraient la botte. » On considérait favorablement le projet d'une grande ligne côtière qui réunirait Gênes à Livourne, Civita-Vecchia et Naples. Le nombre considérable d'ouvrages publiés sur la question des chemins de fer montre à quel point le pays s'intéressait à leur développement.

Cependant, les réformateurs sociaux, presque malgré eux, tombèrent dans la politique. Le levain de Mazzini fermentait, bien qu'avec des résultats définitifs non prévus par lui, emplissant l'âme de ses lecteurs d'amour de la patrie et de pensées de gloire et d'indépendance. Giusti sapait le trône avec ses satires; Guerrazzi s'en servait pour enflammer les cœurs. Il y avait dans l'air du progrès et de la vie. La morbidité de la précédente décade avait disparu, et la grande masse des Italiens cultivés, qui avaient trop de bon sens ou trop peu de courage pour l'évangile de Mazzini, se tournèrent vers un programme nouveau conciliant le patriotisme et la prudence. Les hommes circonspects qui pensaient avec Balbo que « des conspirations malheureuses provoquaient un sentiment de défiance plutôt que de patriotisme »; les hommes sensibles qui hésitaient à prêcher au peuple le sacrifice et le martyre; tous ceux qui voulaient éviter d'entacher leur honorabilité par un contact avec un parti de démocratie intraitable; l'orthodoxe qui s'effrayait des éléments rationalistes de l'enseignement de Mazzini; l'homme « comme il faut », qui

1. Ferdinand II ne voulait autoriser aucun tunnel, sous prétexte qu'ils étaient immoraux; il adjoignit une chapelle à chaque station et ne permit pas aux trains de marcher la nuit et les jours de fête. Nemor, *Fine di un regno*, 338.

prenait mal son manque de déférence à l'égard des traditions sociales; le caractère italien qu'offensait le sentimentalisme fantasque de la Jeune-Italie ; la lâcheté qui faisait rechercher l'abri du trône et de l'autel ; le meilleur du sens commun italien et le pis de la médiocrité italienne : tout cela vint grossir les rangs du parti modéré.

Dès le commencement, il se scinda en deux groupes. Le premier était par-dessus tout catholique. Les nouveaux Guelfes, comme ils s'appelaient eux-mêmes, étaient les descendants directs des Romantiques de l'École de Manzoni. Sentimentaux, respectueux du passé, ils révéraient le catholicisme et la papauté comme sa personnification centrale. Ils essayaient de concilier leur respect envers les prêtres avec leur humanitarisme, avec leur sympathie très réelle pour les opprimés. Et ainsi, ils peignirent l'Église affranchie de l'asservissement sous lequel l'avait maintenue Joseph II et ses imitateurs, et le Pape indépendant et suprême arbitre des nations, comme les défenseurs du pauvre et les champions de l'Italie. Le catholicisme populaire des *Promessi Sposi* devait être le plus grand dogme de l'Europe moderne. Leur esprit profondément religieux, malgré son efféminement et son manque de virilité, en fit des moralistes. De même que Mazzini, ils prêchaient le devoir, la persévérance, l'instruction, les vertus domestiques ; contrairement à lui, ils prêchaient la passivité et la résignation. Dépourvus de courage moral, craintifs devant la route caillouteuse du progrès, faibles devant l'opposition, ultra-sensitifs dans leurs sympathies, ils esquissaient une Utopie de réconciliation des classes, où le Pape, les prêtres et les princes, gagnés à la justice et à la pitié, se reposeraient sur un peuple heureux et reconnaissant.

La tradition (qui avait sa contre-partie française dans les premiers ouvrages de Montalembert et de Lamennais) avait été nourrie, à l'école de Pavie, par Romagnosi et Cantù, par les suggestions de Rafaello Lambruschini sur les réformes de l'Église, par la réhabilitation historique de la papauté de Capponi et de Carlo Troya. En 1836, Nicolo Tommaseo, un poète doublé d'un critique, qui avait été exilé de Toscane à cause de ses écrits dans l'*Antologia*, publia à Paris[1] un appel aux prêtres et aux princes pour qu'ils coopérassent à l'œuvre

1. *Delle nuove speranze d'Italia.*

de régénération nationale, indiquant comme pivot du mouvement un Pape réformateur. Mais le livre de Tommaseo fut peu connu et la nouvelle école mit en relief un ouvrage, peut-être partiellement basé sur lui et qui parut sept ans plus tard (juin 1843). *La suprématie morale et civile des Italiens* était l'œuvre de Gioberti, un prêtre de Turin qui avait été exilé au commencement du règne de Charles-Albert. Dans sa versatilité, il avait reporté ses sympathies pour la Jeune-Italie à une école italienne de métaphysique, de réformes ecclésiastiques et de jansénisme[1], puis les avait enfin fixées sur l'indépendance italienne. Sa philosophie transcendante créait une Italie imaginaire, et quelques fragments d'histoire joints à quelques conceptions ethnologiques l'aveuglaient sur le passé et le présent véritables de l'Italie. Suivant un raisonnement remarquablement plus patriotique que logique, il prétendait que l'Italie, ayant été la patrie de Dante, de Vico, de Napoléon, devait être à jamais le pays des hommes « dynamiques », le berceau des génies créateurs. Presque dans les mêmes termes que Mazzini, il déclarait que les Romains ayant été le peuple élu pour propager l'idée de justice, puisque la Rome chrétienne a enseigné la paix et l'amour qui créèrent la civilisation moderne, l'Italie devait être toujours la nation rédemptrice, l'aînée de tous les peuples, le centre moral et spirituel de l'univers[2]. Une pareille dignité réclamait comme corollaire l'indépendance nationale, et l'indépendance seule était nécessaire pour refaire de son pays la première des nations. Mais Gioberti n'avait pas foi en l'Unité italienne. L'Italie, pensait-il, a été trop longtemps divisée pour en arriver à une union pacifique, et l'union, par la force, serait un crime. Il aurait désiré voir une fédération des États italiens sous l'autorité suprême du Pape, qui mettrait le pays en sûreté contre toute invasion étrangère et laisserait le champ libre pour une marine nationale, des colonies nationales, une ligne douanière et un système commun d'administration[3]. L'idée fédérative faisait partie du conservatisme qui imprégnait toutes ses pensées politiques. A l'exemple de Locke, il pose tout d'abord des premiers

1. Berti, *Gioberti*, 15, 23. Il disait, en 1847, à Mazzini, que son catholicisme était suffisamment élastique pour réunir tout le monde.
2. Gioberti, *Primato*, 14, 19, 27-32, 48.
3. *Ib.*, 57-58; *Prolegomeni*, 59, 158.

principes pour justifier le système de sa prédilection; il tombe souvent dans les conventions et fait de la philosophie la servante du fait existant. Le génie italien, annonce-t-il, est essentiellement monarchiste, aristocratique et fédéraliste. Le Pape doit conserver le Pouvoir temporel[1]; l'Église, comme héritière du clergé juif, doit conserver son ancienne indépendance; tous les bons Italiens sont tenus d'aimer et de révérer leurs princes. Son conservatisme, cependant, est des meilleurs. Quoiqu'il ne comporte aucun changement dans l'ordre social, chaque classe doit servir les intérêts de la grande idée nationale. Les temps étaient propices pour des réformes, et les princes devaient instituer des assemblées consultatives et étendre la liberté de la presse. Les nobles doivent justifier de leurs titres à être des dirigeants, renoncer aux prérogatives de la féodalité, et respecter leurs inférieurs. Les prêtres doivent s'instruire, s'affranchir de tout soupçon de mondanité, être tolérants à l'égard des autres croyances, et être aussi francs envers les princes qu'envers le peuple. Même les jésuites sont appelés à l'aide, et tout le pays invoqué pour secouer le poids de la médiocrité qui maintient la nation à un niveau inférieur. Les résultats du livre de Gioberti furent considérables. Comme Mazzini, il avait des accents virils d'encouragement et d'espoir, un souvenir et une prophétie de hautes destinées, profondément nécessaires à une génération fatiguée et désillusionnée. Il enseignait, comme Mazzini, qu'il était lâche de désespérer de vingt millions d'hommes. Comme lui, il faisait de leurs espoirs le pivot de l'indépendance nationale, et, tout fédéraliste qu'il était, il aida à grossir le courant qui allait vers l'unité. Mais Gioberti se séparait de Mazzini lorsqu'il disait aux Italiens de considérer comme devant les sauver le Pape et le roi du Piémont. Le sort de l'Italie, disait-il, dépend de l'alliance de Rome et de Turin. Il avait tout l'orgueil d'un Piémontais et était d'avis que le royaume subalpin était la capitale des armes et de la civilisation italiennes. Rendant à Charles-Albert un mauvais service[2], il montrait comment la

1. Il était déjà hésitant à ce sujet lorsqu'il écrivit les *Prolegomeni*, *q*, *v*, 89.

2. Ainsi, de nouveau dans *Prolegomeni*, 157; dans son *Rinnovamento*, I, 507, il déclare qu'il ne pensait pas ce qu'il a dit sur Charles-Albert. Ainsi, également, il désavoue ses éloges sur Rome; *ib.*, I, 20; II, 144, et Berti, *op. cit.*, 151, 187. Mais il avait fait sans doute ce désaveu pour les besoins de sa politique ultérieure.

piété virile et la ténacité de la maison de Savoie avaient discipliné son état, et prophétisait qu'il était réservé à la branche Carignane d'employer son énergie à des desseins plus grands. Mais, bien qu'il flattât Charles-Albert, il réservait ses plus grands honneurs pour le Pape. La vieille idée moyennâgeuse d'un pontife réformateur ressuscita. Il dit toutefois à Grégoire (car même Gioberti ne pouvait l'idéaliser) de ne pas attendre pour lui-même ce jour heureux, mais de se réjouir des hautes destinées réservées à son successeur. Le pape, comme héritier des traditions des Guelfes, devait affranchir l'Italie des barbares ; comme ami véritable et des princes et des peuples, il tiendrait entre eux la balance. Par sa médiation, le pape serait le champion du droit et de la religion contre les rois « très chrétiens » et les saintes-alliances. Et encore, répétant presque mot pour mot les paroles de Mazzini, Gioberti prédisait que de l'Italie, siège et cour de la monarchie spirituelle, que de Rome, la ville éternelle, indépendante des changements et du temps, partirait le mot qui régénérerait le monde moderne.

Le livre devint rapidement et extraordinairement populaire ; c'était un livre sans danger ; les timides, les dévots, les prêtres y trouvèrent une doctrine agréable, qui conciliait le patriotisme et les préjugés. Le clergé fut gagné par son ton catholique[1], les hommes d'État nationaux par son éloge des princes de Savoie. C'est en vain que les sceptiques et les anti-papistes signalèrent les scandales de la cour de Grégoire et l'épouvantable désordre régnant en Romagne ; c'est en vain que Niccolini répliqua que, pour régénérer l'Italie, le pape devrait commencer par se « dépapiser » lui-même ; c'est en vain que, d'un autre côté, les Jésuites refusèrent de répondre aux avances de Gioberti et attaquèrent sauvagement son « édifice libéral à l'écusson pontifical ». Les Franciscains et les Dominicains s'érigèrent en défenseurs de son orthodoxie, et il devint le champion du clergé libéral. Et lorsque, irrité par les attaques des Jésuites et courroucé par le Sonderbund[2] et l'exécution des Bandieras, il mit au

1. *e. g.* Pecci (depuis Léon XIII) ; Berti, *op. cit.*, 157.

2. Le Sonderbund était le nom pris par l'Association des sept cantons catholiques de la Suisse contre le gouvernement fédéral, qui fut formée en 1843. La Diète ayant décrété l'expulsion des Jésuites, ils refusèrent d'obéir (septembre 1847). Une guerre civile qui dura dix-sept jours (novembre 1847) se termina par leur défaite complète.

ban, dans ses *Prolegomeni* (1845) les Jésuites et les Bourbons de Naples, il ne fit qu'exprimer l'indignation nationale, et sa renommée s'en accrut encore.

Mais, tandis que Gioberti portait tout ce qui se présentait à lui devant l'imagination populaire, il y eut des cerveaux plus rassis qui n'acceptèrent pas sa version concernant la Papauté, qu'il abandonna du reste lui-même presque entièrement dans ses *Prolegomeni*[1] ! Les élégants Voltairiens de Florence et de Milan, les personnalités s'adonnant à l'étude du Dante, comme Gabriel Rosetti, les démocrates les plus fervents de l'école de Mazzini, les misérables sujets du pape, considéraient comme impossible que n'importe quoi de bien pût venir de Rome. Par-dessus tout, les hommes d'État libéraux du Piémont, bien qu'ils pussent se réjouir du panégyrique de Gioberti sur leur pays et de la réaction contre la démocratie et les conspirations de la Jeune-Italie, espéraient peu qu'un pape se mît à la tête de la cause de la nationalité et des réformes. C'est la foi de Gioberti en la maison de Savoie qui, dans sa doctrine, attira surtout leur attention. Cette école d'hommes d'État nationaux avait déjà rencontré cette opinion dans un pamphlet[2] excellent mais peu connu, publié à Paris en 1841 par Mamiani, un des chefs exilés de la révolution de 1831. Mamiani pensait que, tôt ou tard, l'Italie conquerrait son indépendance à la suite d'une guerre acharnée sous un prince italien et sans le secours de l'étranger. Mais elle devait attendre l'opportunité d'embarras en Autriche, et des années d'éducation patriotique étaient nécessaires pour que les masses fussent à même d'y prendre part. Son programme politique était la réforme personnelle, l'adhésion du clergé et des riches, l'éducation nationale, la réforme de l'Église, et des mesures socialistes modérées destinées à rendre au peuple de la confiance et un sentiment de dignité le mettant à même de coopérer à cette grande œuvre.

Mais le livre de Mamiani, ouvrage d'un homme d'État tel qu'il était, n'eut pas de répercussion, car il ne s'attachait à aucun fait politique existant[3]. Les hommes d'État trouvèrent

1. Gioberti, *Prolegomeni*, 60.

2. *Nostro parere intorno alle cose italiane*, publié à nouveau dans ses *Scritti*. Voir Gori, *Rivoluzione*, 69. Son programme social est intéressant ; voir plus loin, chapitre XIV.

3. De même les *Veri Italiani* ; voir à ce sujet Mazzini, *Opere*, VII, 143 ; *Archivio triennale*, I, 44-45.

leur réelle expression dans l'École piémontaise qui représentait jusqu'à un certain point la tradition anti-papiste et gibeline. La politique du gouvernement de Turin avait consisté à faire de l'Église une branche de l'administration; il préférait un clergé commun et docile, maintenu en bon ordre par des concordats. Tandis que les partisans de Manzoni avaient joint leur patriotisme à la cause de l'Église, et attaqué le gouvernement autrichien comme janséniste et irréligieux, les hommes d'État piémontais avaient peu de confiance dans le pape et concentraient leurs espoirs sur l'érastienne Maison de Savoie. C'étaient pour la plupart de nobles Piémontais, orgueilleux du passé du Piémont, ayant foi en ses destinées, et héritiers de la haine traditionnelle contre l'Autriche. Ils avaient l'amour bureaucratique d'un bon gouvernement, l'horreur bureaucratique des sentiers non battus, le mépris bureaucratique des théories et des credos politiques. Quelques-uns avaient un vernis de libéralisme; quelques autres désiraient copier O'Connell et s'agitaient, dans les limites de la loi, pour obtenir des institutions plus populaires [1]. Mais aucun n'était démocrate. Ils désiraient voir les États de Naples et de l'Église mieux gouvernés; ils étaient disposés à absorber la Lombardie, favorables à une fédération italienne en vue d'une défense commune et d'une union douanière. Mais ils étaient opposés à l'unité. Ils hésitaient devant les luttes que comporterait toute tentative pour la réaliser; ils craignaient que Turin n'eût à céder ses honneurs métropolitains à Milan ou à Rome.

Au même moment où les nouveaux Guelfes prirent comme bible le *Primato* de Gioberti, l'École piémontaise eut son manifeste dans les *Speranze d'Italia* [2] de Cesare Balbo. Ce dernier était le fils du ministre réformateur de Victor-Emmanuel; il rappelait une carrière quelque peu faible et inconsistante, mais il avait hérité des ambitions de l'École subalpine et n'avait pas été sans être touché par l'idéal national le plus large. Son livre, traité fastidieux et sentencieux, avait été publié à Paris en 1843, quelques mois après l'apparition du *Primato*. Balbo était un admirateur et un disciple déclaré de Gioberti, mais

1. Balbo, *Speranze*, 153.
2. Pour l'histoire de ce titre, voir Bianchi, *Santa Rosa*, 30-31; Ricotti, *Balbo*, 156.

il mettait ses espérances non pas en Rome, mais en Turin. Le livre entier est un appel discret à Charles-Albert, servilement tendre à l'égard de ses préjugés anti-libéraux, encourageant à la fois les côtés les plus vils et les plus nobles de son patriotisme, et lui promettant et la couronne glorieuse de Libérateur et l'accroissement territorial que comporterait l'expulsion des Autrichiens[1]. Non pas qu'il eût en vue l'ambition plus haute d'une couronne d'Italie : le royaume d'Italie était pour lui un rêve de fanatique et il considérait que l'avenir politique du pays résidait en une fédération. Mais une fédération n'était ni possible ni désirable tant que les Autrichiens occuperaient le pays. « Sans l'indépendance nationale, toutes les autres bonnes choses sont néant », et la possession, par l'étranger, d'une seule province, était fatale à la dignité et à la prospérité des autres, fatale à l'industrie et à l'art italiens, dégradant directement ou indirectement le caractère de la nation entière. Il fallait donc, avant toute autre chose, vouloir l'indépendance, — avant l'unité, avant la liberté constitutionnelle ; mais on ne pouvait y parvenir, ni par une guerre de princes, ni par une guerre de peuples, ni grâce à l'appui d'une autre nation, mais bien, — conclusion d'impuissance semblait-il à ses contemporains, — grâce à la scission prochaine de l'empire de Turquie, qui accaparerait l'Autriche à l'Est, et lui permettrait « de faire don à l'Italie de son indépendance »[2].

Mais Balbo se montrait aussi sous un autre jour. Salvagnoli pouvait railler l'homme d'État qui comptait sur les Turcs, comme sauveurs. Le prédicateur du quiétisme, le politicien vacillant, avait un évangile vaillant. Si l'Italie devait devenir indépendante, il fallait que son caractère l'en rendît digne ; elle ne devait plus être plus longtemps « le pays de l'olivier et de l'oranger » ; elle devait se guérir de son vice originel : l'indolence ; et, de même que le Père Matthews avait été le meilleur auxiliaire d'O'Connell[3], de même en Italie, le caractère et l'indépendance devaient marcher à l'unisson. Tout le livre est empreint d'un vigoureux optimisme. Il attaque les diverses écoles de désespérance ; il a pour thème les espérances du

1. Balbo, *Speranze*, 131, 143-158.
2. Balbo. *Speranze*, 127-128.
3. *Ib.*, 167.

pays : « Une nation de vingt millions d'hommes est invincible si elle est unie et a du caractère ». Sa conclusion est celle de Gioberti : « Que chaque homme fasse son devoir suivant sa situation, et la Providence fera le reste ».

Son enseignement fut propagé par son ami Massimo D'Azeglio, comme lui de noble origine piémontaise. Destiné à la carrière des armes, il scandalisa la société de Turin en préférant gagner sa vie avec son pinceau. Pour un artiste, l'air de Turin était méphitique ; aussi D'Azeglio, le premier Piémontais qui pratiquement ait été un Italien, partagea-t-il sa vie entre Rome, Milan et Florence. Il avait fait des tableaux, écrit des romans, étudié la société, mais rien fait qui fût très bien. C'était un parfait gentilhomme, un homme du monde élégant et accompli, mais insolent, manquant de vaillance et d'énergie, jamais disposé à entreprendre un travail désagréable : un véritable dilettante de la politique. Mais, quoiqu'il fût aristocrate de cœur et que son vernis démocratique provînt plus d'ostentation que de conviction, sa bourse légère, ses manières franches, sa profession ouverte, bien que superficielle, de sympathie envers les opinions avancées, lui valurent l'estime des démocrates, et ses romans l'avaient rendu populaire par toute l'Italie. Mais, tandis que Balbo partageait la tendresse de Gioberti à l'égard de Rome, D'Azeglio la considérait d'un mauvais œil. A l'automne de 1845, il fut invité à prêcher en Romagne l'évangile piémontais. On ne sait pas exactement si cette invitation lui fut faite par des agents piémontais qui y étaient déjà à l'œuvre, ou par des habitants du pays craignant que la mort imminente de Grégoire ne fût suivie d'un soulèvement de la Jeune-Italie et de l'occupation autrichienne. D'Azeglio s'y rendit et prêcha l'agitation au grand jour et la foi en Charles-Albert ; et, malgré les mauvais souvenirs qui s'attachaient au roi du Piémont et l'inclination des jeunes Libéraux à se reposer sur leurs propres énergies républicaines, il y gagna l'adhésion d'un groupe considérable et influent. Il n'eut pas le même succès en voulant détruire les traditions de révolte locale. Il avait à peine quitté la Romagne que le terrorisme qui suivit le soulèvement des Muratori poussait quelques Libéraux de Ravenne à prendre les armes à Rimini où ils publièrent un manifeste « aux princes et aux peuples d'Europe », avant d'être expulsés au delà de la frontière toscane.

Le soulèvement était en lui-même de peu d'importance. Mais c'était la première manifestation publique de l'esprit nouveau. Bien qu'un certain nombre de ceux qui y prirent part appartinssent à la Jeune-Italie, c'était un fragment d'une agitation plus considérable, préparée par des hommes comme Mamiani et Farini qui se séparaient du parti révolutionnaire, et le manifeste, rédigé par Farini, portait leur marque distinctive. D'Azeglio ne put empêcher le mouvement, mais, il révèle son influence[1]. Le but du soulèvement était de forcer la Papauté à se sauver elle-même au moyen de réformes. Quelque terribles que fussent les accusations que portait le manifeste contre le gouvernement pontifical, il restait respectueux de la personnalité du Pape et de la dignité de son siège. Ses demandes spécifiques n'étaient guère que celles du mémorandum des puissances de 1831, à peine amplifiées. Il excusait la rébellion comme produite par la nécessité et faisait appel à l'opinion publique. L'esprit nouveau apparut si menaçant que la Cour romaine reconnut sa puissance en publiant une réponse très étudiée. D'Azeglio saisit l'occasion pour faire une déclaration en faveur de la politique progressiste du Piémont. Il publia clandestinement à Florence un pamphlet *Sur les derniers événements de Romagne* dans lequel il faisait une analyse modeste et tempérée des causes et du caractère de la rébellion malheureuse. C'était un commentaire mordant du rêve d'une Papauté rédemptrice. D'Azeglio professait de la vénération pour le chef de l'Église catholique et hésitait devant tout schisme devant détruire le seul lien d'unité formelle en Italie. Mais il étalait franchement les différences extrêmes qui existaient entre les pratiques du gouvernement pontifical et les principes divins qu'il professait. Le pape ne pouvait ignorer l'obscurantisme obstiné sous lequel grondait le pays, les dénis de justice, la mauvaise gestion économique et financière, les monopoles qui étranglaient le commerce, les mercenaires Suisses et les assassins Sanfédistes, l'opposition à laquelle se butait toute chose ayant le plus petit caractère d'une innovation : l'enseignement et les chemins de fer, les banques, les sociétés agricoles et les con-

1. Farini, *Roman State*, I, 115-128; d'Azeglio, *Ultimi Casi*, 76-98; *Archivio triennale*, I, 48-52; Gaiani, *Roman Exile*, 270; Guerrazzi, Appendice, 88; Gualterio, *Rivolgimenti*, I, 220-221.

grès scientifiques. La responsabilité, insistait-il, en retombe sur la Papauté, elle doit cesser de diriger un navire qui ne sent pas le gouvernail, elle doit mettre fin à l'inique proconsulat des légations et accorder au moins la justice civile que l'Autriche donne à ses sujets ; le gouvernement pontifical ne pouvait reposer sur la coercition ; actuellement il n'y avait plus d'autre base pour l'autorité que l'opinion publique et le consentement des gouvernés, et devant cette Cour suprême, le Pape lui-même devait s'incliner [1].

D'Azeglio se tourna ensuite vers les Libéraux. Tout en reconnaissant la provocation et en admirant leur courage, il protestait que ces petites révoltes locales ne conduiraient pas à l'indépendance. Aucune minorité n'avait le droit de mettre en jeu l'avenir du peuple et de plonger le pays dans un conflit si gros de risques. Elle tendait ainsi à rapetisser la grande lutte nationale à des proportions d'efforts provinciaux et à faire perdre le sentiment du but élevé à atteindre. Quand les Italiens combattront, tous devront prendre part à la bataille ; mais les temps n'étaient pas mûrs pour une guerre, alors que les Autrichiens étaient prêts à écraser tout appel aux armes. L'Italie devait d'abord apprendre à acquérir une patience virile, par le sacrifice et le refus d'incliner son esprit. La patience était difficile à des hommes qui bouillaient sous la tyrannie ; mais d'autre part, la révolte se heurtait à la protestation publique, pacifique, mais raisonnée et constante. C'est le mérite de D'Azeglio d'avoir reconnu la puissance de l'opinion publique et de s'être rendu compte de ce qu'elle pouvait obtenir du gouvernement le plus despotique. Il possédait le jugement froid d'un homme d'État, la patience qui, laborieusement, établit des fondations ; mais ses théories en firent l'instrument des circonstances et il manqua de la foi qui crée des forces nouvelles et modifie les faits.

D'un coup, le livre créa un parti. Bien que Charles-Albert ne fît pour le moment aucun signe et que ses partisans eussent été discrédités en Romagne, par suite de l'inutilité de leur jactance au sujet de l'appui du Piémont, bien que D'Azeglio lui-même ne mît manifestement pas en pratique dans le Piémont ses maximes personnelles de courage civique et d'agitation, cependant, parmi les hommes prudents qui avaient pesé les

1. D'Azeglio, *Ultimi Casi*, 46, 99-100, 104-119.

chances d'une guerre contre l'Autriche et les timides qui désiraient voir faire au Piémont ce qu'ils n'osaient entreprendre eux-mêmes, D'Azeglio devint le chef des « Albertistes » qui mettaient leurs espérances dans le roi de Piémont. Les républicains reconnurent qu'il était impossible d'aller contre le courant. Des jeunes gens qui, en 1833, avaient été républicains, passèrent vite dans l'autre camp [1]. L'élan était tellement irrésistible que Mazzini, malgré ses convictions, se rendit compte qu'il était nécessaire d'arriver à un compromis et offrit d'abandonner, tout au moins pour le moment, sa propagande républicaine si, de l'autre côté, les Modérés acceptaient d'abandonner leur idée de Fédération pour travailler à l'Unité [2]. Ainsi la classe nombreuse de ceux qui désiraient vivement voir l'Italie libre, qui étaient révoltés par le mauvais gouvernement, mais qui, dépourvus de chefs ou de plans personnels, repoussaient le programme de la Jeune-Italie, vint grossir les rangs des Modérés et des Albertistes. Mais pour le moment, ils avaient peu de cohésion. Certains désiraient associer le Pape au mouvement ; d'autres, comme Giacomo Durando dans sa *Nazionalità Italiana*, et Luigi Torelli, l'auteur de l'anonyme *Pensieri sull'Italia* ne pensaient qu'à le désarmer et auraient voulu le contraindre à une abdication effective du Pouvoir Temporel [3]. D'aucuns, comme Balbo, étaient indifférents à l'égard des libertés civiles ; d'autres plaçaient une liberté constitutionnelle aussi haut et même plus haut que l'indépendance. Certains jalousaient l'expansion piémontaise et s'opposaient au moins à toute annexion au delà de la vallée du Pô. Certains autres, comme Gioberti, désiraient voir Charles-Albert « souverain moral de l'Italie » et auraient partagé la péninsule entre le Piémont, Naples et peut-être la Toscane ; et il y avait une faction, notamment parmi les républicains à moitié convertis, qui espérait que Charles-Albert serait entraîné malgré lui dans une politique

1. Castelli, *Ricordi*, sub. in ; G. Torelli, *Ricordi*, XVI ; Mazzini, *Lettres intimes*, 102, 117 ; Orsini, etc., *Lettere*, 37, 39 ; *contra* Ricciardi, *Conforti*.
2. Mazzini, *Duecento lettere*, 155 (avril 1846) ; voir également : Un Siciliano, *Sentimento*, 22, 35 ; *Archivio triennale*, II, XIX.
3. Comparez Castelli, *Saggi*, 49, 85, avec Durando, *Nazionalità*, 85-102, Gioberti, *Prolegomeni*, 315, et Anonimo Lombardo, *Pensieri*, 59, 60. Les germes de la plupart des idées principales de la période suivante se trouvent dans le très ingénieux ouvrage de Durando.

qui ne s'arrêterait que lorsque les rois du Piémont seraient rois d'Italie.

Cependant Charles-Albert justifiait jusqu'à un certain point les espérances de ses partisans. Pendant les premières années de son règne, il avait semblé avoir perdu son premier et noble idéal. Impressionnable, timide, un peu efféminé, il s'était abandonné, par moments, aux mains du parti clérical. L'expédition de Savoie l'avait terrifié, et sa répression cruelle avait agrandi l'abîme existant entre lui et les Libéraux. Il protesta qu'il ne transigerait jamais avec eux ; son gouvernement aida l'Autriche à contraindre la Suisse à expulser les réfugiés ; même en 1837, il risqua de s'aliéner l'amitié de l'Angleterre et de la France, en épousant violemment la cause de don Carlos en Espagne. La Cour, sévère et hypocrite, était absorbée par des questions d'étiquette, et le ministère fut presque culbuté parce que la femme d'un ambassadeur avait porté une coiffure réservée aux princesses royales. Au jeune Camillo Cavour, de retour de Londres et de Paris, le Piémont apparut comme « une sorte d'enfer intellectuel ». Puis le roi tomba malade; l'ascétisme et la diète aggravèrent le mal qu'avaient causé de précoces excès ; il devint la proie de médicastres qui, tout invraisemblable que paraisse l'histoire, perpétuèrent son état de faiblesse, étant payés pour cela, a-t-on dit, par l'Autriche [1]. L'influence de charlatans religieux, le remords des atrocités de 1833, la connaissance de la conspiration qui s'agitait autour de lui, accrurent sa nervosité et son manque d'énergie.

Mais il ne devint jamais l'instrument aveugle des réactionnaires. Les vieux souvenirs conservaient leur influence ; il avait, pour le bien et le mal, une théorie puissante de royauté consciencieuse qui le rendait jaloux des empiètements de Rome et l'incita à prendre des mesures en vue de se rendre maître d'un plus grand nombre de sujets plus prospères. Il n'avait point alors un plan réfléchi de réformes constitutionnelles, comme ce fut le cas au cours des dernières

1. Bersezio, *Regno*, II, 18 ; Predari, *Primi Vagiti*, 82-83. Il se nourrissait principalement de pommes de terre et d'épinards.

années de son règne. Sans doute il aurait fait plus, n'eussent été la crainte de voir l'armée autrichienne marcher sur Turin, et la pression insinuante quotidienne du parti clérical. Son idéal n'allait pas au delà d'une autocratie éclairée et progressive; il pensait qu'un gouvernement personnel puissant était nécessaire pour la sauvegarde de la nationalité piémontaise. Et cependant, sous son attitude froide, pleine de réticences, vibraient un certain sentiment d'enthousiasme et de sympathie, une délicatesse de conscience pure quoique torturée, qui le rendirent capable de grandes choses quand l'occasion s'en présenta.

Quoique les difficultés avec lesquelles il se trouva aux prises fussent aggravées par sa poltronnerie, sa position l'obligeait presque à avoir une conduite terne et douteuse. Il était placé, suivant une expression qu'on lui attribue, « entre le poignard des Carbonari et le chocolat empoisonné des Jésuites ». L'opposition persistante qu'il rencontra à tout instant ne fit qu'accroître son indécision. Jamais naturellement franc, il devint de plus en plus intrigant, débarquant ses ministres l'un après l'autre, moins par méchanceté que par finasserie politique. Lentement, presque honteusement, il rendit le gouvernement plus libéral. Pendant un moment, toutefois, le ministère fut dirigé par Della Margherita, homme étroit et tenace, favorable à l'indépendance nationale, mais soucieux de rester en bons termes avec l'Autriche et redoutant tout mouvement en avant, comme dangereux pour l'étroite discipline religieuse qui formait son idéal politique. Mais, comme contrepoids, le roi lui adjoignit Villamarina, un ministre constitutionnel de 1821, qui, bien que non Libéral, détestait les cléricaux. Le roi, irrité de la résistance des Jésuites dont l'organisation puissante servait à annihiler l'exécution de ses réformes, donna sa confiance à Villamarina. Lentement, homme par homme, les éléments les plus réactionnaires furent expulsés du Cabinet jusqu'à ce que Della Margherita restât seul.

Le plan de réformes administratives de Charles-Albert était remarquable. « Je crois, disait-il, à une date ultérieure, que nous sommes le plus agréables à Dieu en utilisant chacune des découvertes de la science et de l'art pour le plus grand bien du peuple. Un gouvernement doit, de lui-même, se placer à la tête du progrès ». Ses commissions juridiques

publièrent les Codes Albertins (1837-1847) qui formèrent plus tard la base de la loi italienne. Sauf qu'ils laissaient les mariages sous le Droit Canon et conservaient presque intacts les privilèges ecclésiastiques, ils pouvaient être placés au rang des lois des plus éclairées d'Europe [1]. Les coutumes féodales furent abolies en Sardaigne où, à l'inverse de toute l'Italie, elles avaient encore sanction légale. Villamarina réorganisa l'armée suivant un système territorial et à court service. Les droits protecteurs furent légèrement diminués (1835) et la prospérité de Gênes revivifiée par un décret instituant la ville, tout au moins en partie, port franc (1842) [2]. Della Margherita conclut avec l'étranger une série de quinze traités de commerce. A l'intérieur, le gouvernement accorda des subventions pour développer l'industrie séricicole, abolit les corporations et réforma la poste. Le Roi fit des commandes aux meilleurs peintres et sculpteurs d'Italie ; de nouvelles chaires furent fondées à l'Université de Turin ; les historiens furent encouragés, quoique seulement dans l'étude des annales de la maison royale ; des traités concernant la propriété littéraire furent conclus avec tous les États italiens, sauf Naples. En 1840, le second congrès scientifique se tint à Turin. Même à l'égard de l'Église dont il était le fils dévot, le Roi fit preuve d'indépendance. Malgré Della Margherita, il défendit les privilèges gallicans des évêques contre les attaques de Rome et refusa de reconnaître en Savoie les décrets trentiniens. Les Vaudois furent plus ou moins protégés et le gouvernement ferma les yeux sur leurs subterfuges pour échapper aux lois cruelles qui pesaient toujours sur eux. Quand le clergé s'opposa aux écoles laïques d'enfants et aux sociétés de secours, le roi « considéra ces questions d'un point de vue diamétralement opposé au sien ». S'il appuyait les prélats contre le Pape, il ne leur permettait pas de se soustraire à la loi, et il fut interdit aux Jésuites de célébrer des offices où Hildebrand était loué pour avoir sapé la puissance de princes. Par-dessus tout peut-être, ses pensées allaient vers le développement commercial. Pour cela, le pays avait besoin, en premier lieu, de chemins de fer, et le Roi se proposa d'y employer le sur-

1. Sclopis, *Sardegna*, 50 et seq. ; Portalis, *Code civil* ; Bianchi, *Diplomazia*, III, 193.
2. Rubattino commença à faire son service de paquebots en 1841.

plus de ce que ses finances économes avaient accumulé [1]. Déjà en 1833, une ligne était en projet, de Gênes à Arona sur le lac Majeur. Le gouvernement espérait s'assurer une grande partie du commerce anglo-méditerranéen, par un arrangement avec la Suisse pour continuer la ligne jusqu'à Coire où elle rencontrerait la ligne d'Ostende [2]. Ce plan excita la jalousie de l'Autriche, car le commandement du réseau septentrional devait donner au Piémont une influence commerciale prépondérante dans l'Italie centrale et méridionale. Les capitalistes de Vienne et de Trieste se déclarèrent pour une ligne rivale de Livourne à Trieste par Florence et Bologne, isolant ainsi Gênes, et leur gouvernement patronna la ligne projetée du Brenner.

Les discussions au sujet des chemins de fer furent le premier fait qui signala au monde la tension croissante des rapports avec l'Autriche. Charles-Albert n'avait jamais pardonné à Metternich ses efforts supposés pour l'évincer du trône ; il était très sensible à la jalousie historique existant entre les deux États ; il se rappelait que plus d'une fois l'opinion publique l'avait désigné pour être, dans l'avenir, roi de l'Italie du Nord. Il savait que Metternich avait eu des intrigues avec ses ministres réactionnaires, qu'il les avait poussés, peut-être, à projeter une occupation autrichienne, et qu'il était espionné par lui, et dans sa correspondance, et dans chaque détail de sa vie [3]. Déjà en 1835, Della Margherita s'était rendu compte de la direction des pensées du roi et avait tenté de l'en détourner ; trois ans plus tard, s'entretenant de souvenirs privés de 1821, Charles-Albert parlait « de remettre le mousquet à l'épaule pour une nouvelle guerre avec l'Autriche ». Et cependant, soit par dissimulation, soit parce qu'il subit l'influence de son premier ministre, il permit les sympathies déclarées de son gouvernement pour elle [4], et il maria son fils, le duc de Savoie, avec la fille de l'archiduc Rainerio ; mais Della Margherita lui-même finit par

1. Voir Cavour, *Lettere*, I, 78 ; V, 116, 122.
2. Gualterio écrivait en 1851 que le roi désirait entrer en relations plus étroites avec l'Angleterre, prévoyant l'alliance occidentale contre la Russie ; *Rivolgimenti*, II, 149.
3. Gualterio, *op. cit.*, I, 618, 625-629 ; III, 176-179 ; Bianchi, *op. cit.*, IV, 88.
4. Bianchi, *op. cit.*, IV, 363 ; Metternich, *Mémoires*, IV, 266, 267.

s'irriter des prétentions persistantes de l'Autriche à diriger le Piémont, et en 1843, à l'occasion d'une querelle de patrouilles à la frontière, le roi menaça « de faire sonner les cloches, du Tessin à la Savoie, et de pousser le cri de l'indépendance lombarde ». Il distribua une médaille représentant le lion de Savoie marchant sur un aigle jeté à terre, avec cette légende suggestive : « J'attends ma destinée ». La cause de la nationalité, dont il basait le caractère sacré sur l'autorité des Écritures [1], la politique traditionnelle de sa famille, la haine de la puissance rivale, un désir plaintif de racheter 1821 et 1833 et de redevenir une fois de plus l'espoir de l'Italie, le poussèrent, à un âge prématurément avancé, à porter un coup décisif. Mais son étrange patience, qui le portait à éviter tous les obstacles sans cependant perdre de vue le but final, le laissa toujours en train d'attendre la grande occasion.

Au fur et à mesure que ses desseins contre l'Autriche mûrissaient, il était inévitablement porté à se rapprocher de son peuple. Grâce peut-être à son éducation française, il n'avait jamais partagé l'exclusivisme de son aristocratie. Il s'était employé, dès les premiers jours de son règne, à renverser les barrières qui séparaient la noblesse de la bourgeoisie. Il patronna la sincère philanthropie dans laquelle s'étaient enrôlés les meilleurs individus des deux classes, développant les caisses d'épargne, les écoles maternelles, et les refuges pour les indigents. Une douce opinion démocratique osa se montrer ; la désapprobation publique rendit rares les majorats ; les Jésuites virent leurs écoles se vider à moitié ; Brofferio, un conspirateur de 1831, donna au *Messagiere Torinese* une couleur libérale nouvelle parmi le journalisme piémontais. Le roi autorisa (1842) la fondation d'une Société agricole nationale, dont les réunions fournirent aux Piémontais et aux Lombards des occasions de discussion publique, et qui, malgré le frein royal, sentait qu'elle avait quelque chose de plus à faire que « de s'entretenir de la culture des choux ». Le *Primato* de Gioberti fut autorisé à circuler, et le poète Prati fut chargé d'écrire une chanson de marche qui contenait cette allusion hardie :

> « Nous tous sommes d'un même pays,
> Un même sang coule en nos veines... »

1. Deut., XVII, 15; Cibrario, *Missione*, 47.

Cependant la tension avec l'Autriche devenait plus menaçante. Au commencement de 1843, une discussion s'éleva au sujet du commerce du sel avec le canton du Tessin. Suivant les stipulations d'un ancien traité, le Piémont avait renoncé à ce commerce ; mais le sel arrivant de Lombardie en quantité insuffisante, le Canton fit appel au Piémont pour combler la différence. Ce sel, qui constituait un monopole d'État, fut envoyé, et l'Autriche dénonça le Piémont comme infidèle à sa parole. La discussion devint une question de prestige. L'Autriche essaya d'exclure le Piémont des signataires du traité de Florence (octobre 1844). Le traité devait border le Piémont, à sa frontière Sud-Est, par un territoire de Parme ou de Modène, et, en réponse, Charles-Albert menaça le Grand-Duc d'une alliance défensive des princes italiens. Dix-huit mois plus tard, lorsque l'Autriche frappa de droits prohibitifs les vins piémontais (avril 1846) le gouvernement, sur le conseil de Della Margherita, stigmatisa ce fait comme un acte de représailles. La tentative d'intimider le Piémont avait manqué son but, et l'opinion publique applaudit passionnément. Charles-Albert, goûtant fort cette saveur nouvelle de popularité, répondit à ses conseillers réactionnaires que « si le Piémont perdait l'Autriche, il gagnerait l'Italie, et l'Italie pourrait agir d'elle-même ». Il n'exprima aucune désapprobation de la mission de D'Azeglio en Romagne, et le fit prier de dire à ses amis que « lorsque serait venu le moment opportun, il donnerait pour l'Italie ses armes et son trésor »[1]. Mais, lors d'une grande ovation populaire, phénomène nouveau dans l'apathique Turin, on ne put décider le roi à se montrer que lorsque la foule eut été à peu près dispersée. Della Margherita protesta formellement contre la nouvelle politique et s'efforça de régler les difficultés commerciales. Le roi recula devant la guerre lorsqu'elle fut devenue imminente, et proposa de soumettre le différend à l'arbitrage du Czar.

A l'intérieur, également, il resta irrésolu, plaintif, luttant péniblement contre l'influence des Jésuites et sa propre lâcheté pour agir conformément à sa position ; il est possible que le *Primato* ait pu avoir sur lui quelque influence ; les réformes,

1. D'Azeglio, *Ricordi*, 529 ; Brofferio, *Parlamento*, I, clxi-clxvi ; *Archivio triennale*, I, 52 ; II, xix ; Minghetti, *Ricordi*, I, 206.

comme le disait Gioberti, étaient d'accord avec les intérêts du trône et de l'autel. Le roi réforma l'enseignement primaire, et encouragea son ministre de l'instruction, Cesare Alfieri, à faire devenir l'Université de Turin de moins en moins un foyer du cléricalisme. Il eut une vive querelle avec Fransoni, l'archevêque de Turin, au sujet de la création d'écoles normales pour instituteurs laïques, et fit retomber sa colère sur Della Margherita. Il fit même quelques allusions vagues sur ses inclinations vers une constitution [1]. Il était plus ou moins en rapport avec les libéraux modérés qui désiraient la liberté sociale mais étaient aussi opposés que le roi à un mouvement démocratique et, à ce moment, se préoccupaient à peine d'avoir des droits constitutionnels. Leurs chefs étaient D'Azeglio, Mamiani, Camille Cavour ; Balbo se tenait pour l'instant à l'écart de tout mouvement actif. Connaissant la déférence du roi envers l'opinion de l'étranger, ils reproduisirent des articles l'encourageant, parus dans les *Débats* et des Revues françaises. En mai, Cavour publia dans la *Nouvelle Revue* un article sur la question des chemins de fer ; bien qu'en apparence il fût un manifeste contre les républicains, c'était une attaque violente contre les Autrichiens pour leur influence pernicieuse, et un appel sensiblement ouvert à Charles-Albert pour qu'il prît en mains la cause de l'indépendance. Ceci ne déplut pas au roi, bien qu'il y vît une tentative de lui forcer la main [2]. Sur un point, cependant, il resta impénétrable à l'influence libérale ; les Jésuites n'avaient pas perdu leur soutien ; il donna sa sympathie et son appui au Sonderbund, et, au milieu de l'excitation causée par les droits sur les vins, il leur promit qu'ils ne seraient jamais inquiétés tant qu'il serait sur le trône [3]. Il était encore douteux, peut-être, de savoir lequel l'emporterait sur lui, du patriotisme ou du cléricalisme, lorsque la face de la politique italienne fut changée par l'élection d'un nouveau pape.

1. Brofferio, *op. cit.*, I, lxxxiv, cliii.
2. Predari, *op. cit.*, 94 ; Nigra, *Cavour*, 64.
3. Bresciani e Grossi, *Documenti... del padre Bresciani*, cité par Tivaroni, *Dominio Austriaco*, III, 626.

CHAPITRE IX

PIE IX

Juin 1846 - Décembre 1847

Pie IX ; l'amnistie ; le culte de Pie. Charles-Albert et Pie ; le Congrès scientifique à Gênes. L'opposition austro-jésuite. Les libéraux dans la Curie ; les modérés en Romagne ; les radicaux. La Toscane : Pise et les Jésuites ; la presse secrète ; les libéraux florentins et la censure. Les Romains ; le Conseil d'État ; la « Grande Conspiration ». Metternich ; l'occupation de Ferrare. Charles-Albert promet au Pape son appui. La garde civique à Lucques, à Florence ; les fêtes de la Fédération. Les trois États progressifs ; la Ligue commerciale ; Charlès-Albert en octobre ; la question de la Lunigiana.

Grégoire mourut pendant l'été de 1846 (1er juin) négligé et peu regretté ; sa fin, a-t-on dit, fut hâtée par le manque de soins et de nourriture. Le Conclave se réunit le 14 juin pour lui choisir un successeur. Ses membres connaissaient l'état critique des affaires ; on savait la Romagne sur le point de se révolter, et des pétitions pour des réformes, portant des milliers de signatures, vinrent les avertir ou les encourager. La majorité du Sacré Collège haïssait Lambruschini et ses amis autrichiens, et, afin de l'exclure de la Papauté, était prête à se ranger du côté du petit groupe des cardinaux libéraux et nationaux[1]. Désireuse d'empêcher le succès de Gaysruck, l'archevêque de Milan, porteur du veto autrichien, désireuse également d'échapper à l'atmosphère étouffante de Rome, la coalition fit litière des questions de personne et élut le cardinal Mastaï-Ferretti (17 juin) qui fut proclamé pape sous le

1. Les faits rapportés par Bianchi, *Diplomazia*, V, 9, indiquent que Mastaï dut son élection bien plus aux sentiments d'animosité contre Lambruschini qu'à un libéralisme quelconque existant au sein du Conclave. Voir également Chaillot, *Souvenirs*, 27. On raconte que le cardinal Micara aurait dit à Lambruschini : « Si Dieu fait l'élection, Mastaï sera élu ; si le diable s'en occupe, ce sera vous ou moi. »

nom de Pie IX, malgré une opposition et un acharnement extrêmes. Le nouveau pape descendait d'une vieille famille déchue de Sinigaglia, célèbre jusqu'en ses chats, — ainsi disait le proverbe — pour ses sentiments nationaux. Dans sa jeunesse, il avait été destiné à la carrière des armes ; il avait été tout d'abord un adolescent impressionnable, délicat, dégourdi, puis un élégant homme du monde[1]. L'épilepsie renversa ses espoirs militaires ; il entra dans les ordres et acquit le renom mélodramatique d'un prédicateur du réveil italien. Comme évêque, à Spoleto et à Imola, il avait agi avec bienveillance envers les libéraux, bien qu'il fût un patron des jésuites ; il sut se faire une réputation d'amabilité, de bonté, et de succès dans la réconciliation de factions opposées. Il avait lu Gioberti et D'Azeglio ; il avait qualifié avec indignation les persécutions politiques, l'étouffement du commerce, le fol obscurantisme du gouvernement ; il avait foi, avec le degré d'enthousiasme dont il était capable, en l'avenir de l'Italie. Cultivé et libéral, bon, sensible, doué d'une pénétration d'esprit considérable, et d'une éloquence claire et puissante, il aurait pu réussir, à une époque plus calme. Mais, épileptique, de santé délicate, plus sensitif que sensible, absolument dépourvu de caractère, superstitieux, léger, d'esprit timide[2], ce n'était pas un héros capable de diriger une révolution ; il était trop intelligent pour être tout à fait faible ; jeune, il avait été connu pour son tempérament hautain, et il garda toujours une obstination intérieure qui, bien qu'il ne se plaçât jamais énergiquement en face des opposants, le laissa rarement céder. Mais il était lâche moralement et intellectuellement ; il désirait passionnément les applaudissements et s'effrayait des responsabilités ; il y eut toujours en lui quelque chose de l'ecclésiastique souple et servile. Il aimait se déprécier lui-même, moitié riant, moitié sérieux : « Mon Dieu, disait-il, ils veulent faire de moi un Napoléon, alors que je ne suis qu'un pauvre curé de campagne ». Il n'affronta jamais une situation tant qu'il put l'éviter et en rejeter la responsabilité sur la Providence. Faiblement optimiste, sans pouvoir, sans

1. Trollope, *Pie*, 8. On le disait d'origine juive : Chaillot, *op. cit.*, 29 ; en ce qui concerne la question de savoir s'il avait été franc-maçon, voir Arthur, *The Pope*, I, 13 *n.*

2. Liverani, *Il papato*, 74-75 ; Salvagni, *Corte romana*, III, 245 ; Castelli, *Ricordi*, 240.

prescience, sans prévoyance, il se refusa à regarder sous la surface, et ne songea qu'au moment présent.

Tel était l'homme qui avait à décider des destinées futures de la Papauté. Il reconnut immédiatement qu'il devait s'allier avec l'Europe libérale. Il ne pouvait manquer de mettre en contraste la persécution russe de la Pologne catholique et l'intolérance évangélique de la Prusse autocratique avec la liberté de l'Église dans l'Angleterre constitutionnelle, en France et en Belgique, ou le catholicisme fervent de l'Irlande démocratique. Il avait hérité de la jalousie traditionnelle romaine contre l'Autriche, et les massacres de Galicie complétèrent son éloignement pour elle. Il avait étudié le *Primato* et, bien qu'il fût loin de s'élever jusqu'à la conception entière de Gioberti, il désirait voir la Papauté servir de guide dans la voie des réformes modérées. Mais il ne se rendit pas compte, à beaucoup près, de tout ce que comportait le mouvement libéral ; il ne comprit que très peu le désir d'une liberté politique et intellectuelle ; il lui semblait suffisant d'abolir les abus criants de l'ancien régime et de laisser la route libre au commerce [1]. Il était, en fait, soucieux de ne point passer pour un obscurantiste ; il promit son appui aux Congrès scientifiques, et nomma une commission des chemins de fer ; il condamna le règne de Grégoire, en accordant une amnistie pour tous les délits politiques (17 juillet). Mais, après avoir pris cette décision, il retarda d'un mois sa publication, et la restreignit par un serment qui semblait un engagement de s'abstenir de toute action politique.

Malgré ses défauts, l'amnistie fut saluée, dans toute l'Italie, par d'enthousiastes acclamations. Des amnisties avaient eu lieu auparavant, mais il n'en avait existé aucune, paraissant aussi spontanée et apparaissant comme un semblable avant-coureur de tant de choses à côté. L'opinion publique, imprégnée des rêves de Gioberti, d'un pape réformateur, avait suivi attentivement l'élection ; elle devint plus ardente lorsqu'elle vit Gaysruck évincé et un homme d'une famille libérale et d'antécédents honorables élu pape. Lorsque le nouveau règne s'ouvrit par l'amnistie et que 700 exilés et prisonniers rentrèrent chez eux en propageant la gloire de leur libérateur, elle vit en Pie le réformateur si longtemps attendu, le

1. Gualterio, *Rivolgimenti*, III, 48.

créateur de l'Italie nouvelle, le médiateur entre le catholicisme et la démocratie. Pour la moyenne des Italiens religieux, impulsifs, et peu instruits, la sympathie du pape signifiait plus que la philosophie et l'idéalisme de la Jeune-Italie. La présence de Pie eut une sorte d'influence magnétique sur les milliers d'individus qui se pressaient à Rome. Il avait un physique agréable et une voix superbe ; à l'encontre de Grégoire, dont l'apparence était renfrognée et sordide, c'était un homme d'allures et de manières élégantes. Ses façons simples et dépourvues de forme officielle, son intérêt pour tout plan social et d'enseignement, sa charité large et théâtrale, les centaines de légendes courant sur son habileté et sur sa bonté, élevèrent jusqu'à une passion fiévreuse l'adoration du peuple ; des acclamations, par milliers, l'accompagnèrent dans les rues ; des démonstrations joyeuses commémorèrent chaque jour se rapportant à un épisode de sa vie ; des processions, par les chaudes nuits d'été, marchèrent à la lueur des torches vers le Quirinal, tandis que le pape, de son balcon, bénissait la foule agenouillée. On lui dédia des hymnes. Les hommes portèrent des écharpes, et les femmes, des rubans à ses couleurs ; Rossini écrivit une cantate en son honneur ; des témoignages d'estime lui parvinrent de chaque pays d'Europe et d'Amérique ; même le sultan lui envoya des présents. « Pie, écrivait Gioberti dans son *Jésuite Moderne*, a réconcilié les hommes avec la religion en se montrant ami de la civilisation ». Tous les hommes s'inclinaient devant la conception d'un pape réformateur, et quand les exilés amnistiés vinrent en foule pour recevoir les sacrements, cela apparut comme un symbole des temps nouveaux où la liberté et la rédemption sociale iraient la main dans la main avec la religion et les réformes morales. Il existait un enthousiasme puéril qui espérait et croyait tout. L'air était lourd de plans de charité et d'enseignement, de projets de chemins de fer dont tout le monde aurait des actions [1], de fraternité universelle et d'optimisme. Bologne envoya à Rome ses symboles de réconciliation ; de vieilles rivalités commerciales disparurent ; la police et le peuple firent solennellement la paix. Les corporations de la Romagne se convertirent d'elles-mêmes en sociétés mutuelles

1. Spada, *Rivoluzione*, I, 83, et *Progetto nazionale... Conti.*

et des souscriptions considérables furent recueillies pour fonder des écoles. Même dans le lent Piémont, de grands plans sociaux furent dans l'air et « une grande association italienne » apparut, dans les journaux, pour réclamer les territoires incultes de la péninsule.

Pour Charles-Albert, un pape réformateur constitua le plus grand des encouragements. Sa conscience était en repos, maintenant qu'il marchait dans la même voie que le chef de l'Église[1] et qu'il pouvait opposer l'exemple du pape aux remontrances de son confesseur et des jésuites. Il défia l'archevêque Fransoni de mettre en œuvre ses mauvaises intentions. « En dépit du chétif parti autrichien, écrivait-il, je suis fermement décidé à ne pas m'arrêter dans la route du progrès ». L'Autriche menaçant d'occuper la Romagne, la religion et le patriotisme lui firent saisir l'occasion de se poser en champion de Pie contre ses attaques. « Si l'Autriche ou Naples pénétraient jamais dans les États de l'Église, dit-il en octobre, je pousserai le cri de l'indépendance et de la religion » ; des promesses de concours lui vinrent en foule de la part des riches et des bourgeois du Piémont. Vercelli, suivie par d'autres villes, le félicita pour sa politique étrangère vigoureuse, et indiqua que les temps étaient peut-être mûrs pour la liberté constitutionnelle. La Société Agricole, qui gémissait sous les tarifs autrichiens écrasants, emportée par le courant patriotique, fut absorbée par ce seul sujet à son assemblée annuelle (7 septembre). Une semaine plus tard, le Congrès scientifique avait lieu à Gênes, et, par suite de l'encouragement du roi[2], la parole y fut libre et fière. Comme en un parlement national, les sociétaires y discutèrent de l'indépendance, de la liberté et de la renaissance de l'Italie. En décembre, le gouvernement, allant de l'avant, autorisa les Génois à célébrer le centenaire de leur libération des Autrichiens (5 décembre) et les esprits se tournèrent vers l'avenir prochain où, à leur tour, Venise et Milan chasseraient l'étranger. La ligne des feux de joie, flambant le long des Apennins en Toscane et en Romagne, fut une nouvelle marque de défi à l'Autriche.

Mais bien que, pour le moment, les Jésuites et les réactionnaires n'eussent pas tenté d'enrayer le courant, bien que

1. Della Margherita, *Memorandum*, 542.
2. Promis, *Memorie*, 75, cité par Gori, *Rivoluzione*. Voir *ib.*, 159.

certains d'entre eux eussent à peine échappé à la contagion, ils se retrouvèrent vite. A Naples, à Modène, dans les provinces autrichiennes, les réformes n'avaient pas osé « montrer leur tête », et dans le Piémont, en Toscane, à Rome, ils constituaient toujours un parti puissant et dangereux, remplissant les administrations, dirigeant une large fraction de l'aristocratie et du clergé, forts par leur organisation internationale et leurs influences, secrètes ou ouvertes, dans chaque gouvernementitalien. A Rome, Pie, se vit en butte à l'opposition des Jésuites, de la majorité des cardinaux, de la majeure partie, tout au moins du haut clergé, et, pratiquement, de toute l'administration. Dans son désir de n'offenser aucun parti, il avait honoré des Centurions mal famés, et maintenu en fonctions la plupart des fonctionnaires réactionnaires de Grégoire. Ce fut là une erreur fatale ; en vain Rossi, le ministre de France à Rome, insista pour qu'une épuration de l'administration précédât toute réforme ; le Pape répondit que rien, sauf une preuve matérielle de culpabilité, ne le déciderait à révoquer un fonctionnaire. Il porta la peine de cette faiblesse inopportune. Des ordres du Quirinal furent tenus pour non avenus, les Sanfédistes parlèrent de guerre civile, et l'attaquèrent dans leur presse secrète [1]. Les plus sagaces d'entre eux savaient que Pie « forçait sa voix » et attendirent de pouvoir le persuader que les réformes étaient un péché contre l'Église et de l'amener à se jeter dans leurs bras.

Il y avait heureusement plus de bonnes influences au Quirinal. Le frère du Pape était un vieux révolutionnaire et un libéral. Le Père Ventura, homme brave, franc, perplexe, qui avait scandalisé la cour de Grégoire par son amitié pour Lamennais, maintint haut son idéal de la mission de l'Église pour la liberté et la régénération sociale. Rossi, dont le sang italien et le renom de libéralisme philosophique se joignaient à sa haine des Jésuites pour lui gagner le respect des réformateurs, était le conseiller écouté du Pape. Corboli-Bussi, le secrétaire particulier du Pape, avait, comme Ventura, de vagues enthousiasmes socialistes, et combattait les pires corruptions du gouvernement. En août, le Pape avait

1. Gualterio, *op. cit.*, IV, 74, 102-107 ; Saffi, *Scritti*, II, 36 *n* ; Gioberti, *Jesuita moderno*, V, 102 ; Farini, *Stato Romano*, I, 184 ; II, 74 ; Gori, *op. cit.*, 142, 152.

nommé secrétaire d'État le cardinal Gizzi. Gizzi était considéré comme le chef des ecclésiastiques libéraux et avait été le candidat populaire à la papauté. En fait, il y avait, dans son libéralisme, plus de tolérance facile que de principes; son âge (il avait près de 90 ans), son ignorance municipale, sa timidité, le rendaient impropre à remplir la tâche d'un homme d'État. Les manifestations l'effrayaient, et, en octobre, il publia une circulaire secrète contre « les réjouissances bruyantes de la populace » qui fut bientôt dans toutes les mains et eut tôt fait de détruire sa popularité. Le Pape, perplexe, essaya de « réformer sans offenser personne ». Il refusa d'autoriser Bologne à inviter le prochain Congrès scientifique. Il donna une autorisation générale concernant les chemins de fer et promit les réformes légales et municipales (novembre), mais, en même temps, il anathématisait les sociétés secrètes et les doctrines contraires au Pouvoir Temporel, et attaquait le « progrès moderne » avec toute l'artillerie des injures pontificales. Avec un secrétaire nonagénaire, un Pape vacillant, une administration démoralisée, le résultat inévitable était l'anarchie. Les Centurions étaient toujours sur le même pied, et, quand vint l'automne, les libéraux de la Romagne connurent, dans les rues sombres, le couteau de l'assassin. Pour se protéger, ils réclamèrent une garde civique, et, à Bologne et Ferrare, ils firent des patrouilles dans les rues sans attendre la réponse du gouvernement. Gizzi refusa obstinément sa sanction et fit de cette non-acceptation une condition de son maintien en fonctions.

Le gouvernement devenait chaque jour plus faible, Gizzi plus irrité, et le Pape plus perplexe. « Cet hiver, disait Rossi, le gouvernement romain mourut d'inertie ». Il avait perdu l'autorité d'un gouvernement établi sans gagner la vigueur d'un nouveau. Il n'avait rapproché la solution d'aucun problème. S'il s'était allié franchement avec les libéraux modérés, il eût été invincible [1]. Mais cela comportait l'épuration de l'administration et l'autorisation d'une garde civique; et les réactionnaires, tirant profit des scrupules du Pape, surent faire échec à ces deux réformes. Les modérés, de leur côté, semblaient frappés d'immobilité. Une confiance exces-

1. Guizot, *Mémoires*, VIII, 350; Farini, *op. cit.*, I, 217.

sive dans le triomphe apparent de leur programme, leur ſoi dans le Pape et leur répulsion à lui ſorcer la main, les empêchèrent de faire aboutir leur politique. Ils avaient été effrayés par les radicaux. Ils hésitaient devant la vigueur brutale de la nouvelle démocratie ; les attaques du moine Gavazzi contre le capital, les dénonciations de Ventura contre les richesses, les alarmèrent. Craignant le Jacobinisme, ils s'effrayèrent à l'idée de toucher une pierre de l'édifice social. Leur programme était ridiculement insuffisant pour les besoins présents : réorganisation de la police, création d'une banque à Bologne, réformes universitaires et un Conseil d'État. Ils donnèrent des banquets à Cobden et à D'Azeglio, fondèrent des clubs et des journaux. Mais journaux et clubs passèrent entre les mains des radicaux, et un mouvement projeté au sujet de l'agitation sur le rappel de l'union de l'Irlande fut mort-né.

Tandis que les gouvernements restaient immobiles et que les modérés jouaient à élaborer un programme, les libéraux, plus énergiques, voyant leurs espoirs aussi éloignés que jamais de leur réalisation, s'inquiétèrent. Mazzini, agité comme il l'était par suite de l'enthousiasme pour le Pape et Charles-Albert, reconnut que la meilleure politique serait de se joindre au nouveau mouvement et de le diriger vers son but. Il était toujours prêt à sacrifier, au besoin, son républicanisme, et à accepter tout chef, Pape ou Roi, qui se déclarerait pour l'unité. Il fit donner aux démonstrations de ses amis une couleur plus nationale [1], et, quoique ses partisans personnels fussent peu nombreux, il y eut beaucoup de libéraux qui se joignirent au culte de Pie, dans l'espoir que le Pape et les princes entreraient de gré ou de force dans un mouvement démocratique, avec un gouvernement constitutionnel et une guerre avec l'Autriche comme but éventuel. Ils étaient à moitié sincères, ou même moins, dans leur adulation ; leur jugement était enseveli sous leur enthousiasme ; mais ils étaient décidés à forcer l'allure et à user de toutes concessions acquisespour en obtenir de nouvelles. Ils n'avaient

1. Mazzini, *Duecento lettere*, 168-169, 175-177, 235, 240 ; Mario, *Mazzini*, 309, 311. Les instructions publiées dans Spada, *Rivoluzione*, I. 120-124, semblent authentiques, bien que leur teinte socialiste prouve qu'elles n'émanèrent pas de Mazzini lui-même.

peut-être jamais envisagé la possibilité d'avoir à choisir entre déposer leurs princes ou abandonner leur propre idéal.

La Toscane était devenue le foyer du mécontentement. Mais, suivant l'expression de Giusti, si elle avait les pieds hors du lit, elle était toujours en bonnet de nuit. Si le gouvernement était resté fidèle à ses vieilles et plus douces traditions, il aurait fallu beaucoup pour soulever le pays. Mais Corsini était mort (novembre 1845), et Cempini, le premier ministre, ne fit que mettre en garde la police contre l'école de Fossombroni. Renzi, le chef du soulèvement de Rimini, fut extradé (janvier 1846), et non averti par les signes de la tempête prochaine, le cabinet réactionnaire décida d'admettre les jésuites. Rien ne pouvait blesser plus profondément les susceptibilités toscanes, car l'animosité traditionnelle contre la Société s'était exaspérée par suite de leur attitude agressive en Suisse. Battue lors d'une tentative pour les introduire à Florence, la cour tâcha de leur frayer le chemin pour Pise en y invitant leur précurseur inévitable : les sœurs du Sacré-Cœur. Mais Montanelli, un professeur de l'Université, provoqua un soulèvement des étudiants, et les sœurs s'enfuirent devant leurs menaces (21 février 1846). Montanelli fit de la presse secrète une puissante force politique. Bien que souvent juvénils et exagérés, sa verve populaire, ses vibrants appels à tous les groupes de libéraux, sa propagande hardie et habile lui donnèrent une influence vaste et insidieuse. La police tenta en vain de l'arrêter ; ses « bulletins » partirent par la poste, furent jetés jusque dans le carrosse du Grand-Duc et répandus dans les théâtres. C'est alors qu'arrivèrent les nouvelles de l'avènement de Pie et de l'amnistie pontificale. Traditionnellement, la Toscane se défiait de Rome, mais le culte, assidûment prêché, finit par la saisir, et elle laissa Niccolini se plaindre que ses amis eussent été « plongés dans l'eau bénite ». Les démonstrations qui suivirent trouvèrent leur aliment dans le mécontentement, autant économique que politique, répandu par tout le pays. De petites séditions fournirent aux réactionnaires un prétexte pour intriguer en vue d'une occupation autrichienne ; mais Léopold, soucieux de son indépendance, se montra opposé à l'intervention. Le gouvernement essaya d'effrayer les classes possédantes en

poussant le cri du communisme ; mais les esprits réfléchis le tournèrent en ridicule, et les nobles libéraux de Florence, bien que n'acceptant pas toutes les revendications de la presse secrète, insistèrent autant que les radicaux pour la réforme du gouvernement local et de l'administration. Mais ils ne surent pas s'entendre pour une politique. D'un côté se tenait la section la plus circonspecte, dirigée par Capponi et Ridolfi, les chefs des Georgofils, de l'autre un petit groupe d'hommes qui, bien que très éloignés d'être des démocrates, regardaient au delà des réformes administratives, vers une liberté sociale plus complète et un gouvernement constitutionnel. Leur chef était Bettino Ricasoli, un austère gentilhomme campagnard qui connaissait son but et marchait droit vers lui. C'était un groupe virilement patriotique, mais trop exclusif pour une époque où des compromis et une discipline étaient nécessaires pour fondre les libéraux en un parti pratique et solide. Les deux sections s'unirent pour demander un adoucissement de la censure ; toutes deux désiraient voir la presse secrète remplacée par le journalisme public. Mais tandis que Capponi ne demandait de licence que pour un seul journal privilégié qui ne devait être qu'à peine politique, Ricasoli savait ne satisfaire ainsi personne, et insista sur la nécessité d'accorder au plus tôt une liberté de presse complète. Cempini dirigea lentement le ministère vers la politique la plus libérale, et afin de donner au gouvernement ses coudées franches, la presse secrète suspendit sa publication. Les deux partis libéraux profitèrent du passage de Cobden à Florence (mai 1847) pour organiser une grande manifestation. Les Georgofils, naturellement, s'assemblèrent pour rendre les honneurs au grand libre-échangiste, et le ministère lui-même fut forcé d'y prendre part. Quatre jours plus tard (6 mai), le gouvernement publiait la nouvelle loi sur la presse, et, en quelques semaines, promit un Conseil d'État et des réformes dans la loi et le gouvernement local. Mais les stipulations embrouillées de la loi sur la presse ne firent que prouver combien le ministère était au-dessous de sa tâche. Bien qu'accueillies avec de bruyantes acclamations, peu sincères du reste, les concessions, faites tardivement et à regret, ne provoquèrent pas la reconnaissance, et encouragèrent l'agitation ultérieure. La bourgeoisie fit appel au pouvoir pour organiser une garde nationale qui protégerait la

propriété contre les séditions de famine et les attentats anarchistes possibles. Baldasseroni, le ministre de la justice, fonctionnaire franc et travailleur, se cacha derrière des projets de réforme, désirant probablement les annuler [1]. Le peuple devint de plus en plus méfiant, et, lorsqu'en juin une loi fut publiée pour réglementer les manifestations publiques, son mépris dédaigneux en fit une lettre morte.

Cependant les sujets du Pape, à leur tour, s'impatientaient. Profondément conscients de ce qui se passait, ils alternaient entre un état de dépression et de nouvelles explosions d'enthousiasme et d'espoir. Leur respect envers le Pape, toutefois, restait intact. Ses encycliques réactionnaires passaient presque inaperçues ; la vieille fidélité et le nouveau radicalisme des Romains, ainsi que l'éloge calculé de leurs chefs, l'avaient placé sur un piédestal dont il lui était impossible de descendre d'un seul coup. Sa renommée universelle faisait rejaillir un certain lustre sur la ville. Le cadeau du sultan, la lettre de la reine d'Angleterre, les actions de grâce des Irlandais affamés, ajoutaient à sa splendeur. Mais l'impatience était extrêmement vive, et des réformes, qui auraient été considérées comme satisfaisantes un an auparavant, furent méprisées comme n'étant plus en rapport avec le moment présent. Le rejet de la demande d'une garde civique et les retards apportés aux réformes légales et à la construction des chemins de fer, causèrent un vif désappointement. On entendit de nouveau en Romagne les vieilles menaces de scission. Les Romains, avec assez de justesse, rejetèrent la responsabilité de ce retard sur les cardinaux et les jésuites, et, au printemps, des cris de mauvais augure se firent entendre : « Vive Pie seul ! » Les jésuites, croyaient-ils, complotaient la mort du Pape ; et, lorsqu'il visita leur collège, la foule s'exclama : « Saint-Père, ne goûtez pas à leur chocolat ». Les manifestations changeaient de caractère. Bien que toujours faites, avec plus ou moins de sincérité, en l'honneur du Pape, elles insistaient bruyamment pour des réformes et pour la guerre. Les chefs entendaient, ainsi, intimider le gouvernement. Le meneur en chef était un forgeron génial, con-

1. Montanelli, *Memorie*, I, 282 ; Zobi, *Storia*, V, 106.

fiant en lui-même, Angelo Brunetti, surnommé Ciceruacchio, qui se posait en ami personnel du Pape et que sa force musculaire et son naturel sincère désignaient pour être un conducteur de foules. Il prêchait l'unité et la vertu d'une façon honnêtement mélodramatique ; et, bien que les nobles le flattassent et que lord Minto le comparât à Horace, l'orgueil de l'artisan romain l'empêcha d'être corrompu. Un tel homme était nécessaire, car il devenait chaque jour de plus en plus difficile d'éviter que l'impatience ne dégénérât en désordres. Pie s'alarma et, soucieux comme il l'était, de sa popularité, il se disposa à reculer. Il était irrité de l'opposition de la Cour, mais manquait de courage pour l'écraser [1]. L'œuvre de réforme se traîna lentement, et de nouvelles promesses, ajournées à leur tour, ne firent qu'aviver des espoirs qui n'étaient pas destinés à être réalisés. Cependant quelque progrès fut fait. En mars (1847) une loi sur la presse abolit la censure préventive, qui, depuis quelques mois, avait été pratiquement suspendue, mais elle limita la critique de la politique contemporaine, et, comme la loi toscane, ne satisfit personne et devint lettre morte. En avril, le Pape promit un Conseil d'État devant être nommé par les Conseils provinciaux et avoir une part considérable dans les questions de législation et de finance. En juin, un cabinet ministériel fut nommé à la place du vieux système irrégulier, et, bien qu'il fût composé exclusivement d'ecclésiastiques, il apparut comme un pas en avant vers des institutions populaires. Mais le gouvernement détruisit toute chance de regagner du terrain, en mêlant à ses réformes d'irritants caprices de coercition. Gizzi protesta officiellement contre les théories anti-autrichiennes qui oubliaient que le Pape était « le père de tous les chrétiens, à quelque partie de l'univers qu'ils appartinssent ». Ventura fut attaqué au sujet de son discours funèbre sur O'Connell (qui était mort à Gênes au cours d'un voyage pour Rome) et dans lequel il condamnait l'obéissance passive, et donnait comme exemple « l'agitation légale et passionnée » du grand Irlandais. Gavazzi, un moine barnabite, qui avait prononcé des sermons quelque peu incendiaires, reçut l'ordre de ne jamais mentionner le nom de l'Italie.

Mais, sous la conduite de D'Azeglio, les modérés, enfin,

1. Guizot, *Mémoires*, VIII, 357-358; Cibrario, *Notizie*, 61.

s'agitèrent avec quelque vigueur, et le ministère, suivant, trop tard, les conseils de Rossi, espéra les gagner par un décret autorisant la constitution d'une garde civique (30 juin) [1], bien que cette résolution entraînât la démission de Gizzi. Il espérait probablement que la bourgeoisie en armes serait sa meilleure sauvegarde contre la pression populaire d'une part, et contre des complots autrichiens ou sanfédistes d'autre part. Pour le moment, ce dernier danger semblait le plus imminent. Les intrigues des Sanfédistes avaient été longtemps actives à Rome et dans les Légations. Il y avait eu à Parme, à Lucques, à Sienne, des attaques manifestement concertées contre les libéraux, et les plus exaltés d'entre eux parlaient d'un coup d'État. On peut douter qu'il eût quelque vraisemblance ; mais certaines divulgations réelles ou prétendues firent croire, même à des hommes de bon sens, à une « grande conspiration » [2], et Rome fut plongée dans la terreur et la suspicion. On pensait, non sans raison, que l'Autriche était derrière les Sanfédistes, et des visions de massacres épouvantèrent les citadins. Ciceruacchio et ses compagnons, qui étaient maîtres de la ville, répandirent de fantaisistes versions du complot. Le Pape, bien que sceptique, activa la formation de la garde civique, ordonna le licenciement des centurions, et fit arrêter les Sanfédistes suspects qui ne prirent pas la fuite. Les cardinaux et les prêtres gagnés par l'enthousiasme, ou se courbant sous la tempête, recueillirent des souscriptions pour la cause patriotique. Les rangs de la garde civique se peuplèrent rapidement, et Rome était trop sérieuse, ou trop effrayée, pour rire de leur ridicule équipement semi-civil. Le cardinal Ferretti, qui avait succédé à Gizzi, mit le comble à l'enthousiasme en proclamant qu'il fallait « montrer à l'Europe que nous pouvons nous gouverner nous-mêmes ». Ferretti, qui était le cousin du Pape, avait été espion aux gages

1. D'Azeglio, *L'Italia*, 11-16 ; Coppi, *Annali*, IX, 104-107.

2. Farini, *op. cit.*, I, 229, 235-241 ; Spada, *op. cit.*, I, 256 ; Guizot, *op. cit.*, VIII, 359 ; Saffi, *op. cit.*, II, 84-88 ; d'Ideville, *Rossi*, 168 ; Gabussi, *Memorie*, I, 75 ; La Farina, *Storia*, III, 43-44 ; De Boni, *Congiura di Roma*, 49 *et alibi* ; Gori, *Rivoluzione*, 242 ; Correspondence-Italy, I, 60-61 ; Niccolini, *Pontificate*, 16 ; Gaiani, *Roman Exile*, 355 ; Campanella, *La mia vita*, 217 ; D'Azeglio, *L'Italia*, 19. Saffi, dans son *Histoire de la République romaine* (*op. cit.*, II, 58-59), affirme qu'il y eut des relations entre Gizzi et le conspirateur sanfédiste Alpi, mais je ne connais aucun fait le confirmant.

de l'Autriche, et on peut douter de sa sincérité[1]. Mais son frère Pietro avait joué un rôle honorable dans la révolution de 1831, et modelait actuellement sa politique sur le libéralisme. Pour le moment, la popularité du cardinal fut sans bornes, et le décret du gouvernement d'organiser à Forli un camp d'observation sembla montrer que, pour l'instant, lui et le peuple étaient réconciliés.

Une semaine auparavant, il aurait été possible que, dans la lutte constitutionnelle, la question nationale eût pu être oubliée. Actuellement, l'impatience autrichienne mit une fois de plus le gouvernement et le peuple en ligne pour la défense de l'indépendance italienne. Metternich avait suivi les événements avec inquiétude. Dans son système, « un pape libéral était une impossibilité » ; aussi, le rencontrant, déclara-t-il que c'était là « le plus grand malheur de l'époque ». L'influence de l'Autriche n'avait pas réussi à barrer la route au mouvement italien, et Metternich, reconnaissant enfin la force de l'idéal qu'il avait en face de lui, avoua que c'était « une tâche pénible que de combattre des choses insubstantielles »[2]. En vain il avait essayé d'effrayer le pape avec le fantôme du protestantisme, et le Grand-Duc par des prédictions que le mouvement national finirait en République. Après s'être efforcé, également en vain, de s'attacher Charles-Albert par des promesses d'appui contre ses propres sujets, il mit ses agents à l'œuvre pour attaquer le roi[3]. Lorsque la promesse d'une garde civique à Rome fut suivie par un renouveau d'agitation en Toscane, il envoya une note irritée à Florence, la menaçant de l'occupation si la garde était concédée, et en envoya une copie à la Cour de Turin. Au moment du Conclave, seules les menaces de la France l'avaient empêché d'occuper la Romagne, et alors, de nouveau, il parla d'une intervention pour le cas où le mouvement libéral irait plus loin, si bien que Palmerston le menaça d'envoyer la flotte anglaise à Trieste, et que Guizot lui-même l'avertit qu'il ferait faire une descente

1. *Archivio triennale*, I, 8 ; Saffi, *op. cit.*, II, 81-82.
2. En août 1847, il parlait encore de l'Italie comme d'une expression géographique.
3. Correspondence-Italy, I, 34 ; Gualterio, *op. cit.*, IV, 283 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 58.

dans les États de l'Église par les troupes françaises[1]. Mais Metternich « jeta la prudence au vent ». S'il avait eu sa liberté d'action, il aurait effectué un puissant mouvement militaire vers le Pô, comme une menace sur Rome[2]; mais n'ayant pas eu l'assentiment de ses collègues, il dut se borner à une démonstration plus petite. Au jour précis où une manifestation sanfédiste était soi-disant projetée, les Autrichiens, avec une parade très offensive, renforcèrent considérablement leurs troupes de la citadelle de Ferrare, où ils tenaient garnison d'après les droits d'un traité. Après un bref refus de Rome de leur permettre d'entrer en Romagne, la garnison de Ferrare, usant d'une interprétation excessive d'une des clauses du traité, organisa un service de patrouilles dans les rues de la ville (6 août) et, une semaine plus tard, l'occupa définitivement. Une clameur d'indignation parcourut l'Italie à la nouvelle de cette insulte au pape et devant la preuve palpable de l'intention de l'Autriche d'opposer son veto aux espérances de la nation. Les libéraux serrèrent les rangs. Des modérés comme D'Azeglio et Balbo réclamèrent des mesures énergiques. De Montevideo, Garibaldi, dont l'héroïsme était connu du monde entier, écrivit au pape, lui offrant ses services pour le défendre. La rage, la terreur, la crainte d'une invasion ouvrirent les écluses et emportèrent les princes quoique plus ou moins récalcitrants. Le pape, dont l'idée fixe (sauf peut-être dans de rares moments d'épanouissement libéral[3]) était de maintenir l'intégrité de ses domaines, fut profondément indigné de cette atteinte à son indépendance et fit entrevoir une excommunication. En même temps, il envoyait un messager à Charles-Albert pour lui demander s'il pouvait compter sur sa protection.

Durant tout le printemps et l'été, Charles-Albert avait gravité autour du parti libéral. Il avait, d'une façon persévérante, développé sa politique économique, préparant le terrain pour le chemin de fer du Lukmanier, et négociant pour la malle anglo-indienne. Inconséquent comme toujours, il subventionnait encore le Sonderbund, mais la convention au sujet des chemins de fer avec la Suisse républicaine fut proclamée comme un témoignage sérieux de son libéralisme gran-

1. Correspondence-Italy, I, 89, 157-158, 178, 240; Bianchi, *op. cit.*, V, 61, 81; Metternich, *Mémoires*, VII, 415-422.
2. Bianchi, *op. cit.*, V, 399; Hübner, *Une année*, 18.
3. Rusconi, *Memorie*, 28; Leopardi, *Narrazioni*, 84.

dissant. Irrité par les intrigues de l'Autriche avec les Cantons, blessé et indigné par leur note au sujet de la garde civique, il se rapprocha des nationaux. Leurs livres et leurs journaux furent autorisés à circuler ; les habitants de Turin reçurent l'autorisation de souscrire au sabre d'honneur qui devait être offert à Garibaldi lors de son retour attendu. Le roi lui-même eut des entrevues avec les conspirateurs milanais. Quand la nouvelle de l'occupation de Ferrare arriva, Della Margherita lui-même dut s'incliner devant la tempête d'indignation soulevée dans les autres États. Le roi ne pouvait être sourd à la voix nationale qui le proclamait « l'épée de l'Italie » ; il fait plus que répondre à cette explosion, et quand le message du pape lui parvient, il lui écrit en retour que, advienne que pourra, jamais il ne séparera sa cause de celle de Pie. Lorsque la Société Agricole se réunit à Casale, au jour anniversaire de l'amnistie du pape, il lui envoie une lettre ouverte, se proclamant champion de la cause guelfe, et déclarant que « si Dieu permet qu'une guerre s'engage pour la liberté de l'Italie, il se mettra lui-même à la tête de son armée »[1]. C'était sa première allusion publique à la guerre ; et les sociétaires, Piémontais, Génois, Lombards, Parmesans, Romains, répondirent par d'enthousiastes promesses de concours, et réclamèrent une garde civique. Le pays entier fut soudain animé d'une foi extraordinaire dans le Piémont, et toutes les classes offrirent à l'envi des engagements personnels et des fonds pour la cause nationale.

En Toscane et à Lucques, l'excitation prit la forme de demandes sans cesse plus pressantes pour une garde civique. Presque chaque révolution, depuis le mouvement irlandais de 1779, a contribué à prouver que, lorsqu'une révolution est parvenue à faire mettre des armes entre les mains du peuple, elle triomphe plus certainement qu'en gagnant des institutions représentatives. Les Italiens savaient bien que la mise en armes d'une garde civique rendrait dorénavant le despotisme impossible. Pour les classes possédantes, c'était une garantie contre l'anarchie possible et l'effervescence qui s'agitait dans l'ombre. Mais à ce moment le peuple ne la réclamait pas comme une arme, ni contre le despotisme, ni contre le socialisme. Il voulait des armes pour défendre le pays. Des visions d'un peuple

1. Bianchi, *Carlo Alberto*, 46 ; Ricasoli, *Lettere*, I, 277.

armé chassant devant lui les Autrichiens pénétraient dans les esprits. La Toscane était aussi exposée que la Romagne à l'invasion autrichienne, et l'occupation de Ferrare donnait un caractère particulier aux menaces de Metternich. Tandis que Florence y répondait par une petite mais violente manifestation, Lucques prit un parti plus sérieux. Ses habitants avaient suivi avec la plus grande attention les événements de Toscane, mais le Duc, capricieux et dissolu, n'avait rien appris des présages. Sourd aux avertissements de Ward, qui connaissait les méthodes des Cours et se montra conseiller sagace et prudent, il répondit au cri que poussait chaque classe par la déclaration que « des princes de Bourbon sacrifient leurs trônes plutôt que leurs principes ». Mais l'exaspération qui suivit l'arrestation de quelques libéraux populaires l'effraya jusqu'à lui faire autoriser l'enrôlement d'une garde civique (1er septembre), et quelques jours plus tard, il s'enfuit du Duché. Dans les premiers jours d'octobre, repoussant le conseil du duc de Modène de faire appel aux Autrichiens, il vendit ses droits à la Toscane et abdiqua.

Le gouvernement toscan se rendit compte qu'une fois la garde autorisée à Lucques, il n'était plus facile de la refuser en Toscane, et le Grand-Duc, atteint par le flot de l'enthousiasme national, et un peu impatienté de la tutelle de l'Autriche, l'autorisa le 4 septembre, après que, comme toujours faible et irrésolu, il eût écrit à l'empereur pour l'assurer de son inaltérable attachement [1]. Mais cette lettre ne fut pas connue, et un flot de patriotisme fervent balaya tout le pays, renversant toutes les anciennes rivalités locales. Florence renvoya à Pise les chaînes du port qui depuis plus de 200 ans pendaient devant le baptistère en mémoire de la victoire remportée sur sa vieille ennemie. Les trois couleurs [2] flottèrent à Lucques, et le peuple considéra ce fait comme le signe qu'il était arrivé aux jours promis de réconciliation et de liberté. L'enthousiasme régna chez tous — jeunes et vieux, prêtres et soldats, nobles et prolétaires.

1. La Varenne, *L'Italie centrale*, 49, cité par Guerrazzi. Je doute un peu de cette autorité.

2. Les trois couleurs italiennes dérivent, a-t-on dit, des couleurs maçonniques et auraient été adoptées dès 1796 :

> « Il verde, la speme tant'anni pasciuta ;
> Il roseo, la gioia d'averla compiuta ;
> Il bianco, la fede fraterna d'amor. » *Berchet*.

Chaque ville eut sa « fête fédérale » ; les villages suivirent, et venant des petites agglomérations, des bandes d'hommes, de femmes et d'enfants se formèrent, chantant et portant des bannières, leurs prêtres à leur tête, bouillant d'ardeur contre le sacrilège envahisseur de Ferrare. A Florence, une foule immense défila devant le palais Pitti, criant : « A mort les Autrichiens ! » et réclamant l'alliance avec Rome[1]. Mais sous l'enthousiasme pour le pape et la cause nationale, régnait envers le gouvernement une profonde méfiance qui fit facilement tourner les fêtes en désordres. Livourne fut, non pour la première fois, en révolte (22 septembre), et son gouverneur, le jeune Corsini, fut impressionné à un tel point par l'état d'esprit régnant dans la ville, qu'il soutint vivement auprès du cabinet que seule une constitution parviendrait à calmer le mécontentement. Le courage de Corsini lui coûta son siège dans le ministère, mais le Grand-Duc se rendit compte qu'il lui fallait gagner les libéraux modérés ; aussi, révoquant les plus impopulaires de ses anciens ministres, il confia des portefeuilles à Ridolfi et à Serristori.

Ainsi, l'occupation de Ferrare contribua beaucoup à activer l'élan dans les trois États progressifs. Par suite d'un étrange concours de circonstances, le mouvement libéral était arrivé, pour le moment, à apparaître comme le soutien du Pouvoir Temporel. Les causes réformiste et nationale étaient encore plus indissolublement unies, et toutes deux portaient le halo de la bénédiction de l'Église. Pour un observateur froid, la situation a dû certes sembler extrêmement périlleuse. On était tiraillé entre la confiance et la méfiance. Les partisans de l'ancien système continuaient d'emplir l'administration et créaient des milliers d'obstacles au fonctionnement des nouvelles lois. Les demandes du peuple atteignaient un ton de plus en plus élevé, et la presse, qui était devenue soudain si active en Toscane et dans les États de l'Église, semblait devoir forcer encore plus l'allure ; cependant, les révoltes de Livourne et les manifestations de Ciceruacchio à Rome, révélaient des forces, déjà envisagées et craintes, susceptibles de précipiter la réforme en révolution. Déjà la guerre civile avait ensanglanté la Calabre.

1. Voir Mme Browning, *Casa Guidi Windows*.

Mais, superficiellement, l'Italie semblait unie contre l'Autriche. Tout indiquait une guerre prochaine. L'agitation avait commencé à Milan et à Venise, et la seule question était de savoir qui, des gouvernements ou de la révolution, conduirait la nation à la bataille. La perspective de la lutte imminente poussa les libéraux à réunir les trois États progressifs dans une espèce d'alliance. Une grande augmentation de confiance en le Libre-Échange [1] suggéra l'idée d'une ligue commerciale, après le précédent du Zollverein allemand ; et une telle ligue, quoique non encore ostensiblement politique, devait être pour Metternich un avertissement, et engager de plus en plus les trois gouvernements dans une politique nationale. Pie, souffrant encore de l'occupation de Ferrare, élabora rapidement un plan devant lui enlever beaucoup de sa responsabilité et lui assurer la protection de l'armée piémontaise si les Autrichiens menaçaient encore d'occuper la Romagne. Pour proposer son plan, il envoya à Turin Corboli-Bussi, qui fut reçu avec enthousiasme, et le Grand-Duc fit entendre qu'il ne serait pas longtemps sans s'allier avec Rome et le Piémont pour la défense de la nationalité italienne.

Corboli-Bussi fut bien secondé par Lord Minto que Palmerston, très sympathique au mouvement libéral, avait envoyé en mission spéciale afin d'observer comment allaient les choses. Minto, tout en insistant sur le point que l'Angleterre ne ratifierait aucune modification territoriale, encouragea les gouvernements à persévérer dans une politique de réforme et d'indépendance. Il trouva Charles-Albert une fois de plus paralysé par l'indécision. Selon son habitude après toute décision, il était fatigué et malade à la suite de la lettre de Casale. Le gouvernement n'était pas prêt pour la guerre. Le roi était toujours pris dans les rets des Jésuites [2]. Alarmé à la pensée que l'agitation et le désordre régnant en Toscane pouvaient se répandre dans le Piémont, il avait permis à sa police de charger une foule qui s'était assemblée pour entendre chanter en public l'hymne de Rossini à Pie. Une protestation formelle contre cet acte, bien que peu osèrent la signer, marqua le commencement de l'agitation publique. Villamarina y adhéra, et, pour cette raison, perdit son portefeuille. Cependant le roi lui conserva sa confiance, et

1. Mittermaier, *Condizioni*, 60 ; voir Salis-Schwabe, *Richard Cobden*.
2. Cantù, *Cronistoria*, II, 757.

Della Margherita, à la suite de mauvais procédés de la part du roi, fut forcé de le suivre dans sa retraite (9 octobre). Le même caractère d'incertitude marqua l'attitude du roi envers la Ligue commerciale. Y adhérer semblait être le pendant de son message du mois d'août au pape, mais, bien que se posant toujours en champion du pape, il sembla indifférent à l'égard de la Ligue, à moins qu'elle ne favorisât la préséance politique du Piémont, et il exigea des conditions auxquelles ni la Toscane, ni Rome ne purent souscrire[1]. En vain Minto insista sur la nécessité qu'il y avait à conclure au plus tôt une simple alliance défensive ; ce n'est qu'en novembre que le principe, seulement, d'un traité de commerce fut agréé, et, en attendant, l'obstination de Charles-Albert avait gravé dans l'esprit du pape une prévention qui ne le quitta jamais.

Mais, de nouveau, le roi changeait déjà. Une chanson populaire sur le *Re Tentenna* (le Roi-Girouette) tomba entre ses mains ; il fut irrité et honteux, et reprit son ancienne attitude. Il se rendit compte que l'état d'esprit du peuple était trop ferme pour qu'il pût le lanterner ; il était soucieux de n'avoir pas la main forcée. Tout inquiet qu'il pût être du résultat final du mouvement, il n'avait aucune prévention enracinée contre les réformes administratives, qui pouvaient être considérées simplement comme le complément de ses premiers travaux. A la fin d'octobre, un décret fut publié, portant une longue liste de réformes dans la loi, le gouvernement local, la police, l'hygiène publique et la censure, bientôt suivi par la création d'un Département de l'Instruction et l'émancipation civile des protestants. Les réformes, tout extensives qu'elles fussent, ne répondaient pas aux besoins de l'époque, mais furent néanmoins accueillies avec une joie délirante. Des fêtes à l'exemple de celles de Toscane furent organisées dans chaque ville et village. De vieilles haines, des rivalités locales, les soucis des affaires furent oubliés ; même de fermes radicaux qui se rappelaient 1833, ne purent résister à l'intoxication, et laissèrent le Piémont s'abandonner à un millénium de fraternité et d'effusion. Une grande manifestation fut organisée à Turin (3 novembre) et le roi, après hésitation, traversa la foule délirante, silencieux, pâle, sans l'apparence d'une émotion. Son voyage annuel à Gênes fut toute une

1. Correspondence-Italy, I, 193 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 265.

série d'ovations, et une réception plus imposante l'attendait à son arrivée. Mais la disposition d'esprit des Génois était claire. Ils demandaient l'amnistie pour les Mazziniens et l'expulsion des Jésuites; on entendit des cris de: « Franchissez le Tessin, et nous serons tous avec vous ». Le roi s'apeura de nouveau ; sous les vivats à son adresse il crut distinguer des applaudissements timides pour Mazzini, et il refroidit l'ardeur de la ville par une ordonnance désapprouvant les réunions publiques. Une autre grande réception était préparée pour son retour à Turin, mais le roi, très malade, et craignant des pétitions pour de nouvelles réformes, traversa rapidement les rues en voiture fermée, et, du balcon de son palais, adressa à la foule désappointée un remerciement bougon et rapide.

Mais il était toujours résolu à combattre si l'Autriche faisait un mouvement en avant [1], et, parmi l'excitation générale et avec l'occupation de Ferrare blessant toute l'Italie centrale, ce fut presque un accident qui précipita la lutte ; la duchesse de Parme, la veuve de Napoléon, mourut (17 octobre).

Suivant les stipulations du traité de Florence, le duc de Lucques devait lui succéder tandis que ce duché passerait à la Toscane, et que les districts-frontières toscans de la Lunigiana, à l'Ouest des Apennins de Modène et de Parme, devaient être divisés entre les deux duchés contigus. L'aversion de leurs habitants à échanger la douce domination de la Toscane contre le despotisme, leur gagna la vive sympathie des Toscans et des Lucquois. Le gouvernement florentin retarda la cession, jusqu'à ce que le jeune duc François V de Modène, qui avait succédé à son père un an auparavant, finit par s'impatienter, et occupa Fivizzano dans les premiers jours de novembre (5 novembre). Les rues furent le théâtre de luttes acharnées et peu s'en fallut que l'excitation de Florence ne poussât la Toscane à la guerre. Mais de plus sages conseils prévalurent, et un arrangement fut conclu qui sauvegardait la dignité toscane. L'Autriche était manifestement anxieuse de prévenir le conflit [2]; le duc de Modène parla de se joindre à la Ligue commerciale ; et, après des conférences et des échanges de notes sans nombre, Metternich, s'inclinant devant les signes menaçants et la forte pression de Palmerston, retira ses troupes de la cité de Ferrare (16 décembre).

1. Ricasoli, *Lettere*, I, 276.
2. Metternich, *op. cit.*, VII, 473-474 ; Ricasoli, *op. cit.*, I, 274.

CHAPITRE X

LES CONSTITUTIONS

1847-mars 1848

L'Europe au commencement de 1848. Projets de guerre en Italie. La renaissance Lombarde; la question des chemins de fer; la Lombardie en 1847; la démonstration de Romilli; la pétition de Nazari; Manin à Venise; Radetzky; LES ÉMEUTES A PROPOS DU TABAC. La question constitutionnelle; la question économique; les émeutes du pain; la révolte de Livourne. Les constitutionnels; en Toscane; au Piémont; Cavour. Naples et la Sicile; le soulèvement en Calabre; modérés et radicaux à Naples; LA RÉVOLUTION SICILIENNE. LA CONSTITUTION à Naples; au Piémont; en Toscane; à Rome; les « Statuts »; théocratie et constitution à Rome.

L'année 1848 s'ouvrit dans toute l'Europe avec un pressentiment de changements prochains. Les agitations pour le Home Rule en Hongrie et en Bohème et les querelles entre Magyars et Croates menaçaient de morceler l'empire d'Autriche. La convocation de la Diète prussienne, sa chaude lutte avec le gouvernement et sa dissolution expéditive avaient soulevé toute l'Allemagne dans un grand effort constitutionnel. En France, le « fiasco » des « mariages espagnols » et l'évidence quotidienne de la corruption orléaniste avaient discrédité Louis-Philippe et Guizot et encouragé les libéraux et les socialistes à une attaque qui devait triompher plus tôt qu'ils ne le rêvaient. L'Angleterre venait d'assister au succès de la Ligue contre la législation des céréales [1] qui était considérée comme un modèle par les libéraux de toute l'Europe, et était toujours agitée profondément par les Chartistes. En Italie, l'Autriche signait avec les duchés du Pô des traités qui devaient les réduire à un état de dépendance effective. D'autre part, le Piémont, la Toscane, Rome étaient engagés

1. Anti-corn-Law League.

dans une politique défiante à l'égard de l'empire. Aucune réforme n'était certaine tant que les Autrichiens n'auraient pas été chassés de la Lombardie et de la Vénétie ; et même Naples, occupée par ses problèmes personnels et particuliers, et ressentant d'une façon comparativement douce l'influence autrichienne, avait mis ses libéraux en ligne avec ceux du reste de l'Italie. Beaucoup d'événements récents avaient contribué à faire naître dans le pays la conviction que l'Autriche devait être combattue ; les notes de Metternich à la Toscane et au Piémont, les incidents de Ferrare, la vantardise du duc de Modène qu'il avait au delà du Pô une armée toute prête, étaient autant de signes précurseurs d'une guerre. C'était une croyance presque universelle que la guerre aurait lieu et que les Autrichiens seraient chassés, fût-ce grâce au concours d'une puissance étrangère, ou par les armées des princes italiens, ou par un grand soulèvement du peuple.

En vérité, on comptait peu, pour le moment, sur une aide étrangère. Louis-Philippe avait pris Metternich pour pédagogue et averti Charles-Albert de n'avoir pas à compter sur l'appui de la France, et, bien qu'il ne voulût tolérer aucune intervention de l'Autriche dans les États de l'Église, il était indigné du patronage qu'accordait Palmerston aux nationaux [1]. L'Angleterre éprouvait à l'égard de l'Italie une vive sympathie, mais bien qu'il y participât certainement, Palmerston ne faisait rien de plus que des allusions d'alliance des plus vagues, et s'efforçait de détourner le Piémont de la guerre [2]. Il existait en fait peu de tendances à envisager un concours de l'extérieur. La Jeune-Italie et les hommes d'État piémontais étaient unis au moins sur ce point-là, et Charles-Albert avait exprimé le sentiment de la nation en faisant sienne la phrase « *Italia farà da sè* » [3]. Malgré l'influence

1. Guizot, *Mémoires*, VIII, 402-403 ; Id., *Histoire parlementaire*, IV, 555 ; V, 542, 552 ; d'Haussonville, *Politique extérieure*, II, 233-244 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 33, 404. Je pense que Poggi (*Storia*, II, 538-539) a eu raison de douter de l'exactitude du traité secret entre la France et l'Autriche (mars 1847) dont parle Hillebrand, *Geschichte Frankreichs*, II, 682-683. Il est probable qu'il y eut des pourparlers, mais que rien ne fut conclu. Sa principale stipulation était que la France consentait à la seule intervention de l'Autriche, s'il se produisait des complications en Italie.

2. Ashley, *Palmerston*, I, 64 ; Martin, *Prince Consort*, I, 429 ; Bianchi, *op. cit.*, V, 81, 92.

3. *Italia farà da sè* ; voir Leopardi, *Narrazioni*, 230.

anglaise et les intrigues autrichiennes, ses meilleurs instincts vers une rédemption nationale, et ses chers soucis au sujet de la sécurité de sa couronne, le firent envisager de plus en plus près l'éventualité d'une guerre. Les Italiens crurent que les autres princes, sauf ceux de Modène et de Parme, joindraient leurs armées à la sienne. Cette croyance reposait sur l'optimisme irréfléchi du temps. Le Pape déclara à ce même moment que, sous aucun prétexte, il ne voudrait la guerre. Ferdinand de Naples était trop faible, trop jaloux du Piémont, trop bien disposé à l'égard du despotisme autrichien pour prendre volontairement part à la lutte. Seul le grand-duc de Toscane, qui était à la merci du courant populaire et qui avait quelques petits griefs contre les Autrichiens, était susceptible de combattre aux côtés du roi du Piémont. Mais l'enthousiasme tenait peu compte de la force de l'ennemi ou de sa propre faiblesse évidente. Les souvenirs du passé, la foi en l'avenir de l'Italie, la confiance que la bénédiction du Pape descendrait sur les armées italiennes, donnaient à la lutte approchante la ferveur d'une croisade.

Tous les yeux étaient fixés sur la Lombardie comme le champ des batailles prochaines, et les Lombards eux-mêmes, impatients de combattre, étaient déjà dans un état de demi-révolte. Depuis quelques années, la classe cultivée s'était lentement affranchie de l'existence vaine et épicurienne qui avait étouffé ses intérêts politiques. Quelques jeunes nobles, imitant les Georgofils, se lançaient dans de douces œuvres philanthropiques, et leur organe, la *Rivista Europea* osait parler de la fraternité des Italiens et de l'impuissance de la coercition pour écraser l'esprit de liberté. Plus ou moins distincte d'eux, une école plus populaire et plus déterminée s'assemblait autour de Correnti et de Cattaneo, le rédacteur du *Politecnico*. Correnti, dans un pamphlet clandestin [1], critiqua le gouvernement au sujet du traitement des provinces italiennes, et prouva, à la satisfaction de ses concitoyens, que leur part dans la taxe impériale leur était injustement mesurée. Cattaneo était moins avancé, en ce qui concerne la question nationale, que les nobles libéraux; mais, en matière industrielle et sociale, ses aperçus étaient fiers et étendus. Il analysait courageusement les conditions industrielles

1. *L'Austria e la Lombardia.*

du pays, et proclamait des théories de réforme et de liberté incompatibles avec le despotisme autrichien. Mais la timidité de Cattaneo sur la question de l'indépendance ne pouvait satisfaire la masse des jeunes juristes et docteurs qui, bien qu'ils eussent repoussé le rituel de la Jeune Italie, acceptaient le programme national de Mazzini. Les hommes de ce genre firent de leur mieux, dans une heure sombre, pour conserver vivace la flamme, par la publication clandestine d'ouvrages libéraux, par l'organisation d'une polémique « d'inscriptions sur les murailles », ainsi que par leur propagande tranquille parmi les ouvriers et les paysans.

Mais ce fut l'École piémontaise qui donna sa base au patriotisme lombard. Plusieurs nobles milanais possédaient des propriétés en Piémont et partageaient leur existence entre Turin et Milan. La tradition d'un royaume de l'Italie du Nord sous la maison de Savoie avait survécu aux déconvenues de 1814 et 1821, et il ne manquait qu'un signe de Charles-Albert pour lui rendre une vie nouvelle. La guerre de tarifs de 1846 en fit naître l'occasion, et les nobles firent au roi de prudentes ouvertures qui, en tout cas, ne furent pas complètement repoussées[1]. Torelli parla d'un royaume de l'Italie septentrionale et tenta d'attirer le roi vers cet appât séduisant. Des questions intérieures aidèrent à agiter le public. En 1837, le gouvernement avait ratifié la pose d'une voie ferrée entre Milan et Venise, et une vive controverse s'éleva au sujet de savoir si l'embranchement Milan-Brescia passerait par Bergame ou Treviglio. La majorité des actionnaires italiens se prononça en faveur de la ligne la plus directe, par Treviglio, et l'éloquence d'un jeune avocat vénitien, Daniel Manin, transforma la discussion en question de prédominance nationale et en fit un champ de bataille entre le gouvernement et le peuple. Manin qui, comme Disraéli, descendait de juifs vénitiens, prit pour devise qu'« une nation n'a peut-être jamais le droit de se résigner à l'infortune » et trouva son modèle politique dans les agitations légales d'O'Connell et de la Ligue contre la législation des céréales[2]. Il était impossible, pensait-il, d'entrer en lutte contre l'Autriche, sauf dans le cas d'un soulèvement européen, et, en attendant,

1. Gualterio, *Rivolgimenti*, I, 445-447 ; Bonfadini, *Mezzosecolo*, 227 ; Senior, *Journals*, I, 297 ; Pinelli, *Storia*, III, 179.
2. Anti-corn-Law League.

l'opposition organisée formerait le peuple et assurerait le respect envers l'Italie. L'occasion favorable était venue, et il brava courageusement le Commissaire Impérial. Encouragés par sa jeune audace, les actionnaires milanais et vénitiens se mirent en ligne et, après des années de controverse, leur vote uni remporta la victoire. C'était le commencement de la révolution ; le gouvernement subissait là son premier échec, et Venise et Milan, enfin, joignaient leurs mains [1].

L'été de 1847 était venu. La Lombardie et la Vénétie avaient été profondément secouées. La ferveur provoquée par Pie, la clameur qu'avait causée l'occupation de Ferrare, le cri de l'indépendance, avaient eu leurs échos dans les provinces autrichiennes opprimées. A la campagne, les paysans commençaient enfin à s'émouvoir ; dans les villes, les nobles et les radicaux se réunissaient. Les prêtres mettaient en avant leurs différends avec le gouvernement, les conseils communaux se dressaient devant les fonctionnaires, les paysans montagnards bravaient le code forestier. Dans la haute société, les Autrichiens étaient boycottés, et un archiduc même ne trouvait pas au bal de partenaire italienne. Au congrès scientifique qui se réunit à Venise cette même année (septembre 1847), le sentiment national éclata dans chaque discussion sur les chemins de fer, l'industrie ou la littérature. Mais quelque chose de plus grand et de plus évident était nécessaire pour s'imposer à l'attention publique. Sur ces entrefaites l'archevêque Gaysruck mourut et le gouvernement espéra gagner quelque popularité en nommant au siège vacant un Italien. Il choisit Romilli, personnage peu recommandable, soit comme patriote, soit comme prélat ; mais sa qualité d'Italien suffit, et Milan lui fit une réception digne du siège ambroisien (5 septembre). Son enthousiasme et son unanimité affolèrent les autorités, et lorsque trois jours plus tard les fêtes recommencèrent, la police fit usage de ses armes contre la foule pacifique et joyeuse ; pendant plusieurs jours, la troupe procéda à des patrouilles dans les rues, bousculant et provoquant les habitants. Le sang versé, l'insulte faite à l'église et à la cité, gagnèrent à la cause les masses populaires de Milan et les magistrats eux-mêmes qui, scandalisés

1. Avant 1848, la ligne était terminée de Milan à Treviglio et de Mestre à Vicenza. Elle ne fut ouverte entièrement qu'à partir de 1857.

par cette effronterie brutale, acquittèrent les personnes arrêtées lors des manifestations. Le gouvernement se rendit compte qu'il était en face d'un mouvement sérieux, mais il en méconnut entièrement la puissance; et, bien qu'il eût l'intention de faire des réformes considérables, Metternich pensa que le principal grief contre le gouvernement était « d'avoir ennuyé » les Milanais.

Il se trouva placé lui-même devant une phase d'opposition plus embarrassante. Toutes léthargiques qu'aient semblé les Congrégations, elles étaient toujours le seul fragment existant d'institutions représentatives, le seul espoir de ceux qui, tout en s'efforçant de détourner toute séparation de l'Empire, désiraient quelques réformes administratives et quelques mesures d'autonomie [1]. Nazari, le délégué de Bergame, présenta à la Congrégation centrale de la Lombardie une pétition qui, prenant pour sujet le mécontentement général, demandait la nomination d'une commission chargée de faire une enquête sur ses causes et de présenter un mémoire à l'Empereur. Les pétitions qui vinrent ensuite des Congrégations provinciales eurent soin de repousser toute idée d'infidélité; rien n'était dit au sujet de modifications constitutionnelles ; elles ne demandaient seulement que les réformes les plus criantes et les plus nécessaires. Tommaseo, à Venise, réclama la liberté de la presse, en vertu de la loi non abrogée de 1815 ; et bien que Manin, devançant les Lombards, suppliât la Congrégation vénitienne de réclamer l'autonomie et « une véritable représentation nationale », le mouvement général resta dans les limites de la stricte légalité.

Le gouvernement était irrésolu sur la façon dont il devait agir, et, si la question avait été limitée aux congrégations et aux autorités civiles, un compromis eût été possible. Mais les événements allèrent vite au delà. La police et l'armée, irritées par le nouvel esprit qui les défiait, étaient impatientes de précipiter la crise. Radetzky, le commandant en chef, un vigoureux vétéran de quatre-vingts ans, était le type accompli de l'esprit prétorien brutal de l'armée autrichienne. « Trois jours de sang, aurait-il dit, nous vaudront trente ans de paix ». Rainerio, le vice-roi, et Spaur, le gou-

1. Bonfadini, *op. cit.*, 242 ; *Indirizzo degli Italiani*, 8; Gori, *Rivoluzione*, 116.

verneur de Milan, plaidèrent en faveur de moyens plus doux. Si seulement les Milanais avaient pu être poussés à la violence, Radetzky aurait eu une raison pour demander des renforts et dominer le pays sous une force écrasante! Les Milanais lui fournirent le prétexe qu'il désirait. Le sang versé en septembre n'avait fait que les émouvoir, et, durant tout l'automne, ils avaient joué à l'égard de la police un jeu semi-burlesque. Des actrices arboraient des rubans ou des bouquets aux trois couleurs ; des gamins des rues se moquaient des soldats ; l'hymne à Pie était chantée ou sifflée partout. A Noël, les leaders pensèrent que l'heure était venue de mettre ouvertement la ville aux prises avec le gouvernement. Ils se rappelèrent les émeutes de Boston à propos du thé et deux incidents semblables de l'histoire de leur propre cité. S'ils pouvaient parvenir à arrêter l'usage du tabac, ce devait être là un coup sérieux pour les finances autrichiennes, et une preuve des sacrifices qu'étaient capables de s'imposer les Italiens, presque tous grands amateurs de cigares. Ils firent un appel aux Milanais pour que, au Nouvel-An, ils cessassent de fumer, car « le tabac dénaturait les suaves odeurs des fleurs de l'Italie ». Pendant les deux premiers jours de janvier, les rues de Milan furent presque entièrement vides de fumeurs, et les rares personnes qui apparurent avec des cigares furent huées ou bousculées. L'armée sut en tirer parti. D'énormes distributions de cigares furent, dit-on, faites à la garnison, et officiers et soldats soufflèrent leur abondante fumée dans le visage des passants. Lorsqu'il vit cette mauvaise plaisanterie mal prise, Radetzky montra les dents. La cavalerie chargea la foule sans armes ; des ouvriers rentrant chez eux furent passés à la baïonnette. Un certain nombre de personnes furent tuées et plus de cinquante blessées. Milan répondit unanimement à cet outrage ; même les nobles et des employés d'administration ne purent rester plus longtemps silencieux ; de hauts fonctionnaires protestèrent ou démissionnèrent, et l'archevêque, dans la cathédrale, fit des prières afin que les gouvernants pussent enfin acquérir des notions d'humanité ; mais l'empereur publia un édit menaçant que Radetzky développa en un appel enflammé à ses troupes. Le jour des compromis était passé ; il n'y avait plus de badinage dans le mouvement ; l'armée et le peuple en étaient aux dernières extrémités.

Les émeutes du tabac causèrent un frémissement irrité par toute l'Italie ; mais l'on sentit que le jour de la guerre n'était pas encore venu, et l'indignation ne réussit pas à distraire l'attention de la question constitutionnelle. Durant toute cette période, les mouvements nationaux et réformateurs se sont trouvés inextricablement liés, réagissant sans cesse l'un sur l'autre, chacun d'eux sympathisant avec les progrès ou les échecs de l'autre, jusqu'à ce que finalement, bien que Gioberti eût parlé, avec circonspection, des institutions représentatives dans ses *Prolegomeni*, les réformateurs bornèrent leurs revendications à des modifications administratives. Rien ne fait ressortir davantage le caractère conservateur du mouvement ou ne le différencie plus des révolutions des Carbonari, que le silence observé jusqu'alors au sujet d'un gouvernement parlementaire. Les Modérés avaient pris pour premier axiome de ne rien faire qu'avec le concours des princes ; jusqu'à l'occupation de Ferrare, il avait semblé peu probable d'obtenir une Constitution, soit de Pie, de Léopold ou de Charles-Albert ; on y avait peu pensé, et on en avait encore moins causé. Les libéraux avaient concentré leurs efforts sur trois points : liberté de la presse, une garde civique et un Conseil d'État. Ils les avaient obtenus en Toscane et dans les États de l'Église, et bien que le Piémont n'eût pas de garde civique, chacun savait que ce n'était plus qu'une question de temps. Apparemment, le pays était satisfait de ces concessions. Les Mazziniens étaient plus absorbés, pour l'instant, par l'idée d'une guerre contre l'Autriche que par celle d'un gouvernement populaire. Les masses étaient portées à manifester plutôt en l'honneur des réformes conquises qu'en vue d'en obtenir de nouvelles. Des réjouissances furent faites en l'honneur du Pape. Pour des hommes élevés sous le despotisme, il semblait que, en ce qui concernait le gouvernement, l'intention et le fait étaient une seule et même chose ; et le paisible naturel italien recommença à folâtrer.

Mais tout tendait à remettre en lumière la question constitutionnelle, et la demi-sincérité apportée par le gouvernement dans ses réformes pouvait, à tout instant, la porter à l'ordre du jour. Les fonctionnaires étaient paralysés ou essayaient faiblement de détruire les nouvelles libertés en usage. Et, tandis que la mésintelligence entre le gouvernement et les libéraux augmentait lentement, de regrettables incidents

avaient eu lieu, qui firent douter la masse des hommes soumis à la loi, de l'habileté de leurs maîtres à s'opposer aux émeutes révolutionnaires, et les poussa à chercher leur sécurité dans un parlement bourgeois. Ils avaient été alarmés par les récits violents et ampoulés d'hommes qui se souciaient peu de la politique, mais ressentaient l'oppression cruelle du système social. Il y avait peu de socialisme théorique ; il existait beaucoup de mécontentement économique pratique. L'hiver avait été très rude et avait fait mourir beaucoup de plants d'oliviers. La franchise des marchés anglais et irlandais avait détourné les céréales vers eux et fait monter leurs prix. A Gênes la détresse était grande et il régnait chez les ouvriers une animosité vive contre leurs patrons ; à Florence, les artisans se soulevèrent contre le paiement anticipé des loyers. Les émeutes du pain augmentèrent en fréquence et en intensité. A Côme et à Laveno, il se passa des scènes rappelant certains passages des *Promessi Sposi*. Dans les districts ruraux de Toscane, la crise tomba lourdement sur les petits fermiers et leurs ouvriers, et des agitateurs, de quelque parti qu'ils fussent, la tournèrent rapidement à leur profit. A Cortone, Pistoia, Prato, et au delà des Apennins en Romagne, des boulangeries furent mises au pillage, sous l'œil bienveillant de la police. On considérait unanimement les émeutes comme l'œuvre d'agents autrichiens ou sanfédistes[1], et les gens aisés craignirent, ou firent semblant de craindre une répétition des massacres de Galicie[2].

Des choses plus sérieuses se passaient à Livourne. La ville avait toujours conservé sa distinction d'avec la Toscane, et son peuple, vigoureux et tenace, agité par les fluctuations du commerce, avait appris de Guerrazzi et de son allié, le charcutier Bartelloni, à aimer une démocratie passionnée. Bartelloni, rusé et audacieux, était l'objet de l'admiration populaire, et l'inventeur enthousiaste d'un plan pour culbuter les trônes italiens[3]. Guerrazzi avait pressenti la mêlée

1. Gualterio, *op. cit.*, III, 302 ; Coppi, *Annali*, IX, 122 ; Saffi, *Scritti*, II, 40 ; Gori, *op. cit.*, 176.

2. En 1846, les paysans de Galicie massacrèrent leurs seigneurs et les bourgeois. Les seigneurs avaient menacé de se révolter, et l'on crut généralement que le gouvernement autrichien avait encouragé les paysans.

3. Montanelli, *Memorie*, I, 47, 251 ; Coppi, *op. cit.*, IX, 24. Est-ce lui ou le « B. G. » de Dandolo : *Italian Volunteers* qui fut l'original du Barto Risso de Meredith ?

prochaine et s'était de nouveau jeté, avec toute sa vigueur inflexible, dans la vie politique qu'il avait quittée. Idole du peuple, il était pour la bourgeoisie le héraut sinistre de la révolution et du communisme, et il lui rendait sa haine avec plus de dignité, mais avec autant d'intensité. Durant tout l'automne, l'agitation avait grandi à Livourne, tandis que la question de la Lunigiana évoquait le spectre de l'invasion et que le gouvernement retardait toujours l'enrôlement d'une garde civique. Deux jours après les émeutes à propos du tabac, le peuple prit possession de la ville. Guerrazzi fut appelé pour calmer la tempête qu'il avait aidé à soulever et devint le dictateur de ce qui, à tous les points de vue, était un mouvement insurrectionnel. Mais ce mouvement rencontra peu de sympathie dans le reste de la Toscane. A Livourne même, les séparatistes étaient en minorité, et Ridolfi, sachant qu'il avait derrière lui l'opinion publique, refusa de transiger et s'avança avec des forces qui, sous la frayeur, écrasèrent l'opposition.

La révolte de Livourne accentua l'instabilité d'un gouvernement qui courtisait les désordres et avait peu de force pour leur résister. La revendication d'un gouvernement parlementaire devint rapidement plus puissante. Dans les États de l'Église, cependant, même des hommes, qui furent plus tard des démocrates, se rendirent compte de la difficulté qu'il y avait à concilier des institutions représentatives et la théocratie[1]. En Toscane, il ne se posait aucun problème de ce genre et déjà à l'époque de la manifestation de Florence, il y régnait un certain sentiment, bien qu'apparemment peu vigoureux, en faveur d'une constitution. Cette revendication venait principalement d'hommes politiques réfléchis comme le cadet des Corsini et Guerrazzi, qui se rendirent compte bien plus tôt que les masses, de l'impossibilité qu'il y avait à ce que, dans la voie des modifications administratives, les réformes s'arrêtassent à mi-chemin. La question avait été éclipsée par les troubles de la Lunigiana et, durant l'hiver, on avait été anxieux d'armer la garde civique et de mettre le pays en état de défense. Néanmoins la conviction augmentait que seule une constitution pouvait diminuer l'incapacité du pouvoir exécutif.

1. Saffi, *op. cit.*, I, 223.

Le même développement de pensée se produisit en Piémont où conservateurs et réformateurs avancés avaient longtemps été nettement séparés. Au cours des deux dernières années, la Société Agricole avait été divisée par des querelles entre les nobles libéraux dirigés par Camille Cavour, et la section démocratique qui suivait Valerio, le secrétaire de la société. La querelle s'étendit au public. Balbo, pédant et timide, s'efforçait de détourner toute agitation active tant qu'il n'y aurait pas un O'Connell ou un Cobden pour la diriger. D'Azeglio, plus opportuniste, était disposé à se rencontrer à mi-chemin avec les démocrates ; et lui et Farini, l'auteur du manifeste de Rimini, s'employèrent à réconcilier les deux partis par un échange de flatteries. Il devint de plus en plus évident que rien, sauf une constitution, ne pourrait satisfaire le pays, et Balbo lui-même adressa au roi un mémoire pour qu'il prît ce désir en considération. Mais l'impulsion réelle vint de l'homme qui, de tous les modérés, était le plus détesté et le plus suspecté par les démocrates.

Camille Cavour, le fils de l'un des ministres les plus réactionnaires de Charles-Albert, avait alors trente-sept ans. Dans sa jeunesse, il avait été radical, mais, dès avant 1833, il s'était calmé au point de devenir un adorateur du « juste milieu », un partisan du système foncier anglais et de la dépendance mutuelle des classes, un opportuniste déclaré dans le genre de Peel et de Casimir-Périer, avec une conscience plus vigoureuse que scrupuleuse ; c'était néanmoins un patriote déterminé, ayant en horreur l'oppression de l'Autriche et du Pape, s'irritant de la tyrannie intérieure qui entravait le commerce et qui « considérait tout instinct généreux comme un sacrilège ou une haute trahison ». Il avait beaucoup voyagé en Angleterre et en France et en avait rapporté la haine du cléricalisme, une foi profonde dans le libre-échange, dans la liberté sociale, et une saine activité politique. Aristocrate de naissance et de relations, et malgré lui, par beaucoup de préjugés, « le petit homme » montrait dans son allure plébéienne et son costume son mépris pour les ornements du rang et sa conviction que, dans la société moderne, l'aristocratie était destinée à périr [1]. Presque dépourvu de sentiments littéraires et artistiques, il avait étudié avec perspicacité, les questions

1. Cavour, *Lettere*, I, 12 ; La Rive, *Cavour*, 124.

politiques et sociales; franc et méthodique, doué d'un amour dévorant du travail, il se jeta dans les affaires, spéculant sur les blés et les riz, établissant des moulins à vapeur, des fabriques de sucre, de produits chimiques, des compagnies de chemins de fer. Sa passion pour l'agriculture[1] en avait fait l'un des fondateurs de la Société Agricole. Chez lui, c'était « le plus amusant des hommes », avec un sourire satisfait errant toujours sur sa large face, quelque peu insouciant de la moralité la plus rudimentaire, et encore plus de sa propre réputation; il était doué d'une expansion enfantine et d'une bonne humeur confiante qui lui faisaient traverser en plaisantant les sentiers les plus rudes de l'existence. Bien que son enjouement ne fût qu'un voile cachant un naturel profond et passionné, et qu'il y eût des moments où l'enthousiasme ou l'indignation lui firent perdre son sang-froid, en temps ordinaire c'était un gentilhomme campagnard brave, éclairé, quoique impressionnable, et dont Cobden avait déjà dit que c'était l'homme le plus capable qu'il connût, doué d'un vigoureux bon sens qui n'avait rien, ni de mesquin, ni d'égoïste, aussi indifférent en matière de tradition qu'il l'était à l'égard de spéculations abstraites ou du lointain futur, mais résolu à assurer ce qu'il était possible pour l'instant, de justice, de tolérance et de sage liberté.

Naturellement, il s'attacha de suite au mouvement national modéré; il n'avait pas confiance en un pape réformateur; mais la doctrine de Balbo sur l'influence directrice du Piémont trouva en lui un converti, et son article de la *Nouvelle Revue* contribua beaucoup à faire converger vers Charles-Albert les pensées des nationaux. Il avait combattu les démocrates dans la Société agricole, mais il était des vues trop larges pour l'école étroite des modérés, et il s'employa laborieusement à former un parti nouveau qui ouvrirait ses portes à tous ceux qui, tout en acceptant le système social existant, combattraient, sous la Maison de Savoie, pour l'indépendance nationale. Avec son clair bon sens, il reconnut qu'une constitution était nécessaire pour assurer un bon gouvernement et donner le champ libre à des ambitions saines comme la sienne. L'occasion favorable se présenta bientôt. Après le

1. Il avouait cependant que « l'agriculture est l'art des désillusions et des désappointements ».

voyage du roi à Gênes, l'impatience y occasionna une agitation nouvelle et plus menaçante à l'égard des Jésuites, et le conseil municipal pria le gouvernement d'autoriser la constitution d'une garde civique pour maintenir l'ordre. Une pétition monstre (car alors on osait signer) appuya cette demande et les rédacteurs des principaux journaux de Turin, Cavour, Valerio, Giacomo Durando, Brofferio, se concertèrent pour savoir quelle serait la meilleure façon de la soutenir (vers le 16 janvier 1848). Cavour, suspectant toujours Charles-Albert et craignant que de nouvelles concessions ne fussent rendues vaines en pratique, recommanda à la réunion de se prononcer pour une constitution ; et bien que Valerio, qui pensait que rien de bon ne pouvait venir de Cavour l'aristocrate, insistât pour que la création d'une garde civique fît l'objet de la première demande, les autres publicistes se rangèrent du côté de la politique la plus large[1]. La décision de cette réunion mit la question en lumière, et il ne manqua plus qu'une occasion propice pour provoquer un cri irrésistible, en faveur d'une constitution.

Mais la première revendication énergique et effective devait venir du Sud. A Rome, en Toscane, en Piémont, on avait une plus ou moins grande confiance dans le gouvernement ; à Naples et en Sicile, personne n'avait foi en lui. Naples possédait en théorie beaucoup de ce qu'on réclamait dans les autres États ; mais il n'y avait aucun espoir de voir la théorie entrer dans le domaine pratique à moins qu'un parlement ne contrôlât le pouvoir exécutif. Lorsque les autres princes commencèrent à se rencontrer à mi-route avec les libéraux, ce contraste avec l'obscurantisme aveugle et autoritaire de Ferdinand ressortit d'une façon d'autant plus vive. Le roi annonça dans la *Gazette* qu'il ne suivrait « aucune marionnette politique à la mode » et recommanda à son fils de prier pour le pape, « qui ne savait pas ce qu'il faisait ». Les années n'avaient fait qu'affermir son instinct de gouvernement personnel, sa cruauté et sa méfiance ; et modérés et démocrates, nobles et bourgeois, Napolitains et Siciliens, firent cause commune

1. Saraceno, *Santa Rosa*, 159-162 ; Predari, *Primi Vagiti*, 249 ; Tavallini, *Lanza*, I, 52 ; Cavour, *Nuove lettere*, 167, 174.

contre lui. Pendant le mois de juillet précédent, un jeune jurisconsulte, Settembrini, publia sa *Protestation du peuple des Deux-Siciles,* et le hideux tableau qu'il fit de la tyrannie mit fin à la légende suivant laquelle Naples passait pour avoir de bonnes institutions. « Le seul remède, concluait-il, ce sont les armes ». Ce fut en vain que le gouvernement publia sa propre apologie et effectua certaines remises d'impôt. Settembrini avait exprimé le sentiment universel, et son appel à la révolte trouva bientôt de l'écho. Le comité révolutionnaire de la Calabre, après s'être efforcé en vain de concerter un soulèvement avec les libéraux de Naples et de Palerme, décida d'agir de lui-même, et, le 1er septembre, Reggio et Messine se soulevèrent. Les insurgés avaient l'intention de marcher rapidement sur Naples, mais ils trouvèrent peu de concours, et furent repoussés sur Aspromonte où le gouvernement écrasa facilement ce mouvement hâtif et fusilla de sang-froid quarante-sept insurgés.

Cette cruelle répression ne fit qu'activer la demande d'une constitution. Mais tandis que les radicaux pensaient que, pour l'obtenir, il leur faudrait combattre, les modérés espéraient encore que les craintes ou les ambitions du roi finiraient par l'amener dans la voie des concessions. Ils désiraient une constitution avec une seconde Chambre et un droit électoral limité qui dompterait la démocratie encore plus effectivement que ne l'avait fait le despotisme. Leur chef, Bozzelli, était un pédant étroit de l'école doctrinaire, un homme de moyens louches et d'ambitions vulgaires, ignorant ou dédaigneux de l'esprit nouveau et plus élevé qui avait pénétré la politique italienne. Il semblait que la conspiration allait se consumer en vains appels au roi. Pour un moment, Ferdinand fut ému à la suite d'une entrevue avec les porte-paroles des libéraux, qui firent briller à ses yeux l'espoir de la couronne d'Italie[1]; mais, bien que Delcarotto lui-même fût las de « vivre au milieu de conspirations et de répressions », le roi ne bougea pas. Tandis que les Napolitains attendaient toujours, avec le même manque de vigueur et de résolution qu'en 1820, les Siciliens se décidèrent à agir. Crispi, un jeune jurisconsulte sicilien, noua les fils de la conspiration avec le continent, et le comité libéral

1. Nisco, *Ferdinando*, II, 88.

de Naples fut obligé, bon gré mal gré, de consentir à une révolution faite de concert avec eux, au commencement de l'année.

Palerme devait se soulever la première et demander la constitution de 1812 et l'autonomie ; Naples devait suivre et se faire accorder la constitution de 1812, avec modifications dans un sens conservateur. La révolution, suivant l'une des versions qu'on en donne, était organisée de façon à éclater à Palerme le 12 janvier « aussi ponctuellement qu'une lettre de change » ; mais il est plus probable qu'aucune date fixe n'avait été prévue et que la fameuse proclamation qui l'annonça trois jours d'avance fut l'acte d'un enthousiaste solitaire[1]. Ce fut presque accidentellement que la foule, qui patientait avec calme et attendait le signal pour se mettre en révolution, prit les armes et attaqua les soldats dans la matinée du 12. Rien ne put résister à l'assaut désespéré des Palermitains et des paysans leurs alliés, et huit jours de luttes sauvages dans les rues mirent la garnison dans une situation critique. Le gouvernement essaya de transiger sur la base de la vieille indépendance administrative avec la liberté de la presse et l'amnistie par-dessus le marché (21 janvier). Mais les chefs révolutionnaires de toutes les classes ne voulaient, exclusivement, que la constitution de 1812 ; personne ne pouvait se fier, sans garanties, aux promesses d'un Bourbon ; et, quelque peu appropriée que pût être la vieille charte aux nécessités actuelles, elle avait une auréole de prestige et provoqua le cri de guerre auquel tous devaient se rallier. Mais la Cour ne voulait pas de constitution ; Ferdinand répondit aux avis de Louis-Philippe qu'« il serait un roi, et toujours un roi », et il était clair que seule la force déciderait du succès. Le gouvernement ne savait probablement pas combien sa position à Palerme était faible ; mais de Sauzet, le commandant, était à court de vivres ou effrayé, et, lorsque sa tentative de négocier un armistice eut échoué, il battit brusquement en retraite (27 janvier), et, s'étant retiré le long de la côte, s'embarqua pour Naples. Les autres villes s'étaient soulevées, et à la fin du mois de janvier, les Napolitains n'avaient plus aucun point d'appui dans l'île, excepté la citadelle de Messine et trois forts.

1. Bertolini, *Memorie*, 225, citation tirée de Torrearsca ; Montanelli, *op. cit.*, II, 186 ; *Riv. stor. del risorg.*, II, 393 ; *contra*, Nisco, *op. cit.*, 87 ; Santoro, *Rivolgimenti*, 35. Voir aussi La Farina, *Storia*, III, 126 ; Id., *Epistolario*, I, 422 ; Correspondance-Naples, 49.

Le soulèvement sicilien fut le prélude des révolutions qui secouèrent l'Europe au cours du printemps de 1848. La témérité de la poignée d'hommes qui attaquèrent une garnison puissante, leur triomphe dramatique, la chute soudaine de la domination des Bourbons, causèrent une profonde sensation en Italie et en Europe. Et tandis que même les modérés étaient obligés de saluer la défaite de Ferdinand, on reconnut de tous côtés que l'effusion de sang avait accéléré le mouvement, que, si les princes devaient garder leurs trônes, il fallait pour cela des modifications radicales, et que la lutte dans les rues de Palerme n'était qu'un prélude à des barricades à Milan et à Venise. Naples fut la première à en ressentir les effets. Les Napolitains n'avaient pas tenu leurs promesses envers Palerme ; Carlo Poerio, le chef des conspirateurs les plus actifs, était en prison et, en son absence, les libéraux semblaient plus paralysés que jamais. Les paysans sobres et misérables de Cilento se soulevèrent, fidèles à leurs traditions révolutionnaires ; mais ce ne fut que lorsque le soulèvement se fut répandu dans la province de Salerne et qu'un rapport annonçant que les insurgés s'avançaient eut plongé la ville dans la panique, que ses faibles libéraux firent montre de quelque intention de se remuer (25 janvier). La Cour fut effrayée par des nouvelles exagérées ; et bien que Delcarotto échouât dans un complot pour obtenir une constitution[1] et fût banni, il y en eut d'autres qui, comme lui, eurent hâte de faire la paix avec la Révolution. Poerio fut remis en liberté, et ses partisans, s'agitant enfin, organisèrent une manifestation pour alarmer le roi (27 janvier). Ferdinand trouva que ses troupes chancelaient et, avant la tombée de la nuit, ayant pris conseil de ses généraux, il accorda une constitution. Il est dit qu'il manifesta un malin plaisir à surenchérir ainsi sur les princes réformateurs : « Ils m'y ont poussé, je les renverserai ». Il est plus probable qu'il capitula tout bonnement par peur. Les anciens ministres et le confesseur jésuite quittèrent le palais ; Bozzelli fut chargé d'élaborer un plan de constitution ; et, bien qu'il portât les marques de son esprit timide et pédantesque, le peuple s'inquiéta peu des défauts et des dangers dont sa proposition était parsemée. Lorsque le roi parcourut la ville et

1. D'Ayala, *Memorie*, 98-101 ; Nisco, *op. cit.*, III ; Leopardi, *op. cit.*, 69, 76, 86.

jura fidélité à la Constitution, il sembla une fois de plus être chéri par son peuple.

La nouvelle de la constitution napolitaine donna un nouvel élan à toutes les aspirations non satisfaites des libéraux avancés de la péninsule entière. Partout elle fut saluée avec joie par des hommes qui étaient restés sur l'expectative et maintenant se déclaraient prêts à marcher. Partout on réclama une constitution. Le Piémont fut le premier atteint par le courant. Les radicaux s'emparèrent de cette revendication et D'Azeglio, pour des raisons d'opportunité, insista pour que les modérés l'acceptassent. La pression devint rapidement si forte que, le lendemain du jour où étaient arrivées les nouvelles de Naples (2 février), les ministres conseillèrent au roi de céder. Les préjugés de Charles-Albert étaient tous contraires à une constitution ; il se pensait lié par son vieux serment que Metternich n'avait pas manqué de lui rappeler ; il se méfiait d'un gouvernement parlementaire, haïssait sa publicité, sa rudesse, ses luttes de partis, sa corruption possible. Tout récemment, il avait protesté qu'il ne l'adopterait jamais [1]. Mais il se rendit compte qu'il était dangereux de résister, qu'en tous cas il gagnerait la sympathie de l'Angleterre et relèverait le défi de l'Autriche. Il autorisa ses ministres à élaborer en particulier un plan de constitution, pensant résoudre son dilemme personnel en abdiquant, comme l'avait fait son prédécesseur en 1821. Mais, tandis qu'il temporisait, l'impatience augmenta. A l'instigation directe du roi, les conseils municipaux de Turin et de Gênes votèrent des résolutions en faveur d'une constitution (7 février). Même un grand nombre de réactionnaires, effrayés par la tempête et espérant avoir la majorité dans une Chambre Haute, se joignirent à cette revendication. Le Conseil avisa le roi qu'il n'y avait d'autre alternative qu'une violente guerre civile pouvant dégénérer en révolution. Sa conscience fut mise en repos par un évêque patriote, et il se contenta de stipuler que le premier article de la charte devait proclamer le catholicisme religion d'État. Le 8 février, il promit d'accorder une constitution.

1. Bianchi, *Diplomazia*, V, 63, 70; Id., *Carlo-Alberto*, 20; Predari, *Primi vagiti*, 260 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 82 ; Cibrario, *Notizie*, 75 ; Manno, *Spicelegio*, 225 ; Cavour, *Lettere*, I, cxx, 70; *contra* Saraceno, *op. cit.*, 167.

De là, le mouvement gagna la Toscane où le gouvernement avait perdu tout pouvoir de résister à une pression populaire. Les sbires avaient été traqués au point d'être forcés de se cacher (25 octobre 1847), et les ministres n'avaient derrière eux d'autre force que la garde civique, qui elle-même était la première à réclamer des réformes. Le cabinet se montra bruyant et irrésolu, et la victoire des constitutionnels dans le Piémont anéantit ses précautions. Le 11 février, le Grand-Duc proclama une constitution. Capponi et Ridolfi espérèrent encore pouvoir s'arrêter à une Assemblée consultative ; les radicaux, par contre, réclamèrent une seule Chambre. La majorité du cabinet se décida pour un moyen terme et se prononça en faveur des propositions de Ricasoli et de la municipalité de Florence, qui demandaient une modification de la constitution française de 1830.

Après le triomphe des libéraux en Piémont et en Toscane, il n'était plus possible de refuser plus longtemps à Rome une constitution. Depuis longtemps le Pape avait cessé de diriger les événements. Par intervalles, il ne considérait pas d'une façon malveillante le mouvement libéral. Des conspirations ébruitées de « Grégoriens » continuaient de l'alarmer ; il ne pouvait oublier l'insulte de Ferrare, et fut de nouveau irrité lorsqu'en janvier le gouvernement autrichien, avide d'écraser le libéralisme à Naples, lui fit demander l'autorisation de faire passer des troupes à travers les territoires pontificaux. Pie était tout à fait acquis au côté le plus modéré du nouveau mouvement. Il protégea l'instruction, patronna des plans pour la réforme de l'Agro Romano, donna des concessions, qui furent du reste presque mort-nées, à des compagnies de chemins de fer. Il repoussa toute sympathie avec l'obscurantisme, espérant que son renom de réformateur ramènerait les protestants dans le giron de l'Église ; mais il fut douloureusement sensible à l'accusation de prendre parti pour la révolution, et commença à se rendre compte de quels matériaux combustibles il était en train de se servir [1]. Il fut très affecté de l'agitation contre les jésuites, des fêtes à l'occasion de la défaite du Sonderbund, des attaques des journaux contre les catholiques belges. Il devenait de moins en moins tranquille, dans la crainte d'être forcé d'agir contrai-

1. Leopardi, *op. cit.*, 84 ; Guizot, *Mémoires*, VIII, 392.

rement à sa conscience ; il fut peut-être très ému du développement imaginaire du scepticisme, et souffrit terriblement d'alternatives d'espoir et de désappointement. Mazzini lui avait écrit une lettre ouverte (septembre 1847) le pressant, avec une flatterie trop transparente, « de faire l'unité de l'Italie ». Cette lettre était loin d'exprimer les sentiments habituels de Mazzini, et son seul effet sur Pie fut de l'alarmer profondément [1]. Il considérait le Pouvoir Temporel, dans sa plénitude, comme une mission sacrée à laquelle il ne pouvait renoncer sans péché ; et, à l'ouverture du nouveau Conseil d'État, il avait laissé entendre à ses membres que ce serait à leurs risques et périls s'ils touchaient à ses prérogatives. Il commença à voir combien les droits d'un prince italien et d'un pontife catholique étaient inconciliables, et, comme « père des princes étrangers », il ne voulut rien entendre au sujet de la guerre.

Ainsi, suivant son habitude, il refusa d'envisager franchement la situation. Les bruyantes manifestations de gratitude dont il était l'objet l'aveuglaient sur la disposition réelle du peuple à son égard. Aussi loin, en effet, qu'allaient les apparences, il était, par moments, son idole. Les chefs libéraux lui attribuaient toute concession involontaire ; ses proclamations réactionnaires n'étaient pas reproduites dans les journaux, et les contradictions et les ajournements du gouvernement étaient imputées aux cardinaux. Mais il avait perdu son charme. Le culte envers Pie était devenu artificiel, et sa popularité dépendait de sa promptitude à satisfaire les demandes sans cesse croissantes du peuple. A l'automne, le Conseil d'État avait été ouvert, et Rome avait reçu une charte municipale [2]. La municipalité et le Conseil furent acclamés, avec les réjouissances usuelles, mais ne furent considérés que comme des étapes vers de nouvelles victoires. Rossi avait pressé le Pape de s'assurer l'appui des modérés et d'isoler les radicaux en accordant un ministère laïque et une forme quelconque d'institutions représentatives. Dès lors, cependant, les modérés, qui formaient la majorité du conseil, se trouvèrent à tout

1. Mazzini, *Opere*, VI, 156-163 ; Ventura, *Pei morti*, xxxiv. Pour l'intention de cette lettre, voir Mazzini, *Opere*, VII, 159 ; IX, 244 ; Id., *Duecento Lettere*, 250-252.

2. L'un des premiers actes de la nouvelle municipalité fut de voter une somme considérable pour l'érection de maisons d'ouvriers.

instant contrecarrés par le gouvernement. Leurs efforts réfléchis et laborieux pour des réformes dans l'enseignement, l'administration et l'armée, furent rendus stériles, aussi, après une lutte amère avec le Pape, ils abandonnèrent, dégoûtés, leur tentative, laissant le champ libre aux radicaux. Dans certaines parties de la Romagne, les choses étaient peu éloignées de l'anarchie. Les vieilles et violentes animosités, la crainte de l'invasion, peut-être aussi l'œuvre des agents sanfédistes, conduisirent à d'inévitables excès ; et à Imolà et Forli, et partout un peu, sous le prétexte d'exterminer les Centurions, se produisirent des assassinats politiques. Rome était pure de tout crime politique, mais bouillait d'agitation. Les démocrates s'étaient organisés en un « club du peuple »; il s'y trouvait un comité révolutionnaire, et Mazzini, malgré sa lettre déloyale, poussait ses amis à discréditer le Pape [1]. Mais les démocrates n'étaient pas les seuls mécontents, et, lorsque le Conseil se trouva paralysé, tous les libéraux furent d'accord sur le point que la réforme à l'intérieur et la préparation à la guerre dépendaient de la nomination d'un ministère laïque. Les nationaux-conservateurs étaient prêts à se joindre aux radicaux pour forcer la main au Pape, et, dans l'intérêt de la défense nationale, ils décidèrent, une fois pour toutes, de se débarrasser de l'incompétence d'un exécutif d'ecclésiastiques. La pression devint trop forte pour le Pape ; après une tentative de compromis, il forma un nouveau ministère avec une majorité de laïques, sous la présidence du cardinal Antonelli (11 mars). Mais il était déjà trop tard pour contenter le pays par des ministres laïques ; de la Romagne, de l'Ombrie, de Rome, des pétitions, signées par les démocrates et les modérés, s'amoncelaient réclamant des institutions représentatives. Pie et le gouvernement éludèrent la demande jusqu'à ce que les nouvelles de la révolution française eussent rendu l'agitation trop intense pour permettre un retard plus grand. Pie, pour le moment peut-être, eut la vision d'une démocratie réconciliée avec le catholicisme et de nouveaux convertis gagnés à l'Église [2]. Les cardinaux repoussèrent une constitution élaborée par Rossi, mais en adoptè-

1. Les lettres dans Bianchi, *Mazzinianismo*, 137 et la Correspondence-Italy, I, 223, semblent authentiques.

2. Minghetti, *Ricordi*, I, 329 ; Leopardi, *op. cit.*, 84 ; Gori, *op. cit.*, 471, cité d'après Gavazzi, *Il papa e la costituzione*, 45.

rent une autre de leur invention, et prirent les trois couleurs pour le drapeau national (15 mars).

Excepté celle du Piémont, les constitutions de 1848 furent trop éphémères pour témoigner, d'une façon effective, de leur valeur et de leur capacité de développement. Elles étaient toutes plus ou moins modelées sur la constitution française de 1830 qui, après avoir commencé sous de mauvais présages, était en train, à ce moment même, de tomber en ruines. Dans un pays où il n'y avait pas eu de libre vie politique, elles n'avaient pu naître de l'expérience pratique des générations. Elles étaient nécessairement de simples faisceaux de maximes constitutionnelles basées sur des théories plus ou moins douteuses. Et, élaborées comme elles le furent, par des hommes qui n'avaient puisé que dans des livres toute leur science d'organisation constitutionnelle, faites dans la hâte du moment pour satisfaire un impérieux cri populaire, il était peut-être inévitable qu'elles retinssent beaucoup des défauts de leur original français ainsi que des constitutions américaines précédentes dont celui-ci avait été tiré ; il était peut-être inévitable qu'elles portassent l'empreinte d'une timidité officielle et bourgeoise, qu'elles tentassent le divorce de l'exécutif et du législatif, une balance des pouvoirs qui menaçait de mettre des bâtons dans les rouages de l'administration, et de rendre difficile un gouvernement vigoureux. Elles [1] contenaient les garanties élémentaires de liberté : — sécurité de l'individu et de la propriété, égalité devant la loi, responsabilité ministérielle, liberté de la presse, une garde civique, droit de pétition, un contrôle parlementaire des impôts. La Toscane y ajouta la liberté du commerce et de l'industrie, et le Piémont un droit restreint de réunion publique. Mais la puissance de l'Église se montrait dans les stipulations qui, dans chaque constitution, soumettaient les publications religieuses à une censure préventive, déclaraient le catholicisme religion d'État, ce qui, à Rome implicitement, et à Naples explicite-

1. Textes avec traduction dans la Correspondence-Italy, II, 85, 125, 191 ; et la Correspondence-Naples, 131. Les lois électorales de Naples et du Piémont dans la Correspondence-Italy, II, 165, 237 ; celles de la Toscane et des Etats de l'Eglise, dans La Farina, *Storia*, V, 244 ; VI, 136, 268.

ment, excluait la tolérance envers les autres croyances. Chaque Parlement avait une Chambre Haute, nommée par le souverain, tout le monde reconnaissant qu'une Chambre héréditaire restait hors de question [1]. Les membres n'étaient pas rétribués, sauf en Toscane dans certains cas spéciaux; à Naples et à Rome, il était nécessaire pour les députés de remplir des conditions de fortune plutôt élevées. Partout, la plus grande partie des salariés étaient exclus du droit électoral. « Il faut, disait Cavour, accorder le droit de suffrage au petit boutiquier, qui a sa petite compétence personnelle et un bon *pot-au-feu* chaque jour ». Mais la grande masse des possesseurs de terres l'avaient; et étant donnée la grande diffusion des fermes prédominant en Italie, la majorité appartenait aux fermiers ruraux. Les illettrés en étaient exclus en Piémont, mais non ailleurs. En tout cas, il existait des droits électoraux fantaisistes pour les fonctionnaires ou les personnes d'une certaine éducation. Il était partout illégal de voter dans plus d'une circonscription.

Les constitutions établies sur ces bases avaient pour but, comme Cavour l'avoua en parlant pour les modérés, de faire échec aux démocrates. Un grand nombre des ouvriers des villes qui avaient aidé à mener le combat constitutionnel, se trouvèrent, ainsi qu'en 1830-31 leurs frères Français et Anglais, laissés de côté. Quoi qu'il en fût, les constitutions, en Piémont, en Toscane, à Naples, supposant de la fidélité à la fois de la part de la couronne et du peuple, auraient pu prendre tranquillement un certain développement. D'un autre côté, le statut des États de l'Église présenta, dès les premiers jours, d'inévitables germes de décadence. Quelques hommes d'église libéraux, conscients de ses difficultés inhérentes, avaient désiré de très larges libertés locales pour tenir lieu d'un Parlement [2]. Mais leur politique était impraticable, devant la revendication d'institutions parlementaires, et l'on choisit une alternative qui, comme paraît-il l'avait dit Rossi, « légitimait la guerre entre souverain et sujet ». Comme le prouvèrent les événements, il était impossible de greffer un gouvernement représentatif sur une théocratie. Il était

1. *E. g.* Cavour, *Lettere*, V, 169; Rosmini, *Costituzione*, 28. Cavour était à ce moment opposé à toute deuxième Chambre.

2. Saffi, *op. cit.*, II, 161-162.

impossible de mettre entre les mains d'un laïque, ou de rendre responsable devant une Chambre laïque et probablement hostile, un ministère des Affaires étrangères qui avait principalement à traiter des relations spirituelles du Saint-Siège avec les puissances étrangères. Le Statut des États de l'Église essaya de prévenir ce dilemme en frappant le Parlement de vagues incapacités ; au-dessus des deux Chambres, siégeait le Collège des Cardinaux, comme une sorte de troisième Chambre. Mais un arrêt dans leur fonctionnement était tôt ou tard inévitable, et il ne fallut que quelques semaines pour prouver que, tant que durerait le Pouvoir Temporel du Pape, jamais Rome ne pourrait obtenir une constitution.

CHAPITRE XI

LE SOULÈVEMENT NATIONAL

Février-Mars 1848

La Révolution française de 1848. Les Jésuites. La loi martiale en Lombardie. Préparatifs de guerre en Piémont. Les Cinq-Jours a Milan. Le soulèvement national à Venise; dans les villes lombardes; dans les duchés, Toscane, États de l'Église, Naples; caractère du soulèvement. Le Piémont et le soulèvement; Charles-Albert déclare la guerre.

La question constitutionnelle était réglée pour un certain temps, et le pays put tourner toutes ses pensées vers la guerre. La Révolution française (24 février) avait changé la face de la politique européenne, et le prestige du succès avait passé du côté du progrès. Pour l'Autriche, la République fut un coup direct, car la République devait certainement donner sa sympathie à une guerre pour la liberté en Italie, et il n'était pas improbable qu'elle lui prêtât son appui. Palmerston insinua que l'Autriche pourrait se trouver en guerre à la fois avec la France et l'Angleterre si elle envahissait les États libres italiens [1]. Les massacres de Milan avaient provoqué dans toute l'Italie un frémissement de rage, et l'on envisagea sérieusement l'éventualité d'une lutte prochaine. Sauf pour la Sicile, qui était absorbée par ses problèmes particuliers, chaque semaine augmentait l'impatience que l'on ressentait de voir se déclarer la guerre. Mais on reconnut que le signal devait venir de la Lombardie ou du Piémont. Tout ce que les patriotes ardents pouvaient faire en attendant, c'était d'assurer leurs derrières, et pour cela ils se tournèrent vers les meilleurs amis des Autrichiens, les Jésuites. C'était une ironie, ce fait que la Société eût été amenée à se ranger du

1. Ashley, *Palmerston*, I, 64.

côté de la Puissance qui avait été si peu tendre à l'ultramontanisme. Mais, actuellement, la lutte était entre le despotisme et la démocratie, et les Jésuites, naturellement, se trouvaient dans le camp autrichien. Gioberti, dans ses *Prolegomeni* et son *Jésuite moderne*, avait signalé la ligue austro-jésuite comme un grand obstacle aux réformes, et avait criblé la Société de sarcasmes, la qualifiant, avec sa logique pondérée, de « grande ennemie de l'Italie ». Quelque injuste qu'il eût été de leur imputer toute l'oppression cléricale, ils avaient cependant avoué franchement leur alliance avec l'Autriche [1], et étaient à Rome, sinon partout ailleurs, la forteresse de la réaction. Doucement et fermement, ils avaient regagné le terrain qu'ils avaient perdu au XVIIIe siècle ; et, à mesure qu'ils le regagnaient, la jalousie et la méfiance du peuple s'étaient transformées en haine. La Toscane avait résisté avec succès à leur introduction. Grégoire, peu de temps avant sa mort, avait consenti à leur suppression en France ; la défaite du Sonderbund à la fin de 1847 avait été accueillie, même à Rome, par des réjouissances. Actuellement, la colère populaire ne pouvait être refrénée plus longtemps, et les gouvernements jetèrent la Société, comme une proie, aux clameurs publiques. C'est peut-être à Gênes qu'on lui avait témoigné le plus d'hostilité, et, avant la fin de l'année précédente, l'agitation était devenue si menaçante que les Pères avaient quitté la ville pour un moment. Les nouvelles de la constitution donnèrent le signal de l'attaque finale. Les habitants de la Sardaigne les chassèrent de leur île ; de nouveau ils s'enfuirent de Gênes ; Turin, Alexandrie et Spezzia les expulsèrent quelques jours plus tard. Dans la capitale, l'exaspération était si intense et les menaces contre les sœurs du Sacré-Cœur si véhémentes qu'enfin le gouvernement céda à la demande d'une garde civique et en autorisa la formation, afin de sauver de l'outrage les sœurs épouvantées. Au commencement du mois suivant, les Pères s'enfuirent de Naples, pour y revenir quelques jours plus tard sous un déguisement. Trois semaines après (21 mars), lorsque les nouvelles de la révolution de Vienne parvinrent à Rome, la première inspiration de la foule fut de demander leur expulsion. Ce fut en vain qu'ils

1. Gioberti, *Gesuita moderno*, IV, 515.

arborèrent les trois couleurs et que Pie « jeta sur eux son bouclier » ; le gouvernement dut s'incliner sous la tempête et consentir à fermer leur établissement. Même en Sicile, où la Société avait fait preuve d'esprit éclairé et de patriotisme, une douce loi de demi-suppression fut promulguée quelques mois plus tard.

Cependant la Lombardie se préparait à la grande lutte. Il n'y avait pas d'arrêt dans les manifestations ; les massacres de janvier avaient seulement ému le peuple, encore que la douceur lombarde continuât à se manifester en cent plaisanteries joyeuses pour se jouer de la police. Suivant un mot d'ordre, des rassemblements se formaient puis disparaissaient à des endroits déterminés ; des milliers de personnes s'assemblèrent dans la cathédrale pour rendre grâces, silencieusement, à la constitution napolitaine ; à Venise, le carnaval fut abandonné, et des sommes d'argent mises de côté pour les victimes des émeutes du Tabac. Partout ailleurs, le peuple était moins docile, et à Padoue et à Pavie des conflits entre l'Université et la garnison amenèrent de regrettables combats dans les rues. Dans le gouvernement, le parti opposé à toute concession conservait la haute-main. Rainerio tenta, par un double jeu, de conserver la faveur à la fois de l'armée et du peuple, mais les « vieilles femmes » du parti civil avaient abandonné la partie. A Venise, Tommaseo et Manin furent arrêtés sous l'inculpation de haute trahison, acquittés après une brillante défense, mais maintenus en prison. A Milan, la police paradait avec toute l'ostentation bruyante et vide d'un gouvernement qui se sentait lui-même ridicule ou impuissant. Mais bien que, le 11 février, le *giudizio statario* [1] fût proclamé, de simples mesures de police ne pouvaient plus satisfaire Radetzky. Il voyait l'insurrection et la guerre avec le Piémont luire dans un avenir prochain, et s'il avait plus de 70 000 hommes de troupes, plus de la moitié étaient des Italiens d'une fidélité douteuse. Il envoya à Vienne des messages pressants pour demander des renforts ; des troupes commençaient déjà à se rassembler à Goritz, et Rainerio et Spur quittèrent Milan. De leur côté,

1. Voir chapitre III, Lombardie-Vénétie.

les chefs milanais suspendirent leurs manifestations, se rendant compte qu'ils avaient fini leur tâche. Les affaires étaient presque arrêtées ; les étrangers commençaient à quitter la ville. La Révolution française, bien qu'elle alarmât une fraction de timides, n'avait fait que rendre plus impatiente la plus grande partie du peuple. « Franchissez le Tessin, faisaient-ils dire à Charles-Albert, sinon nous proclamons la République ». Il était clair que la révolution pouvait être à tout moment précipitée, et les chefs résolurent de ne pas compter plus longtemps sur le roi. Avant le 16 mars le soulèvement avait été décidé dans un délai de quelques jours [1].

Quant au Piémont, il observait, avec une intensité d'intérêt toujours croissante. Les émeutes du Tabac, le massacre des étudiants à Pavie, à ses propres frontières, les iniquités du *giudizio statario* « accumulaient des combustibles » pour leur indignation. D'Azeglio publia un pamphlet sur « les malheurs de la Lombardie » dans lequel lui, modéré, égalait les plus véhéments des radicaux, dans ses menaces contre l'Autriche. Un nouveau ministère était monté au pouvoir avec Balbo et Pareto, le chef des libéraux génois ; mais bien que les Autrichiens pensassent que leur entrée en fonction signifiait « presque une déclaration de guerre », le gouvernement montra l'irrésolution d'une époque de transition, alors que la vieille timidité et le nouveau parti national se disputaient le pouvoir. Balbo entendait combattre seulement si cela devenait absolument nécessaire ; bien plus que de l'Autriche, il s'effrayait des vues de la France sur la Savoie, et d'une invasion de propagandistes révolutionnaires d'au delà des Alpes ; au lieu de concentrer les troupes sur la frontière lombarde, il les avait laissées disséminées par tout le royaume [2]. Les attaques de la presse contre l'Autriche furent rigoureusement réprimées, mais en même temps on laissa les journaux parler de la guerre prochaine, et trois classes du contingent de l'armée furent appelées. Ce fut probablement afin de se conserver les mains libres pour un mouvement offensif que le ministère accueillit froidement de nouvelles propositions de la Toscane et de Rome en vue d'une alliance politique défensive. Charles-Albert, malgré l'effroi que

1. *Archivio triennale*, I, 510.
2. Ricotti, *Balbo*, 263 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 114-115.

lui causaient la Révolution française et les attaques contre les Jésuites, eut des entrevues avec des agents de Milan auxquels il assura que, si la ville « se soulevait sérieusement, lui et son peuple prendraient les armes pour voler à son secours »[1].

Le 17 mars, des nouvelles foudroyantes parvinrent à Milan. L'agitation en Hongrie était arrivée à son comble et avait une répercussion dans les provinces allemandes de l'Empire. Vienne était en état d'insurrection, — Vienne qui, aux yeux des Italiens, était le siège véritable et la forteresse de la tyrannie autrichienne. Metternich avait été forcé de donner sa démission et l'Empereur avait promis à tous ses sujets la liberté de la presse, une garde nationale et une convocation prochaine des États de l'Empire. Le lendemain matin, les Milanais virent l'édit de l'Empereur affiché sur tous les murs, (la mention de la garde nationale étant cependant omise). Mais la nouvelle avait été connue la veille au soir, et les chefs avaient travaillé toute la nuit, donnant des ordres pour une manifestation, et préparant des proclamations. Le peuple n'avait pas besoin de beaucoup de sollicitations ; il se rendait compte que son heure était venue, et sur les exemplaires de l'édit, il inscrivit les mots : « trop tard ». Une foule énorme ayant à sa tête Casati, « l'hésitant et timoré podestat[2], marcha sur la demeure du vice-gouverneur, O'Donnell. Les sentinelles furent tuées, l'immeuble envahi, et, dans une scène sauvage de désordre, O'Donnell craignant pour son existence et manquant d'énergie, signa les décrets que lui présentait Casati et par lesquels il licenciait la police et autorisait la municipalité à enrôler une garde civique. Jusque-là le mouvement avait conservé une couleur ostensiblement légale, et les décrets d'O'Donnell n'étaient que le corollaire de l'édit impérial. Mais les radicaux étaient l'âme du mouvement ; tandis que Casati désirait arriver à un accord avec Radetzky, ou au moins attendre jusqu'à ce que Charles-Albert re-

1. *Archivio triennale*, I, 483, 508, 510 ; Torelli, *Ricordi*, 108 ; Casati, *Milano*, 153 ; Cavour, *Lettere*, I, cxxxix ; Bonfadini, *Mezzosecolo*, 265 ; Costa de Beauregard, *loc. cit* ; *contra*, *Archivio triennale*, I, 480.

2. *Archivio triennale*, I, 483, 485 ; II, 16, 183 ; Mario, *Bertani*, I. 74, 77 ; Casati, *Rivelazioni*, II, 100 ; *contra*, Ib., II, 124 ; Vimercati, *Storia*, 117.

muât, les chefs populaires refusèrent tout compromis ne comportant pas l'indépendance immédiate et absolue. Jeter une foule sans armes contre une armée de 13 000 hommes disciplinés semblait une résolution désespérée. Mais il n'y eut aucune hésitation. Par toute la ville, les soldats traversant les rues furent attaqués à coups de briques, de pierres, de poteries, ou aspergés d'eau ou d'huile bouillantes ; un bataillon fut repoussé par des hommes armés de bouteilles vides ; les quelques fusils qui avaient pu être réunis furent mis en évidence, les magasins des armuriers furent pillés ; ici et là s'élevèrent des barricades. Il fallut aux troupes six heures de lutte désespérée pour se frayer un chemin vers le palais municipal de Broletto et faire prisonniers ses défenseurs à peine armés. Durant toute la nuit, les jeunes radicaux, qui avaient commandé la foule pendant la journée, élevèrent des centaines de barricades, et, le lendemain matin (19 mars), sous le clair soleil printanier, la lutte redoubla de violence. La fièvre du combat avait gagné toute la ville. Il y avait bien là un fonds de vantardise et de poltronnerie, mais le peuple lutta avec une bravoure hardie et triomphante. Tout ce qui tomba sous la main fut employé à faire des barricades ; des ustensiles de ménage, des voitures, des pupitres, des bancs d'écoles, des pianos, des décors de théâtre, furent entassés pêle-mêle. Derrière cela, les quelques centaines d'hommes qui avaient des fusils tinrent en respect les meilleures troupes de l'Autriche ; à une barricade, deux jeunes gens résistèrent à une compagnie pendant toute une journée ; des femmes et des enfants se battirent et furent tués. Au-dessus du grondement et du crépitement du canon et de la mousqueterie, on entendait, de chaque église, sonner les cloches, dont le son encourageait les citoyens et affolait les Autrichiens [1]. Et, durant toute la lutte, le bon naturel et la douceur lombardes se manifestèrent superbement. Les riches ouvrirent leurs palais aux pauvres dont les demeures avaient été détruites. Aucun crime ne fut commis à la faveur de ce bouleversement, sauf quelques vols sans importance, et les pauvres rapportèrent l'or trouvé dans les coffres du gouvernement. Les inqualifiables brutalités des Autrichiens ne furent pas payées de repré-

1. L. Torelli, *5 giornate*, 181 ; Meredith, *Vittoria*, 309 (édition de 1889).

sailles ; leurs prisonniers furent traités avec soin ; la police détestée fut mise en sécurité ; et dans une occasion, la foule menaçante ayant voulu faire un mauvais parti à un fonctionnaire impopulaire, quelques mots pleins de tact de Cattaneo suffirent pour le sauver.

Cependant les Autrichiens perdaient courage, des renforts avaient porté les troupes de Radetzky à près de 20 000 hommes. Ils occupaient le Château, tout le circuit des remparts, et quelque cinquante avant-postes dans la ville. Des combles de la cathédrale, ses excellents tireurs tyroliens tuaient tous ceux qui se montraient. Mais le temps avait changé, et les soldats, à demi-morts de faim, frissonnaient sous la pluie battante. Ils ne pouvaient tenir tête aux barricades ni aux averses de projectiles qui tombaient du toit des maisons ; la sonnerie des cloches anéantissait leur courage ; une éclipse remplit d'effroi les superstitieux Croates. La démoralisation s'en mêla ; quelques-unes des troupes italiennes fléchirent ; d'autres, spécialement celles de Moravie et de Bohême, sauvages avec désespoir, prirent leur revanche par des atrocités rappelant les scènes de pillage du moyen âge, et Radetzky n'eut pas honte de conseiller à ses hommes de massacrer leurs prisonniers [1]. Le 20, il fut obligé d'évacuer la cathédrale, et l'un après l'autre, ses postes furent enlevés par les citadins victorieux, jusqu'à ce que tout le centre de la ville fût libre. Il se rendit compte que sa position devenait désespérée. Si les Piémontais avaient avancé rapidement, sa retraite était coupée ; même s'ils ne bougeaient pas, ses troupes allaient mourir de faim. Après une menace vaine de bombarder la ville (il n'était pas en situation de lui causer grand dommage), il proposa un armistice.

Sa lettre parvint à un comité mixte siégeant à la Casa Taverna, qui comprenait entre autres les deux membres du Conseil municipal, qui n'avaient pas été faits prisonniers et les chefs populaires qui, comme « conseil de guerre » avaient organisé la lutte. Plusieurs auraient bien accepté cette proposition, mais la majorité, dirigée par Cattaneo, insista sur ce fait que, quelle que fût la décision qu'on prendrait, le sang du peuple était en ébullition, et qu'aucune puissance ne

1. Casati, *op. cit.*, II, 106 ; Baracchi, *Lutti*, 92 ; *Archivio triennale*, II, 444, 456 ; Cantù, *Ultimi 5 giorni*, 68 ; Correspondence-Italy, II, 214.

pourrait le calmer. Ils décidèrent de repousser les conditions de Radetzky et le défièrent d'aller plus loin [1]. Mais de plus graves questions restaient posées, qui pouvaient désagréger l'unité du mouvement. Les Milanais devaient-ils faire appel au concours de Charles-Albert ? Bien que l'issue de la lutte devînt d'heure en heure moins douteuse, les esprits les plus sagaces se rendaient compte que ce n'était là que le commencement d'une longue guerre de plaine. D'autres, suivant des considérations moins patriotiques, pensaient à la monarchie piémontaise pour les mettre à l'abri de la législation démocratique d'une république. Mais la majorité de ceux qui avaient fait le mouvement était composée de républicains qui regardaient, au delà de l'indépendance, vers un règne d'égalité et de grandes réformes sociales ; et ils étaient peu enclins à porter préjudice à leur cause en se liant par des obligations à un prince ayant les antécédents de Charles-Albert. Cattaneo rapetissa le conflit en une lutte entre la démocratie milanaise et l'armée autrichienne ; il haïssait les Piémontais de toute la force de son caractère intraitable et factieux. Mais dès les premiers moments du combat, un message avait été envoyé au roi, et il avait répondu en promettant son appui, à condition qu'une demande formelle en vînt de personnes ayant une situation à Milan, et que quelque prétexte de violation de territoire fût trouvé. Il était impossible, maintenant, de repousser cette offre, car, sauf à la Casa Taverna, toutes les questions politiques se fondaient dans la seule passion d'écraser les Autrichiens.

On était alors à la veille de la victoire. Des volontaires accourus de Monza, de Côme, de Bergame attaquaient les portes du dehors, et le 22 au matin il ne restait plus aux Autrichiens que le château et les remparts. Les Milanais tournèrent leurs efforts vers les portes, et lorsque vint le soir, conduits par le jeune héros Manara [2], ils s'emparèrent de la Porta Tosa et permirent aux volontaires de monter à l'assaut.

1. Il est très difficile de savoir ce qui s'est passé exactement à la Casa Taverna ; ici, comme partout ailleurs, je suis porté à douter de la sincérité de Cattaneo. Voir son *Insurrezione*, 52, 62 ; Torelli, *op. cit.*, 115 ; Casati, *Milano*, 409 ; Casati, *Rivelazioni*, II, 158-160 ; Bonfadini, *op. cit.*, 322 ; Hübner, *Une année*, 99 ; *Archivio triennale*, II, 342 ; Tivaroni, *Dominio Austriaco*, I, 434.

2. Facilement reconnaissable dans le Luciano Romara de l'ouvrage de Meredith, *Vittoria*.

Durant toute la nuit, le canon du château bombarda furieusement la ville ; mais c'était le dernier effort d'une revanche désespérée. Depuis deux jours, Radetzky avait décidé de battre en retraite ; la famine et la démoralisation avaient rendu sa position intenable, et même si les Piémontais ne s'étaient pas levés, elles l'auraient contraint à se retirer [1]. La populace méprisée et insultée de Milan avait accompli quelque chose qui semblait impossible. Une foule indisciplinée, au commencement presque dépourvue d'armes, et toujours à court de poudre, avait défait une armée de vétérans ; et bien que beaucoup de circonstances y eussent contribué, les « Cinq-Jours de Milan » conquirent la victoire après de durs combats corps à corps. Aucune gloire pareille n'avait lui sur les armes italiennes depuis la campagne de Moscou.

Cependant le pays entier retentissait de victoires. Venise s'était affranchie presque sans effusion de sang, et avait proclamé la République de Saint-Marc. Le 17 mars, les nouvelles de Vienne avaient atteint la ville. La foule envahit la prison où étaient enfermés Manin et Tommaseo, et les mit en liberté. La politique de Manin changea rapidement avec les circonstances ; le temps des moyens légaux était passé, et l'Italie devait combattre. La seule chose nécessaire pour le moment était d'obtenir l'expulsion des Autrichiens de la ville sans bombardement et de maintenir l'ordre jusqu'à ce qu'un gouvernement pût être constitué. La tâche semblait à peu près sans espoir. Les Autrichiens avaient 7 000 hommes de troupes à leur disposition, et, à une certaine distance du Molo, des navires qui pouvaient mettre en ruines la moitié de Venise. Mais les apparences de leur force étaient trompeuses. La moitié de leurs soldats et la plupart de leurs marins étaient des Italiens ou des Dalmates, et les autorités civiles étaient déconcertées par la chute de Metternich et leur manque de relations avec Vienne. Manin n'eut pas besoin de soulever le peuple, car il était déjà en ébullition, lorsque le 17 et le lendemain matin les troupes, sur la Piazza, firent feu sur la foule. Le tocsin fut sonné à Saint-Marc ; les trois couleurs furent ar-

1. *Archivio triennale*, II, 451, 456, 469 ; Correspondence-Italy, II, 333-334 ; *contra* Schönhals, *Campagnes*, 85-87.

borées, défiant les Autrichiens. Manin savait qu'il pouvait compter sur la foule de Venise et que les sceptiques qui n'avaient pas confiance en elle étaient de mauvais jaugeurs des forces humaines. « Vous ne la comprenez pas, disait-il, et mon seul mérite est de la comprendre ». Le cri public pour des représailles fut adroitement modifié en une demande pour une garde civique (18 mars), et lorsque, tard dans l'après-midi, arriva l'autorisation du gouverneur, 4 000 hommes étaient déjà enrôlés. Mais les meneurs attendirent encore avant de briser avec le gouvernement. Le conseil municipal professa à son égard la fidélité la plus stricte ; un parti voulut même accepter la nouvelle constitution autrichienne. Mais Manin et ses amis, encouragés par les nouvelles qui leur arrivaient de Milan, se préparèrent à proclamer la République de Saint-Marc. Toutes les tendances du moment, pensaient-ils, allaient vers une république ; si l'Unité italienne était faite, Venise s'inclinerait devant la volonté de la nation ; mais, en attendant, elle était libre de suivre sa propre voie, et Manin savait que le titre qui rappelait ses jours de grandeur rallierait la foule. Toutefois, il était nécessaire de s'emparer immédiatement de l'arsenal, et Manin était en train d'établir des plans pour y parvenir, lorsque la révolution fut précipitée (22 mars) par le meurtre de Marinovich[1], le gouverneur détesté. Il fallait un acte prompt pour mettre Venise à l'abri d'une vengeance de l'Autriche, et peut-être de l'anarchie ; et Manin, poussé par l'excitation et la maladie au delà de la simple prudence, fit part au Conseil étonné de son intention d'expulser les Autrichiens. Avec une vingtaine de gardes civiques, il marcha sur l'arsenal ; il savait qu'il y possédait la sympathie des ouvriers ainsi que celle de la majorité des marins qui formaient la garde. Leur attitude et l'assurance de Manin effrayèrent l'officier de service au point de lui faire livrer ses clés ; et le plus grand arsenal maritime de l'Italie tomba en son pouvoir. Entouré d'hommes timides, tout homme énergique peut imposer facilement sa volonté. Manin força les conseillers hésitants à suivre sa politique. Il fit promettre aux Autrichiens résignés d'évacuer la ville. Lorsqu'ils furent partis, il

1. Planat de la Faye, *Documents*, I, 127, 132-133, 149 ; La Forge, *Manin*, I, 251, 277-283 ; Errera e Finzi, *Manin*, cxxix, 342 ; Tommaseo, *Secondo esilio*, I, 71.

proclama la République et devint, de fait sinon de nom, Dictateur.

A travers la Vénétie et la Lombardie, les nouvelles, passant de ville en ville, furent le signal de la révolte. Ci et là un certain nombre de fonctionnaires et de bourgeois étaient disposés à fondre leur sort dans celui des destinées plus libres qui semblaient naître pour l'empire. Mais, à la seule exception de Lodi, nulle part les masses n'hésitèrent. A Udine, Palmanuova, Trévise, Vicence, les troupes italiennes passèrent dans les rangs adverses, et, excepté Vérone et Legnago, toute la Vénétie devint libre, d'Isonzo à l'Adige. En Lombardie, Côme, Monza et Bergame forcèrent leurs garnisons, après des combats acharnés dans les rues, à se rendre ou à battre en retraite ; à Cremone et Brescia, les régiments italiens fraternisèrent et aidèrent à chasser les étrangers ; Pavie fut évacuée, la garnison de Pizzighittone passa au camp national avec armes et bagages. Les avant-postes éparpillés dans les vallées furent bientôt dans une situation désespérée, et les montagnards occupèrent toutes les passes de Carniole et de Cadore à la Valtelline. Même la partie méridionale du Tyrol fut sur le point de se révolter et les Autrichiens ne conservèrent Trente que par une répression sévère [1]. Les forteresses du « Quadrilatère » étaient pour ainsi dire perdues. A Mantoue, à Vérone, dans les plus autrichiennes des villes italiennes, les troupes chancelèrent, et seuls le manque de courage ou la trahison des autorités municipales et de l'évêque de Mantoue mirent leurs garnisons à l'abri de luttes douteuses ou sans espoir [2]. Au delà du Pô, Comacchio se rendit à des volontaires de Ravenne ; le gouvernement pontifical refusa d'autoriser une attaque contre Ferrare. Mais à part sa citadelle et les quatre forteresses du Quadrilatère, aucune parcelle de territoire italien ne resta entre les mains des Autrichiens.

Les Cinq-Jours eurent dans l'Italie un grand retentissement. Dès que sa garnison eut battu en retraite, Parme força son Duc à lui accorder une constitution et à adhérer à la Ligue italienne avec une effusion de sentiment patriotique ; mais cette concession venait trop tard, et quelques semaines après,

1. Schönhals, *op. cit.*, 127 ; Cattaneo, *op. cit.*, 154 ; *contra*, Massarani, *Correnti*, 540.

2. Schönhals, *op. cit.*, 100-103 ; *Archivio triennale*, II, 131, 213-217, 307-309, 541-552 ; Polari, *Tazzoli*, 19.

sous la pression du gouvernement provisoire, il quitta le pays. Piacenza pourchassa les Jésuites et installa un gouvernement de son choix. A Modène, le Duc, effrayé par l'approche des volontaires de Bologne, s'enfuit avec la garnison autrichienne tandis que Fivizzano profitait de l'occasion pour opérer sa scission. A Florence, la foule brûla les armoiries de l'ambassade autrichienne, et 800 volontaires partirent pour la guerre. Le gouvernement, incapable de résister ou peu disposé à le faire, déclara la guerre, et le Grand-Duc proclama en termes pompeux « que l'heure de la résurrection de l'Italie avait sonné », s'en excusant auprès des Autrichiens, en exposant qu'il n'avait agi ainsi que pour sauver son trône [1]. Les volontaires de Bologne, peu inquiets de savoir si le gouvernement l'autorisait ou non, franchirent le Pô et pénétrèrent en Vénétie, où Zucchi qui s'était échappé de prison était en train de rassembler une armée de volontaires et de déserteurs autrichiens. Trois jours après que les nouvelles furent parvenues à Rome, 2 000 volontaires partaient, et l'armée entière était prête à marcher. Des villes de la Romagne, des villages de l'Ombrie tyrannisés par les prêtres, des vallées écartées des Apennins, les volontaires affluèrent en masse ; 12 000, dit-on, vinrent, à ce moment ou plus tard, des États de l'Église [2]. Naples envoya aussi ses volontaires, et le gouvernement, ne pouvant résister à la pression, se prépara à expédier 16 000 réguliers sous la conduite du vétéran Pepe. Un mois plus tard, la Sicile même envoya un petit contingent.

Le soulèvement national balaya tout ce qui se trouvait devant lui. Sans doute la Sicile était presque absorbée par sa propre lutte, et la plupart des paysans furent peu émus. Mais le Pape et les princes, les hommes d'État, le clergé et les nobles, les étudiants et les ouvriers, toutes les classes des villes, toute la bourgeoisie, et des cités et des campagnes, se laissèrent emporter par le puissant débordement de patriotisme, les uns parce qu'ils ne purent résister à la contagion, d'autres avec peu de disposition à sacrifier leurs intérêts, d'autres encore dans l'espoir de le trahir ; mais la masse, elle, était pénétrée d'une ardeur digne des Croisés, pour affranchir la Lombardie et la Vénétie de la domination étrangère.

1. Correspondence-Italy, II, 209, 314, 346.
2. Farini, *Stato Romano*, II, 25 ; Saffi, *Scritti*, II, 214.

Il s'est produit de plus grands soulèvements pour défendre contre l'invasion la patrie et le foyer ou quand un gouvernement a su organiser les forces nationales ; mais peu ont été aussi populaires et aussi spontanés que celui-ci. Et, devant la noblesse du but, devant l'empressement de ces milliers d'hommes à sacrifier leur vie et leur famille, le critique ne peut que passer légèrement sur la fraternisation éplorée, l'optimiste insouciant, le manque de discipline, le découragement facile et l'esprit factieux qui vinrent ensuite. Étudiants et ouvriers, laissant là leur famille et leurs études, partirent pour souffrir et combattre vers de lointains champs de bataille ; des gamins se sauvèrent de l'école pour prendre part à la guerre ; des novices firent l'exercice dans les séminaires ; la loi, les affaires, les affections, tout disparut devant la passion des armes, au point que Radetzky s'écria que le tempérament italien avait été retourné comme par miracle. Des dons volontaires pour les fonds de la guerre répondirent en masse à l'appel des prêtres patriotes ; le riche apporta son or et ses bijoux, le pauvre ses objets d'ornement ; une jeune fille de Bologne, transportée par un sermon de Bassi, fit don de sa chevelure. Un souffle sanctifiant passa sur la nation, rapide comme devait l'être un élan de ce genre ; mais il laissa un résidu de gain durable. Des moralistes firent appel au peuple pour qu'il abandonnât son fatalisme, pour qu'il se décidât à travailler au lieu de mendier, à vivre d'une vie digne de la patrie à son aurore. Les prêtres bénirent les drapeaux, et les volontaires, avec sur leurs poitrines la croix des Croisés, partirent afin de combattre pour une cause sainte.

Mais les Italiens eurent le bon sens de se rappeler qu'à lui seul, l'enthousiasme était une pauvre force contre des baïonnettes. Radetzky conduisait vers le Quadrilatère une armée ébranlée mais encore redoutable, et seul le Piémont pouvait lui opposer des hommes disciplinés. Turin répondit vite à l'appel de Milan. Dès le second des Cinq-Jours, les routes conduisant au Tessin fourmillèrent de gens courant à la guerre ; dans quelques villes, toute la population aisée, rapporte-t-on, insista avec empressement pour être immédiatement enrôlée ; civils et militaires manifestèrent à Turin avec

emportement ; Cavour poussa avec véhémence, en public et en particulier, à « la guerre, la guerre, et sans retard ». C'était le moment pour une action prompte. Quelques heures auraient suffi pour amener devant Milan une force considérable ; et bien que l'importance de la révolte des citoyens fût alors à peine connue, l'honneur commandait au Piémont de se ranger immédiatement du côté de la Lombardie. C'était le moment ou jamais, pour Charles-Albert, de satisfaire ses vieilles ambitions, de prendre sa revanche sur l'Autriche, d'effacer les souillures de ses jeunes années et de se montrer, en réalité, « l'épée de l'Italie » le « grand capitaine » ainsi qu'il était dit dans les louanges de ses courtisans. La Révolution française avait été un avertissement, et le roi craignit, non sans raison que, s'il attendait, il vît la République en Lombardie, et son trône ébranlé sans recours possible [1]. Il prêta l'oreille aux dires d'une nonne savoyarde qui parlait de visions célestes et de la gloire qui l'attendait s'il se mettait du côté des patriotes. Il vit l'unanimité et l'enthousiasme de son peuple, et, animé d'une grande foi en la voix populaire, considéra que « tout un peuple ne pouvait désirer quelque chose de mauvais ». Et cependant, il attendit ; il s'effrayait de l'inconnu de la tempête démocratique qui l'appelait ; il craignait le blâme de la diplomatie européenne et le reproche qu'on aurait pu lui faire de s'être allié à la révolution. Les inconséquences de son faible passé, son engagement envers l'Autriche, la crainte de mécontenter par trop Palmerston contribuèrent à le retenir. Il se rendait compte, peut-être même espérait-il que la guerre aurait lieu ; mais ce devait être une guerre modelée sur les précédentes, conforme aux règles diplomatiques, et non une lutte révolutionnaire trouvant sa sanction dans les droits du peuple, et ne se souciant pas des coutumes et de l'étiquette. Le 22, les conditions de sa promesse aux Milanais étaient remplies, et il s'était assuré que leur mouvement n'était pas républicain. Mais ses ministres, hommes faibles et hésitants, étaient encore irrésolus. Les deux Génois, Pareto et Ricci, votèrent seuls avec le roi pour la guerre immédiate et ce fut très difficilement qu'ils y gagnèrent leurs collègues. Le lendemain,

1. Costa de Beauregard, *op. cit.*, 131, 133 ; Bonfadini, *op. cit.*, 290 ; Cavour, *Lettere*, I, cxlii ; Senior, *Journals*, I, 295 ; Correspondence-Italy, II, 184 ; *Archivio triennale*, III, 103.

des messagers de Milan apportèrent la nouvelle de la victoire, et le roi, arborant l'écharpe tricolore que la cité avait envoyée, fit connaître à la foule qu'il se donnait à la cause de la nation. Deux jours plus tard, il publiait sa proclamation aux « Peuples de la Lombardie et de la Vénétie », leur offrant au nom de Dieu et du Pape l'appui que « le frère attend de son frère, et l'ami de son ami ». Et cependant, avec une duplicité inutile et sans signification, Pareto protesta à l'Autriche et à l'Angleterre, que le roi n'était intervenu que seulement afin de prévenir un mouvement républicain en Lombardie et au Piémont [1]. Si Charles-Albert connaissait la ruse diplomatique, le fait qu'il partait en guerre avec un mensonge sur les lèvres faisait mal augurer de l'avenir.

1. Bianchi, *Diplomazia*, V, 172 ; Correspondence-Italy, II, 185, 292, 408 ; Bastide, *République française*, 38.

CHAPITRE XII

LA GUERRE

Mars-mai 1848

La retraite de Radetzky ; les Milanais après les Cinq Jours ; les Piémontais s'avancent ; les deux armées ; les volontaires ; Santa Lucia. Commencements de division ; l'*Albertisme* ; le Piémont et la Ligue. Le Pape et la guerre ; l'Encyclique du 29 avril. Naples : Ferdinand et Bozzelli ; le ministère Troya ; la contre-révolution. Charles-Albert et le mouvement national. La Lombardie : question de fusion ; Lombards et Piémontais ; le Gouvernement Provisoire ; le plébiscite.

Tandis que Charles-Albert était en train de prendre un parti, Radetzky battait lentement en retraite le long des routes de Lombardie. Il suivait les règles admises de la stratégie qui l'invitaient à se retirer vers le Quadrilatère. Mais, avec un ennemi plus alerte, sa marche aurait été pleine de dangers. La colonne qui battait en retraite avait près de vingt-sept kilomètres de longueur, et les soldats étaient exténués et démoralisés ; entre le Pô et l'Adige inférieure s'étendait le « filet » de la campagne irriguée, avec son réseau inextricable de canaux, de rizières et de plantations. Si quelques bandes de guérillas bien commandées avaient occupé la route et harassé avec de bons tireurs la longue queue de l'ennemi, elles auraient pu retarder suffisamment sa marche pour permettre aux Piémontais de prendre position entre lui et Vérone, et de remporter sur ses troupes fatiguées et découragées une victoire facile. Mais les Milanais étaient frappés d'une étrange paralysie. Exténués par l'effort qu'il leur avait fallu faire pendant les Cinq-Jours, eux et leurs chefs pensèrent que la guerre touchait à sa fin, ou que, tout au moins, leur responsabilité pouvait être, en toute sécurité, repassée aux Piémontais. Le gouvernement provisoire qui avait été constitué à la

fin des Cinq-Jours, pensait surtout à sauvegarder la propriété (qui n'était pas en péril) et redoutait les volontaires en tant que force peut-être républicaine. Quelques centaines seulement partirent pour la guerre, et les mêmes hommes qui, pendant les Cinq-Jours, s'étaient conduits en héros, préférèrent maintenant rire aux dépens de Radetzky plutôt que se mettre à sa poursuite. La domination autrichienne portait ses fruits ; l'incapacité des chefs, le manque d'esprit de sacrifice des masses étaient les conséquences inévitables de la tyrannie qui avait anéanti la virilité du peuple.

A leur tour, les Piémontais laissèrent échapper l'occasion qui s'offrait à eux. Charles-Albert, si courageux qu'il pût être sur le champ de bataille, porta son indécision dans les conseils de guerre, et resta obsédé de la crainte d'un mouvement républicain [1]. Si les Piémontais avaient eu à leur tête un homme de génie, il aurait rapidement lancé une petite force sur le Pô et pris Mantoue avant que des renforts n'y fussent arrivés (31 mars) [2]. La prise de Mantoue aurait entraîné la chute de Legnago et de Ferrare, et Radetzky, rejeté sur Vérone et Peschiera, avec le Tyrol entre les mains des volontaires et peut-être en pleine révolte, aurait été cerné et dans l'obligation de se rendre. Mais cette occasion superbe fut négligée. Le 25, le corps d'armée principal, fort de 23 000 hommes, franchit le Tessin à Pavie ; mais il lui fallut neuf jours avant d'atteindre Cremone et cinq jours encore avant d'arriver au Mincio. Goito [3] fut facilement prise (8 avril) et le 11, la plus grande partie de l'armée avait franchi le fleuve. Radetzky, désespérant presque du succès et s'attendant à être rappelé pour défendre la personne de l'Empereur, se retira dans Vérone après avoir infligé de sérieux échecs aux volontaires, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Lorsque les garnisons éparses l'eurent rejoint, il eut près de 60 000 hommes dans les grandes forteresses du Quadrilatère de Vérone, Mantoue, Peschiera et Legnago.

Sa position, bien que loin d'être inexpugnable, était forte. Vérone et Mantoue étaient des forteresses de premier ordre et la route du Tyrol était toujours libre. Par suite d'une per-

1. Ufficiale Piemontese, *Memorie*, 451.
2. Ib., 454 ; Bava, *Relazione*, 10 ; Pepe, *Events*, I, 301.
3. Lieu de naissance de Sordello.

version de l'enthousiasme national, tous les détachements autrichiens purent garder un pied dans les provinces italiennes, et les mêmes étudiants viennois qui avaient renversé le gouvernement, s'engagèrent pour aller combattre en Italie contre la cause de la liberté. L'armée autrichienne, étrange composé d'une demi-douzaine de nationalités, était douée d'un esprit de corps très puissant. Même la plupart des troupes italiennes qui restaient encore fidèles à ses couleurs firent preuve d'un loyalisme des plus fermes. Et, tandis que l'Empire, mal bâti, semblait tomber en ruines, le choc des nationalités était inconnu ici où des Tchèques, des Allemands, des Magyars, des Slaves, des Italiens marchaient côte à côte, témoignage puissant du pouvoir de la discipline à fondre en un seul des éléments discordants.

L'armée piémontaise comptait à ce moment 45 000 hommes campés sur les deux rives du Mincio. A son extrême droite, en face de Mantoue, se tenaient encore 12 000 hommes de la Toscane, de Naples et de Modène. Quatre mille volontaires étaient dans le Tyrol, et 30 000 Romains, Vénétiens et déserteurs de l'armée autrichienne étaient en Vénétie ou sur le point d'y pénétrer. Les troupes piémontaises étaient de premier ordre, leur artillerie et leur cavalerie étaient supérieures à celles des Autrichiens, les hommes valaient au moins l'ennemi pour le courage, mais lui étaient inférieurs pour l'entraînement et l'équipement. Les officiers étaient aussi braves que leurs hommes, bien qu'ils ne fussent souvent entraînés à combattre pour une cause dont ils se méfiaient ou qu'ils détestaient, que par fidélité envers le roi. Les généraux, excepté peut-être Bava et le second fils du roi, le Duc de Gênes, avaient peu d'expérience ou de talent. Le moins capable de tous était le malheureux roi qui, torturé par des scrupules, mal à l'aise même en satisfaisant ses ambitions, établissait son plan de campagne suivant l'inspiration de la prière ou d'après les conseils d'une nonne visionnaire et faisait marcher trop tard ses troupes au combat plutôt que de les laisser manquer à la messe. Il avait le défaut de l'homme faible de ne jamais s'affirmer ni se taire, et la confusion régnait dans les conseils de guerre. Les services de l'intendance et des ambulances n'étaient pas organisés et souvent des denrées alimentaires s'accumulaient dans les magasins, alors que les troupes avaient faim. Tandis que Charles-Albert laissait, pendant quinze jours,

devant Vérone, son armée dans la plus complète inaction, les volontaires allaient vigoureusement de l'avant. Ils constituaient un mélange bizarre de tous les âges, de toutes les classes, de toutes les provinces; il y avait là des jeunes gens d'une certaine situation et parfois de haute lignée, des étudiants et des ouvriers, des vétérans qui s'étaient battus au Borodino ou à Waterloo, des professeurs d'âge mûr et portant des lunettes, des paysans, des Autrichiens déserteurs, des contrebandiers, les uns poussés par le patriotisme, d'autres par l'amour des émotions et de l'action, quelques autres, encore, par l'espoir d'excès et de pillages. Ils étaient braves, bien que susceptibles de panique, et les meilleurs étaient extrêmement courageux; c'était en somme une bande impatiente et houleuse d'hommes capables de traverser une rivière à la nage sous le feu de l'ennemi pour aller cueillir quelques fleurs sauvages pour leur capitaine, mais aussi de se révolter brutalement s'ils étaient contrariés. Il y avait parmi eux des individus mal léchés, et parfois des actes de barbarie les déshonorèrent. Souvent leur premier enthousiasme disparut devant la faim et le danger. Mais il y en eut beaucoup qui, à Curtatone et sur le Stelvio, à Vicence et à Venise, montrèrent, malgré le découragement et la désillusion, que l'enthousiasme pouvait s'allier à la discipline de vétérans. C'est en Vénétie qu'était la plus grande partie d'entre eux. Les 4 000 hommes qui composaient « l'armée des Alpes », les volontaires de Milan, de Gênes et de Parme auraient pu, s'ils avaient eu pour les soutenir quelques réguliers, maintenir l'insurrection vivace dans le Tyrol et harasser Radetzky ou lui couper ses communications. Ils avaient marché droit vers le lac de Garde où, à Salo, Manara s'empara des bateaux autrichiens (3 août); puis, sérieusement atteints à Castelnuovo, ils convergèrent sur le Tyrol, poussant jusqu'au Val di Non. Mais, ayant rassemblé rapidement une petite force dans le Tyrol allemand, Welden écrasa à Trente une révolte naissante, et repoussa toutes leurs lignes vers la passe Tonale et la Chiese inférieure (20 avril). Il aurait été d'une sage politique de leur adjoindre quelques réguliers pour leur donner de la stabilité; mais Charles-Albert, ostensiblement dans la crainte d'affaiblir son corps principal et, plus réellement, parce qu'il craignait des complications diplomatiques qui auraient pu suivre une invasion du Tyrol, et de plus non fâché de voir les volontaires discrédités, leur ordonna

de se retirer sur Brescia et Bergame pour être incorporés dans les régiments lombards nouvellement constitués. Quelques-uns seulement furent laissés sous le commandement de Giacomo Durando pour tenir le Tonale.

Cependant l'armée avait gaspillé son temps en d'inutiles manœuvres et de vaines démonstrations contre Peschiera et Mantoue. A la fin d'avril, ses lignes s'étendaient depuis la berge sud-est du lac de Garde jusqu'à Villafranca, au sud de Vérone, avec les hauteurs de Sommacampagnana comme clef, isolant ainsi Peschiera où, pour l'éventualité d'une attaque, des canons de siège arrivaient. Au Sud, les Toscans et les Napolitains à Curtatone et à Montanara, surveillaient Mantoue. La seule issue de Radetzky était la route du Tyrol, et, après la victoire de Pastrengo (30 avril) les Piémontais auraient pu occuper la position historique de Rivoli, et là, le cerner jusqu'à ce que le défaut d'approvisionnements le forçât à livrer bataille. Mais la situation politique rendait presque nécessaire qu'une victoire rapide et décisive fût remportée. Les Véronais firent dire au roi qu'un assaut contre les faubourgs serait suivi d'un soulèvement dans la ville, et il attaqua la basse chaîne de collines s'étendant entre ses lignes et la ville, couvertes par les jardins et les champs de mûriers de Santa Lucia et d'autres villages (6 mai). Malgré le terrain difficile, le plan aurait pu réussir, n'avaient été les fautes habituelles de tactique. L'artillerie piémontaise était comme de coutume bien servie ; quoique son aile gauche eût subi un sérieux choc, la splendide attaque du centre emporta Santa Lucia, coupant en deux la ligne de l'ennemi. Le but de la bataille était atteint lorsque le roi, avec sa malheureuse timidité de jugement, décida d'évacuer le village et de se retirer vers ses positions. Ce fut là une faute grossière, presque irréparable ; elle fit perdre aux Italiens leur dernière chance de s'emparer de Vérone avant l'arrivée des renforts de Radetzky ; bien pis, elle détruisit le prestige de la victoire, qui jusqu'alors lui avait appartenu. Malgré le courage sublime de la grande majorité des troupes, l'incapacité flagrante des généraux, la lâcheté de quelques régiments, le sentiment d'une défaite virtuelle enlevèrent à l'armée sa confiance ; et bien que le soldat piémontais fût trop solidement trempé pour être vite démoralisé, les difficultés de la situation, à la fois militaire et politique, augmentèrent rapidement.

Ce que Mazzini avait toujours prévu était en train de se réaliser. Il était impossible qu'un prince se mît à la tête du mouvement national sans exciter la jalousie des autres. Chaque trône italien avait ses petites ambitions territoriales : Rome avait des prétentions sur Parme et Rovigo, Naples sur Ancône[1]. La Toscane et le Piémont avaient les desseins rivaux de s'annexer la Lunigiana et Massa-Carrara. Peut-être Charles-Albert et Léopold rêvaient-ils déjà tous deux de faire entrer dans leurs familles la couronne de Sicile[2]. Et ces jalousies de province à province n'étaient pas confinées aux Cours. En Toscane, comme à Rome et à Naples il existait d'importants partis qui craignaient par-dessus tout l'annexion au Piémont. Leurs craintes n'étaient pas sans fondement. Il y avait des « Unitaires » qui auraient voulu voir Charles-Albert roi de toute l'Italie, de même qu'il y en avait quelques autres qui auraient voulu pousser Léopold et Ferdinand à prétendre à la couronne italienne ; dans plusieurs villes existaient des Mazziniens qui aspiraient toujours à une république de l'Italie unifiée[3]. Et bien que les partisans avoués, de toute nuance, de l'Unité, fussent faibles pour le moment, un puissant royaume constitutionnel dans l'Italie du Nord aurait en quelque sorte constitué un aimant vers lequel, en tout cas, Bologne et Florence auraient gravité. Les Albertistes avaient été agressivement imprudents et il régnait cette suspicion très répandue que des agents piémontais travaillaient toute la péninsule. Sans doute, depuis la mission de D'Azeglio en Romagne, il y avait eu un groupe d'hommes qui avaient prêché le salut par l'aide de Charles-Albert. Des agents, autorisés ou non, avaient fixé les idées que Balbo et D'Azeglio avaient suggérées[4], et depuis que la guerre avait éclaté, ils avaient été tout particulièrement actifs dans la Lunigiana, à Modène et à Parme. Salvagnoli et Berchet à Florence, Spaventa à Naples, et jusqu'à un certain point Mamiani à Rome, firent campagne en faveur d'un puissant royaume italien sous la Maison de Savoie[5]. Il est

1. Minghetti, *Ricordi*, II, 212 ; Gualterio, *Rivolgimenti*, II, 226 *n*.
2. Zobi, *Memorie*, I, 265 ; II, 543-546 ; d'Ancona, *Amari*, I, 255.
3. Tivaroni, *Dominio Austriaco*, II, 32, 40 ; Nisco, *Ferdinando II*, 88 ; Farini, *Lettere*, 75 ; Orsini, etc., *Lettere*, 77, 82, 186, 191 ; Gori, *Rivoluzione*, 92, 95.
4. *Archivio triennale*, I, 56-60, 109 ; Ricasoli, *Lettere*, I, 231-232, 235 ; Saffi, *Scritti*, I, 125 ; *Indirizzo degli Italiani*.
5. Ricasoli, *op. cit.*, I, 344 ; Spaventa, *Dal*, 1848, 25-28, 37 ; Gioberti, *Operette*, I, 77.

difficile de dire jusqu'à quel point les Albertistes désiraient une annexion [1]. Sans doute quelques-uns, en tout cas dans les légations et à Livourne, auraient aimé à forcer la main à Charles-Albert par un plébiscite pour la réunion au Piémont ; mais, bien que le « Statut » parlât de la « couronne italienne » du roi, il existe peu de témoignages montrant jusqu'à quel point il connaissait ou approuvait leurs plans [2]. On ne peut mettre en doute cependant que des visions d'expansion n'aient flotté devant les yeux de ses hommes d'État et n'aient dicté leur attitude mystérieuse à l'égard de la Ligue. Après la révolution française, ils avaient mis sur son chemin tous les obstacles possibles, sous le prétexte qu'une Ligue sans Naples était en elle-même sans valeur ; et lorsque Naples annonça son adhésion (15 mars), la Toscane, à son tour, était devenue méfiante à l'égard du Piémont. Dès que la guerre eut été déclarée, le pape, anxieux de trouver n'importe quoi pour mettre à l'abri sa responsabilité, réunit de nouveau les fils des négociations et trouva la Toscane et Naples disposées à y acquiescer ; mais Pareto répondit brusquement que la guerre était de la plus haute importance, et soutint un contre-projet d'alliance offensive. Naples, en tout cas, était disposée à y adhérer ; mais l'aversion du pape fournit à Pareto l'occasion de s'affranchir de tout engagement qui aurait pu lui lier les mains. Le 18 avril, il envoya son refus définitif d'entrer dans la Ligue, et le désappointement du pape d'avoir laissé échapper une solution pacifique, sa colère à cause de la perte de Parme, ses soupçons que le Piémont avait des vues sur la Romagne, et Naples sur les Marches, ne se rencontrèrent que trop bien avec d'autres tendances pour le détourner de la cause [3].

La guerre lui était désagréable à l'extrême. Dans un moment d'enthousiasme, il avait bien attribué à la Providence les événements de mars. Il était assez patriote pour désirer

1. Comparer Gioberti, *Ai romani*; Id., *Operette*, I, 85-89 ; Ricasoli, *op. cit.*, I, 359, 365 ; Gemelli, *Sicilia*, 8 ; Bosio, *Villamarina*, 80-81, avec Gioberti, *Sull'unione* ; Id., *Prolegomeni*, 89 ; Ventura, *Essai*, 608 (que je suis porté à révoquer en doute).

2. Voir Pasolini, *Memorie*, 73.

3. Corboli-Bussi dans *Riv. stor. del risorg.*, I, 281-282 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 143, 177-180, 472-477 ; d'Azeglio e Gualterio, *Carteggio*, 25 ; Farini, *Stato romano*, II, 96-98 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 181 ; Gioberti, *Rinnovamento*, I, 228 ; Massari, *Casi di Napoli*, 119, 133 ; Leopardi, *Narrazioni*, 167, 170.

voir l'Italie victorieuse, pourvu qu'aux yeux de l'Allemagne il échappât à toute responsabilité. Mais il était pape avant d'être patriote ; il se souciait peut-être moins de l'indépendance nationale que du recouvrement de ces territoires italiens sur lesquels la Papauté avait des prétentions fantaisistes. Il craignit que la guerre ne fût un creuset dont l'Italie émergerait transformée, et avec peu de place, peut-être, même pour un gouvernement papal réformé. Ainsi donc, il bénit les drapeaux lorsque les troupes partirent pour la guerre, mais ordonna à Giovanni Durando, leur général, de ne point franchir la frontière, excepté pour occuper Rovigo sur lequel il avait des prétentions. Il fut également troublé par la disposition des esprits à Rome. Lorsque les Jésuites furent attaqués, il manifesta sa sympathie envers « les infatigables compagnons de travail dans la vigne du Seigneur », et menaça de quitter la ville si les désordres continuaient. Chagrin, mal à son aise, se cramponnant à sa popularité, mais toujours moins en sympathie avec les nouveaux développements démocratiques et nationalistes, il avait déjà prêté l'oreille à de sinistres conseils. Toujours oblique dans sa façon d'agir, il avait appris à combattre ses ministres par la ruse ou l'inaction ; d'autres fois, se fortifiant lui-même dans l'opiniâtreté de sa conscience étroite, il les épouvantait par quelque résolution soudaine et méchante. La situation à Rome empira. Les besoins de la guerre avaient mis le gouvernement dans l'obligation d'établir le cours forcé. Les classes pauvres firent des émeutes parce qu'elles manquaient de pain, et Ciceruacchio menaça de percevoir des taxes sur les riches à moins qu'ils ne contribuassent au budget de la guerre. Les restrictions apportées au droit de suffrage mécontentèrent même certains modérés, et un parti vigoureux s'agita afin d'obtenir un suffrage plus étendu et la convocation à Rome d'une Diète italienne. Les provinces, plus absorbées par la guerre, se souciaient moins de réformes politiques, mais étaient fermement d'avis que l'État devait prendre la part lui incombant dans la lutte sur le Mincio. Le ministère essaya en vain d'arracher au pape une déclaration explicite. Il répudia avec colère un ordre du jour dans lequel Durando avait dit à ses soldats que le pape bénissait leurs épées ; mais, quelques jours plus tard, il parla de « céder aux circonstances », et donna aux troupes son autorisation virtuelle de franchir le Pô. Agissant en conséquence, le ministère

ordonna à Durando d'avancer (18 avril)[1]. Mais le pape ne voulait pas voir son nom uni à celui de Charles-Albert dans le cri de guerre de la nouvelle croisade. Des menaces de schisme arrivaient d'évêques allemands, et il était préparé à tout sacrifier plutôt que d'être la cause d'un pareil scandale pour l'Église. Lorsque ses ministres défendirent Durando, il se réfugia dans la solitude. Puis soudain, avec l'énergie spasmodique de l'homme faible qui sent qu'on lui force la main, il rompit le silence par une allocution[2] qui marqua sa séparation définitive du parti national (29 avril).

Cette encyclique était une apologie pour les catholiques allemands. La guerre avec l'Autriche, y était-il dit, était « absolument contraire aux opinions » d'un Pape qui « estimait et aimait d'une égale affection tous les peuples, toutes les races et toutes les nations ». C'était l'exposé logique de sa situation de Pontife catholique ; mais elle n'en marquait pas moins son impuissance, en tant que prince italien, à prendre parti dans les problèmes les plus importants qui troublaient l'Europe. A Rome, elle anéantit sa popularité chancelante ; pendant deux ou trois jours, l'État fut, pratiquement, sans gouvernement, et un parti considérable réclama sa déposition et la nomination d'un gouvernement provisoire. Pie fut épouvanté ; il ne s'était pas rendu compte de quelle façon absolue son encyclique allait le séparer des libéraux ; il avait même pensé que sa reconnaissance implicite des volontaires les satisferait. Il fut blessé de voir son encyclique interprétée comme un manifeste anti-national ; il fut même disposé à promettre de prendre part à la guerre, en qualité de prince italien. Mais Antonelli, malgré l'irritation qu'il manifestait contre le Pape, supprima l' « eirenicon » qu'il avait en vue et y substitua un mémoire confirmant les pires interprétations de l'encyclique[3]. Le Pape tenta, faiblement comme à sa coutume, de réparer cette faute. Il écrivit à l'empereur, lui demandant de renoncer à ses provinces italiennes, et promit à Charles-Albert d'autoriser les

1. Minghetti, *op. cit.*, I, 366, 421 ; Pasolini, *op. cit.*, 60 ; Farini, *op. cit.*, II, 62-63, 101-104 ; *Raccolta dei decreti*, I, 163 ; d'Azeglio, *Relazione*, 6 ; Correspondence-Italy, II, 404.

2. Suivant Finali, *Contemporanei*, 265, le Pape déclara qu'une apparition céleste la lui avait dictée. Elle est généralement appelée Encyclique.

3. Pasolini, *op. cit.*, 69-71 ; Minghetti, *op. cit.*, I, 372, 380.

troupes pontificales à marcher si l'Autriche refusait le rameau d'olivier[1]. Mais ce ne fut pas connu du public et il fut forcé de se rendre compte que la nomination d'un ministère populaire était le seul moyen de calmer la tempête. Il révoqua Antonelli et chargea Mamiani de constituer un cabinet.

L'encyclique fut suivie de la défection de Naples. Entre un roi déloyal et un peuple sans énergie, le pays était mal à l'aise, dans son vêtement constitutionnel. Bozzelli paralysa le cabinet — déjà le second depuis la concession d'une constitution — et Saliceti, le seul homme de valeur qui en fît partie, démissionna. Le roi avait jugé Bozzelli à sa valeur, et savait qu'il pouvait fasciner et modeler à sa volonté le pédant dont la foi théorique en un gouvernement ferme n'était que le masque d'un esprit instable de courtisan. Même un ministère plus énergique aurait trouvé son chemin jonché de difficultés. La presse n'éclaircissait rien et se livrait à de violents et indignes abus. Le pays était secoué par des mouvements chroniques, et les masses reconnaissaient que la liberté ne comportait pas nécessairement du pain. L'ancienne police avait disparu, sans que rien la remplaçât, et quelques-unes des provinces étaient dans une situation de légère anarchie. Les paysans, qui se souciaient peu ou pas du tout d'une constitution, se partageaient les biens communaux ou s'appropriaient des terres sur lesquelles ils avaient d'anciennes prétentions. Les radicaux étaient mécontents du Statut, de son suffrage restreint et de sa « Chambre des pairs ». Saliceti exprima leurs revendications en demandant une extension du suffrage, une seconde Chambre élective, et des hostilités immédiates contre l'Autriche. L'agitation força le ministère à se retirer, et pour un moment le roi fut disposé à plier sous la tempête et à charger Pepe de constituer un ministère. Mais Pepe avait tout autant de prétentions que Saliceti (1er avril) et le roi, se reprenant vite, résolut de leur disputer le terrain pied à pied. L'historien Carlo Troya fut nommé premier ministre (4 avril); c'était un homme aimable, honorable, mais bien plus apte à s'occuper de littérature que de politique, un mauvais pilote pour des temps orageux. Son ministère, de bonne

1. Costa de Beauregard, *op. cit.*, 206.

volonté ou non, fut obligé de transiger avec les radicaux et d'augmenter légèrement la franchise, laissant au Parlement le soin de régler la question de la Chambre Haute et d'autres modifications à la constitution. Et, bien qu'attaché surtout aux questions de réforme domestique, Troya se prononça franchement pour la guerre et l'adhésion à la Ligue italienne. Un régiment fut envoyé sur-le-champ en Lombardie pour combattre pour « la patrie commune », et Pepe dut suivre avec le gros de l'armée. Mais le cabinet n'eut pas le courage nécessaire pour surmonter les difficultés qui s'amoncelaient sur lui, d'un côté de par le roi et les fonctionnaires, d'un autre côté de par les républicains et les socialistes. Les réactionnaires étaient probablement en train de fomenter des troubles à propos de la distribution des terres, et un prêtre, aux environs de Salerne, prêcha en chaire en faveur du communisme. Des circulaires officielles encouragèrent les paysans à espérer le partage des biens-fonds, et parlèrent de « l'intolérable obligation pesant sur les agriculteurs, de travailler pour un maître ».

Le roi vit l'occasion qui s'offrait à lui. Après la Révolution française, il avait perdu courage et se laissa aller, forma même peut-être un projet consistant à se servir des libéraux pour regagner la Sicile et partager l'Italie entre Charles-Albert et lui-même [1]. Il n'éprouvait aucun scrupule à jouer le rôle d'un traître, et c'est avec allégresse qu'il s'aperçut que la crainte du socialisme et la faiblesse du gouvernement donnaient aux réactionnaires la chance de reprendre le pouvoir. L'encyclique avait rallié le clergé à leur cause ; menacés d'une attaque du pouvoir civil, les prêtres répandirent le bruit que la religion était en danger, et les sacristies de Naples devinrent autant de nids de trahison. Le sang de saint Janvier refusa de se liquéfier jusqu'à ce que la garde nationale eut épouvanté l'archevêque et fait ainsi opérer le miracle. Une active camarilla de courtisans et d'officiers se prépara en vue d'un conflit. Croyant, à juste raison, que les libéraux désiraient envoyer l'armée vers le Nord, pour être libres de leurs mouvements, ils manifestèrent contre la guerre et brandirent le spectre de l'Albertisme. Le roi lui-même ne prit

1. Leopardi, *op. cit.*, 96, 115, 122 ; *Atti e documenti*, 141-144 ; Tivaroni, *op. cit.*, III, 198.

probablement aucune part active dans le complot, mais veilla à ce qu'il eût toute liberté.

Cependant les élections avaient eu lieu, mais la majorité du peuple était si indifférente, qu'un cinquième seulement prit part au scrutin. Les libéraux modérés furent réélus presque partout, et exception faite d'une poignée de réactionnaires et d'une vingtaine de radicaux, les députés se trouvèrent de la même nuance peu définie et prête aux compromissions, que les ministres. Le Parlement devait se réunir le 15 mai; deux jours auparavant, la plupart des députés s'assemblèrent à Naples où ils tinrent une conférence semi-officielle dans le quartier de Monteoliveto. Ils conçurent bien vite des soupçons, et un incident en apparence inoffensif mit le comble à leur humeur. Il transpira du programme officiel de la prochaine cérémonie qu'il leur serait demandé de jurer de maintenir la constitution existante. Ce projet était dû probablement à la pédanterie de Bozzelli, et dépourvu de tout subterfuge; mais les députés le considérèrent comme une ruse pour leur faire prendre des engagements contre les réformes démocratiques que le gouvernement avait promis de leur soumettre. Les ministres, et, après quelque hésitation, le roi, offrirent d'écarter cette formule, et même de faire une allusion formelle aux réformes [1]. Mais, des deux côtés, des influences s'employèrent à rendre impossible tout compromis. Des exaltés de la Calabre et de Salerne et quelques gardes nationaux se préparèrent à la guerre civile, et au milieu de la tension et de l'incertitude régnantes, des barricades s'étaient élevées avant que le roi n'eût cédé. Ce fut une faute grave, et si évidente par la suite, que des efforts furent tentés plus tard pour en rejeter la responsabilité sur les machinations de la Camarilla. Mais bien que ses agents aient pu y contribuer, il est peu douteux que ce furent les républicains qui élevèrent les barricades, apparemment avec quelque étrange encouragement de la flotte française mouillée dans la baie [2]. Les plus clairvoyants d'entre les libéraux ten-

1. Leopardi, *op. cit.*, 450-457, 467; Santoro, *Rivolgimenti*, 177-188; *Atti e documenti*, 19, 91-93; Nisco, *Ferdinando II*, 169; Marulli, *Documenti*; Correspondence-Italy, II, 496.

2. *Atti e documenti*, 16, 22, 90, 153-156; Ricciardi, *Cenni*, 142; Leopardi, *op. cit.*, 464; Santoro, *op. cit.*, 184; Correspondence-Italy, *loc. cit.*; Seniors, *Journals*, II, 80; Marulli, *op. cit.*, 28; Carbonelli, *Mignona*, 35, 37; *contra* Massari, *Casi di Napoli*, 152, 164; Petrucelli, *Rivoluzione*, 101.

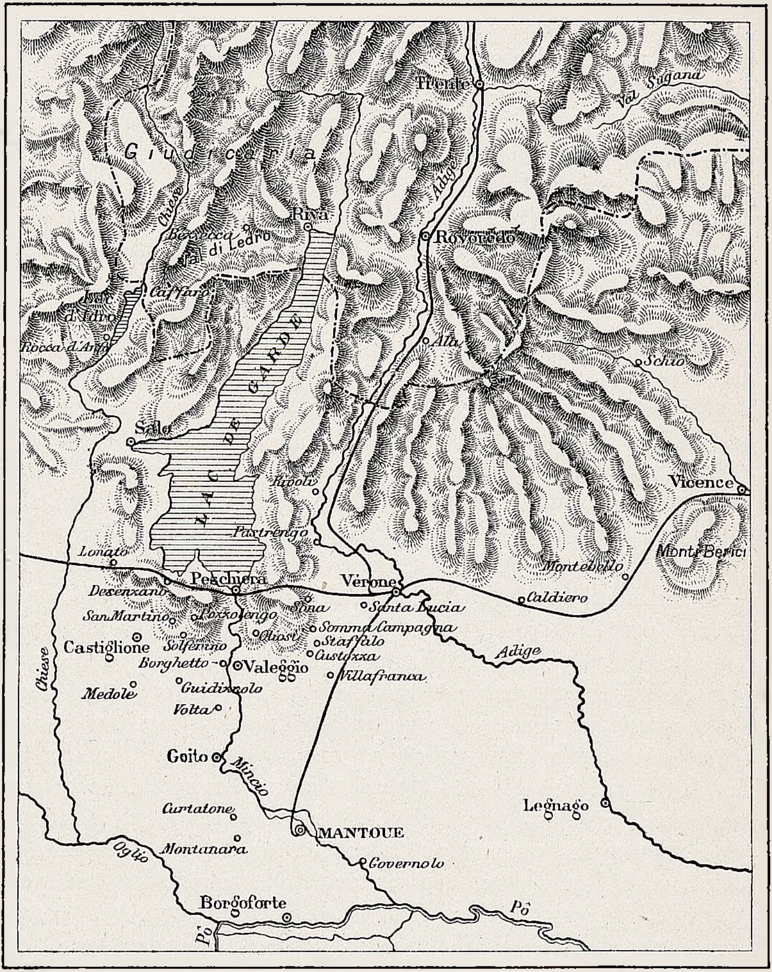
tèrent de réparer cette faute; mais une partie de la garde nationale était débridée, et les barricades restèrent. Le roi fut effrayé [1], et la Camarilla vit comment la folle manœuvre allait tourner entre ses mains. Douze mille hommes de troupes furent massés en face du palais royal (15 mai), et il ne resta plus aux libéraux qu'à combattre et à vaincre. La garde nationale de Salerne s'avança sur la capitale ; si les députés s'étaient jetés eux-mêmes dans la lutte, la grande majorité de la garde nationale et des citoyens libéraux aurait suivi, et il n'était pas impossible de renouveler les victoires de Palerme et de Milan. Personne n'a su par qui fut tiré le premier coup de feu. Du matin à la tombée de la nuit, une lutte sauvage corps à corps fit rage le long du Toledo ; mais les quelques centaines de défenseurs ne pouvaient rien contre une écrasante supériorité numérique. Les troupes, qui se composaient d'indigènes et de Suisses, tuèrent sans merci, mirent tout au pillage, à feu et à sang, tandis que Ferdinand les excitait du balcon de son palais et que les députés, à Monteoliveto, prenaient des résolutions, jusqu'au moment où la troupe les expulsa. Le lendemain, le jour se leva sur une scène de désolation. Des cadavres, des ruines, des décombres, des pillages marquaient la marche en avant des troupes. Les *lazzaroni* et leurs prêtres s'assemblèrent devant le palais, criant « mort à la nation ! » Leurs cris signifiaient que le sud de l'Italie était perdu à la cause nationale. Un exprès fut expédié pour rappeler Pepe et ses hommes. Le message lui parvint à Bologne où, contrairement aux ordres reçus, il se préparait à franchir le Pô. S'il avait marché promptement, peut-être aurait-il pu enlever ses hommes avec lui; mais il hésita assez longtemps pour permettre à l'intrigue d'agir, et, lorsqu'enfin le vieux vétéran se décida à marcher en avant, il ne trouva plus que 2 000 hommes disposés à le suivre.

Il appartenait à Charles-Albert de dire si la défection du Pape et du roi de Naples devait affaiblir la cause nationale. Si elle l'appauvrissait en hommes, par contre, sa situation en

1. Sa conduite au matin du 15 reste très mystérieuse. Voir Leopardi, *op. cit.*, 469-473.

était simplifiée. Pour les quelques-uns qui désiraient une Italie unie, pour le grand nombre de ceux qui n'allaient pas jusqu'à l'unité, mais désiraient voir la force entière de la nation prendre part à la guerre, il ne restait plus que deux alternatives possibles : l'Albertisme ou la république. Les républicains étaient une minorité — de petits groupes d'étudiants et quelques ouvriers réfléchis des grandes villes —, et beaucoup d'entre eux, conduits par Mazzini lui-même, étaient disposés à laisser là leur propagande, si seulement Charles-Albert voulait bien adopter franchement le programme national et démocratique. Un homme fort l'aurait pris, et, avec lui, aurait vaincu. La Sicile offrait sa couronne à son fils. En Romagne existait un puissant parti séparatiste qui n'attendait qu'un signe de lui pour se jeter dans ses bras [1]. Partout au dehors de l'Italie les forces populaires avaient la haute main. La République était forte en France ; les étudiants de Vienne étaient en train de chasser la cour impériale (17 mai). La Hongrie et la Bohême avaient conquis leur éphémère indépendance ; l'Assemblée nationale allemande se réunissait (18 mai). Jamais, même en 1830, la démocratie n'avait été aussi triomphante. Il y eut un moment où Charles-Albert aurait pu anticiper sur 1860. Mais le roi n'était pas un génie capable de saisir au bond une grande occasion. Il menait sa campagne militaire avec un respect absolu de toutes les règles conventionnelles de la guerre régulière. La façon dont il avait agi à l'égard des volontaires avait montré sa méfiance et son mépris des forces populaires. Il ne voulait favoriser aucun dessein sur les possessions temporelles du pape, et envoya Gioberti à Rome pour reconquérir la faveur de Pie. Il avait toujours devant les yeux l'effroi des diplomates européens ; son souci de ne point causer d'humeur à Palmerston et de se concilier la confédération allemande lui firent éviter toute agression sur le Tyrol et le détournèrent d'hostilités sur la mer où sa flotte aurait pu faire de Trieste une proie facile et paralyser le commerce autrichien. Il refusa le concours des volontaires suisses, il rompit les relations amicales que les Milanais avaient ébauchées avec les Hongrois ; il rapetissa le grand mouvement italien à une lutte pour l'Italie septentrio-

1. Torre, *Storia*, I, 118-120 ; Beghelli, *Repúbblica*, I, 136 ; Farini, *op. cit.*, II, 129 ; Gabussi, *Memorie*, II, 15.



Gravé par F. Borremans, 5 rue Hautefeuille, Paris

Carte pour servir à l'intelligence des campagnes de 1848, 1859, 1866.

Chemin de fer en exploitation en juin 1859.

0 10 20

Echelle en milles anglais de 1 609 mètres. — 20 *milles* = 32 *kilomètres*.

nale. Il fit assez pour s'aliéner les autres princes et exciter les jalousies de la France, et rien de ce qui aurait pu lui attirer les patriotes de toute l'Italie.

Dans le Nord de l'Italie même, il montra le même manque de fermeté et d'énergie. Le soulèvement national avait été suivi en Lombardie d'une période de quiétude. Dans l'espace d'une semaine, tout l'édifice de la domination autrichienne s'était écroulé, et les énergies du pays étaient absorbées à remplir le vide de gouvernement, et à un degré d'effort moindre, à lever une armée lombarde. La question politique avait été, d'un commun accord, remise à plus tard. Chacun s'attendait à ce que la guerre fût de courte durée, et, pendant ce temps, il était préférable que les questions brûlantes de monarchie ou de république, d'union ou de fédération fussent laissées de côté. « Quand la cause aura été victorieuse, la nation décidera » telle était la formule de compromis souvent répétée. Au moins ostensiblement, ceux-là même qui désiraient voir Charles-Albert immédiatement roi souscrivirent au *statu quo* [1], et, de son côté, il avait lui-même découragé ses partisans les plus passionnés. Anxieux comme il l'était de ne pas donner aux républicains la moindre chance, et de réunir la Lombardie au Piémont, il avait vivement insisté pour que la question fût laissée de côté si possible, et que, dans le cas contraire, on en décidât immédiatement par un plébiscite établi sur le suffrage le plus large possible. De leur côté, les républicains étaient également disposés à ajourner la question. Si, pour le moment, ils comprenaient à Milan la majorité active, sinon numérique, de la bourgeoisie et de la classe ouvrière, ils étaient faibles en dehors de Milan. Mazzini, qui y était arrivé au commencement d'avril, promit son concours à Charles-Albert, tant que ses ambitions auraient en vue l'Unité. Il accabla de son mépris les intrigues misérables de la petite faction anti-piémontaise de Cattaneo ; la seule chose urgente était de chasser les Autrichiens, et, jusqu'à ce que cela fût accompli, les questions domestiques attendraient. Sur ces bases il promit de donner au gouvernement provisoire un appui loyal.

1. Casati, *Rivelazioni*, II, 185 ; Casati, *Milano*, 415 ; *Archivio triennale*, III, 778 ; Correspondence-Italy, II, 295 ; *contra*, G. Torelli, *Ricordi*, 133 ; Casati, *Milano*, 244.

Mais il fut impossible de laisser à l'arrière-plan la question politique. Les étreintes fraternelles des Lombards et des Piémontais se relâchèrent bientôt sous le poids de l'insuccès et du désappointement. Lorsque l'armée s'arrêta, faible et irrésolue, devant les lignes de Radetzky, la suspicion, que la victoire de Pastrengo n'avait suspendue que pour un moment, augmenta considérablement; lorsque Nugent avait pénétré en Vénétie, les Lombards, inquiets pour la province-sœur, firent des allusions violentes à une trahison et à un nouveau Campo-Formio. Et, dans chaque classe, il y avait, des hommes pusillanimes, dont le tiède patriotisme supportait mal les difficultés et les dangers de la guerre, et qui regardaient de travers, comme peu préférables aux Croates, les Piémontais vivant sur le pays. De son côté, l'armée, frémissant sous les insultes de l'amère et insatiable presse milanaise, et qui pouvait constater chaque jour l'apathie de la population rurale des environs du Mincio, était peu disposée à se battre sans compensations, et des paroles irritées furent échangées entre Turin et Milan.

Le Gouvernement provisoire, lui aussi, était en train de perdre la confiance publique. Les Républicains, lorsqu'ils en avaient fait partie, avaient plié sous les fautes, et les modérés, qui en prirent la direction, avaient au suprême degré la timidité et l'incapacité de leur parti. Les finances étaient dans un désordre complet. La guerre coûtait très cher à la province ; le gouvernement avait aboli beaucoup des impôts les plus impopulaires; il était difficile, parmi l'instabilité générale, de percevoir les impôts indirects ; et, ni le lourd impôt foncier, ni les souscriptions patriotiques, toute considérables qu'elles fussent, ne comblèrent le déficit. On aurait cependant pardonné au gouvernement sa mauvaise gestion des finances, s'il avait pris de meilleures mesures concernant la guerre. Il est probable en effet que le commissariat piémontais fut responsable des approvisionnements insuffisants de l'armée, car il en fut envoyé plus qu'il n'en fallait sur le front des troupes, et les magasins regorgeaient [1]. Mais, par contre, c'est au gouvernement de Milan que doit être

1. Bava, *Relazione*, 72 ; Pinelli, *Storia*, III, 513 ; Restelli e Maestri, *Fatti di Milano*, 7, 13 ; Corsi, *1844-1879*, 131. Voir Della Rocca, *Autobiografia*, I, 185.

reprochée la lenteur avec laquelle fut formé un contingent lombard. Malgré de belles paroles, il découragea et administra mal les volontaires, refroidissant leur enthousiasme en leur donnant des généraux antipathiques et en leur envoyant des ordres qui respiraient la méfiance. Sans doute il était impossible d'improviser une armée de soldats entraînés, mais il y avait dans le pays 60 000 hommes qui avaient passé par l'armée autrichienne, et il ne fut fait aucune tentative sérieuse pour les enrôler. Juillet était arrivé, qu'il n'y avait pas encore 10 000 conscrits dégrossis capables d'entrer en campagne. Contre de pareilles fautes de négligence, la légère activité réformatrice dont avait fait preuve le gouvernement était de peu de poids ; devant la guerre, tout disparaissait; et il anéantit sa popularité par sa mollesse à la diriger.

Tout tendait à porter à l'ordre du jour la question d'une « fusion » avec le Piémont, et on ne peut guère blâmer les fusionnistes d'avoir contraint le gouvernement à trouver une issue à une situation qui ne contentait personne. Il fallait satisfaire les Piémontais par quelque témoignage tangible de gratitude ; par-dessus tout, il fallait que la Lombardie prît part à la guerre avec plus de vigueur. La constitution d'un puissant royaume de l'Italie du Nord, malgré ses inconvénients, quels qu'ils fussent, protégeait au moins l'Italie contre une agression autrichienne. D'autres motifs de valeur moindre influèrent aussi ; la crainte d'une République socialiste, l'obséquiosité devant un roi, l'ambition de voir Milan être une fois de plus le siège d'une Cour brillante. Les plus honnêtes patriotes de l'opposition, bien qu'en principe républicains, étaient disposés à faire le sacrifice de leurs théories devant un si grand pas vers l'Unité, pourvu qu'une constitution démocratique garantît les principes essentiels de la République; de pressants appels arrivaient des républicains de Gênes pour qu'on formât une seule famille dans laquelle les démocratiques Gênes et Milan seraient plus que suffisantes pour contrebalancer Turin. Les fusionnistes conservateurs organisèrent une agitation active et sans scrupules. Des ouvertures furent faites à Mazzini et à Cattaneo ; d'autres furent gagnés par des promesses de places ou d'avancement. Pendant un moment, le Gouvernement Provisoire s'en tint à ses premières promesses de neutralité, et même, en contraste curieux, semble-t-il, avec sa politique générale, il intrigua à Venise

contre la fusion. Mais bientôt, oubliant ses engagements, ne voyant pas les complications qui s'annonçaient pour l'avenir, il ne pensa plus qu'aux nécessités présentes, et il céda à la pression croissante. Au commencement de mai, il annonça un plébiscite à la suite duquel la fusion s'effectuerait, ou non, ou bien la question serait ajournée à la fin de la guerre. Mazzini lui reprocha avec véhémence de manquer à la parole jurée, et l'excitation à Milan le força à promettre que, quel que fût le résultat du plébiscite, le droit de réunion, la liberté de la presse et une garde civique seraient garantis.

Le vote eut lieu à la fin du mois. Une expérience ultérieure a montré le peu de confiance qu'il faut accorder à un plébiscite, et comment, avec un peuple non entraîné à la vie politique, un vote sur une solution unique, effectué hâtivement sans une discussion libre et complète, peut être très loin de représenter les sentiments véritables d'un peuple. Des agents royalistes s'étaient mis à l'œuvre, et le bruit courait que, si le vote se prononçait contre Charles-Albert, il se retirerait de la guerre. Gioberti fut appelé à Milan pour agir en contrepoids de Mazzini, et sa chanson « Charles-Albert ou l'Autriche » fut bientôt sur toutes les lèvres. Les républicains, divisés et irrésolus, ayant beaucoup de leurs chefs sur le théâtre de la guerre, et pouvant difficilement contrarier un mouvement qui parlait de l'Unité, s'abstinrent en grande majorité. Les paysans votèrent sous les yeux de leurs prêtres, et les soldats, au commandement de leurs officiers ; le faux, la pression, la coercition furent employés copieusement. Pourtant le résultat dut surprendre tous les partis. Cinq cent soixante mille, soit 84 pour 100 des électeurs, prirent part au vote, et à peine sept cents se prononcèrent pour l'ajournement de la question. En tenant compte des actes indignes de l'un des partis et de la désorganisation de l'autre, le scrutin n'en montra pas moins une énorme majorité en faveur de la fusion. A Parme, Piacenza et Modène, les plébiscites firent ressortir des majorités proportionnellement aussi fortes.

CHAPITRE XIII

LA GUERRE

(SUITE)

Mai-août 1848.

La fusion en Vénétie et à Venise ; le Piémont et la fusion ; les conséquences de la fusion. La guerre en Vénétie ; la marche en avant de Nugent ; Cornuda ; l'attaque de Vicence par Thurn. L'inaction piémontaise ; Curtatone ; la seconde bataille de Goito ; la perte de Vicence et de la Vénétie ; les négociations de Palmerston. Le Piémont et la guerre. Sommacampagna ; CUSTOZZA ; Volta ; la retraite ; la défense de Milan ; LA REDDITION DE MILAN.

En Vénétie, la proclamation de la République, faite par Manin, compliqua la question de la fusion. Sa foi politique était républicaine ; il n'avait aucun penchant pour « une demi-révolution qui en nécessiterait une autre pour la compléter ». Il craignait qu'une trop grande prépondérance du Piémont ne détruisît tout plan de fédération. Mais il ne voulait pas porter préjudice à l'organisation future de la nation ; il répudiait tout sentiment municipal, regardant plus loin, comme il le faisait, vers une fédération, peut-être vers l'unité complète de l'Italie, et désirant laisser à une Diète à Rome [1] le soin de décider de son sort définitif. Il est probable que, malgré ses penchants naturels, il n'aurait pas proclamé la République s'il n'avait pensé que le meilleur moyen de gagner Venise à la cause nationale était de faire revivre le nom de son grand passé dont les fautes avaient été oubliées, et dont le souvenir était si cher. Était-ce sage ? c'est douteux. Il est impossible de ne pas penser que son seul pres-

1. Planat de la Faye, *Documents*, I, 145, 189, 264, 316, 391-392. 422. Rapports de Restelli dans Casati, *Milano*.

tige aurait suffi pour gagner la foule ; il est certain que son acte créa des difficultés. Il offensa les Lombards et les Génois en semblant aller à l'encontre de l'entente générale de ne considérer qu'après la guerre la forme du gouvernement ; il donna à la France une excuse pour opposer la République-sœur au patriotisme monarchiste du Piémont. Sur le continent vénitien où le gouvernement de Manin n'avait guère qu'une autorité nominale, la vieille jalousie contre Venise flamba de nouveau ; Padoue, Vicence et Trévise ne gardaient pas de souvenirs reconnaissants à la République qui ne leur avait surtout montré sa tyrannie. Vers le milieu d'avril, les nouvelles de la marche en avant de Nugent et l'absence de toute défense accrurent leur impatience ; et, avec le consentement forcé de Venise, elles décidèrent de s'annexer à la Lombardie et au Piémont. C'est vers la Lombardie qu'allaient leurs sympathies. Une fusion, tôt ou tard, avec la Lombardie, était le vœu de chaque patriote vénitien ; pour Charles-Albert, il régnait peu ou pas d'enthousiasme. Mais, lorsque le gouvernement milanais décréta le plébiscite, la fusion avec la Lombardie impliqua la fusion avec le Piémont, et le danger urgent dont elles étaient menacées par suite de la marche rapide de Nugent fit voler les provinces vers le roi pour lui demander son appui, alors que, a-t-on dit, il était peu désireux de secourir des républicains. Quand eut lieu le plébiscite (4 juin), trois provinces étaient occupées par les Autrichiens ; les quatre autres, Trévise, Padoue, Vicence, Rovigo, donnèrent une majorité considérable en faveur de l'annexion, avec cette restriction, de même qu'en Lombardie, qu'une Assemblée constituante, élue par le suffrage universel, établirait la constitution.

Les fusionnistes, victorieux sur le continent, portèrent leurs efforts sur Venise ; des agents albertistes y avaient intrigué et peut-être acheté à prix d'argent des partisans, insinuant que la République était un obstacle à l'unité et que Venise courait le risque de rester isolée. Mais ils n'y trouvèrent pas plus de considération pour Charles-Albert personnellement que sur le continent. Venise, à l'abri dans ses lagunes, n'était pas exposée à une attaque imminente de l'ennemi. Les objections de Manin à la fusion étaient aussi fortes que jamais ; il désapprouvait ce qui apparaissait comme une perversion d'une guerre nationale en une lutte dynastique, l'aliénation de

la France, la folie de soulever un débat politique en face d'un ennemi qui s'avançait. Mais cela semblait un pas vers l'unité; les amis étaient disséminés, les sympathies de Palmerston étaient froides, le gouvernement français était prêt à voir Venise sacrifiée à l'Autriche[1], et l'opinion que seul Charles-Albert pouvait la sauver d'un nouveau Campo-Formio, se répandit rapidement. Le gouvernement refusa encore de faire un plébiscite, mais il fut forcé d'ordonner l'élection d'une Assemblée pour décider de l'avenir politique de la cité (3 juin). La petite quantité des personnes qui se firent inscrire sur les listes électorales témoigna de l'indifférence des masses, et les fusionnistes emportèrent tout devant eux. Lorsque l'Assemblée ouvrit (3 juillet), une adroite manœuvre de l'agent piémontais lui assura une victoire facile, et Manin, voyant que la partie était perdue, ne songea plus qu'à éviter toute division: « Oublions, dit-il, les partis, et ne soyons plus ni des républicains ni des royalistes, mais des Italiens ». Par un vote presque unanime, l'Assemblée décida l'annexion immédiate au Piémont. Manin et Tommaseo démissionnèrent; un mois plus tard, le drapeau piémontais flottait sur la Piazza.

La question passa au Piémont. Parme et Modène s'étaient données sans réserves, mais partout ailleurs, la question était compliquée par les conditions qui avaient été stipulées lors des plébiscites, et la Lombardie et la Vénétie avaient déjà pris toutes deux des mesures en vue de l'élection d'une Assemblée nationale. La fusion se trouva ainsi suffisamment hérissée de difficultés et, par-dessus tout, il y eut un vif débat pour savoir si Milan ou Turin serait la future capitale. Le ministère piémontais était divisé sur l'acceptation des conditions. La section conservatrice s'en éloignait à cause de leur couleur démocratique, et spécialement parce qu'elles comportaient le suffrage universel également pour le Piémont. Une Assemblée nationale pouvait détruire même le trône, et le transfert à Milan de la capitale impliquait la chute de l'hégémonie piémontaise. Pareto et Ricci, les libéraux et les Génois, accueillirent avec empressement cette occasion d'anéantir la suprématie de Turin et de fondre le Piémont dans une plus grande puissance italienne. Balbo, homme d'un

1. Bianchi, *Diplomazia*, V, 270.

naturel généreux et loyal, mais anguleux et d'un tempérament vif, était un mauvais président pour un ministère en dissension. La querelle passa du Cabinet à la Chambre. La majorité des députés était formée de modérés libéraux de la bourgeoisie et de la noblesse — hommes de grand caractère, mais manquant nécessairement d'expérience. Réfléchissant le généreux patriotisme du pays, ils étaient prêts à s'unir aux Lombards à plus qu'à mi-chemin, et bien que les intérêts coalisés à Turin luttassent vivement pour que le gouvernement prît l'engagement de ne pas changer la capitale, beaucoup de personnes, même parmi les plus stricts disciples de l'école piémontaise, se rendirent compte que c'était un jeu dangereux que de s'aliéner les Lombards et de les jeter peut-être dans les bras de la République française. Pareto, soutenu par Rattazzi, défit la section conservatrice, et, sous la réserve que la question de la monarchie ne serait pas laissée ouverte, le Parlement consentit aux conditions des Lombards, et la Loi de l'Union passa à une très forte majorité.

Il n'est pas facile d'apprécier exactement ce que la fusion avait de bon et de mauvais. Si Charles-Albert avait été un grand général, et si les forces de l'Italie du Nord, ainsi qu'il semblait probable pour le moment, avaient été suffisantes pour vaincre Radetzky ; ou bien, si le roi s'était adressé à la nation et avait rassemblé autour de lui les patriotes de toute l'Italie, la fusion aurait été un grand pas vers l'unité, et l'œuvre de 1860 aurait pu, en partie, être anticipée de douze ans. Telle qu'elle fût, la fusion se trouva être une grosse bévue politique. L'armée piémontaise n'était pas suffisante par elle-même ; le seul espoir de victoire consistait à conserver d'anciens alliés ou à en gagner de nouveaux. Mais la fusion déplut à la France et à la Suisse, jalouses toutes deux d'une forte monarchie dans l'Italie du Nord ; elle augmenta l'aversion du Pape et du roi de Naples et les suspicions du gouvernement toscan. La hâte et l'inconvenance du plébiscite, qui semblait placer les intérêts dynastiques de la maison de Savoie au-dessus des espoirs de l'Italie, firent tomber le peu d'enthousiasme qui restait aux démocrates et ôtèrent à la lutte nationale la moitié de sa force morale.

« Tandis que Charles-Albert rassemblait des votes, Radetzky rassemblait des hommes », et Nugent accourait à son secours avec une armée forte de 14 000 hommes. Dès les pre-

miers jours de la révolution, tout le continent vénétien s'était soulevé; des corps d'étudiants et de volontaires étaient accourus de ses villes vers le Quadrilatère, jusqu'à ce qu'une grave défaite à Montebello[1] les eût repoussés, découragés. Tout d'abord, les Vénitiens avaient compté plus sur Rome que sur le Piémont pour leur venir en aide, et les troupes pontificales arrivaient. Mais c'est seulement du Piémont que pouvaient venir la puissance d'organisation et le noyau nécessaires de troupes sûres; et, avec une insouciance étrange, Charles-Albert et ses généraux n'avaient pas fait autre chose pour la Vénétie que d'envoyer quelques artilleurs de Zucchi à Palmanuova, laissant avec indifférence ses provinces exposées directement à une attaque de l'Autriche, pensant peut-être qu'elle était trop épuisée pour faire un nouvel effort. La brève période de sécurité passa vite. La fidélité de Jellalich permit à Nugent de réunir une force respectable de régiments croates, avec lesquels, le 16 avril, il franchit l'Izonzo. Palmanuova fut cernée et Udine prise après une brave résistance. Quelques milliers d'hommes auraient facilement défendu le Tagliamento ; à eux seuls, les paysans détruisirent les ponts, et les montagnards repoussèrent Welden qui essayait de franchir les passes des Alpes de Carniole. Mais il n'y avait pas de troupes régulières pour les soutenir ; Nugent franchit le Tagliamento sur des ponts de bateaux (27 avril) et, trouvant détruits les ponts sur la Piave, se retourna vers le Nord, vers Belluno. Cependant, les Vénitiens, se rendant compte du danger qui les menaçait, avaient envoyé à Charles-Albert de pressants messages pour qu'il permît aux forces romaines, placées maintenant sous son commandement, d'avancer. On a porté contre lui d'amères accusations d'avoir sacrifié de propos délibéré la Vénétie. Mais il n'y eut pas de trahison ; le roi était probablement dominé par ses généraux, et leur inaction, sage ou non, fut due à des considérations militaires[2]. Enfin (24 avril) incapable de résister plus longtemps aux appels, il permit aux généraux romains de marcher en avant. Tandis que Giovanni Durando, avec ses réguliers étrangement paresseux, refusait d'avancer au delà de Bassano, les volontaires de

1. Ne pas confondre ce Montebello avec la ville de même nom où eut lieu la bataille de 1859.

2. Revel, *Dal 1847*, 22 ; Planat de la Faye, *op. cit.*, I, 205 ; Ufficiale piemontese, *Memorie*, 136 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 271.

Ferrari, impatients et tumultueux, suivis de paysans armés de fourches et de faulx, ayant à leur tête leurs prêtres munis de pistolets, remontèrent la rive droite de la Piave jusqu'à la limite septentrionale de la plaine de Cornuda. Là, Ferrari fut attaqué dans une position désavantageuse (8 mai); pendant deux jours, ses volontaires tinrent héroïquement tête à des forces supérieures, tandis que Durando, qui aurait pu facilement les soutenir et écraser le surplus des Autrichiens, ne leur envoyait que quelques troupes. Son étrange manœuvre devint plus tard le sujet d'une violente polémique; et il est si difficile de l'excuser en alléguant quelque erreur, qu'il semble probable que, suspectant le républicanisme de Ferrari et de ses soldats, circonvenu par des intrigues piémontaises ou anxieux de plaire au Pape en conservant intactes ses troupes suisses, il sacrifia les volontaires romains au misérable esprit de parti de ses chefs [1].

Les hommes de Ferrari battirent en retraite sur Trévise, et leur retraite tourna en déroute. Les nouvelles de l'encyclique parvinrent au camp, et les volontaires craignirent que, leur gouvernement n'ayant point déclaré formellement la guerre, ils ne fussent susceptibles, s'ils étaient faits prisonniers, d'être fusillés comme flibustiers. Mais Thurn, qui avait succédé à Nugent disgracié, reçut l'ordre d'abandonner Trévise et de marcher au plus vite sur Vérone. Après une tentative sans effet contre Vicence, il se mit en marche; mais avant qu'il ne parvînt à Vérone, Radetzky, fâché de cet échec et se rendant compte de toute l'importance de Vicence, ordonna aux fantassins de faire volte-face et de l'attaquer de nouveau. Mais Durando y avait réuni la plus grande partie de ses forces, et les troupes de Thurn, repoussées des collines de Berici et prises dans les fossés pleins d'eaux environnant la ville, furent forcées de battre une fois de plus en retraite, après avoir subi des pertes sérieuses.

Elles arrivèrent devant Vérone le 25 mai. Pendant la quinzaine qui s'était écoulée depuis Santa Lucia, l'armée piémontaise était retombée une fois de plus dans l'inaction. Des réactionnaires et des gens timides circonvinrent le roi, et la

1. Pinelli, *Storia*, III, 396, 1092; Montecchi, *Fatti*; d'Azeglio, *Relazione*; Marescotti, *Guerra*. L « Ufficiale piemontese » montre un grand acharnement contre Ferrari.

confiance en une victoire éventuelle s'ajouta aux pluies torrentielles pour faire remettre toute action décisive. Avec un peu plus d'énergie, la marche en avant de Nugent aurait pu être arrêtée, les passes de Rivoli et de Schio saisies, et Radetzky enfermé dans Vérone et ses environs stériles. Lui-même, de son côté, n'attendait que les troupes de Nugent pour entrer en campagne. Il décida de faire un dernier effort pour sauver Peschiera, mais, désespérant apparemment de se frayer un chemin au travers des lignes piémontaises, il conçut le plan audacieux de transférer à Mantoue la plus grande partie de ses forces, de battre l'aile isolée qui se trouvait en face de la forteresse, puis, s'avançant sur la droite du Mincio, d'attaquer les derrières des Piémontais, de détruire leurs magasins et de répandre la panique dans la Lombardie. Il exécuta sa dangereuse marche de flanc sans être aperçu de l'ennemi nonchalant (27-28 mai), et à Mantoue, il se trouva en face d'un petit détachement de Toscans et des quelques Napolitains restants, qui tenaient une ligne de seize kilomètres entre Goito et Montanara. Le lendemain, 5 000 Toscans sous le commandement de de Laugier furent attaqués par 35 000 Autrichiens (29 mai). C'était une partie perdue d'avance; mais les étudiants se battirent avec une bravoure insouciante et désespérée, et ce ne fut qu'après six heures de combat, alors que les Autrichiens avaient dû mettre en ligne la moitié de leur effectif, que la position de Curtatone fut emportée. Bava aurait pu facilement envoyer des renforts à temps, et, on lui reprocha violemment ainsi qu'au roi l'abandon de leurs alliés. Mais il savait quelle était la force de l'ennemi et, tout en envoyant à de Laugier des messages, — qui arrivèrent en retard —, lui ordonnant de se replier, il s'occupa de concentrer tous les hommes valides sur une seconde ligne de défense à Goito. Ce fut un moment critique, car, s'il était battu, il se trouverait repoussé sur Brescia, laissant ouvert le chemin de Milan. L'héroïque résistance des Toscans le sauva et lui donna le temps de prendre une forte position sur la droite du Mincio. C'est là que, l'après-midi de Curtatone, l'avant-garde autrichienne fit une attaque confuse ; après une lutte brève et violente à forces égales, les Autrichiens furent battus et poursuivis activement jusqu'à la tombée de la nuit. Le roi était sur le champ de bataille quand lui parvint la nouvelle de la chute de Peschiera,

La double victoire semblait terminer cette lutte pénible, et les troupes acclamèrent Charles-Albert roi d'Italie. En effet, si les Piémontais avaient possédé un général de quelque génie, la position de Radetzky aurait été très critique. Il s'était replié précipitamment sur Mantoue, perdant un grand nombre de déserteurs de ses troupes italiennes, et laissant son aile gauche isolée sous le commandement de d'Aspre. Les Piémontais étaient enivrés par la victoire et avaient repris la confiance qu'ils avaient perdue à Santa Lucia. Un hardi mouvement en avant aurait rejeté d'Aspre sur l'Oglio et l'aurait forcé de se rendre ; ou bien, une marche rapide à travers le haut plateau, vers l'Est, aurait coupé la retraite de Radetzky, et peut-être conquis Vérone. Mais Charles-Albert s'en alla chanter un *Te Deum* à Peschiera, et l'occasion précieuse fut perdue. Ce fut peut-être son mépris du haut commandement de l'ennemi qui décida Radetzky à tenter une autre manœuvre périlleuse. Le 3 juin, tandis que la pluie battante le forçait toujours de rester à Mantoue, il reçut l'avis de la nouvelle révolte de Vienne ; il pouvait à tout moment être rappelé pour défendre le trône, et peut-être un ordre de battre en retraite lui avait-il déjà été envoyé [1]. Il était de toute importance qu'il s'assurât une retraite sur le Tyrol par la passe de Schio, et, pour cela, qu'il s'emparât de Vicence, bien que son absence laissât Vérone à la merci de l'ennemi.

Il atteignit Vicence le 9 juin avec une force double de celle de la garnison commandée par Durando. L'attaque sur la ville ne réussit pas, mais il s'empara des collines de Berici, et de là, à la nuit tombante, bombarda la ville. Les habitants auraient bien tenu encore, mais Durando, se refusant à un carnage inutile, se rendit aux conditions faciles que lui offrirent les Autrichiens. Radetzky les lui avait accordées joyeusement, pensant pouvoir être de retour assez tôt pour sauver Vérone. Sans l'extraordinaire négligence des Piémontais, il serait arrivé trop tard. Ils avaient eu deux brillantes alternatives, soit de prendre une forte position à l'Est de Vérone et de tomber sur le flanc des Autrichiens à leur retour ; ou bien de faire une attaque directe sur la ville même, dont les habitants se seraient soulevés, et auraient rendu sa chute

1. Schönhals, *Campagnes*, 206 ; *Military Events*, 140 ; Pinelli, *op. cit.*, III, 456.

certaine. Mais de timides conseils ou les menées secrètes de la diplomatie prévalurent. Rien ne fut fait pendant cinq jours ; puis Rivoli fut occupée, mais elle n'avait plus de valeur maintenant que les Autrichiens pouvaient tenir ouvert le chemin de Schio vers le Tyrol. Lorsqu'enfin l'attaque de Vérone fut préparée pour le 14, Radetzky avait atteint la ville par des marches forcées faites le soir précédent, et une autre grande occasion était perdue.

La perte de Vicence fut un coup plus rude que Santa Lucia. Elle comportait la perte de toute la Vénétie, à l'exception d'une petite forteresse de montagne ; bien pis, elle agrandissait le fossé qui séparait les Piémontais et les Lombards, en inspirant de graves doutes au sujet de la sincérité du roi. Le sort des cités de la Vénétie touchait les Lombards de très près, et ils réfléchissaient amèrement que, tandis que le roi s'aliénait la Toscane en envoyant des troupes à la Lunigiana, il avait perdu la Vénétie par une inaction si perverse qu'elle pouvait faire croire à un dessein délibéré. Le cri de trahison prit une nouvelle force par suite de l'incertitude concernant les négociations qu'on savait avoir été entamées par l'intermédiaire du gouvernement anglais. Palmerston avait fait de son mieux pour éloigner Charles-Albert de la guerre; mais il n'éprouvait aucun amour pour l'Autriche, et lorsque les hostilités éclatèrent, il partagea l'opinion générale que sa cause était perdue [1], et sa politique consista à maintenir les Français éloignés de l'Italie et à assurer la paix dès que l'Italie serait libre. Cependant, les hommes d'État autrichiens, désespérant de sauver plus qu'un fragment de leurs possessions italiennes, avaient envoyé le comte Härtig sur le théâtre de la guerre dans l'espoir incertain de sauver quelque chose du désastre. Härtig était probablement prêt à concéder l'indépendance pratique de la Lombardie, mais il était timide et indécis, et l'excitation du moment rendit les Italiens hostiles à toute autre solution que l'évacuation complète. Lorsqu'au mois de mai, Vienne et la Bohême furent le théâtre de nouveaux troubles, la nécessité d'une solution concernant l'Italie devint de plus en plus urgente, et Hummelauer fut

1. Ashley, *Palmerston*, I, 56 ; Walpole, *Russell*, II, 41. La reine et le prince Albert étaient alors, comme généralement, hostiles à l'Italie ; Ib., II, 46 ; Vitzthum, *St-Petersburg*, I, 109.

envoyé à Londres pour obtenir la médiation de Palmerston (23 mai). De même qu'Härtig, il aurait sans doute consenti à l'évacuation de la Lombardie, mais ses propositions actuelles consistaient en un plan d'autonomie très complète et pour la Lombardie et pour la Vénétie, et Palmerston, pensant que les Autrichiens désiraient seulement gagner du temps [1], et toujours confiant dans le succès éventuel des Italiens, ne fut pas disposé à prêter son nom à n'importe quelles propositions, sauf celle d'évacuation. Même lorsque, après le second soulèvement viennois, les Autrichiens réduisirent leurs prétentions et offrirent l'indépendance pour la Lombardie et une constitution très libérale pour la Vénétie, il refusa encore sa médiation à moins que l'Autriche n'en abandonnât le territoire au moins jusqu'à la Piave. Le gouvernement viennois lui-même n'avait pas plus confiance en sa propre fortune que n'en avait Palmerston [2], mais il fit un nouvel effort pour sauver la Vénétie en s'abouchant directement avec le gouvernement milanais (au commencement de juin), avec la même offre d'indépendance pour la Lombardie pour prix de l'acceptation de laisser la Vénétie entre les mains des Autrichiens. Les Milanais, toujours fidèles aux Vénitiens, répondirent que les destinées de la Lombardie et de la Vénétie étaient inséparables et qu'ils n'abandonneraient jamais la province-sœur [3]. Le ministère piémontais, apparemment à l'exception de Balbo, était également décidé à n'accepter aucune transaction [4]. Mais, tandis que les deux gouvernements restaient fidèles à leurs engagements, le roi, bien qu'il eût juré aux Milanais de ne jamais déposer les armes avant que l'Italie ne fût libre, prépara en secret le sacrifice de la Vénétie. Dès les premiers jours de juin, au milieu de ses protestations aux Milanais, il était déjà disposé à accepter la ligne de l'Adige, bien que prêt à continuer à combattre si ses ministres en décidaient autrement. Un mois plus tard, il avait jeté au vent tous scrupules, et, fatigué de la guerre, il avait invité secrètement l'Autriche à un traité de partage [5]. Son acte peut avoir eu quelque jus-

1. C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 333 ; Ashley, *op. cit.*, I, 98.
2. Stockmar, *Memoirs*, II, 356 ; Minghetti, *Ricordi*, II, 98.
3. *Raccolta dei decreti*, II, 355 ; Massarani, *Correnti*, 586.
4. Correspondence-Italy, II, 515 ; Balbo, *Sommario*, 479.
5. Correspondence-Italy, II, 516 ; III, 63 ; *Raccolta dei decreti*, II, 251 Dall'Ongaro, *L'11 Agosto*, 52 ; Revel, *op. cit.*, 29 ; Ufficiale piemontese, *op. cit.*, 183 ; voir Bianchi, *Carlo Alberto*, 61-62.

tification dans des convenances inférieures, mais la même obliquité morale, qu'il avait révélée dans sa jeunesse, souilla de nouveau sa chevalerie et le rendit pour le moment traître à la cause pour laquelle il avait tant osé.

Le roi se rendait certainement mieux compte que Palmerston de la vérité. La guerre avait emporté ses premières illusions. A plusieurs reprises la victoire avait été à la portée des Italiens, mais Charles-Albert et ses généraux avaient laissé passer les plus belles occasions. Les Napolitains étaient partis; les Toscans étaient trop démoralisés pour être conservés sur le front; les troupes de Durando s'étaient engagées par serment à ne pas combattre pendant une période de trois mois. Les volontaires se tenaient à peine; les troupes lombardes étaient lentes à venir. Toute la Lombardie était criblée par la suspicion et l'intrigue; le journal de Mazzini attaquait violemment le roi; des agents autrichiens minaient activement le sous-sol. Le poids de la guerre tombait plus que jamais sur le Piémont, et là aussi, l'enthousiasme avait faibli. La campagne s'était montrée tout à fait différente d'une promenade triomphale. Le Piémont était irrité de sa marche lente, et il s'épouvanta lorsqu'il vit que le petit royaume était seul en face du grand empire. La moyenne des citoyens ressentait péniblement les attaques de la folle presse milanaise contre le roi et l'armée, et faisait ressortir le contraste de la froideur des Lombards pour la guerre et de leurs revendications exagérées dans les négociations pour la fusion. Dans le Piémont même, la bonne harmonie du printemps passa vite. Un grand nombre de nobles avaient appris à craindre la démocratie plus qu'ils n'aimaient leur pays; le clergé fit défection après l'encyclique; la bourgeoisie était épouvantée par le socialisme français et d'imaginaires fantômes de république rouge. Les difficultés de la vie des paysans étaient trop pénibles pour laisser beaucoup de place au patriotisme, et des agents de réaction agitaient devant leurs yeux la défection du pape et la stagnation du commerce. Les démocrates eux-mêmes étaient souvent plus absorbés par des questions sociales que par la guerre. La Chambre perdait son temps en de stériles résolutions et en de vifs et interminables débats sur la suppression des Jésuites et le démantèlement des forts génois. Le ministère avait été battu dans les débats sur la fusion et n'exerçait plus le pouvoir que

provisoirement. Un cabinet se formait lentement avec Casati et Gioberti, mais les Piémontais éprouvaient peu d'enthousiasme pour un ministère qui représentait chaque province du royaume du Nord de l'Italie et donnait aux Lombards et aux Génois la majorité. Le même esprit provincial avait poussé Pareto à rejeter de nouveau des ouvertures de Rome en vue d'une alliance en réalité offensive, bien que le roi les eût bien accueillies et que leur acceptation, même alors, eût pu réconcilier Pie avec la guerre (juin). Gioberti avait été envoyé à Florence et à Rome en mission officieuse pour gagner des sympathies à Charles-Albert et à la cause ; et bien qu'il prêchât le respect envers le Grand-Duc et une fidélité tiède à l'égard du pape, il ne fit que raviver les vieilles suspicions sur l'ambition piémontaise [1]. Bien que le roi fût exempt de tous desseins sur la Romagne, il n'est pas aussi certain qu'il en fût de même de la part de ses ministres [2] ; et Charles-Albert lui-même était à moitié disposé à accepter la couronne de Sicile pour son fils, le duc de Gênes [3].

Quelle que fût la maladresse des hommes d'État, l'armée du Piémont continuait opiniâtrement la lutte, et, même alors, sans les bévues du haut commandement, les probabilités de succès eussent encore été de son côté. La perte de Vicence avait été suivie d'une nouvelle période d'inaction. Radetzky attendait des renforts supplémentaires et Charles-Albert n'avait aucun plan d'attaque. Les volontaires avaient été envoyés à la frontière du Tyrol et oubliés, et les services de Garibaldi, qui auraient pu être d'une valeur inestimable, avaient été cavalièrement refusés. Dix mille réguliers étaient à l'hôpital, et après l'arrivée des Lombards, on les envoya dépérir dans les marécages environnant Mantoue. L'armée était lasse de la monotonie sans gloire et des privations de la guerre, et était de moins en moins disposée à combattre pour un peuple dont les journaux l'insultaient et la diffamaient. Enfin l'arrivée de renforts donna aux Autrichiens la supério-

1. A comparer avec les déclarations de Gioberti à Livourne et Florence dans Zobi, *Storia*, V (Documents), 381-383, 401.
2. Minghetti, *op. cit.*, II, 90 ; Pasolini, *Memorie*, 73.
3. Bianchi, *Diplomazia*, V, 218-220 ; *Curiosità di stor. sub.*, VI, 141 ; d'Ancona, *Amari*, I, 262-263.

rité en nombre en même temps qu'en prestige, et il devint impossible aux Piémontais de prendre l'offensive. A défaut de meilleure tactique, le roi décida d'investir Mantoue des deux côtés et de s'emparer de Governolo par le Sud-Est (13 juillet). Cela nécessitait un grand allongement des lignes piémontaises ; Rivoli fut conservée en raison de ses souvenirs historiques ou par crainte des critiques qu'aurait pu soulever son abandon ; de Rivoli à Governolo il y avait soixante-dix kilomètres, sans chemin de fer. Pour couvrir cette étendue, le roi ne disposait que de 60 000 hommes à peine, et ce fut pour les Autrichiens une stratégie naturelle que d'attaquer le centre, qui était faible, et de couper ainsi en deux les lignes piémontaises. Radetzky s'empara de Rivoli avec quelque difficulté, et fut prêt à l'attaque décisive. Entre Vérone et le Mincio, les collines de Sona, Sommacampagna et Custozza décrivent un segment du Nord au Sud-Ouest. Les Piémontais, bien qu'ils les occupassent depuis trois mois, avaient négligé, en les fortifiant, d'en faire une position presque inexpugnable, et 8 000 hommes seulement formaient la clef de toute la ligne. Dans la nuit du 22 juillet, sous un orage terrible, 40 000 Autrichiens partirent de Vérone. Le lendemain matin, les Piémontais, surpris par un ennemi supérieur en nombre, étaient repoussés malgré leur splendide défense, et à midi toute l'armée autrichienne avait pris position sur le plateau. Mais les pertes des Italiens avaient été faibles, et tandis que de Sonnaz rassemblait les troupes de la brigade restante sous Peschiera et s'avançait sur Valleggio en suivant la rive droite du Mincio, le roi et Bava lançaient le centre sur Villafranca, tout en négligeant, par suite d'un aveuglement étrange, de faire avancer les troupes qui étaient aux alentours de Mantoue. Pourtant si, le matin du 24, Bava et de Sonnaz avaient attaqué les deux flancs des Autrichiens, la position de Radetzky aurait été critique. Mais de Sonnaz était ignorant des mouvements de Bava, et le désordre de l'intendance empêcha Bava d'attaquer, jusqu'à l'après-midi. Alors, sous un soleil tropical sous lequel les hommes tombaient par vingtaines, les ducs de Savoie et de Gênes emportèrent les hauteurs de Staffalo et coupèrent les lignes de Radetzky. Bien qu'il réparât en partie sa défaite en s'emparant de Valleggio (clef réunissant le plateau à la ligne du Mincio), il devint nécessaire pour lui de reconquérir les hauteurs à n'importe

quel prix. De nouveau, le désordre de l'intendance empêcha les Ducs de surprendre l'ennemi tandis qu'il était en marche et dispersé. Lorsque dans la soirée (25 juillet), les brigades arrivèrent sous le feu, elles combattirent avec le même héroïsme qu'à Staffalo, tenant bon contre des forces supérieures, et enlevant même les hauteurs situées entre Custozza et Valleggio. Cinq fois de suite, 4 000 hommes repoussèrent à la baïonnette un nombre double d'Autrichiens. Mais la chaleur et l'épuisement l'emportèrent peu à peu; et de Sonnaz envoya de Borghetto une dépêche pour dire que ses troupes, qui avaient manqué de pain pendant trois jours, ne pourraient attaquer que le soir. Les Ducs n'avaient d'autre choix que la retraite, et les Autrichiens avaient trop souffert pour pouvoir poursuivre leur victoire.

La bataille de Custozza fut un résumé de la guerre. Le magnifique courage des Piémontais et la brillante tactique des ducs furent dépensés pour rien, étant donné que les bévues des autres généraux laissèrent inactive la moitié de l'armée, et que le défaut d'intendance entrava chaque opération. La situation était maintenant pleine de dangers. Quarante mille Piémontais étaient concentrés devant Villafranca, le soir du 25, en péril d'être environnés. Pendant la nuit et le matin suivant, ils se replièrent sur Goito, où de Sonnaz qui, par suite de quelque erreur dans ses instructions, avait évacué Volta, était déjà arrivé. Si les Autrichiens prenaient position sur les hauteurs qui sont près de Volta, Goito serait devenue intenable; aussi le roi lui ordonna-t-il de refaire les cinq kilomètres qui le séparaient de Volta et de le réoccuper avant que l'ennemi n'y arrivât. De Sonnaz, avec sa petite troupe exténuée, arriva à Volta dans la soirée, mais trop tard pour y précéder l'avant-garde autrichienne. Jusqu'à minuit et de nouveau à l'aurore une lutte corps à corps acharnée fit rage dans les rues, jusqu'à ce que de Sonnaz succombât sous le nombre; après une des batailles les plus sanglantes de la campagne, il battit en retraite en bon ordre.

Il était impossible, maintenant, de tenir à Goito, et les généraux, désespérant de résister plus longtemps, demandèrent un armistice; mais les conditions de Radetzky furent la reddition des duchés et la retraite des troupes au delà de l'Adda, et le roi, « préférant sacrifier le Piémont plutôt que l'Italie »,

les repoussa. Plongée dans un désastre soudain, lasse et affamée, souffrant horriblement de la soif, car les timides paysans des plaines avaient enlevé les cordes des puits, l'armée se replia tristement. Deux alternatives praticables se présentaient; défendre la ligne de l'Adda ou battre en retraite le long du Pô, puis menacer le flanc de Radetzky. Malheureusement le roi ne choisit ni l'une ni l'autre. Son impulsive chevalerie le poussa à attendre, et à défendre Crémone qui, pendant la guerre, s'était montrée très hospitalière à ses blessés. Les troupes combattirent bravement devant la ville, mais succombèrent sous le nombre, et ce retard avait permis à l'ennemi d'atteindre l'Adda le premier. Maintenant qu'il était impossible de défendre la rivière, il était d'une stratégie élémentaire de se replier sur Pavie ou Piacenza, d'inonder le pays irrigué entre Milan et l'Adda, et d'inviter Garibaldi, avec ses troupes lombardes, à menacer la droite de l'ennemi. Mais la sensitive chevalerie du roi, encore une fois, l'entraîna. Des communications, faites apparemment par les nobles ou le gouvernement provisoire, lui étaient parvenues de Milan, d'après lesquelles la ville était bien approvisionnée et préparée pour se défendre; et, malgré les avertissements du nouveau Comité de salut public, le roi décida de ne pas l'abandonner. Et ainsi commença une marche pénible vers Milan, sous une pluie torrentielle, tandis que la division lombarde était réduite à une poignée d'hommes. La ville, en proie à la panique, était mal préparée à recevoir ses défenseurs. Le Comité de salut public, nommé à l'instigation de Mazzini aux premières nouvelles de la défaite, fit tout ce qu'il était possible durant un court espace de temps : il rassembla de l'argent et des provisions, éleva des travaux en terre, décréta la levée en masse de la garde nationale. Les habitants montrèrent quelque chose de l'esprit des Cinq-Jours, et le péril imminent et soudain, qui, en une courte semaine, avait changé leurs destinées, les fit sortir brutalement de leur indifférence. Mais, si le Comité s'était montré à la hauteur des circonstances, le roi n'avait rien perdu de sa méfiance envers les autorités milanaises, et il les remplaça par d'indolents commissaires. Le lendemain (3 août), l'armée arriva, et les Milanais, ennuyés de la suppression du Comité, et attendant en vain quelque message vibrant du roi, ne formulèrent pas les mots de bienvenue qu'auparavant ils lui auraient prodi-

gués[1]. L'après-midi suivante, les Autrichiens arrivaient, et leur immense supériorité numérique forçait les Piémontais à se replier en dedans des murs. Devant le danger, les Milanais secouèrent leur léthargie momentanée, des barricades s'élevèrent dans les rues et les troupes furent pourvues en abondance d'approvisionnements et d'encouragements. Il existait peut-être encore une chance de succès dans une défense désespérée ; Garibaldi et d'Apice avaient 25 000 hommes sur les plateaux de Bergame et de Brescia et auraient pu harasser sérieusement les derrières de l'ennemi. Mais les approvisionnements et les munitions étaient probablement rares[2]; la plus grande partie de l'artillerie, par suite de quelque inexplicable bévue, avait été envoyée à Piacenza ; et les généraux, ignorant l'état d'esprit du peuple et s'exagérant peut-être le danger, décidèrent qu'il était impossible de résister. Et, bien que le lendemain matin, le roi déclarât à la garde nationale (5 août) qu'il défendrait la ville, il était déjà en pourparlers avec Radetzky pour une capitulation[3]. La nouvelle s'ébruita, et le peuple, rendu forcené par le soupçon, se rua sur le palais Greppi où logeait Charles-Albert. Le malheureux roi, sans force intellectuelle et morale, céda à chaque influence successive qui vint peser sur lui, et promit de verser pour la ville la dernière goutte de son sang, puis, quelques heures après, il donna son approbation tacite à un message confirmant les négociations antérieures avec Radetzky[4]. A 6 heures du soir, la capitulation avait été définitivement décidée. Sa proclamation fut le signal de l'anarchie ; la foule courroucée tira sur le palais, et les troupes, dans les autres quartiers, profondément conscientes du danger que

1. Belgiojoso, *L'Italia*, 71-72 ; Cantù, *Cronistoria*, II, 940, et Castelli, *Ricordi*, 285, se réfèrent probablement à une autre journée.

2. L'évidence est trop contradictoire pour permettre d'avancer n'importe quelle conclusion certaine. Voir Restelli e Maestri, *Fatti di Milano*, 12, 16-17; Cattaneo, *Insurrezione*, 218 ; Pinelli, *op cit.*, III, 647 ; Bava, *op. cit.*, 92 ; Correspondence-Italy, III, 194 ; Belgiojoso, *op. cit.*, 74 ; Cantù, *op. cit.*, II, 923 ; La Farina, *Storia*, III, 130 ; Revel, *op. cit.*, 40 ; Mazzini, *Opere*, VI, 449.

3. Ufficiale piemontese, *op. cit.*, 126 ; Restelli e Maestri, *op. cit.*, 30-31 ; Correspondence-Italy, III, 128 ; Cantù, *op. cit.*, II, 946.

4. Restelli e Maestri, *op. cit.*, 31 ; Cantù, *op. cit.*, II, 948-954 ; Dino, *Souvenirs*, 252 ; L. Torelli, *5 giornate*, 325 ; Correspondence-Italy, III, 133 ; Carandini, *Fanti*, 84-86, ce dernier n'est pas tout à fait d'accord avec les autres personnalités. Je n'ai vu que des extraits d'Anelli, *Storia d'Italia*, II, 224.

courait le roi, ne furent qu'à grand'peine retenues d'attaquer le peuple. Sa position était en effet critique, et la foule était sur le point de mettre le feu aux portes du palais lorsque, peu de minutes avant minuit, quelques régiments arrivèrent et lui portèrent secours. L'armée évacua la ville pendant la nuit. Quelques hommes désespérés tirèrent sur les soldats, tandis qu'ils défilaient tristement par les rues. Mais le désastre avait détruit le malentendu ; on estima que plus de moitié de la population partit avec l'armée, par haine de la domination autrichienne ; et, assistés avec tendresse par les soldats, les citadins épouvantés se pressèrent sur les routes qui menaient au Piémont.

CHAPITRE XIV

MODÉRÉS ET DÉMOCRATES

Mai-décembre 1848.

L'armistice de Salasco. France et Italie. « La guerre du peuple » ; les Autrichiens à Bologne. Modérés et Démocrates. Le Piémont : le ministère Pinelli ; négociations de paix ; le parti de la guerre ; chute du ministère. La Toscane : le ministère Ridolfi ; les démocrates ; le ministère Capponi ; la révolte de Livourne ; le ministère Montanelli-Guerrazzi. Les États de l'Église : le ministère Mamiani ; le ministère Fabbri ; le ministère Rossi.

Le Piémont put à peine croire à la rapide et terrible succession de désastres qui avaient fait reculer son armée, accablée et démoralisée. Il n'eut pas la force, à peine quelque désir, de réparer ce coup. Le nouveau ministère n'avait aucune autorité ; le pays était las et épuisé ; et le seul espoir de continuer la guerre résidait en une alliance française. Le ministère entama des négociations à Paris, mais, pendant ce temps, Radetzky menaçait la frontière ; les conservateurs craignaient par-dessus tout la venue d'une armée républicaine de France ; et Charles-Albert, en assumant la responsabilité, autorisa le général Salasco à signer un armistice de six semaines (9 août). Suivant ses termes, non seulement Peschiera, mais les duchés et Venise devaient être évacués, et le Piémont, d'une voix unanime, se déclara contre des conditions qui comportaient, au moins pour un moment, la renonciation à la cause nationale. Pendant un certain temps, les rivalités de parti firent silence et toutes les classes s'unirent pour souhaiter la bienvenue aux réfugiés lombards et se préparer à de nouveaux combats. Mais la force — ou la volonté — de faire un grand effort, manquaient, et il devint plus que jamais évident qu'une reprise des hostilités dépendait de la France.

Il était impossible à la France de rester spectatrice indif-

férente; des traditions, trop puissantes pour qu'un gouvernement pût les briser, la faisaient s'intéresser aux relations de l'Italie avec l'Autriche. La politique italienne de Guizot avait été de maintenir le *statu quo*; mais la République était plutôt portée à attaquer le despotisme dans sa force autrichienne et à affranchir les Italiens, qu'ils désirassent ou non son concours. Lorsque la guerre éclata, Lamartine fit d'importantes propositions à des particuliers tels que Mazzini et Pepe [1], et demanda au gouvernement de Turin l'autorisation d'envoyer un corps d'observation au delà des Alpes. Mais le sentiment public en Italie était presque unanimement opposé à une acceptation de l'appui de la France. Toutefois Manin, plus prévoyant et moins confiant, aurait au moins aimé à se l'assurer en cas de besoin; il n'osa cependant pas aller plus loin que de réclamer la présence de navires français dans l'Adriatique. Les royalistes s'effrayaient d'un allié républicain; les républicains désiraient voir l'Italie conquérir seule ses lauriers; personne ne croyait que la France fût sincère dans sa proposition et tout le monde était persuadé que les forces nationales suffiraient pour vaincre. Il devint donc fort difficile pour la France d'intervenir, quoique, si elle eût franchi les Alpes, les Autrichiens eussent évacué la Vénétie sans autre résistance [2]. Cependant, malgré le désir des Italiens, Lamartine poussa pendant quelque temps à l'action. Il se méfiait d'un royaume de l'Italie du Nord et pensait qu'une intervention de la France pourrait encourager les républicains de la Lombardie et de la Vénétie, et, d'autre part, lui permettre de demander en retour la cession de la Savoie et de Nice [3]. Mais la majorité de la commission exécutive de Paris se montra opposée à une intervention à moins que les Italiens ne la demandassent; Lamartine, soit parce qu'il avait les mains liées ou parce que ses programmes grandiloquents s'évaporèrent, ne répondit que par de vaines promesses aux appels de Manin; et il est probable qu'il consentit secrètement à laisser les Autrichiens s'emparer de la Vénétie [4]. Après l'Insurrection de

1. Mazzini, *Opere*, X, 66; Pepe, *Fatti*, I, 39.
2. Correspondence-Italy, II, 470-471.
3. Lamartine, *Trois Mois*, 232, 316; Garnier-Pagès, *Révolution*, I, 439, 445; Bianchi, *Diplomazia*, V, 278-281, 292; Zini, *Storia*, *Documents*, I, 658-662.
4. Planat de la Faye, *Documents*, I, 197, 211-214.

Juin, la commission exécutive se retira, et Bastide, qui devint alors ministre des affaires étrangères, se montra aussi peu disposé que Lamartine à porter secours à une puissance dont il se méfiait et comme républicain et comme Français, car il se rendait compte de la facilité avec laquelle un royaume de l'Italie du Nord pourrait devenir l'allié de l'Autriche contre la France [1]. Mais, bien que la France se fût engagée à prêter son appui dès qu'il lui serait formellement demandé, rien ne fut fait, jusqu'à Custozza, pour mettre à l'épreuve sa loyauté. Et alors, lorsque tout espoir sembla perdu, Milan et Turin se tournèrent à la fois vers elle. Mais le Piémont mit à sa demande des conditions excluant toute propagande républicaine ou cession de la Savoie. Cela donna au gouvernement français l'excuse qu'il désirait pour rompre son engagement, et Cavaignac couvrit son déshonneur du prétexte que « l'Italie devait supporter les conséquences de ses propres folies » [2].

Le refus du gouvernement français rendit insensée toute résistance ultérieure. Pourtant il y eut encore quelques patriotes qui, avec plus de courage que de raison, ne voulurent pas accepter la défaite. Après l'armistice de Salasco, Correnti et les membres les plus actifs du gouvernement provisoire espérèrent encore continuer la guerre avec les troupes lombardes et les volontaires autour de Brescia. « Nous sommes maintenant nos propres maîtres », dit Cattaneo, et ses paroles trouvèrent un écho dans les esprits d'un grand nombre de républicains qui attribuaient leurs malheurs à l'alliance piémontaise. Mais leur raisonnement était aussi absurde qu'il était factieux. Les volontaires avaient en majeure partie battu en retraite sur la Suisse ou le Piémont; seul d'entre leurs chefs, Garibaldi continuait à espérer. Lorsqu'il était arrivé de Buenos-Ayres, au mois de juin, il avait essayé en vain d'obtenir un grade dans l'armée piémontaise. Le roi et ses ministres qui auraient pu, avec son nom, soulever tout le Tyrol

1. Bastide, *République française*, 12; Bianchi, *op. cit.*, V. 298-300; Correspondence-Italy, III. 61.

2. Bianchi, *op. cit.*, V, 287-293, 303-311; Bastide, *op. cit.*, 7-8, 46-47; Planat de la Faye, *op. cit.*, I, 335; Correspondence-Italy, III, 117; Montanelli, *Memorie*, II, 480-483; Berti, *Alfieri*, 103; Ottolenghi, *Collegno*, 99; Zini, *op. cit.*, *Documents*, I, 663-664; Gioberti, *Rinnovamento*, I, 323, 353; Ashley, *Palmerston*, I, 106; Cavour, *Lettere*, II, 305-306, 312; Pallavicino, *Memorie*, II, 15.

italien, repoussèrent avec une courtoisie glacée le héros républicain ; et Garibaldi, ayant alors fait ses offres de service au gouvernement lombard, reçut le commandement des volontaires autour de Bergame. Il était à Monza, où il se préparait à se précipiter sur les Autrichiens, lorsqu'il apprit la nouvelle de la capitulation. Il se replia avec Mazzini sur Arona, où le gouvernement piémontais lui ordonna de licencier ses troupes et de quitter le pays. Ce fut peut-être cette insulte gratuite qui le révolta. Bien qu'il eût promis d'observer religieusement l'armistice [1], il brandit l'étendard mazzinien à Luino, et proclama « la guerre du peuple ». Mais il n'était plus dans l'Amérique du Sud, avec ses armées improvisées et ses guerres de guérillas. Radetzky sentit le danger et envoya hâtivement contre lui une armée nombreuse ; les troupes de Garibaldi avaient été affaiblies par des désertions, et après une lutte courageuse contre un ennemi de beaucoup supérieur en nombre, il fut forcé de se replier en Suisse. Les Autrichiens ne furent repoussés que sur un seul point. Dans les premiers jours d'août, Welden, à la tête de 6 000 hommes, était entré en Romagne, insoucieux de l'indignation du Pape, et avait occupé Bologne. Le lendemain, les habitants, dont l'énergique protestation du Pape avait soulevé l'enthousiasme, et affolés par les insultes des soldats, attaquèrent les troupes dans les rues, et bien qu'ils n'eussent guère comme armes que des couteaux, ils les décimèrent après deux heures de lutte corps à corps et les suivirent en déroute.

Excepté cet unique petit revers, l'Autriche triomphait. Windischgrätz avait écrasé en juin la révolte de Bohême ; la mésintelligence existant entre Serbes et Magyars fluctuait au gré de leur tyran commun ; et l'Assemblée autrichienne, qui venait de se réunir, avait montré sa fidélité en priant l'Empereur de revenir à Vienne. La situation de l'Autriche en Italie, qui, un mois auparavant, semblait désespérée, avait été reconquise par une série de victoires splendides et ininterrompues. Les Italiens étaient pour le moment battus sans espoir ; royalistes et républicains avaient tous deux fait des tentatives, et de même échoué. Mais, il fut reconnu que la lutte finale n'était qu'ajournée, qu'une nation ne pouvait en quinze jours accepter sa défaite. L'armée du

1. Società archeologica di Novara, *Documenti*, 23.

Piémont était toujours intacte, le courant national pouvait de nouveau ranger de son côté les forces de la Toscane, de Rome et de Naples, ou bien une alliance française pouvait la mettre dans une position de supériorité incontestable. Ou bien encore, comme le rêvaient les républicains, un grand soulèvement populaire de vingt-deux millions d'hommes pouvait balayer du pays les Autrichiens.

Mais la lutte avait perdu de son élan. Aux extravagants espoirs des premiers jours de la guerre, avait succédé le désappointement ; l'enthousiasme, l'expansion, l'accord des classes n'existait plus ; les revers avaient provoqué la suspicion et la récrimination ; le mirage de la croisade nationale, qui avait caché les taches sombres de l'édifice social, s'était évaporé et les laissait découvertes. Pour le commerçant ruiné, l'artisan mal payé, le paysan écrasé par les exactions, des réformes sociales et financières semblaient aussi pressantes que l'expulsion des Autrichiens. Dans le Piémont, cependant, la question de la guerre absorbait toujours tous les intérêts. Bien que des questions politiques et sociales fussent toujours ardemment agitées au Parlement, c'était la préparation à une nouvelle lutte qui divisait les partis. Mais, en dehors du Piémont et de Venise, la question de la guerre était déjà tombée à l'arrière-plan. La lutte pour l'indépendance n'avait été qu'une partie de la renaissance de l'Italie, et son mouvement « jumeau » pour l'émancipation sociale avait maintenant à faire son chemin. Des aspirations qui n'avaient trouvé que d'imparfaits accents alors que les yeux de la nation étaient fixés sur le Mincio, demandèrent bruyamment satisfaction. Les modérés libéraux pouvaient être satisfaits des réformes déjà acquises ou de la lente évolution du gouvernement constitutionnel. Mais les masses, qui étaient toujours soumises à la tyrannie encore à demi vivace de la police, qui désiraient des finances populaires, de nouvelles lois foncières, une meilleure instruction, qui espéraient que tous les retards de la législation allaient être regagnés en quelques mois, comptaient sur les Parlements pour détruire jusqu'en ses fondements la vieille autocratie et mettre l'Italie tout au moins au niveau de la France ou de l'Angleterre. Dans toutes les grandes villes, les clubs avaient acquis une influence encore plus grande que leur puissance réelle, qui était considérable. Les ouvriers sans travail et les volontaires

de basse catégorie, qui se prêtaient facilement à des intrigues réactionnaires, constituaient des éléments de désordre encore plus dangereux. Et pourtant les démocrates étaient plus fidèles à la cause nationale que leurs adversaires. Trop de modérés laissaient leurs craintes étouffer leur amour de la patrie. L'âpreté, l'impatience et l'intolérance d'une jeune démocratie, les malhonnêtetés qui s'abritèrent souvent sous un prétexte de patriotisme, la mauvaise et molle administration d'hommes inexpérimentés, poussa des multitudes de patriotes tièdes dans les rangs de la réaction. Ce furent ces hommes-là, avec les classes possédantes, les prêtres, les paysans, qui considérèrent d'un mauvais œil toute reprise des hostilités, toute nouvelle ouverture des écluses. Mais, dans le camp démocratique, derrière sa politique intérieure âpre et souvent factieuse, étincelait la question nationale, jamais oubliée complètement. Les princes, disaient-ils, ont trahi ou mal dirigé la nation ; avant que la guerre ne recommence, il faut que le pouvoir soit entre les mains de ceux qui lui seraient fidèles. Il n'y avait pas un très grand nombre de républicains théoriques, pas beaucoup d'avocats de l'unité politique. Mais on avait une ferme résolution que les erreurs et les trahisons de l'été ne devaient pas se reproduire, et que, si les princes continuaient à régner, les patriotes, en tout cas, devaient gouverner.

Dans le Piémont, l'armistice de Salasco mit fin aux destinées du ministère Casati. Pendant une semaine, le pays avait été pratiquement sous deux gouvernements, le ministère refusant de reconnaître l'armistice, tandis que Revel, qui n'était qu'un délégué du ministre, négociait pour une médiation des puissances de l'Occident, au mépris formel de la constitution, et que le roi donnait à la frontière l'ordre de s'opposer à toute marche en avant des troupes françaises. Le nouveau ministère (20 août), fut gouverné par Pinelli, le chef du parti municipal à la Chambre ; mais il n'osa, pas plus que son prédécesseur, accepter la partie politique de l'armistice de Salasco, et il était déterminé à combattre de nouveau, avec ou sans l'appui de la France, si une paix tout à fait honorable ne pouvait être obtenue ; il entra en relations avec les Hongrois et les Slaves mécontents, il fit bon accueil aux organi-

sations des réfugiés lombards, et demanda à Garibaldi de se tenir prêt [1]. Mais il espéra, au moyen des bons offices d'une médiation anglo-française, assurer une paix qui satisferait les patriotes. Tant que l'Autriche ne franchit pas le Tessin, le gouvernement français fut résolu à ne pas partir en guerre, et se soucia peu du prix auquel le Piémont achèterait la paix. Palmerston, qui croyait toujours que l'Autriche renoncerait à la Lombardie, proposa le memorandum de Hummelauer comme base de négociations, et le gouvernement de Turin, avec quelques scrupules à abandonner la Vénétie, l'accepta. Mais les Autrichiens, enivrés par la victoire, étaient décidés à ne céder aucun pouce de territoire ; ils étaient bien disposés à accorder quelque espèce d'autonomie et une constitution libérale aux deux provinces, et peut-être à permettre au Piémont de prendre Parme ; mais il n'aurait fallu rien moins qu'une armée française ou anglaise pour les faire consentir à quelque chose de plus. Le gouvernement français, après beaucoup de menaces bruyantes, accepta les conditions des Autrichiens et se joua des demandes d'alliance qui de nouveau lui parvinrent de Turin. Palmerston était à moitié disposé à formuler des menaces de guerre ; il fit pleuvoir des homélies sur Vienne. Mais les Autrichiens ne voulurent pas céder un pas de leurs positions [2].

L'insuccès des négociations donna une nouvelle force au parti de la guerre en Piémont. L'Autriche semblait impatiente de s'engager dans une nouvelle lutte. Radetzky torturait les Lombards sous son impitoyable tyrannie. Par défiance au sujet de l'armistice (qui avait été prolongé) le gouvernement de Vienne détenait indûment à Peschiera les armes à feu et, avec plus de raison, se préparait à attaquer Venise ; le Piémont, en revanche, fit conduire sa flotte dans l'Adriatique. Dès que le Parlement se réunit à Turin (16 octobre), le parti de la guerre devint bruyant. C'était en vain que le gouvernement avait légalement supprimé les Jésuites, qu'il promit de n'accepter aucune paix qui ne reconnaîtrait pas la nationalité italienne et de recommencer la guerre si les négociations

1. Saraceno, *Santa Rosa*, 203-206, 214-215 ; Bianchi, *Cavour*, 15.
2. Correspondence-Italy, III, 225, 248, 261, 360, 362 ; Walpole, *Russell*, II, 49 ; La Gorce, *Seconde République*, II, 61 ; Planat de la Faye, *op. cit.*, II, 45 ; Bastide, *op. cit.*, 102, 109, 118 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 336, 342-345 ; Bonghi, *Pasini*, 554.

échouaient. Il ne fut pas cru. Revel, racontait-on, avait dit qu'un royaune de l'Italie du Nord était un beau rêve, et que le Piémont devait prendre soin de lui-même. Ses collègues, s'imaginait-on, à juste raison du reste, avaient contrecarré les efforts de Rosmini pour conclure une alliance avec la Toscane et Rome. Gioberti, bien qu'il fût, par tempérament, conservateur, mena l'attaque, poussé par une inimitié personnelle contre Pinelli et une envie de jouer au démagogue. Les réactionnaires, dit-il, sont résolus à accepter la paix à tout prix, et ce « ministère à deux programmes » les appuie secrètement. Tout exagérée que fût son attaque, elle emporta tout devant elle. L'armistice humiliait le pays ; la paix armée, aussi coûteuse que la guerre, l'épuisait ; la deuxième révolte de Vienne (octobre) lui donnait de nouvelles espérances, car l'Empereur, abandonné à peu près par tous ses sujets à l'exception des Croates, pouvait se trouver contraint de transformer sa domination en un empire Slave qui se soucierait peu des provinces italiennes. L'armée avait été augmentée de 50 000 hommes dont on avait du reste de pitoyables renseignements touchant leur manque de discipline. Et, bien que les ministres se plaignissent que « le Piémont ne fût pas une chose qu'on pût rendre enthousiaste », la guerre, somme toute, était populaire. Même D'Azeglio, malgré sa vive crainte de la démocratie, désirait combattre, non à cause de quelque espoir de succès, mais afin d'assurer la liberté et l'hégémonie piémontaises[1]. Les manifestations de l'opinion publique dans les clubs et la presse aidaient chaleureusement Gioberti et Rattazzi dans leurs attaques bruyantes et persistantes. Les réfugiés Lombards, au nombre de 25 000, leur prêtaient naturellement le poids de leur active propagande. Gênes était dans un état de demi-révolte qui, au fond, était une protestation en faveur de la cause nationale et contre les intérêts plus étroits de Turin. Le roi aussi désirait la guerre ; l'adversité avait lavé la rouille de son tempérament, et ses prières, si elles faisaient de lui un mauvais général, en faisaient un bon roi. Bien que ne marchant qu'à grand regret dans le sentier démocratique, il était en toute sincérité fidèle à son peuple et avait hâte de donner son bonheur et sa vie pour la cause de son pays. Torturé par des souffrances phy-

1. Spaventa, *Dal 1848*, 48.

siques, forçant sa nature impérieuse à supporter la calomnie qui s'abattait sur lui et les affronts mesquins de ses ministres, sa seule ambition était de voir l'Italie libre, et alors, de renoncer à sa couronne. Poussé par la conviction mystique d'une mission dont il était chargé, il était prêt à sacrifier toutes ses préventions ; il abandonna le commandement de l'armée, obéissant à la clameur publique ; il accorda aux radicaux des audiences secrètes ; il intrigua avec eux pour renverser son ministère et y substituer un cabinet démocratique de la guerre, avec Manin et Brofferio [1].

Pinelli se rendit compte que, à moins que les puissances médiatrices n'en arrivassent à une solution rapide, la guerre recommencerait inévitablement bientôt. Une résolution pour des hostilités immédiates ne fut repoussée qu'à une faible majorité. Le vote eut pour résultats des troubles à Gênes et un petit soulèvement dans le Val d'Intelvi, près du lac de Côme. Dans le Piémont, la fièvre de la guerre augmentait sans cesse. Ce fut en vain que Pinelli tenta de l'apaiser en faisant faire une nouvelle levée de 12 000 hommes. Sa majorité, malgré la vigoureuse défense de Cavour, se fondit graduellement. Les députés furent effrayés par des manifestations faites dans les galeries de la Chambre ; la Droite considérait les ministres comme de pauvres gens au service des démocrates et des Génois ; la Gauche se retourna contre eux avec une nouvelle hostilité lorsqu'ils tentèrent de réprimer l'importune et séditieuse section des réfugiés. Battu par un vote de surprise, Pinelli démissionna (4 décembre), et, après une tentative infructueuse de former un cabinet avec D'Azeglio, le roi se trouva contraint, à regret, de faire appel à Gioberti.

La Toscane avait assisté à la même lutte entre modérés et démocrates. L'enthousiasme pour la guerre s'était rapidement refroidi ; le clergé faisait de l'Encyclique un usage habile, et les paysans, craignant la conscription et de lourds impôts, s'abandonnaient à leur conservatisme naturel. La

1. Planat de la Faye, *op. cit.*, I, 435 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 382, 389, 395, 572 ; Pallavicino, *op. cit.*, II, 36 ; Misley, *Mémoires*, II, 174 ; Bianchi, *Matteucci*, 161 ; Leopardi, Narrazioni, 318. Au cours du printemps et de l'été, le roi avait déjà parlé d'abdiquer. On trouve une appréciation défavorable au roi dans Cavour, *Nouvelles lettres*, 214, 217, 266.

majorité, qui avait applaudi la révolution alors qu'elle signifiait des processions et des manifestations, fit volte-face, lorsqu'elle fit appel au sacrifice. Ridolfi qui, au mois de juin, était devenu premier ministre, était un homme bienveillant et laborieux, mais faible et enclin aux concessions et absolument ignorant des grandes mesures que nécessitait la situation. Son cabinet fut une coalition de modérés et de réactionnaires, dans lequel une plus longue expérience des affaires donna à ces derniers une prépondérance naturelle. Bien que Ricasoli et le centre gauche l'attaquassent vigoureusement en raison de sa tiédeur, il n'y avait que peu de différence de principes entre les deux groupes modérés. Ils étaient doués du même exclusivisme et de la même timidité, de la même foi pédantesque en leurs théories, mais sans énergie et sans désintéressement pour les mettre en pratique. L'Assemblée gaspilla son temps en récriminations, et le pouvoir réel passa aux mains des démocrates. Mais les meilleurs d'entre eux étaient tombés à Curtatone ou campaient encore dans les plaines lombardes, et ceux qui restaient là étaient aussi égoïstes et aussi dépourvus des qualités nécessaires aux hommes d'État que les modérés. L'Etat tout entier semblait glisser, sans recours, vers l'anarchie, et des désordres qui, à Florence, suivirent les nouvelles de Custozza (30 juillet), montrèrent combien l'édifice était lézardé. Le ministère, pris d'épouvante devant la situation, démissionna docilement. L'opinion publique, dont le patriotisme languissait peut-être, força le Grand-Duc de protester de la fermeté de son alliance avec Charles-Albert et de nommer Ricasoli premier ministre. Mais Ricasoli était suspect, bien qu'à tort, de désirer l'absorption de la Toscane par le Piémont, et les autres sections de modérés refusèrent de s'entendre avec lui [1]. Il y avait trois semaines que le pays était sans gouvernement lorsque Capponi réussit à réconcilier les deux groupes modérés. Sa foi consistait en un libéralisme élevé, et sa largeur de vues, si elle contribua à le rendre impuissant, le préserva de l'exclusivisme des autres modérés. Son âge et sa cécité, son nom sans tache, sa descendance du grand Florentin qui l'emporta sur Charles VIII, lui avaient valu le respect, presque la vénération de toute la Toscane.

1. Guerrazzi, *Apologia*, 117; Capponi, *Scritti*, II, 67; Ricasoli, *Lettere*, I, 363, 365; La Cecilia, *Cenno*, 17.

Comme Ruggiero Settimo en Sicile, il apparaissait comme une figure majestueuse placée au-dessus des luttes de parti. Mais il était irrésolu et peu pratique ; son tempérament ne le rendait pas apte au rude exercice d'une période de révolution; sa cécité le rendait incapable de toute surveillance étroite sur l'Administration. Il promit de recommencer énergiquement la guerre si les négociations de paix échouaient ; il fit quelques efforts pour renforcer l'armée et pressa énergiquement la conclusion de l'alliance avec Rome et le Piémont. Mais suffisamment de soucis l'absorbaient à l'intérieur. La crainte d'une occupation autrichienne entretenait l'agitation ; le pays était plein de soldats démoralisés, de volontaires licenciés, d'ouvriers sans travail ; et tandis que des réactionnaires, prêtres et nobles, fomentaient des séditions dans les districts ruraux, les volontaires et les démagogues s'agitaient dans les clubs en vue d'une guerre populaire.

Le gouvernement vota une loi de répression et ferma les clubs, ce qui, en dehors de Livourne, produisit une tranquillité momentanée. Mais, à Livourne, les choses étaient trop avancées pour pouvoir se calmer devant de vaines menaces. Rien n'était venu atténuer les divisions profondes entre la bourgeoisie et la foule sans armes et sans droit électoral, et l'emprisonnement de Guerrazzi, après les émeutes de janvier, avait accru le mécontentement de ses partisans. Après Custozza, la ville fut mûre pour la révolte ; lorsque Capponi, quelques jours après être monté au pouvoir, fit arrêter Gavazzi, qui était revenu malgré un arrêt d'expulsion, le peuple coupa le chemin de fer et s'empara des magasins d'armes (23 août). Mais, de même qu'en janvier, c'était encore la garde civique qui tenait le pouvoir, et les séparatistes étaient une minorité ; aussi, lorsque Capponi envoya des troupes, furent-elles reçues par des acclamations. Tout semblait devoir amener une solution quand, apparemment à l'instigation des riches marchands, le gouvernement, d'une manière insensée, se retourna vers la coercition. Cipriani, l'impopulaire et impérieux commandant de la garnison, tenta de désarmer la foule ; la foule attaqua et défit les troupes jusqu'à ce que Capponi, en désespoir de cause, envoya Guerrazzi avec des instructions pour ramener le calme dans la ville. Guerrazzi fit rapidement sentir le poids de sa main aux éléments de désordre, mais l'exaspération

était intense, et ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté qu'il réussit à empêcher la proclamation d'une république séparatiste. Le ministère, trop divisé pour être ferme, répudia ses promesses [1], et essaya d'intimider ce « nid de pirates » par un étalage de forces. Les gardes civiques de la Toscane furent convoqués dans un grand camp près de Pise ; mais peu répondirent à l'appel, et ceux qui vinrent étaient plutôt prêts à fraterniser avec les Livournais qu'à les combattre. La coercition expira dans le ridicule et, grâce à l'énergie de Guerrazzi, la ville revint à sa condition normale. Mais Capponi refusa de le reconnaître et, prenant le seul parti possible, il nomma Montanelli gouverneur de la ville.

Ce fut la dernière humiliation du ministère chancelant. Montanelli n'accepta son poste qu'à la condition qu'il pourrait prêcher sa panacée favorite d'une assemblée démocratique « Constituante ». Et bien que Livourne lui fît bon accueil ainsi qu'à son programme, il ne put, comme Guerrazzi, dissuader la ville qu'à grand'peine de proclamer la République. Il était clair que seul un ministère démocratique pouvait conserver Livourne à la Toscane ou restaurer l'autorité dans le reste du pays. Capponi démissionna le 15 octobre et toutes les combinaisons de modérés pour constituer un cabinet échouèrent. Le Grand-Duc fit appel à Montanelli, qui refusa de prendre le pouvoir sans Guerrazzi. Et, si peu disposé que fût le Grand-Duc à l'accepter, l'agitation à Livourne et à Florence, et le conseil du ministre anglais, finirent par le convaincre que c'était là la seule alternative pour éviter l'anarchie et peut-être la guerre civile [2].

Les deux hommes qui eurent entre leurs mains le sort de la Toscane avaient peu de points communs. Montanelli [3] était un homme intelligent et aimable, vain, mais indubitablement sincère, quelque peu nébuleux dans ses théories, et doué d'une funeste incapacité pour les choses du gouvernement et d'un manque de connaissances approfondies qui le rendirent parfois timide, parfois téméraire, mais rachetant beaucoup par sa sincérité et l'impression que produisaient

1. Capponi, *Lettere*, II, 441 ; Id., *Scritti*, II, 133 ; Guerrazzi, *op. cit.*, 93-96 ; Correspondence-Italy, III, 393.
2. Capponi, *Scritti*, II, 46.
3. Sa chaire de philosophie à Pise a dû être une sinécure ; en 1841, on ne comptait à cette école qu'un seul étudiant.

son enthousiasme et sa réelle puissance intellectuelle. Lorsque le bruit courut qu'il était mort à Curtatone entouré de ses étudiants, toute la Toscane pleura le professeur défunt. Les modérés le respectaient à cause de sa courtoisie et de son érudition ; le clergé considérait avec bienveillance l'homme qui désirait affranchir l'Église toscane de sa subordination à l'État ; les étudiants de Pise, les ouvriers de Livourne l'aimaient à cause de sa défense persistante de la démocratie. Comme champion d'une « Constituante », il était, à ce moment, l'un des hommes les plus en vue de l'Italie. — Guerrazzi avait été coulé dans un autre moule. Bien qu'il n'ait joué qu'un petit rôle dans la politique italienne, il apparaît comme l'un des plus puissants et des plus originaux de ses contemporains. Nourri de Voltaire et de Byron, ayant grand besoin de travailler pour vivre, jeté trois fois en prison avant d'avoir atteint l'âge de trente ans, tout son être était en guerre contre la société. Il était querelleur et entêté, souffrant de graves désordres nerveux, et trop plein de haine contre le mal pour qu'il restât place en lui pour l'amour du bien. « La vengeance de grands crimes, disait-il, ravit l'âme de Dieu ». Le but de ses romans avait été de réveiller l'Italie ; il méprisait l'opprimé autant qu'il haïssait l'oppresseur; « la tranquillité, disait-il, n'est pas la vie » ; — « qu'importe que Dieu nous maudisse ou nous bénisse si ainsi il nous fait vivre ». Le succès, qu'il connut à la fin de sa vie, adoucit son tempérament, et rendit au fond la lutte politique toujours désagréable pour lui. Bien qu'il n'oubliât jamais ses ennemis et qu'il souhaitât de voir à ses pieds les classes qui l'avaient blessé, il désirait aussi ardemment avoir une bonne réputation de « respectabilité », et il voulait se montrer, lui, le démagogue passionné, comme un champion de la loi et de l'ordre qui, s'il aimait la popularité, savait aussi la repousser avec dédain. Mais il trouva peu d'amis, peu de personnes qui eussent vraiment foi en lui. L'adversité avait laissé dans sa nature quelque chose de tourmenté. Sa connaissance approfondie, comme législateur, de « l'envers » de la vie, affaiblit davantage encore sa foi étroite en l'humanité. En dépit d'explosions de générosité, il était déloyal et pas du tout chevaleresque, glissant facilement dans la casuistique. Son amour du pouvoir était principalement patriotique, mais il était prêt à s'y attacher aux dépens des principes, et trop facilement disposé à adapter

les principes aux possibilités du moment. Mais, s'il avait une certaine rudesse morale, il possédait par contre l'instinct de l'homme d'État. Courageux, ambitieux, maître de lui-même, il avait une façon pratique de prendre les choses, étrangère aux théoriciens académiques de Florence. « Les affaires du monde, disait-il, doivent être faites comme on peut, lorsqu'on ne peut les faire comme on le voudrait ».

Rome assista au même déclin et à la même chute des modérés, avec de plus tragiques catastrophes. Dans la crise qui suivit l'encyclique, le parti démocratique força le Pape à accepter Mamiani comme premier ministre, et le chef radical prit le pouvoir à la condition que le ministère des affaires étrangères serait occupé par un laïque. Mamiani avait été membre du gouvernement provisoire de Bologne en 1831 ; pendant son exil en France, il s'était fait connaître comme poète et métaphysicien, et ses écrits politiques, bien qu'à ce moment ils eussent peu attiré l'attention, avaient été les précurseurs de l'école modérée. Après son retour à Rome, dans l'automne de 1847, il avait acquis de la réputation et de la popularité comme orateur et comme journaliste, et le programme de réforme sociale qu'il avait élaboré devint le programme autorisé de la politique radicale. Tout radical qu'il fût, il désirait maintenir le pouvoir temporel et espéra le sauvegarder en tirant une ligne de démarcation nette entre l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle du Pape. Comme Mazzini, bien que dans un autre sens, il pensait que Rome ferait le bonheur du monde moderne en donnant à la démocratie une sanction religieuse. Mais, pour conserver pure et intacte son influence spirituelle, le Pape ne devait avoir aucune part ni responsabilité dans la politique séculière de l'État. Il fallait qu'il acceptât la formule anglaise « régner et ne pas gouverner », et « vivre dans la paix sereine de la doctrine, prier, bénir et pardonner [1]. » Mamiani était un enthousiaste passionné de l'indépendance italienne ; il aurait voulu que Rome aidât le plus possible la guerre nationale ; et il dé-

1. Mamiani, *Scritti*, 317, 339, 378 ; Discours de C. L. Bonaparte, 61 ; Spada, *Rivoluzione*, II, 353. Vers la fin de l'année, il s'était rendu compte combien c'était difficile, sinon impossible. *Scritti*, 335.

clara au Pape qu'il n'admettrait aucunes négociations avec l'Autriche tant qu'un seul de ses soldats resterait en Italie. Mais c'était un fédéraliste ; il pensait que le fédéralisme était la forme d'union la plus élevée qui fût susceptible d'être obtenue pour le moment, et il poussa sérieusement les projets d'une Ligue. Ses ennemis l'accusèrent de désirer l'annexion de la Romagne au Piémont ; mais bien qu'il fût certainement en rapports avec les séparatistes des Légations, il n'existe aucune preuve qu'il encourageât leurs plans, et ses soupçons au sujet des desseins de Charles-Albert lui firent accepter avec quelque méfiance la nécessité d'un puissant État de l'Italie du Nord [1].

C'est comme réformateur social que Mamiani était le plus cher aux démocrates. « Je ferai de mon mieux, promit-il, pour panser les blessures que la pauvreté et l'ignorance ont infligées à la classe la plus pauvre ». Il était fier de la démocratie historique de l'Italie, et les « humbles » étaient toujours dans sa pensée. Il désirait leur démontrer que leurs intérêts matériels, aussi bien que leurs sentiments étaient impliqués dans le mouvement national. Il s'était engagé, aussitôt que les services civils et le gouvernement local auraient été réformés, à se vouer à des mesures sociales, et il projeta un « ministère de bienfaisance publique » pour protéger et instruire les malheureux [2]. En ce qui concerne l'enseignement, bien qu'il fût disposé, pour le moment, à transiger avec les prêtres en autorisant les écoles libres et en laissant entre leurs mains l'instruction religieuse, il élabora un plan très étudié de système national. Une égalité sociale complète, la liberté du commerce et de la propriété, un impôt progressif sur le revenu, des chemins de fer et des télégraphes, des réformes pour l'assistance et la santé publiques, constituèrent le programme social le plus sage et le plus avancé dont il ait jamais été question en Italie. Mais, entre une cour hostile et un peuple impatient, il y avait peu de chance pour des réformes calmes et réfléchies, et Mamiani n'était pas un Mirabeau.

1. Gabussi, *Memorie*, II, 15 ; Farini, *Stato romano*, II, 160, 312 ; Minghetti, *Ricordi*, II, 212, 213.

2. Mamiani, *op. cit.*, 340, 386 387. Ce ministère aurait été chargé des hôpitaux, des charités publiques, de la santé publique, des crèches et refuges, des sociétés amicales, des caisses d'épargne, des monts-de-piété et des écoles les plus pauvres.

Il était verbeux, clément, d'esprit large, strictement honorable au fond, mais avec un certain manque de droiture et une incessante et bruyante parade d'honnêteté. Il tenta de se conquérir le peuple, mais il n'avait rien de l'audace qui peut imposer aux masses une politique, et la leur faire accepter comme la leur. Un homme plus fort aurait pu intimider le Pape ; Mamiani tâcha de lui plaire et de le gagner. C'était là une tâche impossible ; le Pape le détestait, le suspectait, à tort, d'être sceptique et albertiste. Il devint plus évident que jamais qu'il était impossible pour un Pape de remplir les devoirs d'un prince italien et qu'un gouvernement constitutionnel ne pourrait jamais fonctionner sous le pouvoir temporel. Il était intolérable à la cour papale que la correspondance avec les nonces fût entre les mains d'un ministre laïque des affaires étrangères, et Pie, ne faisant aucun cas de ses promesses à son premier ministre, nomma un cardinal à cet emploi. Mamiani, malgré une provocation perpétuelle, consentit à tout, sauf à l'abandon de ses principes, pour gagner le Pape ; il se plia à « une politique de subterfuges et de réticences », cacha au public les fautes du Pape, et montra la patience la plus grande à l'égard de ses procédés tortueux. Mais Pie et la coterie à laquelle il s'était abandonné avaient décidé de le perdre. Les intérêts de l'Église, pensait le Pape, sont au-dessus de n'importe quels droits constitutionnels. Il encouragea les fonctionnaires à l'insubordination et édicta des lois sans avoir consulté ses ministres.

La question de la guerre constituait le grand champ de bataille entre le Pape et Mamiani. Le gouvernement pontifical n'avait jamais explicitement déclaré la guerre et, après l'encyclique, il avait été nécessaire de placer les soldats de Durando, plus ou moins, sous les ordres de Charles-Albert afin d'éviter qu'ils ne fussent traités comme des flibustiers. Ce ne fut qu'à la mi-mai que se produisit une rupture officielle. Le Pape n'était pas encore insensible à tout enthousiasme national ; il y eut peut-être un moment, après la violation de son territoire par les Autrichiens (27 juin) où il fut disposé à déclarer franchement la guerre ; et, si Pareto avait accepté la Ligue, il aurait pu autoriser Mamiani à recruter librement son armée. Mais Pareto ayant repoussé ses propositions, il en devint plus que jamais soupçonneux de l'ambition piémontaise ; il sentit qu'il allait mal à un Pape d'être

en guerre avec une nation catholique, et il existe de fortes raisons de penser qu'il fit de secrètes ouvertures d'amitié à l'Autriche [1]. Mamiani tenta en vain de l'engager à une acceptation du principe national ; Pie ne voulut pas prendre pour lui sa théorie que « par les différences de langue, de race et de mœurs, Dieu a destiné chaque nation à mener une existence indépendante ». Plus irrésolu et plus irritable que jamais, il vit dans toute chose une attaque contre la religion, et craignit de détacher une seule pierre de l'édifice. Ayant le sentiment intime d'être bien intentionné, il s'affligea de l'abîme sans cesse grandissant qui se creusait entre lui et son peuple, mais ne se rendit pas compte qu'il devrait porter l'inévitable pénalité de sa propre faiblesse et de sa déloyauté. Il fut impossible, après l'Encyclique, de rejeter les fautes du gouvernement sur de sinistres cardinaux. L'idéal d'une Papauté démocratique avait prouvé n'être qu'une fiction, et le désappointement se transformait déjà en ressentiment. A ce moment, les Modérés n'existaient presque plus comme force politique. L'Encyclique avait fortifié les démocrates en éloignant l'influence modératrice du Pape du mouvement libéral ; et bien que beaucoup d'entre eux suivissent Mamiani, il y avait une section extrême qui travaillait pour une république ou un gouvernement provisoire, et, en Romagne, les séparatistes étaient puissants. Quelque chose, qui était presque de l'anarchie, infesta certaines provinces ; l'assassinat politique se propagea à Sinigaglia et à Ancône et, pour un seul cas, à Rome. Mamiani dut se contenter d'inonder de circulaires les autorités indifférentes. Sans une armée ou une administration loyale derrière soi, il était impossible d'enseigner le respect de la loi à un peuple qui avait longtemps vécu sous le despotisme, mais qui s'irritait de sa servitude et ignorait ses devoirs et ses droits. Mamiani sentit le pouvoir lui glisser des mains ; les nouvelles de Custozza lui portèrent le coup final. Le Parlement et les citoyens étaient prêts à forcer la main au Pape ; mais il sentit que sa position était intenable et il démissionna (3 août).

Fabbri, qui lui succéda, était un ancien conspirateur, honnête homme et patriote, mais trop âgé et trop faible pour convenir à la Cour ou conserver la confiance du pays. Le

1. Spada, *op. cit.*, II, 388-390 ; Saffi, *Scritti*, II, 320.

nouveau cabinet suivit la politique de Mamiani à l'égard de la guerre, mais ne fut pas capable, ou d'avis, de protéger Bologne contre les Autrichiens ou contre la bande de criminels qui, après leur départ, terrorisa la ville pendant quelques jours. Le pape, bien que l'invasion l'eût indigné et qu'il menaçât Welden de soulever le pays contre lui, abandonna jusqu'à ses derniers lambeaux, presque, de constitutionnalisme. Il prorogea brusquement la Chambre (26 août), et, à l'insu de ses ministres, fit appel au Piémont, à Naples, à la France, pour le protéger à la fois contre l'Autriche et contre ses propres sujets. Il considérait, en effet, Fabbri comme un « bouche-trou » bon simplement jusqu'à ce qu'il pût trouver un ministre plus obséquieux; après six semaines d'exercice de ses fonctions, il le força de céder la place à l'ex-ambassadeur français, Pellegrino Rossi.

Rossi était né à Carrare. A l'âge de trente ans, avocat et professeur à Bologne, il s'était trouvé compromis dans le soulèvement de Murat et avait été exilé en Suisse où il élabora la constitution, toujours à naître, de 1833. Étant venu à Paris, il avait succédé à J.-B. Say dans sa chaire au Collège de France[1]. Ses cours lui avaient valu l'inimitié des démocrates et l'attention affectueuse de Guizot, qui l'envoya à Rome en 1845 pour négocier en vue de la suppression des Jésuites. Il y devint l'ami et le conseiller du nouveau pape, et usa de son influence pour cimenter une alliance franche entre lui et les modérés. Rossi était un réformateur et un national, et sur beaucoup de points, un libéral. Il avait marché avec le mouvement italien, aussi longtemps qu'il avait tendu vers l'indépendance, une administration honnête et progressive et une constitution bourgeoise. Mais, en fidèle partisan de Guizot, il considérait comme sa mission de faire l'éducation de la démocratie ; il avait une horreur de diplomate des complications qui suivraient la conquête de l'Unité italienne ou toute attaque contre le Pouvoir Temporel[2]. Il préférait le faux constitutionnalisme de Naples à l'ardente et incoercible démocratie de la Toscane. Il sentait la nécessité d'un gouvernement

1. Au bout d'un an il fut nommé par Guizot titulaire de la chaire de Droit Constitutionnel à la Faculté de Droit. (N. d. T.)

2. Guizot, *Mémoires*, VIII, 383 ; de Mazade, *Rossi*, 737 ; Ottolenghi, *Collegno*, 83 ; Bon Compagni, *Chiesa*, 7-10. En ce qui concerne sa première croyance en l'unité, voir Rossi, *Cours de droit constitutionnel*, I, xliii.

courageux et fort, qui agirait rigoureusement à l'égard des éléments mauvais existant dans l'État ; il ne sentait pas également la nécessité de la sympathie pour mettre en lumière les bons. Dans la Papauté, « l'unique grande chose qui restât en Italie », il voyait le seul soutien possible d'un pouvoir exécutif respecté. Mais il n'était pas ami de la hiérarchie, et le vieil ennemi des Jésuites, qui s'était marié avec une protestante, et dont les ouvrages étaient à l'index, fut en butte à une double haine. Rossi s'intéressait aussi vivement que Mamiani à la question nationale. Durant l'été, il avait composé un ouvrage passionné à la gloire de l'Italie ; il avait conseillé au Pape de se lancer résolument dans la guerre, et, dès qu'il prit le pouvoir, il promit d'activer la Ligue et se proposa de renforcer l'armée. Mais il partageait les préventions profondément enracinées du Pape à l'égard du Piémont ; son éloge de la Papauté provoqua la défiance de Turin et, lorsque les négociations de Rosmini au sujet de la Ligue eurent échoué par suite de l'égoïsme piémontais, il se répandit, dans la Gazette officielle, en invectives amères contre le gouvernement subalpin.

Sa politique intérieure fut une politique de sages réformes économiques et administratives. Il fit sentir sa lourde main à toute l'administration corrompue ; il augmenta le crédit financier de l'État, établit des lignes télégraphiques, tenta d'activer les plans de chemins de fer. Mais le peuple oublia ses réformes, dans sa haine contre sa politique de coercition. Elle n'était pas inutile, en grande partie, pour restaurer la discipline dans l'armée et la police, pour surveiller les éléments de désordre qui s'étaient développés sous la mollesse des administrations précédentes. Mais Rossi ne fit aucune tentavive pour gagner les turbulents mais honnêtes démocrates qui auraient pu constituer la force d'un gouvernement populaire. Il témoigna ostensiblement du mépris pour les bruyants politiciens qui emplissaient les galeries de la Chambre ; il menaça Rome de l'occupation militaire ; il tourmenta Garibaldi et livra à Ferdinand des réfugiés politiques. Pourtant il aurait pu voir la fin de son impopularité, lorsque le peuple arriva à se rendre compte de sa réelle valeur. C'était le seul homme, s'il en était un, qui fût capable de rendre, sous un Pape, un gouvernement constitutionnel possible et de lui assurer une structure plus durable dans l'avenir. Mais son manque de

tact causa la ruine de son œuvre. Rude, hautain, taciturne, il glaça ou blessa tous ceux qui furent en contact avec lui. Insensible aux attaques dirigées contre lui, il aimait à lancer des sarcasmes qui ne pouvaient jamais être pardonnés. Économiste de la vieille école, matérialiste dans sa philosophie, il avait peu de patience à l'égard de tout ce qui pouvait se trouver placé en travers de ses plans, et son étroite politique de ministre des finances le rendit intolérant en ce qui concerne les aspirations qui planaient au delà de la région des choses manifestement praticables. Et ainsi, ses ennemis augmentèrent. Depuis longtemps les Albertistes l'avaient dénoncé comme un ennemi public. Les fonctionnaires qu'il faisait travailler, le clergé sur lequel il avait fait lever des impôts, les brigands qu'il avait tenté de maintenir en bon ordre, tous grossirent le cri de protestation qui s'éleva contre lui. Il aurait pu les défier, fort de la protection du Pape, s'il avait su provoquer pour lui, dans le peuple, quelque chose de moins que de la haine. Mais le peuple ne pouvait pardonner à l'homme qui avait écrit de violentes diatribes contre la démocratie et ne perdait aucune occasion de manifester son dédain à l'égard de ses plus chères aspirations.

CHAPITRE XV

LES DÉMOCRATES AU POUVOIR

Novembre 1848-février 1849

Mort de Rossi ; le Pape s'enfuit. La question pontificale : le Pape à Gaète ; Antonelli ; Gioberti et les puissances catholiques ; la France et la Papauté. La Ligue ; le Congrès fédératif ; la Constituante. Rome en novembre ; on demande une Constituante ; le ministère Muzzarelli ; les modérés en Romagne ; la Constituante romaine ; proclamation de la République. La Toscane : Montanelli et Guerrazzi ; la Constituante toscane ; fuite du Grand-Duc ; le gouvernement provisoire ; le Grand-Duc va à Gaète.

Cette série tragique montre combien il était difficile de résister au flot démocratique. Rossi n'avait pu établir la tranquillité par la force. Le Club du Peuple réclamait la guerre, et d'autres, a-t-on dit, préparaient un complot républicain. Le quartier transtévérin, jusqu'alors si fermement dévoué au Pape, était passé au parti populaire. A Bologne, les démocrates s'étaient organisés sous la direction de Gavazzi et avaient été désarmés par Zucchi qui redoutait leurs relations avec Garibaldi et les suspectait injustement de sympathie envers les sans-culottes. Les cléricaux espéraient une aide de l'étranger, les radicaux faisaient de l'agitation en vue d'une Assemblée constituante qui culbuterait la moitié ou la totalité des trônes de l'Italie. Il régnait un sentiment général de crise prochaine lorsque le Parlement se réunit à nouveau (15 novembre). Rossi avait été mis sur ses gardes, et, bien qu'il affectât de l'insouciance, il fit ostensiblement venir des troupes à Rome et tenta d'intimider la foule par une démonstration militaire. Une lettre que lui avait écrite Zucchi, lui proposant de disperser les patriotes romagnolais et de détruire le régiment de Garibaldi par la mitraille fut inter-

ceptée et publiée [1]. Les journaux attaquèrent le ministre avec virulence et il essaya en vain de les dompter ; la majorité de l'Assemblée était prête à lui faire de l'opposition et aurait probablement insisté pour qu'il démissionnât [2]. Il avait, pour la séance d'ouverture, préparé un discours patriotique, terne, manquant de précision ; l'occasion de le prononcer ne vint jamais. Le bruit se répandit qu'il avait fait venir des troupes pour réduire Rome à l'obéissance, et, lorsqu'il se rendit au Palazzo della Cancellaria, où siégeait la Chambre, la foule poussa des cris menaçants sur le passage du premier ministre détesté. Tandis qu'il gravissait les marches, une main inconnue le frappa mortellement. On ne découvrit jamais d'une façon certaine les motifs de cet acte. L'opinion générale l'attribua aux démocrates, mais les démocrates répondirent que les jésuites avaient déjà fait sentir à d'autres de leurs ennemis le couteau de l'assassin. Il est presque certain que ce crime ne fut pas le résultat d'un complot étendu ; il peut avoir été l'acte d'un fanatique isolé. Mais en somme, il apparaît plutôt que ce fut là l'œuvre d'une petite section des clubs, qui espéra rendre service au pays en supprimant celui qu'elle supposait être le principal ennemi de la liberté, et qui se préparait, pensait-elle, à imiter, dans les rues de Rome, la boucherie de Ferdinand [3].

Rome reçut la nouvelle très froidement. Les députés, extrêmement heureux de jouer aux sénateurs romains, pensèrent que le plus digne était de ne rien faire, et ils perdirent à jamais le respect populaire. La police fraternisa avec la foule et défila avec elle dans les rues, en procession publique. Un petit rassemblement vint hurler sous les fenêtres de Rossi son approbation du meurtre, mais la garde civique le fit taire [4]. Les comptes rendus calmes que publièrent les journaux reproduisent un sentiment général de soulagement et de satisfaction. Rossi ne laissait pas d'amis, et à la fois les

1. Niccolini, *Pontificate*, 73, citant le *Contemporaneo* du 14 novembre. Je ne vois pas que son authenticité ait été mise en doute.

2. Gabussi, *Memorie*, II, 211 ; Galletti, *Memorie*, 16 ; Gaiani, *Exil romain*, 410.

3. Voir volume II, appendice D.

4. Gabussi, *op. cit.*, II, 214 ; Correspondence-Italy, III, 608 ; Niccolini, *op. cit.*, 79 ; Gaiani, *op. cit.*, 413 ; Farini, *Stato romano*, II, 412. Farini fait un tableau d'anarchie que Gabussi qualifie d'imaginaire, mais que Leopardi, qui en fut aussi spectateur, corrobore.

démocrates et les réactionnaires virent dans sa mort une circonstance favorable. Mais les démocrates furent ceux qui en profitèrent immédiatement; l'abdication pratique de la Chambre laissait le Club du Peuple maître de Rome, et, avec l'aide de la police, il rétablit l'ordre dans les rues d'une façon complète. Mais il était décidé à assurer sa victoire. Une grande foule composée de soldats et de civils, ayant à leur tête des officiers et des citoyens de marque, manifestèrent devant le Quirinal (16 novembre) et demandèrent l'adhésion du Pape au programme démocratique. Pie avait déjà chargé Galletti, chef radical et ministre de la police dans les cabinets constitutionnels, de constituer un ministère. Mais la foule, refusant de se contenter d'autre chose que d'engagements positifs du Pape, devint menaçante. Lambruschini, aperçu dans la rue, fut obligé de se réfugier dans une grange, et Pie, indigné et irrité, se refusa à « traiter avec des rebelles ». En vain, Galletti le pressa de céder; il revenait constamment sur l'ingratitude du peuple et désirait la couronne du martyre. Il est probable que la majorité de la foule n'entendait exercer aucune violence sérieuse; mais lorsque Galletti eut rendu compte de son insuccès, elle fit voir ses armes à feu, et quand, dans l'après-midi, les gardes Suisses, exaspérés par ses menaces, tirèrent quelques coups de fusil, l'attaque commença. Les troupes indigènes, qui étaient passées du côté du peuple ainsi que les gardes civiques, dirigèrent sur le palais un feu nourri et tuèrent un prélat. La Cour fut prise de panique; le Pape, qui avait alterné entre des mouvements de crainte et d'obstination, protesta qu'il cédait à la force et promit de laisser le programme populaire à la décision de la Chambre [1], chargeant Sterbini, le plus inflexible et le moins homme d'État des chefs radicaux, de former un ministère. En un instant, les tumultes tournèrent en réjouissances ; mais la tranquillité momentanée ne trompa personne. Les modérés, reconnaissant leur propre impuissance, saisirent l'occasion d'échapper aux responsabilités d'une époque trop mouvementée pour des âmes aussi timorées. Leur éloignement de la Chambre fut le prélude d'une défection plus sérieuse ; le Pape était impatient de s'échapper d'une ville où la révolution

1. Galletti, *op. cit.*, 57 ; Pianciani, *Rome des Papes*, II, 424 ; *contra*, Farini, *op. cit.*, II, 427.

était triomphante : un incident trivial, qu'il considéra comme un présage, le décida, et, pendant la nuit du 24 novembre, il s'enfuit de Rome sous un déguisement.

Soit accidentellement, soit intentionnellement, il se réfugia dans le royaume napolitain, où la forteresse frontière de Gaète fut assignée à sa Cour. Pendant quelques semaines, il fut plus ou moins sous l'influence des modérés et, tout en refusant de reconnaître le nouveau ministère et en repoussant les avances de la Chambre, il protesta avec indignation contre tout désir d'abroger la Constitution. S'il avait persévéré dans cette attitude mesurée, sa victoire aurait pu être rapide. La ville sentait que son absence portait atteinte à son prestige ; le pathétique de l'exil doublait les affections et adoucissait les animosités ; il n'avait qu'à attendre, et Rome lui aurait sans doute ouvert ses portes. Mais, malheureusement, et pour lui-même et pour la papauté, Pie s'abandonna à un mauvais entourage. En vain les modérés et le gouvernement français, craignant l'atmosphère de Gaète, tentèrent de l'attirer à Bologne ou Marseille. Le Pape devint « le prisonnier et le pupille de Ferdinand », et tomba sous l'influence toujours plus grande et plus pernicieuse du cardinal Antonelli. On n'a pas publié de documents, — il n'en existe peut-être pas — permettant une appréciation complète d'Antonelli. Cet homme sombre, mystérieux, sinistre, qui pendant vingt ans fut Pape en tout, sauf de nom, n'a actuellement aucun apologiste, catholique ou libéral [1]. De basse extraction, d'antécédents douteux, Antonelli avait été mis en lumière comme chef des ecclésiastiques constitutionnels. Peut-être avait-il désiré faire la paix avec l'esprit nouveau ; peut-être espérait-il, par son alliance, le paralyser ? Plus probablement, cet homme, qui devait devenir six mois plus tard le champion inflexible de la domination ecclésiastique, qui, dans les années suivantes, affecta, par intervalles, un amour de la nationalité italienne [2] et fut prêt à vendre le pouvoir temporel pour un cadeau, dut ces changements à un manque absolu de scrupules qui lui faisait désirer le pouvoir, pour lui-même ou à cause de ses richesses. Sa face sinistre et ses manières fascinantes

1 Sauf peut-être La Gorce, *Second Empire*, III, 361-362.

2. Aguglia, *Questione Romana*, 12 ; Liverani, *Il Papato*, 120 ; Isaia, *Negoziato*, 28.

cachaient une âme insensible, impérieuse et rusée qui sut échafauder sa fortune sur la misère de son pays et dégrader la papauté afin d'en pouvoir être le maître [1]. Bien que Pie l'estimât peu et l'aimât encore moins, il gagna un ascendant rapide sur le naturel faible du Pape, et sa condescendance à l'égard des susceptibilités et des préjugés des prélats le rendit tout-puissant à la Cour papale ; son avidité personnelle et sa moralité douteuse, le patronage qu'il donnait à la corruption, l'abaissement du cardinalat en sa personne, n'étaient d'aucun poids devant la défense de leur plus chère croyance. Et ce lui fut facile de les engager dans une politique de réaction aveugle et intransigeante.

Pie mit au ban la Junta provisoire qui avait été formée à Rome, et se sépara chaque jour davantage des modérés. Jusqu'à un certain point, il agissait à peine librement, car Antonelli l'avait entouré de précautions qui lui permettaient peu de communications libres avec le monde extérieur. Mais cette immunité, due à d'importuns conseils, lui plaisait. Elle le laissait libre de « méditer sur les choses spirituelles » ; il aimait se poser en martyr et recevoir des témoignages de dévouement du monde catholique. De France et de Belgique, d'Irlande et de Suisse, des adresses de sympathie et des promesses d'appui lui arrivèrent en foule. La diplomatie fut forcée de suivre, et la position du Pape devint soudain non seulement le problème le plus absorbant de l'Italie, mais une question européenne de première importance. Le Pape se rendit compte que ses espérances reposaient sur sa situation de pontife catholique ; il était « plus que le père de ses sujets romains », et il se prépara facilement à les sacrifier à d'imaginaires intérêts de l'Église. Mais il régna peu d'harmonie entre les ambassadeurs qui s'assemblèrent à Gaète. L'Europe catholique se partagea en deux camps. L'Espagne soutint cette thèse que le Pape, prince spirituel, était sous la protection naturelle de toutes les nations catholiques [2], et proposa un Congrès des puissances pour délibérer sur la question papale (décembre). Naples et l'Autriche acquiescèrent, dissimulant à peine leur intention de

1. Salvagni, *Corte romana*, III, 315-327 ; Liverani, *op. cit.*, 18, 44-47, 301 ; Curci, *Nuova Italia*, 51, 196 ; d'Ideville, *Journal*, II, 209 ; Tommasoni, *Epoca seconda* dans *Il Ciruento*, V, 1090-1098 ; Tivaroni, *L'Italia*, III, 284 ; Niccolini, *Pontificate*, 124 ; Gaiani, *Exilo romano*, 143.

2. Bianchi, *Diplomazia*, VI, 22-29 ; Correspondence-Italy, IV, 38, 43.

restaurer le Pape dans sa domination absolue, l'Autriche espérant s'en faire tout au moins un allié passif contre le Piémont. Gioberti se rendit compte de toute l'importance de la question, et exposa une doctrine ingénieuse et nouvelle. Il proclama que le Piémont ne permettrait pas que les affaires temporelles d'un État italien fussent résolues par des gouvernements étrangers ; que lui-même, État italien, avait le droit d'intervenir ; et il tenta de réconcilier le Pape avec les Romains et l'attira dans la Ligue italienne, lui offrant un asile à Nice et, s'il était nécessaire, une intervention armée pour le remettre à la tête de ses États.

Dans sa lutte avec la « clique » austro-espagnole, Gioberti eut l'appui vigoureux du gouvernement français. La France était doublement intéressée dans la question romaine. Elle se considérait comme le défenseur traditionnel de la Papauté ; une hostilité séculaire et son nouveau championnat de la démocratie la rendaient vivement désireuse de faire échec à l'influence autrichienne en Italie. Les hommes d'État de la révolution ne pouvaient qu'encourager les libéraux romains, et, tant que le Pape fut en bonnes relations avec son peuple et partagea leur hostilité à l'égard de l'Autriche, l'attitude de la France avait été facile. Même, lorsque le Pape commença à se séparer des libéraux et demanda à Cavaignac de le protéger contre les Autrichiens à l'extérieur et la démocratie à l'intérieur (août), le gouvernement refusa d'intervenir entre lui et son peuple, tout en promettant de le protéger contre l'Autriche, et se disposa, au cas où elle occuperait les légations, à en faire un *casus belli*. Mais lorsque finalement le Pape abandonna les nationaux et courtisa les puissances réactionnaires, la France ne put se poser plus longtemps comme son champion contre l'Autriche. Aussi longtemps, cependant, que la personne du Pape fut en sécurité, Cavaignac et Louis Napoléon refusèrent d'intervenir [1] ; puis, à défaut d'une meilleure politique, celui-ci appuya Gioberti, bien que son plan fût opposé à toutes les traditions de l'influence française. Mais leurs représentations furent sans effet sur Pie ; sa politique était de revenir, sous la protection de l'Autriche et de l'Es-

1. Bastide, *République française*, 199, 201, 207, 213 ; de Gaillard, *Expédition*, 84-89 ; La Gorce, *Seconde République*, II, 73 ; Bianchi, *op. cit.*, VI, 19, 20 ; Planat de la Faye, *Documents*, II, 64.

pagne, libre d'entraves constitutionnelles, et, au mois de décembre; il écrivit à « son très cher fils » l'Empereur pour lui demander son aide[1].

La question papale ajouta une nouvelle complication à l'enchevêtrement de la politique italienne, rendant vain tout effort d'unir les États les uns aux autres. Pour les modérés et les démocrates, le problème consistait encore à savoir comment concentrer les forces nationales en vue d'une nouvelle lutte pour l'indépendance. Les modérés, désireux de conserver intacte l'autonomie de chaque État, et sensibles aux susceptibilités des princes, essayèrent de reprendre les négociations à moitié abandonnées en vue d'une Ligue. Mais il y eut, partout, peu d'inclination à oublier les divergences en vue de la cause commune. Tant que Pareto était resté au pouvoir, son souci de maintenir le Piémont libre de tous engagements envers les autres États, lui avait fait repousser toutes les avances ; « le Dieu Terme, aurait-il dit, n'a pas encore marqué les frontières du Piémont ». Et bien que la Toscane eût mis en sécurité Massa-Carrara et la Lunigiana, l'imagination de Corsini voyait les Piémontais intriguer sur la frontière. Lorsque Casati monta au pouvoir, l'influence de Gioberti fit envoyer son vieil antagoniste philosophique Rosmini dans le but de rouvrir des négociations avec Rome (juillet). Rosmini fut chargé d'offrir au pape, en échange de son adhésion à la Ligue, de grandes libertés, telles que jamais l'Église n'en avait eues en Piémont, et qui atteignaient presque celles du plan de « l'Église libre » de Cavour de treize ans plus tard ; le gouvernement toscan avait déjà offert, en été, d'abroger les lois « Léopoldines » qui liaient l'Église. C'était pour Pie un cadeau important, et, de même qu'auparavant, il accueillit favorablement des propositions qui le débarrasseraient des questions de paix et de guerre. Il avait déjà promis à Gioberti que, si Charles-Albert était victorieux, il le couronnerait roi de l'Italie septentrionale ; et, malgré l'encyclique, malgré ses suspicions touchant l'ambition piémontaise, il était à ce moment encore suffisamment bon Italien pour désirer voir l'Autriche expulsée, autant qu'on ne pourrait, lui, l'accuser d'avoir déclaré la

1. Bianchi, *op. cit.*, VI, 6. Voir vol. II.

guerre à un État catholique. A la fois Rome et Florence étaient prêtes à signer un plan suivant lequel, non seulement une armée fédérale aurait été assurée, mais aussi une ligue douanière et une législation commune. Mais Pinelli avait succédé à Casati, et il reprit les vieilles traditions d'isolement piémontais. Il insista pour la conclusion d'une convention militaire comme prélude de tout traité plus complet. Il craignait peut-être que la Diète de la Ligue ne se prononçât contre la guerre ; il peut avoir prévu obscurément que cela sauvegarderait le Pouvoir Temporel et arrêterait indéfiniment la marche en avant du Piémont. Rossi, aussi, était maintenant au pouvoir à Rome, et il était peu porté vers un plan qui avait en lui quelque chose d'un caractère populaire et qui, en excluant Naples, devait laisser au Piémont une position prédominante dans la Diète[1]. Et, tout fascinant, cependant, que fût à cette époque sombre le plan d'une Fédération italienne, il devait contenir les germes d'une chute éventuelle. Quelle que soit la part due à l'obstination de Pinelli et de Rossi dans l'insuccès des négociations, rien ne pouvait réconcilier d'une façon permanente les aspirations contraires du Piémont et de Rome. Le bénéfice immédiat, il est vrai, aurait pu en être grand ; si la Ligue avait été constituée, la guerre nationale du printemps prochain aurait pu avoir un autre résultat ; il n'y aurait pas eu de république ni de réaction à Florence, ni non plus d'occupation française à Rome. Les constitutions auraient été sauvegardées en Toscane, dans les États de l'Église, peut-être à Naples. Mais la Diète Fédérale serait inévitablement devenue tôt ou tard un champ de batailles pour la prépondérance entre Naples et le Piémont ; l'un ou l'autre aurait cherché l'appui des Unitaires, et la lutte pour réduire le Pouvoir Temporel à l'état de symbole aurait été plus acharnée. Il est difficile de croire que l'histoire ultérieure de l'Italie en eût été heureuse, mais son Unité put en être retardée. Et les hommes d'État de Turin, tout égoïste et étroite qu'apparût leur politique, aidèrent ainsi, et peut-être pas inconsciemment, à l'avenir de l'Italie, bien plus que tous les efforts bien intentionnés des hommes qui cherchaient à créer la Ligue.

1. Bianchi, *op. cit.*, VI, 5-15 ; Farini, *op. cit.*, II, 372-382 ; Cantù, *Cronistoria*, II, 1128-1132 ; Cordova, *Discorsi*, I, 78 ; Gioberti, *Rinnovamento*, I, 356-361, 548 ; Capponi, *Scritti*, II, 82-91, 182-198 ; Id., *Lettere*, III, 251.

Mais, à ce moment, Pinelli et Rossi semblaient jouer un rôle factieux, et une section des démocrates les moins extrêmes, avec Mamiani et Gioberti (toujours cependant dans l'opposition) à leur tête, espérèrent réparer cette faute en forçant les gouvernements à entrer dans une alliance qui recueillerait des forces pour la guerre et sauvegarderait les constitutions chancelantes à Rome et à Naples. Mais le « Congrès fédératif » qu'ils organisèrent à Turin (10 octobre) était trop académique et trop dépourvu de caractère hardi pour réunir les radicaux, ou bien activer l'allure des gouvernements. Les démocrates toscans, qui étaient maintenant au pouvoir, revinrent au projet de Montanelli d'une Constituante italienne. Sa conception procédait de la Constituante française de 1789[1]. C'était un projet nébuleux et protéen qui pouvait, suivant l'occasion, être diminué jusqu'à ne plus signifier grand'chose de plus que la Ligue, ou agrandi jusqu'en une expression du peuple souverain, aussi démocratique que son prototype. Il apparut généralement, sous son dernier aspect, et tel qu'il avait été formulé par Montanelli, signifier une Assemblée siégeant à Rome et élue par le suffrage universel de tous les Etats libres de l'Italie. Jusqu'à ce que les Autrichiens fussent expulsés, son unique tâche était de préparer la guerre ; mais, la guerre une fois terminée, elle déciderait de l'avenir politique du pays, et, implicitement, pourrait choisir entre la monarchie et la république, entre l'unité et le fédéralisme. Théoriquement, elle était inattaquable au point de vue démocratique ; sa mise en pratique était plus douteuse. Montanelli, en fait, pouvait produire des arguments d'utilité immédiate, car seule la pression puissante des forces populaires pouvait faire mettre en ligne le Piémont et Naples, la Toscane et Rome, et ces forces nécessitaient un centre plus démocratique et plus vigoureux qu'une Diète de commissaires. Mais il oublia que les démocrates étaient pour le moment trop faibles et trop désorganisés pour imposer leur volonté aux gouvernements sauf peut-être en ce qui concerne la Toscane et Rome ; que la démocratie piémontaise se souciait peu de l'Unité, et que les princes regardaient comme trop suspecte une Constituante omnipotente pour y entrer, excepté sous une pression irrésistible. Montanelli, en effet, semble n'avoir eu en vue qu'un

1. Il y a 1793 dans le texte, *N. du Tr.*

puissant gouvernement fédéral, avec une large autonomie pour chaque Etat le composant ; mais il n'existait rien qui empêchât la Constituante de devenir républicaine et unitaire, et Ferdinand et Charles-Albert sentirent que, y accéder, serait ratifier la destruction de leurs trônes.

Les difficultés du projet devinrent apparentes aussitôt que Montanelli fit des ouvertures en vue d'une action commune. Peut-être Guerrazzi et lui-même furent-ils à un moment donné disposés à gagner le Piémont et Naples au moyen d'une division en trois des États de l'Église. Mais le Piémont refusa de subordonner à toute organisation extérieure ou supérieure sa liberté d'action, soit au sujet d'un royaume de l'Italie du Nord, soit en ce qui touchait la guerre ; il préférait que les autres États, fût-ce sous une Ligue, une Constituante ou autrement, prissent peu part à la lutte et lui laissassent monopoliser les fruits de la victoire. Il était toujours en querelle mesquine avec la Toscane au sujet de la frontière de la Lunigiana, et Montanelli jouait un rôle indigne en empêchant la Lombardie de venir à lui sous la médiation anglo-française [1]. Pinelli répondit qu'« il fallait pour le moment penser à la guerre et non à des Constituantes », et Gioberti, après que les négociations se furent traînées péniblement pendant quelques mois, fit une contre-proposition d'alliance simple, sur des bases que la Toscane ne put accepter. Montanelli reconnut probablement de suite combien il était peu possible de gagner le Piémont à son projet ; et, tout en négociant et en discutant avec Gioberti, il avait travaillé en vue d'une Constituante qui serait élue en même temps par la Toscane et Rome, de suite et sans attendre les autres États. Guerrazzi et lui-même avaient tous deux l'espoir que les deux pays pourraient se fondre en un puissant État central d'un patriotisme moins égoïste que celui du Piémont ou de Naples.

Il trouva les Romains prêts à prendre ses ouvertures en considération. Tandis que le Piémont était toujours profondément monarchiste et que les éléments modérés et démocratiques y étaient également balancés, à Rome, de même qu'en

1. Bianchi, *op. cit.*, V, 366 ; Gemelli, *Sicilia*, 84 ; Guerrazzi, *Appendice*, 102.

Toscane, les modérés étaient anéantis et les démocrates triomphaient. La fuite du Pape avait frappé l'État de paralysie, et Rome, sans pouvoir exécutif puissant ou respecté pour réprimer les perpétuels éléments de désordre, marchait inévitablement vers la République, comme la seule alternative à opposer à l'anarchie. Mais, en premier lieu, et malgré le précédent de la captivité napoléonienne, Rome, sans Pape, semblait épouvantable ; l'exode des riches, l'absence de cérémonial pontifical ôtaient à la ville tout son orgueil et remplissaient les habitants d'un vague malaise et d'alarmes. Le peuple était apathique. Lorsqu'au mois de décembre, Garibaldi arriva, il fut mal accueilli ; une partie de la garde civique était prête à se déclarer pour le Pape s'il voulait garantir la Constitution ; mais il existait une section déterminée, opposée à tout compromis ; la presse radicale, la police, une grande partie de la garde civique étaient de son côté, et leur propagande persévérante, aidée par le triomphe des réactionnaires à Gaète, imprégna graduellement le peuple d'un nouvel esprit d'indépendance et de défiance. Il valait mieux, pensait-il avec Sterbini, que Rome fût la capitale de l'Italie plutôt que celle du catholicisme. Dans les clubs, les agents de Montanelli et de Garibaldi manifestaient vigoureusement en vue d'une déposition formelle du Pape. Il régnait le même ordre et la même bonne humeur que d'habitude, et, malgré la détresse, il se commettait moins de crimes. Mais cela provenait de la nouvelle gloire et du nouvel orgueil de la liberté ; Ventura trouva des auditeurs bienveillants, lorsque, parlant des libéraux qui étaient tombés dans les rues de Vienne, il attaqua la monarchie absolue au nom de l'Évangile. Quelque peu craintive, mais fermement résolue, la ville allait vers l'avenir, si étrange, si plein d'espoirs, d'une Rome du Peuple.

La Chambre et le gouvernement reflétaient ce changement. Tout d'abord les députés, sans se laisser décourager par les rebuffades brutales d'Antonelli, avaient fait de leur mieux pour transiger avec le Pape. Le véritable leader de la Chambre était Mamiani. Bien qu'il insistât, alors comme auparavant, pour la séparation des pouvoirs temporel et spirituel, il n'aurait pris parti pour aucun projet tendant à détruire l'autorité du Pape. Les leaders de l'opposition, Sterbini et Carlo Bonaparte, bien que dépourvus des qualités d'hommes d'État, étaient des patriotes et non des « extrêmistes ». La Chambre

elle-même était un « Parlement-Croupion [1] », sans confiance en elle-même et sans crédit dans le pays. La Junta provisoire n'était qu'un bouche-trou, la résistance passive des fonctionnaires et des prêtres paralysait le pouvoir exécutif, et il devenait chaque jour plus évident qu'il fallait à tout prix former un gouvernement puissant. L'horizon, en effet, était noir; les partisans du Pape n'attendaient qu'une occasion pour se révolter; l'Autriche était menaçante sur le nord, et déjà les Romains ne savaient plus s'ils devaient considérer la France comme une amie ou une ennemie. Il était nécessaire de mettre fin à l'incertitude. Il était peu possible que l'agitation pût être calmée avant que l'avenir politique ne fût déterminé ; et la Romagne, voyant que Charles-Albert n'encourageait pas l'annexion au Piémont, réclamait bruyamment un gouvernement qui apaiserait le pays et le protégerait contre les cléricaux et les Autrichiens. Une conférence de clubs romagnolais se déclara pour l'élection par le suffrage universel d'une Assemblée Constituante romaine qui déciderait de l'avenir dé l'État. Les démocrates portèrent cette revendication à Rome ; la Junta se prononça en faveur du projet, et lorsque la Chambre sembla disposée à voter contre, elle prononça la dissolution du peu regretté « Parlement-Croupion » (26 décembre) Mamiani démissionna, et un nouveau ministère fut formé sous le prélat démocrate Muzzarelli. Sans attendre la Constituante, le nouveau cabinet entreprit un grand programme de réformes. Le décret de Mamiani sur le gouvernement local, qui accordait aux communes de très grandes libertés, devint une loi. Les droits de transmission furent abolis, le code civil réformé, l'impôt sur la mouture rappelé. Le calme fut maintenu à Rome par l'emploi d'un grand nombre de personnes aux travaux publics. L'institution d'un tribunal militaire, pour juger les cas de haute trahison, montra que le gouvernement se rendait compte, tout au moins en partie, des dangers qui l'environnaient. Il devait faire face à la perspective imminente d'une guerre civile. Depuis la scission de leurs députés, les modérés de la Romagne n'avaient jamais accepté de bon cœur le gouvernement romain ; ils désiraient revenir à la situation de l'été, maintenir la Constitu-

1. Rump-Parliament, terme de mépris donné aux débris du Long-Parlement, qui fut réuni en 1659, après la renonciation de Richard Cromwell au protectorat. (*N. du Tr.*)

tion et le programme national, sans les derniers développements démocratiques. Lorsque leur projet de faire venir le Pape à Bologne eut échoué, les esprits les plus sensés du parti acceptèrent la situation et se préparèrent à agir comme une influence modératrice dans les limites de la Constitution. Mais il y avait dans les rangs modérés des tendances fatales. Le désappointement et l'impopularité les irritèrent, et le sentiment désagréable de voir que, bien que libéraux, ils étaient du côté de la réaction, déséquilibra leur jugement politique. Il s'y trouva des têtes chaudes qui ne voulurent pas temporiser, et Zucchi, défiant le gouvernement, tenta d'emmener avec lui à Gaète la garnison de Bologne. Mais moins de cent hommes le suivirent au delà de la frontière ; et lorsque Latour, le commandant des troupes suisses, essaya d'imiter son exemple, il s'aperçut qu'il devrait se frayer un chemin au travers des régiments fidèles ; plutôt que de provoquer la guerre civile, il licencia ses troupes.

Les élections, qui eurent lieu en janvier, montrèrent combien les modérés avaient peu de partisans. Bien que le Pape eût excommunié par anticipation à la fois les électeurs et les élus et que les modérés les plus rigoureux se fussent retirés de la lutte, les votants se montèrent à près de la moitié du nombre des inscrits sur les registres hâtivement constitués[1]. Les élections eurent lieu avec un ordre parfait, et, si une légère pression fut exercée, peut-être, pour faire voter les fonctionnaires, aucune intimidation n'eut lieu. Les députés élus provenaient presque exclusivement des classes agricoles et professionnelles ; tous, sauf Mazzini, Garibaldi et cinq autres, étaient natifs des États romains. Ils se réunirent le 5 février et discutèrent immédiatement la question constitutionnelle. On ignorait complètement pour quelle forme de gouvernement ils se prononceraient ; très peu d'entre eux avaient été élus avec un programme républicain [2] ; le ministère était toujours prêt à rappeler le Pape, s'il voulait congédier Antonelli et garantir la Constitution [3]. Mamiani était opposé à la République, à la fois pour des raisons constitutionnelles et parce

1. Les estimations varient considérablement : Rusconi, *Republica*, I, 68, 74 ; Beghelli, *Republica*, I, 127, 253 ; II, 120 ; Correspondence Rome, 2 ; Pasolini, *Memorie*, 122 ; Spada, *Rivoluzione*, III, 103, 111.

2. Beghelli, *op. cit.*, I, 155 ; Gabussi, *op. cit.*, II, 333.

3. Correspondence-Rome, 1.

qu'elle apportait de nouvelles difficultés dans la voie de la fédération, tandis que Montanelli usait de son influence pour prévenir toute décision qui anticiperait sur le vote de la nation entière. Il semblait exister peu d'enthousiasme en Italie pour une République ; la Toscane était indécise, le Piémont était monarchiste, Venise et la Sicile se défiaient de l'alliance romaine, et la réaction royaliste semblait triomphante en Europe. Mais les enthousiastes espéraient que la proclamation de la République sur le Capitole causerait parmi toute l'Italie un frémissement qui soulèverait la nation en un effort suprême et renverserait les autres trônes. Beaucoup de personnes qui n'étaient pas, en principe, des républicains, furent prêtes à voter pour la République, par haine du pouvoir temporel. Et, en fait, devant le refus du Pape de transiger, il n'y avait pas d'alternative entre elle et l'anarchie. Quatre jours après la réunion de l'Assemblée, la République fut proclamée par 120 voix sur 142 membres. La Chambre déclara le pouvoir temporel aboli, mais offrit au Pape des garanties pour l'exercice de ses prérogatives spirituelles.

La politique toscane obéissait inévitablement aux impulsions de Rome. Mais bien que le gouvernement fût encore plus faible à Florence, et les éléments de désordre plus puissants, il ne régna pour un moment aucun désir impérieux de précipiter le changement. Le ministère Montanelli-Guerrazzi avait été, en général, accepté. Les meilleurs d'entre les modérés, qui désiraient, par-dessus tout, le calme, et applaudissaient à la nouvelle vigueur manifestée par le gouvernement, étaient disposés à lui accorder un grand crédit. Le ministère tenta de louvoyer entre les partis extrêmes; il avait un programme pratique : restaurer le crédit financier, remanier l'armée et la garde civique, purifier l'administration discréditée et maintenir l'ordre public. Guerrazzi tenta de créer une police, de supprimer les mendiants effrontés et de réprimer les volontaires tumultueux et importuns. Mais les difficultés étaient très grandes. Les modérés les plus factieux essayèrent d'embarrasser le gouvernement en se démettant de leurs fonctions; supposant que le tempérament toscan ne glisserait jamais à la violence, ils pensèrent qu'ils pouvaient en toute sécurité abandonner le mi-

nistère à son naufrage graduel. Les autorités locales étaient apathiques, la garde civique peu sûre. Le travail faisait défaut, et Guerrazzi tenta en vain d'y remédier en organisant des travaux publics. Les mendiants infestaient les chemins ; il y eut à Lucca des luttes de faction contre faction ; les districts d'Empoli et d'Arezzo furent troublés par d'incessantes petites émeutes. A Florence, les démocrates les plus avancés, en protestation contre le suffrage restreint, brisèrent les urnes lors des nouvelles élections (20 novembre), et les factions rivales brûlèrent réciproquement leurs presses. Guerrazzi, de plus en plus irrité contre le désordre, essaya sérieusement de punir les émeutiers, et inonda de télégrammes les autorités récalcitrantes. Mais il ne possédait aucunes forces derrière lui, et le gouvernement avait, en lui-même, peu de cohésion. Malgré son bon début, il offensa bientôt, plus ou moins, chaque parti. Les démocrates le considérèrent comme traître à ses déclarations ; les modérés s'appuyèrent sur la continuation du désordre pour justifier leurs soupçons. Guerrazzi, tout énergique et industrieux qu'il fût, alla par moments jusqu'à presque désespérer, et songea à donner sa démission.

A ce moment (10 janvier 1849) l'Assemblée se réunit avec une majorité, diminuée mais suffisante, de modérés. Le discours du trône promit une Constituante pour la Toscane ; mais, onze jours plus tard, on apprit que le parlement qui était sur le point de se réunir à Rome, avait été proclamé Constituante pour toute l'Italie. Les démocrates nationalistes y virent le germe d'un parlement italien et l'occasion, en tout cas, d'unir en un seul État la Toscane et Rome. Ils savaient d'ailleurs que les députés romains leur donneraient une majorité démocratique qu'ils ne pouvaient espérer chez eux. Ils demandèrent que la Toscane envoyât des représentants à Rome et, bon gré, mal gré, le gouvernement suivit le courant. Guerrazzi, avec l'aide du frère du ministre anglais, triompha de la vive répugnance du Grand-Duc ; les modérés affectèrent d'applaudir à cette idée ; l'Assemblée, très perplexe au sujet de la portée réelle de la question et intimidée peut-être, fut facilement persuadée à voter pour elle ; se mettant à couvert derrière l'approbation du Grand-Duc, le Sénat acquiesça avec effusion. Mais le repentir de Léopold fut rapide. Bien que n'ayant qu'un faible penchant pour l'abnégation, il

était cependant disposé à soumettre sa propre couronne au vote de la Constituante, mais par contre se refusait à prendre part à un plan qui prétendait disposer du trône temporel du Pape. Pour échapper à la pression de l'opinion florentine, et se donner le temps d'avoir des nouvelles du Pape, il ajourna la signature de la loi, et, le 31 janvier, sous un prétexte frivole, il partit de Florence pour Sienne. Toutefois, il se défendit encore de toute intention de se séparer de ses ministres, et, lorsque Montanelli le suivit, il manifesta sa satisfaction à leur égard et son intention de revenir. Mais le jour de l'arrivée de Montanelli à Sienne (5 février), il reçut une lettre du Pape insistant pour qu'il quittât le pays ; Radetzky avait promis qu'à cette condition, il « accourrait à son secours aussitôt qu'il aurait dompté les démagogues du Piémont ». Deux jours plus tard, il s'enfuit brusquement au petit port de Santo Stefano à la frontière méridionale de l'État, déclarant à ses « bons Toscans » qu'il s'était enfui afin de n'avoir pas à consentir à une loi qui pouvait attirer sur leurs têtes l'excommunication. La nouvelle fut connue à Florence le lendemain (8 février). Une foule amassée à la Loggia d'Orcagna vota des résolutions déclarant Léopold déchu du trône, et fit un énergique appel à l'Assemblée qui siégeait au Palazzo Vecchio pour qu'elle nommât un gouvernement provisoire. Les députés craignirent des violences de la part de la foule, et les modérés considérèrent que c'était là le seul moyen de retarder une proclamation immédiate de la République. Conduites par Capponi et Ricasoli, les deux Chambres, par un vote unanime, confièrent à Guerrazzi, Montanelli et Mazzini la mission de former un gouvernement provisoire.

Le triumvirat n'était évidemment qu'un expédient temporaire. Les démocrates avaient voté en sa faveur comme étant un pas vers la République, et les modérés comme étant le seul moyen de l'éviter. La même ambiguïté apparut dans la façon d'agir du gouvernement lui-même. Guerrazzi télégraphia à Livourne que Léopold était déposé ; mais des lois votées quelques jours plus tard remirent à la Constituante l'avenir entier du pays. Les circulaires du gouvernement furent publiées, parfois au nom de la République toscane, d'autres fois au nom du gouvernement provisoire. Des émissaires furent envoyés dans les provinces pour enrôler des volontaires et coopérer avec les clubs ; et Guerrazzi ordonna une expédition contre la Ma-

remma, où, suivant son expression théâtrale, « Léopold d'Autriche était en train de créer une Vendée »[1]. Mais les 600 soldats qu'il fit venir de Livourne devaient probablement servir autant à intimider les clubs qu'à tenir en respect les loyalistes. Et, si peu disposé qu'ait pu être Guerrazzi à se compromettre, sa main puissante préserva le pays, en tout cas, de la guerre civile. Les démocrates, dans les villes, furent indignés de la fuite du Grand-Duc et tourmentés d'une frénésie de suspicion par les manifestations loyalistes à Sienne ; presque partout, les armoiries grand-ducales furent démolies ; et Mazzini, qui venait de débarquer à Livourne, dissuada difficilement la ville de proclamer la République de son propre chef. D'autre part, la présence du Grand-Duc à San Stefano encourageait les loyalistes et tous les éléments de désordre qui s'abritaient sous son nom. Des ouvriers et des charretiers, que les chemins de fer avaient privés de leurs occupations, incendièrent la station d'Empoli ; les paysans des alentours de Florence tentèrent de pénétrer dans la ville et durent être repoussés par la force. C'est l'honneur de Guerrazzi d'avoir, au milieu des troubles de cette époque, sauvé la Toscane de la guerre civile.

Le danger grandissait. Dans la Lunigiana, de Laugier, agissant probablement d'accord avec Léopold et les Piémontais, défia le Triumvirat au nom du Grand-Duc. La nouvelle de sa défection mit, à Florence, le feu aux poudres. Mazzini organisa un nouveau grand meeting à la Loggia d'Orcagna (18 février), et la foule manifesta bruyamment en faveur de la République et de l'union avec Rome. Au nom du gouvernement provisoire, et bien qu'il eût de violentes discussions avec Mazzini, Guerrazzi accepta la République, et, par un subterfuge caractéristique, se ménagea une échappatoire, en posant comme condition que les Florentins devraient immédiatement trouver 2 000 hommes armés[2]. Le lendemain, une note des triumvirs parla de « la République revenant chez elle après 318 ans », et sa proclamation formelle ne fut différée que sur les instances de Peruzzi, le gonfalonier de la ville. Cependant, le Grand-Duc était à San Stefano, anéanti

1. Guerrazzi, *Apologia*, 359, 365, 398 ; Corsi e Menichetti, *Collezione*, 484-485, 492, 507 ; Pigli, *Risposta*, 198-199, 202, 230-233 ; Beghelli, *op. cit.*, I, 194 ; La Cecilia, *Cenno*, 174.

2. Guerrazzi, *op. cit.*, 241, 413 ; Romanelli, *Memorie*, 97.

par pure lâcheté, douloureusement perplexe de savoir s'il devait se rejeter sur l'appui du Piémont, ou abjurer la cause nationale et retourner, comme un pénitent, vers le bercail des Habsbourg. Tout d'abord il protesta qu'il était loin de sa pensée de quitter l'État ; il accepta avec une gratitude démonstrative les offres d'appui de Gioberti, et discuta des plans pour l'entrée des troupes piémontaises. Mais la coterie de Gaète tendait autour de lui ses toiles ; le Pape et Ferdinand lui envoyèrent de pressants messages pour qu'il laissât là le Piémont et prît la fuite pour Naples[1]. Leurs lettres le décidèrent ; quelques jours plus tard, il fit voile pour Gaète (21 février). Pendant ce temps, le mouvement de de Laugier échoua misérablement ; il ne trouva aucun appui chez les habitants, ses hommes se dispersèrent et, avant que Guerrazzi ne se fût approché de lui avec une troupe de volontaires et de réguliers, il s'enfuit, au delà de la frontière, en Piémont. La Toscane tout entière, bon gré, mal gré, accepta le gouvernement provisoire.

1. Bosio, *Villamarina*, 102-117 ; Gennarelli, *Sventure*, II, 22.

CHAPITRE XVI

NOVARE

Décembre 1848-mars 1849

Le Piémont sous Gioberti ; l'opposition démocratique ; Gioberti et la Toscane ; il démissionne. Les Autrichiens en Lombardie. L'Italie et la guerre ; la fièvre de la guerre en Piémont. L'armistice dénoncé ; La Cava ; Mortara ; Novare ; Charles-Albert abdique.

Cependant le Piémont se tenait, dans une attitude presque hostile, à l'écart du mouvement républicain de l'Italie centrale. L'opinion publique, même parmi certains démocrates, était anxieuse de voir le pays se séparer du nouvel état de choses régnant à Florence et à Rome. Les libéraux pensaient, non sans raison, que les Toscans et les Romains négligeaient la cause nationale pour leurs théories politiques. Avec une pure mesquinerie piémontaise, ils ne pouvaient se rendre compte des conditions différentes des États du centre, ni voir combien d'aspirations nobles se trouvaient dans le mouvement républicain. Leur leader n'avait jamais été, de cœur, un démocrate, et son changement d'attitude à l'égard de la Constituante faisait partie de l'évolution graduelle vers le conservatisme qui marqua sa politique depuis le moment où il prit le pouvoir. Après sa mission vagabonde de l'été, Gioberti s'était fixé à Turin pour y faire de la politique. C'était toujours l'ecclésiastique imposant et poseur, arrogant envers ses amis, mordant et déloyal envers ses rivaux, qui ne dédaignait pas de jouer au démagogue si cela servait ses fins. Sa loquacité et sa versatilité, son véritable amour des polémiques, son érudition désordonnée, se réfléchirent dans sa carrière publique. C'était un opportuniste de principe, et il avait la force et la faiblesse

de l'opportuniste. Il considérait que, dans les conditions dans lesquelles se trouvait l'Italie, il lui fallait de la discipline autant que de la liberté ; que la monarchie tenait la campagne au Piémont ; qu'une agitation républicaine ne faisait que diviser le pays en face de l'ennemi. Ce fut son mérite, en tout cas, d'avoir été le premier homme d'État piémontais du siècle qui s'occupât sérieusement de la condition du peuple. Il n'était pas socialiste, mais sympathisait avec les socialistes dans leurs attaques contre l'économie politique orthodoxe ; et le programme du ministère « démocratique » promit de s'occuper spécialement des problèmes concernant la « classe laborieuse et la moins fortunée », de développer l'instruction et de protéger les pauvres — sans doute par des lois sur le travail. Mais, tout profond penseur qu'ait pu être à certains égards Gioberti, il avait le manque de foi de l'opportuniste. Se couvrant de l'axiome qu'il était inutile de faire des réformes au delà de la capacité et des habitudes des masses, il ne fit rien pour mettre en évidence l'enthousiasme et le patriotisme latents qui les auraient élevées au niveau d'un plan supérieur. Vain, égoïste, controversiste d'instinct, il gaspilla son énorme prestige, et contribua autant qu'il le put à faire sombrer le patriotisme de la guerre dans une lutte factieuse de parti.

Ses théories politiques s'étaient radicalement modifiées depuis le moment où il avait écrit son *Primato* ; l'encyclique l'avait convaincu qu'une régénération nationale ne pourrait jamais venir de la papauté, et il avait appris à considérer le Piémont comme le seul sauveur. Mais il avait perdu confiance en l'expansion piémontaise qu'il avait à moitié empêchée pendant l'été ; son expérience du vif sentiment anti-albertiste régnant dans l'Italie centrale l'avait convaincu que la Fédération était le seul pas momentanément possible vers la consolidation du pays. Mais la même théorie de nationalité qui interdisait à l'Étranger d'intervenir dans les affaires temporelles de la papauté ou de surveiller les destinées de l'Italie, permettait à chaque État italien d'intervenir dans les affaires de ses voisins. C'était la fonction spéciale du Piémont d'agir comme une influence médiatrice entre partis rivaux dans les autres États, et, si nécessaire, d'intervenir par les armes[1]. Une Assemblée

1. Gioberti, *Rinnovamento*, I, 315, 548.

constituante, mais basée sur de tout autres données que celles de Montanelli, devait diriger les forces de la nation et maintenir les États la composant de front dans leurs réformes. « Gioberti serait un grand homme, écrivait Cavour, s'il avait du bon sens » et, seul un pédant pouvait rêver que la république — de fait, sinon de nom — à Rome et la réaction à Naples, pouvaient être amenées à un compromis pacifique.

Sa popularité commença bientôt à décliner. Gioberti avouait, dans l'intimité, qu'il appelait son gouvernement « démocratique », simplement « pour faire une concession à l'esprit du moment »[1] ; ses critiques l'accusaient d'avoir une démocratie surtout nominale, et se rendirent clairement compte que le pouvoir faisait vite du premier ministre un conservateur. Les nouvelles élections en janvier furent très vivement disputées. La Savoie élut un vigoureux bataillon d'ultra-conservateurs, mais partout ailleurs les modérés furent battus. La majeure partie de la majorité démocratique se composait d'hommes nouveaux, petits avocats de province, réfugiés lombards, prêtres radicaux, impatients de reprendre la guerre à la première occasion et prêts à se ranger sous Gioberti. Mais un refroidissement se produisit bientôt; le premier ministre déclara brusquement qu'il ne prendrait point part à la Constituante romaine et envoya à la Junta des dépêches menaçantes; ses relations avec la Toscane furent plus que tendues, et les démocrates d'esprit large, malgré leur antipathie envers la politique de l'Italie centrale, virent avec épouvante l'abîme s'agrandir entre elle et le Piémont. Gioberti prit l'attitude de l'opportunisme le plus borné. L'Unité était impossible; de plus grandes réformes auraient été dangereuses, le pays avait assez à faire pour consolider le gouvernement constitutionnel et la fédération. Il n'en protesta pas moins vigoureusement contre les excès du gouvernement autrichien en Lombardie et son retard à envoyer des représentants à la conférence stérile qui devait se réunir à Bruxelles. Ce fut son attitude sur la question de la Constituante qui marqua sa rupture définitive avec les démocrates. Il n'y adhérerait jamais, déclara-t-il, car, le faire, pourrait aliéner les princes et le Pape; et sa rupture avec la République romaine détruisit tout espoir d'alliance avec

1. Id., *Operette*, I, 164.

l'Italie centrale. Les démocrates lui devinrent maintenant franchement hostiles, spécialement à Gênes; la ville était fidèle au roi, mais elle était profondément démocratique et troublée, et, au cours de l'été passé, elle avait été trois fois au bord de la guerre civile. Gioberti l'avait apaisée en montant au pouvoir, mais maintenant elle se joignait avec empressement à la révolte contre ses nouvelles tendances. Le gouvernement releva le défi ; le général La Marmora, qui faisait partie du cabinet, répudia publiquement toute sympathie avec les démocrates, bien que cet aveu lui coûtât son portefeuille ; le ministère forma illégalement un club à Gênes, et par un expédient incorrect, fit expulser Brofferio de la Chambre. Mais Gioberti, tout pervers et dénué de tact qu'il fût, était un patriote, et sa théorie de l'intervention piémontaise avait pour but de calmer les dissensions intérieures de l'Italie avant que la guerre n'éclatât. Si le Grand-Duc pouvait être réinstallé par les armes piémontaises, toute la puissance de la Toscane, pensait-il, se concentrerait sur la guerre, et sa frontière constituerait une base très utile pour opérer contre le flanc des Autrichiens. Dans ce but, il était prêt à fouler aux pieds les sentiments des Toscans et à en appeler, contre eux, aux « lois naturelles de la nationalité ». A l'insu du roi et probablement de ses collègues, il écrivit au Grand-Duc, lui offrant de le remettre, par la force des armes, en possession de son trône. Obtînt-il l'assentiment momentané du cabinet ? ses collègues le démentirent plus tard [1]; en tout cas, ils repoussèrent vite ce plan. Gioberti en appela au roi, mais Charles-Albert, soit par scrupules constitutionnels, ou parce qu'il pensait que ce plan nuirait à la guerre, fut heureux de se débarrasser d'un ministre qu'il avait toujoursdéteste ; et Gioberti, après s'être désespérément cramponné au pouvoir, se vit dans l'obligation de donner sa démission (21 février).

La politique erratique et la chute de Gioberti furent les conséquences naturelles d'une obstination qui ne pouvait se terminer que par la guerre. Un gouvernement stable était impossible en Piémont, car la présence des Autrichiens en Lombardie maintenait l'excitation à un degré fébrile. Tandis que François de Modène lui-même gouvernait avec modération

1. Gioberti, *Rinnovamento*, I, 578-587 ; Id., *Operette*, I, 239 ; Tavallini, *Lanza*, I, 75-76 ; Correspondence-Italy, IV, 141.

et, pour le moment, avec quelque apparence de libéralisme, les Autrichiens semblaient résolus à irriter la résignation passée du sentiment national. Après la nouvelle conquête du pays, en août, le mécontentement en Lombardie devint plus grand et plus profond que jamais. Des milliers de Lombards avaient émigré en Piémont ou en Suisse; ceux qui restaient, engagés dans une lutte silencieuse contre les autorités, et même, à une seule exception près, les Congrégations provinciales, refusèrent d'envoyer des députés à la Diète impériale qui allait se réunir à Vienne. Les fortes garnisons maintenaient une apparence d'ordre; mais les généraux, qui constituaient le véritable gouvernement, savaient sur quel volcan ils vivaient, tout en espérant intimider les Lombards par la terreur. Radetzky destitua tranquillement les gouverneurs civils et suspendit la Constitution promise. Des impôts s'accumulèrent pour entretenir l'armée d'occupation, et le pays fut amené à sentir qu'il était sous l'étreinte d'une impitoyable force militaire. Toute personne trouvée à Milan en possession d'armes était passible de la peine de mort, et sous régime sauvage des hommes furent fusillés sans pitié ou subirent la bastonnade. Le commerce était presque suspendu, et bien que beaucoup de réfugiés revinssent, on ne voyait guère d'autres passants dans les rues de Milan que des soldats et des mendiants. Le plan favori de Radetzky consistait à signaler les riches pour un châtiment quelconque, et à essayer de gagner les masses en les enrôlant dans le pillage des propriétés. Afin de terrifier ou d'exaspérer l'aristocratie milanaise il frappa d'une amende de 20 millions de lire, deux cents de ses membres principaux, et, les amendes n'étant pas payées, séquestra beaucoup de leurs immeubles et biens. Mais il ne réussit qu'à affoler toutes les classes à la fois; et bien que leur apparent abandon les décourageât, et que tout semblât calme à la surface, il n'existait, par toute la Lombardie, qu'une résolution unique : se soulever à la première occasion que leur fourniraient leurs frères italiens.

Dans toute l'Italie régnait le même désir passionné de mettre fin à jamais à la domination autrichienne. Nobles et plébéiens, modérés et démocrates, tous étaient exaspérés de la tyrannie brutale de Radetzky. Mais la confiance et la conformité de sentiments de 1848 n'étaient plus. Le souvenir de la défaite récente, l'écroulement de toute cette superbe confiance,

le sentiment présent de la puissance autrichienne, faisaient reculer l'homme timide et patienter l'homme prudent. Les divisions profondes de classes et de partis qui s'étaient manifestées pendant l'hiver, paralysèrent beaucoup des énergies qui auraient pu agir contre les Autrichiens. La lutte cosmopolite entre riches et pauvres, entre les privilèges et la démocratie, tendait toujours à reléguer au second plan la lutte nationale contre l'Autriche. Les démocrates affaiblissaient leur patriotisme par leur manque d'énergie et de capacité ; des différences, moitié réelles, moitié fictives, leur rendaient difficile de coopérer avec les modérés. Et, bien que la grande majorité de la nation fût sincèrement nationale comme l'année précédente, elle ne donnait plus le moindre élan à la cause de l'indépendance. Les jalousies des différents États, les craintes au sujet d'une expansion piémontaise, l'aliénation de l'Église empêchaient les forces nationales de se masser. Les longues négociations en vue d'une Ligue n'avaient abouti à rien ; la Constituante n'avait même pas réussi à unir la Toscane à Rome ; depuis l'insuccès des négociations de Rossi au cours de l'automne, Naples s'était tenue complètement à l'écart. La Sicile était plus soucieuse de sa propre autonomie que de l'Unité italienne ; Venise était absorbée par ses propres difficultés et se méfiait également du Piémont et de la Constituante. Il existait en Piémont une forte inclination à négliger les alliances des autres États ; la droite n'était pas disposée à avoir les moindres rapports avec les démocraties de l'Italie centrale, et la gauche elle-même craignait la flétrissure de relations démocratiques. Lorsque Rome, tout absorbée qu'elle fût par ses problèmes personnels, promit de mettre 15 000 hommes sous les ordres de Charles-Albert, le gouvernement piémontais, par son esprit d'isolement, repoussa l'alliance[1], et n'informa de l'approche des hostilités pas plus Rome que la Sicile ou Venise. Donc, à l'exception d'une diversion quelconque que pouvait faire Venise et de la conspiration qui étendait ses réseaux par toute la Lombardie, le Piémont ne pouvait compter, pour la guerre prochaine, sur aucun concours italien.

Il n'avait aucun espoir de concours, non plus, de la part de

1. Farini, *Stato romano*, III, 147 ; Planat de la Faye, *Documents*, II, 163 ; Rusconi, *Republica*, I, 141.

l'Étranger. Louis Napoléon désirait combattre aux côtés du Piémont, mais ne pouvait trouver un seul ministre qui l'appuyât. Bastide et Palmerston étaient tous deux irrités du refus du Piémont de transiger avec Vienne, et même lorsque l'Autriche refusa net de céder un pouce de territoire, on lui fit comprendre qu'il ne devait plus compter que sur la faible sympathie des puissances occidentales pour ce qu'elles considéraient comme une « chimère incommode »[1]. Il devint clair que le Piémont devrait affronter seul le grand Empire, et il montra le profond courage qui l'inspirait, en ne chancelant jamais dans son dessein de recommencer la guerre, une fois que tout espoir de paix honorable fut perdu. Sauf le remplacement du général Chiodo par Gioberti, le cabinet demeura ; mais cette démission contribua à précipiter la lutte, car elle renversa la dernière barrière qui retenait le parti de la guerre à la Chambre. Rattazzi le représentait dans le ministère dont il était l'esprit directeur ; tout à fait en dehors du parti démocratique qu'il dirigeait, il existait un groupe nombreux de conservateurs attendant avec impatience une lutte finale. La vengeance de Radetzky sur les nobles milanais avait exaspéré la colère de l'aristocratie, et le conservatisme tardif de Gioberti avait beaucoup contribué à la réconcilier avec le nouvel ordre constitutionnel. Ceux qui s'épouvantaient des modifications sociales qui les menaçaient à l'intérieur pensaient que la guerre seule pouvait donner au gouvernement la force de leur tenir tête. Le roi était impatient de sortir d'une situation intolérable et brûlait de recouvrer honneur et prestige dans une nouvelle campagne. Le succès, croyait-il, avait été décrété par le ciel, et son enthousiasme patriotique l'avait réconcilié avec les démocrates qui, en tous cas, partageaient plus pleinement ses espoirs pour l'Italie. « Mieux vaut le bonnet phrygien, disait-il, que s'humilier devant l'Autriche ». Gênes brûlait de fièvre guerrière ; Nice était aussi italienne de sentiment que le Piémont. Seuls dans la Chambre les députés de la Savoie se séparaient avec ostentation de l'espérance d'une nationalité italienne.

Et, même en Piémont, la passion universelle qui avait soulevé le pays un an auparavant ne régnait plus. Beaucoup

1. Bonfadini, *Arese*, 95-102 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 356, 376-384 ; Correspondence-Italy, IV, 55, 91 ; Bastide, *République française*, 109, 113, 120.

de personnes qui auraient accueilli les hostilités avec joie sous d'autres auspices, n'avaient aucune confiance dans les démocrates qui étaient au pouvoir, ni dans leur capacité à préparer une campagne. Les prêtres qui, comme un seul homme, avaient suivi la défection du Pape, agissaient sur les paysans ainsi que sur les pauvres de certaines villes ; des intrigues réactionnaires, et peut-être démocratiques, avaient été à l'œuvre parmi les troupes[1]. L'armée était supérieure en nombre à celle de l'été, et, en outre des garnisons, il y avait 80 000 hommes sous les armes. Mais, moralement et physiquement elle lui était inférieure ; la discipline était mauvaise ; des régiments entiers étaient composés de nouvelles recrues ou d'hommes mariés, tous impatients de retourner chez eux. Cependant, malgré ces désavantages, l'armée conservait sa vieille ténacité, son affection vive pour l'honneur national ; même les régiments savoyards n'avaient rien perdu de leur fidélité envers le roi, et, avec un chef habile, l'armée était toujours capable d'actes grands et héroïques[2]. Mais il fallait que, de nouveau, sa bravoure fût gâtée par un mauvais commandement. Les blâmes exagérés de la dernière campagne avaient rendu impossible pour le roi ainsi que pour aucun des généraux de ce moment de prendre le commandement, et, après un insuccès pour se procurer un général français, le gouvernement, presque à défaut d'une autre alternative, arrêta son choix sur l'officier polonais Chrzanowsky[3] qui avait combattu sous divers drapeaux et dont l'honneur militaire et la fidélité envers le libéralisme étaient également flétris.

L'armistice fut dénoncé le 12 mars, et, suivant ses termes, les hostilités devaient recommencer le huitième jour. Les troupes de Chrzanowsky furent éparpillées le long de la ligne du Tessin, d'Oleggio au Pô, tandis que la division de La Marmora franchissait la passe de Cisa à Sarzana pour répandre la révolution dans les duchés. Le corps principal se tenait entre Novare et Mortara[4]. Chrzanowsky avait le choix de ses mouvements ; il pouvait tout risquer sur une attaque

1. Gabussi, *Memorie*, III, 241 ; Minghetti, *Ricordi*, II, 71.
2. La Marmora pensait qu'il y avait de bonnes chances de succès. Cavour, *Nouvelles lettres*, 264 ; Bonfadini, *op. cit.*, 97.
3. Prononcer Chanofski.
4. Voir la carte du vol. II, Ch. XXVII.

contre Milan ; il pouvait, plus prudemment, s'avancer au Sud du Pô, soulever les duchés, et prendre les Autrichiens par le flanc, ou bien il pouvait s'établir dans une position fortement retranchée et attendre l'ennemi. Il ne suivit absolument aucun plan. La clef de sa position était La Cava, en face de Pavie, au confluent du Tessin et du Pô, et qui commandait la route de Pavie à Alexandrie ; mais il la confia à la faible et incertaine division de Ramorino, le scélérat du complot de 1833, devenu maintenant par une étrange ironie le héros des démocrates. Le 20, lorsque l'armistice fut terminé, Chrzanowsky semble avoir à moitié projeté une attaque de Buffalora sur Milan, et Charles-Albert franchit le fleuve à la tête de ses troupes et marcha sur Magenta. Mais, tandis que les Piémontais gaspillaient leurs forces en mouvements irrésolus et divisés, Radetzky préparait un coup puissant. Laissant Milan avec une faible garnison, il avait rassemblé 75 000 hommes à Pavie et, dans la soirée du 20, commença à franchir le Tessin. Ramorino avait comme instruction de tenir La Cava en force, et, si l'ennemi tentait de passer, de lui résister aussi longtemps que possible. Mais, en mépris délibéré de ces ordres, il avait laissé la plupart de ses hommes sur la rive droite du Pô, et les quelques Lombards qui restaient à La Cava ne purent faire qu'un semblant de résistance. Son insouciante désobéissance permit à Radetzky de marcher sur le corps principal piémontais avant qu'il fût préparé. Son aile droite entra en contact avec lui le lendemain (21 mars) à Sforzesca, à l'est de Mortara. Les Piémontais étaient inférieurs en nombre, mais même les nouvelles recrues combattirent bravement, et les Autrichiens n'évitèrent une déroute que parce que leurs vainqueurs étaient trop affamés et trop exténués pour les poursuivre. Mais au cours de la même soirée, la droite piémontaise subit un revers terrible à Mortara. Tard dans l'après-midi, d'Aspre attaqua la brigade de Giovanni Durando devant la ville. Les hommes de Durando montrèrent peu du courage des vainqueurs de Sforzesca, et une heure de combat fut suffisante pour briser leurs lignes ; les Italiens et les Autrichiens entrèrent dans la ville pêle-mêle. La bataille continua dans les rues jusqu'après la tombée de la nuit, et 1 700 Piémontais furent cernés et se rendirent. Même à ce moment, il était encore temps de sauver la situation ; la réserve n'était qu'à trois kilomètres de là, et il y avait à Sforzesca 30 000 hommes

exaltés par la victoire. Chrzanowsky désira se jeter sur le flanc de d'Aspre, et sa supériorité numérique aurait rendu sa victoire presque certaine[1], mais il en fut sottement dissuadé, et les Autrichiens furent laissés tranquillement en possession des positions qu'ils avaient conquises. La retraite devint alors inévitable et Chrzanowsky décida de se replier vers le Nord et d'offrir la bataille devant Novare. Devant la ville aux souvenirs sinistres de 1821, il forma les 50 000 hommes de troupes qui lui restaient en ordre de bataille le 23 au matin. Radetzky l'avait poursuivi avec prudence, ignorant si les Piémontais s'étaient repliés sur Vercelli ou Novare. Mais d'Aspre, qui commandait l'avant-garde, enorgueilli par sa victoire à Mortara et pensant qu'il n'avait devant lui qu'une division, précipita l'attaque avant la nuit. Il n'avait avec lui que 20 000 hommes, et cependant il prit et perdit quatre fois la clef de la position à la Bicocca ; succombant sous le nombre et sans renforts, il se trouva lui-même serré de très près[2]. Les ducs royaux se préparaient à faire une charge finale et victorieuse lorsque Chrzanowsky, par un acte de suprême imbécillité, arrêta leur marche ; la victoire que leur avait offerte la témérité de d'Aspre leur fut arrachée d'entre les mains. Il fut bientôt trop tard. A trois heures les renforts de l'ennemi commencèrent à affluer. Les Piémontais mouraient de faim, leur aile gauche était exténuée par le long combat qu'elle avait soutenu ; mais ils résistèrent bravement à des forces de plus en plus supérieures, et ce ne fut que lorsqu'une nouvelle division d'ennemis entra en ligne à 5 heures et demie, qu'ils désespérèrent. Le roi qui, pendant toute la journée, avait été au plus chaud de la bataille, qui, s'il avait eu l'énergie de résister à Chrzanowsky, aurait pu assurer la victoire que ses fils avaient presque gagnée, chercha alors la mort. Mais il avait maintenant à vider la coupe jusqu'à la lie. « Même la mort, dit-il, n'a pas voulu de moi » ; il vit ses soldats affamés empêchés à grand'-peine de mettre la ville à sac, et ce fut à la nuit qu'il subit la dernière humiliation, lorsque ses généraux refusèrent de continuer la lutte[3] et qu'il se trouva dans l'obligation de demander un armistice. Au moment où Radetzky posa des conditions

1. Dino, *Souvenirs*, 314 ; Ufficiale Piemontese, *Memorie*, 393.
2. Schœnhals, *Campagnes*, 358.
3. Cibrario, *Missione*, 82.

que sa fierté ne pouvait accepter, il abdiqua, ainsi qu'il en avait toujours eu l'intention en cas de défaite, traversa les lignes autrichiennes sous un déguisement, allant vers un exil solitaire et une mort prématurée. Sa carrière longue et tortueuse se terminait par une noble chute. L'absolutiste froidement rusé, le traître de 1821, le tyran de 1833, le général étourdi de 1848, furent tous oubliés. Et l'amour de son pays en fit le martyr de la guerre nationale, le roi patriote qui risqua sa couronne et sa vie pour une grande espérance italienne, le démocrate royal qui marcha sur les préjugés de toute une vie, pour rallier son pays en vue d'une aventure née sous une mauvaise étoile, mais, glorieuse !

CHAPITRE XVII

NAPLES ET LA SICILE

Février 1848-mai 1849

Naples : le ministère Bozzelli ; la révolte en Calabre ; l'opposition parlementaire ; la réaction ôte le masque ; Ferdinand à Gaète ; dissolution du Parlement. Sicile : l'indépendance sicilienne ; négociations avec Naples ; la forfaiture du trône ; royalistes et républicains ; la Sicile et l'Italie ; le duc de Gênes est élu roi ; le bombardement de Messine ; la réaction commence ; la garde nationale ; l'ultimatum de Gaète ; la guerre ; la dernière bataille à Palerme.

Naples, cependant, s'était, pendant l'année écoulée, tenue complètement à l'écart du mouvement national. Cariati, le chef nominal du ministère qui prit le pouvoir après la contre-révolution, était un homme bien intentionné, mais extrêmement faible, et Bozzelli resta tout-puissant dans le cabinet. Il affectait de gouverner entre la camarilla et le parlement ; mais son premier but était de conserver, à tout prix, le pouvoir, qui l'avait élevé de la pauvreté à une richesse fastueuse, et satisfaisait l'opinion pédantesque qu'il avait de sa valeur comme homme d'État. Moitié à cause de cela, moitié parce que sa vanité l'aveuglait, il joua à gouverner, alors qu'il était, en réalité, l'instrument du roi. Non point qu'on laissât à la camarilla les mains libres. Le pays était trop irrité pour qu'on le lanternât trop ; et, tandis que l'armée de Charles-Albert était victorieuse dans le nord, une réaction ouverte était impossible. Le roi protesta à nouveau de sa fidélité à la Constitution, et bien que la Chambre fût dissoute avant de se réunir, de nouvelles élections furent ordonnées. Il ne régna aucune tyrannie [1], bien que l'esprit du gouvernement eût changé. La presse fut laissée tout à fait libre ; mais

1. Correspondence-Italy, II, 596.

les jésuites revinrent, l'antique police réapparut, les réunions publiques furent interdites. Il devint évident que c'était le manque de courage et non point de volonté qui empêchait le gouvernement de prendre des mesures extrêmes.

Le pays avait été pris par surprise le 15 mai, et la plus grande partie des habitants étaient trop troublés pour agir. Irrités comme ils l'étaient des événements de Naples et du rappel de Pepe, ils restaient encore inclinés à croire au serment du roi, et savaient bien qu'aussi longtemps que Charles-Albert resterait invaincu, la Cour n'oserait pas rapporter la Constitution. Mais il y eut dans quelques districts un mouvement plus impatient. Les provinces méridionales étaient pratiquement indépendantes de Naples, et là ainsi que dans les Abruzzes, une insurrection se prépara, qui, si elle avait été sagement dirigée, aurait pu anticiper 1860. Mais le manque d'armes, ou de mutuelles suspicions, empêchèrent les provinces d'engager une action commune ; et le comité insurrectionnel de Potenza gaspilla ses chances jusqu'à ce que le mouvement eût perdu sa flamme[1]. La Calabre fut laissée seule pour brandir l'étendard de la révolte. L'insurrection y commença avec de belles perspectives ; des milliers de personnes se joignirent à l'armée insurgée, et des fonctionnaires de tous grades y adhérèrent. La diminution des crimes, la promptitude à payer les impôts, montrèrent avec quelle unanimité le pays acceptait le gouvernement révolutionnaire. Mais le soulèvement avait besoin d'un Garibaldi. Il n'y eut pas d'énergie directrice pour maîtriser les suspicions et les jalousies qui se manifestèrent bientôt. Le contingent de 600 hommes envoyé par les Siciliens refusa de marcher avec les Calabrais. Ferdinand lança 8 000 hommes sur la province, et leurs atrocités eurent tôt fait d'intimider les habitants. L'automne commençait, et les paysans désiraient être chez eux pour faire la moisson. Si bravement que combattirent certains Calabrais, le mauvais commandement rendit impossible toute défense effective. Le général Nunziante dévasta la misérable province, poussa les paysans loyalistes à piller les propriétés des libéraux, et envoya les chefs prisonniers languir dans les donjons de Gaète jusqu'en 1860 (juillet).

1. La Cava, *Basilicata*, 1, 15-20 ; d'Ayala, *Memorie*, 144-145 ; Tivaroni, *Dominio austriaco*, III, 217-220.

Cependant les nouvelles élections avaient eu lieu (15 juin). Bien que le suffrage eût été de nouveau restreint, les libéraux furent triomphalement réélus presque partout et la nouvelle Chambre était pratiquement composée des mêmes hommes que l'ancienne. Les journaux, qui avaient suspendu leur publication après le 15 mai, repartirent avec plus de sagesse et plus de retenue. Naples réfléchissait le sentiment morne et irrité du pays; aucun patriote ne fumait, les théâtres et les cafés étaient désertés; les officiers étaient rigoureusement frappés d'ostracisme. Il y avait également des commencements d'une conspiration plus hardie. Quelques hommes, en avance de dix ans sur leur époque, rêvaient d'unir le Sud au Nord sous la Maison de Savoie. Ils avaient déjà proclamé Charles-Albert roi d'Italie ; ils formaient maintenant la Société Secrète de l'Italie Unie, pour renverser les Bourbons et lui offrir Naples; il y a quelque raison de penser que le gouvernement de Turin ne fut pas tout à fait sourd à leurs ouvertures [1]. Mais le Parlement renouvela sa faiblesse du printemps. Les pairs soutinrent énergiquement le gouvernement; beaucoup de députés s'effrayèrent à l'idée de voter contre lui ; la majorité, spécialement Poério et sa suite étaient impatients d'en arriver à un arrangement avec le roi et offrirent de soutenir le ministère s'il envoyait des troupes à la guerre. Ils répudièrent le soulèvement Calabrais et fermèrent tacitement les yeux sur les visées du roi de reconquérir la Sicile. Leur empressement à transiger fut perdu; Bozzelli témoigna son mépris en s'absentant soigneusement de la Chambre, et les adresses au roi ne reçurent pas de réponse. Le gouvernement n'osa pas encore la dissoudre, mais il n'autorisa aucune nouvelle élection pour les nombreux sièges vacants, et, lorsque la catastrophe de Custozza lui donna à nouveau le courage d'attaquer la Sicile, il prorogea le Parlement jusqu'à la veille du bombardement de Messine. Afin de prévenir toute résistance de la part de la bourgeoisie, des agents de la police fomentèrent à Santa Lucia une manifestation contre la Chambre, et lorsque, exaspérés, les ouvriers de Montecalvario rencontrèrent la foule et la mirent en déroute (5 septembre), cette bagarre donna à la cour son excuse.

1. La Farina, *Epistolario*, I, 317; Nisco, *Ferdinando II*, 199-200; Leopardi, *Narrazioni*, 350.

La camarilla put ôter le masque, maintenant que la victoire des Autrichiens semblait annoncer le triomphe de la réaction. Tandis que Bozzelli faisait toujours profession d'être libéral, il était, qu'il le voulût ou non, le soutien de la camarilla. La garde nationale de la capitale fut réduite au point de n'être plus qu'un fragment; les intendants et préfets libéraux furent persécutés ou révoqués et le tribunal fut « purgé » jusqu'à ce qu'il devînt l'humble instrument de la police. L'armée devint de plus en plus indomptable au point que la vie de chaque citoyen fut à la merci d'un officier forcené quelconque, des hommes furent frappés et tués dans les rues par des soldats. Pour un moment, l'influence de Rossi sur le ministère arrêta la réaction, mais sa mort renversa le dernier obstacle. Ferdinand, fier d'avoir maîtrisé la révolution et salué comme « le premier à restaurer l'ordre en Europe » fit de Gaète le refuge des princes dont la faiblesse et la crédulité étaient responsables, pensait-il, du bref triomphe du libéralisme ; il espérait, de Gaète, en préparer la ruine dans l'Italie centrale. Mais il était disposé pour le moment à permettre à la Constitution de survivre nominalement, et il continua d'autoriser ses agents à protester de son immuable fidélité [1]. Il savait que l'état d'esprit du pays, si docile qu'il pût être, pourrait redevenir dangereux, s'il faisait trop sentir sa main. Les Napolitains avaient plus d'une fois fait des menaces, et lorsque, à l'instigation de Rossi, des élections complémentaires furent ordonnées pour les sièges vacants (novembre), neuf circonscriptions sur dix réélurent des libéraux. Les ministres pensèrent qu'il était prudent de temporiser, et bien que les impôts fussent levés sans le consentement du Parlement, les Chambres furent convoquées pour le mois de février. Le Parlement était disposé à voter une indemnité, à consentir, en fait, à presque tout, si le roi voulait révoquer Bozzelli. Mais ils luttaient là pour une cause sans espoir ; tout braves, honnêtes, éloquents qu'ils fussent, rien qu'une victoire piémontaise ne pouvait maintenant les sauver. Le gouvernement, qui avait déjà rompu toutes relations avec Turin et Florence, en escompta la probabilité, et fit du commencement des hostilités dans le Nord le signal de l'action. Le 13 mars, il rappela le ministre autrichien, recommença les hostilités

1. Correspondence-Naples, 633.

avec la Sicile et prononça la dissolution du Parlement. Quand arrivèrent les nouvelles de Novare, Bozzelli et la camarilla surent qu'ils avaient les mains libres. La plupart des députés furent arrêtés ou prirent la fuite; la presse fut attaquée, les écoles fermées, les jésuites soutenus avec ostentation. Pour un moment, la honteuse retraite des forces romaines à Velletri [1] effraya la Cour, et, si l'occasion avait été mise à profit, les libéraux auraient pu de nouveau relever la tête et peut-être même renverser le gouvernement. Mais ce ne fut qu'une lueur momentanée. Les officiers qui prirent la fuite à Velletri, étaient maîtres du gouvernement. Bozzelli avait été la dupe de la camarilla, et, une fois devenu inutile, il fut révoqué ignominieusement. Naples revint au franc absolutisme et aux brutalités de la domination militaire.

Tandis que Naples tombait dans la servitude que méritait son manque de courage, la Sicile avait eu son drame plus noble de farouche patriotisme, de résistance héroïque, de courage qui ne tomba que lorsque tout espoir fut perdu ; elle avait eu plus que sa part de bévues, le même manque de science du gouvernement, la même incapacité à oublier ses divisions, et, enfin, la même lâcheté d'une fraction des classes possédantes, qui avaient contribué à perdre la cause populaire dans les autres États. Tout d'abord, aucune province d'Italie ne sembla avoir un avenir plus assuré. Il paraissait improbable que Naples tentât jamais de la reconquérir. L'Angleterre, la France, la Russie rivalisaient à la couvrir de leur protection. La Sicile était le seul État italien ayant un passé constitutionnel pouvant lui servir de base ; les éléments de réaction n'existaient pour ainsi dire pas, car la question de l'indépendance noyait toutes les autres, et, dans leur ardeur à conserver l'île libre, nobles et hauts-ecclésiastiques, jésuites et jurisconsultes, marchands et paysans, n'étaient qu'un.

Mais, les Napolitains ne voyaient là que la pure obstination d'une faction. Il existait à Naples peu de sympathie envers la situation, du reste incomprise, de la Sicile, aussi bien parmi les royalistes que parmi les modérés ou les démocrates. Il fut facile pour le ministère, dont les membres étaient personnellement peu sympathiques au mouvement national, de

1. Voir chapitre suivant. Ce fut à cette occasion que Ferdinand nomma Ignace de Loyola maréchal de camp.

justifier le refus des demandes de la Sicile, comme nécessaire à la cause italienne. Ils avaient, il est vrai, demandé à Minto de négocier un compromis (12 février 1848) et offert un parlement séparé pour les affaires purement siciliennes ; mais ils se refusèrent fermement à donner la Constitution de 1812, ou même à prendre en considération les conditions raisonnables auxquelles les Siciliens auraient abandonné leur cher palladium[1]. Le premier cabinet constitutionnel tomba (2 mars) et ses successeurs furent prêts à reconnaître pratiquement la Constitution de 1812. Mais cette concession venait trop tard. Les nouvelles de la Révolution française étaient parvenues en Sicile et enflammèrent les espérances du peuple ; il se dit que, même à ce moment, il n'existait aucune garantie que l'armée napolitaine ne pût être envoyée pour l'écraser. Il ne pouvait plus se tenir satisfait, même de la vieille charte, et, bien qu'il acceptât encore la souveraineté nominale des Bourbons, il demanda des stipulations qui auraient réduit à une ombre cette autorité. Lorsque les Napolitains repoussèrent les nouvelles propositions, le parlement de Palerme déclara solennellement que les Bourbons étaient déchus de la couronne de Sicile (13 avril) ; et les quelques scrupules qui avaient pu exister parmi ses membres furent étouffés sous l'enthousiasme, les menaces peut-être, de la grande majorité du peuple. Ruggiero Settimo, qui fut nommé président, en attendant l'élection d'un roi, personnifiait l'unité du pays ; son âge, son passé honorable qui rappelaient les luttes de 1812 et 1820, son libéralisme progressif toujours prêt à sacrifier ses propres préjugés, le plaçaient au-dessus de toute attaque.

Mais, derrière l'unanimité que réunissait la question de l'indépendance, des divisions inévitables se produisirent. Le ministère et la majorité du parlement, que composaient principalement des avocats, des hommes de lettres et une petite quantité de nobles, désiraient une monarchie constitutionnelle basée sur un libéralisme large, mais n'allant pas jusqu'à une complète démocratie ; ils prirent un intérêt peu actif à la politique italienne, et comptèrent sur les sympathies de l'Angleterre et de la France pour les protéger contre une attaque des Bourbons. Mais il existait au parlement une forte minorité dont les sympathies étaient républicaines, bien qu'elle se

1. Correspondence-Naples, 80-189.

rendît compte des difficultés pratiques d'une république, et ne fît aucune tentative pour résister au courant qui amena un vote unanime pour l'élection comme roi d'un prince italien. Elle s'intéressait plus vivement que la majorité à la question italienne, très désireuse de secourir les Libéraux de Naples et l'armée du Nord, et impatiente par-dessus tout de voir se constituer une armée puissante qui rendrait l'île indépendante de tout appui anglais ou français. Elle avait d'abondantes munitions pour attaquer le ministère. On s'était peu préoccupé de lever une armée; il n'existait aucune police; la paix de l'île était menacée par des bandes de forçats que les Napolitains avaient mis en liberté avant leur départ, et les *squadre*[1] criminels que Palerme, fidèle à ses traditions, avait employés pour soutenir la Révolution, attendaient leur part de butin. Déjà la découverte de cadavres dans les donjons de la police[2] leur avait fourni un prétexte pour massacrer tout *sbirro* dont ils purent s'emparer. Il y avait eu un brigandage parfaitement organisé autour de Palerme, des désordres préparés à Catane et à Marsala; et bien que les dangers de l'anarchie fussent probablement exagérés, les Siciliens pouvaient craindre une répétition des horreurs de 1820.

Mais tout disparut devant la question de l'élection d'un roi. Le vote deforfaiture avait stipulé qu'un prince italien serait élu au trône dès que la Constitution de 1812 aurait été réformée. Tout rendait urgente une solution rapide. L'incertitude provenant d'un interrègne empêchait le rétablissement de l'ordre. L'Angleterre et la France ne voulaient pas reconnaître le nouveau gouvernement avant qu'un roi n'eût été choisi. Avant tout, il fallait que la Sicile résolût ses affaires personnelles afin d'entrer dans la Ligue italienne comme un Etat indépendant. Jusqu'alors elle avait été l'unique solution de continuité de la chaîne qui liait les nationaux de toute la péninsule. La lutte avec Naples avait empêché ses habitants d'entrer en ligne avec les Libéraux de l'intérieur; la Constitution de 1812 semblait être le triomphe de l'autonomie sicilienne, un pas en arrière du mouvement qui jusqu'alors avait si bravement progressé, pour la consolidation de l'Italie.

1. Voir chapitre II, *Les Carbonari.*
2. Mortillaro, *Légendes*, 289; La Masa, *Documenti*, I, 168.

La haine traditionnelle de Naples flambait, aussi sauvage que jamais ; les Siciliens insistaient sur ce point que, sans un parlement séparé, des garanties constitutionnelles restaient sans valeur, que leurs députés, de même que les députés de l'Irlande, seraient une petite minorité impuissante dans une Chambre unie. Ils protestaient toutefois que leur antagonisme envers Naples ne signifiait pas antagonisme envers l'Italie, qu'ils désiraient avoir Naples « comme sœur et non comme maîtresse », qu'ils étaient impatients de prendre leur place dans une Ligue italienne. Néanmoins, les Libéraux du continent savaient que le sentiment d'une nationalité plus étendue avait à peine atteint les masses de l'île, et qu'aussi bien parmi les nobles que parmi la foule, il existait un parti puissant chez lequel la vieille passion traditionnelle d'indépendance noyait tout sentiment italien. Il y eut peut-être, à un moment donné, un danger réel de voir la Sicile tenter de devenir État indépendant sous le protectorat anglais [1].

Rien ne pouvait être mieux calculé pour contrebalancer ces tendances que la nomination d'un roi. Aussitôt son choix fait, la Sicile serait probablement reconnue par chaque État italien, Naples excepté, et mise, inévitablement, en relations plus étroites avec eux. Il n'y avait que deux candidats sérieux, le duc de Gênes et un fils mineur du Grand-Duc. Léopold était prêt à accepter la couronne pour son fils, et il avait l'appui de la France et de tous ceux qui craignaient que la puissance grandissante du Piémont ne menaçât l'indépendance des autres États [2]. Mais la faible domination d'un mineur avait son danger ; et, en outre du patronage quelque peu tiède dont l'Angleterre favorisait le prince piémontais, son élection comportait l'appui de l'armée jusqu'alors invaincue de Charles-Albert. La question mijota pendant les mois de mai et juin, tandis que la réforme de la Constitution s'effectuait lentement avec de grandes modifications démocratiques. Le droit de suffrage de tous les hommes majeurs instruits remplaça l'ancien système basé sur la fortune ; les lois foncières furent modifiées malgré la résistance des pairs, et leur Chambre fut rendue élective, bien que les évêques conservassent leurs

1. Ricciardi, *Cenni*, 82 ; Correspondence-Naples, 80, 116. Palmerston refusa de prêter l'oreille à quoi que ce fût de ce genre ; Ib., 81.

2. D'Ancona, *Amari*, I, 250-255 ; Correspondence-Naples, 331-335 ; La Farina, *Istoria*, I, 236 ; Bianchi, *Diplomazia*, V, 212 ; Gemelli, *Sicilia*, 76.

sièges ; la couronne n'eut plus qu'un veto suspensif et ses prérogatives furent annulées [1]. Mais, tandis que le Parlement continuait ses longs débats constitutionnels, le public devint impatient de voir un roi élu, et la renommée guerrière du duc de Gênes et les avantages apparents qu'il y avait à avoir un chef énergique et militaire, le rendirent seul candidat. La déclaration formelle du gouvernement anglais de reconnaître l'indépendance de la Sicile aussitôt qu'il serait élu, précipita la solution de la question [2]. La garde nationale menaça d'employer la force si l'on tardait davantage ; et la Chambre, toujours susceptible, en l'absence de partis organisés, d'être gouvernée par l'opinion publique du moment, régla hâtivement, en une nuit, les autres clauses de la Constitution et, par un vote unanime des deux Chambres, le duc fut nommé roi (10 juillet). De nouveau, dans la joie et l'enthousiasme du peuple, toutes craintes pour l'avenir disparurent ; le doute, si le duc accepterait le trône, le danger d'une invasion de la part de Naples, furent également oubliés. La Sicile respira librement dans la conviction qu'elle s'était à jamais affranchie des Bourbons exécrés, et qu'elle avait remis son sort entre les mains d'une race plus noble.

Mais le premier enthousiasme fut bientôt obscurci. Le gouvernement avait peu fait pour mettre l'île en état de défense. L'opinion publique ne voulait pas permettre que des officiers ayant porté l'uniforme des Bourbons continuassent à servir, et les difficultés d'organiser une armée étaient assez grandes en elles-mêmes pour effrayer même un gouvernement plus énergique. Le duc de Gênes ajourna sa réponse, et le ministère, affaibli pour n'avoir pas su s'assurer son consentement, se retira (août). Torrearsa, qui forma le nouveau cabinet, était un noble conservateur, mais ses collègues étaient plus démocrates que les ministres précédents, et l'on comptait parmi eux La Farina et Cordova, deux des hommes les plus capables que possédât la Sicile.

Le nouveau ministère avait besoin d'hommes énergiques. Il y avait trois semaines à peine qu'il avait pris le pouvoir

1. La constitution dans la Correspondence-Naples, 452-460 ; on prévoyait la rétribution facultative des membres : La Farina, *op. cit.*, I, 221.

2. La Masa, *Documenti*, I, 286 ; La Farina, *op. cit.*, I, 233 ; Correspondence-Naples, 344-345, 349 ; Walpole, Russell, II, 50. Plusieurs membres du cabinet anglais étaient disposés à protéger la Sicile par les armes.

lorsque se produisit une attaque de Naples. Les victoires siciliennes du mois de janvier n'avaient laissé aux Napolitains que la seule citadelle de Messine, et, pendant l'été, les troubles à l'intérieur avaient trop occupé Ferdinand pour qu'il pût tenter de regagner le terrain perdu. Mais, après l'écroulement du soulèvement calabrais, la défaite des Piémontais, et la sécurité croissante du parti réactionnaire à Naples, il résolut de porter un nouveau coup à l'île. Sous le commandement de Filangieri, le fils du fameux homme d'État, une forte expédition fut préparée en grand secret, et le 31 août, la flotte quitta Naples, tandis que 10 000 hommes se rassemblaient sur les rivages de la Calabre. Les Siciliens ne pouvaient leur opposer que 6 000 hommes, jeunes recrues ou *squadre* à moitié criminels de Palerme, ou bien gardes nationaux indisciplinés de Messine. Les Napolitains, commandant la mer, amenèrent de grands renforts dans la citadelle (12 septembre), et, pendant cinq jours, leurs batteries firent pleuvoir sur la malheureuse ville un déluge de feu. Le matin du 6 septembre, Filangieri, à la tête d'une forte troupe, débarqua au sud de la ville, et, ayant renvoyé ses bateaux, donna à ses hommes à choisir entre la victoire et la mort. Mais ce ne fut que lentement et péniblement qu'ils purent vaincre la résistance désespérée des Siciliens, et si ceux-ci n'avaient pas été ainsi accablés par le nombre, l'ennemi aurait dû, au moins temporairement, battre en retraite. Mais bien que les Napolitains continuassent à expédier sans cesse de nouvelles troupes, que les batteries siciliennes fussent réduites au silence et les *squadre* de Palerme dispersés dans les montagnes, la courageuse défense ne faiblit jamais. Les moines et les prêtres combattirent à côté des laïques ; des femmes et des enfants se jetèrent au plus fort des mêlées. Mais l'ennemi continuait à avancer, et, avec ses progrès, Messine ressentit sa féroce vengeance. Des rues aux maisons incendiées marquèrent la marche des troupes royales ; des femmes furent violées et assassinées dans les églises, des enfants coupés en morceaux, des vieillards égorgés dans leur lit. Les autels furent dépouillés de leurs vases sacrés, et les objets engagés par les pauvres furent volés aux Monts de Piété. Enfin le 7 à midi, Messine capitula, à peine assez tôt pour échapper à une destruction totale. Les deux tiers de la ville et tous ses faubourgs étaient en ruines, et les longues lignes de débris fu-

mants témoignant de la hideuse sauvagerie des soldats de Filangieri, firent donner le nom de *Bomba* au barbare couronné d'après les ordres de qui la seconde ville de Sicile avait été bombardée de gaieté de cœur [1].

Mais les horreurs de Messine ne réussirent pas à décourager les Siciliens, et l'île, exaspérée, jura de résister aux assassins jusqu'à la mort. Un armistice imposé par les amiraux français et anglais pour mettre un frein aux barbaries (11 septembre), donna au pays le temps de respirer. Les Messinois, méprisant les tièdes efforts de Ferdinand en vue d'une réconciliation, mirent en pièces les promesses de réformes de Filangieri, et payèrent leurs impôts au gouvernement de Palerme. Le Parlement prit l'engagement solennel de ne jamais transiger avec l'ennemi ; la conscription fut décrétée, et une tentative fut faite pour s'assurer les services de Garibaldi. Cordova fit voter pour la vente des propriétés nationales et ecclésiastiques un grand plan qui, s'il eût été exécuté, aurait révolutionné le système foncier de la Sicile, et grâce auquel le « découvreur de trésors » qui pouvait prétendre à un rang élevé comme révolutionnaire financier, aurait rempli les coffres de l'État, tout en abolissant les impôts. Mais Cordova ne put sauver le gouvernement des difficultés qui s'amoncelaient autour de lui. La situation générale de l'île était certainement bien meilleure, et excepté quelques agitations agraires et le brigandage chronique des environs de Palerme, la paix n'était pas sérieusement troublée. Les *squadre* avaient été très purifiés; le commerce était en progrès; les impôts étaient payés régulièrement, les tribunaux reprenaient leur fonctionnement ordinaire. L'armée, le peuple de la capitale, et peut-être la plus grande partie de l'opinion au dehors de Palerme, soutenaient le ministère. Mais les forces de la réaction se rassemblaient lentement. Les réformes financières de Cordova avaient provoqué l'hostilité

1. Correspondence-Naples, 491-492, 501-503, 546, 554, 591-592 ; La Farina, *op. cit.*, I, 356 ; Nisco, *op. cit.*, 224 ; Ulloa, *Fatti di Messina* ; Hervey-Saint-Denis, *Histoire*, 318 ; Villari, *Cospirazioni*, 94-96 ; Hausard, *Debates*, CII, 212 Suivant le capitaine Robb (Correspondence-Naples, 503-513), le bombardement fut continué huit heures encore après que la défense eut cessé ; mais ceci n'est pas confirmé par d'autres autorités qui parlent de la résistance désespérée du 7 au matin ; Robb fut probablement trompé par le silence des batteries siciliennes. Il se produisit aussi, sans doute, quelques atrocités de la part des habitants de Messine. Villari, *op. cit.*, 64, 70.

des agents corrompus du fisc; sa loi foncière lui avait aliéné le haut clergé et les grands fermiers, qui étaient en danger de se voir évincés par de nouveaux propriétaires. Ses négociations à Paris pour un emprunt échouèrent, et il fut contraint, à grand regret, de proposer un emprunt forcé, ce qui irrita les capitalistes. Le duc de Gênes, après avoir joué quelque temps avec l'offre qu'on lui avait faite de la couronne, la refusa finalement, lorsqu'il vit que l'Angleterre n'en répondrait pas, et la Sicile sembla plus que jamais séparée du mouvement national. Les pairs entravaient la législation; la Chambre des députés gaspillait son temps, et un fort parti du centre était en train de se former, avec des hommes qui partageaient la haine générale des Bourbons, mais s'effrayaient de la guerre et des sacrifices d'une révolution. La garde nationale de la capitale, commandée par des nobles, et presque exclusivement composée de petits boutiquiers, avait été investie et d'un pouvoir légal, indépendant en partie du pouvoir exécutif, et même d'un certain contrôle sur l'armée. Présumant trop de sa situation, elle tenta d'étendre son contrôle jusque sur le gouvernement lui-même, et bien que son plan audacieux fût déjoué, elle força Cordova, et quelques semaines plus tard le reste du ministère à démissionner (janvier-février 1849).

Son triomphe marqua la ruine de la cause sicilienne. Le nouveau ministère, bien qu'il proclamât sa résolution de défendre l'indépendance de l'île, se composait principalement de candidats de la faction victorieuse. La lutte définitive avec Naples devint rapidement inévitable. Depuis le moment où les amiraux français et anglais avaient imposé l'armistice, Palmerston, tout en approvisionnant secrètement d'armes les Siciliens, s'était employé, de concert avec le gouvernement français, à conclure la paix sur la base d'une autonomie complète pour la Sicile, sous la suzeraineté nominale de la couronne napolitaine [1]. Mais bien que Ferdinand fût tout d'abord disposé à admettre un Parlement et une administration séparés, il refusa de consentir à une armée distincte, et exigea que quelques-unes au moins des forteresses siciliennes fus-

1. Correspondence-Naples. 516-528; La Farina, *op. cit.*, II, 175-179; d'Ancona, *op. cit.*, I, 292, 297; Walpole, *op. cit.*, II, 51; Greville, *Memoires*, VI, 278. De même le ministère Grafton envoya secrètement des armes à Paoli en 1768.

sent pourvues de garnisons napolitaines. Tout compromis était en fait impossible. Bien que Palmerston eût renoncé à soutenir l'indépendance sicilienne et que le gouvernement français devînt de moins en moins amical, les Siciliens furent unanimes à repousser même l'apparence d'une souveraineté des Bourbons. Ferdinand, de son côté, avait résolu de ne point offrir de nouvelles concessions et de reconquérir l'île. Vers la mi-janvier, il repoussa définitivement les propositions anglo-françaises, et, à la fin de février, publia de sa résidence à Gaète un ultimatum où étaient exposées ses dernières conditions. Au premier abord, ses propositions semblaient plutôt généreuses, car il offrait la Constitution de 1812, avec un Parlement et une administration distincts et des fonctionnaires indigènes. Mais les nouvelles clauses qui donnaient à la couronne le droit de dissoudre le Parlement et de diriger l'armée en dehors du contrôle parlementaire, leur ôtaient toute garantie. Et, bien que le roi renonçât à la clause qui excluait de l'amnistie les leaders révolutionnaires, il insista pour que chacun des actes du Parlement fût nul et non avenu. Il est permis de se demander si les propositions ne furent pas, intentionnellement, rendues inacceptables ; et le souvenir des parjures des Bourbons, et l'absence de toute sécurité même pour la Constitution mutilée qui était offerte, retirèrent à l'ultimatum toute chance d'être accepté. Les partis firent taire leurs inimitiés et s'unirent dans le cri pour la guerre. Une levée de 10 000 hommes fut décrétée. Les affaires privées, les soucis de famille furent oubliés; le crime disparut, des objets volés furent restitués, des brigands renvoyèrent chez eux de riches citoyens qu'ils avaient capturés. A Palerme, de grandes foules vinrent chaque jour coopérer aux travaux de défense; des nobles avec leurs femmes, des prêtres et des avocats, des ouvriers et des artisans apportèrent chacun leur projet, tandis que les villageois des environs amenaient des chargements de victuailles aux ingénieurs improvisés. A Catane, Girgenti, Marsala, dans l'île tout entière, l'enthousiasme fut à peine moindre.

Malheureusement il était trop tard pour pouvoir rattraper les retards de l'hiver. Le 29 mars, lorsqu'expira l'armistice et que les Napolitains furent libres d'avancer, il n'y avait que 7 000 réguliers pour leur tenir tête. Mais, malgré les bévues de Mieroslawsky, le commandant polonais, la marche de l'en-

nemi se heurta à une résistance opiniâtre que couvrit de gloire l'héroïque défense de Catane. Mais la capitulation de la ville brisa la résistance sur la côte orientale, et Agosta et Syracuse se rendirent sans coup férir. Mais la cause n'était pas encore perdue. La plus grande partie de l'armée était intacte ; Palerme, Girgenti, Termini étaient capables de se défendre ; les Napolitains ne pouvaient avancer qu'à travers un pays montagneux très propre à la guerre de guérillas. Si les Siciliens leur avaient opposé une défense unie, ils auraient pu prolonger la résistance jusqu'à obliger l'Europe à intervenir. Mais leurs chances furent anéanties par la faction timide qui s'était formée autour de la garde nationale de la capitale. L'enthousiasme des premiers jours de mars s'était vite évanoui; l'insuccès de la campagne de Mieroslawsky, les nouvelles de Novare, la probabilité d'une guerre longue et coûteuse effrayèrent la noblesse et la bourgeoisie, et le Parlement décida d'accepter l'offre de médiation de l'amiral français Baudin (14 avril). Baudin ne put que promettre les conditions de l'ultimatum ; mais la réaction avait décidé que cette offre, jadis si méprisée, serait acceptée. Les troupes furent rappelées, le parti de la guerre à Palerme fut écrasé, et ses leaders forcés de quitter l'île[1]; et bien que le Parlement, honteux, hésitât à accepter les conditions, la capitulation avait été pratiquement décidée. La flotte napolitaine arriva le 26 ; alors, et trop tard, la révulsion se produisit. La foule, embarrassée et sans direction, avait jusqu'alors tout accepté, dans l'espoir impossible d'une solution qui la mettrait à l'abri des Bourbons. L'arrivée de la flotte la désabusa, et avec un cri de vengeance contre les traîtres, la garde nationale suivant le courant, elle s'empara de la ville. Elle était peu organisée et avait peu de munitions, mais, pendant deux jours (8-9 mai) son héroïsme superbe tint les envahisseurs en échec. Mais il fut impossible de prolonger la résistance, et le 11 mai, le peuple harassé et désespérant du succès, capitula. Les envahisseurs n'osèrent pas entrer de suite dans les murs ; pourtant la lutte était bien finie, et à l'anniversaire des barricades de Naples, une fois de plus le drapeau des Bourbons flottait sur Palerme.

1. La Farina, *op. cit.*, II, 295-296.

CHAPITRE XVIII

LES RÉPUBLIQUES CENTRALES

Janvier-juillet 1849

TOSCANE : Guerrazzi ; les républicains et le gouvernement ; proposition d'union avec Rome ; la réaction ; Guerrazzi dictateur ; LA CONTRE-RÉVOLUTION.
ROME : Le Comité exécutif ; MAZZINI ; le triumvirat ; la République et l'Église ; la tolérance du gouvernement ; sa faiblesse ; tumultes à Rome et à Ancône ; le peuple et la République. La politique de Gaëte ; la politique française ; L'EXPÉDITION D'OUDINOT ; la bataille du 30 avril ; les négociations de de Lesseps ; l'invasion autrichienne de la Romagne ; rupture des négociations ; le siège ; la capitulation de la ville ; la retraite de Garibaldi.

La bataille de Novare semblait ouvrir l'Italie centrale à l'armée autrichienne. Mais les couleurs nationales flottaient encore à Florence et à Rome ; et bien que leurs seules forces ne pussent arrêter d'une façon permanente la marche des Autrichiens, le veto français, qui avait empêché Radetzky d'avancer sur Turin [1], pouvait mettre obstacle à l'envahissement de la Romagne et de la Toscane par les armées victorieuses. Il semblait qu'un tiers de l'Italie pût défendre ses libertés.

Les événements du 18 février avaient laissé la politique toscane dans une situation ambiguë. Les triumvirs avaient accepté la république sur les ordres de l'Assemblée de la Loggia d'Orcagna, mais, malgré Montanelli, elle n'avait jamais été formellement proclamée. Mazzini, le troisième triumvir, désirait que la question tout entière fût portée à la Constituante ; Guerrazzi, aussitôt que de Laugier eut pris la fuite et que tout danger immédiat de réaction fut écarté, pencha

1. Voir chapitre xx. Le Piémont après Novare.

vers les modérés. Il est difficile de dire en quoi consista sa politique à ce moment. Il protesta ultérieurement que ses déclarations et actes républicains n'avaient été accomplis que par force, et que, s'il fit des lois rigoureuses contre les loyalistes, il prit soin de les rendre inapplicables. Son excuse d'avoir été contraint par la force était en tout cas exagérée, et quels qu'en furent les motifs, sa conduite fut incertaine et tortueuse. D'une part, il détestait le désordre ; il méprisait les républicains amateurs qui « plantaient des arbres de la liberté, mais ne sauraient pas mettre le fusil à l'épaule » ; il se rendait compte de plus en plus clairement des chances que la réaction avait de triompher, et désirait assurer sa propre retraite. Mais, avec tout cela, il était démocrate, de toute la sincérité dont il était capable, et ne pouvait jeter aux vents toutes ses déclarations. Ainsi, il écrivit à Gioberti que le gouvernement ne proclamerait jamais une république jusqu'à ce qu'elle fût votée par les représentants du peuple ; devant Mazzini, il se posa en partisan de l'union avec Rome, parla de la République comme existant en fait, et affirma qu'une seule chose l'empêchait de la proclamer, le manque de soldats sur qui compter[1]. Brutal et insolent envers ses co-triumvirs, conscient de sa propre énergie et de sa supériorité, il croyait probablement pouvoir mener tout à bonne fin, ou pensait, non sans raison, qu'à sa chute succéderait l'anarchie. Il aimait les finasseries politiques et les subtilités grâce auxquelles son pays pouvait être « piloté parmi les écueils », et, au pis aller, mis en situation de s'assurer de bonnes transactions. Si rien n'était décidé pour le présent, le chemin resterait ouvert pour toute éventualité à venir.

En fait, c'était là un mauvais combat pour la république ; le parti républicain était numériquement faible ; à Florence, il était dominé par les réfugiés lombards, groupe bruyant et peu pratique, qui tentait de copier la Révolution française en miniature, réclamait des amendes contre les « émigrés », et organisait des missions d'hommes « de pur sang républicain », pour anéantir la réaction dans les provinces. Même dans les clubs, il existait probablement peu de vrais républi-

1. Corsi e Menichetti, *Collezione*, 1090 ; Guerrazzi, *Lettere*, 53-55. Les dernières lettres doivent dater de fin mars. Voir aussi Pigli, *Risposta*. 299 ; Beghelli, *Repubblica*, I. 23-24.

cains. Les « chasseurs d'emplois » abondaient ; des réactionnaires, qui espéraient pousser les choses à l'extrême, les excitaient ; il y avait là toute l'écume de la foule impressionnable et fainéante, qui suivit le libéralisme et la république tant qu'ils eurent le dessus et comportèrent des banquets et des largesses, et se rejeta bientôt, avec la même ardeur, du côté de la réaction. Contre un pareil état de choses, le gouvernement ne pouvait guère agir. Il est inexact de prétendre qu'il était aux mains des clubs ; mais il fut obligé de transiger avec eux et de les reconnaître semi-officiellement. Un gouvernement plus fort aurait pu diriger leurs énergies vers des voies plus utiles, mais le triumvirat ne gagna ni leur respect ni leur sympathie, et Guerrazzi était trop revêche et trop susceptible pour guider une démocratie turbulente. La situation du gouvernement était en réalité très difficile. Les modérés n'aidaient aucunement à maintenir l'ordre ; ils n'avaient jamais prévu le résultat inévitable de l'ignorance et de la pauvreté, et étaient épouvantés par l'écroulement de l'harmonie des classes, en laquelle ils avaient si profondément cru. Une grande misère régnait parmi les pauvres, que les distributions de pain du gouvernement n'avaient guère secourus ; les crimes augmentaient dans une proportion correspondante, et les prisons étaient combles. Par moments, Florence eut quelque chose d'une apparence « sans-culotte » ; mais bien que les plus sauvages d'entre les républicains fissent des visites domiciliaires et menaçassent les modérés dans leur existence et leurs biens, eux-mêmes restèrent imprégnés de la douceur toscane. Guerrazzi fit cette menace « qui casse les verres les paie », et lorsque la première excitation se fut calmée, le gouvernement reprit les rênes de l'État, et, au mois de mars, fut capable d'obtenir quelque obéissance à ses ordres.

Les élections pour la Constituante toscane avaient été fixées au 5 mars, et, à cette même date, on devait élire des représentants à la « Constituante italienne » à Rome. La convocation des électeurs laissa ambiguë la question de savoir laquelle des deux Constituantes aurait à décider du gouvernement futur de la Toscane. Les modérés, comptant sur une victoire au scrutin, prétendaient que cette question relevait de la Chambre toscane ; les républicains, qui savaient qu'ils seraient en majorité à Rome, proclamaient que l'union avec Rome avait été acceptée en fait, et que c'était au parlement commun du

pays uni qu'il appartiendrait de prendre une décision. Mais, bien que Guerrazzi eût conclu, au moins sur le papier, l'union diplomatique et douanière depuis longtemps projetée, lui-même et Mazzini étaient décidés à retarder une fusion complète aussi longtemps que possible. Il était facile de gagner à cette cause les préjugés et l'égoïsme toscans ; Florence perdrait ses honneurs métropolitains, Livourne pourrait être sacrifiée à Civita-Vecchia ; par-dessus tout, la Toscane désirait rester en dehors des complications de la question papale. Des considérations de ce genre permirent à Guerrazzi, en l'absence de Montanelli, de faire voter une loi qui laissait le choix de la forme de gouvernement à la Constituante toscane.

La réaction menaça alors, très rapidement, de submerger et les républicains et le triumvirat. Les paysans, comme le disait Capponi, étaient « le peuple souverain de la Toscane » et ils étaient violemment hostiles à tout gouvernement qui désirerait la guerre. Les gentilshommes et le clergé de campagne n'eurent pas besoin de beaucoup d'efforts pour les pousser à une croisade contre un gouvernement qui, non seulement exilait le Grand-Duc et surveillait leurs prêtres, mais menaçait de les frapper d'impôts et d'envoyer leurs fils se battre pour une chose aussi lointaine que l'Indépendance italienne. Quelques jours après la défection de de Laugier, des bandes de paysans armés attaquèrent Florence et Prato ; et, bien que les villes eussent peu de sympathie pour les groupes loyalistes, elles devinrent presque aussi hostiles qu'eux au gouvernement. Le despotisme mesquin des Clubs les irritait ; les prêtres refusaient l'absolution à ceux qui avaient voté pour la Constituante ; dans l'éventualité d'une contre-révolution, les gens habiles désiraient ne pas se compromettre. Les paysans firent de nouvelles émeutes et manifestèrent contre la guerre. Quelques-uns étaient prêts à bien accueillir une occupation autrichienne, et les prêtres mécontents se livraient à des pratiques de trahison. La situation apparaissait si dangereuse dans le Val di Chiana que, vers la fin de mars, le gouvernement fit une loi de coercition pour la province d'Arezzo, et parvint à la soumettre par un petit déploiement de forces.

Les triumvirs ajournèrent la réunion de la Constituante aussi longtemps que possible. Comparativement peu de personnes avaient pris part au scrutin, et probablement

même pas un cinquième des électeurs[1] ; le vote pour la Constituante italienne avait été absolument négligé. Ni les modérés ni les réactionnaires ne firent beaucoup d'efforts pour faire élire leurs candidats, et le gouvernement eut une majorité de deux contre un. Deux jours après l'ouverture de l'Assemblée arrivèrent les nouvelles de Novare ; Guerrazzi se déclara franchement contre la République, et Montanelli, ne voulant pas affaiblir le gouvernement pour une cause sans espoir, fit passer un vote pour nommer Guerrazzi dictateur, et quitta le pays. Le seul but de Guerrazzi fut alors de sauver la Toscane de l'invasion. Il demanda que les questions politiques fussent mises de côté et toutes les énergies du parlement employées à préparer la défense du pays ; sur ces bases, les quelques vrais patriotes existant parmi les modérés avaient promis leur coopération. Le gouvernement piémontais pouvait prendre de nouveau les armes ; la France pouvait jeter une armée au delà des Alpes, et un imposant déploiement de force en Toscane et en Romagne pouvait faire hésiter Radetzky. Comme dernière ressource, il songeait peut-être, malgré le désaveu public, à restaurer le Grand-Duc, et, par lui, à conclure la paix avec l'Autriche[2]. A la fois pour des raisons personnelles et des raisons patriotiques, il se cramponna désespérément au pouvoir, vivement désireux, dans ce but, de se concilier les modérés. Il décida la Constituante à ajourner la question de l'union avec Rome et à se proroger pour douze jours (3 avril). Guerrazzi était maintenant un autocrate. Avec toute son énergie farouche, il pria les factions hostiles d'oublier leurs divisions et de s'unir pour sauver le pays. Un effort énergique fut fait pour écraser tout désordre, et la loi de coercition pour la province d'Arezzo fut étendue à tous les districts où la paix publique était menacée. Mais, sauf à Florence et à Livourne, son appel pour des volontaires resta sans réponse, et Guerrazzi sentit le sol manquer sous ses pieds. Une suspicion mutuelle et un manque

1. La population était d'environ 1 600 000 habitants ; le nombre des votants fut de 78 000. Guerrazzi, *Apologia*, 617-618. On votait par bulletin.

2. Guerrazzi, *Apologia*, 648, 650, 662 ; Giusti, *Memorie*, 145 ; Tabbarrini, *Capponi*, 277 ; *contra*, Guerrazzi, *op. cit.*, 589 ; Id., *Lettere*, 56-57 ; Corsi e Menichetti, *op. cit.*, 954. L'incident dont parle Giusti a eu lieu pendant les derniers jours de mars. Les lettres qu'il a adressées à Mazzini ne laissent aucun doute sur le double jeu de Guerrazzi.

de franchise rendaient impossible aux modérés d'agir de concert avec lui ; ils abandonnèrent l'homme qu'ils avaient toujours détesté, en qui ils n'avaient jamais eu confiance, et se préparèrent à faire revenir le Grand-Duc par un appel de partisans. Ils espéraient, si Léopold revenait sous leurs seules auspices, apaiser l'Autriche, mettre la Constituante à l'abri et s'assurer à eux-mêmes le pouvoir. Leurs plans — dont Capponi se tint à l'écart —, mûrissaient, lorsqu'une émeute à Florence précipita la crise. Quelques régiments de Livourne y avaient été amenés, soit, comme l'affirma Guerrazzi, pour être équipés et instruits, ou, plus probablement, afin de servir de bouclier politique. Leurs façons brutales et insolentes exaspérèrent les Florentins, et le 11 avril, un régiment fut attaqué sur la Piazza di Santa Maria Novella. L'émeute était probablement préméditée, mais bien que des intrigues eussent été à l'œuvre, l'attaque fut bien plutôt due à l'exaspération contre les Livournais qu'à un désir quelconque de renverser le gouvernement [1]. Les modérés surent toutefois profiter de l'occasion ; leurs agents gagnèrent la foule à la réaction tandis que les paysans loyalistes envahissaient la ville, forçant les démocrates à se cacher. Le Conseil municipal, dirigé par Ricasoli et Serristori, se déclara de lui-même Gouvernement Provisoire au nom du Grand-Duc, s'empara du Palazzo Vecchio et expulsa l'Assemblée. Guerrazzi aurait pu soutenir la lutte de Pistoia et de Livourne ; mais il désespéra, et, afin d'échapper à la populace qui en voulait à son existence, il se rendit à Capponi.

Heureusement pour la renommée de l'Italie, les leaders et le peuple de Rome étaient d'un tempérament plus vigoureux. Un « Comité exécutif » était investi de l'autorité suprême de la République ; il avait à sa tête Armellini, jurisconsulte honorable et prudent. On comptait parmi les ministres Muzzarelli, prélat libéral qui avait laissé là ses livres pour servir son pays, et Saffi, le leader des libéraux avancés de la Romagne. Lorsque Sterbini quitta le cabinet, trouvant que le pouvoir était une dépendance désagréable de la critique, le nouveau gouvernement, bien qu'il ne contînt aucun homme de capaci-

1. Corsi, *1844-1869*, 167.

tés tout à fait supérieures, témoigna d'une habileté politique collective qui, sous une plus heureuse étoile, aurait pu diriger l'État romain dans une voie de paix, d'ordre et de progrès. Il reconnut que, ce dont le pays avait besoin, c'était avant tout de liberté. Le cauchemar ecclésiastique n'était plus, et il fallait au peuple la liberté d'enseigner, la liberté de s'organiser, la liberté de développer les ressources de l'État; mais une liberté restreinte et ordonnée, et non susceptible de devenir un nouvel instrument de tyrannie contre la classe pauvre. Des finances honnêtes, des réformes légales et municipales, la liberté du travail, la laïcisation du contrôle de l'enseignement, de la justice et des charités, la nationalisation des biens de l'Église, tel était le programme d'Armellini et de ses collègues, qui, sagement et fermement, commencèrent à l'appliquer [1].

L'homme dont l'enseignement inspira beaucoup de ces réformes était un simple député. L'imagination de Mazzini voyait son idéal d'une « Rome sainte et éternelle » déjà à moitié réalisé. La théocratie l'avait éloignée de sa mission, mais la Rome républicaine avec la devise « Dieu et le peuple » prêcherait à nouveau l'évangile de fraternité sociale, et imprégnerait la politique européenne d'un nouvel esprit. Mais Mazzini n'avait pas hâte de faire avancer ses plans sociaux. Il critiquait la Chambre de gaspiller son temps en luttes de partis alors que l'Autriche était menaçante, que Haynau avait mis son talon sur Ferrare et envoyait au pape les amendes qu'il avait arrachées à ses habitants. Il serait temps d'élaborer des constitutions lorsque l'Italie serait libre. La première chose à faire était de combattre l'Autriche, et la Rome républicaine devait se ranger aux côtés du Piémont monarchiste. Bien que la Droite et la Centre repoussassent sa proposition d'envoyer les députés parcourir les provinces et soulever le peuple, et que la Gauche fût plutôt disposée en faveur d'une invasion propagandiste au delà de la frontière napolitaine, on se prépara quelque peu à la guerre, et les troupes étaient en marche vers la frontière lorsque furent connues les nouvelles de Novare. Tout le monde se tourna vers Mazzini comme le seul chef possible dans la crise. Muzzarelli se retira, et

1. Rusconi, *Repubblica*, I, 97-102 ; Beghelli, *Repubblica*, I, 240-247 ; *Bolletino della repubblica*, 59, 95-101, 135 ; *Actes officiels*, 15, 21, 31.

Mazzini, Saffi et Armellini formèrent un triumvirat à pouvoirs illimités pour la direction de la guerre et la défense de la république. Mazzini lança rapidement les troupes, mais, avant qu'elles n'atteignissent le Pô, les nouvelles de l'armistice détruisirent les derniers espoirs d'une guerre en Lombardie. Pour le moment, en tout cas, l'occasion de sauver l'Italie du Nord n'était plus, et les triumvirs s'occupèrent de leurs réformes intérieures. Ils n'avaient besoin que de suivre les lignes tracées par le Comité exécutif : rétablir le crédit de l'Etat, régénérer l'administration en y introduisant des examens et des concours, favoriser « un mouvement constant pour l'amélioration du sort matériel des classes les moins fortunées ». Les monopoles du sel et du tabac furent abandonnés, les taxes sur l'industrie rappelées, une diminution graduelle des droits à l'importation projetée. Une commission de bienfaisance fut instituée ; les locaux de l'Inquisition furent convertis en maison de rapport ; les Universités furent rendues libres et l'argent dépensé à profusion pour l'encouragement des arts. Une grande tentative législative consista à diviser les domaines ecclésiastiques en petites propriétés qui seraient louées aux cultivateurs, à perpétuité, moyennant des redevances nominales[1].

La dernière réforme faisait partie du problème épineux concernant les relations de l'Église et de l'État. Le clergé n'avait pas été unanimement hostile à la république ; Muzzarelli ôta le froc, et Ventura, après s'être vainement employé à réconcilier le pape et les Romains, se déclara franchement pour ceux-ci. Il y eut quelques prêtres et moines comme Ugo Bassi, qui partagèrent la conception religieuse de la république de Mazzini ; plusieurs monastères et un grand nombre de prêtres de paroisses dont la législation de Mazzini promettait d'élever les salaires, lui donnèrent, en retour, leur appui. Et bien que la masse du clergé éprouvât naturellement peu de sympathie envers le nouvel ordre de choses, la majorité l'accepta et ne s'émut pas lorsque le Pape excommunia les électeurs[2]. Mais dans certaines parties des districts ruraux, les prêtres avaient refusé l'absolution ou le sacrement du mariage à tous ceux qui prenaient part au scrutin, et des prédictions reli-

1. *Actes officiels*, 46, 79 ; Mazzini, *Opere*, VII, 17, 20-21, 25.
2. Ranalli, *Istorie*, IV, 34-35 ; Torre, *Storia*, I, 167, 175.

gieuses et des visions célestes terrifièrent les paysans superstitieux. Le mécontentement fut stimulé par la politique ecclésiastique du gouvernement. Aucun État d'Europe n'avait besoin de réformes aussi énergiques pour mettre l'Église au niveau des nécessités modernes. Non seulement il fallait modifier sa situation temporelle, afin qu'elle répondît aux besoins économiques et sociaux, mais, seule parmi les États européens, Rome n'avait pas d'administration pour réprimer la puissance cléricale. Depuis des siècles, l'Église avait absorbé l'État, et maintenant qu'un gouvernement laïque s'était dressé à côté de l'Église, il fallait qu'il effectuât en un instant ce qui, chez les autres pays, avait été l'œuvre de générations. Les Triumvirs avaient à faire en une fois l'œuvre de Louis XIV et de 1791. En fait, il ne s'agissait pas de changement doctrinal. Quelles qu'aient pu être les espérances ultérieures de Mazzini[1], il était trop sage et trop tolérant pour tenter par la force une réforme de la foi. Mais lui-même et les républicains étaient décidés à ce que l'Église fût subordonnée à l'État. Déjà sous le Comité exécutif, les premières mesures avaient été prises vers la nationalisation des biens de l'Église, et le gouvernement avait entrepris de payer des salaires fixes au clergé bénéficier et aux ordres monastiques. Les Triumvirs développèrent la politique de leurs prédécesseurs au moyen d'une loi pour l'égalisation partielle des revenus ecclésiastiques[2], en interdisant qu'il fût perçu des droits pour les offices religieux, et en refusant de reconnaître les vœux perpétuels. Mais, tout en insistant énergiquement pour la subordination du clergé à l'État, le gouvernement s'opposa à toute persécution ; des libelles sur des prêtres furent supprimés ; les prélats soumis échappèrent à toute tracasserie, non seulement à Rome, mais dans les districts les plus troublés ; on laissa l'évêque de Civita-Vecchia comploter avec Gaète, et un frère du pape, qu'on trouva en train de prêcher la trahison, fut expédié, sans aucune brutalité, au delà de la frontière ; et, quels qu'aient pu être les dangers dont des prêtres séditieux aient été menacés pendant les derniers jours

1. De Lesseps, *Mission*, 39 ; Rusconi, *op. cit.*, II, 90.
2. *Actes officiels*, 9, 12-13, 31, 76 ; Spada, *Rivoluzione*, III, 289 ; *Bollettino della repubblica*, 504. Les prêtres paroissiaux devaient avoir 180 scudi, le clergé non bénéficier 108, les moines et frères 72.

de la république, ils provenaient de la haine du peuple, mais non de l'intolérance ou de l'indifférence du gouvernement.

La même indulgence généreuse caractérisa sa politique à l'égard de ses adversaires laïques. Les journaux papistes circulaient librement; Mercier, l'agent français, put conspirer sans qu'on y mît obstacle ; et bien qu'ensuite, à la veille d'une attaque française, les Triumvirs obtinrent l'autorisation de suspendre les journaux, et de traduire toutes personnes séditieuses devant des tribunaux militaires, ils ne firent jamais usage de leurs pouvoirs. De la rigidité dans les principes, et de la tolérance envers les individus, telle était la maxime de Mazzini. Les personnes et les propriétés des papistes furent mises sous la garde de la République, afin de les protéger contre tout outrage. Bien que le Comité exécutif eût obtenu les pouvoirs nécessaires pour effectuer un emprunt forcé sur une échelle strictement graduée, il ne fut jamais sérieusement perçu[1]; et lorsque les exigences du siège rendirent forcée la séquestration d'armes, de chevaux et de numéraire, tout fut intégralement payé en assignats. Mais si noble que fût cette tolérance, elle comportait une déplorable mollesse d'administration. Les services publics regorgeaient d'ennemis de la République. Armellini était un « zéro », Saffi « tout de douceur et de philosophie » ; Mazzini avait peu de capacités financières ou administratives. La générosité fut sans effet sur les intrigants dénués de scrupules de Gaète ; les maximes philosophiques ne servirent à rien sur un peuple dépourvu de la cohésion et de l'autorité que donne l'habitude du *selfgovernment*.

Il n'est pas surprenant que, avec un pouvoir exécutif paralysé, le gouvernement fût impuissant à conserver le pays pur de tout crime. En fait il n'y existait pas un dérèglement général comme en Toscane ; les districts de « mezzedria » étaient tranquilles, et, dans la plus grande partie du pays, il n'y eut en réalité aucun désordre sérieux. Mais les vieilles animosités du règne de Grégoire étaient prêtes à éclater à la première occasion ; les plus mauvais fonctionnaires conservaient leur complicité traditionnelle avec le crime ; les radicaux, indignés de la mollesse du gouvernement, étaient dispo-

1. *Actes officiels*, 15, 53 ; Rusconi, *op. cit.*, I, 112. Le montant qui devait être perçu variait de 1/5 à 2/3 sur les revenus de 2 000 scudi et au-dessus, les bons devant porter intérêt à 5 pour 100.

sés à prendre le pouvoir, et, de part et d'autre, certaines personnes tentaient de pousser les choses à l'extrême. Quelques volontaires de Garibaldi devinrent tumultueux et indociles, et, bien qu'ils ne commirent que peu d'excès sérieux, ils pillèrent quelques monastères et firent des gorges chaudes à propos de lettres d'amour qu'ils y découvrirent. A Rome, la haine des prêtres, et la découverte, réelle ou supposée, de squelettes dans les donjons de l'Inquisition, provoquèrent quelques violences isolées ; mais, sauf pendant une quinzaine, le gouvernement, bien soutenu en somme par la garde civique, sut maintenir l'ordre sans difficulté [1]. Ce ne fut qu'au commencement de mai, pendant la tension des négociations prolongées avec de Lesseps, que des excès en quelque sorte systématiques se produisirent. L'incertitude causée par de longues et secrètes négociations, le fait de savoir qu'une conspiration était à l'œuvre dans la ville, la provocation ouverte de quelques prêtres fanatiques, anéantirent les précautions du gouvernement, et une petite bande de ruffians terrorisa pour un moment une partie de Rome. Huit prêtres, dont quelques-uns avaient, sans provocation, fait feu sur des soldats, ainsi que trois paysans qu'on avait pris pour des espions furent mis à mort ; une partie de la population, par protestation contre la mollesse de Mazzini, saccagea les jardins du Pape, et prit dans les églises quelques confessionnaux pour élever des barricades. Mais bien que le gouvernement se refusât à employer le mauvais moyen qu'est la mitraille pour remédier au mal, la surveillance de la police et quelques jugements sévères rétablirent l'ordre vers la mi-mai [2]. Des faits plus regrettables eurent toutefois lieu dans trois villes de la Romagne et des Marches. On ne se rappelait que trop les traditions de violences politiques, et le terrorisme des Saufédistes eut des imitateurs dans le parti adverse. Depuis

1. Spada, *op. cit.*, III, 299 ; Correspondence-Rome, 16 ; Senior, *Journals*, II, 137 ; Clough, *Prose Remains*, 153, 157. Voir Ib., 155, en ce qui concerne les « odieux mensonges » du *Times* et des *Débats*.

2. *Actes officiels*, 114 ; Spada, *op. cit.*, III, 450-456, 576 ; Torre, *op. cit.*, I, 176, 188-190, 332-333 ; Rusconi, *op. cit.*, II, 108 ; Gabussi, *Memorie*, III, 456 ; Mazzini, *Opere*, VII, 41 ; Garibaldi, *Memorie*, 234 ; Niccolini, *Pontificate*, 143 ; *Ultimi 69 giorni*, 9. Quelques violences de moindre importance sont relatées dans d'Azeglio e Pantaleoni, *Carteggio*, 193. Il y eut sans doute quelques légers larcins de commis dans les églises et les musées, mais, en tout cas, plusieurs de ces accusations étaient infondées.

le printemps de 1848, des violences avaient été commises dans les environs d'Imola, et, au cours de l'été, elles s'étaient étendues jusqu'à Ancône. La mollesse du gouvernement donna aux assassins une nouvelle occasion d'agir et, sous le prétexte d'exterminer les Centurions, de petites bandes, tant à Imola qu'à Sinigaglia, assassinèrent des fonctionnaires et frappèrent d'amendes des étrangers. A Ancône, le terrorisme régna sur une grande échelle, et vingt-huit Sanfédistes furent assassinés, jusqu'à ce qu'un officier énergique, Felice Orsini, eût écrasé cette « clique » avec l'aide de quelques soldats et par sa propre audace.

L'œuvre du gouvernement fut facilitée par l'appui toujours plus grand donné à la République. Tout d'abord les républicains de principes étaient peu nombreux; et il y en avait encore moins qui comprissent l'idéalisme de Mazzini. La majorité était indifférente, lasse des changements politiques, heureuse seulement d'avoir échappé au gouvernement des prêtres. « Vous n'êtes encore qu'une faible minorité, disait l'agent vénitien aux républicains ; soyez courageux et travaillez, et demain, peut-être, vous serez la nation ». Et l'acceptation passive de la République devint rapidement de l'enthousiasme. La majeure partie du peuple, fatiguée de la faiblesse et des vacillations des modérés, et résolue, à tout prix, à se débarrasser du gouvernement clérical, se tourna rapidement vers la République, comme le seul gouvernement possible. Démocratique et moyennement socialiste, il s'était fermement prononcé pour l'ordre ; il avait pu exister de la faiblesse, mais non de la complicité envers le crime, et, après la répression du terrorisme à Ancône, il n'y eut plus d'éléments démocratiques de désordre, sauf les hommes de Garibaldi et les adhérents aux Clubs de Sterbini, à qui la garde nationale put facilement tenir tête. Les nouveaux Conseils municipaux, dont l'élection avait été orageuse, adhérèrent spontanément, à deux exceptions près, à la République. Dans certains districts ruraux, cependant, les prêtres entretenaient le mécontentement ; l'armée était inquiète ; l'administration était minée par la trahison ; certains modérés complotaient activement. Mais la masse des paysans acceptait avec gratitude un gouvernement qui les libérait du terrorisme sanfédiste ; les classes professionnelles et les petits propriétaires, des rangs desquels provenaient la plupart des députés, lui

donnaient un appui loyal ; la grande majorité de la garde nationale, les petits commerçants parmi lesquels elle était recrutée, les artisans de la Romagne, aimaient la République pour elle-même ; et la populace orgueilleuse de Rome, toute imprégnée d'une haine nouvelle et sauvage contre les prêtres, devint le soutien le plus enthousiaste d'un gouvernement qui l'affranchissait du Pape.

Mais, tandis que la République conquérait ainsi l'affection des Romains, les puissances européennes préparaient sa chute. Le Pape était résolu à rentrer à Rome en souverain aussi absolu que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Antonelli comptait sur une réaction à Rome, et, avec plus de justesse, sur les efforts de ses agents dans certains districts ruraux. De véhémentes circulaires prêchant l'extermination des libéraux furent distribuées[1] ; des soulèvements qui se produisirent à Orvieto et à Cesena furent facilement réprimés par la garde nationale, mais des troubles plus graves eurent lieu aux environs d'Ascoli où l'inventaire des monastères, fait en vertu de la loi de nationalisation, exaspéra le fanatisme des paysans, et où un prêtre prêcha une guerre sacrée de pillage et d'incendie qui devança les brigandages de 1861. Antonelli comptait surtout sur les papistes de l'étranger. Sa politique consista à mettre la Papauté sous la protection des puissances monarchistes et à éviter toute pression de la part de la France, susceptible de contraindre le Pape à une apparence décente de gouvernement civilisé. Mais la France ne pouvait être laissée complètement de côté, et il proposa (18 février) une occupation collective des États de l'Église par l'Autriche, l'Espagne, Naples et la France. Les trois puissances monarchistes acquiescèrent immédiatement. L'Espagne préparait déjà une expédition ; des troupes napolitaines rôdaient le long de la frontière méridionale et encourageaient les insurgés des environs d'Ascoli ; Haynau avait occupé Ferrare et se préparait à ce moment à marcher sur Bologne.

La réponse de la France était plus douteuse. Jusqu'alors, la République avait appuyé la protestation du Piémont contre toute intervention étrangère ; mais la réaction conservatrice força la main au gouvernement. Falloux, qui représentait

1. Torre, *op. cit.*, I, 172, 299 ; Beghelli, *op. cit.*, II, 65. Suivant Farini, *Stato Romano*, III, 392, leur authenticité fut démentie ; mais elles ressemblaient beaucoup aux précédentes circulaires sanfédistes.

dans le ministère les ultra-catholiques, se riait du « géant se dissimulant derrière un brin d'herbe » ; et, bien que la Montagne envoyât ses salutations à la nouvelle République, Falloux avait derrière lui l'opinion publique active du pays. Mais, si l'opinion française était pour le Pouvoir Temporel, elle était néanmoins hostile à l'Autriche, et les nouvelles de Novare précipitèrent son action. Louis Napoléon voulait qu'on déclarât la guerre sur-le-champ, et il était soutenu par la Montagne et le Centre[1]. Mais Thiers fit adroitement dévier la question, en persuadant à la Chambre d'autoriser le gouvernement à occuper certains points de territoire en Italie (31 mars). Dans l'esprit de la Chambre, son vote était autant une menace à l'égard de l'Autriche qu'un gage d'appui pour le Pape; mais les papistes du ministère virent comment il pouvait servir à leurs propres fins. Si peu sympathique que lui fût le Pouvoir Temporel[2], Louis Napoléon se souciait surtout de servir ses ambitions personnelles, et désirait s'assurer les voix catholiques. Les ministres jouèrent de l'ardent désir du peuple de prendre l'avance sur l'Autriche, et, équivoquant au sujet de la restauration du Pape[3], décidèrent d'occuper Civita-Vecchia.

Ce fut le commencement d'un long chapitre de dol et d'arrogance dont les catholiques français sont plus responsables que Napoléon, et qui, commençant par une sorte d'orgueil national perverti, se termina par le sacrifice de la nation à la Papauté, et eut sa récompense à Sedan. Déjà, sans doute, malgré leurs déclarations, les ministres avaient décidé d'imposer le pape aux Romains qui n'en voulaient pas. Mais, pas plus à l'intérieur qu'à l'extérieur, ils n'osèrent avouer leur intention de lui rendre le pouvoir malgré son peuple[4]. Ils crurent probablement que les deux partis accepteraient un compromis, et ils tentèrent d'obtenir de Pie une déclaration en faveur de la Constitution. Affectant de penser que les Romains gémissaient sous une tyrannie républicaine, ils affichèrent le désir de leur donner un gouvernement « également

1. La Gorce, *Seconde République*, II, 83 ; de Gaillard, *Expédition*, 140-143 ; Bianchi, *Diplomazia*, VI, 225.

2. Planat de la Faye, *Documents*, II, 64.

3. La Gorce, *op. cit.*, II, 88, 90 ; de Lesseps, *Réponse*, 28 ; Harcourt, *Drouyn de Lhuys*, 11-12.

4. Correspondence-Rome, 9 ; Torre, *op. cit.*, I, 199, 201, 345 ; de Lesseps, *Mission*, 5.

éloigné des anciens abus et de l'anarchie actuelle ». L'expédition qui devait réaliser la décision prise par la Chambre arriva à Civita-Vecchia le 24 avril ; elle était commandée par Oudinot, le fils du général de Napoléon Ier, soldat vain et ambitieux, extrêmement jaloux de sa réputation et de celle de son armée, mais avec une tendance à l'équivoque qui dégénérait facilement en pure hypocrisie. Les triumvirs avaient donné ordre qu'on s'opposât à tout prix à son débarquement, mais Civita-Vecchia n'était pas en situation de résister, et les protestations d'amitié d'Oudinot séduisirent son Conseil municipal. A peine débarqué, il ôta le masque. Des instructions publiques lui interdisaient de marcher sur Rome à moins qu'il n'y fût assuré d'une réception favorable. Il fut averti, même par des personnes qui n'éprouvaient envers la République aucun bon sentiment, que Rome se soulèverait comme un seul homme pour lui en interdire l'entrée ; mais les papistes de la ville l'assurèrent de leur désir et de leur pouvoir de le soutenir, et il compta, avec confiance, ne rencontrer aucune opposition. Il pensa que des flatteries lui ouvriraient les portes de Rome ; et, tout en refusant de reconnaître la République et en demandant l'autorisation d'occuper la ville, il protesta à diverses reprises, sauf en quelques moments d'irréflexion, qu'il respecterait scrupuleusement les volontés du peuple [1]. Les triumvirs et l'Assemblée étaient embarrassés ; Mazzini et Charles Bonaparte avaient toujours foi en la loyauté de la République-sœur, et les députés étaient dans l'irrésolution quant à un compromis, lorsque l'agent d'Oudinot avoua ingénûment que le véritable but de son maître était de restaurer le Pape. Il n'y eut plus d'hésitation, et l'Assemblée décida de résister à tout prix. L'opinion publique était trop surexcitée pour permettre de continuer des négociations ; même si la République était reconnue, elle n'aurait pas souffert qu'un soldat français franchît les murs de Rome.

La guerre était maintenant inévitable. « Des Italiens, déclamait Oudinot, ne se battent jamais ! », et il comptait remporter une victoire facile. Le 30 avril, il commença son attaque, avec le plan de forcer les portes de chaque côté du Vati-

1. Rusconi, *op. cit.*, II, 17, 229 ; Id., *Memorie*, 160 ; Torre, *op. cit.*, I, 217, 221 ; de Lesseps, *op. cit.*, 8 ; Niccolini, *op. cit.*, 116. L'article V de la Constitution française proclamait que « la République française... n'emploiera jamais ses forces contre les libertés d'aucun peuple ».

can et de rassembler ses ailes dans son jardin. Il y avait à peu près de chaque côté 10 000 combattants ; les Français luttèrent bravement ; mais ils avaient apprécié bien au-dessous de sa valeur la force de l'ennemi, et ils se trouvèrent en face d'hommes tout aussi courageux qu'eux, mais avec cette différence, qu'ils avaient, eux, foi en leur cause. Les deux divisions françaises furent battues, perdant 1 000 hommes, et se replièrent hâtivement afin d'éviter de voir coupée leur ligne de retraite sur Civita-Vecchia. Garibaldi insista pour être autorisé à les poursuivre, et ses vétérans auraient pu compléter leur déroute ; mais les Triumvirs se rattachèrent encore à l'espoir d'un compromis, et craignirent de rendre vains les efforts que la Montagne faisait à Paris en leur faveur. Les blessés français furent soignés avec les plus grandes attentions, et, à la fois par générosité et par diplomatie, les prisonniers furent fêtés et renvoyés avec tous les honneurs, au camp français. Oudinot écrivit au gouvernement que « la reconnaissance avait été glorieusement exécutée », mais sa fanfaronnade ne trompa personne. Une armée française avait été battue et mise en déroute, après un vif combat, par un nombre égal d'Italiens. Ni la force ni la ruse n'avaient réussi, et le gouvernement français se trouvait convaincu non seulement de trahison envers les principes républicains, mais d'une perfidie qui choqua les diplomates. Bien que Jules Favre le battît à l'Assemblée constituante[1] (7 mai), Louis Napoléon savait que les prochaines élections lui donneraient une grande majorité conservatrice ; aussi, se posant adroitement en champion de l'honneur de l'armée, il écrivit à Oudinot, bravant le vote récent. Mais il n'était pas encore en situation de rompre complètement avec l'Assemblée, et, afin de lui complaire, il envoya De Lesseps, qui n'était alors qu'un jeune diplomate, négocier avec le gouvernement romain. De Lesseps fut la dupe du Président ; il alla, en toute loyauté, tâcher de conclure une paix honorable, et, après deux semaines de négociations rendues seulement possibles par son absolue bonne foi et celle des Triumvirs, ils tombèrent d'accord (30 mai) sur la base d'un compromis d'après lequel De Lesseps abandonnait la question de l'oc-

1. L'Assemblée Constituante qui fut remplacée le 13 mai 1849 par l'Assemblée Législative. Le Ministère se composait de MM. Odilon Barrot, Drouyn de Lhuys, Falloux, général Rulhières, Passy, Tracy, Faucher, Lacrosse et Buffet. *(N. du T.)*

cupation, mais refusait de reconnaître le gouvernement républicain.

Au moment où la paix semblait assurée, les manœuvres souterraines du gouvernement français rendirent de nouveau la guerre inévitable. Les élections avaient eu lieu, et il pouvait jeter bas le masque. Il continua encore à essayer, par de vifs messages, à contraindre le Pape à des principes plus humains ; mais la question était maintenant, pour les puissances catholiques, de savoir qui serait la première à Rome, et la France ne devait pas être en arrière, si elle voulait s'assurer la gratitude de Pie. Les Espagnols étaient sur le point de débarquer 5000 hommes à Fiumicino. Les Napolitains avaient occupé le pays autour de Palestrina jusqu'à ce que les troupes romaines vinssent les attaquer à Velletri et les pousser, en ignominieuse déroute, au delà de la frontière (19 mai). Gorzowsky avait bombardé Bologne qui avait dû capituler après s'être défendue héroïquement pendant huit jours (16 mai); sa chute marqua la fin de la résistance en Romagne; et, bien qu'Ancône tînt tête aux Autrichiens pendant un mois encore, Wimpffen en avait déjà commencé le siège, et Lichtenstein marchait sur Pérouse. Si les Romains avaient été libres de leurs mouvements, ils auraient pu opposer à Wimpffen des forces supérieures en nombre, et le cerner. En les empêchant de bouger, la France avait été la meilleure alliée de l'Autriche ; mais elle surveilla jalousement toute marche ultérieure en avant de sa rivale. Pendant les négociations, Oudinot et ses généraux s'étaient agités impatiemment ; plusieurs de leurs hommes, indignés du rôle ignominieux qu'ils étaient appelés à jouer, étaient vivement désireux d'abandonner Rome et de se rencontrer avec les Autrichiens ; mais l'arrivée de canons de siège montra quelles étaient les réelles intentions du gouvernement. Oudinot, qui avait hérissé les négociations de toutes les difficultés possibles, prit, par provocation envers De Lesseps et les Triumvirs, la position de Monte Mario qui commandait les défenses du Nord de la ville, et répudia De Lesseps. Le lendemain De Lesseps recevait de Paris ses lettres de rappel, et Oudinot l'ordre d'entrer dans Rome par la force.

La déclaration de guerre fut presque un soulagement pour les Romains qu'avait accablés la longue incertitude des négociations. Pour la première et la dernière fois, le gouverne-

ment avait, depuis quelques jours, perdu son autorité sur la ville. Garibaldi était revenu de Velletri irrité de n'avoir pas été autorisé à consommer la victoire par une marche sur Naples, et, méprisant comme toujours le gouvernement parlementaire, il demandait à être nommé Dictateur. Il considérait Mazzini comme un bavard, et, malgré le noble naturel de ces deux hommes, chacun d'eux froissait quelque chose du sentiment théâtral de l'autre. Ils étaient tous deux des rivaux plus ou moins inconscients dans la popularité, et leur diversité d'opinions était suffisante pour draper leur antipathie personnelle en antagonisme de principes. Mais à ce moment toutes les jalousies disparurent dans la détermination de résister jusqu'à la dernière extrémité. L'inégalité entre les deux forces rendait vain tout espoir. Tandis qu'Oudinot possédait de 30 à 40000 hommes de troupes et une puissante artillerie de siège, les Romains avaient à peine 13000 hommes mal armés, en grande majorité originaires de l'État romain, et quelque 3000 gardes nationaux et citoyens en armes. L'attaque des Français fut dirigée contre le Janicule où les Romains occupaient une longue ligne faiblement défendue, et quelques villas et une usine comme avant-postes. Oudinot commença par un acte de trahison cadrant avec son caractère. Il avait promis de ne pas commencer l'attaque avant le matin du 4 juin; dans la nuit du 2, il surprit deux avant-postes romains. Pendant toute la nuit et le jour suivant, la bataille se continua dans les jardins et les vignes; malgré le nombre écrasant de leurs adversaires, les Romains réoccupèrent plusieurs fois les villas perdues; mais l'héroïsme individuel ne put suppléer à l'infériorité numérique et à la maladresse de Garibaldi; et, après seize heures de combat, les positions furent abandonnées. Mais, si les Romains n'avaient pu conserver aucun pouce de terrain à l'extérieur des murs, sauf l'usine de Vascello, ils avaient sauvé la ville d'une surprise, et les Français furent obligés de s'établir pour entreprendre un siège régulier (13 juin) avec la menace que la malaria ne les forçât à le lever s'il se prolongeait. Un bombardement impitoyable, tel que le désiraient les cardinaux[1], aurait contraint la ville à capituler rapidement, mais l'aurait réduite, pour un tiers, en ruines; et, si leur mitraille causa des ravages

1. De Tocqueville, *Mémoires*, II, 150.

considérables dans le quartier indigent du Transtévère, les Français eurent soin, en somme, d'épargner les monuments et les trésors artistiques[1].

Il était manifeste que, à moins d'une diversion de l'extérieur, la capitulation n'était qu'une question de temps. Mais, bien que les provisions commençassent déjà à devenir rares, il n'y eut pas une voix pour la demander. Les indigents supportèrent sans murmure le bombardement, la disette toujours plus grande, la dépréciation du papier-monnaie ; une haine sauvage des prêtres devint leur passion ; et les Transtévérins, autrefois si catholiques, maudirent le Pape et le clergé, au nom de qui les Français les tuaient et détruisaient leurs demeures. Ventura avait prévenu les prêtres que « si l'Église ne marche pas avec le peuple, le peuple marchera sans l'Église, et, non seulement, mais en dehors d'elle et contre elle » ; et maintenant les églises étaient désertées et le peuple prêt à renier le Pape[2]. Plus la défense devenait désespérée, et plus l'enthousiasme de la résistance grandissait. Pour Bassi, le moine, et ceux qui le vénéraient, Rome n'était plus une Babylone ; elle devenait la cité de Dieu. Six mille femmes offrirent leurs services aux hôpitaux, et toutes celles dont on eut besoin remplirent leur noble tâche sous les ordres de la princesse Belgiojoso[3]. La fleur de l'héroïsme italien s'était rassemblée pour défendre la capitale de l'Italie : Garibaldi, avec les lieutenants cosmopolites de ses batailles américaines ; Manara, le jeune et génial patricien de Milan avec ses adroits tireurs lombards, ouvriers et nobles combattant côte à côte, les héros des Cinq-Jours, à côté des volontaires de la campagne du Tyrol ; Mameli le poète, Dandolo, Pisacane, Bixio, Medici, et beaucoup de jeunes héros qui « laissèrent leurs os » à Rome, ou qui vécurent pour devenir les généraux et les organisateurs des batailles de l'avenir.

1. Les dommages ont été très contradictoirement évalués : de Gaillard, *op. cit.*, 304 ; Spada, *op. cit.*, III, 620 ; Correspondence-Rome, 93 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 175 ; *Actes officiels*, 159 162 ; Torre, *op. cit.*, II, 249, 392 ; Beghelli, *op. cit.*, II, 351.

2. Torre, *op. cit.*, II, 392-394 ; Ventura, *Pei morti*, XXV ; Mazzini, *Opere*. VII, 118 ; Spada, *op. cit.*, III, 118, 435 ; *Riv. stor. del risorg.*, I, 163 ; Orsini, *Lettere*, 276.

3. Probablement la Laura Pavieni de la *Vittoria* de Meredith ; elle serait, a-t-on dit, l'héroïne de *Sur une morte* d'Alfred de Musset. — Margaret Fuller fut une des infirmières.

Beaucoup n'étaient pas républicains; quelques-uns étaient des aristocrates ; mais l'amour de la patrie et la magie de Rome les avaient attirés là pour combattre, dans une lutte dernière, pour l'Italie !

Le gouvernement fut digne de ses défenseurs. Il avait maintenu l'ordre d'une façon absolue pendant la durée du siège ; les finances avaient été administrées intelligemment et honnêtement, et, malgré la rareté des aliments, il n'y eut pas de disette. S'il manqua parfois de promptitude et de fermeté, Mazzini était doué d'une grande énergie, d'idées puissantes, et sut faire partager à tous ceux qui l'approchèrent ses espoirs et ses enthousiasmes[1] ; et, si l'on met de côté l'opposition bruyante de Sterbini et de Garibaldi, il posséda une autorité incontestable. Une défaite lui semblait à peine possible ; il espéra toujours que la Montagne effectuerait une diversion à Paris ou que l'Angleterre interviendrait. Mais Palmerston était à la merci des Cobdenistes, et la révolte — avortée —, de Paris du 13 juin, fut le dernier effort de la Montagne. Huit jours plus tard, les remparts furent enlevés, sans résistance, presque, de la part de leurs défenseurs exténués et découragés. Mais ils ne se replièrent que jusqu'au mur Aurélien ; pendant une semaine encore Medici et les quelques centaines hommes qui l'accompagnaient conservèrent le Vascello qu'ils n'abandonnèrent qu'après y avoir perdu 300 des leurs, et lorsque l'usine ne fut plus qu'un monceau de ruines (29 juin). La dernière bataille eut lieu la nuit suivante aux alentours de la Villa Spada ; pendant douze heures, Manara y tint tête à des forces bien supérieures en nombre, et lorsque d'autres armes leur manquèrent, les jeunes héros se battirent au couteau, jusqu'à ce que leurs chefs fussent tombés, victimes de la vengeance pontificale et de la duplicité française. Mazzini voulait encore résister, mais Garibaldi déclara à l'Assemblée que la lutte était sans espoir, et les députés résolurent de cesser une guerre inutile (1er juillet). Lorsque les soldats français firent leur entrée dans la ville, une foule hostile les hua dans les rues, et, pendant un moment, ils reculèrent, honteux de leur victoire. Dans l'intervalle, la constitution républicaine avait été promulguée au Capitole. Pen-

1. En ce qui concerne l'impression produite sur Clough, consulter ses *Prose Remains* et *Amours de voyage*.

dant toute la durée du bombardement, l'Assemblée l'avait discutée avec calme. Et, tout étranglée qu'elle fût dès sa naissance, elle reste remarquable en tant que constitution ultra-démocratique élaborée par une Assemblée bourgeoise, à une époque de tranquillité intérieure relative[1]. Elle aurait pu ouvrir pour Rome une ère nouvelle ; mais le courage et la sagesse ne servirent à rien ; et la ville fut contrainte de se courber à nouveau sous le joug détestable des prêtres, par les moyens les plus vils qui déshonorèrent jamais une grande nation.

Mazzini parcourut courageusement les rues de Rome épiant en vain une occasion de recommencer la lutte. Garibaldi demanda à ceux qui ne voulaient pas se rendre de marcher à sa suite ; il leur promettait « de la faim, de la soif et des veilles, mais jamais de conditions avec l'ennemi ». Trois mille hommes le suivirent ; pendant trois semaines ils marchèrent, pourchassés par les Français, les Espagnols et les Autrichiens, maltraités par les paysans, affaiblis par des désertions journalières. Mais ils surmontèrent tout et atteignirent San Marino où Garibaldi obtint un compromis pour ses hommes ; puis, avec 200 fidèles parmi lesquels sa femme Anita, Ciceruacchio et Bassi, il partit pour Cesena. Ils s'embarquèrent alors pour Venise, mais quelques-unes de leurs barques furent capturées par des bateaux autrichiens, et d'autres forcées de regagner le rivage. Dans la forêt de Comacchio, Anita mourut ; Garibaldi fit alors une fuite extraordinaire à travers la péninsule, partout couvert et protégé bien que sa tête fût mise à un haut prix. Bassi fut capturé. Le commissaire pontifical, Bedini, lui aurait volontiers fait grâce, mais Gorzowsky ne voulut pas entendre parler de sursis[2] ; et, après lui avoir, avec une hypocrisie féroce, arraché la peau des mains et du front, que les saintes huiles avaient touchée lors de son ordination, les Autrichiens le fusillèrent au jour anniversaire de leur expulsion de Bologne.

1. Le texte se trouve dans Tivaroni, *Dominio austriaco*, II, 439-443. Elle promettait au Pape « toutes les garanties nécessaires au libre exercice de son autorité spirituelle ».

2. Melena, *Garibaldi*, 77 ; mais Piancini dit le contraire : *Rome des Papes*, III, 401-402.

CHAPITRE XIX

VENISE SOUS MANIN

Août 1848-août 1849.

VENISE : La fusion est annulée ; Venise et la France ; le blocus ; le gouvernement de Manin ; le bombardement ; la capitulation ; MANIN.
LES CAUSES DE L'INSUCCÈS ; jalousies provinciales ; divisions politiques ; pénurie d'hommes d État ; les défauts du caractère national. L'esprit du mouvement ; Ugo Bassi.

La Sicile, la Toscane, Rome s'étaient rendues ; en dehors du Piémont, le drapeau de la liberté italienne ne flottait plus que sur une seule ville. Venise, l'indigente, l'insouciante, l'indulgente, s'était rachetée par une défense de patient héroïsme qui lui valut l'admiration de l'Europe. Depuis le mois d'août précédent, et presque sans aucun concours, elle avait bravé la puissance de l'Empire autrichien. Elle avait été bientôt réduite à ses propres ressources ; l'interrègne de gouvernement semi-piémontais, introduit par l'Acte de Fusion du mois de juillet, avait duré à peine un mois. Les commissaires piémontais n'étaient là que depuis cinq jours lorsque les nouvelles de l'armistice de Salasco mirent fin à leur court règne (11 août 1848). Une vive agitation publique les força de se retirer et refit Manin dictateur de fait. Il considéra que l'armistice, étant donné le lâche abandon de Venise, annulait l'Acte de Fusion. Il eut soin toutefois de proclamer que son gouvernement était provisoire, et que la décision à prendre au sujet de l'avenir de la ville serait laissée à une Constituante italienne. S'il ne le fut pas de nom, son gouvernement fut, de fait, républicain. Pour l'instant, la question la plus importante était de maintenir les Autrichiens au dehors.

Venise répudia avec colère la docile reddition de sa liberté, et l'Autriche eut la liberté de rompre la trêve et d'investir la ville. Les Piémontais étaient tenus, par l'armistice, à ne lui porter aucun secours; ils rappelèrent leurs troupes à grand regret, bien que leurs navires restassent encore un moment, maintenant le blocus en partie ouvert. C'est sur l'amitié de l'Angleterre et de la France que reposaient les espérances de Manin. Mais Palmerston lui déclara franchement que l'Angleterre n'entreprendrait pas une guerre, tout en s'efforçant de remplir plus que ses promesses, et en s'employant de son mieux à persuader diplomatiquement l'Autriche d'abandonner ses prétentions sur la ville. L'attitude de la France constitua un fâcheux contraste ; ce fut la même histoire de promesses faites faiblement ou faussement, qui déshonorèrent la politique extérieure de Lamartine. Bastide et Cavaignac firent litière de leurs protestations de dévouement, et, tandis qu'ils s'engageaient à ne jamais abandonner Venise, ils négociaient avec l'Autriche en vue d'une paix qui ne devait laisser à la ville rien que son autonomie[1]. Embarrassé, mais ne pouvant croire à la perfidie de Bastide, Manin resta plein de confiance en la France, et repoussa toute solution laissant Venise rattachée à l'Empire autrichien. Ce ne fut qu'en février, lorsque, abandonnant les subterfuges de Bastide, Louis Napoléon lui eût déclaré carrément que la France avait trop de préoccupations intérieures pour se laisser aller à faire la guerre, que Manin se rendit compte que Venise ne devait compter que sur elle-même, et que seule une victoire italienne ou hongroise pourrait la sauver.

Mais aucun désappointement n'abattit le courage des Vénitiens. Durant tout l'hiver, le blocus avait été serré. Depuis longtemps déjà, les Autrichiens avaient conquis tout le continent, excepté la tête-du-pont de Malghera, au bout du pont du chemin de fer ; et, bien que Mestre eût été pris à la suite d'une brillante sortie en octobre, il n'était pas occupé. Malgré la présence de navires français ou piémontais, le blocus devint plus étroit, et pendant près de six mois, la ville fut à peu près privée de tous rapports avec le monde extérieur. Sa position était encore forte ; les lagunes

1. Correspondence-Italy, III, 61, 123 ; Planat de la Faye, *Documents*, I, 401, 409 ; II, 3-4, 29-30, 45.

semblaient imprenables ; le gouvernement avait eu grand soin de faire des approvisionnements, et les canaux et les îles fournissaient des poissons et des légumes. L'arsenal contenait de vastes réserves de munitions, et Pepe, qui commandait les troupes, leur avait communiqué son invincible enthousiasme. Il était peut-être bien vieux pour la tâche qu'il avait à remplir ; il était présomptueux et vain ; mais il avait les qualités nécessaires à un chef militaire populaire, l'orgueil de ses hommes, et une discipline intransigeante. Ses ordres du jour, aussi enlevants que ceux de Manin, constituaient son « cheval de bataille » ; avec eux, il conquérait les dévouements et enflammait les courages, et il put braver des révoltés qui se préparaient à tirer sur lui, et qu'il laissa enthousiastes et dociles. Il avait amené avec lui un excellent état-major, et, bien qu'il perdît ses troupes napolitaines qui retournèrent dans leur pays après l'armistice de Salasco, il avait sous ses ordres 20 000 hommes, dont 14 000 Vénitiens, et 6 000 volontaires de Rome ou de l'Italie septentrionale. Malgré leur indiscipline, c'était là un corps de valeur, et, entre les mains de Pepe, les « vagabonds à peine sortis de l'adolescence » apprirent à faire face aux meilleures troupes de l'Autriche. Il y avait aussi à Venise une petite flotte, qui, plus habilement employée, aurait pu maintenir le blocus plus ou moins ouvert.

C'était le moment de mettre à l'épreuve le courage du gouvernement et du peuple. Manin et ses co-triumvirs avaient à veiller à la nourriture de 130 000 bouches, à « bien conduire leur barque » parmi les eaux troubles de finances révolutionnaires, et — tâche beaucoup plus ardue —, à maintenir dans le calme une population indisciplinée et impressionnable qui voyait les filets se resserrer autour de la ville encombrée. Une main à la fois ferme et douce était nécessaire ; mais les Vénitiens étaient dignes de leurs chefs. Les graves difficultés financières furent aplanies grâce au calme superbe de la population. A ses yeux c'était là presque une guerre de religion, et, en réponse aux appels de Gavazzi et de Bassi, des offrandes volontaires affluèrent constamment. Les citoyens riches apportèrent très facilement leur argent, et, lorsque le gouvernement leur demanda leur vaisselle plate afin de la fondre en monnaie, ils s'y prêtèrent avec enthousiasme. Pepe abandonna ses émoluments ; les théâtres mirent en commun leurs recettes pour l'achat d'un bateau à vapeur ; des écoliers

rognèrent d'eux-mêmes sur leur nourriture. Des placards furent affichés avec cette proclamation : « Venise demande leur argent aux églises, leur bijoux aux femmes, leur bronze aux cloches, leur cuivre aux cuisines, leur fer aux balles de l'ennemi, — tout plutôt que Croates[1]. »

Mais aucun enthousiasme ne pouvait dissiper le danger grandissant. Sauf de faibles espérances en ce qui concernait la Hongrie, la dernière chance de secours avait disparu à Novare. Mais personne n'eut pourtant l'idée d'une capitulation. Quand arrivèrent les nouvelles de Novare, l'Assemblée prit la résolution de résister à tout prix et donna à Manin des pouvoirs illimités. Mais les Autrichiens étaient maintenant à même d'effectuer une attaque sérieuse. Les travaux faits autour du fort de Malghera se rapprochaient de plus en plus, et, à la fin de mai, après une résistance héroïque qui dura trois jours, lorsque la petite garnison eut perdu un homme sur six et que le fort ne fut plus qu'un monceau de ruines, ses braves défenseurs battirent en retraite devant un ennemi dix fois supérieur en nombre (26 mai). Si la plupart des officiers étaient des Napolitains, la grande masse des hommes étaient des Vénitiens, et les volontaires de la compagnie d'artillerie Bandiera-Moro, hommes de haute lignée et de vie efféminée, avaient pointé les canons avec le sang-froid de vétérans. De nouveau la résistance à tout prix fut décrétée. Les arches les plus éloignées du pont du chemin de fer furent détruites, et le pont lui-même devint le théâtre d'une nouvelle défense désespérée. Mais par une belle nuit d'été (13 juin) les Vénitiens virent des bombes pleuvoir sur la côte occidentale de la ville ; pour la première fois des boulets ennemis atteignaient Venise ! Six semaines plus tard, les Autrichiens commencèrent à rectifier leur tir ; leur feu couvrit les deux tiers de la ville et plusieurs forts durent être évacués ; mais si des boulets causèrent plusieurs incendies et si des bombes éclatèrent dans des églises, des hôpitaux, détruisant des fresques inestimables[2], ils tuèrent peu de monde. On avait du pain, mais de mauvaise qualité, et la viande atteignait des prix exorbitants. Le typhus et le choléra fondirent sur la ville, et 4000 personnes furent emportées par l'épidémie. Mais le peuple ne murmura pas,

1. Flagg, *Venice*, II, 149, 216 ; Pepe, *Events*, II, 250.
2. E. g. à la Scuola di S. Rocco.

et, jusqu'au dernier moment, il ne cessa d'espérer. Bien que, l'un après l'autre, ses amis, le Piémont, la France, la Hongrie, Rome, ou bien se révélèrent hypocrites, ou lui manquassent, Venise ne perdit jamais courage. Pendant toute la durée du bombardement, des processions et des fêtes se suivirent sans interruption ; bien que de temps en temps un boulet égaré tombât au travers de leur toiture, les théâtres donnaient des représentations. Les gondoliers firent d'innombrables actes d'héroïsme pour aller chercher clandestinement quelques provisions ou quelques nouvelles au delà des lignes de l'ennemi ; les enfants faisaient la chasse aux boulets à moitié bons encore, qu'ils rapportaient pour réapprovisionner l'arsenal. Tandis que les bombes pleuvaient sur le quartier de Canarreggio, les habitants disaient « plutôt des bombes que des Croates ; faites tomber nos vieilles maisons! » ; et lorsque le Patriarche parla de capitulation, ils mirent presque son palais à sac. Pendant toute cette lutte désespérée, le bombardement, les demi-rations et le choléra, les Vénitiens, à peine à une exception près, restèrent aimables, de bonne humeur, et insouciants du danger.

Même au milieu de la détresse terrible des derniers jours, peu de troubles se produisirent, bien que l'autorité de Manin fût ébranlée et que le gouvernement eût dû fermer les clubs. Mais Manin savait que tout espoir était perdu. Déjà en juin il aurait acquiescé à un système effectif d'autonomie, mais les conditions des Autrichiens étaient trop vagues, et l'Assemblée s'était montrée presque à l'unanimité de son avis en le repoussant. Maintenant, avec le bombardement, le choléra, la pénurie d'aliments et de poudre, Venise ne pouvait solliciter des faveurs. Manin savait que les provisions ne dureraient que jusqu'à la fin d'août, et il craignait les brutalités de la vengeance de l'Autriche, s'il fallait que la ville se rendît sans conditions. Mais le sentiment public contre la capitulation était si puissant qu'il mit en danger son autorité sur la ville. Tommaseo, toujours intrigant et factieux, était à la tête d'un parti d'irréconciliables qui s'imaginaient qu'il existait des approvisionnements secrets et réclamaient une sortie en masse. Mais Pepe soutint Manin avec la plus grande énergie, et, à une petite majorité, l'Assemblée lui conféra les pouvoirs nécessaires pour traiter (6 août). Le 22 août la ville capitula. Elle avait coûté cher aux Autrichiens ; ils avaient perdu au

moins 8000 hommes, tant par le fer que par la maladie. Et, bien que le « Croate maudit[1] » fût dans ses murs, l'héroïque cité avait gagné des titres à son respect, et elle se drapa avec quelque chose de son ancienne gloire.

Elle avait eu la chance d'avoir à sa tête un homme supérieur. Manin apparaît comme l'incarnation de « l'heureux guerrier » de Wordsworth. Pendant son court passage au pouvoir, il fit preuve d'un mélange de sagesse prévoyante et d'enthousiasme passionné qui le rendent digne de figurer parmi les grands hommes d'État. Peu de personnes ont possédé comme lui la pureté et la bienveillance du brave homme alliées à l'énergie et à l'audace de l'homme d'action. De constitution faible et très vite épuisé, il n'eut pas une existence bien gaie. « Depuis mon enfance, disait-il, la vie a toujours été pour moi un effort pénible; je suis constamment fatigué ». Mais il était calme, avec sang-froid. Il fut heureux dans son intérieur; son caractère privé fut au-dessus de tout blâme. « L'incontestable pureté des mœurs, disait-il, donne sa puissance vraie et vitale au patriotisme qui, pour nous, est une religion. » Il dut beaucoup de sa puissance à sa franchise et à son aversion pour tous mystères. L'audace et la sûreté de ses actes publics étaient basées sur la plus stricte discipline personnelle. Ses façons ordonnées et méthodiques lui permirent d'accomplir son œuvre au milieu des heures les plus sombres, bien qu'une fois l'excitation tombée, il se sentît « inférieur à l'homme le plus commun ».

Son influence sur le peuple était absolue. Avec quelques phrases passionnées, il pouvait le mener à sa guise. La puissance communicatrice de son enthousiasme l'identifiait avec lui et rendait son ascendant naturel. « Je sais que vous m'aimez, dit-il une fois, et, par cette affection, je maintiens l'ordre. » « Retournez à vos travaux, et donnez à votre pays le surplus de votre temps et de votre argent. » L'élévation et la hardiesse de ses espérances lui avaient conquis le peuple ; son amour pour lui sut développer tout ce qu'il y avait de bon dans son caractère et, en dépit des mauvaises apparences, sa foi dans les Vénitiens se justifia par elle-même. Mais son amour n'impliquait en aucune façon de la déraison. Il sut apprécier le peuple de

1. Clough, *Dipsychus*. Il est intéressant d'opposer l'enthousiasme de Clough aux injures maussades de Ruskin sur le mouvement italien.

sang-froid ; il connaissait la férocité latente des masses; il s'attendait à devenir impopulaire, et la durée de son influence « l'étonna et le stupéfia[1] ». Tout résolu qu'il apparût en public, chez lui il était accablé d'inquiétudes et d'appréhensions ; mais son enthousiasme le déçut rarement; il savait attendre patiemment, pendant des années, puis, tout d'un coup, agir. S'il sembla romanesque, il sut soigneusement mesurer ses forces, et rarement manqua son but. Tous ses instincts étaient pratiques. Il avait pour le désordre « une répulsion instinctive, comme pour une querelle ou un visage difforme ». « Les étrangers, disait-il, nous qualifient de bavards; mon ambition consiste à ce qu'ils ne soient plus jamais à même de qualifier ainsi les Vénitiens ». Sans peur et sans reproches, il éleva Venise jusqu'à lui ; puis, presque indigent, prit le chemin de l'exil où il joua comme penseur un rôle aussi grand que celui qu'il avait joué comme homme d'action[2].

Avec la capitulation de Venise, tout fut perdu. La puissance de l'Autriche n'apparut que plus grande après son ébranlement momentané. Sauf le Piémont, l'Italie tout entière, après quelques heures de lumière, avait sombré dans la nuit, dans une réaction épouvantable et cruelle qui ne voyait le salut que dans la vengeance et la proscription. En une année, les espérances superbes dont la réalisation semblait si certaine, s'étaient évanouies, et l'on se demande les raisons de ce renversement effrayant. Sans doute la puissance de l'ennemi s'était révélée plus grande qu'on ne le prévoyait. Après les Cinq-Jours, Palmerston, qui était un observateur si froid, pensa bien que la domination autrichienne était finie à jamais; et personne ne pouvait prévoir que la sévère ténacité et la discipline de l'armée autrichienne reconquerraient une position qui semblait sans espoir, ou bien que la République française se montrerait si vite traître à ses principes et enverrait une armée écraser une démocratie-sœur. Mais les causes principales de la défaite sont des causes intérieures. Plusieurs furent accidentelles : si le Piémont avait possédé un général capable, ou si un homme honnête avait été sur le trône de Naples, toute la force puissante de l'armée de Radetzky

1. La Forge, *Manin*, II, 165 ; Flagg, *op. cit.*, II, 29, 45.

2. Les renseignements les plus importants sur Manin se trouvent dans la collection de documents de Planat de la Faye ; les ouvrages de La Forge, Henri Martin, Flagg, Errera et Finzi sont tous précieux et dignes de foi.

n'aurait servi à rien. Au commencement de l'été de 1848, il y avait en Lombardie et en Vénétie 80 000 réguliers et peut-être 12 000 volontaires, contre 60 000 Autrichiens, et les Napolitains auraient pu fournir un contingent de 40 000 hommes. Même au mois de mars 1849, les Piémontais, les Romains et les Vénitiens avaient 110 000 hommes sous les armes, soit 35 000 de plus que n'en comptait l'armée de Radetzky.

Mais il y eut de plus importantes causes d'insuccès dans le caractère même de la Révolution. Le mouvement de 1846 1849 n'avait eu en vue que l'indépendance; bien loin de vouloir l'unité, il avait à peine été fédéraliste. Les Unitaires n'étaient qu'une poignée. La république indivisible de Mazzini avait été dédaigneusement reléguée à l'arrière-plan. Les quelques personnes qui eurent en vue une unité monarchique avec Charles-Albert montrèrent par leur impuissance combien elles étaient peu soutenues. Les Albertistes purs ne pensèrent jamais à l'annexion de Naples, à peine à celle du Centre; l'école avancée des hommes d'État piémontais, sauf quelques lueurs de vision plus large, n'eut en vue que l'absorption de la vallée du Pô, ou, au plus, de la Romagne, et refusa la Sicile alors qu'elle était prête à se faire annexer. Et pourtant, la crainte d'une expansion piémontaise avait provoqué un sentiment profond de suspicion et de ressentiment qui fut souvent entretenu aussi vivement par les démocrates que par les cours. Montanelli avait intrigué, même contre l'union de la Lombardie et du Piémont; dans la Lombardie même, démocrates et républicains avaient énergiquement combattu la fusion; à Naples, les hommes d'État libéraux avaient projeté des accroissements des territoires de Ferdinand, qui les auraient mis à même de faire éventuellement échec à l'hégémonie piémontaise. Sans doute peu de monde fit preuve du malsain esprit de parti de Cattaneo ou de Rossi; mais l'amour de l'autonomie dans chaque État particulier, l'aversion à être absorbé dans une nation plus grande, ravit la moitié de sa force et de sa raison à la guerre pour l'indépendance.

Ces difficultés furent aggravées par la division existant entre les modérés et les démocrates. Tout d'abord, la nation presque tout entière, un grand nombre de paysans exceptés, s'était jetée dans la lutte. Mais l'Encyclique refroidit les prêtres et les dévots; une épouvante ridicule du socialisme provoqua une panique au détriment du parti qu'on pensait, sans raison,

être allié aux « Rouges » de Paris. Le moment était absolument inopportun pour la guerre, car il était impossible à un pays récemment doté d'une liberté constitutionnelle et impatient de regagner les retards de sa législation, de concentrer sa puissance dans une guerre d'affranchissement. Un millier de plans sociaux et politiques sollicitaient l'attention ; des forces, qui auraient dû être vouées à la lutte en Lombardie, furent gaspillées en paroles ; du temps et de l'énergie furent perdus en crises ministérielles incessantes et en vaines luttes de parti, alors que l'ennemi était aux portes. Il fut impossible, pendant que siégeaient les Chambres, d'apaiser les divisions profondes sur la politique sociale, et les querelles se continuèrent sur le théâtre de la guerre. La crainte de voir, au dernier moment, se produire un mouvement républicain, fut une des causes de la lenteur de la marche de Charles-Albert après les Cinq-Jours. La perte de la Vénétie donna naissance à cette accusation si exagérée, si injuste, de trahison royale, qui eut pour résultat de disperser les volontaires et de laisser dans un état de surexcitation les démocrates moins responsables. La presse démocratique contribua beaucoup, par ses diffamations éhontées contre les généraux, à démoraliser les soldats, et toute la fidélité de Gênes envers le roi ne la sauva pas d'une violente haine de l'armée.

Si l'Italie avait possédé des chefs plus capables, beaucoup de ces obstacles auraient pu être surmontés. Mais un pays nouvellement né à la liberté ne pouvait en un jour créer des hommes d'État populaires. L'opinion publique ne permit pas que les ministres de l'absolutisme restassent au pouvoir ; elle se tourna inévitablement vers les hommes de lettres qui avaient été à la tête du mouvement national. Les premiers ministres de 1848-49 furent tous, presque sans exception, des hommes qui avaient acquis leur renommée par leur plume, mais n'avaient eu aucune occasion de se faire une éducation politique, à une époque où le gouvernement frappait d'ostracisme tout penseur original. Balbo, Gioberti, Mamiani, Guerrazzi, Montanelli, Carlo Troya étaient essentiellement des spéculatifs, et non des hommes d'action. C'est sans doute tout à l'honneur de la puissance de l'Italie, qu'il se présenta de brillantes exceptions, comme le gouvernement de Manin à Venise et de Mazzini à Rome, et, à un degré moindre, les réformes économiques de Rossi et l'administra-

tion de Cordova des finances siciliennes. Mais la note prédominante, en ce qui concerne l'administration, fut la médiocrité. Nulle part ne se révéla la capacité de passer au crible les choses pratiques, et de savoir perdre de petits points pour en gagner de gros. Guerrazzi se plaignit avec raison de ce que tous les chefs fussent « mezzo-tinto ». Il est vrai que les difficultés étaient très grandes. Une révolution abandonnée par les fonctionnaires a à parcourir un chemin rocailleux, et l'administration, en Toscane, à Rome, à Naples, fut uniformément hostile au nouvel état de choses ; elle puisa ses inspirations chez les réactionnaires, et ne réussit que trop à dénaturer les intentions des cabinets libéraux. A une époque, donc, où il était avant tout nécessaire que le gouvernement fût puissant et solide, sa faiblesse fut trop évidente, et, n'importe quels éléments de désordre eurent l'avantage sur lui. Mais la grande et tranquille majorité ne désirait que de l'ordre et un bon gouvernement ; elle montra beaucoup d'empressement à rendre moins pénibles les difficultés de l'administration, par amour pour la cause nationale, et Manin et Mazzini démontrèrent qu'un gouvernement énergique et sympathique pouvait surmonter tous les obstacles placés devant lui. C'est à juste titre que Cavour prétendit, avec un peu de vantardise, que, s'il eût été au pouvoir, il aurait épargné à son pays les désastres que lui valurent des hommes d'État incompétents.

Tout, dans l'éducation des Italiens, tendait à leur donner des défauts. Leur exclusion de la vie politique avait cette conséquence inévitable qu'ils étaient dénués de la raison politique qu'acquièrent seuls les peuples qui possèdent des institutions libérales ; ils avaient à un degré infime le sentiment des proportions, des compromis, et étaient peu capables d'évaluer les forces qui se dressaient contre eux. Ce fut le côté léger, facile, pittoresque du mouvement qui séduisit la majorité. Ils avaient « trop d'hymnes sur l'affranchissement de l'Italie », comme plus tard, s'en plaignit Cavour, trop peu de zèle à la tâche ardue et silencieuse d'expulser l'ennemi, trop peu de l'empire sur soi-même et de la discipline qui étaient nécessaires pour édifier un règne de liberté réglée. Mazzini leur avait appris à compter plus sur l'enthousiasme que sur l'organisation ; le culte de Pie avait encouragé un sentimentalisme fantasque qui se perdit en vaine émotion ; la facile

victoire des Cinq-Jours avait semblé démontrer qu'un peu de courage et d'enthousiasme farouches pouvaient « emporter le ciel ». Et, en fait, l'ardeur indisciplinée vainquit, dans les villes, à plusieurs reprises, des forces de beaucoup plus nombreuses. Mais les Italiens avaient à apprendre que la plupart des hommes ne combattent guère plus d'une semaine, à leurs propres portes, même pour la plus noble des causes, et que, envoyer des hommes, et les maintenir, sur un champ de bataille, nécessitait un long entraînement et une stricte discipline. Les vingt millions d'hommes de Mazzini se réduisirent en fait à quelques milliers. Et il en fut de même dans leur vie politique où trop de hâte, trop de verbiage, un manque d'empressement à subordonner l'individu au parti, rendirent décevante et inefficace l'œuvre législative de 1848. Les noms et les symboles eurent plus de poids que les faits ; un beau sentiment, plus qu'une réforme utile et pratique. Et le patriotisme passionné, la gravité sociale furent ainsi sans récompense, parce qu'une individualité faible conduit à la présomption, et que l'Italie, qui n'avait pas eu l'expérience pour s'instruire, ne pouvait se discipliner en un instant.

Mais s'il fut ainsi dépourvu de vigueur et de puissance, l'esprit qui fit et défit la révolution eut un très beau et très noble côté. Le sentimentalisme eut comme « recto » un enthousiasme et une foi, doux, purs, humains, qui reposaient sur la droiture, refusèrent de rabaisser d'un iota leur noble idéal, envoyèrent les hommes à la guerre avec l'emblème des Croisés se ruer sur les baïonnettes autrichiennes ou françaises, une prière aux lèvres, joyeux de donner leur vie pour l'Italie. Les hommes qui avaient perdu leur foi en Pie, mais restaient fidèles à la note religieuse qu'il avait donnée, qui avaient appris le credo mazzinien de rédemption sociale et morale, crurent profondément que le nouveau règne de liberté ne pouvait échouer et espérèrent jusqu'à la fin, tandis que les Autrichiens, les Français et leurs adversaires, dans leurs propres familles resserraient toujours davantage autour d'eux les mailles d'une conspiration d'iniquité brutale.

Le type et le héros de cet état d'âme fut le moine barnabite Ugo Bassi. Entré dans les ordres à la suite de la mort d'une femme qu'il aimait, il avait reçu une éducation qui n'avait point été étroitement cléricale. Il s'était nourri de la Bible et du Dante, de Shakespeare et de Mazzini ; il

était poète, artiste et compositeur de quelque mérite. Mais il était animé, par-dessus tout, de dévouement à l'humanité, d'une passion de pureté et de droiture qui en firent le consolateur des habitants de Palerme pendant l'épidémie de choléra, et lui firent parcourir l'Italie en prédicateur rénovateur aussi hardi à dénoncer la corruption de l'Église qu'il était exigeant en ce qui concernait sa sainteté personnelle. La guerre le fit sortir de la retraite dans laquelle l'avaient poussé les soupçons des gouvernements, et sa grande bravoure personnelle le rendit l'idole des volontaires. Comme beaucoup d'autres patriotes, il vint à Rome, où le gouvernement de Mazzini lui apparut comme la réalisation de son idéal, l'union de la religion pure avec la liberté, le règne de l'égalité chrétienne et de la démocratie religieuse, « où toutes les classes existent l'une pour l'autre ». Il devint le chapelain de Garibaldi, et troqua sa robe de barnabite pour la chemise rouge ; il fut l'ami et l'inspirateur des héros qui défendirent Rome. Ses dernières paroles, lorsque les Autrichiens le fusillèrent à Bologne, furent des avertissements pour les grands et des mots de sympathie pour les pauvres. Ce fut Bassi et tous ceux qui partagèrent ses sentiments, qui communiquèrent sa noblesse à la Révolution italienne ; ce furent eux, dont l'idéal élevé, le noble dévouement, la passion d'éducation morale et religieuse, rachetèrent le manque de courage civique, de patience et de raison, et illuminèrent la Révolution d'une clarté qui luit encore comme un phare. Mais ils se brisèrent contre les dures réalités de la politique européenne et les fautes nationales. Pour sauver l'Italie, il eût fallu des vertus plus prosaïques, de la discipline, de l'organisation, de la fermeté, un gouvernement plus patient et plus prévoyant. Il est peut-être heureux pour l'Italie qu'elle ait eu le temps de mettre à profit les leçons de la Révolution, qu'il lui ait fallu passer dix années encore à attendre, en se fortifiant dans le silence et en se préparant activement, le moment d'atteindre son but. « Les jours de l'Italie artiste », dit Manin, « sont passés ; considérons une autre Italie ».

CHAPITRE XX

LE PIÉMONT APRÈS NOVARE. — LA RÉACTION

1848-1850

Le Piémont : après Novare ; la révolte de Gênes ; il est question de continuer la guerre ; la constitution est sauvée ; d'Azeglio premier ministre ; les conditions de la paix ; la proclamation de Moncalieri ; l'hégémonie du Piémont ; les réfugiés ; Turin.

Les États de l'Église : le peuple et la Restauration ; les Français à Rome ; le Triumvirat rouge ; la lettre de Napoléon à Edgar Ney ; le motu-proprio de Portici ; le Pape rentre à Rome ; l'Ultramontanisme.

Novare avait semblé être une défaite écrasante ; mais elle était loin de laisser le Piémont à la merci du vainqueur. Son armée, bien que découragée et en partie démoralisée, était intacte ; la France était sur le point d'intervenir et, si ses troupes avaient franchi les Alpes, Radetzky se serait vu dans l'obligation de battre vivement en retraite sur le Quadrilatère. Même avec ses seules ressources, le Piémont pouvait prolonger la résistance derrière Alexandrie et Turin. Et, pour le moment, il sembla vouloir agir ainsi. Bien au-dessus de la colère, de la panique et des suscipions de trahison, la clameur contre toute capitulation tonnait lourdement. Mettre bas les armes après une lutte d'une semaine semblait une conclusion pusillanime d'espoirs qui avaient été si grands ; cela semblait honteux que se retirer de la lice, alors qu'à Rome et à Venise, à Bologne et à Brescia, flottaient encore les trois couleurs. La grande majorité du peuple attribua avec assurance la défaite à une trahison, et s'imagina qu'avec d'autres généraux on pourrait retrouver la victoire. Pendant quelques jours, on fut sans nouvelles certaines du théâtre des

opérations; mais dès que la défaite fut connue à Turin, la Chambre décréta une levée en masse, et les démocrates, s'agitant autour du nom de Charles-Albert, firent appel au peuple pour qu'il continuât la lutte qu'avait commencée le roi-patriote. Lorsque les conditions de l'armistice, qui comportaient l'occupation temporaire d'Alexandrie et le rappel de la flotte alors à Venise, furent connues, le parti de la guerre dénonça la capitulation et la Chambre la flétrit comme inconstitutionnelle.

A Gênes, les soupçons de trahison éclatèrent en révolte. Le bruit courut que le jeune roi Victor-Emmanuel avait déchiré la constitution et livré la ville aux Autrichiens. Pris de panique à la nouvelle de la marche en avant de l'ennemi et soupçonnant violemment de trahison le commandant de la garnison, les Génois surent l'intimider au point de se faire livrer facilement les forts. Ils protestèrent de leur fidélité envers le Piémont; le premier, et en fait, le principal but du soulèvement, fut de protéger la ville contre le péril imaginaire d'une occupation autrichienne; le mouvement fut accepté par la grande majorité des citoyens, et des personnalités comme par exemple Pareto, l'ancien ministre, y prirent une part prépondérante. Tout dangereux qu'il fût, étant donné l'état d'agitation dans lequel était le pays, du tact et une meilleure connaissance de ses motifs auraient pu l'amortir paisiblement. Mais le nouveau ministère, qui venait d'entrer en fonctions, fut impatient de prouver son conservatisme; il était terrifié par le spectre de la séparation, et les modérés avaient une vieille haine contre la démocratie turbulente de Gênes. Les Génois furent déclarés rebelles et on envoya La Marmora les réduire à l'obéissance; après deux jours de violents combats, la ville, « déshonorée » par les bombes et mise à sac par les troupes, fut obligée de se rendre (10 avril). Ce fut un épisode honteux faisant mal augurer de la sagesse ou de la modération du nouveau gouvernement du Piémont.

La révolte de Gênes avait été causée par l'épouvante de l'invasion; mais des personnes moins exaltées crurent que la guerre pouvait être continuée. La première impulsion de Charles-Albert, de combattre encore après Novare, peut être attribuée à son dédain chevaleresque de forces numériquement supérieures; pourtant un général aussi vigilant que l'était Fanti, pensa également qu'on pouvait résister avec encore des

chances de succès[1]. Les pertes piémontaises avaient été relativement faibles; la division lombarde était intacte; les troupes de La Marmora n'avaient été engagées qu'à Gênes; Casale avait repoussé l'ennemi de ses portes. Une résolution nationale désespérée aurait peut-être pu conquérir le succès, même si la France restait neutre. Mais elle aurait comporté de terribles souffrances, des impôts écrasants, la dévastation du pays, l'occupation de Turin par l'étranger, et le risque, après tout cela, d'un désastre absolu. Le Piémont n'était pas préparé à envisager pareille éventualité; à dire vrai, une grande partie du peuple restait indifférente, fatiguée qu'elle était de son long effort, et peu disposée à voir ses demeures détruites et ses fermes mises en ruines au cours d'une longue campagne de dévastation. Turin était froide; des intrigues réactionnaires avaient été longuement à l'œuvre parmi les soldats et les paysans, et l'armée répugnait à se battre encore. Pour les modérés et les réactionnaires, la guerre n'avait été qu'une grossière bévue démocratique que même le patronage de Charles-Albert n'avait pas réussi à rendre respectable. Ils n'éprouvaient aucune sympathie envers les républicains qui combattaient pour l'honneur de l'Italie à Rome et à Venise, et se réjouissaient presque de leur imminente défaite. Si la guerre éclatait de nouveau, un appel aux forces populaires était inévitable, et la démocratie, aujourd'hui discréditée par la défaite, pourrait relever la tête.

Mais les modérés étaient aussi résolus que les démocrates à ne se soumettre à rien qui entachât l'honneur national. Ils partageaient la même croyance en une mission du Piémont et les mêmes sentiments chevaleresques à l'égard de leurs alliés Lombards. La grande majorité des Piémontais était d'accord dans la détermination de lutter jusqu'au dernier souffle plutôt que de se soumettre à dès conditions déshonorantes ou compromettre l'avenir du Piémont. Le jeune roi incarnait l'héroïque résolution de la nation. Il désapprouvait la dernière guerre ainsi que les hommes qui l'avaient amenée; conservateur par éducation, il n'était pas disposé à risquer sa couronne, à moins que l'honneur ne l'y obligeât. Mais, par respect pour la charte de son père, il jura fidélité à la constitution (29 mars) et ne manqua jamais à son serment. Il haïssait

1. Casati, *Milano*, 536; Carandini, *Fanti*, 134-135.

l'Autriche; il avait une foi orgueilleuse en son peuple et en ses destinées. « Donnez-moi 40 000 bons soldats, et, demain, je romps l'armistice », aurait-il dit, alors qu'on lui faisait l'injure de le suspecter de trahison. Mais son jugement calme sut apprécier quel en aurait été le risque effroyable. Si la paix pouvait être obtenue honorablement, il était décidé à la faire; sa proclamation franche et résolue à la nation fut un avertissement pour les partis extrêmes de chaque bord, et bien qu'il fût alors bien loin d'être populaire, on sentit qu'il incarnait le bons sens et l'honnêteté simple du pays. Un changement de ministère eut lieu tout d'un coup (26 mars). Rattazzi se retira, exécré par les modérés comme l'auteur principal de la guerre désastreuse, et il fut remplacé par de Launay, un conservateur savoyard inconnu qui ne dissimula pas son hostilité envers les démocrates. Mais Victor-Emmanuel et son ministère ne voulurent pas se jouer de la Constitution, et, bien que le Parlement fût dissous, des ordonnances furent publiées au sujet de nouvelles élections devant avoir lieu dans un délai de trois mois. Au commencement de mai, d'Azeglio succéda à de Launay comme premier ministre. Il y avait eu des dissentiments dans le ministère, et tout à fait contrairement à son désir, il fut appelé sur la brèche pour donner au gouvernement l'autorité de son grand prestige. Il avait pris pour maxime « pas de guerre et pas de déshonneur »; s'il devait choisir entre les deux, il préférait la guerre et était décidé à ne sacrifier, à aucun prix, les réfugiés[1]. Mais il était aussi décidé à restaurer la discipline; il continua la politique agressive de de Launay contre les clubs; il laissa fusiller Ramorino, en apparence à cause d'un arrêt de la cour martiale, mais, plus réellement, afin d'assouvir la haine sauvage de son propre parti contre le général favori des démocrates.

Mais les questions de coercition disparurent devant ces conditions de paix. Les négociations qui avaient suivi l'armistice avaient été presque suspendues en raison des exigences exorbitantes de l'Autriche et du refus du Piémont de compromettre son honneur. A une seule condition, en réalité, l'Autriche était décidée à conclure la paix suivant n'importe quels termes; si le gouvernement de Victor-Emmanuel voulait

1. D'Azeglio, *A sua moglie*, 401; Id., *L'Italia*, 65; Gennarelli, *Sventure*, 35.

« modifier » la constitution et s'allier avec elle, il pouvait éviter l'indemnité de guerre et peut-être être autorisé à annexer Parme[1]. « Le seul désir de l'Autriche, disait Radetzky, est d'en revenir aux jours heureux de 1842. » Mais, à ces tentatives, le roi et son ministère firent la sourde oreille. « Je tiendrai les trois couleurs haut et ferme » dit le roi, le soir de Novare. Lorsque l'Autriche demanda une indemnité de plus de 230 millions de lire et la dissolution du Comité lombard de Turin, de Launay répondit par un refus de négocier à moins que l'Empereur n'amnistiât tous ses sujets italiens et n'abandonnât ses prétentions de suzeraineté sur les duchés. Il désirait même que le traité fût précédé d'une déclaration de la nationalité italienne et qu'une revendication sur Parme et Plaisance y fût insérée. Lorsque l'Autriche refusa de renoncer à ses exigences et occupa Alexandrie, le gouvernement suspendit toutes négociations et demanda la médiation de la France et de l'Angleterre (26 avril). Il n'existait alors aucun concert européen pour intervenir entre l'oppresseur et sa victime; Louis Napoléon avait voulu déclarer la guerre le lendemain de Novare; il entendait toujours employer la force, s'il était nécessaire, afin de contraindre l'Autriche à des conditions plus acceptables, et offrait, comme gage, d'occuper la Savoie ou Gênes[2]. Le gouvernement, qui suspectait les visées ultérieures de la France, ou doutait du pouvoir du président à se faire suivre de son ministère, ne voulut pas permettre que des troupes françaises pénétrassent en territoire piémontais, excepté comme dernier argument. Mais les puissances occidentales firent de vives représentations à Vienne, et l'Autriche était trop embarrassée et par ses difficultés financières, et par la révolte toujours invaincue en Hongrie et à Venise, pour résister à leur pression. Elle évacua Alexandrie, et de nouvelles négociations commencèrent (15 juin), peut-être pas très dignes de forme (car d'Azeglio se détourna de son chemin pour tancer ses compatriotes démocrates), mais fermes et patriotiques en substance. Les deux partis restaient toujours obstinés, car d'Azeglio ne voulait pas d'une paix sans sécurité pour les Lombards, et de son côté l'Autriche comptait sur une

1. Bianchi, *Diplomazia*, VI, 136, 144 ; Massari, *Vittorio Emmanuele* 25 ; Costa de Beauregard, *Dernières années*, 521 ; Revel, *Dal 1847*, 53.

2. La Gorce, *Seconde République*, II, 83 ; de Gaillard, *Expédition*, 140-143 ; voir d'Azeglio e Pantaleoni, *Carteggio*, 191.

réaction à Turin. Ce ne fut qu'en août que la pression de la France décida le cabinet viennois à accorder une amnistie à peu près complète. Le montant de l'indemnité fut fixé à 75 millions de lire, toute mention de nationalité italienne fut abandonnée, et le roi renonça à ses prétentions sur tout territoire au delà de ses frontières actuelles, exception faite pour ses anciens droits de réversion concernant Plaisance.

Deux jours après, le traité fut lu à la nouvelle chambre récemment élue (15 juillet). Peu d'électeurs s'étaient rendus au scrutin, mais les élections montrèrent combien peu le gouvernement représentait l'opinion politique active du pays. Bien que la capitale nommât des modérés ou des réactionnaires, la majorité des nouveaux députés était composée de démocrates qui héritèrent de la politique de guerre de l'ancien Parlement, et qui, immédiatement, jetèrent le gant au ministère, en nommant Pareto président de la Chambre. Mais tout disparut devant les négociations de paix. Ce fut en vain que les députés se tournèrent vers des questions de réforme intérieure; comme le vit Cavour, la Chambre ne pourrait se mettre utilement à l'œuvre tant que la question de la paix ne serait pas définitivement tranchée. Tous reconnaissaient que le traité était inévitable, et étaient préparés, quelle que fût leur mauvaise grâce, à l'accepter. Mais bien qu'il n'existât aucun désir réel de le repousser, ils considéraient comme déshonorantes certaines de ses clauses, car, s'il épargnait le territoire du Piémont, il comportait son désistement officiel de toute prétention à une domination plus étendue. En vain Balbo demanda à la Chambre de voter le traité avec la protestation d'un vote silencieux. Une centaine, environ, de réfugiés lombards et vénitiens avaient été exclus de l'amnistie autrichienne, et l'on craignit, qu'à moins qu'ils ne fussent mis en sécurité par le traité, l'Autriche ne demandât leur extradition. Une motion pour naturaliser toutes les personnes italiennes de naissance résidant dans l'État avait déjà été votée; mais le ministère « s'en lava les mains » et la laissa repousser par le Sénat. Au mois de novembre, une nouvelle résolution fut votée à une faible majorité, pour suspendre l'approbation de la Chambre au sujet du traité jusqu'à ce que la situation des réfugiés eût été assurée d'une façon permanente (16 novembre). La défaite du ministère amena subitement une crise qui depuis longtemps était menaçante. Un

compromis aurait pu facilement être conclu sur la question des réfugiés si les deux partis l'avaient désiré. C'était une différence principale de forme et de mots qui les séparait, et avec l'attitude factieuse de la majorité, l'impatience de la Chambre grandit. Le sentiment du danger força les membres les plus modérés de l'opposition à se rapprocher de d'Azeglio et à lui offrir leur concours en échange d'une promesse de ne point tergiverser avec la Constitution[1]. Ils sentaient que l'attaque contre le ministère avait été exagérée, et c'étaient des hommes capables d'avoir de l'empire sur eux-mêmes, et de savoir, dans une crise, penser plus au pays qu'à leur parti. Le plan avait l'appui de Cavour; il symbolisait à l'avance la grande coalition de deux ans plus tard; mais, — et cela témoigne peu en faveur de la sagesse de d'Azeglio — il repoussa cette alliance et eut recours aux mesures violentes non nécessaires qui caractérisent l'homme d'État de second ordre. Bien que le premier ministre refusât la suspension pratique de la constitution, que recommandaient Pinelli et Revel[2], il avait résolu de rompre avec la Chambre. Il rédigea, au-dessus de la signature du roi, un décret daté du château royal de Moncalieri, dissolvant la Chambre, et ordonnant de nouvelles élections pour le mois suivant (20 novembre). Jusque-là, il n'y avait rien que de strictement constitutionnel; mais les termes dans lesquels il attaquait véhémentement la majorité et menaçait d'employer des mesures encore plus brutales à moins qu'une Chambre complaisante ne fût élue, violaient sinon la lettre, du moins l'esprit de la Constitution. Ce décret fit une mauvaise impression, même parmi un grand nombre de ministériels. La Chambre avait été mesquine et provocatrice, mais, avec un peu de tact, une majorité ministérielle aurait pu être assurée, et la petitesse des points en litige fut montrée par le fait que le gouvernement publia sur-le-champ un décret pour naturaliser les réfugiés. L'on se rendit compte que, non seulement la proclamation de Moncalieri affaiblissait les chances de gouvernement parlementaire dans les autres États, mais, par son interprétation forcée de la constitution, et en faisant descendre le roi jusqu'à se

1. Pallavicino, *Memorie*, II, 151; Cavour, *Nouvelles lettres*, 355; Id., *Lettere*, I, clxxxvii; C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 373.
2. G. Torelli, *Ricordi*, 60; d'Azeglio, *A sua moglie*, 414, 417.

mêler de conflits de partis, elle rendait l'avenir plus difficile dans le Piémont lui-même.

Et pourtant, si mal appréciée qu'elle fût, la proclamation méritait peu les éloges et les blâmes extravagants qu'elle rencontra. Si ce fut un coup d'État, il fut d'une douceur digne de son auteur, et la marche constitutionnelle du Piémont continua sans presque en être affectée. Les constitutions n'existant plus à Rome, à Naples, en Toscane, le Piémont apparut, plus clairement encore, comme le seul gouvernement libre de l'Italie. Il était le seul lieu que n'eût pas atteint la marée de la réaction, et où la semence de liberté pouvait être conservée pour s'épanouir de nouveau en des jours plus heureux. Pendant la Révolution, et bien qu'il eût été prééminent dans la guerre, le Piémont avait eu des rivaux sur le terrain du progrès constitutionnel. Maintenant, il restait l'unique espoir des libéraux italiens, et, pour les dix années qui suivent, l'histoire du Piémont est l'histoire de l'Italie. Son hégémonie était assurée. Son attitude résolue pour la nationalité au cours des négociations de paix, sa fermeté dans la cause du constitutionnalisme, le désignaient comme le champion de la nation. « Malgré nos pertes, écrivaient les commissaires de la paix à Milan, les fondations de l'Italie libre et indépendante restent toujours solides dans le Piémont, et lorsque la situation en Europe nous permettra de revendiquer les droits de notre nationalité commune, toute l'Italie pourra se tourner vers lui, comme le champion naturel de cette cause qui, bien qu'aujourd'hui si abaissée, reste à jamais juste et sacrée. » — « Le Piémont », dit Cavour dans son premier grand discours sur les lois de Siccardi, « doit rassembler autour de lui toutes les forces vives de l'Italie, et conduire notre nation aux hautes destinées auxquelles elle est appelée ». Déjà Turin devenait la patrie des héros de la Révolution qui, exilés de leur pays, y avaient trouvé un asile commun. On a dit que les réfugiés avaient augmenté d'un cinquième la population des grandes villes du Piémont ; en tout cas, on les comptait par dizaines de mille. Cette immigration comprenait des agitateurs de l'espèce la plus vile ; elle avait, spécialement à Gênes, des éléments factieux et querelleurs, qui firent plus de bruit que de mal ; mais elle apporta au Piémont une vie et une liberté nouvelles et l'enrichit de quelques-uns des meilleurs parmi les penseurs animés de l'esprit italien. Dans les salons des

nobles libéraux de Turin ou dans les cafés de Gênes, se rassemblaient les hommes politiques et les écrivains de tous les États de l'Italie, les historiens Farini et La Farina, Scialoja l'économiste, Mamiani et Tommaseo les métaphysiciens, des Lombards de haute noblesse avec des démocrates comme Cordova et Crispi, de la Sicile, et Correnti, de Milan. Il y avait dans l'armée des officiers modénois et lombards, des professeurs napolitains à l'Université, la Chambre comptait des hommes politiques de toutes les parties de l'Italie qui avaient des représentants dans le ministère lui-même, avec Paleocàpa, de Bergame, et Farini, de Ravenne. Turin, autrefois si en retard pour tout ce qui touchait la littérature et l'art, était devenue le centre d'une vie brillante et exubérante. Dans la capitale, de même que dans les provinces, les entreprises industrielles prenaient un vigoureux essor et montraient une activité qui menaçait de rompre trop rudement avec le vieil état de choses si paisible. La presse nonchalante du temps de Charles-Albert avait fait place à une presse active, souvent fébrile et mal disciplinée, ne subsistant guère que grâce aux subventions des partis et de certaines individualités, mais sincère et patriotique en grande partie, et disposant d'une énorme influence[1]. L'on parlait davantage l'italien, et bien qu'il restât beaucoup de l'ancien esprit qui pensait que « mieux valait faire un Piémont de l'Italie qu'une Italie du Piémont », la foi en une patrie commune s'était propagée largement et profondément. Les Piémontais étaient fièrement conscients de l'avenir qui leur était réservé. Le traité avait été en somme une victoire morale, et l'Autriche s'était trouvée impuissante à écraser le petit État qui l'avait bravée « Je suis premier ministre, disait d'Azeglio, pour sauver l'indépendance de cette forteresse de l'Italie ». Déjà le gouvernement de Victor-Emmanuel apparaissait comme le champion de l'indépendance dans les autres États. Il avait fait revivre, bien qu'en vain, les plans d'intervention de Gioberti en Toscane et à

1. Les principaux journaux étaient : le *Risorgimento*, l'organe de Cavour en 1848, représentant le centre droit ; l'*Opinione*, qui était à ce moment l'organe des réfugiés lombards, et devint plus tard le journal officieux de Cavour ; la *Gazzetta del Popolo*, qui était centre gauche, et était le seul journal qui fît ses frais ; la *Concordia* de Valerio et le *Messagiere Torinese* de Brofferio ; l'*Armonia* et la *Campana*, journaux cléricaux, et le journal mazzinien, l'*Italia del Popolo*.

Rome[1]; il avait envoyé Balbo à Gaète pour plaider en faveur du maintien de la Constitution et peut-être ressusciter quelque plan de fédération[2]. Il avait protesté contre les châtiments corporels en usage à Milan, et rappelé son ministre lorsque les Autrichiens entrèrent à Florence. Dans toute l'Italie, les partisans du Piémont augmentaient de jour en jour; les modérés, de même que les radicaux, se rendaient compte de son nouveau rôle, et, même parmi les personnes les plus circonspectes, il en existait beaucoup qui espéraient avec La Marmora qu'« il ferait un jour quelque chose de sérieux pour l'Italie ».

Il était certes grand, le contraste de la réaction sauvage qui faisait rage à Rome et à Naples, et à un degré moindre, dans toute l'Italie. Les Français avaient donné Rome au Pape qui, croyant que l'avenir de l'Église dépendait du Pouvoir Temporel et de sa propre souveraineté absolue, et terrifié par la rude grandeur de la Révolution, avait abandonné ses premières aspirations et se préparait à retourner vers toutes les abominations du règne de Grégoire, plutôt que souffrir la moindre teinte du libéralisme qu'il avait appris à haïr et à craindre. Les bigots, qui l'avaient gagné à leur cause, étaient avides de prendre leur revanche, impatients d'effacer toute trace des trois dernières années. Antonelli et son parti savaient qu'ils ne pouvaient compter sur un bon accueil de la part des Romains.

La restauration de la puissance papale n'avait pas provoqué à Rome les moindres réjouissances. Deux cent soixante communes, comprenant presque toutes les villes de quelque importance entre Rome et le Pô, protestèrent contre le rétablissement du Pouvoir Temporel, et le commissaire pontifical en Romagne reconnut que « sans les garnisons autrichiennes dans chaque province, il aurait été vain d'espérer la restauration du gouvernement ». Pérouse répondit au général autrichien qu'elle n'acceptait la domination du pape que forcée ; pendant quelque temps, il fut impossible de trouver un ouvrier qui consentît à clouer les armoiries pontificales, et aussitôt que les

1. En ce qui concerne la Toscane, voir plus loin, ch. XXI; pour Rome, Menabrea, *Négociations*, 47 ; Gioberti, *Rinnovamento*, I, 396 ; d'Azeglio, *Lettere inedite*, I, 28.

2. Castelli, *Carteggio*, I, 45.

Autrichiens partaient d'une ville, les armes de la République y étaient de nouveau immédiatement arborées.

Les Français se rendaient parfaitement compte de cet état d'esprit. Ils avaient pris l'engagement de protéger les institutions libérales, et, pour le moment, la section la plus modérée du ministère le voulait. Elle promit au gouvernement anglais de faire du maintien de la Constitution une condition *sine quâ non*[1] de la restauration du Pape, et bien qu'Oudinot prît de violentes mesures afin d'empêcher les républicains de relever la tête, il n'y eut aucun châtiment. Des modérés firent partie du gouvernement ; des passeports furent librement accordés, et des milliers de personnes s'en procurèrent, à l'effet de se mettre à l'abri de la vengeance du Pape. Mais les cardinaux de Gaète s'irritèrent d'une douceur si contraire à toutes leurs espérances. Ils furent fâchés de ce que les Français n'eussent point immédiatement fait rétablir les armoiries du Pape et eussent donné le pouvoir à leurs propres favoris. Le Pape se plaignit de « l'inexplicable indulgence » des Français. Plus pleine de soupçons que jamais à leur égard, et plus particulièrement envers Louis Napoléon dont elle n'avait pas oublié le rôle en 1831, la Cour de Gaète fut impatiente de s'affranchir de ses amis peu goûtés pour se mettre à l'abri sous le patronage plus sympathique de l'Autriche. Si cependant les Français s'étaient maintenus avec fermeté dans leur première attitude, ils auraient probablement triomphé ; mais le Pape était un gage dans le jeu contre l'Autriche et, inquiets qu'il ne se sauvât chez leurs rivaux, ils étaient impatients de le faire venir à Rome pour le mettre sous la protection emprisonnante de leur propre armée. Afin d'apaiser sa méfiance, Oudinot proclama la restauration de l'autorité pontificale (14 juillet). Gaète s'adoucit ; les cardinaux doucereux dirent à Oudinot que ses paroles avaient été dictées par l'esprit de Dieu, et le Pape promit de revenir à bref délai en territoire romain, de « jeter autant que possible un voile sur le passé, et de gouverner avec modération ».

Leurs promesses servirent à jeter de la poudre aux yeux du public français ; mais rien n'était plus éloigné de leurs promesses que leur intention de les tenir. A la fin de juillet, Oudinot remit ses pouvoirs civils entre les mains des trois

1. Ashley, *Palmerston*, I, 124.

cardinaux, le « triumvirat rouge » dont le terrorisme contrasta lugubrement avec le souvenir de l'autorité douce de Mazzini. En dépit des protestations d'Oudinot, la police pontificale et l'Inquisition réapparurent ; les criminels sanfédistes furent relaxés ; la corruption remplaça aux Finances l'administration capable et honnête de la République. La taxe de mouture fut rétablie, le papier-monnaie émis par le gouvernement républicain fut déprécié d'un tiers, au grand dommage des classes pauvres qui en avaient une grande partie [1]. Cependant, Antonelli avait exposé ses plans aux représentants des puissances catholiques à Gaète. Il promettait de respecter le gouvernement local, de permettre aux laïques, dans une large mesure, l'accès de tous les emplois, d'introduire des réformes dans l'administration et la magistrature, d'instituer un Conseil d'État élu et un Comité consultatif spécial pour les questions de finances. Mais lorsque Rayneval, le plénipotentiaire français, parla en faveur d'institutions représentatives et demanda qu'au moins le Comité des Finances eût le droit de décider, aussi bien que de conseiller, Antonelli répliqua sur-le-champ qu'un gouvernement parlementaire était incompatible avec la liberté spirituelle du pape.

Antonelli savait sans doute qu'il pouvait compter sur l'appui des cléricaux français. Mais des rapports sur le détestable gouvernement de Rome étaient parvenus à Paris. Les libéraux furent de nouveau honteux de penser que la réaction pourrait s'étendre sans frein, sous la protection de la France ; de Tocqueville, le ministre des affaires étrangères, parla d'une façon menaçante de « donner un conseil, l'épée au côté », et Louis Napoléon, plus prévoyant ou plus soucieux du bon renom de son pays, insista pour qu'on rappelât Oudinot, et exprima son indignation dans une lettre à Edgar Ney, un colonel de l'armée d'occupation (18 août). Il attaquait violemment les cardinaux pour leur façon de comprendre le gouvernement : « La République française n'a pas envoyé une armée à Rome pour écraser la liberté italienne, mais pour la régler et la sauver de ses propres excès ». Il demandait un amnistie générale, une administration laïque et le Code Napoléon, il parlait avec amertume de l'ingratitude qui faisait oublier au Pape ses obli-

1. Farini, *Stato romano*, IV, 240, 270-271 ; Torre, *Storia*, II, 306-308 ; de Gaillard, *op. cit.*, 298 ; Senior, *Journals*, II, 102-105.

gations envers la France. Mais le Président avait écrit cette lettre de sa propre initiative, et le cabinet n'avait consenti à la laisser expédier que dans la pensée qu'elle ne serait pas rendue publique. Toute populaire que devînt cette lettre en France, le gouvernement n'osa pas envisager le risque d'une rupture avec Rome et peut-être d'une guerre avec l'Autriche, que sa publication inattendue rendit imminente [1]. Louis Napoléon se rendit facilement, et la Gauche, qui soutenait chaudement sa lettre, fut complètement battue à la Chambre. Bien qu'il sût pouvoir, en toute sécurité, n'en tenir aucun compte, Antonelli en fit un prétexte pour proclamer son indépendance et ses soupçons à l'égard de la France. Revenant sur sa promesse de rentrer en territoire pontifical, le Pape se retira à Portici dans le palais du roi du Naples, et fit savoir qu'il ne rentrerait à Rome que lorsque la France aurait oublié la lettre de Napoléon et le laisserait libre de réformer ou non selon son bon plaisir. Il publia de Portici un *motu-proprio* qui devait exposer le maximum de ses concessions (12 septembre). Le décret promettait une amnistie ambiguë, un Conseil d'État, un Comité des Finances, des Conseils provinciaux, de grands pouvoirs aux Conseils communaux et des réformes dans la législation. Son insuffisance était palpable ; « le *motu-proprio* est dérisoire, l'amnistie est cruelle », dit de Tocqueville. Même si le décret avait dû être loyalement exécuté, il comportait peu de progrès sur les propositions des Cinq Puissances en 1831 ; et atténué comme il le fut dès le commencement, il devint, après des commentaires ultérieurs, le plus vain des simulacres de réforme. En fait, l'amnistie n'était, suivant l'expression de Victor-Hugo, qu'une proscription générale, car ses exceptions prévoyaient certaines pénalités ou l'exil pour toute l'Assemblée Constituante, tous les membres des gouvernements provisoire et républicain, les officiers des grades les plus élevés de l'armée, les amnistiés de 1846, et tous ceux qui avaient pris une part quelconque à la Révolution. Bien que pour le moment trente-huit personnes seulement fussent poursuivies, et que la Commission pour l'inspection de l'administration restât impuissante devant le refus général de lui donner des renseignements, la crainte de proscriptions jeta plusieurs mil-

1. La Gorce, *Seconde République*, II, 225, 228, 232 ; voir Capponi, *Lettere*, III, 80.

liers d'honnêtes citoyens dans l'exil et la misère[1]. L'histoire des années qui suivirent montre combien vaines étaient les promesses de réforme. On se doutait déjà, d'une façon générale, que le Pape avait l'intention de ne rien faire du tout ; les Français avouèrent que leurs efforts n'avaient pas réussi à le gagner à la modération. Parmi la misère et le désespoir du peuple, et sans aucun souci d'améliorer son bien-être, le Pape revint à Rome (12 avril 1852) escorté de soldats étrangers, sans qu'il y eût à peine en sa faveur une acclamation populaire.

Ce fut un sombre contraste avec les ovations qui avaient salué Pie, il y avait deux ans à peine. Mais, ainsi que l'écrivait Gioberti, « Gaète avait élevé un mur infranchissable entre le prince et le peuple ». Le bien-être, la gloire nationale disparurent devant les intérêts les plus imaginaires de l'Église. Plein d'une épouvante morbide du protestantisme et du socialisme, le Pape avait maintenant comme ambition d'avoir une Cour absolument libre d'influences laïques intérieures ou extérieures, d'appuyer et de favoriser l'ultramontanisme en Italie, en France et en Angleterre, d'assurer aux prêtres la surveillance de l'enseignement, d'élaborer de nouveaux dogmes et d'écraser toute manifestation de pensée indépendante dans l'Église. Le Catholicisme entrait dans une nouvelle phase. Tant que les Églises catholiques nationales s'étaient dressées contre l'absolutisme de la Papauté, la Cour romaine avait été, en majeure partie, italienne. Mais le gallicanisme et les principes s'y rapportant s'étaient lentement éteints au cours du siècle, et, au même moment, la Papauté se trouva discréditée en Italie et beaucoup plus puissante à l'étranger. La réaction de Pie marque l'époque à laquelle l'Église romaine se mit sous la garde des Jésuites et trouva en eux des guides sans scrupules et de vues étroites, mais très ingénieux. Avec l'appui du clergé ultramontain et par l'active propagande de la congrégation de Saint-Vincent de Paul et d'autres sociétés du même genre, les Jésuites organisèrent l'opinion catholique en France et en Belgique, en Espagne et dans l'Allemagne du sud, et arrivèrent ainsi à donner à la Papauté

1. Farini, *op. cit.*, IV, 296-298 ; Margotti, *Vittorie*, 386, 389 ; de Gaillard, *op. cit.*, 336-338 ; Zini, *Storia, Documenti I*, 139 ; Balan, *Continuazione*, I, 661-663.

une puissance inconnue depuis des générations. La papauté devint donc un absolutisme populaire, ou plutôt, sous le couvert d'une autocratie personnelle, l'Église tomba entre les mains d'un petit nombre d'hommes de diverses nationalités qui, par l'entremise de la Papauté, dirigèrent ses destinées. Les oppositions nationale et libérale, bien que non encore réduites au silence, devinrent de plus en plus impuissantes en face du plébiscite catholique qui, en tout cas dans les nations latines, préfère à la liberté le despotisme spirituel, et place l'Église au-dessus de la patrie. La Papauté reprend des prétentions qu'elle avait longtemps laissées de côté. « L'État, dit-elle, est le sujet de l'Église » ; il appartient au Vicaire de Jésus-Christ de faire des lois dans toutes les parties du monde, pour le bien et le gouvernement de l'Église [1]. Et la nouvelle doctrine, qui, théoriquement, demandait la subordination absolue de l'État à l'Église, des gouvernements chrétiens au Pape, prend en pratique la forme d'un parti catholique politique organisé pour assurer à l'Église la plus grande somme de puissance possible, et, une fois une puissance suffisante obtenue, menacer tout gouvernement ne se soumettant pas à ses prétentions. L'issue finale de la lutte est encore à attendre ; mais à ce moment déjà, on entendit des catholiques fidèles dire qu'Antonelli était en train de faire le vide dans les églises, et « causait plus de mal à la foi que tous les Voltaire et les Rousseau [2] ».

1. D'un pamphlet de 1853 par le père Tarquini et expressément approuvé par le Pape (cité par Arthur, *The Pope*, I, 30).

2. D'Azeglio, *L'Italia*, 72 ; C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 76 ; Gioberti, *Rinnovamento*, I, 620-621 ; Ricasoli, *Lettere*, II, 79. Voir l'article « Religion in Italy » (qu'on a dit être de Saffi), dans la *Westminster Review* d'octobre 1853.

CHAPITRE XXI

LA RÉACTION

(SUITE)

1849-1852

NAPLES : L'absolutisme de Ferdinand ; la Constitution est suspendue ; les procès politiques ; les lettres de Gladstone. LA TOSCANE : les contre-révolutionnaires ; le Grand-Duc ; l'occupation autrichienne ; le retour du Grand-Duc ; la Constitution est suspendue. LA LOMBARDIE-VÉNÉTIE : Le gouvernement militaire ; Karl von Schwartzenberg ; Radetzky sans contrôle. Les Autrichiens en Romagne. Modène, Parme. LA LIGUE ET LES CONCORDATS : la position de l'Autriche ; le gouvernement paternel ; l'école catholique ; la ligue autrichienne ; les Concordats. Force et faiblesse de la réaction.

Tandis que la fourberie d'Antonelli éludait toute pression de la part de la France, Ferdinand, libre de toute influence étrangère en faveur d'un gouvernement décent, marchait droit à un absolutisme inconsidéré. Il avait fait réimprimer, pour l'édification de ses sujets, un catéchisme que, sous peine de révocation, les instituteurs étaient contraints d'enseigner, et qui exposait qu' « un prince n'est pas tenu de rester fidèle à son serment de respecter une constitution, si cela est contraire à l'intérêt général de l'État, » et que « la promesse d'un prince de limiter sa souveraineté est nulle et non avenue [1] ». Le Czar l'avait félicité comme « le sauveur de l'ordre social » ; le Pape était son hôte complaisant ; la Sicile gisait écrasée à ses pieds, après avoir reçu un châtiment sauvage. Fier d'avoir aussi promptement dompté la révolution, il se hâta d'annihiler le progrès libéral de l'année précédente.

1. Gladstone, *Two Letters*, 52-54. Une des questions du catéchisme était celle-ci : « Tous ceux qui portent la moustache et la barbe sont-ils des philosophes libéraux ? » Le catéchisme avait été imprimé pour la première fois en 1837.

L'Enseignement fut mis entre les griffes du clergé et tout étudiant de chaque Université fut tenu d'appartenir à une « congrégation spirituelle ». Les Jésuites furent rappelés, bien qu'ils ne réussirent pas à modifier, en pis, le Concordat, car l'absolutisme embrassait le clergé aussi bien que l'élément laïque[1]. Même le Conseil d'État de 1831 fut aboli, et les ministres devinrent, plus que jamais, de simples secrétaires du roi. « Les ministres, disait le premier ministre, sont des cloches sans battants ; le roi frappe et elles résonnent » ; et ceux d'entre eux qui conservaient quelque vestige de libéralisme quittèrent le cabinet. Pourtant les nouveaux ministres semblèrent, pour un moment, avoir cru dans la promesse de Ferdinand de respecter la Constitution[2]. Mais Ferdinand s'était engagé envers l'Autriche à n'en avoir point; et bien qu'il semble, malgré son catéchisme, avoir eu quelques scrupules à l'annuler formellement, il la mit, en fait, de côté. Il inventa, pour excuser son odieux parjure, un stratagème digne d'un Bourbon. Des agents furent envoyés dans les provinces afin de provoquer des pétitions pour l'abolition de la Constitution ; des promesses de chemins de fer locaux, des menaces de persécutions de police, des pressions de toute espèce, furent mises en œuvre pour provoquer des signatures ; et, bien que l'archevêque de Naples refusât énergiquement d'agir sur son clergé, et que le conseil municipal de la capitale refusât de signer, le complot réussit. Ce fut une nouvelle édition de la vieille histoire de la lâcheté et de l'inconstance napolitaines. On réunit assez de pétitions pour couvrir d'une apparence de justification la suspension de la constitution. L'Angleterre fit une faible tentative pour la sauver en Sicile, mais le premier ministre répondit que ce serait perdre du temps que de rappeler ses privilèges oubliés.

Et cependant la camarilla ne se sentait pas à l'aise. Il y avait eu une manifestation hostile à Naples, manifestation machinée peut-être par la police, et une bombe avait éclaté au milieu de la foule (16 septembre 1849). Les courtisans saisirent cette occasion d'organiser le terrorisme. Quatre-vingt-deux des libéraux les plus en vue furent arrêtés sous l'incul-

1. Balan se plaint du « Césarisme » de ce « roi religieux et pieux ». *Continuazione*, II, 128.

2. Leopardi, *Narrazioni*, 409-410, 417. Voir Bianchi, *Diplomazia*, VI, 326, et d'Azeglio, *Lettere inedite*, II, 81.

pation de faire partie de la Société Révolutionnaire de l'Unité Italienne. La société avait sans doute existé ; mais son influence avait été faible, et les principaux prévenus, comme Poerio et Settembrini, n'avaient eu aucuns rapports avec elle, et avaient peut-être même ignoré son existence. Le procès, qui traîna pendant huit mois (janvier-août 1850), fut une longue comédie de justice. Le président du tribunal se montra d'une partialité notoire ; des lettres furent forgées, des agents de police soudoyés pour faire certains témoignages, toutes les pressions possibles, sauf la torture, furent employées pour obtenir des aveux. Les accusés furent jetés dans des cachots fétides, pêle-mêle avec des criminels de droit commun, et l'un d'eux fut traîné, agonisant, devant le tribunal. Le noble caractère des accusés, la nature douteuse de toutes les preuves, les scandales criants de la procédure du tribunal, ne servirent à rien. Vingt-trois d'entre eux, parmi lesquels Poerio et Settembrini, furent condamnés aux travaux forcés pour de longues années ou à perpétuité.

Ce long procès émut profondément le public ; il excita même la pitié de la populace de Santa-Lucia ; et, l'existence de l'un des condamnés dépendant d'un mot qui allait tomber des lèvres du roi, des pauvres vendirent du pain pour acheter des cierges qu'ils allumèrent dans les églises, afin que les saints obtinssent sa grâce. Les ambassadeurs protestèrent contre cet outrage à l'humanité ; Ferdinand leur répondit en envoyant les condamnés, chargés de fers, dans les bagnes de Nisida et d'Ischia. Il arriva que M. Gladstone se trouvait à ce moment à Naples ; touché par ce qu'on racontait de leurs souffrances, il parvint à pénétrer jusqu'à eux, sous un déguisement. Il trouva les prisonniers, hommes d'une vie sans tache, anciens ministres, littérateurs, avocats, enchaînés avec des prisonniers de droit commun et vivant dans une hideuse dégradation. Il écrivit (avril 1851) une lettre indignée au comte d'Aberdeen et menaça le gouvernement napolitain de la rendre publique, à moins qu'il ne traitât ses prisonniers avec plus d'humanité. Ferdinand ayant pris une attitude de défi, cette lettre, ainsi qu'une suivante, furent publiées à Londres, et on en enleva, en une année, onze éditions. Elles constituaient un acte d'accusation terrible contre la tyrannie : « Ce n'est pas une simple imperfection, non plus qu'une corruption vile ou une sévérité occasionnelle ; c'est une viola-

tion de la loi, incessante, systématique et délibérée, par le Pouvoir chargé de la faire respecter ». M. Gladstone « endossa » l'opinion italienne que le gouvernement de Naples était « la négation de Dieu ». Il estimait à 15 000 au moins le nombre des prisonniers politiques ; il prouva que, à tout instant, l'ancienne loi, antérieure à la Constitution, était violée ; que des milliers de personnes avaient été arrêtées sans mandat ; que les accusés faisaient, avant de passer en jugement, jusqu'à seize mois et plus de prison préventive, que le parjure et le faux rentraient dans les incidents journaliers des poursuites [1].

Ces lettres provoquèrent dans toute l'Europe un frisson de dégoût. Mais, sans se laisser déconcerter par son déshonneur formel, le roi manifesta son mépris de l'opinion du monde civilisé par une nouvelle série de procès politiques. Quarante-six ouvriers furent arrêtés pour avoir opposé de la résistance à la populace loyaliste lors de la fameuse manifestation qui avait eu lieu trois ans auparavant (décembre 1851), et plus de la moitié des accusés furent condamnés à dix-huit ans de fers. Une autre fournée de plus de 300 prisonniers, parmi lesquels une vingtaine d'anciens députés, furent accusés de divers délits datant de la Contre-Révolution. La même comédie de justice se reproduisit ; les juges étaient dociles, car la moitié d'entre eux avaient été révoqués pour avoir refusé d'obéir aux ordres du roi ; le témoignage d'un homme cinq fois condamné pour abus de confiance suffit pour faire condamner vingt-cinq des prévenus. Pendant les quatre années qui suivirent la Contre-Révolution, les victimes du gouvernement se comptent par dizaines de mille. Même les apologistes du gouvernement n'osèrent pas nier qu'à un moment donné le nombre des prisonniers politiques n'atteignît de 2 000 à 4 000. Il est permis de penser que le chiffre donné par M. Gladstone est au-dessous de la vérité, et qu'il y eut environ 40 000 personnes traduites devant différents tribunaux sous des accusations politiques [2].

1. Gladstone, *Two Letters*, 1-14 ; Nisco, *Ferdinando II*, 302 ; voir Gondon, *De l'état des choses*, 98-99.

2. Leopardi, *op. cit.*, 425, 428 ; Gladstone, *op. cit.*, 10-11, 42 ; Id., *Examination*, 26-31 ; de Cesare, *Scialoja*, 92 ; La Cava, *Basilicata*, 2 ; Senior, *Journals*, II, 17 ; *Detailed Exposure*, 31-36 ; Tivaroni, *L'Italia*, I, 232-234. On trouve les chiffres du gouvernement dans : Un italiano, *Risposta*, 10, 12 ; *Rassegna degli errori*, 24, et une estimation contradictoire dans Baillie-Cochrane, *Young Italy*, 226.

La réaction toscane n'eut rien de la sauvagerie qui suivit le retour du Pape et de Ferdinand. Mais elle renouvela à l'extrême la faiblesse, la platitude et l'indécision qui avaient caractérisé la politique de la Toscane au cours des derniers trente-cinq ans. La Contre-Révolution avait été populaire, d'une part parce que les paysans avaient été entraînés vers un fanatisme inconscient de fidélité, d'autre part parce que les libéraux modérés espéraient que le retour du Grand-Duc les sauverait à la fois et du radicalisme brutal, et d'une occupation autrichienne. Les libéraux de la Toscane étaient, comme les qualifiait Ricasoli, « des enfants sans bon sens, ni caractère, ni tact » ; ils avaient lamentablement échoué dans le rôle qu'ils auraient dû jouer ; ils avaient laissé la Révolution mourir d'affaiblissement, et se souciaient plus de leurs personnes et de leurs biens, que de laisser après eux un noble exemple ou le germe d'efforts futurs. Les notables, qui avaient formé la Commission du gouvernement, se trouvèrent avoir à faire face à une révolte républicaine à Livourne et au danger plus grave d'une invasion autrichienne imminente. Ils espérèrent toujours pouvoir parer à celle-ci s'ils pouvaient amener Livourne à composition et ôter aux Autrichiens leur prétexte d'intervention le plus spécieux. Ils prièrent la France et l'Angleterre d'envoyer des navires pour intimider l'insurrection, et, sans l'opposition du Grand-Duc, la France aurait pu accepter. Ils se tournèrent vers le Piémont, mais, excepté pour punir les insultes faites à son propre drapeau, le gouvernement de Turin refusa d'intervenir, à moins que Naples n'agît de concert avec lui et que Léopold leur donnât sa sanction [1]. Le Grand-Duc s'était déjà engagé envers l'Autriche ; des papiers qui furent trouvés après sa fuite, dix ans plus tard, prouvent qu'il avait déjà concerté des plans d'invasion avec Radetzky [2]. Cependant ceci fut soigneusement caché ; et lorsque les députés de l'obséquieuse commission vinrent le voir à Gaète, il promit de restaurer en majeure partie la Constitution, et insinua tacitement qu'une invasion autrichienne n'aurait auprès de lui aucun appui. Mais Serristori, individu faible, déloyal et lâche qu'il avait envoyé comme son commis-

1. Bianchi, *op. cit.*, VI, 176 ; Cambray-Digny, *Ricordi*, 159-178 ; Gennarelli, *Sventure*, 26, 37, 40-45 ; Menabrea, *Négociations*, 46.
2. Gennarelli, *op. cit.*, 56, 61, 95.

saire à Florence, savait que l'occupation autrichienne avait été décidée. La brigade de d'Aspre qui avait déjà occupé la Lunigiana et l'avait rendue au duc de Modène, franchit la frontière (5 avril), occupa Lucques et marcha sur Livourne. La ville républicaine ne fit qu'une brève résistance, et d'Aspre permit à ses hommes de piller et d'assassiner et leva des impôts comme en pays conquis. L'invasion irrita et effraya les Toscans; même la Commission expirante causa un étonnement tardif, en publiant sa protestation. Serristori, adoptant la duplicité du Grand-Duc, déclara que les Autrichiens étaient venus sans y être invités, et d'Aspre, froissé par tant d'hypocrisie, proclama qu'il n'avait agi qu'en déférence aux prières du Grand-Duc. Léopold lui-même fut ennuyé de la marche résolue des troupes autrichiennes ; il pria vainement d'Aspre de ne point occuper Florence et de confiner ses hommes dans les districts troublés. Il s'effrayait de la tempête à laquelle il serait en butte, si le rôle qu'il avait joué dans l'invasion était jamais tout à fait connu ; il chérissait toujours, faiblement, son indépendance, et n'avait pas le moindre désir de devenir tributaire de Vienne. Mais les Autrichiens avaient déjà menacé de le déposer à moins qu'il ne se montrât accommodant [1]; aussi, voyant qu'il n'était tenu aucun compte de ses remontrances, se soumit-il passivement à leurs volontés. D'Aspre entra à Florence le 25 mai, ses soldats portant, par moquerie, des feuilles d'olivier à leurs képis.

Le même jour, le nouveau ministère de Léopold entra en fonctions. Il se composait d'hommes relativement modérés qui désiraient probablement sauver la Constitution s'ils pouvaient le faire sans qu'il y eût frottement entre eux et Charles-Albert. Ils s'effrayèrent à la pensée de laisser s'en aller la garnison autrichienne, mais tâchèrent de la réduire au plus petit nombre d'hommes possible. Bien que, sous la pression de d'Aspre, ils abolirent les trois couleurs, ils promirent, avec le consentement de Léopold, de rétablir la garde nationale et de convoquer éventuellement le Parlement. Ils opposèrent toute la résistance dont ils étaient capables aux demandes menaçantes de d'Aspre, et sauvèrent Florence de la loi martiale et Livourne d'une partie de la monstrueuse

1. Bianchi, *op. cit.*, VI, 185.

amende dont il voulait la frapper. A la fin de juillet, Léopold revint, salué par d'enthousiastes réjouissances à Lucques, à Pise et à Florence. Il resta fidèle à la même politique craintive et incertaine; il souffrait de la crainte qu'il ressentait et du sentiment d'avoir perdu l'affection de ses meilleurs sujets. Les vieilles relations patriarcales qui avaient fait chérir sa famille s'en étaient allées à jamais. Toute la vie et la culture intellectuelles de l'État excitaient ses soupçons, et il ne se sentait heureux que parmi les paysans ayant conservé les anciennes coutumes. Il hésita devant des mesures impopulaires; sa douceur se montra dans une large amnistie; et, bien qu'il restreignît la liberté de la presse et retirât aux tribunaux ordinaires la compétence des délits politiques, les journaux et œuvres littéraires continuèrent à jouir d'une liberté considérable, et les nouvelles lois furent soumises à l'approbation du Parlement. Il aurait aimé attendre les événements, mais les engagements qu'il avait pris envers l'Autriche lui forcèrent la main. Il n'osa pas se l'aliéner; il avait été accusé de déloyauté envers les Habsbourg; d'Aspre l'avait traité avec peu d'égards et avait obsédé cet homme timide et pacifique au point de le faire se montrer en uniforme de général autrichien. Il avait accepté humblement la perte de la Lunigiana; il conclut avec l'Autriche une convention militaire le contraignant à maintenir une armée d'occupation, et qui en fait réduisait ce grand-duché à la situation d'État dépendant. Bien qu'il fût toujours mal disposé à abroger la Constitution, il la suspendit indéfiniment pour déférer aux reproches de François-Joseph, et prononça la dissolution de la Chambre. S'il avait existé quelque attachement profond à la Constitution, il aurait peut-être hésité. Mais, dans leur haine des libéraux, les paysans avaient fait aux Autrichiens le meilleur accueil, et même Florence avait fait à Radetzky une réception enthousiaste. Dans les villes, pourtant, les libéraux étaient encore puissants, et les conseils municipaux protestèrent hautement contre la suspension de la Constitution. Mais les vieilles divisions qui régnaient parmi eux rendirent toute action commune impossible, et il n'est pas jusque Ricasoli qui n'acceptât une médaille en souvenir de la chute de la République. Se rendant compte qu'ils n'étaient qu'une minorité, les libéraux toscans montrèrent encore plus que leur faiblesse habituelle, et furent plus disposés à solliciter les faveurs du Grand-Duc qu'à lutter pour les

libertés dont ils étaient si peu dignes, et qu'ils avaient si légèrement perdues.

La suspension de la Constitution fut suivie d'un gouvernement d'une sévérité que la Toscane n'avait que rarement connue et qui pourtant était encore doux en comparaison de ceux de Rome, de Naples ou de Milan; mais il était bien éloigné de la vieille tolérance toscane. Pour la première fois, l'ultramontanisme prit pied dans l'État. Le gouvernement promit au Pape de supprimer toute propagande en faveur du protestantisme[1] et le comte Guicciardini, un descendant de l'historien, et beau-frère de Ridolfi, fut jeté en prison pour s'être réuni avec d'autres personnes afin de lire une traduction non autorisée de la Bible. Un homme, nommé Madiai, fut condamné avec sa femme à une peine sévère pour avoir fait du prosélytisme en faveur du protestantisme, et ce ne fut que grâce aux protestations réitérées de l'Angleterre, de la France et de la Prusse, que leurs années de prison furent commuées en exil. Le gouvernement pouvait, en réalité, se glorifier de ce que Guerrazzi avait eu seul à souffrir des troubles de 1849; mais le procès de Guerrazzi fut un scandale suffisant pour la douce Toscane. Durement traité, traîtreusement, peut-être, par la commission du gouvernement, il avait été emmené à Volterra, afin de le sauver des Autrichiens. Le procès, longtemps retardé, fut un acte de suprême folie, car la défense vigoureuse de Guerrazzi fut un exposé terrible de la lâcheté et de la trahison du grand-duc en 1849. L'arrêt ne fut rendu qu'en juillet 1853, et Guerrazzi fut exilé à vie pour avoir sauvé le pays de l'anarchie. Cependant, toute manifestation de patriotisme fut réprimée. Sans les protestations du Piémont, le gouvernement aurait fêté l'anniversaire de Novare. En 1851, le service annuel célébré à Santa Croce en mémoire des citoyens morts à Curtatone fut interrompu par une attaque des soldats autrichiens et de la police toscane, qui firent feu sur la foule, arrêtèrent des centaines d'individus, et allèrent jusqu'à menacer le vénérable Capponi. Mais il n'y eut pas de répression persistante; et bien qu'à la fin, on terminât la « farce constitutionnelle » et que la Constitution fût formellement abrogée (mai 1852), le gouvernement resta comparativement libéral, pour cette époque de

1. Gennarelli, *Capitoli*, xlvi.

réaction. L'abolition des derniers vestiges de protection, quelques soins à l'égard de l'enseignement, l'envoi des produits à la grande Exposition, témoignèrent que la Toscane n'était pas ensevelie dans les ténèbres qui enveloppaient l'Italie du sud.

La Lombardie et la Vénétie étaient soumises à une domination prétorienne impitoyable. La guerre y avait eu une suite héroïque; aussitôt que les Autrichiens avaient envahi le Piémont, Brescia s'était soulevée, avait fait une noble résistance de dix jours, jusqu'au moment où Haynau l'écrasa sous des atrocités dont l'horreur fit frémir toute l'Europe. Haynau n'était que le plus mauvais spécimen des généraux brutaux qui écrasèrent les provinces sous leurs talons. L'armée avait sauvé l'Empire; l'état-major de Radetzky en conclut que l'armée était l'Empire. Le maréchal était en fait dictateur, et il considérait les Lombards comme une race conquise qu'on pouvait broyer et piller. Des hommes furent fusillés par fournées pour avoir eu des armes en leur possession; des prisonniers en prévention subirent la bastonnade, et un professeur de Padoue mourut sous le fouet; les Milanais ayant tué une prostituée qui avait arboré à son balcon les couleurs autrichiennes, Radetzky fit fouetter quinze des manifestants, parmi lesquels deux jeunes filles. On a évalué que, pendant les deux années 1848-1849, près de 4 000 personnes furent jetées en prison pour délits politiques. Les crimes de droit commun qui suivirent partout l'occupation autrichienne furent punis avec une rigueur qui discrédita la justice ; plus de cent personnes furent fusillées pour une explosion de brigandage. Tout en faisant fouetter et fusiller les gens du peuple, Radetzky s'attaqua à l'aristocratie, qui boycottait ses officiers. Au mépris de l'amnistie de septembre 1848, au mépris des engagements pris l'été suivant envers le Piémont, il fut interdit à quatre-vingt-six réfugiés de revenir. Même les prêtres furent frappés ; les évêques avaient reçu l'ordre de priver de leurs cures tous ceux qui étaient suspects d'indépendance.

Mais la brutalité de Radetzky fut intolérable, même au gouvernement de Vienne qui faisait toujours profession de suivre une politique constitutionnelle; et, sans oser rompre avec lui, il tenta de le modérer. Karl von Schwarzenberg, le

frère du premier ministre de l'Autriche, fut nommé gouverneur de la Lombardie (octobre 1849) avec des instructions qui étaient en elles-mêmes une condamnation du gouvernement militaire. Quelque liberté fut accordée à la presse, et von Schwarzenberg eut un organe à lui qui critiqua sans trêve l'inique despotisme du maréchal. Il réussit à faire échec aux tribunaux militaires et à contrecarrer l'intention monstrueuse de Radetzky de mettre sous séquestre les biens des réfugiés. Mais von Schwarzenberg n'était pas capable de tenir tête à l'opiniâtreté de Radetzky et, après quinze mois de lutte, il se retira. Désormais, le maréchal n'eut plus de frein; son candidat, qui était aussi son pantin, Strassoldo, fut nommé au poste de von Schwarzenberg; un autre de ses partisans reçut le gouvernement de la Vénétie; la presse fut harcelée de tracasseries sans fin jusqu'à ce que, l'un après l'autre, les journaux eurent disparu ; et de nouveau des hommes furent fusillés sur l'ordre de conseils de guerre pour avoir répandu des ouvrages révolutionnaires. La Lombardie fit ce qu'elle put pour protester contre le barbare effréné qui la ravageait. Lorsque le jeune empereur François-Joseph vint visiter Venise et Milan, les théâtres furent désertés, et la population tout entière se tint à l'écart avec indignation. Le conseil municipal de Côme refusa de lui rendre hommage, et, sous un prétexte quelconque, le secrétaire de Radetzky fut pendu. Jamais abîme entre gouvernants et gouvernés n'avait été aussi profond. Jusqu'en 1848, la domination autrichienne avait été dure et antipathique, mais elle comportait une justice sévère qui contrastait avantageusement avec celle des autres gouvernements italiens. Maintenant, elle était devenue licencieuse, brutalement cruelle, avec un plaisir semi-barbare à ignorer les droits les plus évidents de ses sujets. Et c'est ainsi qu'elle signa sa condamnation. Ce fut la colère soudaine d'une race foulée aux pieds, bien plus que le souvenir de 1848, qui souleva les paysans apathiques et qui, malgré la répression farouche, maintint vivace la conspiration; et lorsque le gouvernement autrichien prêta enfin l'oreille à de plus sages conseils, il était trop tard.

La Romagne était devenue en fait une province autrichienne. Bien que Bedini, le commissaire pontifical, fût

nominalement au pouvoir, Gorzowsky et ses généraux, qui commandaient les garnisons autrichiennes, faisaient peu attention à lui, aussi bien qu'aux ministres de Rome. Ils ne ménageaient pas les réprimandes aux autorités pontificales, estimant non sans raison qu'ils représentaient d'un degré plus élevé de civilisation; et Bedini et ses fonctionnaires, sachant bien que leur puissance ne durerait pas vingt-quatre heures si les Autrichiens s'en allaient, furent toujours, à part quelques brefs accès d'entêtement, prêts à faire bon marché de leur dignité[1]. Mais il n'y eut point de divergence de vues entre Bedini et Gorzowsky au sujet de la nécessité d'un règne de terreur. L'état de siège fut établi partout; des hommes furent jetés en prison « pour avoir de mauvaises idées politiques », pour « sembler pencher vers la nouveauté », pour « être trop loquaces ». Les paysans, qu'écrasait la tyrannie, firent cause commune avec les brigands qui avaient repris de l'activité, puis devinrent leur proie lorsque le désarmement de la population ordonné par Gorzowsky les eut laissés à leur merci. Les brigands rivalisaient de terrorisme avec le gouvernement; ils mirent une ville à sac, capturèrent tout l'auditoire d'un théâtre et vidèrent toutes les poches. Ce fut en vain que les Autrichiens fusillèrent tous ceux qu'ils trouvèrent en possession d'armes ou qui avaient commis les plus petits vols. Le brigandage était le symptôme fatal de l'état de putréfaction dans lequel se trouvait le gouvernement pontifical.

Les Duchés de la vallée du Pô étaient plus que jamais des satellites de l'Autriche. François V de Modène et Charles-Louis de Parme avaient été remis en possession de leurs trônes par les troupes autrichiennes, et ne régnaient que grâce à leurs épées. Des généraux autrichiens commandaient leurs soldats, des Autrichiens siégeaient dans leurs conseils de guerre; et, bien que François ait pu avoir quelques soubresauts d'impatience, Radetzky put toujours amener les ducs à se soumettre en agitant le spectre de la révolution. François ne fut pas un tyran comme son père; moins capable que lui, il fut moins cruel et moins ambitieux. Ce fut un prince à

1. Gennarelli, *Governo pontificio*, I, 597; Farini, *Stato romano*, IV, 269.

l'esprit étroit, impatient et agité comme Ferdinand de Naples; il fit le désespoir de ses ministres, qui trouvèrent toute l'organisation de l'administration bouleversée par ce touche-à-tout, non point mal intentionné, mais tout à fait insensé, qui se crut une providence pour son petit État, tenta de remédier à l'immoralité par des jugements qui discréditèrent la moralité, et dont les *chirografi* passèrent au-dessus des décisions de ses tribunaux et tentèrent de faire régner une impossible justice de sujet à sujet, d'après les suggestions d'une lubie momentanée[1]. Il existait peu de cruauté naturelle dans le caractère de François ; et bien que les jugements rendus contre des libéraux fussent nombreux et sévères, bien que le duc se vengeât impitoyablement des paysans qui s'étaient servis des chasses ducales, nul délit politique ne put être passible de la peine capitale, et, en comparaison de la sauvagerie autrichienne en Lombardie et en Romagne, la réaction fut douce à Modène.

A Parme, au contraire, la tyrannie dépassa toutes les bornes de la décence. Après avoir déclaré nuls tous les actes du gouvernement provisoire, Charles-Louis abdiqua en faveur de son fils Charles III (14 mars 1849). Le jeune duc était un libertin brutal et éhonté, dénué du vernis de goût artistique qu'avait son père, et qui considéra ses sujets comme des jouets pour ses caprices et sa cruauté. La constitution promise fut oubliée ; Parme fut mise d'une façon permanente en état de siège, les Universités fermées, et les membres du gouvernement provisoire frappés d'amendes considérables. Toutefois, des mesures analogues avaient été prises dans les autres États. Ce qui caractérise la réaction de Charles III, c'est sa fantaisie orientale. Les fonctionnaires, professeurs, commerçants, jurisconsultes, furent contraints de se raser les moustaches et la barbe et de porter les cheveux courts ; les magistrats durent revêtir des uniformes extraordinaires ; les avocats et les docteurs ne purent plus exercer qu'avec des certificats de conduite politique satisfaisante. Toutes les mines furent déclarés propriété de l'État. Pour châtier les paysans qui, comme un seul homme, avaient pris part à la révolution, il leur fut interdit de renvoyer un domestique sans l'autorisation d'un fonc-

1. Tout avocat ayant perdu trois causes était suspendu. Tivaroni, *op. cit.* I, 124.

tionnaire[1]. Deux riches monastères furent dissous comme suspects de libéralisme, et Rome, qui mettait le Piémont à l'Index pour avoir supprimé ses monastères, n'eut pas un mot de reproche envers le fidèle débauché. Mais la caractéristique la plus affolante de sa tyrannie fut le règne du fouet, à côté duquel pâlissent les brutalités des officiers de Radetzky. Trois cents personnes furent fouettées publiquement au cours des cinq premiers mois du règne du prince ; elles furent fouettées pour avoir chanté des chansons patriotiques, avoir « tenté d'enivrer un officier autrichien », critiqué des décisions du duc, avoir eu en leur possession un pamphlet libéral ou un journal de Turin. Un domestique de la Cour fut fouetté jusqu'à ce que la mort s'ensuivît pour une plaisanterie sur le petit garçon de Charles ; le duc frappa de ses propres mains des passants qui ne l'avaient pas salué. Il faut peu s'étonner de ce qu'ultérieurement, les Parmesans prirent la revanche sauvage d'hommes affolés.

Pour un observateur superficiel, la situation de l'Autriche semblait plus forte que jamais. Elle s'était relevée d'une chute qui avait paru désespérée ; elle avait écrasé la révolte en Hongrie et en Italie, et gardait ses anciennes frontières. Champion de la réaction triomphante, elle avait, elle, le prestige de la victoire, tandis que ses adversaires avaient perdu tout courage parmi les désillusions et l'anéantissement de leurs espérances des deux dernières années. En Allemagne, elle avait humilié la Prusse ; en Italie, son influence était prédominante dans la moitié de la péninsule. Le danger commun avait rallié les princes à ses côtés, leur faisant oublier presque leurs vieilles méfiances. Ils étaient prêts à devenir ses satellites s'ils pouvaient seulement compter sur ses troupes pour maintenir sous le joug leurs propres sujets. Naples, sans doute, se tint à l'écart ; mais Modène et Parme devinrent, de fait, des provinces autrichiennes ; la Toscane n'était presque qu'un État dépendant et, bien que la Romagne fût un État du Pape, le général autrichien Gorzowsky en était le véritable gouverneur. Sa politique envers Rome s'était radicalement modifiée ; quoique la Cour pontificale s'effrayât toujours

1. *Borboni di Parma*, IV, 19-28, 52-55 ; VIII, *passim*.

de ses vues sur la Romagne, ses intérêts s'identifiaient trop avec les siens pour qu'elle pût en prendre sérieusement ombrage, et elle fut heureuse de l'étaler en face du patronage détesté de la France. A Rome, comme à Florence et à Modène, les hommes d'État de la réaction se rendaient compte de leur faiblesse. Ils savaient que la révolution avait été écrasée pour le moment, qu'elle relèverait la tête, et que le seul espoir d'une résistance heureuse résidait en l'union. Il ne fallait plus que la Toscane et Modène continuassent à se quereller au sujet de la Lunigiana, que Naples conservât l'ambition d'absorber les Marches ; il fallait oublier les vieilles rivalités, l'ancienne crainte de l'Autriche, les campagnes rivales pour la conquête de la popularité ; et les armes de l'Autriche sauveraient les princes de la pression violente de leurs sujets.

Les Italiens, prétendait Félix von Schwarzenberg, n'étaient pas capables d'avoir des institutions représentatives qui conduiraient à des attaques contre l'Autriche et à ce que les hommes d'État de la réaction se plaisaient à appeler l'anarchie. Des libertés municipales et provinciales, avec un suffrage restreint, répondaient beaucoup mieux aux besoins et aux traditions de l'Italie, tels qu'ils les interprétaient. Mais la nouvelle forme de gouvernement ne devait pas être simplement obscurantiste. Des Conseils d'État et un « Banc » indépendant pouvaient être tolérés. Tant que la démocratie serait maintenue captive sous la double chaîne de la sévérité de la police et de l'enseignement clérical, un gouvernement paternel favoriserait le bien-être moral et matériel du peuple. Mais le spectre rouge du socialisme et du scepticisme causait une terreur ridicule aux hommes d'État d'un pays où l'un et l'autre étaient en fait inconnus. Les bases de la Société, croyaient-ils, ou affectaient-ils de croire, étaient en danger[1]. Il y avait là, surtout, la crainte d'un gouvernement constitutionnel, masquée sous une apparence religieuse, et le souci du pain et des poissons[2]. Mais, entre les libéraux et les catholiques, il y avait à la base une crevasse fondamentale. Pour les

1. Bianchi, *Diplomazia*, VI, 303-308 ; VII, 9-17 ; Gennarelli, *Missione*, 60-70 ; Baldasseroni, *Leopoldo II*, 444-449 ; Bayard de Volo, *Francesco V*, I, 416.

2. « Care for loaves and fishes » équivalant en français au « souci du pain et du beurre. » (N. du T.)

dévots, le libéralisme était la perte de la religion; et, bien que souvent scandalisés par la corruption de la Cour romaine, ils craignaient que tout coup porté à la Papauté n'eût sa répercussion sur l'Église et sur tout ce que l'Église sauvegardait. Il existait entre les deux écoles une divergence profonde d'appréciation quant à la sanction de la morale; les catholiques, qui croyaient que l'autorité et la tradition constituaient ses seuls remparts, pensaient que si les hommes cessaient jamais de suivre les sentiers de l'Église, ils pourraient être tentés par le gouffre où remuent les choses malpropres. Ils redoutaient le libre examen, le mépris des formules, la discussion d'institutions indissolublement liées, du moins le croyaient-ils, à d'autres choses plus précieuses. Seul le strict exercice de l'autorité paternelle pouvait mettre la jeunesse en garde contre des voies déréglées et funestes. L'instruction pouvait être un mal, à moins que le clergé n'eût la direction de l'enseignement religieux et ne pût contraindre les élèves à une conformité religieuse; le mariage civil comportait la possibilité du divorce, et le divorce la profanation de l'hymen. Ils préféraient que l'immoralité fût punie par des sentences révoltant la raison plutôt que laisser la faillible nature humaine se corriger elle-même. La vertu devait être soignée comme un enfant au maillot, par la protection jalouse de l'État, et, par-dessus tout, la Papauté devait être maintenue dans sa haute prééminence, comme source de toute autorité. Derrière les hommes et les femmes qui pensaient ainsi, il y avait l'enthousiasme des catholiques dévots du monde entier pour lesquels la Papauté était catholique plutôt qu'italienne, qui se souciaient peu des aspirations italiennes et beaucoup de la gloire de la tiare, et ressentaient le désir chevaleresque de défendre un nom splendide et vénérable, dont les propres forces de défense s'étaient montrées si faibles.

Les hommes d'État de la réaction partagèrent ces théories avec un zèle qui fut à moitié sincère, et à moitié inspiré par le sentiment de leur utilité[1]. Le signe extérieur de l'union catholique-monarchiste devait être une nouvelle Ligue. Déjà pendant l'été de 1850, les duchés avaient renouvelé leurs traités de commerce avec l'Autriche qui les avait contraints,

1. Baldasseroni pensait que la Papauté était « une sorte de cadavre galvanisé ». Bianchi, *Matteucci*, 417.

de mauvais gré, à accepter une union unilatérale, sous la menace de perdre sa protection. Félix von Schwarzenberg désira l'étendre en une Ligue politique embrassant tous les États réactionnaires de l'Italie et dans laquelle l'Autriche serait entrée en raison de ses provinces italiennes. Le programme de la Ligue devait comprendre une action commune contre les libéraux et la presse, la création d'une armée fédérale, l'engagement des parties contractantes de n'accorder ni une garde nationale, ni aucun droit de réunion publique et de ne faire aucune réforme à moins qu'elle ne s'effectuât *pari passu* dans tous les États fédérés. Ce plan eut la chaude approbation de Baldasseroni, le premier ministre toscan, et Parme, ainsi que Rome, furent prêts à le suivre (octobre-décembre 1850). Mais François de Modène considéra d'un mauvais œil les plus progressives de ses stipulations, et le roi de Naples qui se méfiait de l'influence autrichienne et méprisait ce qu'il considérait comme une concession au libéralisme, refusa énergiquement d'y adhérer. Son opposition détruisit la solidité du projet et, bien que l'entente officieuse existant entre l'Autriche et les ducs continuât aussi forte que jamais, la Ligue resta à l'état de plan avorté. Les seuls fragments qui en vinrent à maturité, en dehors de l'union commerciale, furent une convention postale donnant à l'Autriche la faculté d'ouvrir la correspondance des nationaux et un traité de chemin de fer pour réunir les voies ferrées de la Toscane et de la Romagne à celles de la Lombardie.

Au point de vue spirituel, les théories que soutenait la Ligue eurent des résultats plus positifs. La coopération de l'Église catholique était indispensable aux hommes d'État, qui reconnurent quelle puissante forteresse serait l'autorité du Pape, s'étendant au moyen des prêtres jusqu'en chaque point du pays. Afin de gagner sa protection, l'Autriche et la Toscane étaient prêtes à abandonner leur chère indépendance ecclésiastique, et à détruire l'œuvre de Joseph II et de Léopold. Ce fut la Toscane qui capitula la première. Des négociations en vue d'un Concordat étaient en cours depuis les jours de la première gloire de Pie, et Ridolfi s'était préparé à lui faire de larges concessions pour prix de son adhésion à la Ligue libérale. Alors qu'il était à Gaète, le grand-duc avait placé sa faible conscience sous la garde du Pape, et revint à Florence ayant probablement pris l'engagement de modifier

ses lois ecclésiastiques. Il aurait même, si ses ministres le lui avaient permis, interdit l'exercice des cultes protestant et israélite. Son cabinet n'allait pas jusqu'à renoncer à la traditionnelle tolérance toscane, cependant il aurait cédé sur bien des points pour obtenir l'adhésion de Rome à la Ligue réactionnaire; et, mis au pied du mur par la défection de Léopold, Baldasseroni signa un Concordat accordant à Rome presque tout ce qu'elle demandait (25 avril 1851). Les évêques reçurent toute liberté de correspondre avec le Saint-Siège; ils furent investis de la censure sur toutes les publications religieuses; des tribunaux ecclésiastiques furent institués pour connaître de toutes les affaires d'hérésie ou de sacrilège, ainsi que de toutes celles concernant les mariages ou promesses de mariage. Mais le recul ne fut pas complet; les prêtres restèrent soumis à la loi commune; la censure ordinaire resta entre les mains du pouvoir civil, et les traditions toscanes furent trop puissantes pour que même les points concédés fussent fidèlement observés[1].

L'Autriche suivit cet exemple. Elle considérait comme impossible que l'Église désignât le champion de la réaction temporelle comme l'ennemi de ses revendications. Bien qu'elle restât toujours le protecteur irritant de la Papauté et ne montrât aucune inclination à abandonner sa mainmise sur la Romagne, l'appui du clergé était nécessaire au gouvernement, et cet appui devait être acquis par la renonciation à l'antique subordination de l'Église à l'État. Déjà en 1850, le gouvernement avait donné aux évêques la liberté de correspondre avec Rome et avait promis, sous certaines conditions, de prêter l'appui de la force civile au maintien de la discipline ecclésiastique. Le Concordat de 1855 marqua la soumission complète du gouvernement. Il reconnaissait le droit canon, permettait la réunion de Synodes; il pourvoyait à l'enseignement catholique sous la haute surveillance des évêques dans toutes les écoles élémentaires et secondaires; il leur attribuait la censure des ouvrages de théologie et la juridiction de toutes affaires relatives aux mariages; il autorisait les tribunaux ecclésiastiques à connaître de tous les procès civils et de certains procès criminels dans lesquels

1. Baldasseroni, *op. cit.*, 428, 592; Ranalli, *Istorie*, IV, 319, 321; Bianchi, *op. cit.*, VI, 384, 390; VII, 31-41; Balan, *Continuazione*, I, 777.

figurait un ecclésiastique. Sans doute, l'opposition officielle fut forte, et, de même qu'en Toscane, une grande partie du Concordat resta lettre morte; il n'en montra pas moins de quelle façon complète s'étaient modifiées les traditions ecclésiastiques de l'Empire.

Poursuivant sa marche triomphante, l'Église s'empara ensuite de Modène. Le mariage ne fut plus qu'un simple rite religieux, les formalités civiles ayant été abolies; les institutions de bienfaisance furent placées sous le contrôle du clergé, les dons de mainmorte légalisés; le sacrilège devint un crime capital. Naples fut la dernière à capituler. Pendant les premiers jours de la réaction, Ferdinand avait montré peu de disposition à faire remise au clergé de ses prérogatives, et ses ministres avaient énergiquement appuyé son refus de modifier les relations existant entre l'Église et l'État. Mais il ne put, seul, résister au courant, et, en 1857, Naples rendit au clergé les privilèges que lui avait ôtés le Concordat de Tanucci. Avec le rappel des lois de mainmorte, l'autorisation de tenir ses Synodes, les lois sur le mariage, la censure et l'inspection des écoles[1], le clergé obtint les pouvoirs qu'il avait déjà conquis dans toute l'Italie, à l'exception de Parme et du Piémont.

Ainsi fut lancé, avec un succès partiel, le grand plan de l'Alliance réactionnaire. Si la Ligue avait répondu au projet de Baldasseroni, elle aurait eu des éléments de vitalité. Un gouvernement stable et la destruction des barrières douanières auraient donné au commerce un élan qui aurait contribué beaucoup à contenter le pays. Les hommes d'affaires, les personnes sans soucis politiques, les riches atterrés par la crainte du socialisme, la grande masse de ceux qui, avant tout, désiraient de la tranquillité, se seraient ralliés, même à une tyrannie, eût-elle été forte. Les concordats avaient rangé de son côté l'organisation puissante de l'Église. A très peu d'exceptions près, les prêtres n'avaient plus rien de leur court libéralisme des premiers temps de Pie, et leur vaste influence s'exerçait sur la masse des paysans et la grande majorité des citadins. Les troupes autrichiennes étaient capables, avec l'appui des mercenaires pontificaux et des volontaires paysans

1. Nisco, *op. cit.*, 359-360. Des professeurs de cuisine devaient passer un examen sur le catéchisme !

du duc de Modène, de réprimer tous désordres intérieurs. Mais Baldasseroni avait tenté l'impossible. La Révolution avait laissé des idées et des aspirations susceptibles à un moment donné de briser même la grande puissance de l'Église. Les jalousies des divers États déchirèrent la fédération réactionnaire, à l'exemple de ce qu'elles avaient fait des ligues libérales deux ans auparavant. Les gouvernements étaient trop pourris pour bien gouverner, et l'idéal d'un absolutisme bienveillant s'effondra sous les sarcasmes, à Rome comme à Parme ou à Milan. Cependant, entre le Tessin et les Alpes, le Piémont concentrait ses forces pour la lutte inévitable dont la victoire signifierait l'anéantissement, et de la domination autrichienne, et du pouvoir temporel.

CHAPITRE XXII

CAVOUR

1850-1851

Difficultés en Piémont ; la réaction conservatrice ; les partis à la Chambre ; Rattazzi ; la politique de d'Azeglio ; la lutte avec Rome ; LES LOIS DE SICCARDI ; la provocation de Fransoni ; autres mesures anti-cléricales. CAVOUR devient ministre ; sa politique financière ; libre échange.

Baldasseroni avait espéré voir le Piémont adhérer à la Ligue. Il semblait en effet douteux qu'il pût rester fidèle à ses institutions libérales, entouré comme il l'était de la réaction triomphante. Le petit État de cinq millions d'habitants pouvait trouver les trente-deux millions d'habitants de l'Autriche et les forces gouvernementales de toute l'Italie rangés contre lui. Les hommes d'État de Vienne étaient de plus en plus tentés de franchir le Tessin et de le contraindre à renoncer à sa constitution. Il possédait ses propres éléments de faiblesse et de désunion, car, à Turin et dans quelques-uns des districts ruraux, le clergé régnait sur une grande partie des électeurs, et pouvait, par Rome, soulever toute difficulté susceptible d'être de quelque secours au parti de l'Autriche et de la réaction. Les trois millions et demi d'illettrés formaient un beau champ d'exploitation pour l'influence ecclésiastique ; la fraction inintelligente des nobles aimait l'Autriche et Rome plus que la patrie. La nation vivait dans le trouble et l'incertitude des périodes de transition. Le problème de greffer l'esprit de la Constitution sur les institutions de l'ancien absolutisme nécessitait une habileté extrême. L'autorité du gouvernement avait subi à Novare une atteinte dont il ne put se relever rapidement ; la basse catégorie des réfugiés avait apporté avec elle une agitation étrangère mais contagieuse, et,

sans les traditions du pays de respect aux lois, les dangers de désordres sociaux auraient pu être considérables. La récolte fut mauvaise et, bien qu'il se produisît une explosion d'activité commerciale, la Ligue autrichienne menaça de mettre le commerce du Piémont dans une situation désavantageuse sur les marchés de la moitié de l'Italie. A l'étranger, il régnait peu de sympathie pratique envers le Piémont, même en France et en Angleterre; la Prusse et la Russie ne perdaient aucune occasion de lui témoigner leur malveillance, et les réactionnaires de l'Europe entière le désignaient comme un repaire de démagogues turbulents qui menaçaient la paix du continent.

La politique du gouvernement comportait, par elle-même, suffisamment de difficultés. Tout autant que les gouvernements de Vienne et de Naples, le cabinet avait exprimé son hostilité à l'égard de la Révolution, s'était bruyamment séparé de Novare, avait reconnu toutes les limitations et principes de convention qui liaient chaque membre des gouvernements légitimes de l'Europe, professant un respect scrupuleux pour les frontières de ses voisins, et se défendant hautement d'avoir n'importe quelles visées agressives. D'Azeglio n'avait pas, en effet, d'autre alternative; il était impossible de continuer la politique de 1848-1849 sans l'appui de la France, et toute l'influence du gouvernement français travaillait à maintenir le Piémont dans le calme et à décourager ses aspirations. Mais ce n'était pas là une politique bien noble, et elle comportait des inconséquences et des contradictions incessantes. Le Piémont pouvait être disposé à cesser de guerroyer, il pouvait accepter la phrase de Balbo disant que la paix était une trêve de dix ans; mais le gouvernement savait bien que, lorsqu'une occasion se présenterait d'aller en avant, le respect des frontières voisines ne serait plus qu'un simple mot. Pour le moment, cependant, l'opposition était trop faible pour pouvoir faire autre chose que critiquer le programme de d'Azeglio. Avant la proclamation de Moncalieri, le parlement s'était prononcé pour une politique franche et contre toute ouverture à l'Autriche; il avait exprimé le désir de tenir haut et ferme le drapeau de l'Italie, sans souci des clameurs de la diplomatie, et de ne jamais taire, même momentanément, la revendication de nationalité. Mais les démocrates ne représentèrent probablement jamais

les sentiments de la majorité réelle du pays ; jusqu'alors, les élections, bien que des questions pour ainsi dire domestiques eussent été en jeu, n'avaient réuni qu'un petit nombre de votants, et les éléments politiques les plus actifs, bien que ne constituant qu'une minorité, étaient parvenus à imposer leurs volontés. Ils avaient été puissants dans la bourgeoisie — marchands, artisans, fonctionnaires communaux — ; mais il existait une grande réserve d'électeurs qui étaient conservateurs, soit à cause de l'influence cléricale, soit en raison de leur indifférence pour l'idéal démocratique. Ces réserves entrèrent en lice aux élections de décembre 1849, et la Proclamation de Moncalieri ne fut que l'une des nombreuses influences, qui contribuèrent à envoyer au nouveau Parlement une majorité conservatrice [1].

Les 204 membres de la Chambre piémontaise constituèrent une réponse catégorique au reproche qu'on faisait aux Italiens de n'être point capables d'avoir des institutions représentatives. Ils étaient graves, intelligents, patriotes. Bien que leurs discours fussent souvent prolixes et pédantesques, la simple rhétorique avait peu d'influence sur eux. A l'exception des rares badinages de l'Extrême-Droite et de l'Extrême-Gauche, ils étaient trop sincères, politiquement parlant, pour n'être que des membres de divers partis, et le sentiment des difficultés dans lesquelles se débattait leur pays et une foi commune en son avenir rassemblèrent, plus ou moins, toutes les fractions. Il n'existait pas en effet de partis « cristallisés » ; ils quittaient facilement un groupe pour l'autre, parfois avec une réelle inconséquence. La majorité ministérielle était composée de sections n'ayant entre elles aucun lien permanent d'union.

Il y avait à l'Extrême-Droite un petit nombre de réactionnaires élus presque exclusivement par la Savoie ; ils étaient plutôt plus forts au Sénat. Les *codini* [2] auraient vu volontiers renverser la Constitution ; ils estimaient que « le devoir d'un gouvernement catholique est d'obéir à l'Église et de la protéger » ; ils s'opposèrent énergiquement à toute politique avancée et tentèrent de maintenir l'armée à un chiffre réduit. « Si les Piémontais sont Italiens », menaçaient les Savoyards, « les Alpes pourraient devenir la frontière entre la France et

1. Voir vol. II, appendice G.
2. Réactionnaires portant le « codino », la petite queue de cheveux tressés. (N. du T.)

l'Italie »[1]. Bien qu'ils soutinrent le ministère tant qu'il attaqua les démocrates, ils prenaient leur mot d'ordre à Rome, et parfois à Vienne. En dehors de la Chambre, leur presse violente, l'appui des prêtres, leurs intrigues parmi les paysans, leur gagnèrent une suite considérable ; lors de la querelle qui eut lieu avec Rome, c'est parmi les dévots timides qu'ils recrutèrent leurs troupes.

La Droite se composait en majorité de constitutionnels modérés qui avaient accepté loyalement la Constitution, avaient pris part à la guerre, et n'étaient pas insensibles à l'espoir de l'Indépendance italienne. Mais ils étaient prêts à résister à tout mouvement menaçant d'affaiblir l'autonomie piémontaise ou de transférer la capitale de Turin dans toute autre ville[2]. Ils constituaient un véritable parti conservateur, craignant la démocratie, très tendre à l'égard des prérogatives de l'Église et des droits de la propriété, et, en majeure partie protectionniste en ce qui concernait la politique fiscale. En somme, d'Azeglio leur appartenait, de même que Balbo et Pinelli ; Cavour fut leur champion le plus puissant, jusqu'au moment où il jugea impossible de les suivre sur le terrain des questions ecclésiastiques et fiscales ; mais leur véritable chef fut Revel, un noble Niçois qui avait été ministre des Finances de 1844 à 1848, mais qui, s'il était homme d'État capable et patriote, était également un ultra-conservateur de la vieille École.

La gauche avait eu une majorité considérable dans les Parlements précédents, et restait encore suffisamment forte pour pouvoir, à l'occasion, forcer la main au gouvernement. Mais elle était hétérogène et divisée, comptant des modérés libéraux qui, sauf en ce qui concernait les questions ecclésiastiques, différaient peu des modérés de la droite, jusqu'à des radicaux très avancés et des socialistes du genre doux. Sa politique étrangère était celle du moment de la guerre, et elle refusa d'en changer alors que les circonstances, elles, eurent changé. Elle fut le meilleur soutien du gouvernement dans sa lutte avec Rome, et son critique le plus acerbe lorsqu'il pencha vers un compromis. Son programme social était banal mais non point sans valeur. Les résolutions votées par

1. Brofferio, *Parlamento*, V, 707 ; della Margherita, *Avvedimenti*, 273.
2. Pallavicino, *Memorie*, II, 519 ; Tavallini, *Lanza*, I, 119.

la Chambre sur son initiative furent extrêmement sages et pratiques; car les influences qui ont depuis pénétré jusqu'au cœur de la politique italienne, commençaient déjà à se révéler. Durant les jours pendant lesquels elle fut au pouvoir, elle fit décider par la Chambre d'exclure de son sein tous les fonctionnaires salariés, de réduire les pensions civiles et de faire juger les procès par un jury; elle réussit presque à faire passer une loi pour la rémunération des représentants[1]; mais le pouvoir exécutif fit échouer ses résolutions; la génération suivante devait en adopter quelques-unes; d'autres ne sont pas encore réalisées, et c'est de leur privation que l'Italie souffre aujourd'hui. Mais quelles que fussent ses critiques envers le gouvernement, elle ne lui fut jamais systématiquement hostile; elle n'était pas disposée à le renverser, étant trop faible pour prendre elle-même le pouvoir, d'autant plus qu'une défaite ministérielle aurait comporté un cabinet Revel. L'extrême gauche, petit groupe de trente membres, refusa d'aller au delà de cette tolérance partielle du gouvernement; mais ses théories doctrinaires et ses pratiques inconséquentes, les soupçons auxquels étaient en butte ses chefs, et leur humeur séditieuse, lui aliéna la majorité plus tempérée de la gauche qui considérait la politique de Valerio et de Brofferio comme une politique de simple critique aussi inopportune que peu patriotique. Le péril commun était trop grand pour qu'elle gaspillât ses forces en des querelles avec des hommes dont elle n'était guère séparée que par l'épaisseur d'un cheveu. Ils avaient été en partie conquis par d'Azeglio et par la fidélité du roi à la Constitution; et lorsque, peu à peu, ils arrivèrent à reconnaître le réel libéralisme de Cavour, et lorsque son arrivée au ministère devint une garantie de progrès, leur disposition amicale se modifia en un appui fidèle. Ainsi se développa graduellement le centre gauche, qui partageait beaucoup des opinions de la gauche, mais s'en sépara pour des raisons d'opportunisme. Il était numériquement faible et ne se composait guère que d'une vingtaine de députés; mais il comptait parmi ses membres plusieurs des hommes les plus capables de la Chambre.

Leur leader était Rattazzi. L'odieux de Novare pesait encore sur lui; mais les observateurs impartiaux étaient

1. Brofferio, *op. cit.*, I, 79, 169.

en train d'apprendre qu'il était loin d'être l'homme aux doctrines extrêmes, dont le nom sonnait si mal dans l'Europe conservatrice. En fait, il n'y avait rien en lui du démocrate. Ses vues légales, sa foi en l'ordre et l'autorité, son aversion des sentiers non battus et son amour des petits progrès et des détails administratifs, en faisaient, de cœur, un modéré libéral. C'était un homme subtil, pédant, quelque peu âpre, autour duquel de tièdes amitiés se groupèrent en masse, mais dont la sensibilité s'affectait profondément des outrages et lui rendit difficile l'oubli d'anciens griefs ; c'était un homme, ni ferme, ni fort, qui laissa souvent son parti parler plus haut en lui que sa conscience, qui fut sans passions, sans courage élevé, sans convictions profondes, porté à s'attacher à un parti et à intriguer, par un instinct qui se manifesta en petites hypocrisies et en « chemins de traverse », et qui provenait plutôt de lâcheté et d'indécision que de fourberie. Il fut toujours trop homme de loi pour devenir un grand homme d'État; son éloquence froide et logique faisait appel à la raison mais n'avait aucune puissance d'entraînement. Il possédait le sens pratique étroit du sceptique, mais peu d'imagination[1], peu de divination concernant de grands faits, plus de soucis des formes que de l'esprit de liberté; il était né courtisan, porté facilement à l'indulgence pour les défauts royaux, ce qui en fit l'ami et le confident du roi, mais contribua, à une époque ultérieure, à affaiblir l'autorité de Victor-Emmanuel sur la nation. Il fut, à son point de vue, un patriote sincère; il partagea les espoirs de l'École la plus étroite des nationaux ; mais à cette époque, et pendant plusieurs années encore, il n'eut aucune foi en une expansion quelconque du Piémont au delà de la vallée du Pô, et moins encore en une Italie une[2]. Tout son intérêt était concentré sur le Piémont; « il connaissait le Piémont à fond, l'Italie un peu, l'Europe pas du tout » ; Turin et sa politique et ses partis étaient plus pour lui que le credo commun des aspirations italiennes. Mais il avait un sentiment des responsabilités qui manquait à l'extrême gauche. Il sentait le besoin d'un gouvernement fort et savait qu'il était impossible à réaliser sans une majorité disciplinée

1. Il ne lisait jamais de livres d'histoire, pas plus que des poésies ou des romans et n'avait aucun goût pour les tableaux ou la musique : Castelli, *Ricordi*, 200.
2. Mme Rattazzi, *Rattazzi*, I, 338.

Modène et dans l'empire d'Autriche. Les tribunaux religieux connaissaient de toutes les affaires, et civiles et criminelles, dans lesquelles un ecclésiastique était impliqué; de toutes les causes relatives à des mariages ou promesses de mariage, ou concernant la dîme, l'hérésie ou le blasphème. Beaucoup d'églises avaient encore le droit d'asile, et le criminel qui pouvait s'y réfugier se trouvait hors des atteintes de la loi. Les évêques avaient la surveillance des institutions de bienfaisance, et, en partie, des écoles. La Constitution elle-même leur avait confirmé le droit d'interdire la circulation de bibles, livres de dévotion ou ouvrages de théologie non autorisés. Aucun mariage ne pouvait être célébré autrement que par l'entremise d'un prêtre. Des actes de mainmorte existaient, dans certaines parties seulement de l'État, et la loi civile facilitait l'acquisition de propriétés par les congrégations religieuses[1]. Pourtant, malgré les vastes domaines de l'Église, beaucoup de membres du clergé paroissial touchaient une rémunération si faible que l'État dépensait annuellement près d'un million de lire pour leur permettre simplement de vivre.

Il était impossible, une fois la Constitution admise, de laisser subsister des privilèges qui violaient ses stipulations fondamentales. Les tribunaux ecclésiastiques ne suscitaient peut-être pas de griefs sérieux, mais ils étaient en contradiction flagrante avec la clause qui promettait à tous l'égalité devant la loi. Le premier ministère constitutionnel avait reconnu que le Concordat avec Rome, qui fixait les privilèges de l'Église, devait être remanié, et Rosmini était parti en vain, afin de négocier pour des conditions meilleures. Depuis 1848, la question avait radicalement changé d'aspect, car le « Néo-Guelfisme » était mort, et Rome était revenue à des principes incompatibles avec la liberté sociale et intellectuelle. Le mouvement anti-clérical que provoqua alors l'attitude de Rome ne fut point irréligieux; les libéraux se vantaient de « vivre dans une époque de foi » et beaucoup des attaques dirigées contre l'Église furent causées, ainsi que le dit Gioberti, par le désir de la purifier de ses abus. Mais ce n'était point non plus un mouvement principalement religieux ; c'était plutôt le résultat de l'orgueil national, de la

1. Bianchi, *Diplomazia*, VI, 353, 354.

résolution de ne point humilier le pays devant Rome, mélangé à l'irritation provoquée par l'opposition violente des évêques au gouvernement constitutionnel, par les attaques incessantes et peu scrupuleuses de la presse cléricale, par la tyrannie sévissant à Rome et en Romagne, et par l'ignominieux soutien que le trône pontifical demandait à des baïonnettes étrangères. Les réformateurs avaient à choisir entre deux politiques. Cavour était d'avis de ne point molester l'Église dans ses biens et sa discipline intérieure, de répondre à l'intolérance par la tolérance, et d'abolir la surveillance partielle de l'État stipulée par l'ancien Concordat. L'Église, croyait-il, laisserait là la politique, si elle était débarrassée d'entraves irritantes. Mais, en majorité, les libéraux écartèrent de suite une expérience qui semblait si hasardeuse chez un peuple peu instruit et de peu d'indépendance intellectuelle, et où l'Église menaçait de devenir une grande force politique susceptible de saper l'édifice de la Constitution et d'être, pour un gouvernement libre, un danger toujours présent. Les deux partis, cependant, furent d'accord sur la nécessité d'abolir les tribunaux ecclésiastiques. D'Azeglio était trop bon patriote et connaissait trop bien la Cour Romaine pour désirer éviter la solution, maintenant qu'elle avait été formulée. L'aurait-il désiré, que les excès des évêques piémontais, et la colère, à la fois de la Droite et de la Gauche, lui auraient forcé la main. L'archevêque de Turin, Fransoni, se montra aussi violemment opposé à toute réforme qu'il l'avait été pendant les dernières années de Charles-Albert ; sa haine passionnée des nouvelles institutions avait tourné à la monomanie. Son collègue, le prélat d'Asti, avait été accusé d'immoralité, et s'était enfui devant les menaces de la population. Vers la fin de 1849, d'Azeglio avait envoyé à Rome un honnête jurisconsulte modéré, Siccardi, afin de demander le déplacement de Fransoni et de l'évêque d'Asti et d'obtenir quelque transaction au sujet du fonctionnement du Concordat. Siccardi revint bientôt, n'ayant pu aboutir à rien : Antonelli avait présenté des contre-revendications qu'il était impossible d'accepter, et le Pape avait parlé des réformes imminentes comme de « blessures à son cœur et à l'Église »[1]. L'insuccès de Siccardi et les violences

1. Bianchi, *op. cit.*, VI, 356 ; Boggio, *Chiesa e Stato*, 299 ; suivant Dupanloup, *Souveraineté*, 302 ; d'après l'*Exposé des négociations, etc.*, le Roi promit encore, le 25 février, d'entamer à nouveau des négociations.

des journaux extrêmes de chaque parti rendirent impossible au ministère de retarder le vote d'une loi, et, au commencement de la session de 1850, Siccardi, qui faisait maintenant partie du cabinet, présenta ses fameuses résolutions (27 février). Elles proposaient d'abolir les tribunaux ecclésiastiques et le droit d'asile, de rendre égaux les châtiments appliquables aux criminels, laïques et religieux, de faire une loi générale de mainmorte, d'abroger les pénalités temporelles pour non-observance des jours saints sauf en ce qui concernait les dimanches et les grandes fêtes de l'Église ; en outre, elles engageaient le gouvernement à présenter un projet de loi légalisant les mariages civils. Les députés de la Droite « pure » s'opposèrent aux résolutions en raison de ce que le consentement de Rome était nécessaire à toute modification de la loi ecclésiastique, et insistèrent sur le scandale qu'elles constitueraient pour les consciences des fidèles. Les résolutions, il est vrai, déchiraient le Concordat ; mais il était impossible de conserver des conventions établies pour d'autres temps et qui étaient tout à fait étrangères au nouvel ordre constitutionnel. Le gouvernement avait à choisir entre le Concordat et la Constitution, et il était forcé de respecter celle-ci. Il eut l'appui de la fraction la plus modérée de la Droite, et de la Gauche tout entière. L'opinion publique avait été extrêmement excitée, et, à Turin, l'hostilité contre les prêtres était si vive que le gouvernement dut employer la force pour réprimer une manifestation. La loi de Siccardi passa à la Chambre avec 130 voix contre 26 (9 avril) et au Sénat avec une majorité de près de deux voix contre une.

Rome refusa d'accepter sa défaite. Toute illogique que devînt la situation du Pape en raison de ce refus d'accepter pour le Piémont ce qui avait été admis depuis longtemps pour presque toutes les nations catholiques, il aimait trop peu et craignait trop le seul État libre de l'Italie pour conclure facilement la paix avec lui. Le Nonce quitta Turin, les évêques virent des fantômes de la Révolution Rouge, et Fransoni publia une lettre pastorale ordonnant au clergé de ne tenir aucun compte des nouvelles lois et de ne se présenter devant les tribunaux laïques que lorsqu'on l'y contraindrait. Poursuivi pour excitation à la désobéissance aux loi, il refusa de comparaître et fut condamné par défaut à un mois de prison. Ce verdict mit le comble à l'exaltation des cléricaux, et les suffragants de Fransoni menacèrent d'excommunication tous ceux qui, à un degré

quelconque, avaient contribué à l'élaboration de la nouvelle loi. A ce moment, Santa Rosa, le ministre de l'agriculture, était à l'agonie; bien qu'il fût un excellent catholique, le moine servite[1], appelé auprès de lui, lui refusa l'extrême-onction comme étant excommunié *ipso facto*, à moins qu'il ne rétractât sa part de responsabilité dans les lois de Siccardi; et lorsque Santa Rosa fut mort, sans avoir reçu l'absolution, le clergé, à l'instigation de Fransoni, menaça de refuser de l'enterrer, jusqu'à ce que l'archevêque eût été intimidé au point d'y consentir, du reste, de très mauvais gré[2]. Ce refus impitoyable, le dédain qu'avaient rencontré les prières d'une veuve, les intrigues inconvenantes menées autour du lit d'un mort, mirent le comble à l'indignation de Turin. Les funérailles de Santa Rosa furent l'occasion d'une grande manifestation (3 août); les Servites n'échappèrent aux outrages que par leur bannissement de la ville, et Fransoni, arrêté illégalement, alla subir un martyre épicurien dans la forteresse de Fenestrelle. A la même époque, un grave conflit se produisit entre le gouvernement et le clergé de Sardaigne au sujet de la dîme; la Sardaigne était la seule province de l'État où cette coutume existât encore, et les ministres nommèrent une Commission pour dresser l'inventaire des biens ecclésiastiques comme préliminaire à leur commutation. L'archevêque de Cagliari défia les commissaires, et, lorsqu'ils saisirent ses papiers, les excommunia. Il était impossible que le gouvernement subît cet affront, et les tribunaux de Sardaigne le condamnèrent à l'exil.

Le gouvernement n'avait fait que ce qui était strictement nécessaire pour sauvegarder sa dignité. Même alors, la patience de d'Azeglio n'était pas encore lassée. Il sentait d'une façon très aiguë le péril qu'il y avait à s'aliéner le clergé; la France le pressait très vivement de céder à Rome, et, pendant le cours de l'été, il avait fait deux tentatives de réconciliation. Mais Antonelli ne voulut pas dévier de ce principe que le Concordat était un contrat qui ne pouvait être rompu légalement qu'avec l'assentiment des deux parties; il répondit à l'agent de d'Azeglio qu'une transaction était impossible[3], et le Pape

1. Serviti (servi di Mario), couvent de l'église Saint-Charles à Turin. (N. du T.)
2. Saraceno, *Santa Rosa*, 229-236; Cavour, *Lettere*, I, 164; Boggio, *op. cit.*, I, 321; Balan, *Continuazione*, I, 723-729.
3. D'Azeglio, *Lettere inedite*, II, 204; Bianchi, *op. cit.*, VI, 371; Balan *op. cit.*, I, 738.

couvrit ouvertement Fransoni, et refusa même de déplacer l'évêque d'Asti. Tandis que d'Azeglio rencontrait ainsi à Rome une franche hostilité, l'opinion publique en Piémont insistait pour qu'il prît de nouvelles mesures contre l'Église. La dîme de Sardaigne fut abolie, avec compensation, et le sentiment à la Chambre était si violent qu'il parvint à diverses reprises à forcer la main au gouvernement. Les Frères de la doctrine chrétienne tombèrent désormais sous le coup de la conscription, et l'enseignement de la théologie dans les séminaires devint un sujet de chaudes discussions. Par une loi de 1848, le gouvernement avait obtenu sur eux certains droits de surveillance en échange de subventions aux chaires de théologie, et la Gauche insista pour qu'il augmentât ces droits afin de pouvoir réprimer les attaques des professeurs contre la Constitution. Cavour s'opposa à toute restriction de la liberté d'enseignement et son intervention réussit à faire ajourner la discussion de la loi; mais le Pape saisit cette occasion pour se venger des larges doctrines de l'Université de Turin, et il excommunia Nuytz, son professeur de théologie (août 1851). Le cours de Nuytz, qui, à certains points de vue, symbolisait à l'avance l'École catholique libérale de dix ans plus tard, affirmait les droits de l'État en matière ecclésiastique, jetait des doutes sur le Pouvoir Temporel, et distinguait du sacrement le contrat de mariage. Bien que ses thèses eussent été approuvées par l'Église, et qu'il manifestât son empressement à en retrancher tout ce qu'elle pouvait désapprouver, son obséquiosité ne put le sauver[1]. Malgré le désir du gouvernement de transiger et sur ce point et sur les autres points en controverse, les importantes questions du mariage civil et du budget ecclésiastique ne furent que suspendues, et il devint clair qu'un conflit beaucoup plus grave aurait lieu bientôt, conflit dont personne ne pouvait prévoir les conséquences.

L'on se rendit compte, d'un côté comme de l'autre, qu'il fallait, pour cette crise, une main plus forte que celle de d'Azeglio, et la réputation grandissante de Cavour éclipsa bientôt celle du premier ministre. Le commencement de la carrière parlementaire de Cavour n'avait pas été heureux; ses

1. Boggio, *op. cit.*, I, 346; Dupanloup, *op. cit.*, 298. On trouve un exposé de ses thèses dans *Il Piemonte*, 163.

façons arrogantes et sarcastiques, ses relations aristocratiques et les idées réactionnaires qu'on lui supposait, l'avaient rendu encore plus impopulaire qu'il ne l'avait été en 1847. Mais il devait faire sentir son influence, il avait fait preuve d'une persévérance remarquable, d'une volonté de fer, qui conquéraient plus qu'elles ne persuadaient, d'une hardiesse qui le poussait à manifester des critiques et jamais un mot d'éloge, d'une mémoire prodigieuse, d'une grande capacité de travail et du sentiment des détails. Ses discours firent toujours sur la Chambre une grande impression, non point en raison de leur éloquence, car c'était un orateur hésitant qui parlait du reste mieux le français que l'italien, mais à cause de leur clarté, de leur précision, et de la façon dont les arguments y étaient présentés. Bien qu'avec son jugement fin des faits politiques, il repoussât les sophismes aussi bien des démocrates que des réactionnaires, et se montrât impitoyable à l'égard de leurs psalmodies et de leur vulgarité, il fut un opportuniste d'idées larges, toujours prêt à vouloir plus de lumière [1], et indifférent aux attaques de ceux qui l'accusaient de versatilité. Ce ne fut ni un saint ni un héros, mais un homme parfaitement organisé pour gagner la confiance de la moyenne des hommes. Il suivit généralement l'opinion publique ; il eût bien son idéal, mais le conserva pour lui ; et quoique, comme le dit Manzoni, il eût la prudence en même temps que l'imprudence du véritable homme d'État, il se laissa rarement entraîner à faire un pas de plus que ne le nécessitaient les conditions pratiques du moment. Son but fut de faire fonctionner la constitution, il n'aimait pas beaucoup la politique de « battre la mesure » de d'Azeglio. « L'histoire moderne, disait-il, montre une tendance ferme vers l'agrandissement des droits politiques, l'amélioration du sort des pauvres et la meilleure distribution des richesses. » Sa politique fut une politique de pur Libéralisme. « L'Italie, disait-il, devra se faire d'elle-même, par la liberté, sinon il est inutile de tenter de la constituer » Il avait une foi absolue que tôt ou tard le peuple arriverait à la vérité. De là son anxiété de décentraliser, son refus persévérant d'attenter à la liberté de la presse, sa répugnance à subventionner des organes gouvernementaux. Ce ne fut point un écono-

1. « Si jamais j'en ai le temps, j'établirai la liste de mes erreurs politiques. »

miste rigoureux ; il fut toujours dominé par des considérations morales ; mais il eut une foi irréductible dans la liberté de l'industrie et du commerce. Il s'était rendu compte de la fascination du socialisme qu'il jugeait aussi dangereux que son allié intime : le protectionnisme ; et, bien qu'à certains moments il fût presque enthousiaste de législation sociale, il semble avoir le plus souvent pensé que l'État devait se borner à encourager l'initiative privée et à alléger l'impôt sur les pauvres [1].

Il appliqua les mêmes principes de liberté aux problèmes de l'Église et de l'État. Cavour n'avait point de sentiments religieux profonds, mais il croyait fermement qu'une Église libre de tout contrôle de l'État pourrait jouer un rôle fécond dans l'évolution sociale. Il espérait guérir l'intolérance cléricale par la tolérance persévérante du parti opposé ; il aurait voulu laisser l'Église en pleine possession de sa liberté, et maîtresse et de sa propre discipline et de son rituel ; « une Église libre dans un État libre », qui apprendrait la responsabilité par la liberté, et vivrait en état d'amitié indépendante avec le gouvernement civil [2]. Il est plus difficile de dire quel fut à ce moment son sentiment exact en ce qui concerne l'avenir du Piémont et de l'Italie. Il espérait voir un jour les Autrichiens expulsés et le Pouvoir Temporel aboli ; théoriquement, sans doute, il eut toujours foi en une Italie libre et une [3]. Mais là comme dans tout, il resta opportuniste et refusa de se laisser lier les mains par aucun système. Son but actuel était de rendre le Piémont prospère et, lorsque l'occasion s'offrirait, de faire servir son influence au plus grand avantage du reste de l'Italie. Il avait probablement trop à faire pour réfléchir beaucoup à cette chose lointaine et qui ressemblait tant à une utopie, que son unité ; et c'était certainement un homme trop prudent pour exprimer sa façon de voir sur ce sujet.

Jusque-là, il avait à peine appartenu à aucun parti. Sous

1. Cavour, *Lettere*, V, 178 ; Id., *Nuove Lettere*, 247, 374 ; Id., *Nuove Lettere*, 160 ; Castelli, *Ricordi*, 374 ; La Rive, *Cavour*, 230 ; Artom e Blanc, *Cavour*, 322. Il pensait que l'impôt progressif sur le revenu était impraticable, mais ne lui était pas opposé en principe.

2. Et cela dès 1833 : Berti, *Cavour*, 311-315 ; voyez aussi Nigra, *Cavour*, 44 ; Cavour, *Nuove Lettere*, 361 ; Saraceno, *Santa Rosa*, 131-133 ; Castelli, *Cavour*, 13.

3. Cavour, *Lettere*, I, 127 ; Id., *Nuove Lettere*, 69 ; La Farina, *Epistolario*, II, 426 ; Cordova, *Discorsi*, I, 74.

l'influence de l'enthousiasme de 1848, il s'était jeté rapidement dans une direction libérale ; les excès de l'hiver suivant l'avaient rejeté dans le conservatisme ; mais, avec la réaction qui se produisit après Novare, il en vint à penser que l'absolutisme était plus dangereux que la démagogie, et son irritation contre la faiblesse de d'Azeglio contribua à remettre au premier plan son libéralisme endormi. Comme Rattazzi, quoique peut-être un peu moins, il se rendit compte de la nécessité de former un fort parti ministériel. « On ne peut pas gouverner sur une pointe d'aiguille », telle était la critique qu'il faisait aux groupes parlementaires qui rendaient impossible une majorité stable. Avant la proclamation de Moncalieri, il avait fait de vigoureux efforts pour réconcilier les partis. Il aurait aimé s'appuyer sur la droite, mais il vit qu'il lui était impossible de tomber d'accord avec sa fraction la plus étroite sur les questions religieuses et commerciales. Il avait prononcé son premier grand discours au cours des débats des Lois de Siccardi, et son succès l'encouragea à avoir sa ligne de conduite à lui. Il commença par menacer gentiment le ministère, le mettant en garde contre « des doses homœopathiques de réformes ». Les ministres se rendirent probablement compte du besoin qu'ils avaient d'hommes forts, et grâce à l'influence de La Marmora et du roi, le cabinet, à grand regret, se décida à le nommer au ministère vacant du commerce et de l'agriculture (11 octobre 1850). « Il vous gouvernera tous bientot, prédit le roi; il vous évincera, et ce sera lui qui deviendra premier ministre » ; et Cavour commença de suite à réaliser cette prophétie en insistant pour que l'un des plus faibles de ses collègues donnât sa démission.

Sa nomination plut aux libéraux, qui la considérèrent comme l'engagement du cabinet à poursuivre encore d'autres réformes ecclésiastiques. Mais ses principales préoccupations du moment étaient économiques, et même avant de devenir ministre des finances au mois d'avril suivant, il fut à même de mettre en pratique une grande partie de sa politique libre-échangiste. A certains points de vue, ses lois ne furent que la continuation de ses premiers projets. Les lois réglementant les sociétés en nom collectif et les prêts agricoles, les plans d'un enseignement agricole, de réformes postales, du réseau de voies ferrées devant couvrir le Piémont, firent

partie de la politique ayant pour but le développement commercial du Piémont, politique qui prévalait depuis Novare. Les impôts féodaux, qui avaient survécu dans quelques districts, furent abolis, et la première mesure de Cavour fut d'abroger le droit de fixer le prix du pain qu'avaient les municipalités. Mais c'étaient là de petites questions, comparées avec la situation du Trésor. Cavour pensait que les finances étaient pour un pays une question de vie ou de mort. L'indemnité à l'Autriche, les dépenses de l'armée, les subventions des nouveaux chemins de fer, constituaient une charge écrasante, et le spectre de la banqueroute effrayait des hommes qui n'étaient cependant pas des alarmistes. Le budget de 1851 montra un déficit de soixante millions de lire; les impôts avaient été augmentés de 30 pour 100 et l'intérêt de la dette était passé de moins de deux millions de lire en 1847 à trente millions en 1852. La prudence recommandait de suivre une politique d'économies et il fallait un financier audacieux pour demander au pays d'augmenter sa dette. Mais si le Piémont devait se préparer à une nouvelle guerre, il était nécessaire de maintenir l'armée, de réorganiser la flotte, de dépenser beaucoup d'argent pour établir des fortifications. Pour le développement de son industrie, il était également nécessaire d'ouvrir de nouvelles lignes de chemin de fer et de percer un tunnel au travers des Alpes. La ligne de Turin à Gênes par les Apennins avait déjà fait de bons progrès, et le gouvernement ajouta à ses plans une ligne supplémentaire à Arona, une ligne rejoignant le réseau lombard à Magenta, une ligne traversant le Mont-Cenis et pénétrant en Savoie et en France, ainsi que le vieux projet d'une autre ligne alpine traversant le Lukmanier. Il avait jugé nécessaire de constituer une grande partie du capital, et, bien que ces dépenses promissent d'être un jour rémunératrices, elles provoquèrent pour le moment un accroissement de la dette et une augmentation des impôts. Cavour vit qu'il fallait que le pays trouvât les forces nécessaires pour faire face à ces nouvelles charges, et cela, en augmentant ses ressources ; il espéra, par l'introduction de plus ou moins de libre-échange, donner un tel stimulant à l'industrie et au commerce qu'ils pourraient supporter sans en souffrir les nouvelles dépenses.

Certaines mesures avaient déjà été prises dans cet ordre d'idées. Pendant les dernières années du règne de Charles-

Albert, les droits sur les blés avaient été considérablement diminués, et, en 1850, les droits de navigation différentiels avaient été abolis. Cavour aurait voulu instituer d'un seul coup le Libre-Echange [1]. Mais il se rendit compte que l'opinion publique n'y était pas suffisamment préparée, et tout ce qu'il put faire pour le moment, fut de conclure une série de traités de commerce. Des traités avec la France (novembre 1850), la Belgique et l'Angleterre (janvier-février 1851), la Suisse, le Zollverein allemand, et même l'Autriche, permirent à Cavour de se vanter quelques années plus tard de ce que les tarifs piémontais fussent les plus libéraux du continent. Les résultats économiques furent instantanés ; la contrebande disparut presque ; et les recettes des Douanes ne subirent aucune perte, tellement fut grand l'élan des affaires. Le Piémont était lancé sur une voie de progrès commercial rapide ; il eut de grandes chances de devenir, ainsi que le désirait Cavour, le comptoir de soie de l'Italie. Mais l'aspect politique des traités fut encore plus en relief. L'imagination de Cavour rêvait d'une alliance du Piémont avec les Puissances Occidentales pour faire contrepoids à la Ligue informe des despotismes orientaux. Bien qu'il parlât de s'assurer la bonne volonté de la France dans un but exclusivement défensif, il considéra sans doute ce résultat comme un premier pas vers une alliance qui amènerait ses armées jusque dans les plaines de la Lombardie.

1. Massari, *Cavour*, 65.

CHAPITRE XXIII

L'HÉGÉMONIE DU PIÉMONT

1851-1853

L'Hégémonie du Piémont ; VICTOR-EMMANUEL II ; le Piémont et l'Autriche. Louis Napoléon ; le COUP D'ÉTAT ; la loi Deforesta sur la presse. Le *connubio* ; Cavour quitte le ministère ; la loi sur le mariage civil ; d'Azeglio démissionne ; Cavour, premier ministre. Les républicains ; Mazzini ; la Lombardie, 1850-52 ; la conspiration républicaine ; le complot de Milan ; les séquestrations ; la protestation de Cavour.

La conclusion des traités de Cavour n'était qu'un prélude du brillant succès qui devait accompagner tout ce qu'entreprenait le Piémont. Le « brave petit Piémont » était devenu le point de l'Europe où se portaient tous les regards. D'Azeglio avait montré l'exemple, qu'à son tour Cavour suivait, de lui conquérir la sympathie de l'opinion européenne. Les radicaux étaient contents de son attitude de défi à l'égard de l'Autriche ; les libéraux et les modérés conservateurs, de l'échec infligé aux démocrates ; les protestants et les anti-cléricaux, des lois de Siccardi. Le pays n'était plus isolé comme en 1849. La loyauté naturelle de d'Azeglio lui avait gagné la confiance ; Palmerston avait exprimé sa chaude admiration ; des voyageurs anglais, Gladstone, Lord Minto, Nassau Senior, avaient propagé la renommée de cet État progressif et bien ordonné, qui contrastait si brillamment avec le reste de l'Italie ; à Southwark, les brasseurs de Barclay avaient entouré tumultueusement et hué le maréchal Haynau, lorsque, en septembre 1850, « le boucher de Brescia » leur rendit une visite malencontreuse. En Piémont même, un sentiment fier du succès mérité avait presque fait oublier Novare. Gioberti, dont l'influence était toujours grande, avait publié, de sa retraite à Paris, son livre sur *la Régénération civile de l'Ita-*

lie (1851), dans lequel il rétractait ses espérances d'une Papauté réformée, et exposait que l'hégémonie de l'Italie était passée au Piémont, qu'il appartenait au Piémont d'accomplir, avec le concours de la France, la rédemption nationale, et de faire l'Italie une, avec Rome pour capitale[1]. La majorité des Piémontais resta loin en arrière de l'idéal d'unité de Gioberti ; les aspirations plus étroites de 1848 étaient presque la limite de ce que la plupart des hommes politiques envisageaient ; penser à Rome semblait être trop une Utopie, et le « Piémontisme » était toujours fort, avec son léger mépris pour le reste de l'Italie, sa répugnance à transporter la capitale autre part qu'à Turin, ou à admettre que les autres provinces fussent traitées sur le même pied.

Mais toute l'élite de la nation était impatiente d'entamer à nouveau contre l'Autriche une guerre qui ne lui laisserait plus un pouce de territoire au sud des Alpes et serait, pour toute l'Italie, un coup mortel porté à la tyrannie. Ce fut à Victor-Emmanuel que les nationaux de presque toutes nuances commencèrent à penser pour marcher à leur tête. Bien que tout d'abord il eût été peu aimé, sa popularité avait grandi constamment. Il n'est pas facile, à première vue, de comprendre comment il arriva plus tard à acquérir presque de la vénération. Pour commencer, il prit, par un dévergondage honteux, sa revanche de la rigueur presque cruelle avec laquelle il avait été élevé. Sa vie privée fut partagée entre une débauche vulgaire et les sports ; alors que sa femme vivait encore, il installa sa maîtresse favorite dans le parc royal, se maria plus tard morganatiquement avec elle, mais ne lui en fut pas plus fidèle et ne tâcha même pas de dissimuler ses nombreuses infidélités. Sportsman vigoureux et hardi, ses moments les plus heureux étaient ceux qu'il passait à chasser le bouquetin dans les montagnes de Cogne. C'était un homme rude, d'un bon naturel, mais d'un mauvais caractère, d'une laideur phénoménale, simple et presque rustique de goûts[2], sans la moindre trace de talent, mais doué par contre d'un bon sens ro-

1. Gioberti, *Rinnovamento*, esp. II, 219, 273 ; de *Il Piemonte*, 156, il apparaîtrait que Gioberti exprimait la pensée de Pallavicino plutôt que la sienne propre.

2. « Le roi de Sardaigne, qui est ici, est aussi vulgaire et aussi grossier que possible », Malmesbury, *Memoirs*, I, 37 ; « il a le genre et les manières d'un sous-officier ; Vielcastel, *Mémoires*, III, 186. Voir Greville, *Memoirs*, VII, 308. Il épouvanta la cour anglaise lors de sa visite, en 1855.

buste et droit, absolument insensible à la peur, aussi bon officier de cavalerie qu'il était mauvais général, s'exposant témérairement dans la bataille, non point par bravade, mais pour donner l'exemple à ses soldats[1]. Il y avait en lui une certaine fibre démocratique ; il chérissait beaucoup la popularité, bien que ses manifestations le fatiguassent ; sa galanterie étendue le mit en relations avec toutes les classes ; il détestait l'étiquette ; de notoriété publique, il avait une garde-robe mal fournie[2], et, après la mort de la reine, en 1855, il mit pratiquement fin au cérémonial de la Cour. Mais à la masse des Italiens, il apparaissait comme le seul prince constitutionnel de l'Italie, le roi-gentilhomme (*il rè galantuomo*)[3] qui avait tenu le serment qu'il avait fait au peuple, le soldat qui avait combattu l'Autriche et à qui il tardait de la combattre encore ; et il gagna ainsi leur fidélité et leur dévouement. Il avait accepté le poste de roi constitutionnel, et, tant que Cavour vécut, il s'y borna, toujours à la lettre, et généralement quant à l'esprit, d'abord parce que cela lui plaisait, mais ensuite parce qu'il était extrêmement jaloux de son bon renom et ressentait le dégoût de l'honnête homme devant les parjures des autres princes italiens. Mais il se froissa toujours d'être contrôlé, et, avec les premiers ministres faibles qui succédèrent à Cavour, les liens constitutionnels devinrent très élastiques, bien que peut-être, au sens strict, il ne les brisât jamais complètement. Quoi qu'il fût naturellement superstitieux, réellement respectueux des formes religieuses, et poussé vers l'Église à la fois par ses propres inclinations et des influences de famille, son orgueil l'empêcha de plier devant les cléricaux. Il sut qu'ils intriguaient contre lui, comme ils avaient intrigué contre son père, et il héritait des traditions d'une race qui avait maintenu, contre Rome, son indépendance. Bien que sincèrement désireux de se concilier le Pape, ce fut un homme assez fort pour être à l'épreuve des influences insidieuses qui le poussaient à se laisser aller. Deux fois seulement, il faillit

1. Massari, *Vittorio Emmanuele*, 363.

2. « Ils nous taxent de façon honteuse, et ils ne peuvent même pas permettre à Victor de se payer une paire de pantalons neufs », disait une femme napolitaine après l'annexion.

3. La phrase émane de d'Azeglio : « Il y a eu si peu de rois honnêtes que ce serait très joli de commencer la série. »

céder. Quant à l'Autriche, il n'éprouvait envers elle que de la haine : à la fois comme roi et comme soldat, il était impatient d'une nouvelle guerre qui vengerait la mémoire de son père et effacerait Novare. Ses intrigues avec les réactionnaires l'exaspéraient ; « Je veux être maître chez moi », dit-il à Appony, le ministre autrichien ; il haïssait les *Codini* encore plus que les républicains, car il savait quelles violentes attaques ils portaient contre lui[1]. Ses ambitions nationales allaient probablement au delà de celles de ses ministres ; il avait lu et annoté le dernier ouvrage de Gioberti et il déclara son intention d'accomplir la destinée qu'il lui prédisait. Il avait soif d'action et de gloire militaire ; « l'existence paresseuse » du temps de paix lui était « intolérable ». « La couronne de Sardaigne, dit-il un jour, est tombée bien bas ; il nous faut de la gloire, beaucoup de gloire pour la relever ».

Sauf en ce qui concerne les réactionnaires, se préparer à la lutte prochaine était devenu un principe supérieur aux questions de parti. Les troubles de la Hesse et du Schleswig-Holstein avaient semblé rendre presque imminente une guerre européenne, et le Piémont espérait y trouver son avantage. La gauche avait prêché « en saison et hors de saison » l'hostilité envers l'Autriche et la générosité à l'égard des réfugiés ; l'organe de Valerio avait offert aux ministres carte blanche sous la condition qu'ils renforceraient l'armée et la marine ; Pallavicino avait déjà commencé à faire dans le centre et le sud une vive propagande en faveur du Piémont ; la Droite insistait presque autant. A son habitude, d'Azeglio « sentit le vent » ; il parla « des destinées futures du Piémont » et accusa fièrement Appony d'encourager la sédition. La Marmora avait réorganisé l'armée et pouvait mettre en ligne au moins 90 000 hommes. Le retour du terrorisme en Lombardie, après la démission de Karl von Schwarzenberg, avait fait sentir au Piémont qu'il pouvait être fier de sa force, de son progrès et de son organisation, alors que l'Autriche tentait en vain de justifier sa façon de gouverner et baissait chaque mois davantage dans l'opinion de l'Europe civilisée. Moralement, le Piémont avait déjà triomphé.

Cependant les conservateurs, et beaucoup d'autres peut-être aussi, ne croyaient pas que, sans concours, le Piémont

1 Pallavicino, *Memorie*, II, 254 ; *Il Piemonte*, 142.

pût vaincre l'Autriche. La base de la politique étrangère de d'Azeglio avait consisté à assurer, en France et en Angleterre, le respect du Piémont, et bien qu'il est plus que douteux qu'il ait pensé à conclure avec eux une alliance offensive, d'autres, certainement, y avaient pensé. On ne pouvait toutefois espérer sérieusement qu'à moins d'un conflit européen, l'Angleterre prêtât le concours de ses armes. Si précieuse que fût la vive amitié de Palmerston, il était tenu de suivre une politique de paix, et l'on se rendit compte qu'il n'y avait à attendre aucune sympathie de la part des *tories*. Il en fut autrement en ce qui concerne la France. L'expédition romaine avait valu à Louis Napoléon la haine des démocrates, mais sa lettre à Edgar Ney avait aidé à le racheter aux yeux de tous les Italiens. Ceux-ci, se rappelant ses premières attaques contre le pouvoir temporel, le sang italien et la politique italienne de son oncle, se doutèrent que ses ambitions modifieraient un jour la carte d'Europe.

Dorénavant, et pendant près de vingt ans, Napoléon joua un rôle de première importance dans la politique italienne, puissance invisible cachée dans la coulisse, exerçant une influence tantôt bénigne, tantôt maligne, apparaissant de plus en plus comme le *deus ex machinâ*, et comptant que tout le monde obéirait à son signe. Sa politique fut un composé d'idéal élevé et de honteux moyens, de desseins magnifiques et de lâches renoncements, de rectitude intellectuelle et d'une extrême fausseté morale. Il « menait des intrigues compliquées comme un disciple de Machiavel, puis entretenait des utopies humanitaires comme s'il eût pris Don Quichotte » pour modèle. Malgré ses craintes, il n'oublia jamais complètement le libéralisme de sa jeunesse; comme héritier de la tradition napoléonienne, il ambitionnait de jouer un grand rôle dans l'Europe moderne. Il eut la clairvoyance de se rendre compte que l'esprit de nationalité constituait la force active de l'époque dans la politique internationale, et, comme champion de la nationalité, la France pouvait rendre à l'Europe une stabilité durable et ouvrir un nouvel âge de paix. Une Italie unie, une Allemagne unie, une Pologne ressuscitée, l'émancipation des Slaves, devaient permettre à l'Europe de s'adonner au progrès commercial, au libre-échange et à une solution prudente et conservatrice des problèmes sociaux. Le programme avait son côté égoïste;

la France rentrerait en possession de ses « frontières naturelles » et deviendrait la puissance prédominante d'une grande confédération des nations latines de l'Ancien et du Nouveau-Monde. Mais c'était un programme grand et sage; en tout cas, Napoléon eut pour but de faire sortir la politique étrangère de la France de la boue dans laquelle elle s'enfonçait auparavant, — et s'enfonça depuis. Mais il aurait fallu un plus grand homme pour surmonter les effrayantes difficultés; tandis que les théories de Napoléon étaient énormément en avance sur l'opinion publique française, il avait déjà donné des gages aux cléricaux, et, comme même à ce moment le reconnut Cavour , il était dangereux, par suite de la tentation qu'il avait d'agir en leur faveur. Il savait combien peu de sympathie ses plans grandioses provoquaient à l'intérieur, et donc, tout en affectant d'observer les nuages diplomatiques, il eut une politique secrète travaillant souterrainement, essayant de renverser ses propres ministres et d'obtenir ses résultats les plus généreux, par des moyens sombres et douteux. Suivant l'expression de Montalembert, c'était un « conspirateur de profession »; bien qu'il eût une foi fataliste en son « étoile nébuleuse », qui le rendait courageux physiquement, il était moralement lâche, toujours hésitant et cherchant à fuir les responsabilités, incapable de résister à une pression, et ami des compromis et des demi-mesures[2]. Mais, en prenant tout au pis, Napoléon fut, en tout cas après le coup d'État, plus faible que méchant. De la splendeur des premières années de son règne, — illuminées, à la surface, de grands desseins, et luisant, en dessous, de corruption, — jusqu'à la faillite, l'ignominie, la pourriture de ses dernières années, la grandeur que Napoléon III avait spoliée eut deux ennemis fatals; son hypocrisie et la faiblesse de l'homme d'une part; d'autre part l'alliance étouffante du cléricalisme français.

Pour le moment, l'esprit de Napoléon était, ainsi que le dit plus tard Palmerston, aussi rempli de projets que l'est de terriers une garenne de lapins. La Pologne et l'Italie étaient

1. Castelli, *Carteggio*, I, 102.
2. Louis Napoléon, *Idées napoléoniennes*; La Gorce, *Second Empire*, I, IV-V; Sorel, *Guerre franco-allemande*, I, 4-6; Bianchi, *Diplomazia*, VIII, 155; La Guéronnière, *Napoléon III et l'Italie*; Maupas, *Mémoires*, II, 81, 101; Cantù, *Cronistoria*, III, 282-288.

les principaux sujets de ses songes, et ce fut l'Italie qui attira en premier lieu son attention[1]. Les hommes d'État piémontais s'en rendirent instinctivement compte, et l'on avait déjà pensé à une alliance française, lorsque Cavour entra dans le cabinet[2]. Ils patientèrent jusqu'à ce que le président fût en situation d'agir. A la fin de 1851, la crise qu'on attendait depuis longtemps se produisit à Paris, et Napoléon mit fin à sa joute habile et sans scrupules avec l'Assemblée par le coup d'État (2 décembre 1851), qui en fit l'autocrate de la France, et empereur de fait sinon de nom. La presse libérale de Turin et de Gênes l'attaqua vivement; quant au Piémont, il était trop absorbé à calculer quelles en seraient pour lui les conséquences, pour s'occuper de la moralité de l'avènement à l'empire de Louis Napoléon. Si le coup d'État constituait une atteinte à tous les gouvernements constitutionnels, il laissait le champ plus libre pour sa politique personnelle, et l'Italie avait surtout connu la seconde République par ses trahisons envers ses propres maximes et l'abominable expédition de Rome. Pour l'instant, toutefois, le point de vue constitutionnel était le plus importun. Napoléon avait été froissé des attaques de la presse libérale; et il insista sur-le-champ auprès de d'Azeglio pour qu'il modifiât la loi sur la presse et réduisît les réfugiés au silence, insinuant que les plus turbulents devraient bien être déportés à Cayenne avec ses propres victimes[3]. D'Azeglio refusa énergiquement d'user de moyens de répression envers la masse des réfugiés ou de restreindre la discussion libre des affaires intérieures; mais il se sentit obligé de se concilier Napoléon, car l'Autriche menaçait de prendre l'offensive, et la chute imminente de Palmerston détruisait le dernier espoir dans l'appui de l'Angleterre. Quelques-uns des plus violents démocrates furent expulsés et une loi fut introduite par le ministre Deforesta afin de faciliter les poursuites pour diffamation contre des souverains étrangers. Napoléon voulut bien s'apaiser facilement et promit au Piémont, s'il en avait jamais besoin, le concours de la

1. Louis Napoléon, *op. cit.*, 149; Martin, *Prince Consort*, III, 119; Ashley, *Palmerston*, II, 179; Ottolenghi, *Collegno*, 171; Bonfadini, *Arese*, 129.

2. D'Azeglio, *Scritti postumi*, 189; Massari, *La Marmora*, 112.

3. Bianchi, *op. cit.*, VII, 92, 97. Il n'est pas exact, quoi qu'on l'ait dit souvent, que d'Azeglio ait prévenu la pression de la France.

France, à la condition qu'il maintiendrait l'ordre et contiendrait les révolutionnaires[1].

La loi de Deforesta était une chose tout à fait momentanée; mais le coup d'État produisit, ou plutôt amena à maturité une évolution beaucoup plus importante dans la politique piémontaise. Depuis quelque temps déjà une tendance s'était manifestée parmi les modérés et de la Droite et de la Gauche à se réunir dans un parti Central. Les traités de commerce avaient occasionné une rupture définitive entre les protectionnistes et les libre-échangistes de la Droite, et des hommes réfléchis des deux bords reconnurent les dangers d'une majorité fluctuante, susceptible à n'importe quel moment, de provoquer une crise et d'élever au pouvoir un cabinet Revel. Le ministère avait trouvé la Droite à l'état de « roseau brisé » et il savait que si Revel personnellement pouvait être respectueux de la constitution, il y avait derrière lui des hommes qui ne l'étaient pas. En comparaison des divergences profondes qui divisaient les deux ailes de la Droite, l'intervalle existant entre le Centre Droit et le Centre Gauche était petit; et ils étaient capables de former, en s'unissant, un parti puissant et homogène qui, s'il ne constituait pas actuellement une majorité, n'en gouvernerait pas moins la Chambre. Cavour fut heureux de faire dévier vers la Gauche le point d'appui ministériel, car le coup d'État et la franche hostilité envers la Constitution de certains des partisans de Revel l'avaient convaincu qu'il était nécessaire d'avoir un contrepoids aux réactionnaires. Il partageait le mécontentement grandissant au sujet du désir de d'Azeglio à se concilier Rome et l'Autriche à un prix trop élevé. L'indolence constitutionnelle du premier ministre irritait son esprit agité et actif; il désirait diriger les événements, alors que d'Azeglio se bornait à les attendre. Et, quelle que fût encore son aversion envers la Gauche, la persuasion de ses amis le gagna peu à peu à l'alliance[2]. Rattazzi désirait depuis longtemps et passionnément une fusion, et la conversion de Cavour fut immédiatement suivie d'une entente quant à ses bases. Une fois la loi de Deforesta passée, Rattazzi décida le Centre Gauche à soutenir le gouvernement et Cavour entreprit

1. Ottolenghi, *op. cit.*, 148, 149; Bonfadini, *Mezzosecolo*, 368.
2. Castelli, *Cavour*, 40-42; Id., *Ricordi*, 67; Chiala, *Une page*, 100.

de rompre définitivement avec l'Extrême-Droite et engagea ses collègues à suivre une politique progressive. Le fait que l'alliance fut principalement un contrat privé entre lui-même et Rattazzi montre quelle était l'intrépide audace de Cavour ; son ami, l'historien Farini, fut le seul de ses collègues qui se montrât fermement en sa faveur, et les négociations furent, semble-t-il, conduites à l'insu du premier ministre [1]. Ainsi eut lieu le fameux « mariage » (*connubio*) des partis, que Cavour proclama publiquement au cours de la discussion de la loi de Deforesta (5 février 1852). D'Azeglio fut vivement froissé des agissements non autorisés de Cavour et se plaignit de régner et de ne point gouverner. La querelle qui couvait depuis longtemps en arriva à l'état aigu lorsque Rattazzi, comme suite à la convention, fut élu Président de la Chambre, battant le candidat ministériel ; aussi, après une crise prolongée, Cavour et Farini donnèrent leur démission (Mai) [2].

L'on reconnut que, sans Cavour, le ministère d'Azeglio n'était qu'un bouche-trou ; mais Cavour n'était pas disposé pour le moment à être premier ministre, et l'on toléra d'Azeglio afin d'éviter un cabinet réactionnaire, et pour qu'il pût user de son prestige en Angleterre pour y gagner des sympathies. Mais il était fatigué du pouvoir ; les deux partis le harcelaient ; Cavour devenait de plus en plus hostile, et la situation diplomatique était devenue plus difficile par suite de la chute de Palmerston. Le dernier coup lui vint d'un côté tout à fait inattendu. Dans son discours, le roi avait promis que la loi longtemps remise sur le mariage civil serait introduite au cours de la session, et en juin, elle vint devant la Chambre. Elle tentait un compromis entre la loi française qui faisait du contrat civil une chose absolument distincte de la formalité religieuse, l'État ne reconnaissant que le premier, exclusivement, et la coutume italienne suivant laquelle l'Église célébrait le rite et l'enregistrait aussi. La loi rendait nécessaires les deux cérémonies, religieuse et civile, mais en remettait l'enregistrement aux autorités laïques et permettait que,

1. Massari, *La Marmora*, 128 ; d'Azeglio, *L'Italia*, 75 ; Castelli, *Cavour*, 47 ; Chiala, *op. cit.*, 124 ; Cavour, *Lettere*, I, 255 ; C. d'Azeglio, *Souvenirs*, 445 ; Berti, *Cavour*, 344.

2. L'occasion précise fut une discussion au sujet de savoir si certains contrats de chemins de fer devaient être passés avec Brassey ou une maison italienne.

dans certains cas, la cérémonie civile fût valable par elle-même[1]. Si douces que fussent ces propositions, les orthodoxes les considérèrent comme épouvantables, parce qu'elles semblaient être nuisibles à la nature sacramentelle des liens conjugaux et faciliter le divorce. D'Azeglio avait espéré obtenir l'assentiment de Rome ; toujours patient, il était prêt à tendre la joue à qui voulait frapper et à endurer les insolences d'Antonelli. Mais ce fut en vain qu'il retarda la mesure afin de donner le temps d'entamer de nouvelles négociations ; cela ne servit à rien que la loi elle-même ménageât les revendications spirituelles de l'Église, que le mariage civil existât en Autriche depuis le règne de Joseph II, en France depuis la Constituante, et eût été légal dans le Piémont même pendant la domination française. La loi fut condamnée par le Pape avant qu'elle passât à la Chambre, et Antonelli l'attaqua de la façon la plus violente. Le roi écrivit au Pape, espérant aplanir la difficulté ; il fut accusé, pour toute réponse, d'introduire le concubinage dans son royaume. Pour la première et presque la dernière fois de sa vie, Victor-Emmanuel, qui, personnellement, traitait avec un si profond mépris les liens du mariage, passa aux cléricaux ; il déclara (21 octobre) que sa conscience ne lui permettrait pas de sanctionner la loi, et sa défection rendit certain son rejet par le Sénat. Cette rebuffade rendit intenable la position de d'Azeglio ; absolument las de sa tâche, il choisit avec empressement cette occasion de donner sa démission (22 octobre), et se retira dans son cher atelier, pour gagner sa vie avec son pinceau.

Cavour, qui était à beaucoup près la plus grande figure de la politique piémontaise, était son successeur naturel, et le roi, bien qu'à grand regret, ne put faire autrement que d'avoir recours à lui; mais par contre il posa comme condition de son élévation au pouvoir qu'il tenterait à nouveau une réconciliation avec Rome. Cavour refusa de s'embarrasser de cette entreprise, et le roi, bien que ne voulant pas d'un ministère réactionnaire, saisit l'occasion de remettre le pouvoir à Balbo et à Revel, avec comme programme : « la Constitution, ni plus ni moins », ce qui signifiait un minimum de réformes et une transaction à l'avantage de Rome. Mais le Centre Droit refusa apparemment de les soutenir, et Balbo, si opposé qu'il fût à

1. Boggio, *Chiesa e Stato*, I, 352.

toute législation anti-cléricale, n'était pas disposé à céder sur la question Fransoni. Il s'avoua incapable de constituer un ministère, et le roi fut obligé d'en revenir à Cavour, sur son engagement de ne pas faire du mariage civil une question de confiance [1]. La plupart des collègues de d'Azeglio restèrent en fonctions, et le nouveau cabinet sembla marcher sur les traces de son prédécesseur. Le désir du roi de voir Rattazzi faire partie du ministère fut repoussé, la loi sur le mariage fut tranquillement abandonnée, et l'on ignora les violentes attaques des évêques. La douce discipline de d'Azeglio fut continuée et les magistrats purent condamner des colporteurs de bibles et jeter des hommes en prison, en raison de polémiques sur le châtiment éternel ! La politique extérieure ne subit aucune modification matérielle, et Cavour s'empressa de féliciter Napoléon lorsqu'il se proclama Empereur, à l'anniversaire du coup d'État. Mais les libéraux étaient dans le vrai en pensant que l'élévation de Cavour était le triomphe de leur politique. Un nouvel acte d'agression de la part de l'Autriche ne tarda pas à faire reconnaître combien les temps avaient marché.

Le progrès tranquille de la politique piémontaise fut une preuve de la façon absolue dont la monarchie constitutionnelle avait été acceptée par le peuple. On s'était acclimaté à la vie parlementaire comme si elle était le résultat de générations, au lieu d'être une création d'hier. L'insuccès complet des réactionnaires, qui avaient derrière eux toute l'influence de l'Église, montra combien peu d'autorité ils avaient sur le peuple. Les républicains étaient encore plus faibles ; ils n'avaient pas de parti organisé ; d'Azeglio avait témoigné peu de clémence au petit groupe de Gênes, et l'opinion publique avait approuvé sa sévérité. Des pamphlets dénaturant avec une odieuse grossièreté la noble existence de Mazzini, prouvaient combien l'opinion publique lui était hostile. Les républicains du reste de l'Italie avaient très rarement été bien accueillis, et ceux, en petit nombre, qui se fixèrent au Piémont laissèrent leur républicanisme se fondre tôt ou tard dans les

1. Ricotti, *Balbo*, 300-302 ; Bianchi, *op. cit.*, VII, 67-68 ; Brofferio, *Parlamento*, VI, 178-183. La loi fut repoussée au Sénat, le 20 décembre, à une voix de majorité.

éléments hétérogènes. La plupart des chefs républicains s'étaient réfugiés à Paris ou à Londres. Dans cette dernière ville, Mazzini gardait toujours autour de lui les rares amis qu'attachait à lui sa vie toute de dévouement. Le grand puritain refusait de plier devant les défaites ou les circonstances ; il continuait à espérer voir un jour le soulèvement du peuple et la souveraineté du droit abstrait. La plupart de ses amis s'en étaient allés, découragés par l'insuccès, ou bien froissés de son autorité dictatoriale ; mais son activité inquiète était toujours à l'œuvre, tentant de rassembler les matériaux en vue d'une insurrection nationale, indépendante de l'École Piémontaise qu'il détestait et refusait de comprendre. En dehors du Piémont, il y avait encore bon nombre de républicains dans le Nord et le Centre ; dans chaque ville il restait toujours quelques républicains de 1848, et les sociétés ouvrières de secours mutuels n'étaient souvent que des associations républicaines, sous une étiquette sociale. Comme Mazzini ils suspectaient le mouvement constitutionnel du Piémont ou bien étaient trop impatients pour attendre l'évolution lente de sa politique. En Lombardie ainsi qu'à Bologne, le parti avait une réelle puissance ; il conservait un pied à Rome, à Florence et en Sicile, et même, d'une façon restreinte, en Piémont.

L'agitation eut naturellement son foyer en Lombardie. Si affaiblis que fussent les Lombards par la mort ou l'exil de beaucoup de leurs chefs, pas plus à Milan qu'à Brescia ou à Mantoue, l'esprit national n'était tombé. L'interdit dont ils étaient frappés fermait toujours aux officiers et aux fonctionnaires autrichiens la société lombarde ; les deux nations avaient, dans les théâtres, des sièges distincts ; la moindre provocation de la part d'un officier était cause d'un duel et beaucoup d'existences autrichiennes et italiennes furent le prix de la mortelle hostilité existant entre les conquérants et les vaincus. Mais même en Lombardie, les républicains ne constituaient qu'une fraction des nationaux ; les désillusions de 1848-1849 avaient fait une impression profonde, et beaucoup de libéraux lombards en étaient revenus à la vieille école non-politique d'attente[1], tandis que les jeunes nobles continuaient les traditions albertistes de leurs pères et, comme « Cavouriens », restaient en relations avec les libéraux piémontais et

1. V. chap. X.

les réfugiés de Turin. Cependant, dans chaque ville de la Lombardie et de la Vénétie, existaient des groupes composés d'hommes de toutes les professions à qui s'étaient joints un petit nombre de prêtres et, à Milan, en tout cas, un grand nombre d'artisans, qui avaient repris les fils de la conspiration de 1849 et ressentaient trop douloureusement le poids de la brutalité autrichienne pour l'endurer dans l'espoir d'une victoire lointaine. Pendant 1850 et 1851, leur organisation, plus ou moins en connection avec le Comité central de Mazzini à Londres, s'était développée en une conspiration puissante et étendue. Elle comptait 3 000 membres, soit, sans doute, un nombre beaucoup plus grand de partisans non enrégimentés et des affiliés dans le Piémont ainsi que dans les régiments hongrois. On était en train de préparer l'insurrection lorsque le coup d'État vint convaincre les têtes les plus saines que le moment de la révolte était passé et que le courant portait plus vigoureusement que jamais vers le Piémont. Mais à ce moment, alors que les conspirateurs avaient retardé l'action (avril 1852), un accident donna l'éveil aux autorités, et trois jours de fouet arrachèrent à un suspect le nom des chefs. Le gouvernement frappa au cœur même de la conspiration, à Mantoue, où l'âme du mouvement était l'abbé Tazzoli, un homme d'une nature singulièrement aimable et résolue. Quelque deux cents artisans et commerçants furent arrêtés, subirent une horrible parodie de justice devant des juges connaissant à peine leur langue, et le fouet, la faim, toutes les tortures mentales possibles, furent mises en œuvre pour leur arracher des aveux. Bien qu'aucun autre secret ne fût révélé, le gouvernement était suffisamment renseigné pour établir combien le complot était dangereux et répandu ; et Tazzoli et quatre autres montèrent sur l'échafaud (7 décembre). La masse des révolutionnaires se rendit compte que, quelles qu'eussent été les chances d'un soulèvement populaire à une époque de révolution européenne ou alors que l'Autriche n'était pas préparée, il n'avait plus aucune chance de succès, maintenant que l'Autriche avait organisé une armée puissante prête à écraser les premiers symptômes de révolte. Mais les exécutions de Mantoue firent frémir de rage les Lombards, et quelques esprits plus violents voulurent venger les victimes et recommencer les Cinq Jours. Un petit groupe d'artisans milanais firent appel à Mazzini pour qu'il leur vînt en aide, et celui-ci, croyant, comme d'ha-

bitude, à leurs prévisions exagérées de succès, les encouragea à agir[1]. Le soulèvement fut fixé au Mardi-Gras, les soldats devant prendre part aux fêtes. Mais toutes les chances étaient contre le soulèvement ; si le premier coup n'avait pas porté à faux, peut-être la populace se serait-elle soulevée ; mais la plupart des chefs s'enfuirent et, bien que quelques soldats fussent tués, les insurgés furent facilement dispersés (6 février 1853). Les républicains de Gênes, qui avaient promis leur concours, firent faux bond au dernier moment, et quelques plans timides de soulèvement en Romagne et à Rome avortèrent.

Les Autrichiens saluèrent le soulèvement comme un prétexte pour frapper les libéraux. Vingt-quatre conspirateurs moururent sur l'échafaud, et 6 000 Tessinois de tous âges et sexes furent chassés, en plein hiver, au delà de la frontière, afin de punir la Suisse de donner asile aux réfugiés. Les exécutions auraient pu passer sans être très remarquées ; les conspirateurs avaient joué leur existence et payaient la rançon de la défaite. Mais Radetzky n'était pas satisfait. Depuis longtemps c'était sa politique de frapper haut afin de réprimer tout désir de popularité ; et le vieux maréchal éprouvait une haine aveugle à l'égard des nobles libéraux de Milan. Beaucoup d'entre eux s'étaient réfugiés cinq ans auparavant à Turin ou à Gênes ; il espéra attirer la haine sur le Piémont en rendant responsables de la révolte les riches réfugiés, et en arguant que le Piémont donnait abri à des hommes qui complotaient des rébellions contre son voisin. Un édit impérial mit l'embargo sur les biens de tous les Lombards ayant quitté l'État pour des raisons politiques. C'était violer les droits résultant des traités, car les victimes avaient reçu la nationalisation piémontaise ; de plus de récentes conventions avaient assuré aux sujets piémontais la possession tranquille de leurs propriétés en Lombardie et en Vénétie. C'était donc un défi porté au Piémont. Cavour avait été jusqu'à la limite extrême de la condescendance ; il avait fait mettre un cordon de troupes le long de la frontière afin d'empêcher les conspirateurs de recevoir des secours du Piémont[2] ; il avait illégalement saisi les copies de

1. Mazzini, *Opere*, VIII, 216-218 ; Orsini, *Lettere*, 112 ; Salazaro, *Cenni*, 5 ; Bonfadini, *Mezzosecolo*, 373.

2. Bianchi, *op. cit.*, VII, 128 ; Mario, *Mazzini*, 357, dit qu'après le complot les lettres furent ouvertes à la poste de Turin et communiquées aux Autrichiens. Une tentative d'assassinat fut faite contre Mazzini. Ib., *loc. cit.*

la proclamation de Mazzini, et expulsé Crispi et d'autres républicains qui étaient suspects de complicité. Son attitude rendit d'autant plus choquante l'action de Radetzky et, bien que les victimes fussent peu nombreuses et riches, Cavour vit que l'honneur national était en jeu. Il rappela l'ambassadeur piémontais à Vienne et publia une protestation véhémente et solennelle contre les illégalités de l'Autriche ; si d'Azeglio ne l'en avait dissuadé, il aurait même usé de représailles sur les propriétés des sujets autrichiens en Piémont, et était prêt à faire la guerre plutôt que renoncer à son attitude. L'Autriche rappela Appony mais n'essaya même pas de justifier les séquestrations; la France et l'Angleterre soutinrent chaudement la nation rivale, et l'Autriche se trouva moralement condamnée par l'Europe.

Ce fut une grande victoire pour la diplomatie de Cavour, et son éclat fit oublier l'inconséquence de son attaque contre les républicains. Sa véritable politique personnelle était aussi hostile que pouvait l'être celle de Mazzini à la situation assurée à l'Autriche par traité, et son opportunisme était la seule différence essentielle qui existât entre son hostilité et celle des insurgés. Pallavicino se plaignit qu'il se fût servi de la révolution pour affaiblir l'Autriche et de la diplomatie pour affaiblir la révolution ; les félicitations que lui fit le ministère français pour sa conduite délicate à l'égard de l'Autriche ne sont pas à son honneur. Mais ceci fut oublié, tandis que sa protestation contre les séquestrations brillait superbement comme une fière résistance à la tyrannie étrangère. Le Piémont apparut comme le champion et le protecteur des Italiens opprimés, qui ne craignait pas de citer l'Autriche devant le tribunal de l'opinion européenne. La chaleur avec laquelle il y fut répondu est témoignée par le vote de la Chambre sur une grande indemnité à consentir aux victimes de l'Édit impérial. Et la controverse qui suivit la protestation prouva qu'il était impossible que le Piémont et l'Autriche continuassent longtemps à vivre côte à côte.

TABLE DES MATIÈRES

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

BIBLIOTHÈQUE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 brochés à 3 fr. 50. — Volumes in-8 brochés de divers prix.

EUROPE

SYBEL (H. de). ***Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, traduit de l'allemand par Mlle DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.

DEBIDOUR, inspecteur général de l'Instruction publique. ***Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 à 1878.** 2 vol. in-8. (Ouvrage couronné par l'Institut.) 18 fr.

FRANCE

AULARD, professeur à la Sorbonne. ***Le Culte de la Raison et le Culte de l'Etre suprême**, étude historique (1793-1793). 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— ***Etudes et leçons sur la Révolution française.** 2 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50

DESPOIS (Eug.). ***Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 4e édition, précédée d'une notice sur l'auteur par M. Charles BIGOT. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DEBIDOUR, inspecteur général de l'instruction publique. ***Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France** (1789-1870). 1 fort vol. in-8. 1898. (Couronné par l'Institut). 12 fr.

ISAMBERT (G.). ***La vie à Paris pendant une année de la Révolution** (1791-1792). 1 vol. in-12. 1896. 3 fr. 50

MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires.** 3 vol. in-12, précédés d'une préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50

BONDOIS (P.), agrégé de l'Université. ***Napoléon et la société de son temps** (1793-1821). 1 vol. in.8. 7 fr.

CARNOT (H.), sénateur. ***La Révolution française**, résumé historique. 1 volume in-12. Nouvelle édit. 3 fr. 50

WEILL (G.), docteur ès lettres, agrégé de l'Université. **Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870.** 1 vol. in-8. 1900 10 fr.

BLANC (Louis). ***Histoire de dix ans** (1830-1840). 5 vol. in-8. 25 fr.

— 25 pl. en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de Dix ans.* 6 fr.

ELIAS REGNAULT. **Histoire de Huit ans** (1840-1848). 3 vol. in-8. 15 fr.

— 14 planches en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de Huit ans.* 4 fr.

GAFFAREL (P.), professeur à l'Université de Dijon. ***Les Colonies françaises.** 1 vol. in-8. 6e édition revue et augmentée. 5 fr.

LANESSAN (J.-L. de). ***L'Indo-Chine française.** Etude économique, politique et administrative sur *la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin.* (Ouvrage couronné par la Société de géographie commerciale de Paris, médaille Dupleix.) 1 vol. in 8, avec 5 cartes en couleurs hors texte. 15 fr.

LAUGEL (A.). ***La France politique et sociale.** 1 vol. in-8. 5 fr.

SPULLER (E.), ancien ministre de l'Instruction publique. ***Figures disparues**, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50

— **Histoire parlementaire de la deuxième République.** 1 volume in-12. 2e édit. 3 fr. 50

— **Hommes et choses de la Révolution.** 1 vol. in-12. 1896. 3 fr. 50

TAXILE DELORD. ***Histoire du second Empire** (1848-1870). 6 v. in-8 42 fr.

VALLAUX (C.). **Les campagnes des armées françaises (1792-1815).** 1 vol. in-12, avec 17 cartes dans le texte. 3 fr. 50

WAHL, inspecteur général honoraire de l'Instruction aux colonies. ***L'Algérie.** 1 vol. in-8. 4e édit. refondue, 1901. (Ouvrage couronné par l'Institut.) 5 fr.

ZEVORT (E.), recteur de l'Académie de Caen. **Histoire de la troisième République :**

- Tome I. ***La présidence de M. Thiers.** 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.
- Tome II. ***La présidence du Maréchal.** 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.
- Tome III. **La présidence de Jules Grévy.** 1 vol. in-8. 7 fr.
- Tome IV. **La présidence de Sadi Carnot.** 1 vol in-8. 7 fr.

CARTE DE L'ITALIE AU COMMENCEMENT DE 1848



Gravé par E. Borremans, 3 rue Hautefeuille, Paris

80,-